This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

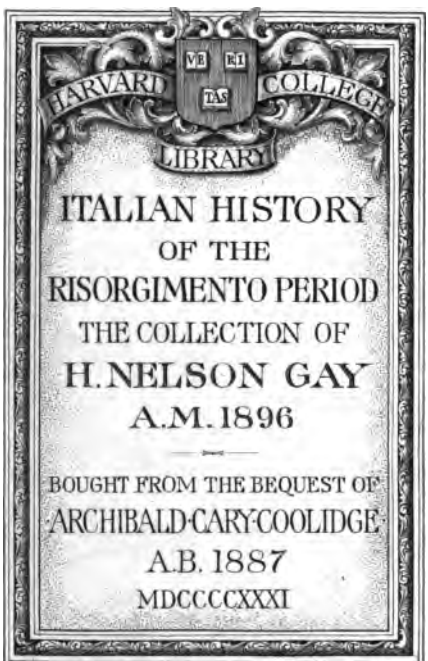
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

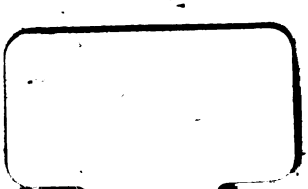
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

WIDENER
HN T4B2 0

G16.104.25


VE RI TAS
HARVARD COLLEGE
LIBRARY
ITALIAN HISTORY
OF THE
RISORGIMENTO PERIOD
THE COLLECTION OF
H. NELSON GAY
A.M. 1896
BOUGHT FROM THE BEQUEST OF
ARCHIBALD CARY COOLIDGE
A.B. 1887
MDCCCCXXXI



Geschichte
des
Papstes Pius VII.

verfaßt
von

RITTER ARTAUD,
ehemaligem Geschäftsträger Frankreichs zu Rom, zu Florenz und zu Wien; Mitglied der Akademie der Inschriften und der schönen Wissenschaften, der Akademie de la Crusca und zu Göttingen ꝛc.

Aus dem Französischen.

Zweiten Bandes erster Theil.

Wien.

Druck und Verlag der Mechitaristen-Congregations-Buchhandlung.

1838.

C.4616.104.25

HARVARD COLLEGE LIBRARY
H. NELSON GAY
RISORGIMENTO COLLECTION
COOLIDGE FUND
1931

Erstes Capitel.

Der Papst bewohnt den Flügel des Pallastes zur Flora genannt. — Er empfängt in allen Formen die Anzeige der Geburt eines Sohnes, der dem Bruder des Kaisers geboren ward. — Antwort des Papstes. — Herr von Kotzebue. — Austretung der Tiber zu Rom.

Der Papst, der seinen Wohnsitz fortwährend in den Tuilerien, und zwar im Pavillon Flora gehabt hatte, fuhr fort, den Gläubigen Audienzen zu ertheilen. Niemand aus seinem Gefolge gab zu irgend Klagen Veranlassung. Er empfing zuweilen Besuche vom Kaiser; und immer bezeigte er ihm ein würdiges und liebvolles Wohlwollen. Als die Fürstin Hortensia, Gemahlin des Prinzen Louis, damals eben mit einem Sohne genas, der den Namen Napoleon-Ludwig erhielt, befahl der Kaiser, dem Papste eine ämtliche Anzeige von der Geburt dieses Prinzen zu machen. Am 6. Jenner richtete hierüber der Papst folgendes Schreiben an den Kaiser:

Geliebter Sohn in Jesu Christo!

»Ihr Schreiben hat uns mit zweifacher Freude erfüllt; und zwar erstens, weil Sie uns ankündigten, es sei Ihnen von Seiten Ihres Bruders Ludwig ein Neffe geboren; dann aber, weil wir aus diesem nämlichen Schreiben erfahren,

[1805]

Sie hätten die Wirkung unsrer zärtlichen Zuneigung empfunden; und wüßten, daß Alles uns am Herzen liegt, was zur Ehre, zum Wachsthum, zum Vortheil und zur Zierde Ihres Hauses gehört; und gewiß haben Sie richtig von uns geurtheilt.«

Hernach erinnert der Papst den Kaiser an ihre früheren Unterredungen mit einander; und dankt ihm für die gütige Gastfreundschaft, die ihm angetragen wird.

Einst als der Bischof von Orleans sich hatte anmelden lassen, und mit dem Papst über das deutsche Concordat gesprochen hatte, antworteten Seine Heiligkeit, Sie hätten noch vor Ihrer Abreise von Rom ein Schreiben von dem Kaiser Franz erhalten, worin er Sie ersuchte, hinsichtlich dieses Concordates zu Paris nichts abzuschließen. »Indessen, fügte der heilige Vater bei, können Sie uns dessen ungeachtet ein Memorial über diese Angelegenheit mittheilen.« — Andere Angelegenheiten wurden von dem Cardinal Fesch verhandelt; der dabei mit äußerster Behutsamkeit und mit dem Verlangen zu Werke ging, Seiner Heiligkeit angenehm zu seyn. Bei dieser Gelegenheit geschah's, daß der Cardinal Antonelli dem Herrn Cardinal Fesch folgendes Schreiben übersandte:

»Da Seine Heiligkeit über die Veränderungen nicht in Unwissenheit seyn können, die nun bald in der italienischen Republik Statt finden werden, und das Verlangen des heiligen Vaters dahin geht, daß unterdessen das Concordat aufrecht erhalten werde, das mit Denselben unter dem

Schutz und mit dem hohen Ansehen Seiner Majestät des Kaisers der Franzosen, als obersten Vorstandes dieser Republik, geschlossen ward, haben Sie den unterzeichneten Cardinal Antonelli beauftragt, Eure Eminenz zu ersuchen, bei Seiner Majestät sich zu verwenden, damit man, was immer für eine Regierungsform der besagten Republick in gegenwärtigem Augenblick gegeben werde, die Dekrete nicht in Kraft bestehen lasse, welche unter dem 26. Jenner von dem Vice-Präsidenten Melzi ausgingen; und hinsichtlich welcher Seine Heiligkeit zur Zeit nicht unterlassen haben, der Weisheit und dem Scharfsinn des Kaisers Ihre Gegenvorstellungen zu machen. Der Eifer, den Eure Eminenz immer für das Wohl der Religion gehabt haben, gewährt dem heiligen Vater die gegründete Hoffnung, daß Sie die Gerechtigkeit und den Hochsinn Seiner kaiserlichen Majestät dringend auffordern werden, den besagten Dekreten alle Kraft zu benehmen, und nur das Concordat in seiner Integrität bestehen zu lassen.

»Der Unterzeichnete benützt diese Gelegenheit ꝛc.

„Unterzeichnet: der Cardinal ANTONELLI.«

Für den Augenblick ward dies Ansuchen durch keine günstige Antwort erwiedert, wie dringend auch Cardinal Fesch sich dafür verwendete; der in dieser Sache alle Gesinnungen des heiligen Vaters billigte. Und was ging unter solchen Umständen nicht Alles zu Rom vor?

Nachdem diese Stadt eine Zeit lang von dem Luftballon gesprochen hatte, der als Kurier angekommen war, hatte sie ihren gewöhnlichen Zerstreuungen sich überlassen. Der Churprinz von Baiern, gegenwärtig Ludwig I., war unter dem Namen

[1805]
eines Grafen von Haag angekommen. Der berühmte Kotzebue, der mit Empfehlungsschreiben von Paris, von Berlin und von Rußland versehen war, ließ in allen Gesellschaften, besonders aber in jenen sich aufführen, wo man über Frankreich loszog; und er ließ es sich angelegen seyn, den Italienern zu erklären, daß sie keine Comödie zu schreiben verständen; wobei er ihnen rieth, die seinigen zu übersetzen; was er zuletzt auch wirklich in einem großen Theile Italiens erreichte. Seine Reise hätte sich über den Winter hinaus verzogen, wofern nicht Einer seiner Landsleute, ich weiß nicht warum, von Neid und Feindseligkeit angetrieben, in eine deutsche Zeitung hätte einrücken lassen, eine große Macht fordere die Verhaftung und Vertreibung dieses deutschen Schriftstellers. Dies Gerücht war zwar ungegründet; aber was Herrn von Vernègues widerfahren war, erschreckte Herrn von Kotzebue; und er beschleunigte seine Abreise.

In Folge einer Vorkehrung des Cardinals Fesch waren wir nun zwei Agenten Frankreichs zu Rom; nämlich Herr Isoard und ich. Hätte aber auch Einer genügt, so lebten wir doch beide in einem guten und anständigen Einvernehmen, das bei mir ein Keim der Hochachtung für Monsignor Isoard wurde; von welcher ich die Ehre hatte, unter der Regierung Leo XII. ihm einen Beweis zu geben. Monsignor war, wie er es denn auch jetzt noch fortwährend unter dem Purpur ist, ein guter, verbindlicher, großmüthiger Mann, ein Freund des Friedens, und

durch seine religiösen Tugenden aller Empfehlung würdig.

Anfangs Februar kam ein Unstern über Rom, der schweren Schaden anrichtete.

In der Nacht vom 31. Januar auf den 1. Februar trat die Tiber aus. Naturforscher behaupteten, die Ursache dieser Austretung seien die Südwest-Winde; welche, weil sie mit aller Gewalt in der Richtung der Mündung zwischen Torre Clementina und Torre San Michele wehen, die Gewässer des Flusses zurückdrängen und solche verhindern, in das Meer sich zu ergießen. Ist aber auch von Rom nach Porto nur eine Entfernung von dreizehn bis vierzehn italienischen Meilen, so läuft doch bis dahin die Tiber in so vielfältigen Krümmungen, daß man diesen Grund nicht zugeben kann. Die wahre Ursache dieser Ueberschwemmungen sind die häufigen Regengüsse in jenem Theil der Apenninen, wo die Tiber ihren Ursprung, und zwar an denselben Orten, wo auch der Arno, nimmt. In einer einzigen Nacht war das Stadtviertel Ripetta mit Wasser bedeckt; die demselben entgegen gesetzte Flur schien ein zweiter Fluß. Wir betrachteten diese Verheerung von dem Altan des Pallastes Borgheſe. Die Tiber führte Bäume, Möbeln, Wagen und Thiere, die im Felde waren überrascht worden. Die Gasse del Orso stand gänzlich unter Wasser. Weiber, Kinder, Greise hatten die Zeit nicht gehabt, die Flucht zu ergreifen; die in den untern Stockwerken wohnten, hatten nur die Dächer erreichen können, deren das Wasser geschont

[1805]

hatte. Dieſe Unglücklichen brachen in ſchmerzliches Geſchrei aus; es fehlte ihnen an Brot und an Vorrath aller Art. Man hörte nur die Worte: Barcarolo, a noi, pietà, pane! Einer der Erſten, die herbei eilten, war Cardinal Conſalvi, nachdem er früher den Bäckern befohlen hatte, ein außerordentliches Gebäck zu veranſtalten. Nun ſah man plötzlich einen wunderſamen Auftritt. Conſalvi, fürchtete ſich nicht, ſein Leben der Gebrechlichkeit eines Kahns anzuvertrauen; Er ſelbſt kam im Cardinalgewande, den Bewohnern der Straße del Orso Brot zu bringen, es dauerte nicht lange, ſo ahmten andere Römer dies Beiſpiel nach. Ich beglückwünſchte Seine Eminenz über dieſe ſo muthvolle That. Er antwortete mir: »Ach, ich bin reichlich dafür belohnt worden, als ich die Segnungen der Frauen und Kinder hörte. Sie küßten mir die Hände, das Gewand; küßten die Brote; wollten derſelben nur für Einen Tag annehmen, damit Niemand übergangen würde; und dann: muß ich nicht alſo thun, den Papſt zu tröſten, wenn dies Unglück ihm zu Ohren kommt?«

Nimmer hatte der Südweſt-Wind Urſache ſeyn können; denn er ließ nach, und deſſen ungeachtet ward die Stadt bis in die Straße del Corso und auf dem Weg des Ponte-Mollo überſchwemmt. Der Eifer verdoppelte ſich, den unglücklichen Inwohnern zu Hilfe zu kommen, die von den Gewäſſern eingeſchloſſen waren. Ich bemerkte auch damals den jungen Fürſten Aldobrandini, der mit muthvollem Eifer beſchäftiget war, Eßwaaren ſeinen Leuten hinüber-

ſchiffen zu laſſen, die in Häuſern wohnten, welche den Pallaſt Borgheſe umringten; ſo wie auch allen Häuſern, die nur durch dieſen Pallaſt eine Verbindung mit Rom unterhalten konnten.

Außer dieſen Thaten der Menſchlichkeit, die ein ſo edles Beiſpiel gewähren, wenn man ſolche durch Diejenigen, die an der Spitze der Regierung ſtehen, und durch Solche ausgeübt ſieht, die den erſten Rang in der Geſellſchaft einnehmen, gab es auch noch eine andere Sendung, die weit gefährlicher war. Man mußte nämlich mehr als tauſend Städtern Brot bringen, die in den Villa's bei Rom zurückgehalten wurden. Man ſah Geiſtliche unter den Perſonen, die dieſe gefährliche Pflicht erfüllten. Wäre das Waſſer fortwährend geſtiegen, ſo hätten wir uns mit allen Franzoſen in unſre Villa Medicis zurückgezogen, die gleichſam die Citadelle von Rom iſt; und wo die Gewäſſer unmöglich hinkommen konnten; außer es wäre eine allgemeine Sündfluth zu befürchten geweſen.

Das Wetter war ziemlich hell; und der Nordwind wehte ſtandhaft fort; indeſſen ſtanden alle Fenſter der überſchwemmten Häuſer offen; und Jeder machte daſelbſt ängſtliche Beobachtungen, um den Augenblick zu erſpähen, wo das Waſſer aufhören würde, zu wachſen. Am zweiten Februar um vier und zwanzig Uhr (5 Uhr Abends) offenbarte ſich das erſte Anzeichen des Abnehmens. Nun hörte man nichts mehr als Geſchrei der Freude und Hoffnung. Als jedoch der Fluß, der bis zur Höhe der Austretung

[1805]
vom Jahr 1750 gelangt war, ſich zurückzog, hinterließ er einen ungeſunden und dichten Schlamm; den man in aller Eile ſuchen mußte, in das wahre Bett des Fluſſes zurück zu werfen. Die treffliche Staatsverwaltung des Cardinals Conſalvi half allen Uebeln ſchleunig ab; es wurden Gelder zur Unterſtützung ausgetheilt; und das Frühjahr fing bei Zeiten an, ſeinen erſten Einfluß fühlen zu laſſen.

Der Papſt ward bei der Nachricht von der Ueberſchwemmung der Tiber innigſt ergriffen. Es war ihm herzlich leid, daß er nicht hatte an Ort und Stelle ſeyn können, ſich ſelbſt zu zeigen, das Volk zu tröſten und ſeine Leiden noch mehr zu vermindern.

Indeſſen ward der Schmerz des Papſtes gemildert, als er erfuhr, ſein ſo vorſichtiger als muthiger Miniſter rechtfertige mit ſo vieler Großmuth als Glück die Wahl des Souverains, der ihm einen ſo glänzenden Beweis der Zuneigung und des Vertrauens gegeben hatte.

Zweites Capitel.

Der Erzkanzler des deutschen Reiches verlangt, dem Vernehmen nach, Herr Bernier sollte Legat a Latere zu Regensburg werden. — Bericht des Herrn Portalis über die kirchlichen Anforderungen des Papstes. — Erörterungen hierüber. — Schreiben Ludwigs XIV. an den Cardinal von La Tremouille. — Schreiben Ludwigs XIV. an Innocenz XII. — Unterredungen des Papstes mit dem Kaiser. — Zurückhaltendes Benehmen Pius VII. bei diesen Unterredungen.

Indessen war, vom 23. Februar an, der Papst auf seine Abreise bedacht. Er ließ durch den Cardinal Caprara eine Marschroute andeuten. Die erste Colonne sollte am 9., die zweite am 12., die dritte, jene nämlich, mit welcher Seine Heiligkeit reisen wollten, am 15., die vierte endlich am 18. Merz aufbrechen.

In dieser Zwischenzeit schrieb Herr Kolborn an Herrn Bernier, das Verlangen des Churfürsten Erzkanzlers von Deutschland, der nach der Krönung nach Regensburg zurückgekehrt war, sei, Monsignor Bernier selbst mit den Functionen eines Legaten a Latere bekleidet zu sehen. Der Fürst hatte Anfangs Monsignor della Genga (seitdem Leo XII.) verlangt; gegenwärtig aber zogen Ihre Durchlaucht den Herrn Bischof von Orleans vor. Als dieser Bischof Herrn von Talleyrand die Absicht dieses Kolborn'schen Briefes sandte, von welchem man Herrn Bernier im Verdacht hatte, als habe er den Plan dazu entworfen,

[1805]

ſagte er, im fünfzehnten Jahrhunderte ſei der Cardinal-Erzbiſchof von Arles zum Legaten in Deutſchland ernannt worden; es ſei alſo ſchon einmal Aehnliches geſchehen; indeſſen könne in gegenwärtigem Augenblick dieſer Titel ein wenig zu erhaben ſcheinen; ein anderer Titel würde für Rom weniger mißlich ſeyn, deſſen Oberhaupt ſehr verträglich, deſſen Agenten aber ſehr ſchwierig und ſehr mißtrauiſch wären.

Kaiſer Napoleon hatte dem Papſte mehrmals geſagt, er ſollte ihm eine Denkſchrift über die Anſuchungen übergeben, die für den heiligen Stuhl von Wichtigkeit ſeyn könnten. Es fragten alſo Seine Heiligkeit einige der Cardinäle Ihrer Begleitung um Rath. Cardinal Borgia, der zu Lyon geſtorben war, hätte können gute Rathſchläge ertheilen; aber der Geiſt der Mäßigung, der ihn beſeelt hatte, war nicht ganz der nämliche, der die Perſonen leitete, welchen der Papſt in dem Augenblick die Sorge anvertraute, eine Denkſchrift aufzuſetzen.

Als nun dieſe Angabe der Anforderungen, die etwas eilfertig verfaßt wurde, fertig war, gab der Papſt dieſelbe dem Kaiſer, der ſolche an Herrn Portalis zur nähern Prüfung überſandte.

Hier folgt ein Auszug aus dem Berichte, den er glaubte, dem Kaiſer über dieſe und andere Reclamationen vorlegen zu müſſen, welche die päpſtliche Regierung dem Kaiſer übergeben hatte.

Sire!

»Eure Majestät haben mir den Hauptinhalt der Bitten des Papstes in italienischer Sprache zugesandt, und haben mir befohlen, solchen ins Französische zu übersetzen, halbbrüchig abschreiben zu lassen, und meine Bemerkungen auf die Seite beizusetzen, welche weiß gelassen ward. Diese kurz gefaßte Schrift ist ein Auszug aus einer weitläufigern, die dem Herrn Cardinal Fesch war überreicht worden, und welche diese Eminenz mir mitgetheilt hat. Ich habe die Ehre, Eurer Majestät zu berichten, daß das Memorial und die kurz gefaßte Schrift, welche nichts als die übertriebensten Systeme der ultramontanistischen Doctoren enthielten, von dem Papste zurückgenommen und durch eine neue Schrift ersetzt wurde, die ohne Vergleich vernünftigere Vorstellungen und Ansuchungen enthält..

»Anfangs handelte es sich um nichts weniger, als die vier Artikel der Versammlung des Klerus in Frankreich im Jahre 1682 anzugreifen, und die ganze weise Einrichtung der organischen Artikel umzustürzen, die nur unsre Vorzüge und Freiheiten zurückriefen. Heut zu Tage gibt man Alles auf, was übertrieben ist, und beschränkt sich auf das Nützliche. Es scheint, was den Papst und die Cardinäle des Gefolges ermuthigt hatte, wider die Freiheiten der gallicanischen Kirche sich zu erheben, sei ein Schreiben, das Ludwig XIV. gegen das Ende seiner Tage hin an Clemens XI. erließ, und in Kraft dessen dieser Fürst sich verpflichtete, der Erklärung des französischen Klerus vom Jahre 1682 keine Folge zu geben; ja sogar diese Erklärung widerrufen zu lassen.

»Aber alle Denkschriften jener Zeit lehren uns, das erwähnte Schreiben sei der Schwäche des alten Monarchen durch seinen hitzigen Beichtvater, den Jesuiten Letellier, entrissen worden. Was in dieser Epoche vorging, wird vom Herrn d'Alembert in seiner Lobrede auf Bossuet erzählt;

[1805]

auch geschieht dessen Erwähnung im 49. Briefe der Sammlung vertraulicher Briefe des Herrn von Montesquieu. So viel ist gewiß, daß das Schreiben Ludwigs XIV. an Clemens XI. ohne Wirkung blieb; da weise und hellsehende Männer dem Pater Letellier selbst Furcht vor den schrecklichen Folgen einflößten, die aus der Veröffentlichung dieser Ränke sich ergeben konnten.

»Indessen ist es wahr, daß geheime Anhänger des römischen Hofes den Credit hatten, den Druck des berühmten Bossuet'schen Werkes für die Vertheidigung der vier Artikel der Versammlung des französischen Klerus vom Jahre 1682 zu hintertreiben. Dies Werk erschien erst sechs und zwanzig Jahre nach dem Tode des Verfassers; und konnte auch nur in einem fremden Lande gedruckt werden. Aber alle diese finstern Ränke hatten keinen Einfluß auf die öffentliche Lehre der Bischöfe und der Universitäten. Die Parlamente fuhren fort, die Freiheiten der gallicanischen Kirche mit dem nämlichen Muthe zu vertheidigen; und Alles, was von dem Betragen der Jesuiten ruchbar ward, den Ultramontanismus in Frankreich zu neutralisiren, diente nur den Sturm vorzubereiten, der in den Jahren 1760, 1761 und 1762 wider diese Religiosen losbrach. Glücklicher Weise können die Anecdoten, die ich Eurer Majestät so eben vor Augen legte, pikant für den Vorwitz seyn; niemals aber können sie die Regierung beunruhigen. Die Zeiten haben sich so sehr geändert; und die Stimmung der Gemüther ist solcher Art, daß die römische Curie, statt ehrsüchtige Prätensionen fortzupflanzen oder aufs Neue zu erwecken, sich einzig mit der Sorgfalt beschäftigen muß, die geistlichen Vorzüge zu vertheidigen und zu behaupten, welche die Religion dem Oberhaupt der Christenheit verbürgt, und woran es der wohl verstandenen Politik der christlichen Staaten gelegen seyn muß, daß sie solche ihm erhalte. Auch säumte der Papst, sobald er sich selbst und seiner eigenen Weisheit überlassen war, nicht, zu fühlen, daß man die Rathschläge der Ehr-

sucht bei Seite setzen müsse; um Alles auf den wahren Nutzen der Kirche zurückzuführen. Nach diesem Plan ist die neue Denkschrift verfaßt; sie enthält Artikel, die ich dem gegenwärtigen Berichte beifüge; sie stehen am Rande; ihnen zur Seite aber stehen die Bemerkungen, die ich Eurer Majestät unterlege.«

„Unterzeichnet: PORTALIS.«

Folgendes ist die Stelle aus d'Alembert, welche Herr Portalis anführt. (Oeuvres de d'Alembert. Paris, Bastien, 1805 in 8; tom. 7. pag. 506.)

»Wird man je glauben, daß, nach Bossuet's Tode, Ludwig XIV., der dreißig Jahre zuvor eine so große Widersetzlichkeit gegen die päpstlichen Ansprüche bezeugt hatte, so schwach war, gegen das Ende seiner Tage hin, auf den meineidigen und strafbaren Rath des Jesuiten Letellier, seines Beichtvaters, seine Ansichten zu ändern? — Wird man je glauben, Benedict XIV. habe ein Schreiben dieses Fürsten an Clemens XI. in Händen gehabt, kraft dessen er dem Papste verhieß, die Bischöfe des Königreiches die feierliche Sanction widerrufen zu lassen, die sie den vier Propositionen, nämlich der Erklärung gegeben hatten, die sie selbst ausgesprochen, der Papst sei nicht berechtigt, den Souverain abzusetzen? — Wird man je glauben, der Betrüger, der sein Gewissen leitete, habe ihn dahin gestimmt, die Unfehlbarkeit des Papstes in seinem ganzen Königreiche behaupten zu lassen; welches Project auch wäre ausgeführt worden, wofern nicht weise und hellsehende Männer dem Jesuiten selbst die unglückseligen Folgen, die hieraus entstehen konnten, vor Augen gestellt hätten; so daß er heftig darüber erschrack? — Wird man je glauben, unter der Regierung Ludwigs XV. habe eine Versammlung des Klerus, durch höhere Befehle genöthigt, wiewohl auf eine dunkle Weise und ohne Erfolg, die vier Propositionen vom Jahre

[1805]

1682 widerrufen? — Wird man je glauben, Bossuet's berühmtes Werk für die Vertheidigung dieser vier Propositionen sei erst im Jahre 1730, d. h. sechs und zwanzig Jahre nach seinem Tode erschienen, und zwar habe es nur im Auslande erscheinen können; da Diejenigen, die damals das Regiment führten, nicht gestatteten, daß es im Königreiche gedruckt würde?«

Herr Portalis hätte zu gleicher Zeit jene andere Stelle aus d'Alembert anführen können; aber man nimmt aus einem Schriftsteller nur was den Leidenschaften schmeichelt, welchen man dienen will. Jene Stelle lautet wie folgt.

»Man weiß, mit welchem Widerstande die ehrwürdigen Bischöfe von Aleth und von Pamiers Ludwig XIV. über das Recht der Regalien begegneten, das sie als schimpflich für das Episcopat betrachteten. Der hierüber aufgebrachte Monarch wollte die beiden Prälaten an seinen Hof berufen, das ganze Gewicht seines Unwillens sie fühlen zu lassen; aber der Bischof von Meaux, dem seine Ehre wahrhaft am Herzen lag, sprach also zu ihm: »Gott behüte Eure Majestät, dies je zu thun. Fürchten Sie, daß die ganze Straße der beiden Bischöfe von dem tiefsten Grunde Languedocs an bis nach Versailles, von einem zahllosen Volke besetzt sei, das sie auf den Knien um ihren Segens bitte.« Ludwig XIV. ergab sich so weisem Rathe; er fürchtete, das höchste Ansehen an Waffen scheitern zu sehen, die selbst durch den Anschein ihrer Schwäche so mächtig waren; und Bossuet's donnernder Beredsamkeit jene populäre aber eindringliche Beredsamkeit der muthigen und verfolgten Tugend entgegen zu setzen.«

Herr Portalis, der wegen des Aufsuchens dieser Anecdoten sich zu sehr auf seinen Secretair, den

Herrn von Coupigny, verließ, spricht in diesem Berichte auch noch von dem 49. Briefe aus der Sammlung der vertraulichen Briefe Montesquieu's. Da man einen so großen Mann auftreten läßt, wollen auch wir ihn ersuchen zu erscheinen, damit er selbst spreche; zumal, wenn wir Mittel in der Hand haben zu beweisen, daß man ihn betrogen hat. — Es ist hier, sagt man, die Rede von einem Schreiben, das Ludwig XIV. gegen das Ende seiner Tage hin, an Clemens XI. erließ; und durch welches dieser Fürst sich verpflichtet hatte, der Erklärung des Klerus vom Jahre 1682 keine Folge zu geben. Ich werde Montesquieu's eigene Worte aus dem Briefe an den Herrn Abbé von Quasco *) anführen, datirt von la Brède am 3. Novemb. 1754.

»Was der Papst von dem Schreiben Ludwigs XIV. an Clemens XI. zu Ihnen sagte, ist eine ziemlich sonderbare Anecdote. Es war dem Beichtvater ohne Zweifel nicht schwieriger, den König zu dem Versprechen zu bewegen, er würde die vier Propositionen des Klerus widerrufen lassen, als es ihm schwierig war zu verheißen, seine Bulle werde ohne Widerspruch angenommen werden; aber die Könige können nicht Alles halten, was sie zuweilen auf Treue und Glauben Derjenigen verheißen, die sie, je nach ihrem Interesse berathen.«

*) Herr Abbé, Graf von Quasco, Einer der vier fremden Honorar-Akademiker der Akademie der Inschriften und schönen Wissenschaften, war ein Freund des Herrn von Montesquieu; und er ließ einen Theil der Briefe drucken, die er von diesem berühmten Präsidenten erhalten hatte; den er, und zwar mit Recht, den am richtigsten denkenden Kopf des Jahrhunderts, und den Gesetzgeber aller Nationen nannte.

[1805]

Seine Heiligkeit also hätten dem Grafen von Quasco gesagt, der Reisen in Italien machte, und wohl verstanden zu haben glaubte, Sie hätten ein Schreiben in Händen, in welchem Ludwig XIV. verhieße, den von seinem Klerus gefaßten Beschluß hinsichtlich der vier Propositionen des französischen Klerus vom Jahre 1682 widerrufen zu lassen; dies Schreiben sei ihm (Benedict XIV.) so sehr am Herzen gelegen, daß er, um solches den Händen des Cardinals Albani, Kämmerlings, zu entwinden, welcher Schwierigkeiten machte, dasselbe herauszugeben, nothgedrungen gewesen wäre, ihm, und zwar nicht ohne einige Gewissensängstlichkeit, gewisse Dispensen zu bewilligen, welche dieser Cardinal verlangt habe.

Wir bemerken hier, daß Herr Abbé von Quasco allerdings von einem Schreiben spricht, das Ludwig XIV. an Clemens XI. erließ; und daß Montesquieu von einem Beichtvater spricht, ohne denselben zu nennen. Hierin aber liegt ein schwerer Irrthum, den Herr von Quasco sich zu Schulden kommen ließ; und wir werden klar beweisen, daß er die Unterredung mit Benedict XIV. nicht richtig anführte. Herr von Quasco war, wenn man also will, ein Piemonteser und ein Gelehrter; er verstand das Italienische sehr vollkommen; Benedict XIV. aber war der Mann seines Jahrhunderts, und er sprach sich mit dem glänzendsten Witz und mit Klarheit aus. — Wahr ist das Folgende: Papst Benedict sprach mit Herrn von Quasco von einem Schreiben Ludwigs XIV., das unter der Regierung Clemens XI.

und zwar am 7. Juli 1713 an Herrn Cardinal La Tremouille geschrieben ward, der die Angelegenheiten Frankreichs zu Rom besorgte, während Pater Letellier Beichtvater des Königs war. In diesem Schreiben erwähnt der König des Vergleichs, den er im Jahre 1693 mit Papst Innocenz XII. getroffen hatte; und sagt dann, daß seit diesem Vergleiche nicht die mindeste Schwierigkeit bei Ausführung der Bullen von Seiten Derjenigen Statt gefunden habe, die in ihren Thesen Propositionen behauptet hätten, welche den Maximen der Kirche Frankreichs gemäß wären; gewiß aber sei die römische Curie selten in Unwissenheit über diese Thesen gewesen. Im vierten Paragraph drückt der König sich also aus:

»Papst Innocenz XII. forderte von mir nicht, solche (nämlich die Maximen, welchen die Kirche Frankreichs folgt,) aufzugeben, als ich die streitigen Puncte mit ihm beendigte, welche unter dem Pontificat Innocenz XI. begonnen hatten; er wußte, daß diese Forderung unnütz wäre; und der Papst, der damals einer seiner vorzüglichsten Minister war (Clemens XI. selbst, der damals Cardinal Albani war), weiß besser als irgend Jemand, daß die Verpflichtung, die ich auf mich nahm, sich darauf beschränkte, das Edict nicht ausführen zu lassen, das ich im Jahre 1682 verfassen ließ.

»Man hat bei ihm, gegen alle Wahrheit, vorausgesetzt, ich hätte der Verpflichtung zuwider gehandelt, die ich durch das Schreiben auf mich genommen, das ich an seinen Vorgänger schrieb; denn ich habe Niemand verpflichtet, die Propositionen des französischen Klerus gegen seine eigene Meinung zu behaupten. Allein es ist nicht billig, daß ich meine Unterthanen verhindere, ihre Meinungen über einen

[1805]
Gegenstand zu sagen und zu behaupten, von welchem es beiden Parteien frei steht, das Eine oder das Andere zu behaupten; wie dies bei mehreren theologischen Streitfragen der Fall ist; ohne irgend einen der Glaubensartikel im mindesten zu beeinträchtigen. Sonach also haben Seine Heiligkeit keinen Grund, sich zu beklagen, daß ich gegen die Verpflichtungen fehle, die ich mit Ihrem Vorgänger getroffen habe. Dagegen hätte ich selbst allzu gerechte Gründe, mich darüber zu beklagen, daß Sie den Concordaten kein Genüge thun, die zwischen dem heiligen Stuhle und meiner Krone abgeschlossen wurden, wenn Sie darauf beständen, die Bulle einem Manne zu versagen, dessen Lehre kein Tadel trifft. Ich kann die Folgen einer ähnlichen Weigerung nicht ohne Kummer ansehen, und ich halte mich versichert, daß ein so eifriger und so einsichtsvoller Papst selbst darüber genugsam wird betroffen werden, um von einer ganz neuen Prätention abzugehen, über welche ich keinen Ausweg zulassen kann.

»Hiernach bitte ich Gott, lieber Vetter, daß Er Sie in seiner heiligen und würdigen Hut erhalte.

„Unterzeichnet: LUDWIG.«

Es scheint also, daß der große König gegen das Ende seiner Tage hin, so gut als in den schönen Tagen seiner Jugend schreiben konnte; es scheint, daß der hitzige Jesuit Letellier, der, wie Herr d'Alembert meint, meineidige und strafbare Rathschläge ertheilte, in seiner Hitze und in seinem Meineid das Feld seines Herrn nicht preis gab; und daß Bossuet selbst, wenn er wäre berufen worden, den Prozeß des strafbaren Beichtvaters einzuleiten, im Gegentheil ihn mehrmals gesegnet hätte, wie man einen Bruder segnet

Hier aber wird Pater Letellier nicht einmal von der Beschuldigung losgesprochen, daß er den kirchlichen Angelegenheiten eine strafbare Richtung gegeben habe *). Indessen ist er, sogar nach den Ausdrücken seiner Ankläger durchaus nicht in diese alte Streitigkeit verwickelt; und man muß einen zwanzigjährigen Datumsfehler berichtigen, die Wahrheit wohl zu erfassen.

Bevor wir die letzten Umständlichkeiten vorlegen, wollen wir noch beifügen, daß »das Schreiben der Depesche Ludwigs XIV. an den Cardinal la Tremouille (also spricht der Kanzler d'Aguesseau), den Papst dahin entschied, die Bulle für das Bisthum Beauvais dem Abbé von Saint-Aignan ausfertigen zu lassen, ohne irgend einen Widerruf noch eine Genugthuung wegen der Propositionen der Versammlung des Jahres 1682 von ihm zu fordern; die er in seinen Thesen vom Jahre 1705 vertheidiget hatte.« (Tom. 13. pag. 423.)

---

*) Ich habe dies Schreiben Ludwigs XIV. an Herrn la Tremouille hier eingerückt; und ich kann nicht glauben, daß diese öffentliche Bekanntmachung für den heiligen Stuhl etwas Neues sei. Es ward zu Rom selbst im Jahre 1825 mit folgender Erlaubniß gedruckt: Imprimatur si videbitur Rev. pat. sac. palatii Apostolici magistro. Della Porta patriarch. Constantinop. — Imprimatur Fr. Philippus Anfossi sacri palatii apost. mag. Roma MDCCCXXV, presso Vincenzo Paggioli alla Minerva. n. 63. Man übt zu Rom keine so strenge Censur. Man spricht und druckt daselbst oft mit mehr Freiheit als in vielen Ländern, welche die Milde ihrer Gesetze und die Befreiung von aller Abhängigkeit rühmen.

[1805]

Nun erübrigt noch zu untersuchen, was Benedict XIV. dem Abbé von Quasco sagte, nachdem er mit ihm von dem Schreiben an Herrn von La Tremouille gesprochen hatte; was nicht gewiß ist; denn es ist möglich, daß Herr von Quasco Alles unter einander gewirrt habe, was Benedict XIV. ihm sagte. Wir können auch Herrn von Montesquieu ganz füglich aus dem Spiele lassen, der sich nur in allgemeinen Ausdrücken ausspricht, und nur eine sehr richtige Sentenz über die zuweilen eitlen Verheißungen der Könige vorträgt; d'Alembert aber und Coupigny sind nicht so leicht zu entschuldigen; zumal hat der erste mit der Pedanterie des Philosophismus und der Aufhäufung seiner: Wird man je glauben, die Herr Emery so geistreich erhob; und dann mit seinem gehässigen Schimpfwort eines Betrügers, das er Demjenigen beilegt, den er anschuldigt, sich sehr gröblich geirrt. Es ist in Allem, was Benedict XIV. deutlich sagen sollte, nur die Rede von dem Schreiben Ludwigs XIV. vom 14. Sept. 1693 an Innocenz XII. Wenn Benedict XIV. den Kämmerling Albani anführt, der so sehr an diesem Schreiben hing, so meint er damit den Neffen Clemens des Eilften (Albani), welcher die Schriften seines Oheims ererbte. Clemens XI. war Minister Innozenz XII. gewesen; und wahrscheinlich behielt er, statt das Schreiben des Königs in die Kanzelleien des Secretariats deponiren zu lassen, dasselbe unter seinen Schriften, wo sein Neffe, der Kammerherr, solches fand. Nachdem es sich nun wieder vorgefunden, ließ Bene-

dict XIV. es in die Archive des Vaticans niederlegen. Es ist außer aller Wahrscheinlichkeit, daß Pius VII. dasselbe nach Paris hätte mitbringen wollen. Herr Féa selbst versichert in seinen Riflessioni storico-politiche Rom 1825, das Schreiben sei damals zu Rom geblieben. Als Herr Radet die Archive des Vaticans, das Nützliche und das Unnütze (nach seinen Ausdrücken) nach Paris sandte, ward das Schreiben in das Archiv des Königreichs im Hotel Soubise niedergelegt; wo der Director eine besondere Sorgfalt dafür trug. Hernach liest man in dem Werke des Herrn de Pradt:

»Als die Archive von Rom nach Paris übertragen wurden, begab Napoleon sich einmal in das Hotel Soubise, wo solche deponirt waren. Dort ließ er das Schreiben Ludwigs XIV. sich vorzeigen; nahm solches mit, warf es bei seiner Rückkehr in die Tuilerien ins Feuer, und sprach: »Jetzt wird man mit seiner Asche uns nicht mehr beunruhigen.«

Nach einer so förmlichen Versicherung muß ich nun um die Erlaubniß bitten, zu erklären, daß ich am 25. April 1825 in die Archive des Vaticans ging, wo ich Monsignor Marino Marini antraf, der seit langer Zeit von seiner Sendung nach Frankreich zurück war, von wo er das Schreiben Ludwigs XIV. zurückgebracht hatte. Dieser Prälat hatte die Güte, dasselbe meinen Händen zu übergeben; und ich machte davon auf der Stelle eine Art fac-simile und bewahrte Orthographie und Abkürzungen mit aller Sorgfalt bei. Man wird sehen, daß der Kanzler d'Agues-

[1805]

ſeau ſelbſt dasſelbe wie es wirklich abgefaßt iſt, und nicht in einzelnen Theilen mitgetheilt hat. Herr de Pradt ſchrieb ſolches aus den Werken des Kanzlers ab; aber wahrſcheinlich wachte er nicht ſonderlich über den Druck ſeines Buches; und man ſetzte darin gegen das Ende hin santé ſtatt sainteté; was wahrhaftig einen Unterſchied macht.

Ich ſchreibe dieſen autographiſchen Brief nach, wie ich ihn von Rom brachte; ich werde ſogar der Austheilung der Zeilen achten.

Der Urtext dieſes Briefes iſt folgender:

»Tres-Saint Pere, iai toujours beaucoup espere
de l'exaltation de U. Ste au pontificat pour
les advantages de l'Eglise et l'aduancement
de Nre Ste religion. Ien eprouue maintenant
les effects auec bien de la ioie dans tout
ce que U. B. (Vot. Béatit) fait de grand et d'aduantageux
pour le bien de l'vne et de l'autre. Cela
redouble mon respect filial enuers U. Ste
et comme ie cherche de lui faire connoistre
par les plus fortes preuues que ien
puis donner, ie suis bien aise aussi de
faire scavoir a U. Ste que iai donne
les ordres necessaires affin que les choses
contenues dans mon edit du 22 mars
1682 touchant la declaration faite
par (sic) le clerge de France (a quoi les conjonctures passees m' auoyent oblige) ne soyent
pas observees. Desirant que non seulement
U. Ste soit informee de mes sentiments
mais aussi que tout le monde connoisse
par une marque partere la ueneration

que iai pour ses grandes et Stes qualites,
ie ne doute pas que U. B. n'y reponde
par toutes les preuues et demonstrations
enuers moi de Son Affon paternelle
et ie prie Dieu cependant qu' il conserve
U. Ste plusieurs annees et aussi heureuses
que le souhaite

TRES-SAINT PERE

Votre devot fils

Signé: LOUIS.

A Uersailles le 14. Septembre 1693.

Heiligſter Vater!

»Immer habe ich von der Erhebung Eurer Heiligkeit zum Pontificat Vieles für die Vortheile der Kirche und die Beförderung unſrer heiligen Religion gehofft. Ich empfinde nun die Wirkungen deſſen mit vieler Freude in Allem, was Eure Heiligkeit Großes und Erſprießliches für beide thun. Dies verdoppelt meine kindliche Ehrfurcht gegen Eure Heiligkeit; und da ich ſuche, Ihnen dies durch die ſtärkſten Beweiſe zu erkennen zu geben, die ich deſſen zu geben vermag, bin ich auch froh, Eurer Heiligkeit zu wiſſen zu thun, daß ich die nöthigen Befehle gegeben habe, damit die, in meinem Edict vom 22. Merz 1682 enthaltenen Dinge, hinſichtlich der Erklärung, die durch den Klerus von Frankreich (sic) geſchah (wozu die frühern Umſtände mich genöthigt hatten), nicht beobachtet werden. Da ich nicht nur verlange, daß Eure Heiligkeit von meinen Geſinnungen unterrichtet ſeien, ſondern auch, daß die ganze Welt durch einen beſondern Beweis die Ehrfurcht kenne, die ich für Ihre erhabenen und heiligen Eigenſchaften habe, zweifle ich nicht, daß Eure Heiligkeit dieſem meinem Verlangen durch alle Zeugniſſe und

[1805]
Beweiſe Ihrer väterlichen Zuneigung entſprechen; und bitte indeſſen Gott, daß Er Eure Heiligkeit viele und ſo glückliche Jahre erhalte, als dies wünſcht,

»Heiligſter Vater,

»Ihr fromm ergebener Sohn

„Unterzeichnet: LUDWIG.

„Zu Verſailles, am 14. September 1693."

Man ſieht hier am Schluſſe eine Formel, die ein wenig von derjenigen verſchieden iſt, die der Kaiſer nach Ludwig XIV. angenommen hatte; aber dieſer Fürſt wendete dieſe Formel nur in ſeinen eigenhändigen Briefen an. Die Formel mit dem Beiſatz »der Regierung und Leitung unſrer Mutter, der heiligen Kirche,« wurde für Schreiben der Staatskanzlei aufbewahrt, die vom König nur unterzeichnet, und von einem Staatsſecretair contraſignirt wurden. D'Agueſſeau glaubte, das Schreiben enthalte dieſe letzte Formel; er fügte ſie der Abſchrift bei, die er von dieſem Schreiben des Königs gab *); aber d'Agueſſeau, der das Original nicht geſehen hatte, konnte einen ſolchen Fehler begehen.

Man erinnert ſich an den Bericht des Herrn Portalis; und ſah demnach, wie viele falſchen Vor-

*) Rückwärts ſtand von der Hand des Königs geſchrieben: „A notre tres-saint Pere le Pape. Das Siegel, welches ſechs Linien hoch war, und à dextre die drei Lilien, à senestre aber die Ketten von Navarra führte, war mit mehrdräthiger weißer Seide, ähnlich der Stickſeide, befeſtigt.

ausſetzungen dieſer Bericht enthält. Und gleichwohl kam einſt, mit dieſen Lügen bewaffnet, Napoleon, eine Conferenz mit Pius VII. anzuknüpfen. Da er an demſelben Tage genöthiget war, ſeinen Beſuch abzukürzen, beſchränkte er ſich darauf, dem heiligen Vater zu ſagen: »Sie ſehen! Ihr Clemens XI.! Sie ſehen, was er Ludwig den Vierzehnten, gegen das Ende ſeiner Tage hin, thun ließ. Ihr Clemens XI. war ein geſcheidter Mann; er hatte den Beichtvater des Königs gewonnen; doch heut zu Tage geht dies nicht mehr alſo!« — Der Papſt muthmaßte, der Kaiſer vermenge verſchiedene Zeitepochen; und ſobald der Beſuch beendiget war, fing er an, über dieſe Sache ſich gründlich zu belehren. Er ließ ſich eine Abſchrift des königlichen Schreibens vom Jahre 1693 an Innozenz XII. vor Augen legen, zu welcher Zeit Pater Lachaiſe Beichtvater des Königs war; eben ſo auch eine Abſchrift des Briefes, den der König im Jahre 1713 an Cardinal La Tremouille ſchrieb, und befahl dann die Anecdoten von Montesquieu und den Grafen Quasco, ſo wie die Urtheile d' Alembert's zu ſuchen.

Diejenigen, welche die Noten des Cardinals Caprara über die organiſchen Geſetze (Sieh. 1. B. S. 435.) verfaßt hatten, erklärten vielleicht bei dieſer Gelegenheit den wahren Stand der Frage; und als der Kaiſer abermal erſchien, die unterbrochene Beſchuldigung wieder aufzunehmen, wußte Pius VII. allein die Wahrheit der Thatſache; und Napoleon konnte nur mit ſeinen falſchen und ſchlecht gegründe-

[1805]

ten Vorausſetzungen angreifen. Der Kaiſer bekam Geſchmack an dieſem Ausruf: »Euer Clemens XI.;« er wiederholte denſelben unter mancherlei Geberdenſpiel; doch ohne Zorn; ſtreckte die Hand wagerecht aus und berührte damit oftmals die Bruſt des heiligen Vaters, wobei er ohne Unterlaß ſagte: »Was haben Sie darauf zu antworten? Welche Kraft hat man nicht, einen Greis zu überwältigen, einen ermatteten, überdrüſſigen König zu ermüden, der zu lange Zeit Krieg führte, und deſſen Unglücksfälle ohne Zweifel ſeine Vernunft erſchüttert hatten?« — Man muß hier Pius ſelbſt erzählen laſſen, was er empfand. Alſo erzählte er was, ſich ergeben hatte: »Wir hatten bemerkt, daß der Kaiſer immer das Nämliche ſagte. Er kam nicht aus dem Jahre 1713 und aus der Epoche des Pater Letellier heraus; und doch war bei Allem was er ſagte nur vom Jahre 1693 und von Pater Lachaiſe die Rede. Auf alle ſeine Euer Clemens XI. hatten wir gute Luſt zu antworten: »Euer Ludwig XIV. hat jedoch dies zu einer andern Zeit geſchrieben:« aber wir durften Napoleon nicht allzu ſehr berauſchen; was ein Diener der Religion vermeiden ſoll; noch auch ihn kränken, weil die Nächſtenliebe dies verbietet. Hätten wir bei dem durchdringenden Scharfſinn, den wir an ihm kannten, nur zwei Worte geſagt, ſo hätte er die Daten, die Wahrheit und die Verwirrung der Thatſachen auf der Stelle eingeſehen; dann aber wäre er zornig fortgegangen. Portalis hatte dem Cardinal Antonelli alle dieſe Gründe Wort für Wort

gesagt. Herr Portalis war Derjenige, der den Kaiser mit derlei Berichten versah. Wäre nun der Kaiser eines Bessern belehrt worden, so hätte er Alles, was ihm in den Weg kam, niedergestürzt, hätte Herrn Portalis kommen lassen, und hätte ihn mißhandelt; wir aber liebten Herrn Portalis; er nahm die Bischöfe gut auf, und wir haben große Achtung vor einem Manne, der die Bischöfe ehrt; und wir beschränkten uns darauf, mit einiger Festigkeit zu sagen: Sie irren sich; es verhält sich nicht also; aber niemals wollte der Kaiser diese schonenden Reden verstehen.« — Indessen ward Napoleon, ob er sich auch nicht Aufschluß über die Gründe geben konnte, aus welchen der Papst ihm widerstand, über die Würde, die Sanftmuth seiner Worte, über diese Art zartherzigen Rathes, der in seinen Augen abgeschildert lag, und über die höfliche Hartnäckigkeit seiner Antworten betroffen. Er las bei seiner Rückkehr in sein Cabinet das Memorial, das dem Bericht des Herrn Portalis vom 10. Februar beilag, und das dem Papste sollte zurückgestellt werden; brachte bei diesem Memorial Verbesserungen an, befahl einen andern gemäßigteren Aufsatz; und in Folge dessen kam Herr Portalis am 19. Februar und überreichte dem Kaiser eine neue Arbeit, von welcher wir einen Auszug geben wollen.

Drittes Capitel.

Memorial des Herrn Portalis über die kirchlichen Anforderungen des Papstes. — Memorial des Papstes über die politischen Angelegenheiten des päpstlichen Staates. — Memorial des Kaisers, als Antwort auf das Memorial des Papstes.

Das Memorial des Papstes faßte eilf Artikel in sich. Hier folgt mit der Angabe dieser Artikel der Hauptinhalt jeder Antwort. Im Eingang stand:

»Seine Majestät, gerührt über die persönliche Anhänglichkeit, von welcher Eure Heiligkeit nicht aufhören, Ihnen glänzende Beweise zu geben, und überzeugt, daß die größte Wohlfahrt der Religion nur den heilsamsten Einfluß auf das Wohl Ihrer Staaten und das Glück Ihres Volkes üben kann, haben mit kindlicher Aufmerksamkeit die Bemerkungen und Anforderungen geprüft, welche Ihnen im Namen Eurer Heiligkeit überreicht wurden; und Sie beeilen sich, auf die verschiedenen Artikel zu antworten, welche diese Bemerkungen enthalten.

»Eure Heiligkeit stellen vor, daß die Einrichtungen des bürgerlichen Gesetzbuches über die Ehescheidung mit dem religiösen Dogma von der Unauflösbarkeit der Ehe nicht im Einklang stehen; Sie wünschten eine Abänderung in diesem Theile der französischen Gesetzgebung.

»Das bürgerliche Gesetzbuch konnte die Ehescheidung in einem Lande nicht verbannen, worin mehrere Religionen geduldet werden, welche dieselbe annehmen; es wäre auf alle Fälle nicht sonderlich weise gewesen, eine Gerichtsbarkeit plötzlich abzuändern, welche fünfzehn Revolutionsjahre in Frankreich naturalisirt hatten, als man zur Bearbeitung des bürgerlichen Gesetzbuches schritt. Ueberhaupt können bür-

gerliche Gesetze nur eine relative Güte haben. Sie müssen der Lage angefügt werden, in welcher ein Volk sich befindet; und es steht der Zeit zu, solche zu vervollkommnen. Nur den religiösen Gesetzen kommt es zu, das absolute Gute zu empfehlen, das seiner Natur nach unwandelbar ist. Damit aber das Betragen der Diener des katholischen Kultus niemals mit den Dogmen in Widerspruch komme, welche sie bekennen, haben Seine Majestät durch das Organ Ihres Kultusministers in einem Rundschreiben vom 19. Prairial des Jahres X. (8. Juni 1802) erklärt, es stehe den Dienern des katholischen Kultus frei, die eheliche Einsegnung Brautleuten zu versagen, die nach einer Ehescheidung sich wieder verheirathen wollten, bevor die erste Ehe durch den Tod Eines der Vereinigten gelöst wäre. Sie haben erklärt, daß eine solche Weigerung von Seiten der Diener des katholischen Kultus keinen Recurs an den Staatsrath begründen könne.

Im 2. Artikel ist die Rede davon, den Bischöfen dies natürliche Aufsichtsrecht zu erhalten, das über die Sitten und den Wandel der Geistlichen ihnen gebührt, die ihrer Sorgfalt untergeben sind.

»Die französischen Gesetze haben sich weislich gehütet den Agenten der Civil-Autorität die wesentlichen Rechte anzueignen, deren Ausübung nur der bischöflichen Gewalt zusteht. Die weltliche Macht muß allerdings über die Uebelthaten der Geistlichen erkennen, wenn diese Uebelthaten gegen die Gesetze verstoßen, die jeden Bürger verpflichten; denn man hört darum nicht auf Bürger zu seyn, wenn man Priester wird; folglich fährt man fort, den Gesetzen und den Obrigkeiten unterworfen zu seyn, welchen jeder Bürger Unterwerfung und Gehorsam schuldig ist. Ist aber von rein kirchlichen Vergehungen die Rede, welche nur die Kirchenzucht beeinträchtigen, und die blos für Strafen empfänglich sind, welche die canonischen Gesetze verhängen, so ist es anerkannt, daß die Bischöfe die natürlichen Richter die-

[1805]

ser Vergehungen sind; und die bürgerliche Gewalt darf, nach unsern National-Maximen, nur dann Einsicht davon nehmen, wenn irgend Mißbräuche sich erheben sollten. Also wurden bei sehr vielen Gelegenheiten die Geistlichen, auf ausdrücklichen Befehl Seiner Majestät, an die oberhirtliche Censur der Bischöfe verwiesen, wenn diese Geistlichen wegen Thatsachen angegeben wurden, die sich auf Fehler bezogen, welche die Pflichten und die Würde des Priesterthums verletzen konnten. Gibt es ungewöhnliche Eingriffe von Seiten einiger Agenten der bürgerlichen Autorität, so kommt dies daher, weil nicht alle Menschen weise genug sind, um sich beständig in den bestimmten Schranken ihres Amtes zu erhalten. Seine Majestät werden immer mit Sorgfalt wachen, daß man diesen Eingriffen zuvorkomme oder sie zurückdränge.«

Der 3. Artikel der Anforderungen des Papstes ergeht dahin, daß man dem katholischen Klerus die Mittel verschaffe, anständig zu leben, und für die Religion sich fortzupflanzen, die nicht ohne Diener bestehen kann. Die sehr lange, sehr umständliche Antwort hierauf drückt mit äußerster Zartheit und in einem gänzlich ergebenen Tone Alles aus was bis jetzt in dieser Hinsicht mit Eifer geschah, und noch gegenwärtig vorbereitet wird.

»Artikel 4. Eure Heiligkeit wünschten die Erneuerung der ehemaligen Gesetze über die Feier der Sonn- und Festtage. Seine Majestät erkennen in diesem Verlangen die Gesinnungen der Frömmigkeit und der guten Ordnung, welche Eure Heiligkeit beseelen. . . . . Die Erfahrung beweist, daß in großen Städten alle Augenblicke, die der Arbeit entzogen werden, Lastern oder Verbrechen zugewendet werden. Das Wesentliche ist, daß die öffentlichen Beamteten und die

erleuchteten Bürger der Volksmenge mit gutem Beispiele vorgehen. Nun ist aber durch die wirklichen Gesetze den Beamteten jeden Ranges alle äußerliche und öffentliche Arbeit untersagt. Es genügt, die öffentlichen Administrationen zu erinnern, daß sie an Sonn- und Feiertagen an keinem öffentlichen oder knechtlichen Werke arbeiten lassen; außer in dringenden Fällen, die weder Säumigkeit noch Aufschub vertragen.«

Durch den 5. Artikel verlangte der Papst, daß man bei der öffentlichen Erziehung keinen verheiratheten Priester oder Mönch anstellen sollte. Der Minister antwortet, es sei die Absicht Seiner Majestät, daß die Erziehung niemals sollte Priestern anvertraut werden, die nicht mit ihren Bischöfen in Gemeinschaft ständen (Dies war's eben nicht was der Papst verlangte). Es ist nicht die Absicht Seiner Majestät, daß die Erziehung in den Lyceen vernachlässiget werde. Seine Majestät werden die Bischöfe in die Verwaltung aufnehmen, welche die Lyceen leiten.

Durch den 6. Artikel verheißen Seine Majestät, über die Aufrechterhaltung des religiösen Friedens zu wachen; welcher das glückliche Resultat der Versöhnung des heiligen Vaters mit den constitutionnellen Priestern seyn muß.

»Artikel 7. Seine Majestät werden dem Kultus den Tempel der heiligen Genofeva, Patronin von Paris, ... zurückstellen. Was die Wiederherstellung der Priester-Congregationen betrifft, behalten Seine Majestät es sich vor, diesen wichtigen Gegenstand reiflich in Erwägung zu ziehen. In dem ersten Jahre einer neuen kirchlichen Organisation, muß der Klerus nothwendig erst eine gewisse Con-

[1805]

sistenz nehmen können, bevor man ihm Körperschaften an die Seite setzt, die bald stärker und mächtiger werden dürften als der Klerus selbst. Nichts desto minder waren Seine Majestät beeifert, alle Körperschaften wiederherzustellen, die unter dem Namen der Schwestern von der Nächstenliebe oder der Hospitaliterinnen bekannt, und durch ihre Einsetzung zum Dienste der Kranken und zur Erziehung armer Mädchen bestimmt und gewidmet sind. Sie haben sogar, um diesen, der Menschheit so nützlichen Stiftungen einen besondern Beweis Ihres Schutzes zu geben, Madame, die Mutter des Kaisers, zur Schutzfrau dieser Stiftungen ernannt.«

Im 8. Artikel verlangte der Papst, die katholische Religion sollte zur herrschenden erklärt werden. Hierauf antwortet Herr Portalis im Namen des Kaisers, ein solches Gesetz würde nur dahin führen, alte Gehässigkeiten wieder zu erwecken und dem Katholicismus neue Feinde zu schaffen.

Im 9. Artikel verlangte der Papst Schutz für die uralten Stiftungen der Irländer. — Die Vereinigung aller derselben zu Einer ward ermöglicht, und die Regierung bewilligt derselben ihre Unterstützung.

Im 10. Artikel wurden die Lazaristen dem Kaiser empfohlen. Ein Dekret stellte dieselben wieder her; es ward ihnen ein Haus mit einer Dotation von 15,000 Franken zugesichert; sie stehen unter der geistlichen Gerichtsbarkeit des Herrn Erzbischofs von Paris; das Seminarium der fremden Missionen ist wieder hergestellt. Es fordert keine Dotation; die Ankäufer der Güter, welche demselben

[1805]

gehörten, brachten solche nur darum an sich, um sie ihnen zu erhalten (ein schönes Beispiel, das mitten unter so vielen gottlosen Begierlichkeiten gegeben ward!) Das Seminarium vom Heiligen Geiste bei Orleans ist wiederhergestellt; es erhielt die Befugniß, Vermächtnisse und Stiftungen anzunehmen.

»Artikel 11. Seine Majestät werden durch ein Einkommen von gleichem Werthe ersetzen, was die französische Regierung ehemals zu Gunsten der Kirche St. Johann von Latran zu Rom bezahlte *); unter der Bedingniß jedoch, daß Seine Majestät daselbst der Rechte, Vorzüge und Ehren genießen werden, deren die ehemaligen Könige von Frankreich genossen.

»Seine Majestät werden keine günstige Gelegenheit entfliehen lassen, mit Eurer Heiligkeit für das größte Wohl der Religion und ihrer Diener im Einklang zu wirken.

„Unterzeichnet: PORTALIS.«

Ersichtlich wird aus dieser Antwort des Herrn Portalis, daß man die Absicht hatte, gefällig zu seyn;

*) Herr Portalis hatte die eilfte Forderung des Papstes nicht richtig verstanden. Frankreich entrichtete nichts für die Kirche St. Johann von Latran; aber bestanden hatte Folgendes. Als Heinrich IV. zur katholischen Kirche sich bekehrte, schenkte dieser Monarch der Hauptkirche St. Johann von Latran die Abtei Clairac in Frankreich, die ungefähr 66,000 Franken eintrug. Aus Dankbarkeit ließ das Domcapitel jedes Jahr ein feierliches Hochamt am 13. December, dem Geburtstage dieses Fürsten, und dem Festtage der heiligen Lucia, abhalten. Der französische Bothschafter wohnte dem Gottesdienste bei, und hatte einen erhöhten Sitz im Presbiterium. Da während der Revolution diese Abtei war verkauft worden, galt es hier nur, einen Ersatz von gleichem Werthe zu geben.

[1805]
hinsichtlich der abschlägigen Antworten nur verbindliche Gründe anzugeben, und die wirklichen Dienste geltend zu machen, die man der Religion erwiesen hatte. Der Papst bezeigte eine wahre Dankbarkeit. Er sprach abermal von den irländischen Instituten; und da man sah, daß er eine besondere Wichtigkeit darauf legte, über solche Forderungen sich befriedigt zu sehen, befahl Herr Portalis, für die Wiederherstellung dieser Stiftung noch mehr zu thun als man verheißen hatte. — Am Ende dieser Unterhandlung war es dem Papst in geheim sehr lieb, daß er wegen des Vorhergegangenen keine Veranlassung gegeben hatte, Herrn Portalis zu kränken, der nun so eben auf directe Weise ein so anständiges Betragen gegen Seine Heiligkeit beobachtet hatte.

Nun blieb zwischen dem Oberhaupt der Kirche und dem Kaiser nur noch die Angelegenheit zu verhandeln, die sich auf die Domänen bezog, welche dem heiligen Stuhle waren entrissen worden. Die Cardinäle, die zu Paris sich befanden, und der Cardinal Consalvi zu Rom sahen zwar wohl ein, daß es nicht möglich wäre, die Wiederherstellung derselben zu erhalten; eine solche Wohlthat stand nicht mehr in dem Vermögen Napoleons; er hatte seiner italienischen Republik zu Vieles verheißen; aber Napoleon selbst sagte dem Papste mit Nachdruck, man müsse sich nochmals mit dieser großen Angelegenheit beschäftigen und solche erörtern. In Folge dessen überreichte der Papst dem Kaiser das Memorial, das wir nun anführen wollen. Werden aber wohl der

Herr Cardinal Caprara, und nach ihm die Römer, die bei ihm sich Rathes erholen, sich enthalten, hier einen Vergleich zwischen Napoleon und Carl dem Großen eintreten zu lassen? — Wir werden sehen, daß der Hof Pius VII. in dieser Hinsicht die eigensinnigen Vorurtheile der Schmeichler des neuen Kaiserreiches theilten. Man ließ den Papst in eigener Person sprechen.

»Als wir den wiederholten Einladungen Eurer Majestät uns ergaben, das Verlangen unsres Herzens Ihnen kund zu geben, schwankten wir lange Zeit unschlüssig, ob wir dabei auch der Länder erwähnen sollten, die dem heiligen Stuhle angehören, und theils von dem französischen Kaiserreiche, theils von der italienischen Republik zurückbehalten werden. Endlich aber wurden wir durch das Zeugniß unsres Gewissens, und durch die Kenntniß Ihrer Weisheit und Billigkeit ermuthigt. Wir schmeicheln uns, daß Eure Majestät uns endlich ziemlich wohl kennen, und der Reinheit unsrer Absichten genugsame Gerechtigkeit widerfahren lassen, um keine andere Absicht uns beizumessen, als das Wohl der Religion, das mit dem Wohl des heiligen Stuhles so innig verknüpft ist.

»Die Majestät des Gottesdienstes, der dem ersten apostolischen Sitze der katholischen Religion geziemt; — die Unterhaltung so vieler Bischöfe und so vieler Missionaire, die beinahe in allen Theilen der Welt verbreitet sind; — die Erziehung so vieler Jünglinge aus allen Nationen in dem Collegium der Propaganda zu Rom, eine Anstalt, die heut zu Tage aus Mangel an Einkünften geschlossen ist; so wie es auch die besondern Collegien dieser und jener Nationen sind; — die Aufrechterhaltung so vieler Congregationen und für die Ausfertigung der Angelegenheiten der allgemeinen Kirche nothwendigen Diener; — die Verpflegung der Car-

[1805]
dinäle, auf welchen die Administration dieser nämlichen Kirche ruht; die Sendung und Erhaltung, die Honorare, die Correspondenzen der Legaten, Nuntien und apostolischen Vicare bei allen Höfen und bei allen fremden Nationen; — (wir wollen, wenn man es also fordert, so viele andere, sämmtlich sehr schwere und dennoch unerläßliche Lasten des heiligen apostolischen Stuhles mit Stillschweigen übergehen, für die Bestreitung welcher die göttliche Vorsehung demselben seit den entferntesten Zeiten, die sogar seiner zeitlichen Oberherrschaft noch lange vorangingen, mit sehr großen Einkünften und Erbgütern dotirt hatte, deren er nicht nur zu Rom, sondern auch in weit entfernten Gegenden genoß); alle diese Lasten und noch andere, die mit der Würde des kirchlichen Oberhauptes verknüpft sind, sind noch immer die nämlichen, indeß die Mittel solche zu stützen, sich verminderten, und noch von Tag zu Tag fortwährend sich vermindern. Es ist eben nicht nothwendig, daß wir Eurer Majestät die Verluste vor Augen legen, die wir in dem kurzen Zeitraum weniger Jahre erlitten; es genügt, solche Ihnen anzuzeigen. Sogar schon vor Ablauf der Hälfte des verflossenen Jahrhunderts sah der heilige Stuhl sich darauf beschränkt, statt des wirklichen Besitzes der Herzogthümer Parma und Piacenza, mit Betheurungen sich zu begnügen; da doch diese Herzogthümer als die seinigen und als solche ihm zugefallen waren, die nach dem Tode des letzten Herzogs Farneſe ihm angehörten. Die National-Versammlung verleibte Avignon und die Grafschaft (Venaissin) Frankreich ein. Das Directorium zu Paris *) ließ die drei schönsten Provinzen des Kirchenstaates, die Romagna, Bologna und Ferrara besetzen. Man vereinige mit diesen Verlusten noch den der großen Besitzungen von Mesola bei Commachio welche die apostolische Kammer wenige Jahre zuvor erkauft

*) Also sprach man aus schonender Rücksicht gegen Buonaparte.

hatte, so wie auch den Verlust der Lehengüter seines Obereigenthums in Piemont, für welche der König von Sardinien in seiner Eigenschaft als päpstlicher Vicar den jährlichen Zins eines Kelches von 2000 Piaster im Werthe entrichtete; das Aufhören der Annaten und Römerzüge in Frankreich und Deutschland, nach der neuen Ordnung der Dinge, die in diesen beiden Reichen sich begründete; die aber ein Zins oder ein bestimmtes, mit allen Nationen durch feierliche und gegenseitige Verträge abgeschlossenes Einkommen waren, welches als Ersatz für die Beiträge gegeben wurde, die alle katholischen Kirchen dem ersten Stuhle schuldig sind; (auf die Treue und feste Begründung dieser Verträge hin, beschwerten die römischen Päpste ihren Schatz mit einer sehr schweren Last, die noch heute ganz und voll besteht; und die doch großentheils darum eingegangen wurde, den katholischen Fürsten Hilfe in den Kriegen zu reichen*), die sie gegen die Ungläubigen zu führen genöthigt waren, von welchen sie von allen Seiten angefallen wurden;) und endlich die Größe der nicht zu berechnenden Verluste, die ohne Abhilfe sind, und die der apostolischen Kammer, ihren Finanzen und ihren Unterthanen durch die Revolution zugefügt wurden, die kürzlich Statt gefunden hat.

»Da es im allgemeinen Interesse der Christenheit liegt, daß es ihrem Oberhaupte nicht an Mitteln fehle, die Pflichten zu erfüllen, die für seine eigene Erhaltung, und folglich für die Erhaltung des Primates ihm auferlegt wurden, den Jesus Christus ihm gegeben hat, und dessen Nutzen allgemein anerkannt ist, können wir zu dem Verlust dieser

*) Gewiß ist's, daß die Päpste oft verschiedene Wohlthaten von den katholischen Mächten empfingen; allein eben so gewiß ist es auch, daß die Päpste sehr oft ihren Schatz aufthaten, ihnen zu helfen. Die Kaiser von Deutschland, und die Könige von Frankreich und von Spanien schöpften daraus mehr als einmal bedeutende Hilfe.

[1805]

Mittel nicht gleichgültig seyn, noch auch irgend einen Schritt vernachlässigen, der von unsrer Sorgfalt abhängt, diesen Verlust, so viel an uns liegt, zu ersetzen.

»Ja es ist dies sogar die bestimmte und wirkliche Pflicht eines Pflegers und Verwalters des Erbtheils des heiligen Petrus, wie wir es sind, und zwar eine Pflicht, die uns um so mehr bindet, als damit die Kraft des Eides sich vereint, den wir zur Zeit unsrer Erhebung zum Pontificat leisteten. Auch sind wir noch durch die Pflichten der strengsten Gerechtigkeit genöthigt, den Gläubigern des päpstlichen Schatzes die Zinsen von unermeßlichen Capitalien zu bezahlen; und zu gleicher Zeit den Bedürfnissen der Unterthanen der römischen Kirche zu Hilfe zu kommen, die durch die vergangenen Drangsale auf die größte Dürftigkeit beschränkt wurden.

»Die Erfüllung unsrer Pflichten, die Sorge, so dringenden Bedürfnissen abzuhelfen, die Hilfe, die so vielfältigem Elende gebührt, verengen uns das Herz und betrüben ohne Unterlaß unsern, von Natur freigebigen und wohlthätigen Charakter. Wir legen also unsre Sorgfalt in den Schooß Eurer Majestät nieder, und bitten und beschwören Sie bei jenem Gott, dem Urheber des katholischen Glaubens, der mit seinen Gaben Sie so außerordentlich bereichert hat, so viele Verluste und Schaden zu ersetzen, die dem heiligen Stuhle durch eine Regierung zugefügt wurden, die, Dank Ihrer Tapferkeit und Ihrem Verdienste, kein Daseyn mehr hat *).

---

*) Man wollte hier eine sehr wichtige Thatsache anführen. Der Tractat von Tolentino hatte Pius VI. gezwungen, dreißig Millionen Livres französischer Währung zu bezahlen. Der Meinung des Herrn Cacault zufolge, der damals besonderer Commissarius zu Rom war, war es erwiesen, daß man nach Schätzungen, die einander widersprachen, eine Summe von neun und zwanzig Millionen in Diamanten, Gold, Juwelen, Kelchen und massiven Heiligenbildern

»Es wäre uns ein Leichtes, zu beweisen, daß es dem Directorium durchaus an gültigen Gründen fehlte, den

---

erlegt hatte. Herr Cacault verlangte, man sollte der päpstlichen Regierung für die Spesen der Kisten, des Verpackens, der Versendungen und andere unvorgesehene Ausgaben aller Art, die Summe einer Million erlassen, und also eine Abschlußquittung über dreißig Millionen ausstellen. Haller aber erhob ein so lautes Geschrei, und sprach so gewaltig als ein Corsar, daß der Papst befahl, eine andere ungeheure Summe nach Genua zu senden, die vorzüglich aus Diamanten bestand; von welcher Summe man den Ueberschuß nehmen sollte, den Haller zu bezahlen nöthigte; und der, wenn man auch voraussetzte, er würde allein angehört und als Schiedsrichter in dieser Streitigkeit angenommen, die keine Streitigkeit war, sich höchstens auf drei bis vier Millionen belaufen konnte. Die nach Genua gesandte Summe betrug zehn Millionen; es gehörten also wenigstens noch sechs Millionen dem Papste an; und dies sogar in Gemäßheit des Tractates von Tolentino. Der Schatz der Armee hatte diese Hinterlage als ein Unterpfand empfangen, und solche hernach zurückgegeben. Diese Diamanten, die der Papst der Hut eines Wechslerhauses in einer Stadt, die zwar eine französische Garnison hatte, ihre politische Freiheit jedoch nicht verloren hatte, freimüthig zur Verwahrung anvertraute, waren noch zu Genua, als das Directorium Duphot zu Rom tödten ließ; denn dasselbe ließ in Wahrheit ihn ermorden, da es den Aufruhr erweckte, in welchem dieser General erschossen ward, der eines bessern Schicksals würdig gewesen wäre. Bei der ersten Nachricht von diesem Ereignisse ließ das Directorium, das solches ungefähr voraus wußte, der ganzen Hinterlage der Diamanten sich bemächtigen und eignete sich dieselben an. Ich erfuhr seitdem, daß man, wegen dieses empörenden Diebstahls, Pius VII. den Rath ertheilt hatte, bei Gelegenheit des Concordates keine, mit Brillanten verzierten Geschenke zu geben. Gewiß hatte man damals Unrecht, der Gefahr sich auszusetzen, eine wichtige Unterhandlung wegen einiger brillantirten Dosen zu brechen. Alle diese Thatsachen waren wahr; aber Pius VII. wollte nicht, daß man derselben in dem Memorial erwähnte, von dem hier die Rede ist; und doch, konnte man beifügen, war Bunaparte oft ein unbescholtener General gewesen, und immer schnell, die Räubereien der Gaudiebe strenge zu bestrafen.

[1805]

päpstlichen Staat mit Truppen überziehen zu lassen; ja wir könnten politische Gründe entwickeln, welche zeigen würden, daß es, abgesehen davon, daß für Frankreich nicht die mindeste Gefahr dabei unterliefe, auch für das Gleichgewicht Italiens nützlich wäre, seine Länder einem Fürsten zurückzustellen, der keine andern Vertheidigungswaffen hat, als seine zeitliche Schwäche und seine geistliche Würde; allein wir wollen unser Vertrauen, nach Gott, auf nichts als auf die Großmuth und den Hochsinn Ihres edelmüthigen Herzens setzen.

»Wie sehr lieben es die aufrichtigen Bewunderer Ihres Ruhmes, eine so große Aehnlichkeit zwischen dem ehemaligen Gründer und dem jetzigen Wiederhersteller des Kaiserreiches der Franzosen wahrzunehmen!

»Möchte es also Eurer kaiserlichen Majestät wohlgefallen — um diese Aehnlichkeit zu vollenden — damit noch die Nachahmung eines so freiwilligen und so berühmten Actes zu vereinigen, durch welchen Carl der Große dem heiligen Petrus Alles zurückstellte, was er durch seine glorreichen Waffen zurückgewonnen hatte; und des Geschenkes, das schon Pipin, sein Vater, ihm gemacht, welches aber die Longobarden an sich gerissen hatten, die er überwand, nämlich das Geschenk des Exarchates und Pentapolis *), nebst der Beigabe anderer Domänen, besonders aber des Herzogthums Spolato und Benevents.

»Es wäre auch noch ein anderer Zug der Nachahmung des ständigen Eifers, mit welchem Carl der Große die Rechte und Vorzüge des heiligen Stuhles bei jeder Gelegenheit vertheidigte und sogar erweiterte, wenn Eure Majestät bei jeder andern Gelegenheit, und besonders in einem Zeitpunct, wo vielleicht des allgemeinen Friedens wegen ein Congreß

*) Pentapolis faßte Rimini, Fano, Ancona und das heut zu Tage zerstörte Humana in sich.

Statt finden sollte, den heiligen Stuhl Ihres mächtigen Schutzes versicherten und für ihn erhielten, daß er ebenfalls einen Gesandten dabei haben dürfte, nicht: damit er in die zeitlichen Unterhandlungen sich einmischte, sondern um die Rechte und Besitzungen des heiligen römischen Stuhles durch eine kräftige Vermittlung wirksam zu schützen.

»Möge es dem Himmel für Ihren vollständigen Ruhm und unsern vollständigen Trost gefallen, daß man von Ihnen schreiben könne, was wir in den Denkmahlen der Kirche von Einem unsrer Vorgänger, Stephan IV., und von Ludwig dem Frommen, Sohn Carls des Großen, lesen, der die kaiserliche Krone von ihm empfangen hatte:

»Der Herr verlieh diesem Papste einen so großen Schutz, daß er Alles erhielt, um was er diesen Fürsten bat; so daß dieser fromme Monarch in seiner Liebe für Stephan IV. unter andern Gaben, die er ihm anbot, dem heiligen Apostel Petrus ein Geschenk mit einem großen Hofe und dem Ertrag der dazu gehörigen Güter machte, die er an den Gränzen Galliens besaß; und diese ewige Schenkung durch einen authentischen Act zu bestätigen befahl.«

Dies Memorial ward mit großer Aufmerksamkeit erwogen. Man muß hier das Betragen des Papstes Pius VII. nicht so leicht hin beurtheilen. Wie er es mit vieler Ruhe und Aufrichtigkeit sagte, war er nur der Pfleger und Verwalter des heiligen Stuhles. Man nahm unter den Vorwänden, die wir sich entwickeln sahen, mehrere Provinzen des Kirchenstaates gewaltsam hinweg; die Pflicht des Papstes ist, dieselben zurück zu verlangen. Wer immer der ungerechte Besitzer sei, muß das Oberhaupt der Kirche das Gut zurückfordern, dessen Hut ihm übergeben ist. Wenn Gott Frankreich seine ehemaligen

[1805]

Souveraine wird zurückgegeben haben, wird Pius VII. sich auch an sie wenden, das Erbe des heiligen Petrus zurückzufordern. Napoleon selbst fühlte die Wichtigkeit dieser Gründe so tief, daß er befahl eine Antwort darauf zu verfassen; woraus leicht zu ersehen war, daß er nur darum abschlug, weil es nicht in seiner Macht stand, zurück zu geben. Wir beeilen uns ein Document vorzulegen, wo die gesunde Vernunft, die behutsamste Höflichkeit und die Ehrfurcht, die dem Oberhaupt der Kirche gebührt, abermal vorherrschen. Wir säumen um so weniger dasselbe mitzutheilen, als wir darin geheimnißvolle Stimmungen finden werden, die uns ankündigen, daß, wenn Gott in seinem allerhöchsten und nach seinen tiefen Rathschlüssen ersetzenden Willen für Frankreich keine andern Schicksale bestimmte, der königliche Soldat selbst gesucht hätte, die Wunden der Kirche zu heilen.

Dies also ist das Memorial des Kaisers, das der Papst als Antwort auf seine Vorstellungen erhielt:

Paris, den 11. Merz 1805.

»Der Kaiser hat mit dem lebhaftesten Interesse das Memorial gelesen, das verschiedene Reclamationen Seiner Heiligkeit über die Verluste enthält, welche der heilige Stuhl seit der Mitte des vorigen Jahrhunderts bis auf den heutigen Tag erlitten hat. Die edlen und frommen Gedanken, die der heilige Vater bei dieser Gelegenheit ausdrückt, haben die hohe Verehrung des Kaisers für ihn verdoppelt. Die Gesinnungen des Vertrauens und der liebevollen Zuneigung, die der heilige Vater gegen den Kaiser kund gibt,

würden, wofern es möglich wäre, seine kindliche Liebe und Dankbarkeit gegen ihn noch vermehren.

»Immer hat der Kaiser gedacht, es sei nützlich für die Religion, daß der römische Papst nicht nur als das Oberhaupt der Kirche, sondern auch als unabhängiger Fürst geachtet werde. Zu allen Zeiten wird der Kaiser es als eine Pflicht betrachten, die Staaten des heiligen Vaters zu beschützen; und in den Kriegen, die in der Zukunft noch die christlichen Staaten trennen könnten, ihm eine gänzliche und gesicherte Ruhe zu verschaffen. Das Jahrhundert, das nun zu Ende ging, war, so wie das Jahrhundert, das demselben voranging, unheilbringend für die zeitliche Macht des heiligen Stuhles *). Noch schmerzlichere Kränkungen erfuhr die geistliche Macht. Gott ließ es zu, daß eine große Anzahl Völker es wagten, alle Bande des Gehorsams mit Erfolg zu brechen; unter jenen aber, die sich nicht trennten, hörten mehrere solche Maximen an, welche dahin zielten, alle Gesinnungen der Religion zu zerstören, und sogar die Grundsätze der menschlichen Moral zu erschüttern. Die Un-

*) Es ist dies eine Anspielung auf Avignon, das der Tractat von Wien, als solcher dem heiligen Stuhle die Legationen zurückstellte, auf die bestimmteste Weise Frankreich zusprach. Bei dieser Gelegenheit wollen wir das Fragment einer Depesche des Herrn Herzogs von Choiseul an Herrn von Bernis anführen, die vom 12. November 1770 datirt ist. Frankreich hatte Avignon, Neapel und Benevent besetzt. Es schrieb also der Herzog von Choiseul an den Cardinal: „Seine Majestät wollen einwilligen, dem heiligen Stuhle einen Preis für die Grafschaft und für Avignon zu bezahlen. Ich habe Eure Excellenz bereits erinnert, daß man der Finanzen des Königs schonen müsse; allein Seine Majestät glauben, vier bis fünf Millionen wären der richtige Werth dieses kleinen Landes.“ — Ich folgere hieraus keinen Schluß; denn der Wiener Tractat ist klar; ich will nur bemerken, daß man, wenn man unter Ludwig XV. eines Landes sich mit Anstand bemächtigen wollte, eine Entschädigung dafür anbot.

[1805]

ordnung nahm fortwährend zu, und falscher Glaube jeder Art stand in Ehren; als, seine Absichten zu erfüllen, Gott den Kaiser erweckte. Sogleich hielt er durch das Gewicht seines Beispiels den Strom der herrschenden Meinungen an. Oeffentlich ließ er seine Dankbarkeit glänzen gegen Gott, den Urheber seiner Siege; und kaum war er mit der höchsten Gewalt bekleidet, so öffnete er die Tempel, richtete die Altäre wieder auf; und durch seine Sorgfalt kehrten dreißig Millionen Katholiken zu dem Gehorsam gegen das sichtbare Oberhaupt der Kirche Jesu Christi zurück.

»Der Kaiser dankt Gott, daß er erwählt wurde, ein so großes Gut zu erwirken. Aber er ist weit entfernt, zu glauben, es erübrige nichts mehr zu thun, die glücklichen Resultate dieser Wiederherstellung aufrecht zu erhalten. Die Herrschaft der Religion ist zwar abermal gegründet; aber die Meinungen, die während des Verlaufes zweier Jahrhunderte unabläßig dahin arbeiteten, ihre Grundvesten zu untergraben, haben alle ihre Gefahren und ihre ganze Stärke beibehalten. Gegen die Anfälle eines solchen Feindes gereichen Macht und Reichthum zu keiner Hilfe. Haß und Neid erhoben sich wider den heiligen Stuhl zu einer Zeit, wo er am meisten von Glanz und Macht umgeben war. Die Güte, die Frömmigkeit, die edle Uneigennützigkeit des hohen Priesters, der heut zu Tage herrscht, sichern dem heiligen Stuhle mehr Ehrfurcht und Unterwerfung, als die heftigsten und mächtigsten seiner Vorgänger derselben ihm jemals erwirkten.

»Mag der heilige Vater für die Erbauung und die Glückseligkeit der christlichen Staaten mit der Mäßigung und Würde, die in seinem Charakter liegen, die Herrschaft üben, die er seinen Tugenden und dem Titel eines allerhöchsten Oberhauptes der Kirche schuldig ist; es ist dies der theuerste aller Wünsche des Kaisers; und er wird die Ausübung eines so heiligen und so heilsamen Einflusses mit seiner ganzen Macht unterstützen. Auch möchte er aus besonderer Hochach-

lung gegen den heiligen Vater, Pius VII., beitragen können, die Vortheile seiner zeitlichen Existenz zu vermehren; und er wünscht, daß Gott die Gelegenheit dazu herbeiführen möchte; mit Vergnügen würde der Kaiser solche ergreifen; doch ist es ihm nicht gestattet, diese Folgen aus dem Laufe vergangener Ereignisse zu erzielen, die in keines Menschen Gewalt stehen; an welchen er keinen Antheil hatte; und die Gott zuließ, bevor Er den Kaiser auf den Thron erhob. Als Gott mit der höchsten Macht ihn bekleidete, schrieb Er das Maß derselben vor. Der Kaiser muß der Gränzen achten, die Gott selbst gezogen hat; und er findet durch die Fundamentalgesetze des Staates, und durch die Heiligkeit des feierlichen Eides, den er leistete, auf gleiche Weise sich verpflichtet.

»Frankreich hat die Macht theuer gekauft, deren es genießt. Es steht nicht mehr in des Kaisers Gewalt, irgend etwas von einem Reiche hinwegzutrennen, das der Preis zehnjähriger blutiger Kriege, die mit wunderbarem Muthe durchgesetzt wurden, und der unglückseligsten Erschütterungen ist, die mit einer Standhaftigkeit ohne Gleichen ertragen wurden. Noch weniger ist es ihm erlaubt, das Gebiet eines fremden Staates zu vermindern, der, als er die Sorge ihm übertrug, ihn zu regieren, ihm zugleich auch die Pflicht auferlegte, ihn zu beschützen; und ihm nicht das Recht gegeben hat, das Gebiet zu vermindern, das er besaß, als der Kaiser die Schicksale desselben übernahm.«

Hier war in dem Entwurf zur Antwort ein verbindliches Zeugniß der Zärtlichkeit gegen den heiligen Vater, von dem man wußte, daß kein Grund des Eigennutzes ihn anregte. Man wußte, daß seine reine Seele nur von heiligen Begierden und von Gesinnungen erfüllt war, die über alle menschliche Rücksicht erhaben waren. Man hoffte, Seine

[1805]

Heiligkeit würden von dem innigen Leid überzeugt seyn, mit welchem man sich in der Unmöglichkeit sah, seinem Wunsche für die Vergrößerung seiner zeitlichen Macht nachzukommen. Der Kaiser fand jedoch, daß diese Worte nur einen Theil seiner Gesinnungen ausdrückten; und daß man noch etwas mehr sagen mußte. Und da dictirte er Herrn von Talleyrand den folgenden Paragraph, den der Minister eigenhändig auf das Concept schrieb. Diese Worte, die einer besondern Aufmerksamkeit würdig sind, werden unsrer Erinnerung vorschweben so oft Gewalthätigkeiten, durch welche untergeordnete Diener glauben, sie thun ihrem Herrn einen Gefallen damit, unsern Unwillen erregen; und werden die ersten Regungen desselben nothwendig mildern. Diese sehr denkwürdigen Worte, die wir nun anführen wollen, gingen aus dem Herzen Napoleons hervor. Man möchte sagen, als der Minister dies Glaubensbekenntniß schrieb, sei der Kaiser zwischen Herrn Cacault und Herrn von Fontanes gesessen.

»Wenn Gott die gewöhnliche Lebensdauer der Menschen uns verleiht, so hoffen wir Umstände zu finden, wo es uns erlaubt seyn wird, die zeitliche Herrschaft des heiligen Vaters zu befestigen und zu erweitern; und schon heute können und wollen wir ihm eine hilfreiche Hand reichen, um ihm zu helfen, dem Chaos und den Verlegenheiten zu entkommen, in welche die Unfälle des verflossenen Krieges ihn stürzten; und dadurch der Welt einen Beweis unsrer tiefen Verehrung für den heiligen Vater, unsres Schutzes für die Hauptstadt der Christenheit, und endlich des ständigen Verlangens geben, das uns beseelt, zu sehen, daß unsre

[1805]

Religion keiner andern nachstehe an Pracht in ihren Ceremonien, an Glanz ihrer Tempel, und an Allem, was tiefen Eindruck auf die Nationen wirken kann. Wir haben unsern Oheim, den Cardinal-Groß-Almosenier, beauftragt, dem heiligen Vater unsre Gesinnungen, und was wir thun wollen, zu erklären *).«

Nach dieser Einschaltung schließt dann das Memorial auf folgende Weise.

»Immerdar dem Plan getreu, den der Kaiser von Anfang sich vorsetzte, wird er seinen Ruhm und sein Glück darein setzen, Eine der festesten Stützen des heiligen Stuhles, und Einer der aufrichtigsten Vertheidiger der Wohlfahrt der christlichen Nationen zu seyn. Er will, daß man den ersten und vorzüglichsten Thaten, die sein Leben mit Glanz bestrahlten, die Ehrfurcht beirechne, die er immer gegen die Kirche Roms bezeigte; so wie auch den Erfolg

*) In der ämtlichen Antwort selbst setzte man statt dieser vier Worte, die man vielleicht zu gemein fand, und die man, meines Erachtens, hätte beibehalten sollen, folgende, die dürftig und auf eine andere Weise gemein sind: „und von unsern wohlgeneigten Gesinnungen ihn zu unterhalten.“ Wollte man schon den Kaiser corrigiren, so hätte man eben ihn nicht dürfen wohl geneigte Gesinnungen ankündigen lassen. Denn im Allgemeinen wenden nur Höhere gegen Geringere diesen Ausdruck an. Freilich wendete Napoleon denselben an; aber ich bin überzeugt, er that dies auch nur in der Absicht zu herrschen. Hier war Napoleon ein anderer Mann; er glaubte; er verlangte nur das Leben; kurz, er gab sich den Anschein, als verhieße er einst Frömmigkeit und Gerechtigkeit; doch erst nach den andern Kriegen, die er noch im Sinne hatte zu führen; z. B. nachdem er erst mit Europa und mit Indien fertig wäre. Im Ganzen genommen bedeutete seine Antwort an den heiligen Stuhl ungefähr so viel: „Ihr fordert von mir, was ich euch nicht mehr geben kann. — — Wir wollen indessen etwas thun; — wartet!“

[1805]

der Anstrengungen, die er daran gewendet hat, das Herz und den Glauben der ersten Nation in der Welt ihr zu erwirken.«

In diesem so beredsamen und so belebten Paragraph, in welchen Napoleon wenigstens einwilligte, wofern er ihn nicht selbst dictirte, mußte Pius VII. auch eine sehr freimüthige und feierliche Abbitte jener Prahlerei finden, die den General bewogen hatte, in Aegypten zu sagen, er habe den Stellvertreter Jesu Christi auf Erden von Rom verjagt. Hätte der Papst einen Verdruß empfunden, so waren die Versicherungen, die wir weiter oben gelesen haben, geeignet, denselben zu besänftigen.

Viertes Capitel.

Es ahnet dem Papste ein Project, das zu Paris ihn zurückhalten dürfte. — Erhabene Antwort des Kirchenoberhauptes. — Gesellschaften zu Rom. — Zulauf der Fremden. — Ceremonien der Osterfeier in der St. Peterskirche.

Aber werden wohl solche Gesinnungen lange Bestand haben? Werden in Napoleon sich nicht immer zwei von einander ganz verschiedene Männer finden, sobald es darauf ankommt, religiöse Angelegenheiten zu schlichten? — Erstens nämlich ein richtiger, schneller, leicht und richtig fassender Geist, der sich bequemen kann, in einer Art Studium und Politik, die er nicht erlernte, sich Raths zu erholen, mit gutmüthiger Freundlichkeit eine heilsame Rich-

tung anzunehmen und derselben mit aller Stärke zu folgen, die eine innige Ueberzeugung begleitet; dann aber ein unruhiger, einer thörichten Hoffart ergebener Geist, der die Priester um ihre Sendung beneidet, und dadurch sich für gedemüthigt hält, daß der Kaiser in den Zwischenzeiten seiner Schlachten, nicht der hohe Priester der Nation ist, wie er der allerhöchste Ordner und Lenker der Operationen der Armee war? — Warum nun sollten nach diesem zweiten Napoleon die Gewissen nicht eben so in gerader Richtung und unbeweglich auf das Commandowort stehen, das die moralische Handlung so vieler tausend Menschen unterbrechen würde, wenn eine grobe und rohe Stimme dem Erkenntnißvermögen zugeschrien hätte: Feste Ruhe, oder Stillschweigen! Also wäre die zahlreichste Kirche immer im Frieden! — Doch erfreuen wir uns, daß wir eine religiöse Absicht, einen ziemlich tief gefühlten Eindruck belauschten, der von nun an dem heiligen Vater nicht mehr gleichgültig seyn kann, und der sonder Zweifel liebliche Tröstungen in dies so gute, so gottergebene Herz träufelte, das immer lieben wollte, und warten konnte; und in der heiligen Geschichte gelesen hatte, daß Gott von einer Zeit zur andern starrsinnige Gemüther rührt, bevor Er sie vollständig zu sich zurückführt.

Die Cardinäle und die Prälaten aus dem Gefolge des Papstes nahmen aufrichtigen Antheil an der Freude Seiner Heiligkeit. Was man auch desfalls sagen mochte, man brach in keine Klagen über

[1805]
die abschlägigen Antworten aus, die man vor Kurzem sich hatte müssen gefallen lassen. Der Papst fuhr fort, die Kirchen zu besuchen und Diejenigen zu segnen, die vor ihm sich niederknieten, so wie nicht minder Diejenigen, welche glaubten, diese Ehre ihm versagen zu müssen. Mit gleich gütigem Auge sah er zu seinen Füßen Herrn von Lalande, den man nicht mehr mit dem Namen eines Atheisten sich brüsten hörte; und jene frommen Matronen, welche in den Drangsalen der Kirche der Religion und ihren Dienern hilfreich beigestanden waren. — Es verging aber um die nämliche Zeit nicht Eine Woche nach der andern, ohne daß der Papst dringend um die Erlaubniß anhielt, nach Rom zurück zu reisen. Diese Erlaubniß sollte erst dann ihm gewährt werden, wenn er dem allerdings bittersten Verlangen widerstanden hätte, das er je aus dem Munde eines Franzosen hören konnte. Niemals wollte der Papst es sagen, welcher der Großwürdenträger war, der mit ihm davon redete, er möchte Avignon bewohnen, das erzbischöfliche Gebäude zu Paris als einen päpstlichen Pallast annehmen, und ein privilegirtes Stadtviertel einrichten lassen, wie zu Constantinopel; wo das, bei der päpstlichen Autorität accreditirte, diplomatische Corps das ausschließende Recht haben sollte zu wohnen. — Die ersten Worte hierüber, die mehr so hingeworfen, als geradezu an ihn gerichtet, hernach bei den Umgebungen, bei Vertrauten, bei Franzosen wiederholt wurden, die Freunde des heiligen Stuhles waren, gaben zu dem Verdacht Anlaß, man

[1805]

wollte den Papst in Frankreich zurückbehalten.] Nicht Napoleon hatte diese unglückseligen Worte ausgesprochen; aber er hatte zu Paris eine solche Allgewalt über Gedanken und Worte, daß man ohne seine Erlaubniß unmöglich es gewagt hätte, sie auszusprechen. Das diplomatische Corps zu Rom besprach sich darüber; ich war so einfältig, nicht daran zu glauben; indessen wiederholte man sie mit solcher Sicherheit, daß der Papst erachtete, er müsse vor dem nämlichen Großwürdenträger eine Antwort darauf geben. »Man hat verbreitet, sprach er, daß man in Frankreich uns zurückbehalten könnte. Je nun! Man beraube uns unsrer Freiheit; es ist für Alles Vorsehung gethan. Ehe wir von Rom abreisten, haben wir eine regelrechte Niederlegung unsrer Würde unterzeichnet, welche gültig ist, wenn wir ins Gefängniß geworfen werden. Dieser Act ist außerhalb des Bereiches der Macht der Franzosen; der Cardinal Pignatelli bewahrt denselben zu Palermo; und sobald man die Plane wird angezeigt haben, die man im Schilde führt, bleibt in euern Händen nichts anderes mehr als ein armseliger Mönch, der Barnabas Chiaramonti heißt.« — Noch an demselben Abend wurden die Befehle zur Abreise den Augen des Kaisers unterlegt; und man erwartete nur noch die vernünftigen Zuständigkeiten der Jahreszeit so wie der nothwendigen Zeit, die Pferde mit mehr Ordnung und Einsicht zu bestellen, als dies bei der Ankunft des Papstes geschehen war.

[1805]

Rom war genau von Allem unterrichtet, was zu Paris vorging. Die fremden Minister, welche in Frankreich residirten, berichteten ihren Höfen alle, sogar die geringsten Umstände, welche die mehr oder minder bestrittene Abreise des Papstes betrafen. Die Kabinete unterrichteten ihre Agenten beim heiligen Stuhle; überdies gelangten von Lyon aus Handlungsbriefe nach Livorno; von wo man solche nach Rom sandte. Durch diese letzten Briefe schrieben die Prälaten regelmäßig an ihre Freunde; und zwischen seinen Bestürzungen zu Paris und seinen Verschanzungen zu Palermo wartete Rom ab, welches die Entscheidung des Beherrschers Frankreichs seyn würde.

Der Cardinal Consalvi suchte die Römer von ihren Gedanken und Meinungen durch Zerstreuungen abzubringen. Mehrere ausgezeichnete Häuser gaben glänzende Reunionen. Diese Familien hatten die Baronin Stael, die damals in der Halbinsel reiste, sehr ehrenvoll aufgenommen. Im Schooße dieser Gesellschaften und in Folge ihrer Unterredungen mit Männern, die in Künsten und Wissenschaften ganz vorzüglich ausgezeichnet waren, faßte sie die erste Idee zu einem schönen Werke; und, wie es öfters geschieht, daß die gewöhnlichste Lage die Einbildung auf einen großen und feierlichen Gedanken führen kann, verschaffte die Aufnahme der Baronin in die sehr bescheidene literäre Gesellschaft Arcadiens dem Capitolium einen erhabenen Triumph. Die Frau Baronin war von mehreren Männern begleitet, die

berühmt wurden oder es schon waren; wie Herr Simond von Sismondi und Friedrich Schlegel. Herr Cardinal Consalvi hatte das erste Signal der Verbindlichkeit und der Fürsorge gegeben, Frau von Stael mit großer Auszeichnung zu behandeln*). Als

*) Frau von Stael hatte zu Rom eine Menge witziger Einfälle, die sehr glücklich ausfielen; einige darunter waren indessen vielleicht etwas unklug. Gleich den ersten Tag nach ihrer Ankunft erklärte sie, sie gedenke alle verschiedenen Personen, aus welchen das diplomatische Corps bestand, gleichsam als ihren eigenen Hofstaat um sich herum zu gruppiren; auch suchten die Minister und Secretairs eine so angenehme Gesellschaft mit nicht geringem Eifer. Die Besuche der Antiquitäten waren wie Feste, wo die Anmuth des Geistes und die witzigen Einfälle der Fröhlichkeit die kalte Archeologie zum Schweigen brachten, und die Erklärungen meines ernsten Freundes, des Abbate Fea unterbrachen, der nur Sinn für seine Bogen, für seine Säulen und Tempel hatte. Der Ritter von Lebzeltern, Legationssecretair von Oesterreich, der Fürst Koslowsky und der Ritter von Souza, welche die nämliche Stelle bei der Legation von Rußland und der Gesandtschaft von Portugal versahen, waren nicht die Letzten, die der Frau Baronin auf dem Fuße nachfolgten. Ich ward oft wichtiger Geschäfte wegen zu Hause zurückgehalten; dazu auch bedünkte es mich rathsam, den Gelegenheiten auszuweichen, mich fragen zu hören, wann wir einmal den Papst, den Souverain des Landes zurückstellen würden. Dies System der Zurückgezogenheit und Klugheit erwarb mir ein Billet folgenden Inhalts: „Es ist zu Neapel ein Bothschafter, den Niemand sehen will; und zu Rom ein Geschäftsträger Frankreichs, der Niemand sehen will. Ich werde diesen Abend und morgen mit einer kleinen Anzahl Freunde zu Hause seyn.“ — Die kleine Anzahl Freunde, die ich fand, bestand aus mehr denn vierzig Personen, die in einem schlechten Saal und sogar bis im Vorzimmer eines Wirthshauses zusammen gedrängt waren. — Einmal sagte Frau von Stael zu mir: „Was für eine Landsmännin bin ich für euch andern Gesandtschaftsherren? Welcher Nation schenket ihr mich?“ — Ich dachte einige Zeit über eine Antwort nach. „Gnädige Frau, sprach ich dann, nach den Büchern

[1805]

dieſe wohlthätige Dame von Rom abreiste, überſandte ſie dem Pfarrer der Pfarrei ihres Gaſthofes eine bedeutende Summe in Gold, daſſelbe unter die Armen zu vertheilen.

Die Oſterfeiertage wurden gefeiert, als ob der Papſt zugegen wäre; doch es können dieſe Ceremo-

---

des öffentlichen Rechtes betrachten wir Sie als eine Frau von Stande des ſchwediſchen Hofes; Sie ſind keine Schweizerin mehr; und ich kenne noch keine Bande, die Sie zu einer Franzöſin gemacht hätten. Es läßt ſich aber, wenn Sie es alſo wollen, noch Beſſeres ſagen: Sie ſind Frau von Stael, Eine der Herrſcherinnen der Literatur beinahe aller Länder; und darum empfangen auch die Miniſter hier Ihre Befehle." — Einmal auf einem Balle bei Herrn von Khevenhüller wies dieſer Miniſter auf Herrn Dupaty, einen Bildhauer aus der Schule der ſchönen Künſte, der mit vieler Zierlichkeit tanzte, und ſagte: „Gnädige Frau, die Franzoſen ſind doch die erſte Nation für den Tanz." — „Herr Graf, erwiederte Frau von Stael, der Tanz iſt eine ſehr angenehme Erholung nach dem Siege!" — Herr von Khevenhüller hatte eine ſolche Antwort keineswegs verdient; er war ein Mann von vielem Verſtande und zurückhaltend; er hatte nichts als etwas Gewöhnliches und Anerkanntes ſagen wollen. Späterhin näherte ſich ihr Herr von Demidoff, um von Paris zu ſprechen, das er ſehr liebte; und er hielt dieſer Stadt eine ſo prächtige Lobrede, daß Frau von Stael ihm mit Vergnügen zuhörte. Endlich antwortete ſie auf all dies Lob: „Nun ja; aber ich darf dies Alles nur in einer Entfernung von vierzig Stunden anſehen; man macht mir den Vorſchlag, mein Franzöſiſch zu Blois zu verbeſſern." Sie ſpielte auf die Erlaubniß an, die man ihr geben wollte, Paris nicht näher zu kommen, als bis Blois. — In ihren Unterredungen ergriff ſie alle Gelegenheiten mit Enthuſiasmus, von Herrn von Chateaubriand zu ſprechen. — Als Frau von Stael abreiste, nahm ſie vorgefaßte Meinungen wider die Italiener mit. Einer ihrer Reiſegefährten ſprach übel von Italien mit ihr; und der zweite ſchien daſſelbe nur zum Theil zu vertheidigen, und, wie die Baronin ſagte, nur wegen der Ehre der Endſilbe des edlen Namens Sismondi. Ich ſtellte vor, man

nien niemals ſo feierlich ſeyn, als wenn der Papſt denſelben beiwohnt. Nichts zumal kann den rührenden Eindruck erſetzen, den man empfindet, wenn man den Einzug des heiligen Vaters ſieht, wann er von der sedia gestatoria getragen wird, und beſonders, wenn die Muſik den Geſang anſtimmt: Ecce Sacerdos magnus!

Der Cardinal Conſalvi befahl, man ſollte am Charfreitag in der Kirche das illuminirte Kreuz aufhängen, das ſo außerordentliche Wirkungen des Lichtes und Helldunkels hervorbringt. Es war dies eine Idee, die Michael-Angelo aus dem Paradies des Dante erborgt hatte *). Man muß bei dieſer Gelegenheit die geringe Ehrfurcht der Fremden be-

---

ſollte doch ein wenig warten, bevor man entſchiede; die Italiener wären eine Maſſe von Menſchen, und bildeten keine Nation; und dies Italien würde, wenn die Frau Baronin entfernt wäre, ihr als das erſcheinen, was es wirklich wäre; auch ſei es vernünftiger und mache mehr Glück in der Literatur, wenn man gut von Italien rede, als wenn man den Stab darüber breche. — Bei ihrer Rückkehr gab Frau von Stael ihr Werk Corinne heraus.

*) Hier Eine meiner Noten zur Ueberſetzung des Dante. Paris, Firmin-Didot in 32. Paradis tom. 2. p. 188. „In keinem Erklärer habe ich die Annäherung geleſen, die zwiſchen dem Kreuze, von welchem hier die Rede iſt, und dem Kreuze ſich machen läßt, das man zu Rom am Charfreitag mitten in St. Peter vor den Hochaltar zu hängen pflegt. Dieſer unermeßliche Dom wird dann nach dem abendlichen Gottesdienſte nur durch ein langes, beleuchtetes Kreuz von wunderbarer Wirkung erleuchtet. Man weiß zu Rom, daß dieſe Erfindung dem Michael-Angelo angehört. Ich zweifle nicht, daß er die Idee dazu aus dem Dante nahm. Das Kreuz iſt 75 Schuh hoch, und hängt vor dem Bekenntniß des heiligen Petrus.

[1805]

trauern, die ganz vertraulich umherspatzieren, von den Eindrücken sprechen, die dies auf sie wirkt, und oft sogar von ihren Unterhaltungsprojecten gegen das Ende des Abends. Wie viele Mühe man sich auch deßfalls zu geben gesucht hat, diese Profanation zu vermeiden, konnte man dennoch, ob auch eine auserwählte Versammlung aus der besten Gesellschaft von Europa daselbst sich vereint findet, niemals die gehörige Ehrerbietung einführen. Die Plaudereien der Protestanten, die doch, wie ich erachte, wegen dessen, was sie von unsrer Religion beibehielten, das Kreuz Jesu Christi nicht ohne ein Gefühl der Ehrfurcht ansehen sollten, reißen immer die Katholiken selbst nach sich, den nämlichen Fehler zu begehen; indeß der römische Landmann der von weitem kommt, diese stumme Ceremonie des Osterfestes zu betrachten, sein Gebet mit der ruhigsten Andacht anfängt und vollendet; und sogar sich wieder erhebt, ohne den mindesten Blick der Verwerfung auf Jene zu wenden, die ihm Aergerniß geben.

Fünftes Capitel.

Schöner Empfang, der dem Papſte zu Chalons-ſur-Saone und zu Lyon bereitet wird. — Er ſchreibt von Parma aus an den Kaiſer. — Ein Miniſter von Preuſſen zu Rom. — Der Papſt gelangt in ſeine Hauptſtadt. — Ceremonien und ricevimento. — Der Kaiſer ſchreibt wegen Hieronymus Buonaparte, der in Amerika eine Proteſtantin geheirathet, an den Papſt.

Die Abreiſe des Papſtes war zu Paris erlaubt worden; zu gleicher Zeit auch ſollte Napoleon nach Mailand abreiſen, daſelbſt zum König von Italien ſich krönen zu laſſen. Der Papſt erhielt zu Chalons-ſur-Saone eine Aufnahme, worüber er große Freude empfand; wir werden ſehen, daß er ſelbſt mit ſeltenem Zartgefühl davon ſpricht. Herr Cardinal Feſch empfing ihn zu Lyon, und ſchonte keiner Ausgaben und keiner Ermahnungen, damit Seine Heiligkeit mit Vergnügen in der zweiten Stadt des Königreiches ſich fänden. Auch behielt der Papſt die Freudenfeſte der Stadt Lyon in zartem Angedenken, ſo wie die zuvorkommenden und von größter Ehrfurcht begleiteten Aufwartungen, die er von dem Erzbiſchof derſelben empfangen hatte. Wir wollen den Papſt ſelbſt einige Augenblicke ſprechen laſſen, der am 2. Mai zu Parma eintraf. Er ſchrieb alſo an den Kaiſer:

[1805]

Geliebteſter Sohn in Jeſu Chriſto,
Heil und apoſtoliſchen Segen!

»Hat die Gewißheit, Eure Majeſtät zu Turin wiederzuſehen, uns zu einer Zögerung bewogen, Ihnen zu ſchreiben, um Ihnen Nachricht von uns zu geben, ſo wollen wir nicht ſäumen, es heute vor unſrer Abreiſe von dieſer Stadt zu thun; da wir gewiß ſind, der zarten Theilnahme zu entſprechen, die Eure Majeſtät gegen uns bezeigen.

»Wir ſind in Folge der vorſichtigen Anordnungen, die Eure Majeſtät befohlen haben, glücklich hier eingetroffen. Wir können nur großes Vergnügen über die Ehrenbezeigungen empfinden, die durch die Ortsobrigkeiten und durch die Truppen uns erwieſen wurden; ſo wie über die Beweiſe der Frömmigkeit, welche die Völker uns gaben. Wir verſichern Sie, daß wir das Andenken daran lange Zeit bewahren werden.

»Bei dieſer Gelegenheit können wir nicht umhin, die Angelegenheit des Generals Leſuire Ihnen zu empfehlen. Wir haben zu Paris Eurer Majeſtät ein Memorial dieſes Generals überreicht; und vielleicht ward dieſes Memorial, unter ſo vielen andern, die Eurer Majeſtät unterbreitet wurden, irgend verlegt. Wir können uns nicht erwehren, hier ein Duplicat desſelben beizufügen; und wir verſichern Eure Majeſtät, daß wir mit wirklichem Vergnügen ſehen werden, was Sie gütigſt für dieſen General thun wollen, den wir ſeit einiger Zeit kennen; was, mit ſeiner Weisheit vereint, uns Anlaß gibt, uns für ihn zu intereſſiren.

»Wir erneuern Eurer Majeſtät die Erklärung unſrer Zuneigung, und ertheilen Ihnen als Unterpfand derſelben mit Ergießung des Herzens den väterlichen, apoſtoliſchen Segen.

»Gegeben zu Parma, am 2. Mai 1805, unſres Pontificats im 6. Jahre«

P. S. von der Hand des Papstes:

»Wir bitten Eure Majestät, uns Ihre Anhänglichkeit zu bewahren, und Ihrer erlauchten Gemahlin unsern Gruß zu berichten.

»PIUS P. P. VII.«

Am 9. Mai antwortete der Kaiser:

Heiligster Vater!

»Ich habe aus Ihrem Schreiben zu Parma mit Vergnügen entnommen, daß Sie in guter Gesundheit angelangt, und mit Frankreich und dem Theil meiner Staaten in Italien zufrieden waren, durch welche Sie hindurchgereist sind. Ich bin seit gestern in Mailand, wo ich bald zu vernehmen hoffe, daß Eure Heiligkeit zu Rom zurück sind.

»Hiernach bitte ich Gott, heiligster Vater, daß Er Sie lange Jahre ꝛc.

»Ihr fromm ergebenster Sohn, ꝛc.«

In dieser Antwort war keine Rede von dem General Lesuire, an welchem doch der Papst unmittelbaren und aufrichtigen Antheil nahm. Es war dies eine Bekanntschaft von Imola aus, wo dieser General ein weises und muthiges Betragen beobachtet hatte. Oft erzählte der Papst von der großen Furcht des Volkes von Imola, das die Franzosen und die Oesterreicher in verschiedenen Stimmungen erwartete; und immer erwähnte er der guten Administration des Generals Lesuire.

Damals traf man zu Rom alle Anstalten, den Papst zu empfangen. Schon hatte er Florenz erreicht; wo die Königin von Hetrurien, die ihn nur mehr in einer sehr verschiedenen Lage und in weiter

[1805]

Entfernung von ihren beiderseitigen Staaten wiedersehen sollte, fortfuhr, Beweise ihrer ständigen Frömmigkeit zu geben. Zu Rom war man übereingekommen, die Legationen sollten Seiner Heiligkeit nicht in Körperschaften entgegen kommen. Bei dieser Gelegenheit entdeckten wir, daß Herr von Humboldt, der bis jetzt nur den bescheidenen Titel eines preußischen Residenten geführt hatte, und nicht öffentlich anerkannt war, nun ämtlich den Titel eines residirenden Ministers annahm. Einige Umständlichkeiten, über diesen Beschluß, der gleichsam plötzlich von dem preußischen Hofe getroffen, und von dem heiligen Stuhle angenommen wurde, theilte man dem Departement der auswärtigen Angelegenheiten mit.

»Wir sehen hier so eben einen kleinen Minister, der sich ohne Geräusch einschlich. Diese Neuerung scheint dem Kabinet von Rom nicht mißfallen zu haben, das doch sonst immer sehr umsichtig über diesen Punct war.

»Herr von Humboldt, der für uns nur preußischer Resident, und, wie man uns sagte, nicht öffentlich anerkannt war, hat nun so eben den Titel eines residirenden Ministers angenommen. Seine Stelle war ehemals dunkel von Herrn Uhden, einem gebildeten Gelehrten, besetzt, der aber wenig in die Welt ging, und beinahe unbekannt war.

»Herr von Humboldt trat zuerst mit dem Titel eines Residenten auf; der preußische Hof aber wollte wegen der großen Anzahl katholischer Unterthanen, welche durch die Theilung Polens ihm zufielen, eine bestimmtere und glänzendere Repräsentation zu Rom begründen. Der Staatssecretair sprach zu seiner Zeit darüber mit Herrn Cacault,

und sagte ihm, man würde Herrn Humboldt schalten sehen; wiewohl Bullen bestanden, welche verboten, jemals einen protestantischen Minister zu Rom accreditiren zu lassen. Vor einem Vierteljahre entwickelte Herr von Humboldt den Charakter eines hessischen Ministers und eines andern kleinen deutschen Hofes; und verband damit immer nur den Titel eines preußischen Residenten; endlich aber nimmt er an der Spitze gedruckter Briefe den Titel eines residirenden preußischen Ministers. Der Staatssecretair hat sich noch nicht geäußert; der Sieg des Herrn von Humboldt ist vollständig; und man wird sich nicht wundern dürfen, späterhin einen engländischen Minister hier zu sehen.

»Herr von Humboldt hat seine Unterhandlung mit vieler Klugheit und Weisheit beendigt; er hat in diesem Augenblick seinen Bruder Alexander, den berühmten Reisenden, bei sich, der in dem Museum Borgia Untersuchungen anstellt.«

Die religiösen Ceremonien folgten von Florenz bis Viterbo einander nach; eine ämtliche Anzeige kündigte an, der Papst würde am 16. Mai in Rom einziehen.

Dem Befehl gemäß, den er gegeben hatte, nahm der Stadtwagen, den er zu Ponte-Mollo bestiegen hatte, den Weg nach der St. Peterskirche, wo er sein Dankgebet für seine glückliche Rückkehr verrichten sollte. Ungeachtet seiner achtzig Jahre, empfing der Cardinal von York ihn an der Pforte der Hauptkirche.

Als der Segen zu Ende war, näherte der hohe Priester sich abermal dem Altar, sein letztes Gebet zu verrichten bevor er die Kirche verließe. Es scheint, daß, während er auf den Knien lag, eine Art Ent-

[1805]
zückung seiner sich bemächtigte. Der Gedanke, in dem ersten Tempel seiner Hauptstadt sich zu befinden nach einer so schmerzlichen Abreise vor hundert fünf und achtzig Tagen; die Erinnerung an die Gefahren, die er gelaufen war, oder die er geglaubt hatte, während einer so langen Reise laufen zu können, beschäftigte ihn dergestalt, daß er wie unbeweglich am Fuße des Altares blieb. Diese Entzückung verlängerte sich; die Kirche, in welche man gegen das Ende des Tages eingegangen war, und die man nicht für eine nächtliche Ceremonie zu beleuchten gedacht hatte, fing an sich zu verdunkeln. Mehr als dreißig tausend Personen, die mitten in dieser Stille und Annäherung der Dunkelheit unentschlossen harrten, konnten die Ursache dieses Ergebnisses nicht begreifen. Der Cardinal Consalvi erhob sich endlich sänftlich, näherte sich dem Papste, berührte ihn leicht beim Arm und fragte ihn, ob er irgend Schwäche empfinde. Der Papst drückte dem Cardinal die Hand, dankte ihm und erklärte, diese Verlängerung seines Gebetes sei eine Wirkung der Freude und Glückseligkeit. Man führte den Papst in seinen Tragsessel zurück; er war sehr ermüdet; und man verlangte von ihm, er möchte für diesen Abend sich zurückziehen und keine Audienz mehr ertheilen.

Am Abend fand eine allgemeine Beleuchtung in den Pallästen Roms Statt; und der Senat gab ein prachtvolles Ricevimento auf dem Capitolium, wo der ganze römische Adel und das diplomatische Corps sich versammelte.

[1805]

Am zweiten Tage ward auch ich zur Audienz Seiner Heiligkeit zugelassen.

Diese Reise hatte die Seele des heiligen Vaters electrisirt. Er sprach mit Feuer von Allem, was er gesehen hatte; er zeigte mit einer Art Zufriedenheit die Denkmünzen, die man ihm zu Ehren geprägt hatte. Alle Augenblicke unterbrach er sich, neue Dinge zu sagen. Die Stiftung der Schwestern von der Nächstenliebe zu Paris, die unsern Kranken so nützlich sind, hatten seine Aufmerksamkeit lebhaft erregt; und er ging mit dem Gedanken um, diesen Orden in Italien, in Deutschland und in Irland zu verbreiten. Hernach kam er auf die Gründe zurück, die er gehabt hätte, zu seiner Reise sich Glück zu wünschen. Plötzlich ward sein Angesicht ernster. Er sammelte sich einen Augenblick, wie wenn er von irgend etwas Ernstem sprechen wollte; dann aber sah man ihm gleichsam an, daß er den Gedanken wieder zurückdrängte, der sich ihm dargestellt hatte; sein Gesicht ward wieder lachend, und er faßte mich bei der Hand, gleichsam um mich zu nöthigen, ihn anzuhören. Ich wartete mit großem Vergnügen; denn ich kannte den ganzen Geist und das ganze Feuer des sinnreichen Pius VII., wenn er seine innerlichen Rührungen schildern wollte. Endlich sprach er: »Wir wollen Ihnen ein Ereigniß erzählen, das Ihnen beweisen wird, in wie hohem Grade wir Ursache haben, mit Ihrem vortrefflichen Volke zufrieden zu seyn. Wir sprechen nichts von der Einsegnung des Museums gegen Ende December; es war besonders bei unsrer Rückreise,

[1805]
wo wir zahlloſe Beweiſe der Liebe und Ehrfurcht empfingen.

»Zu Chalons-ſur-Saone wollten wir aus einem Hauſe fortgehen, wo wir während mehrerer Tage gewohnt hatten. Wir ſollten nach Lyon abreiſen. Es war uns aber unmöglich, durch die Volksmenge hindurch zu dringen; denn über zweitauſend Weiber, Kinder, Greiſe und junge Leute trennten uns von dem Wagen, den es nicht möglich geweſen war, jemals mehr vorwärts zu bringen. Zwei Dragoner, (Alſo nannte der Papſt unſre Gendarmen zu Pferde; weil die einzigen Cavalerie-Corps, die zu ſeinen Dienſten ſtanden, Dragoner waren) zwei von den Dragonern alſo, die beordert waren, uns zu decken, führten uns zu Fuße bis zu unſerm Wagen, und ließen uns zwiſchen ihren wohl geſchloſſenen Pferden hindurch gehen. Die Dragoner ſchienen ſich Glück zu wünſchen über ihren guten Einfall, und ſtolz, daß ſie mehr Erfindungsgeiſt gehabt hatten als das Volk. Als wir nun halb erſtickt bis zum Wagen hindurch gekommen waren, wollten wir uns mit möglichſter Gewandtheit und Geſchicklichkeit hinein werfen; denn es war dies ein Kampf, wo man Argliſt anwenden mußte. Doch ſieh, da kam ein junges Mädchen, das allein mehr Verſtand hatte als wir ſammt den beiden Dragonern; ſchlich ſich unter den Füßen der Pferde durch, ergriff unſern Fuß, denſelben zu küſſen, und wollte ihn nicht loslaſſen, weil ſie ihn ihrer Mutter laſſen ſollte, die auf dem nämlichen Wege daher kam. Nahe daran, das Gleich-

gewicht zu verlieren, stützten wir unsre beiden Hände auf Einen der Dragoner; und zwar auf den, dessen Angesicht eben nicht das heiligste war, und baten ihn, uns zu stützen. Wir sagten zu ihm: Signor Dragone, haben Sie Mitleid mit uns! Und sieh da, der gute Soldat (und dann soll man der Miene trauen!) statt Theil an unsrer Verlegenheit zu nehmen, ergriff nun seinerseits unsre Hände, um solche mehrmals zu küssen. Also schwebten wir länger als eine Viertel-Minute zwischen dem jungen Mädchen (la ragazza) und Ihrem Soldaten, forderten uns selbst zurück und waren bis zu Thränen gerührt. O wie sehr waren wir mit Ihrem Volke zufrieden!«

Am 8. Mai schrieb der Papst folgenden eigenhändigen Brief an den Kaiser; und so kehren wir denn nach freundlichen Umständlichkeiten einer innigen Unterredung zu dem ernsten Geschäftston zurück.

Geliebtester Sohn in Jesu Christo,
Heil und apostolischen Segen!

»Wir hatten beschlossen, daß wir, kaum zu Rom angekommen, Eurer Majestät schreiben würden, von unsrer glücklichen Ankunft Ihnen Nachricht zu geben, und Ihnen von unsrer Residenz aus unsre Danksagungen für die Aufnahme zu wiederholen, die zu Paris uns zu Theil wurde; so wie nicht minder für die Sorgfalt, die man auf unsrer ganzen Reise uns bezeigt hat. Wir wollten ein Schreiben durch einen außerordentlichen Kurier senden, als man das Schreiben uns überreichte, das Eure Majestät am 9. Mai geschrieben haben; und das zwei, in dem Secretariat Ihres Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten angestellte,

[1805]

Beamtete uns überbrachten, die von Mailand nach Rom gesandt wurden.

»Ihre unmittelbare Abreise verschafft uns die Gelegenheit, unser erstes Verlangen zu befriedigen, schneller als dies durch einen außerordentlichen Kurier möglich wäre. Dieser wird später abgehen, das Breve und die neuen Beglaubigungsschreiben zu überbringen, die wir Eurer Majestät und dem Cardinal Caprara hinsichtlich der Thronbesteigung Italiens zusenden werden. Ob auch diese Arbeit im Augenblick unsrer Ankunft von uns angeordnet ward, kann solche doch vor zwei Tagen nicht beendigt werden.

»Empfangen Sie also durch die gegenwärtige Gelegenheit die Nachricht von unsrer Rückkehr und unsre Danksagungen, vereint mit den ununterbrochenen Wünschen für Ihre Gesundheit und Ihre Wohlfahrt, um die wir den Herrn bitten.

»Nun wollen wir Ihnen auch über eine andere Angelegenheit schreiben. Bei unsrer Rückkehr fanden wir eine Depesche von unserm Cardinal Caprara, die wenige Stunden vor uns zu Rom angelangt war. Der Cardinal macht uns darin zu wissen, der Churfürst-Erzkanzler habe das Verlangen geäußert, wir möchten den Bischof von Orleans in der Eigenschaft unsres Nuntius auf den Reichstag nach Regensburg senden; was, wie er spricht, viel dazu wirken würde, die mißlichen kirchlichen Angelegenheiten Deutschlands in Ordnung zu bringen. Der Cardinal versichert, Eure Majestät wären von dieser Stimmung des Erzkanzlers unterrichtet, billigten solche und genehmigten die Ausführung derselben. Wir waren, als wir dies Alles erfuhren, nicht wenig verwundert; und auch Eure Majestät werden es seyn, wenn Sie erfahren werden, was wir Ihnen mit unserm gewohnten Vertrauen erklären werden.

»Der Churfürst-Erzkanzler war der Erste, der vor einigen Monaten uns erklärte, für eine solche Sendung wäre Niemand geeigneter als Monsignor della Genga, unser Un

terthan, der so lange Zeit hindurch, und zwar zur allgemeinen Zufriedenheit, Nuntius in jenen Gegenden war.

»Wir haben dem Churfürsten unsre Einwilligung mitgetheilt, diesen Prälaten auf den Versammlungstag zu senden; der Churfürst hat darüber das größte Vergnügen empfunden, und sich mit ihm in Correspondenz gesetzt. Es läßt sich nicht muthmaßen, der Churfürst habe seine Meinung geändert; da Monsignor della Genga erst diesen Morgen einen eigenhändigen Brief von dem nämlichen Erzkanzler erhielt. Wir senden Ihnen eine Abschrift desselben; und Eure Majestät werden daraus ersehen, mit welchem Nachdruck er fortfährt, diesen Prälaten als den Nuntius zu betrachten, der zu Regensburg residiren soll; und als den Mann, der vor allen Andern am geeignetsten ist, die Sache, die man sich vorsetzt, zum Ziele zu führen.

»Bei diesem Stand der Dinge läßt es sich nicht begreifen, wie der nämliche Erzkanzler voraussetzen kann, es könne eine andere Ernennung Statt finden; zumal, da wir dem Monsignor della Genga diese Bestimmung schon vor mehrern Monaten angekündigt, und Kaiser Franz II. und verschiedenen deutschen Fürsten Nachricht davon gegeben haben; die ihre Zufriedenheit darüber bezeugten. Wie könnten wir nun, ohne den guten Ruf eines Mannes zu opfern, der eine solche Beschämung nicht verdient; ja wie könnten wir, ohne uns selbst vor allen diesen Fürsten in ein wenig geziemendes Licht zu stellen, unsern Gedanken ändern, und gegen einen andern Prälaten uns wenden?

»Wir fügen diesem noch bei, daß Monsignor della Genga während seines langen Aufenthaltes in Deutschland eine große Erfahrung in Geschäften, und große Kenntnisse der Localitäten und Personen erworben hat. Seit seiner Rückkehr nach Rom hat er sich einzig mit der Sorge beschäftigt, alle diese Streitfragen in allen ihren geringsten Umständen und Beziehungen bis auf den Grund zu durchforschen; und er suchte dabei Aufschlüsse und Belehrungen bei geschickten

[1805]

Personen, die selbst nach Rom sich begeben haben. Auch wir haben darüber mehrmals mit ihm gesprochen und unsre Ansich'ten ihm mitgetheilt. Endlich haben wir ihn bei uns, sind in dieser Angelegenheit mit ihm bis ins Innerste gedrungen, und können unsre vollständigen Belehrungen ihm auch leichter ertheilen.

»Nach diesen Thatsachen zweifeln wir nicht, Eure Majestät werden einsehen, daß die Dinge in einem solchen Stande sind, daß die Wohlanständigkeit unsrerseits und die Vereinigung aller dieser Erwägungen für diese Commission keine andere Wahl mehr zuläßt. Uebrigens besitzt dieser Prälat Alles, was zur Erfüllung dieser Pflicht gehört; und so werden Eure Majestät, wie wir nicht zweifeln, nach der Erkenntniß der wahren Lage der Dinge hinsichtlich dieser Ernennung in unsre Gedanken eingehen. Durch die so mächtige Hilfe und gute Verwendung, welche Eure Majestät werden eintreten lassen, und auf welche wir die lebendigste Hoffnung setzen, wird diese Angelegenheit zur Ehre Gottes und der heiligen Religion ausfallen.

»Wir können dies Schreiben nicht beschließen, ohne unsern Gruß an Ihre erlauchte Gemahlin zu richten. Wir ertheilen Eurer Majestät den väterlichen apostolischen Segen.

»Vom Quirinal, den 18. Mai des Jahres 1805, unsres Pontificats im sechsten.

»PIUS P. P. VII.«

In der Uebersetzung, die dem Kaiser vor Augen gelegt wurde, ließ man den Gruß an die erlauchte Gemahlin aus.

Also war der Papst in seine Hauptstadt zurückgekommen; allein man wollte, ein Franzose sollte sein Majordomus, das heißt, der Besitzer seiner verborgensten häuslichen Geheimnisse seyn. Man woll-

te, sein Nuntius zu Regensburg sollte ein Franzose seyn, der die Laufbahn der Prälaturen zu Rom nicht durchgemacht hatte. Dies Schreiben rührte den Kaiser; er antwortete auf der Stelle:

»Ich hatte so im Allgemeinen von dem Verlangen des Churfürsten-Erzkanzlers sprechen hören, den Bischof von Orleans zum Legaten Eurer Heiligkeit zu haben; ich habe keine Art Wichtigkeit auf diese Sache gelegt; und wer immer der Legat seyn mag, den Sie zu Regensburg haben, werde ich ihm allen Beistand gewähren, der von mir abhängt, damit die Geschäfte nach dem Wunsche Eurer Heiligkeit beendigt werden.

»Hiernach bitte ich Gott ꝛc.«

Dies Schreiben vom 23. Mai sollte der Vorläufer eines andern seyn, worin der Kaiser den heiligen Vater um eine besondere Begünstigung ansprechen wollte. Napoleon hatte die übrigens sehr zweckmäßige und sehr geschickte Gewohnheit, im Voraus Freundschaft und achtungsvolle Nachgiebigkeit zu bezeugen, wenn er am nächstfolgenden Tage dringend um eine Begünstigung anzusuchen hatte. Dies wußte man zu Rom sehr genau; und hatte man eine Höflichkeit empfangen, so hielt man sich auf einen Verdruß gefaßt.

Am 24. Mai schrieb der Kaiser Seiner Heiligkeit in folgenden Ausdrücken:

»Ich habe das Schreiben Eurer Heiligkeit vom 18. Mai erhalten. Ihre glückliche Ankunft zu Rom hatte ich bereits früher erfahren. Ich vernahm mit wahrem Vergnügen, daß Ihre Gesundheit durch das Klima und die Strapatzen einer

[1805]

so langen Reise nicht gestört wurde. Eine meiner ersten Sorgen war, ein Dekret für das Concordat abfassen zu lassen. Es können also Eure Heiligkeit dasselbe ohne irgend einen Anstand zu Rom publiziren lassen; sonach also lassen sich alle Dinge auf eine anständige Weise ordnen. Ich werde morgen den Cardinal Caprara als Ihren Legaten empfangen; und Donnerstag wird die Function Statt finden, die ich hingehalten habe, weil unsre Vorkehrungen noch nicht beendigt waren. Ich habe bemerkt, daß das Wetter neulich schlecht gewesen war.

»Der Luftballon, der am Tage der Krönung (am Tage nach dem Feste der Stadt Paris) so glücklich zu Rom anlangte, soll sorgfältigst zu Rom aufbewahrt werden; um dies außerordentliche Ereigniß zu bestätigen; man muß ihn an irgend einen Ort bringen, wo die Reisenden ihn sehen können; und eine Inschrift soll bestätigen, daß er in so viel Stunden nach Rom angelangt sei.

»Ich habe mehrmals mit Eurer Heiligkeit von einem jungen, neunzehnjährigen Bruder gesprochen, den ich mit einer Fregatte nach Amerika sandte, und der nach einem Aufenthalte von einem Monat, ob auch minderjährig, zu Baltimore mit einer protestantischen Tochter eines Handelsmannes der vereinigten Staaten sich verheirathete. Er ist nun so eben zurück. Er fühlt seinen Fehler in seiner ganzen Größe. Ich habe Mademoiselle Patterson, seine sogenannte Frau, nach Amerika zurückgesandt. Nach unsern Gesetzen ist die Ehe ungültig. Ein spanischer Priester hat seiner Pflichten so sehr vergessen, daß er die Einsegnung ertheilte.

»Ich wünschte eine Bulle Eurer Heiligkeit, die diese Ehe annullirte. Ich sende Eurer Heiligkeit mehrere Actenstücke, worunter Eines vom Cardinal Caselli, das Ihnen vielen Aufschluß geben wird. Es wäre mir ein Leichtes, sie zu Paris cassiren zu lassen; da die gallicanische Kirche diese Ehen als nichtig erkennt (erklärt). Besser aber bedünkte es mich, es geschähe dies zu Rom; wäre es auch nur we-

gen des Beispieles der Glieder souverainer Häuser, die eine Ehe mit einer Protestantin eingehen werden. Wollen Eure Heiligkeit dies ohne Aufsehen thun; erst wenn ich weiß, daß Sie es thun wollen, werde ich die bürgerliche Cassation vornehmen.

»Es ist wichtig, sogar für Frankreich, daß keine protestantische Tochter so nahe um mich sei; es ist gefährlich, daß ein ausgezeichneter minderjähriger Mensch von neunzehn Jahren einer ähnlichen Verführung gegen die bürgerlichen Gesetze und gegen jede Art Anständigkeit ausgesetzt werde.

»Hiernach bitte ich Gott, heiligster Vater, daß Er Sie lange Jahre der Regierung und Leitung unsrer Mutter, der heiligen Kirche, erhalte.

»Ihr fromm ergebener Sohn

»NAPOLEON.«

Dies Schreiben beunruhigte den Papst. Andererseits stand ein Agent der vereinigten Staaten bereit, die Sache der Familie Patterson zu verfechten; und ein anderer Agent Großbrittaniens konnte dabei nicht gleichgültig bleiben; und er hätte diese Gelegenheit sicher ergriffen, den dringenden Aufforderungen, die im Namen des Präsidenten der Union geschahen, sich günstig zu erzeigen. Dazu entspannen sich auch nun Verlegenheiten, wegen einer Prise, die durch den französischen Seeräuber le Tigre, wie man sagte, wider das Kriegsrecht geschehen war. Ueber diesen letzten Punct gab jedoch Frankreich dem heiligen Stuhle zum Theil die verlangte Genugthuung.

Gegen diese Zeit kehrte Herr Cardinal Fesch nach Rom zurück; ich ward als erster Legationssecre-

[1805]
tair nach Florenz geſandt; und Herr Simeon, der dieſe Stelle dort verſah, kam, bei dem heiligen Stuhle mich zu erſetzen.

Sechstes Capitel.

Geſchenke des Papſtes an den Kaiſer. — Napoleon macht dem Papſte ein Geſchenk mit einer dreifachen päpſtlichen Krone. — Antwort Pius VII. in Beziehung auf die Ehe des Hieronymus.

In dem Augenblick, wo man zu Paris die verſchiedenen Memoriale auswechſelte, die ſich auf die kirchlichen Angelegenheiten und auf die Reclamationen bezogen, welche die Rückgaben in den Provinzen betrafen, hatte man ſich gegenſeitig Geſchenke zugeſandt. Der Papſt hatte einen prächtigen Camee, der die Enthaltſamkeit Scipio's darſtellte, und verſchiedene Gegenſtände von Werth überſandt. Der Kaiſer dagegen hatte befohlen, die beſten Goldſchmiede zu Paris ſollten beauftragt werden, nach Zeichnungen, die man hatte von Rom kommen laſſen, eine päpſtliche Krone zu verfertigen, die dann ſpäter dem Papſte ſollte geſandt werden. Da die Arbeit durch vieles Geld und großen Eifer beſchleuniget wurde, dauerte es nicht lange, ſo ward die dreifache Krone nach Rom gebracht. Der heilige Vater dankte dem Kaiſer auf der Stelle durch folgendes Schreiben.

Vielgeliebter Sohn in Jesu Christo!

»Wir haben das Geschenk der reichen päpstlichen Krone empfangen, die Sie so gütig waren, uns zu senden; und wir haben zugleich die Großmuth Eurer Majestät und die Zierlichkeit der Arbeit bewundert.

»Von lebhafter Dankbarkeit durchdrungen, sagen wir Eurer Majestät den ausgezeichnetsten Dank für ein so großmüthiges Geschenk, das immer als ein Denkmahl der hochsinnigsten Freigebigkeit und der denkwürdigen Epoche wird aufbewahrt und bewundert werden, an welche dasselbe erinnert. Wir werden den ersten Gebrauch davon am nahen Feste der glorreichen Apostel Petrus und Paulus machen, wenn wir das hochfeierliche päpstliche Amt in der Domkirche des heiligen Petrus halten; und so wird dann die ganze Stadt bei der Bewunderung des hohen Werthes der Gabe, die Größe des Spenders derselben bewundern. Wir wiederholen Eurer Majestät die Ihnen wohlbekannten Gesinnungen unsres Herzens; und zum Unterpfand unsrer zarten väterlichen Zuneigung ertheilen wir Ihnen mit ganzer Ergießung unsrer Seele den apostolischen Segen.

»Gegeben zu Rom, bei Maria major, am 23. Juni des Jahres 1805, unsres Pontificats im sechsten.

»PIUS P. P. VII.«

Nachdem aber der heilige Vater dem Kaiser mit so tiefem Dankgefühl gedankt hatte, erübrigte ihm eine harte Pflicht zu erfüllen. Es mußte nämlich auf die Streitsache der Ehe des jungen Hieronymus mit aller priesterlichen Freimüthigkeit geantwortet werden; erklären mußte man die Regeln und ständigen Gebräuche Roms; gut auseinander setzen, bis wie weit diese Concessionen reichen konnten; und den

[1805]

bestimmten Punct angeben, wo sie stehen bleiben; endlich durfte man in einer Streitsache, zu welcher der Kaiser nur die Berechnungen seiner Privat-Eitelkeit und seiner ehrsüchtigen Projecte für die Zukunft mitbrachte, sich nicht von der tiefen Ruhe der Erörterung, noch von jener Ehrfurcht für die Gebräuche entfernen, welche die ewige Grundlage der Entscheidungen Roms sind.

Der Papst erließ an den Kaiser ein Schreiben, das eine wohl überdachte Erklärung der Lehren des heiligen Stuhles über die Unauflösbarkeit der Ehe, sogar zwischen einem Katholiken und einer Protestantin, bleiben wird. Man kann auch dies Schreiben als ein besonderes Werk des Papstes betrachten, weil man darin seine gewaltige Logik, seine sanfte Feinheit, sein gewöhnliches System bei der Verfassung einer Schrift erkennen kann, und er selbst übrigens als den Verfasser desselben sich erklärt.

Kaiserliche und königliche Majestät!

»Wollen Eure Majestät die späte Zurücksendung des Kuriers keiner andern Ursache als dem Verlangen beimessen, alle Mittel anzuwenden, die in unsrer Gewalt stehen, den Anforderungen Genüge zu thun, die Sie durch das, von den dabei liegenden Actenstücken begleitete, Schreiben mittels des nämlichen Kuriers uns zugesandt haben.

»Was Jenes betrifft, das von uns abhing, nämlich ein undurchdringliches Geheimniß zu bewahren, haben wir uns eine Ehre daraus gemacht, den dringenden Aufforderungen Eurer Majestät mit der größten Pünctlichkeit zu entsprechen; darum auch haben wir die Prüfung der Petition hinsichtlich

des Urtheiles über die fragliche Ehe gänzlich vor uns selbst gezogen.

Mitten unter einer ungeheuern Menge Geschäfte, unter deren Druck wir beinahe erliegen, haben wir alle Sorgfalt auf uns genommen und uns alle Mühe gegeben, selbst in allen Quellen zu schöpfen, die genauesten Untersuchungen zu pflegen und zu sehen, ob unsre apostolische Gewalt irgend ein Mittel uns an die Hand geben könnte, das Verlangen Eurer Majestät zufrieden zu stellen, das in Anbetracht seines Zweckes uns sehr angenehm gewesen wäre, zu unterstützen. Aber auf was immer für eine Weise wir die Sache betrachtet haben, ergab sich aus unserm Fleiße, daß aus allen Gründen, welche angegeben wurden, oder die wir ersinnen könnten, nicht ein einziger ist, der uns erlaubte Eure Majestät zu befriedigen, so wie wir es wünschten, die Nichtigkeit der besagten Ehe zu erklären.

»Da die drei Actenstücke (mémoires), welche Eure Majestät uns übersandt haben, auf Prinzipien gegründet sind, die einander entgegenstehen, zerstören sie einander gegenseitig.

»Das erste, das alle andern trennenden Hindernisse bei Seite setzt, behauptet, es gebe nur zwei, die auf den Fall sich anwenden ließen, von dem hier die Rede ist; nämlich die Ungleichheit des Kultus der Contrahenten; und die Nicht-Dazwischenkunft des Pfarrers bei der Feier der Ehe. — Das zweite, das diese beiden Hindernisse verwirft, leitet derselben zwei andere ab aus dem Mangel der Einwilligung der Mutter und der Verwandten des minderjährigen Jünglings, und aus dem Raub (Entführung, rapt), der unter dem Namen Verführung bezeichnet ist.

»Das dritte stimmt nicht mit dem zweiten überein, und gibt als einzigen Grund der Ungültigkeit den Mangel an Einwilligung des Pfarrers des Bräutigams an, welche, wie behauptet wird, nothwendig wäre; weil der Bräutigam seinen Wohnsitz nicht änderte; da nach Anordnung des triden-

[1805]
tinischen Conciliums die Erlaubniß des eigenen Pfarrers in den Ehen absolut nothwendig sei.

»Aus der Zergliederung dieser einander widersprechenden Meinungen ergibt sich, daß die angegebenen Hindernisse der Anzahl nach vier sind; da wir aber dieselben einzeln untersuchten, war es uns nicht möglich, auch nur Eines darunter zu finden, das in dem fraglichen Falle und nach den Grundsätzen der Kirche uns berechtigen könnte, die Ungültigkeit einer geschlossenen und bereits vollzogenen Ehe zu erklären.

»Erstens bewahrheitet die Ungleichheit des Kultus, das die Kirche als ein trennendes Hinderniß betrachtet, sich nicht zwischen zwei getauften Personen, ob auch die Eine aus ihnen nicht zur katholischen Gemeinschaft gehöre.

»Dies Hinderniß findet nur in Ehen Statt, die zwischen einem Christen und einem Heiden geschlossen werden. Die Ehen aber zwischen Protestanten und Katholiken erkennt die Kirche, ob sie auch dieselben verabscheut, dennoch als gültig.

»Es ist nicht richtig zu sagen, das Gesetz Frankreichs, das auf die Ehen nicht emanzipirter und minderjähriger Kinder sich bezieht, welche ohne die Einwilligung der Aeltern und der Vormünder eingegangen werden, mache dieselben hinsichtlich des Sacramentes ungültig. Sogar die gesetzgebende weltliche Gewalt hat auf die Vorstellungen der Versammlung des Klerus vom Jahre 1629 erklärt, bei Feststellung der Ungültigkeit dieser Ehen hätten die Gesetzgeber nur die Absicht gehabt, von Jenem zu sprechen, was die bürgerlichen Wirkungen der Ehe betreffe; und weltliche Richter könnten dem Gesetze keinen andern Sinn oder eine andere Deutung geben. Denn Ludwig XIII., Urheber dieser Erklärung, fühlte allerdings, daß die weltliche Macht nicht das Recht hat, trennende Hindernisse bei der Ehe, als einem Sacramente, aufzustellen.

»In der That, weit entfernt, die Ehen, welche ohne die Einwilligung der Aeltern und Vormünder geſchloſſen wurden, hinſichtlich des Bandes als ungültig zu erklären, hat die Kirche ſelbſt dann, wenn ſie dieſelben tadelte, ſolche zu allen Zeiten, und beſonders im tridentiniſchen Concilium als gültig erklärt.

»Drittens iſt es den Grundſätzen der Kirche gleichfalls entgegen, die Ungültigkeit der Ehe von dem Raub oder der Verführung herzuleiten. Das Hinderniß des Raubes findet nur Statt, wenn die Ehe zwiſchen dem Räuber und der entführten Perſon geſchloſſen wird, bevor dieſelbe in volle Freiheit zurück verſetzt wird. Da aber in dem Falle, von welchem hier die Rede iſt, keine Entführung Statt findet, bedeutet Jenes, was in dem Actenſtücke durch die Ausdrücke Raub, Verführung bezeichnet wird, das Nämliche, was der Mangel an Einwilligung der Aeltern; woher man die Verführung des Minderjährigen leitet; und kann folglich hinſichtlich des Bandes der Ehe kein trennendes Hinderniß bilden.

»Sonach alſo richteten wir unſre Betrachtungen auf das vierte Hinderniß; nämlich auf das Hinderniß der Clandeſtinität (der heimlichen Verehelichung) oder der Abweſenheit des Pfarrers. Dies Hinderniß kommt von dem tridentiniſchen Concilium; aber die Anordnung dieſes nämlichen Conciliums findet nur in den Ländern Statt, wo ſein berühmtes Dekret: Cap. I. Sect. 24. de Reformatione matrimonii, öffentlich verkündiget wurde; und ſelbſt in dieſem Falle findet es nur hinſichtlich der Perſonen Statt, für die es verkündiget wurde.

»Da wir lebhaft verlangten, alle Mittel zu ſuchen, die uns zu dem Ziele führen könnten, das wir zu erreichen wünſchten, boten wir unſre ganze Sorgfalt auf, zu erkennen, ob das beſagte Dekret des Tridentiniſchen Kirchenrathes zu Baltimore öffentlich bekannt gemacht wurde. In dieſer Abſicht haben wir die Archive der Propaganda und der In-

[1805]
quisition auf die geheimste Weise durchsuchen lassen, wo man hätte Nachrichten von einer solchen öffentlichen Bekanntmachung finden müssen. Doch begegnete uns dessen keine Spur; umgekehrt vielmehr urtheilten wir aus andern Nachweisungen, und besonders aus der Lesung des Dekrets einer von dem jetzigen Bischof von Baltimore zusammen berufenen Synode, daß die besagte Bekanntmachung nicht geschah. Uebrigens ist es auch nicht zu vermuthen, daß sie in einem Lande Statt gefunden habe, das immer Häretikern unterthänig war.

»Nach dieser Untersuchung der Thatsachen haben wir von allen Seiten erwogen, ob die Abwesenheit des Pfarrers nach den Grundsätzen des kirchlichen Rechtes einen Grund zur Ungültigkeit an die Hand geben könnte; allein wir sind überzeugt geblieben, daß dieser Grund zur Ungültigkeit nicht besteht.

»Wirklich besteht derselbe nicht hinsichtlich des Wohnsitzes des Bräutigams. Denn wenn wir sogar voraussetzen, daß er seinen eigenen Wohnsitz an dem Orte beibehielt, wo man die, von dem tridentinischen Concilium für die Ehen vorgeschriebene Form beobachtet, so ist es doch eine unbestreitbare Maxime, daß es hinsichtlich der Gültigkeit der Ehe genügt, die Gesetze des Wohnsitzes Eines der beiden Brautleute zu beobachten; besonders wenn keines aus beiden seinen Wohnsitz betrüglicher Weise verlassen hat; woraus sich ergibt, daß es, wenn man die Gesetze des Wohnsitzes der Frau, wo die Ehe geschah, beobachtet hat, nicht nothwendig war, sich nach den Gesetzen des Wohnsitzes des Mannes zu richten, wo die Ehe nicht geschlossen ward.

»Es kann auch kein Grund der Ungültigkeit wegen des Wohnsitzes der Frau Statt finden; und zwar aus dem bereits angegebenen Grunde; nämlich daß, weil das Dekret des Conciliums von Trient dort nicht öffentlich bekannt gemacht ward, seine Anordnung der Nothwendigkeit der Gegenwart des Pfarrers dort nicht Statt finden kann; so wie

[1805]

auch noch aus einem andern Grunde, der darin beſteht, daß man, wenn auch dieſe öffentliche Bekanntmachung dort wäre abgehalten worden (da von einem urſprünglich katholiſchen Lande die Rede iſt), ſolche dennoch nur in den katholiſchen Pfarreien abgehalten hätte; weßhalb man denn auch niemals die Ungültigkeit einer gemiſchten Ehe zwiſchen einem Katholiken und einer Proteſtantin daraus ableiten könnte, hinſichtlich welcher die Bekanntmachung nicht darf als abgehalten erachtet werden.

»Dieſer Grundſatz ward durch ein Dekret unſres Vorgängers, Benedict XIV., für die gemiſchten Ehen aufgeſtellt, welche in Holland und in dem conföderirten Belgien geſchloſſen wurden. Da dies Decret kein neues Recht begründet, ſondern, wie die Aufſchrift desſelben beſagt, nur eine Erklärung (nämlich eine Entwicklung deſſen iſt, was dieſe Ehen in ihrer Wirklichkeit ſind), iſt es leicht einzuſehen, daß das nämliche Prinzip auf Ehen muß angewendet werden, die zwiſchen einem Katholiken und einer Ketzerin in einem Lande geſchloſſen werden, das den Häretikern unterthan iſt; ſelbſt wenn das beſagte Dekret unter den daſelbſt exiſtirenden Katholiken wäre öffentlich bekannt gemacht worden.

»Wir haben Eure Majeſtät mit dieſer Auseinanderſetzung unterhalten, um Ihnen zu zeigen, unter wie vielen Beziehungen wir befliſſen waren, die Sache zu unterſuchen, und Ihnen einen Beweis zu geben, wie ſchwer es uns fällt, keinen Grund aufzufinden, der uns berechtigen könnte, unſer Urtheil hinſichtlich der Ungültigkeit der Ehe auszuſprechen. Sogar der Umſtand, daß ſolche vor einem ſpaniſchen Biſchof (oder Prieſter, wie Eure Majeſtät ſagen,) gefeiert ward, die wie Alle dieſer Nation, der Beobachtung des Tridentiniſchen Conciliums ſtrenge anhängen, iſt ein Grund mehr, um zu glauben, daß dieſe Ehe mit den Formalitäten geſchloſſen wurde, mit welchen man in dieſem Lande die Ehen gültig ſchließt. Wirklich auch haben wir, als wir die Gelegenheit

[1805]
hatten, eine von Katholiken zu Baltimore gefeierte Synode zu sehen, die Wahrheit dessen noch deutlicher erkannt.

»Eure Majestät müssen einsehen, daß es, nach den Angaben, die wir bis jetzt von dieser Sache haben, außerhalb des Bereiches unsrer Macht liegt, ein Urtheil der Ungültigkeit auszusprechen. Gäbe es außer den bereits angeführten Umständen noch andere, aus welchen der Beweis irgend einer Thatsache sich erheben ließe, die ein Hinderniß begründete, welches fähig wäre, die Ungültigkeit festzustellen, dann könnten wir unser Urtheil auf diesen Beweis stützen, und ein Dekret aussprechen, das den Regeln der Kirche gemäß wäre; von welchen wir, wenn wir über die Ungültigkeit der Ehe uns aussprechen, uns nicht entfernen dürfen, die nach der Erklärung Gottes selbst, keine menschliche Macht lösen kann.

»Maßten wir uns eine Gewalt an, die wir nicht haben so würden wir des abscheulichsten Mißbrauchs unsres heiligen Dienstes vor Gottes Richterstuhl und vor der ganzen Kirche uns schuldig machen. Eure Majestät selbst in Ihrer Gerechtigkeit würden es nicht gern sehen, daß wir ein Urtheil aussprächen, welches dem Zeugniß unsres Gewissens und den unwandelbaren Grundsätzen der Kirche zuwider liefe. Darum auch hegen wir die lebhafte Hoffnung, Eure Majestät werden überzeugt seyn, daß das Verlangen, welches uns beseelt, Ihr Begehren, so sehr es an uns liegt, zu unterstützen, zumal in den innigen Beziehungen, die solches auf Ihre erlauchte Person und Ihre Familie hat, im gegenwärtigen Falle durch den Mangel an Gewalt unwirksam gemacht wird; und daß Sie diese Erklärung selbst als ein aufrichtiges Zeugniß unsrer väterlichen Zuneigung annehmen werden. Wir ertheilen Ihnen mit Ergießung des Herzens den apostolischen Segen.

»PIUS P. P. VII.«

[1805]

»P. S. Dies Schreiben hätte gestern, am 26. Juni, abgehen sollen; aber der Cardinal von Lyon wünschte, man möchte mit der Abfertigung des Kuriers noch inne halten, weil er uns noch einige neue Bemerkungen mitzutheilen hätte. Wirklich überreichte er uns dieselben; und wir prüften sie genau; da wir darin ein Mittel zu finden wünschten, den Absichten Eurer Majestät entsprechen zu können, ohne die Gesetze Gottes und der Kirche zu verletzen. Doch zu unserm größten Leidwesen sind wir überzeugt, daß wir nicht die Gewalt haben, eine Ehe zu vernichten, deren Ungültigkeit nicht aus den angeführten Bemerkungen erhellt; wie wir dies auch in den soliden Gründen in unsern Antworten an den Cardinal von Lyon bewiesen haben. Da wir nun bemerken, daß wir aus Mangel an Gewalt, und nicht aus Mangel an Willen, Ihrem Begehren uns nicht fügen, sind Eure Majestät zu gerecht und zu vernünftig, um nicht von dem Kummer überzeugt zu seyn, den dies uns erweckt; und um irgend einen Zweifel über unsre gute Bereitwilligkeit zu bewahren, wenn die Sache möglich gewesen wäre.

»PIUS P.P. VII.«

Es scheint nach diesem Schreiben Seiner Heiligkeit, Sie glaubten, es wäre ein Bischof gewesen, der diese Ehe eingesegnet hätte. Dieser Umstand machte, wo möglich, die Lösung dieser Verbindung noch schwieriger.

Siebentes Capitel.

Anrede des Papstes an die Cardinäle. — Herr von Brigode. — Herr Durosnel. — Herr Roux-de-Rochelle. — Herr von Talleyrand empfiehlt dem Cardinal Consalvi den Neffen des Cardinals Maury.

Am Vorabend des Tages, wo dies Schreiben abging, das am 27. Juni expedirt wurde, hatte der Papst in einem Consistorium den Cardinälen von seiner Reise in Frankreich und von den Ceremonien der Salbung und Krönung Rechenschaft gegeben. Wir werden ihn nun selbst hören, wie er seine Gesinnungen mit einer Heiterkeit der Sprache offenbart, die ihm eigen ist. Ich erborge hier einen Ausdruck, durch welche der Cardinal Consalvi eines Tages den Styl des Papstes zu charakterisiren suchte.

Ehrwürdige Brüder!

»Seit den ersten Augenblicken unsrer Rückkehr von Frankreich nach Rom hatten wir den innigsten Wunsch, Sie zu einem Consistorium zusammen zu berufen; damit wir, gleichwie wir zur Zeit Ihnen Nachricht von unsrer Absicht gegeben haben, nach Frankreich zu reisen, Ihnen nun eben so, ohne Zögerung, die heilsamen Früchte zeigten, die wir mit Gottes Hilfe von dieser Reise gewonnen haben. Doch war es uns vor dem gegenwärtigen Augenblick nicht möglich, diesem Verlangen unsres Herzens genug zu thun: theils wegen der großen Anzahl der Dinge, welche noch für die Kirchen vorzubereiten waren; die wir Ihnen bald vortragen wollten; theils weil wir nicht erachteten, mit der Prüfung der Bischöfe säumen zu dürfen, welchen diese Kirchen sollen anvertraut werden. Wir erfreuen uns, daß wir

endlich unserm Verlangen an diesem Tage nachgeben können, welcher dem Feste der heiligen Apostel Petrus und Paulus so nahe ist; damit die Kenntniß dieser glücklichen Erfolge, die wir insbesondere ihrer Fürbitte verdanken, uns dahin bewege, das Fest ihrer glorreichen Marter mit größerer Frömmigkeit und Dankbarkeit zu feiern. Wir reisten, wie es Ihnen bewußt ist, am zweiten Tage des November-Monats vorigen Jahres von Rom ab.«

Nun gedenkt der Papst der Beweise der Zärtlichkeit, die das römische Volk auf dem Wege nach der Engelpforte ihm in so reichlichem Maße gegeben hatte; der Ehren, die von der Königin von Hetrurien ihm erwiesen wurden; er ertheilte dem jungen König das Sacrament der Firmung. — Die Frömmigkeit der Inwohner von Lyon war eine Art Triumph für das Pontificat. — »Zu Fontainebleau hielten wir in unsern Armen jenen so mächtigen und gegen uns so liebevollen Fürsten.« — Er verweilt bei einigen Umständen der Salbung des Kaisers Napoleon und der Kaiserin Josephine. Mehrere constitutionnelle Bischöfe haben erklärt, sie hingen dem Urtheil des apostolischen Stuhles über die kirchlichen Angelegenheiten Frankreichs starkmüthig an, und unterwürfen denselben sich aus Herzensgrunde.

»Es sind nicht nur Hoffnungen, ehrwürdige Brüder, die wir von unsrer Reise brachten; viele Dinge sind geschehen, und sind wie die Vorgabe und das Unterpfand dessen, was noch geschehen soll. Die Gesellschaften der Missionspriester und die Töchter von der Nächstenliebe gewinnen ein neues Leben.

[1805]

»Sanct Johann von Latran wird durch die hochsinnige Großmuth des Kaisers entschädigt werden. Die Völker Galliens haben in uns den höchsten Hirten der katholischen Kirche verehrt. Es gibt keine Worte, um auszudrücken, wie vielen Eifer und Liebe die Franzosen für die Religion bezeigten. Was sollen wir von dem edlen Klerus Frankreichs sagen, der so viele Zärtlichkeit gegen unsre Person kund gegeben, und sich so hoch um uns verdient gemacht hat? Auch gibt es keine Worte, die feurige Thätigkeit, Wachsamkeit, Arbeitsamkeit und den Eifer zu schildern, mit welchen zumal die Bischöfe ihre Herden weiden und die Religion ehren und ihre Verehrung bewirken.«

Das Herz des Papstes war so innig gerührt, daß es nicht in seiner Macht stand, der Inwohner von Chalons zu vergessen. Bei abermaliger Ueberlesung der Anrede erkannte ich den Eindruck, den das junge Kind und der Dragoner zurückgelassen hatte, der eben nicht die heiligste Miene hatte. Es ward der großmüthigen und prachtvollen Gastfreundschaft des Cardinals Fesch in seinem Bisthum Lyon Erwähnung gethan. Der Bischof von Pistoja und Prato, Scipio Ricci, ging mit dem Gedanken um, mit dem heiligen Stuhle sich zu versöhnen. Er führte auch dies Vorhaben aus, und gab ein Beispiel, das immer schön zur Nachahmung seyn wird. Er erkannte die Bulle an, kraft welcher fünf und achtzig Sätze der Synode zu Pistoja verdammt wurden.

»Dies also sind die Dinge, die wir Ihnen anzukündigen hatten. Nun erübrigt uns nur, mit Vertrauen dem Thro-

ne Gottes, des Urhebers alles Guten, uns zu nahen, und Ihn zu beschwören, daß Er das Gute vollende, das wir begonnen haben zu seiner Ehre, zum Wachsthum der Religion, zum Heile der Seelen, zur Glückseligkeit der allgemeinen Kirche und des apostolischen Stuhles.«

Diese Anrede ward nach Paris gesandt; in der Uebersetzung aber, die Napoleon vor Augen gelegt wurde, blieb der Name der Königin von Hetrurien, Josephine, und Alles hinweg, was sie anging. Jemand behauptete, Napoleon habe gesagt: »In den Schreiben und Reden des Papstes sollte niemals die Rede von Frauen seyn.« — Was soll eine solche Ausschließung bedeuten! Haben etwa die Päpste nicht Veranlassungen, an Kaiserinnen, wie Maria Theresia, und an Königinnen, wie die letzte Königin von Portugal, Mutter Johann VI., zu schreiben? — Andere Beobachter wollten in diesem ersten Anbeginn der widrigen Stimmungen gegen Maria Louise von Bourbon und Josephine ein erstes Vorgefühl der Entfernung wahrnehmen, das seitdem sich gegen sie kund gab. Vielleicht war auch diese Meinung des Kaisers nur die Wirkung einer ungerechten Ausdehnung der Rechte und der Macht des Mannes in seinen Verhältnissen zu einem Geschlechte, wo auch der absoluteste Verächter dennoch von der Natur nothgedrungen wird, die Mutter, die Schwester, die Gattin, die Tochter, diese Gegenstände einer reinen und unwandelbaren Zärtlichkeit zu finden.

[1805]

Den Tag, nachdem der Papst seine Anrede gehalten hatte, erhielt ich eine Audienz bei ihm, meine Frau ihm vorzustellen. Er empfing uns in dem Casino des Gartens auf Montecavallo. Er sprach auch mit uns über die Reise von Frankreich, und von der Güte und der liebevollen Zudringlichkeit seiner Inwohner; von der Religion, die nicht untergegangen war; und von dem Vergnügen, das er von seiner Reise zurückgebracht hatte. Hernach segnete er das Kind, mit welchem meine Frau schwanger ging; das ich aber den Schmerz hatte, zu Florenz, wenige Tage nach seiner Geburt, zu verlieren.

Der Kaiser hatte Herrn von Brigode, seinem Kammerherrn, und Herrn Durosnel, seinem Bereiter, befohlen, den Papst bis nach Rom zu begleiten. Seine Heiligkeit ließen sie mit vieler Achtung behandeln, und übergaben ihnen als sie Ihre Hauptstadt verließen, ein Schreiben an den Kaiser, worin Sie mit besonders gütigen Gesinnungen von ihnen redeten und ihn baten, bei erster günstiger Gelegenheit ihnen eine vorzügliche Gnade zu erzeigen.

Bei Gelegenheit der Reise hatte sich zwischen dem Herrn Cardinal Consalvi und Herrn von Talleyrand ein vertrauliches Verhältniß entsponnen, das für die Geschäfte nützlich war. Herr Roux von Rochelle, der nach Rom war gesandt worden, dem Papste die Complimente des Kaisers zu bringen, und der dann seine Antwort zurückgebracht hatte, war ein liebenswürdiger, geistreicher, talentvoller, gebildeter Mann, der überdies mit dem sanftmüthigsten

und höflichsten Charakter begabt war. Er hätte Herrn von Talleyrand Rechenschaft von der Achtung gegeben, welche der Cardinal Consalvi zu Rom ihm erzeigt hatte. Herr von Talleyrand nahm hiervon Anlaß, an Seine Eminenz zu schreiben; und da ein Theil der widrigen Eindrücke, die man dem heiligen Stuhle wider den Cardinal Maury beigebracht hatte, auf ämtlichem Wege gekommen war, schien es zweckmäßig, auf dem nämlichen Wege die neuen Gesinnungen des Kaisers gegen den Bischof von Montefiascone bekannt zu geben, welcher von Napoleon nach Genua war berufen worden. In Folge dessen erließ der Minister folgendes Schreiben an den Cardinal Consalvi.

Genua, am 13. Messidor. (4. Juli 1805.)

Herr Cardinal!

»Die Reise Seiner Majestät nach Italien hat mehrern Franzosen Gelegenheit verschafft, Rom zu sehen. Alle Diejenigen, welche die Ehre gehabt haben, Eurer Eminenz vorgestellt zu werden, wünschen zu der gütigen Aufnahme sich Glück, die sie von Ihnen erhielten; und geben an ihrem Vergnügen mir Antheil, da sie die freundschaftlichen Gesinnungen mir mittheilen, welche Sie so gütig sind, mir zu erhalten. Ich sehe bei jeder Gelegenheit, Herr Cardinal, daß die Neigungen Ihres Zartgefühls Sie gegen Frankreich hin zurückrufen; und ich setze großen Werth darauf, mich immer in den Erinnerungen wieder zu finden, welche Ihre Reise nach Paris bei Ihnen zurückließ.

»Eure Eminenz haben gewußt, daß der Herr Cardinal Maury sich nach Genua begab; Sie werden aber nicht erstaunen, wenn Sie erfahren, daß Seine Majestät, welcher

[1805]

er am 11. dieſes Monats vorgeſtellt ward, und der gern alle Parteien einander nahe bringen möchte, ſobald man ſich als einen Franzoſen erzeigt, ihn mit vielem Wohlwollen aufgenommen haben. Die Ereigniſſe, durch die er hindurch ging, und die Ehren, die er von dem heiligen Stuhle zu erhalten verdiente, konnten nur dahin wirken, die Talente, die er unabläſſig gezeigt hat, in ein noch empfehlungswertheres Licht zu ſtellen. Ich ſelbſt hatte perſönlich ein großes Vergnügen, mit Einem der ausgezeichneten Glieder einer Verſammlung mich zuſammen zu finden, wo die Verſchiedenheit der Meinungen nie hinderte, daß man einander liebte und hochachtete.

»In Folge dieſes gegenſeitigen Wohlwollens erlaube ich mir, Herr Cardinal, der Güte Eurer Eminenz einen Neffen des Herrn Cardinal Maury zu empfehlen, der zu Rom im Collegium der geiſtlichen Akademie erzogen ward. Herr Maury iſt gegenwärtig Secretair des Monſignor Taſſoni, Auditors der Rota. Er ſteht in Beziehung auf Talente und Betragen in vortrefflichem Rufe; und er dürfte, Herr Cardinal, Ihnen würdig ſcheinen, auf eine vortheilhafte und ſolche Weiſe angeſtellt zu werden, die ihm Hoffnung gäbe weiter befördert zu werden, wenn man ihm die fünf Jahre Rechtsſtudien alſo anrechnete, als ob er dieſelben bei den Tribunalen zugebracht hätte, wo die römiſchen jungen Herren zugelaſſen werden.

»Ich würde mit großem Vergnügen, Herr Cardinal, Alles, was Sie für Herrn Maury gütigſt thun wollten vernehmen, und als einen erſten Beweis der Bereitwilligkeit Eurer Eminenz gegen mich betrachten. Ich wünſche, daß er bei Ihnen durch ſeine guten Eigenſchaften und durch die Geſinnungen beſchützt werde, die ich Ihnen gewidmet habe; und die mich anregen, denſelben Ihnen mit einigem Vertrauen zu empfehlen.

»Genehmigen Sie, Herr Cardinal ꝛc.

„Unterzeichnet: Ch. Mau. TALLEYRAND.«

Achtes Capitel.

Schreiben Napoleons an den Papst über die kirchlichen Angelegenheiten Italiens. — Antwort des Papstes.

Der Kaiser hatte keinen allzu großen Zorn geäußert, als er die Erklärungen erhielt, die sich auf die Ehe des Hieronymus bezogen. Indessen war die Rückwirkung fühlbar, die in den Operationen des Mailändischen Kabinets sich zeigte. Auch hatte man noch Dekrete erlassen, die dem Papste mißfällig gewesen waren. Am 31. Juli führte er darüber Klage bei Napoleon, der ihm auf der Stelle antwortete.

Aus dem kaiserlichen Lager zu Bologna.

Heiligster Vater!

»Ich habe das Schreiben Eurer Heiligkeit vom 31. Juli empfangen. Es thut mir wehe, zu sehen, daß Sie Verdruß haben, und Ursache zu haben glauben, über die verschiedenen Anordnungen zu klagen, die von mir ausgingen, den Klerus meines Königreiches Italien zu organisiren. Meine Absicht war, Alles aufs Beste zu machen. Hätte ich mich vielleicht geirrt? Auf diesen Gedanken könnte das Schreiben Eurer Heiligkeit mich bringen. Wenn Sie aber von dem Stande der kirchlichen Angelegenheiten im Königreiche Italien werden unterrichtet seyn, dann werden Sie mir die Gerechtigkeit widerfahren lassen, zu denken, daß Alles, was ich gethan habe, zum Wohl der Religion geschah. Heiligster Vater, ich sagte es Eurer Heiligkeit mehrmals, die römische Curie ist zu langsam, und befolgt eine Politik, die in verschiedenen Jahrhunderten gut war; doch nicht mehr auf das Jahrhundert anwendbar ist, in welchem wir leben.

[1805]

»Ich bitte Eure Heiligkeit, ſich wohl von dem Geiſte zu durchdringen, der meine Völker in Italien beſeelt; und von den Umſtänden, worin die Kirche dieſes ſo wichtigen Theiles der Chriſtenheit ſich befindet. Alle Seminarien waren geplündert; es war im ganzen Königreiche auch nicht ein einziges, das dotirt geweſen wäre. Ich glaubte das Verlangen Eurer Heiligkeit und die erſte Pflicht meines Gewiſſens zu erfüllen, wenn ich ſolche aufs Neue dotirte. Ich kann bei dieſem Umſtande wohl nicht fürchten, die Mißbilligung Eurer Heiligkeit mir zugezogen zu haben.

»Das Bisthum Brescia war im tiefſten Elende. Es lag in den Abſichten des Landes, die andern Bisthümer auf das Maximum von 20,000 Livres Einkünften zu beſchränken. Ich glaubte, während ich zu Mailand war, ich müßte das Loos des Klerus ſicher ſtellen. Ich ließ dem Erzbisthum 150,000 Livres; den Bisthümern Alles, was ſie hatten; und vermehrte ihre Einkünfte mit einem anſtändigen Zuſchuß. Ich empfing nur Ausdrücke der Dankbarkeit und Freude von Seiten des ganzen Klerus. Ich glaube alſo auch hierin Nichts gethan zu haben, das dem heiligen Stuhle mißfallen könnte. Das Vermögen der Kirche war ungenügend; ich habe daſſelbe überall vermehrt. Auch hierin glaubte ich die Abſichten Eurer Heiligkeit zu erfüllen. Endlich waren die meiſten Klöſter in Unordnung zerfallen, und alle ſtanden dem nahen Schlage einer gänzlichen Aufhebung ausgeſetzt; ich habe ſolche neu organiſirt; und da ich wollte, daß ſie fortfahren ſollten zu beſtehen, gab ich dem philoſophiſchen Zeitgeiſte unrecht, und heiligte den Grundſatz von dem Nutzen dieſer religiöſen Stiftungen. Es iſt alſo auch unter dieſem Geſichtspuncte unmöglich, daß Eure Heiligkeit es nicht fühlten, daß ich etwas der Religion Nützliches gethan habe. Sogar die Domherren von Mailand ſelbſt hatten nur 800 Livres; ich habe ſie reorganiſirt, und mehrere haben nun über 3000 Franken. Ich empfing Dankſagungen von allen Capiteln; und ich kehrte mit dem Gefühl über die

Alpen zurück, die Stiftungen des Königreiches neugegründet, und die Frömmigkeit der Völker befestigt zu haben.

»Urtheilen nun Eure Heiligkeit, welchen Schmerz ich bei Durchlesung Ihres Schreibens empfinden mußte! Alle Dotationen, welche die verschiedenen geistlichen Anstalten des Klerus in Italien an Gütern hatten, habe ich ihnen gelassen; Alles, was ich ihnen als Zuschuß gegeben, ist ihnen auf Renten gegeben worden; anders war es unthunlich. Ich hätte den Vorwurf verdient, gegen den Geist des Concordates gehandelt zu haben, wenn ich die Güter der Bischöfe hinweggenommen hätte, um, was sie an liegenden Gründen hatten, in Einkünfte zu verwandeln, die sie vom Staate bezogen hätten. Ich verdiene nur Einen Vorwurf; den nämlich, daß ich dies Alles ohne die Mitwirkung des heiligen Stuhles that; weil ich zu Mailand Niemand fand, der mit Vollmachten desselben versehen war; und weil ich aus Erfahrung weiß, daß der heilige Stuhl drei oder vier Jahre brauchen würde, die Angelegenheiten in Italien zu beendigen; und dieselben im Begriff waren unterzusinken, wofern ich nicht schnelle Abhilfe schaffte. Ich glaubte, daß, um des Beweggrundes willen, Eure Heiligkeit über diese Umstände hinausgehen würden.

»Mehr als zehn Capitel von Collegialkirchen sind erhalten worden. Freilich habe ich entschieden, es sollte eine Vereinigung der Klöster des Königreiches von den verschiedenen Orden Statt finden; doch nur um darin ein gutes System und eine gute Ordnung einzuführen. Endlich habe ich Alles zum Besten gemacht. Die Kirche hat bedeutende Summen gewonnen; der Klerus befindet sich besser daran und ist freier in seiner Handlungsweise; die Lage ist wahrhaft verbessert. Ich bitte also Eure Heiligkeit zu billigen, was ich gethan habe. Ich habe dem Cardinal von Lyon Vollmachten gegeben, diese Gegenstände mit Denjenigen zu verhandeln, welche Eure Heiligkeit damit beauftragen. Ich bin zu allen Modificationen bereit, welche möglich seyn werden; denn mein erster Wille ist, Ih-

[1805]

nen zu gefallen, und Ihnen keine Ursache zu Verdruß und Unannehmlichkeiten zu geben.

»Ich bitte Eure Heiligkeit, zu bemerken, daß es Grundsätze gibt, die seit Joseph II., so tief in den Gemüthern zu Mailand gewurzelt sind, daß es unmöglich wäre, sie davon abzubringen. Was die Begränzung der Pfarreien betrifft, wollte ich sie reicher machen, und Denjenigen, die im Besitz derselben sind, größeres Ansehen verschaffen. Da ich in der kirchlichen Gesetzgebung eben nicht gelehrt zu seyn behaupte, werde ich zu Allem was Eure Heiligkeit als nothwendig erachten, recht gern mitwirken. Hätte ich der Religion schaden wollen, so hätte ich die Sachen nur lassen dürfen wie sie waren; und ich bin überzeugt, der philosophische Geist des Jahrhunderts, hätte die religiösen Anstalten bald herabgewürdigt und zerstört. Ich fühle mich also unangenehm angeregt, daß, nachdem ich eine Gränze gesetzt, und Alles zur Zufriedenheit des Klerus gethan habe, Eure Heiligkeit unzufrieden mit mir seien. Wenn Eure Heiligkeit gut unterrichtet sind, werden Sie wissen, daß man in Italien gefunden hat, ich hätte zu viel für den Klerus gethan.

»Ich bitte also Eure Heiligkeit, an mein Verlangen zu glauben, Sie glücklich und zufrieden zu sehen; so wie an meine feste Absicht, Ihnen keine Ursache zu Verdruß und Unannehmlichkeit zu geben.

»Hiernach bitte ich Gott, heiligster Vater, der Leitung und Regierung unsrer Mutter, der heiligen Kirche, Sie lange Jahre zu erhalten. ꝛc.«

Es waren in diesem Schreiben vortreffliche Gesinnungen ausgesprochen, die dem religiösen Sinne des Papstes schmeichelten. Bald übersandte er die Antwort, die wir nun lesen werden.

Geliebteſter Sohn in Jeſu Chriſto,
Heil und apoſtoliſchen Segen!

»Wir haben das Schreiben Eurer Majeſtät vom 19. Auguſt empfangen. Die anſchaulichen Beweiſe, die Sie uns darin von Ihrer Anhänglichkeit an die Religion und von Ihrem Widerſtand gegen den falſchen philoſophiſchen Geiſt des Jahrhunderts geben, haben uns mit Troſt erfüllt. Alles was unmittelbar von Eurer Majeſtät ausgeht, trägt immer das Gepräge der Größe und der Geradheit Ihres Charakters.

»Wir haben mit einem Uebermaß von Freude Ihre Geneigtheit erfahren, zu allen Modificationen ſich herbei zu laſſen, die auf die Anordnungen ſich beziehen, welche über die kirchlichen Angelegenheiten in Ihrem Königreiche Italien erlaſſen wurden. Mit gleicher Freude haben wir Ihre beſtimmte und ausgeſprochene Abſicht erkannt, uns keine Urſache zu Kummer und Verdruß zu geben. Wir danken Ihnen mit größter Herzensergießung für dieſe Geſinnungen, welchen, wie Sie deſſen wohl verſichert ſeyn können, die unſrigen mit der vollkommenſten und aufrichtigſten Gegenſeitigkeit entſprechen werden.

»Eure Majeſtät konnten nichts Angenehmeres für uns thun, als dem Cardinal von Lyon die Sorge anzuvertrauen, die verſchiedenen Gegenſtände zu verhandeln, welche ſich auf die Ausführung des italieniſchen Concordates beziehen. Die Wiſſenſchaft und Religion dieſes würdigen Geiſtlichen flößen uns das größte Vertrauen auf einen guten Ausgang ein. Wir werden eine würdige Perſon beſtimmen, dieſe Angelegenheit mit ihm zu verhandeln; und wir verſprechen uns davon den glücklichſten Erfolg für das Wohl der Religion und der Gläubigen, den einzigen Gegenſtand unſrer ſehnlichen Wünſche.

»Wir werden auf alle mögliche Weiſe die Sache zu beſchleunigen ſuchen; allein Eure Majeſtät dürfen überzeugt

[1805]

seyn, daß es bei Gegenständen, welche die Religion angehen, sich geziemt, Alles reiflich und mit Genauigkeit zu erwägen. Seien Sie gleichfalls von uns überzeugt, daß wir keine Politik kennen, und daß die Grundsätze des Evangeliums und der Gesetze der Kirche unsere Richtschnur bei allen Operationen sind. Demnach also können Sie versichert seyn, daß man in Einfalt und mit dem vollen Geiste der möglichsten Verträglichkeit und Mäßigung vorgehen wird.

»Indessen können wir nicht umhin, Eure Majestät aufmerksam zu machen, daß in den neulichen Anordnungen, die im Königreich Italien erlassen wurden, und über welche wir unsre Beschwerden vorstellten, nicht nur Dinge enthalten sind, welche mit dem heiligen Stuhle hätten sollen einstimmig verhandelt werden, und die ohne alles gegenseitige Einverständniß eingeführt wurden; sondern daß es auch noch andere gibt, die, weil sie den Artikeln dieses nämlichen Concordates geradezu entgegen sind, nicht ein Gegenstand der Erörterung seyn können. Die Uebersicht dieser Abweichungen vom Concordate, die wir bereits gesandt haben, zeigt dies zur Genüge.

»Wenn wir einerseits uns herbeilassen können, Vermittlern die Fürsorge anzuvertrauen, Ihnen die Vorsichtsmaßregeln und Modificationen über Gegenstände einzuflößen, welche in Gemäßheit des Concordates in gegenseitiger Uebereinstimmung begründet werden müssen, und die in den Anordnungen welche, ohne unsre Dazwischenkunft, und zwar auf eine, mit den Gesetzen der Kirche geradezu im Widerspruch stehende Weise beschlossen wurden, so wäre es uns doch andererseits nicht möglich, eine Erörterung über Gegenstände zuzulassen, bei welchen die Anordnungen in offenbarem Widerspruch mit den Artikeln des Concordates stehen.

»Man könnte auf keine Weise und mit keiner Modification in diesem Puncte die Anordnungen billigen, ohne einem so heiligen und so bekannten Vertrage eine Wunde zu versetzen. Wenn wir darein willigten, und fortführen die Sache

zu übersehen, würden wir uns den öffentlichen Vorwurf zuziehen, ein nachlässiger Hüter der Rechte der Kirche gewesen zu seyn, die in dem besagten Concordat übereinstimmend beschlossen und begründet wurden; und Eure Majestät selbst würden in den Augen der öffentlichen Meinung den Ruf verlieren, daß Ihr einmal gegebenes Wort fest und unfehlbar ist.

»Wir zweifeln nicht, daß Eure Majestät bei dieser Gelegenheit Maßregeln ergreifen werden, welche Ihre Weisheit für die wirksamsten hält, diesen Anordnungen alle Kraft zu benehmen; und daß diese Regeln auch in den Staaten von Parma und Piacenza angenommen werden, auf welche Länder diese Bemerkungen anwendbar sind; wie wir Eurer Majestät dies in unserm Schreiben vom 31. Juli zu erkennen gegeben haben.

»Mit dem größten Vergnügen ersehen wir, daß Eure Majestät in Ihrem Schreiben wiederholen, Ihre Absicht bei allen Ihren Entschließungen sei, den Vortheil der Kirche zu suchen; es ist jedoch nur allzu wahr, daß mitten unter so schweren Sorgen Ihre Religion überrascht, und Ihre geradsinnigen Absichten betrogen wurden. Man hat Eure Majestät beredet, viele Dinge seien zum Nutzen der Religion und mit Genehmigung der Bischöfe und des Klerus geschehen. Wir haben Beweise, daß man Eure Majestät dessen beredet hat; daß aber in der That dies bei mehreren Puncten nicht wirklich der Fall ist.

»Eure Majestät kennen die Reinheit unsrer Absichten und unsre Zuneigung zu Ihrer Person; Sie können also mehr als versichert seyn, daß in fraglichen Fällen, wo eine nachträgliche Billigung einen Mangel in solchen Dingen ersetzen kann, über welche man früher übereingekommen war, wir dahin wirken werden, daß man die mit dem Hauptzweck verträgliche Mäßigung und Leichtigkeit anwende; dieser aber ist der größte Nutzen der Kirche, der Religion und der Völker. Wir haben ein festes Vertrauen, daß Eure Ma-

[1805]

jestät gleichfalls erlauben werden, daß man Ihrerseits zu allen Modificationen schreite, die diesem nämlichen Zweck entsprechen. Wir sind auch überzeugt, Sie werden Ihre Einwilligung geben, daß man in jenen Dingen, die nicht übereinstimmend nach dem Concordat geschahen, zur genauen Ausführung des Concordates zurückkehre.

»Ihr erhabener Scharfsinn erkennt ganz gewiß, daß die Völker gerechter Weise, und zwar immer auf eine besondere Art, an den Gegenständen der Religion hängen, die sie bekennen. Wir glauben nicht, daß Jemand gefunden hat, man habe zu viel für den Klerus in Italien gethan; wie Eure Majestät es sagen. Seien Sie überzeugt, daß die große Mehrzahl der Völker Sie immer segnen, und von Liebe und Treue gegen Eure Majestät durchdrungen seyn wird; und zwar um so mehr, als Sie die Sache der Religion und der Kirche mehr begünstigen werden.

»Welche Freude wäre dies für uns! Welcher Ruhm für Eure Majestät, vor der Welt und für die Nachkommenschaft bewiesen zu haben, daß das Verlangen, die Religion wiederherzustellen, von welcher die wahre Glückseligkeit der Staaten abhängt, unsre Herzen aufs Innigste vereinte, und daß unsre Sorgen gegen dieses Ziel gerichtet waren! Dieser Gedanke erfüllt uns mit Freude. Ach, wir wären unter der tiefsten Traurigkeit erdrückt worden, wenn wir in der Nothwendigkeit gewesen wären, zu erkennen zu geben, daß wir an den öffentlich erlassenen Bekanntmachungen keinen Antheil hatten!

»Dem Vertrauen hingegeben, diese Angelegenheiten in Kurzem mit gegenseitigem Einverständniß und zum Ruhm Eurer Majestät vor Gott und vor den Menschen gelöst zu sehen, ertheilen wir Ihnen mit gänzlicher Ergießung unsres Herzens den väterlichen, apostolischen Segen.

»Gegeben zu Rom, bei Maria-major, am 6. September des Jahres 1805, unsres Pontificats im sechsten.

»PIUS P. P. VII.«

Neuntes Capitel.

Der Erzherzog Rudolph wird zum Coadjutor von Olmütz ernannt. — Schreiben und Note des Cardinals Fesch an Cardinal Consalvi über ein Ereigniß auf dem Platze Navonna. — Antworten des Cardinals Consalvi.

Oesterreich gab dem Papste durchaus keine Veranlassung zu Klagen; ja es richtete von einer Zeit zur andern Trostschreiben an ihn; und es bestand zwischen beiden Regierungen ein Geist der Eintracht, der Pius VII. nur bereitwillig stimmen konnte, die mindesten Wünsche Franz II. günstig anzuhören. Dieser wünschte, sein Bruder Rudolph sollte dem Cardinal Colloredo, Erzbischof von Olmütz, zum Coadjutor mit der Anwartschaft auf die künftige Nachfolge beigegeben werden. Der Papst versammelte am 9. September ein Consistorium, und ertheilte Seiner kaiserlichen und königlichen Hoheit diese Würde. Dieser Erzherzog, der am 8. Januar 1788 geboren ward, noch ehe sein Vater Kaiser war, war damals erst siebenzehn Jahre und acht Monate alt. Der Papst kann sich dies Alter nicht verhehlen, und spricht in seiner Anrede an das heilige Collegium mit eigenen Worten:

»Er ist jung; aber der Cardinal Colloredo wird seinen Muth durch nützliche Beispiele kräftigen. Also ernannten unsre Vorgänger den heiligen Carolus Borrómeo und auch noch Andere in der Blüthe ihrer Jugend. Der heilige Paulus sprach zu Timotheus:

[1805]

»Niemand verachte dich wegen deiner Jugend; sei ein Vorbild der Gläubigen!« (1. Tim. IV. 12.)

Die Gleichheit war hier nicht ganz vollkommen. Der heilige Carl Borromeo, geboren im Jahre 1638, ward zwar wohl in seinem zwölften Jahre mit einer reichen Abtei und mit einem Priorate versehen, die sein Oheim an ihn abtrat, als er unter dem Namen Pius IV. den päpstlichen Thron bestieg; der heilige Carl jedoch, der mit 23 Jahren Cardinal war, empfing die priesterliche so wie die bischöfliche Weihe erst in seinem sieben und zwanzigsten Jahre. Das Beispiel war also nicht ganz richtig gewählt; da der Erzherzog erst achtzehn Jahre alt war. Ob auch der Krieg vor der Thür stand, ließ Pius VII. dennoch durch diese Erwägung sich nicht abschrecken; er erachtete, der allgemeine Vater der Gläubigen müsse seine Gnaden über alle Nationen ergießen, und ganz vorzüglich über jene, deren Beherrscher ihm bestimmte Beweise von Anhänglichkeit und Verehrung gaben.

Wenige Tage hernach, da die päpstliche Regierung ohne Unterlaß nur mit den Angelegenheiten sich beschäftigen mußte, welche Frankreich mit Recht oder Unrecht verfechten wollte, geschah es, daß das gute Einverständniß zwischen dem Cardinal Fesch und dem Cardinal Consalvi, und zwar in dem Augenblick selbst gestört wurde, wo dieser Letztere neue Beweise des Schutzes der französischen Regierung empfing.

[1805]

Es waren auf dem Platze Navonna Mordthaten durch Individuen begangen worden, welche, um die Wachen zu täuschen, die französische Cocarde aufgesteckt hatten. Die Mörder waren Unterthanen des heiligen Vaters; und auch ihre Schlachtopfer, die Kaufleute des Platzes, waren Römer. Einige Zeit hernach verbreitete sich das Gerücht, es wären Franzosen von den Römern ermordet worden; es dauerte jedoch nicht lange, so ward die Wahrheit der Sache bekannt, und die römische Regierung ließ die Angeklagten mit Eifer verfolgen. In demselben Augenblick glaubte Cardinal Fesch, dem Cardinal-Staatssecretair eine ämtliche Note übersenden zu müssen. Der Cardinal, sagte man, fürchtete, daß bei Ankunft dieser etwa untreu einberichteten Nachricht zu Paris der Kaiser in Wuth geriethe, und ihn und die päpstliche Regierung mißhandelte.

»Der Cardinal Fesch, bevollmächtigter Minister Seiner Majestät des Kaisers der Franzosen und Königs von Italien, hat Ursache zu erstaunen, daß seit ungefähr zwanzig Stunden in Rom Mordthaten begangen wurden, deren das Publikum allgemein Personen beschuldigt, welche die französische Cocarde tragen; ohne daß er hievon durch die Regierung oder auf andere Weise als durch den öffentlichen Rumor in Kenntniß gesetzt werde; da man doch sogar bis dahin kam, den Franzosen mit Zorn und Verachtung zu begegnen.

»Der Unterzeichnete holt die Dinge etwas weit aus; er kennt die friedlichen Absichten der römischen Regierung und ihr eigenes Interesse, das ihr befiehlt, Frankreich anhänglich zu bleiben. In seiner Note vom 21. Thermidor des Jahres XII. (9. August 1804.) verlangte der Unterzeichnete,

[1805]
man sollte alle Diejenigen bestrafen, welche die französische Cocarde trügen, ohne das Recht dazu zu haben; weil er schon damals voraus sah, daß die Uebelgesinnten dies Mittel ergreifen würden, das Feuer anzuwehen, und vielleicht den Dolch in die Hände Derjenigen zu legen, die immer bereit sind, aus Gier nach Gewinn und Hoffnung der Straflosigkeit blutige Scenen zu erneuern. Nach diesen Angaben glaubt der Unterzeichnete sich berechtiget, zu fragen, ob die Umstände der Zeit nicht jenen gleichen, welche die Ermordungen Basserille's und des Generals Duphaux herbeiführten (sic)?

»Sollten die Feinde Frankreichs ihre arglistigen Kabalen noch einmal versuchen wollen, um das Feuer wider die Franzosen dadurch anzuzünden, daß sie das Volk wider sie aufhetzen und Insurrectionen vorbereiten? Die großen Feuersbrünste hatten oft einen minder deutlich bezeichneten Anfang; und da der Unterzeichnete so sicher weiß, daß er nicht daran zweifeln kann, daß in den Ländern, die an den Kirchenstaat gränzen, Alles, ohne irgend eine Maßregel zu beobachten, sich vorbereitet, Banden zu bilden, um solche gegen die Franzosen zu richten, kann er selbst sich nicht in dem Maße verblenden, daß die Mordthaten dieser Nacht ihn nicht Versuche von ruchlosen Schurken bedünken müßten, welche die Meinung des Volkes erforschen wollen, um dasselbe zu Scenen zu verleiten, die bereits in Rom wiederholt wurden. Seine Eminenz der Herr Cardinal-Staatssecretair müssen allerdings wissen, ob sich Menschen finden, die im Stande sind, ähnliche Intriken anzuknüpfen; und der Unterzeichnete ist überzeugt, daß sie noch existiren und hoffen, auch ein drittes Mal ihren Plan ungestraft durchzusetzen.

»In Folge dessen fordert der Unterzeichnete förmlich, daß die Schuldigen unter acht Tagen erschossen werden; daß man mit größter Strenge die Personen bestrafe, die heute gegen die Franzosen geschrien haben; und daß, wenn die Schuldigen sich nicht finden, die Personen, deren Pflicht es

ist, über die öffentliche Sicherheit zu wachen, exemplarisch bestraft werden; und man solche Maßregeln ergreife, daß der französische Name keinen Beschimpfungen ausgesetzt sei. Die jetzigen Umstände lassen keine Entschuldigung aus Unwissenheit mehr bei Denjenigen zu, welche regieren; und es ist nicht erlaubt, daß man in Rom alle acht Tage durch Straßenräuber bedroht werde.

»Der Unterzeichnete erneuert Seiner Eminenz die Versicherung seiner ehrfurchtsvollen Hochachtung.

„Unterzeichnet: der Cardinal FESCH.«

Diese Note ward dem Papste gebracht, der darüber eine lebhafte Unzufriedenheit bezeigte. Er befahl, die thätigsten Nachsuchungen anzustellen, um den Schuldigen den Prozeß zu machen; zu gleicher Zeit aber mit jeder Antwort auf die Note eines solchen Styles zu zögern. Es war eben nicht nothwendig, den heiligen Vater aufmerksam darauf zu machen, daß der Staatssecretair sich angeklagt sah, er hoffe, daß es ein drittes Mal zu blutigen Scenen kommen werde. Der Cardinal war der Scene mit Basseville gänzlich fremd; dies sah man aus den bereits angeführten Thatsachen. Zwar nahm Consalvi Antheil an den kläglichen Ereignissen, in welchen Duphot seinen Tod fand; dies aber geschah in seiner Eigenschaft als Kriegsintendant; welchem es oblag, die Ordnung in der Stadt zu erhalten; und gewiß that er damals seine Pflicht, als er Joseph Buonaparte, den Neffen des gegenwärtigen Ministers, verhinderte, die römische Regierung durch eine römische Aufwieglung zu stürzen.

(1850)

Was that indessen der Cardinal Fesch, welchem man nicht antwortete? Er nahm Rath von seinem Charakter als Priester, als Cardinal und diplomatischer Minister, und hielt es für rathsam, dem Cardinal Consalvi einen sanftern Brief zu schreiben. Aber auch darin werden wir noch bemerken, wie viele Erbitterung der Geist des französischen Ministers beibehielt.

Monsignor!

»Eure Eminenz haben die Note empfangen, die ich gestern Abends in der Absicht dictirte, Genugthuung für das öffentliche Gerücht zu fordern, das die Franzosen anklagte, als wären sie der Mordthaten schuldig, die in letzter Nacht zu Rom verübt wurden. Ich kann Ihnen meine Verwunderung nicht bergen, als ich erfuhr, daß man die wahrhaften Urheber dieses Verbrechens noch nicht fest genommen habe, und daß die Polizei in dieser Hauptstadt so nachlässig ist.

»Man glaubt an Nichts; und wenn die Thatsachen beweisen, so kennt man die Verbrecher nicht. Eure Eminenz wollten Menschen, die in der öffentlichen Meinung verloren sind, nicht dahin verhalten, die französische Cocarde abzulegen; nachdem ich Sie ämtlich darum ersucht hatte. Auf was also sollen die Franzosen in Rom sich gefaßt halten? — Was mich betrifft, werde ich Ihnen sagen: Impavidum ferient ruinae; ich werde aber darum nicht aufhören, Vorstellungen zu machen, und, wenn es seyn muß, meine Regierung davon in Kenntniß zu setzen. Ich wäre strafbar, wenn ich mich zu verblenden suchte. Die Umstände sind gebieterisch; und ergreift man nicht sichere Mittel, die Ruhe aufrecht zu erhalten, und alle Thätlichkeiten der Uebelthäter und Feinde Frankreichs zu verhindern, werde ich nicht darin übereinstimmen können, daß die freundschaftlichen Absichten des heiligen Vaters zur Ausführung kommen. Man findet hier Personen, die erklärte Feinde Frankreichs sind;

Fremde, die der Vorzüge eines öffentlichen Charakters genießen, ohne ein Recht dazu zu haben. Die Polizeibeamteten kommen den Verbrechen nicht zuvor, die sich begehen lassen; und werden dann einige begangen, so ignorirt man sie. Ob auch Frankreich seit mehrern Jahren hier in seinen Repräsentanten beschimpft wurde (es wird hier nämlich auf den Bothschafter Joseph angespielt), so verdankt Rom, wenn es nicht der Schauplatz der Gräuelscenen wird, die ehemals begangen wurden, dies allein dem Schutze der heiligen Apostel Petrus und Paulus und den Gebeten des heiligen Papstes, der gegenwärtig den heiligen Stuhl einnimmt.

»Rom befindet sich in dem Mittelpunct des Kriegstheaters; und zwar eines Krieges, der sehr nahe daran scheint auszubrechen; und die päpstliche Regierung kann nur durch die strengste Wachsamkeit, durch eine Ehrfurcht gebietende Stellung und durch außerordentliche Maßregeln in ihrer Ruhe sich erhalten.

»Franzosen berechnen nicht; sie sind zu stark um bis zu Mitteln sich zu erniedrigen, welche die Ehre und das Gewissen mißbilligen. Würden Einige aus ihnen Schlachtopfer ihres Vertrauens, so würden sie, ungeachtet ihrer Gottesfurcht, nicht ohne Rache bleiben; und ihr Untergang würde die größten Uebel nach sich ziehen.

»Eure Eminenz nahmen das Ereigniß, das in verwichener Nacht vorfiel, sehr leicht und als etwas Gewöhnliches hin, da ich durch die Regierung nicht von dieser gräßlichen That unterrichtet ward, welche Frankreichs Ehre angriff. Die Vergangenheit hat über die Ergebnisse einer solchen That unter ähnlichen Umständen mehr denn zur Genüge belehrt. Gebe der Himmel, daß meine Vermuthungen, wenn man sie je als solche betrachten kann, von der Zukunft der Lüge gestraft werden.«

»Indessen habe ich die Ehre, Eurer Eminenz die Gesinnungen meiner Achtung zu wiederholen.

»Unterzeichnet: der Cardinal FESCH.«

Rom, am 13. September 1805.

[1805]

Der Cardinal Conſalvi nahm geradezu und mit der ehrerbietigſten Nachgiebigkeit die Befehle des heiligen Vaters an, der in einem Umſtand, wo Seine Eminenz ämtlich angeklagt und ſogar durch ein vertrauliches Schreiben verfolgt wurden, dem Cardinal befahl, alsbald durch eine ämtliche Note zu antworten.

Dieſe Note enthält, der Cardinal-Staatsſecretair habe den Cardinal Feſch über alle dieſe Thatſachen benachrichtigen wollen; er habe ihn in ſeinem Pallaſte aufgeſucht; habe ihn aber nicht gefunden; worauf er dann alſo fortfährt:

»Der Unterzeichnete wundert ſich, daß Eure Eminenz an die Kenntniß der friedlichen Abſichten der päpſtlichen Regierung ſich halten müſſen, um ſich nicht berechtigt zu glauben, zu fragen, ob die gegenwärtigen Umſtände nicht jenen gleichen, in welchen die Ermordungen Baſſeville's und des Generals Duphot vorfielen. Die Natur des Ereigniſſes ſelbſt, und die Umſtände, welche daſſelbe begleiteten, beweiſen, daß ein Frevel, der von vier jungen ſchlechten Kerlen in einem Geiſte der Raubſucht und der Gewaltthätigkeit an zwei Unglücklichen aus dem Volke begangen wurde, durchaus auf keine Weiſe gegen die Individuen der franzöſiſchen Nation gerichtet ſeyn konnten; und daß ſolcher weit entfernt war, irgend Aehnlichkeit mit den angeführten Beiſpielen zu haben; daß Einer dieſer jungen Leute, bevor er noch das Verbrechen beging, als er an verſchiedenen Orten von den Sbirren angetroffen wurde, und gegen das Verbot der Geſetze ſich bewaffnet hatte, um nicht verhaftet zu werden, die franzöſiſche Cocarde vorzeigte, die er wohl in dieſer Nacht ſelbſt abſichtlich konnte aufgeſteckt haben; und ſich fälſchlich für einen der Dienſtleute einer erlauchten Perſon ausgab,

deren Name Achtung verdient. Der Unterzeichnete kann nicht begreifen, wie in der Einfachheit und Natur eines solchen Ereignisses Eure Eminenz irgend einen Grund finden konnten, argwöhnischen Muthmaßungen sich zu überlassen, die der Sache so fremd, und so beleidigend sind.

»Der Cardinal gibt seinen Beifall dem Begehren, die Escarde abnehmen zu lassen; aber es ist schwer, diese Maßregeln auszuführen.

»Wie können auch in der That unwissende Personen, wie die Vollzieher dieser Befehle sind, einen Unterschied zwischen Franzosen und andern Unterthanen treffen, die durch die Leichtigkeit, mit welcher sie die französische Sprache sprechen, sie desfalls täuschen?

»Wie soll man die Italiener erkennen, die im Dienste nicht nur des Repräsentanten (der französischen Nation), sondern auch der Personen stehen, die in den Ausnahmen begriffen sind, welche Eure Eminenz machten?

»Von welchen vorhergehenden oder eingreifenden Umständen ward dies Ereigniß begleitet, um dasselbe wider Gegenstände gerichtet zu glauben, die Eure Eminenz lieber sich einbilden wollen, als daß Sie dasselbe für natürlich hielten? — Was die Anforderungen betrifft, die am Ende der Note stehen, wird man die erforderlichen Maßregeln der Strenge ergreifen ꝛc.«

Hernach schrieb auf Befehl des Papstes der Cardinal einen vertraulichen Brief an Cardinal Fesch, als Antwort auf das Schreiben, das dieser letztere an ihn gerichtet hatte.

In diesem Schreiben gibt er Aufschlüsse, und sagt, daß hinsichtlich der Verhaftnehmung der Schuldigen, diese sich verbargen. Er führt Georg Cadoudal an, der zu Paris die Wachsamkeit der berühmtesten Polizei in Europa eine lange Zeit hin-

[1805]

durch täuschte. Und fährt dann weiter in seiner Antwort fort:

»Ich sehe mich durch folgende Stelle persönlich angegriffen: »Wenn Rom nicht der Schauplatz der Gräuelscenen wird, die ehemals darin begangen wurden, so verdankt man dies nur dem Schutze der heiligen Apostel Petrus und Paulus, und den Gebeten des heiligen Papstes, der gegenwärtig den heiligen Stuhl einnimmt;« und ich sehe, daß Eure Eminenz nur mich persönlich im Auge haben können, wenn Sie mir schreiben, daß, wofern man nicht sichere Maßregeln ergreift, die öffentliche Ruhe aufrecht zu erhalten und alle Thätlichkeiten der Uebelthäter und Feinde Frankreichs zu verhindern, könnten Sie nicht einstimmen, daß die freundschaftlichen Absichten des heiligen Vaters zur Ausführung kommen werden. Sprechen wir ohne Verstellung. Ich muß nicht nur eine Beschuldigung, daß ich gegen die Pflichten meines Amtes fehlte, sondern auch einen Verdacht der Betrügerei und Verrätherei in der Sprache Eurer Eminenz gegen mich finden; da sie mit so vieler Freimüthigkeit erklären, Sie hätten keine andere Hoffnung der Sicherheit, als den Schutz der heiligen Apostel Petrus und Paulus, und die Gebete eines heiligen Papstes.

»Ich würde mich gegen mich selbst und gegen die Grundsätze der Ehre verfehlen, die ich in keiner Hinsicht opfern kann, wenn ich eine so schwere Beleidigung mir verhehlte. So lange die Verdrießlichkeiten, die ich das Unglück habe, seit langer Zeit von Seiten Eurer Eminenz zu erfahren, meine Ehre nicht auf das Spiel setzten, habe ich solche im Grunde meiner Seele erstickt; und Alles gab der Achtung nach, die ich für Ihre Person und für Ihren Charakter habe; ist aber die Ehre angegriffen, dann wird das Stillschweigen ein Fehler. Es sei mir erlaubt, die nämliche Phrase zu gebrauchen, die Eure Eminenz anwendeten: »Ich wäre strafbar, wenn ich mich selbst verblenden wollte.« Es

ist schon lange her, daß das Betragen Eurer Eminenz gegen mich mir das bestimmteste Mißtrauen und eine gänzliche Abwendung Ihrer Gesinnungen gegen mich ankündigt; diese Aenderung gegen mich konnte ich nur meinem Unstern zuschreiben.

»Ich halte zu sehr auf meine Ehre, auch liebe ich meinen Fürsten und mein Vaterland zu sehr, um nicht einzusehen, daß ich nach der Meinung, die Eure Eminenz von mir haben, und nach den Gesinnungen Ihres Gemüthes gegen mich, in meinem Amte zu dem guten Dienste meines Fürsten und des Staates nicht mehr nützlich bin. Ich werde mit einer Freimüthigkeit, welche mir das Zeugniß meines Gewissens gibt, einen Kurier nach Paris abfertigen, und mich unmittelbar an die französische Regierung wenden; theilt nun diese die Meinung ihres Repräsentanten, so werde ich meine Stelle niederlegen.

»Seien Eure Eminenz überzeugt, daß dieser Schritt mich kein anderes Opfer kostet, als das Opfer, von einem Souverain mich zu entfernen, welcher die Liebe der ganzen Welt, und die meinige insbesondere verdient. Frei von Ehrsucht und Eigennutz, werde ich meine Ruhe in dem Privatleben finden. Dies glaubte ich Eurer Eminenz mit aller Freimüthigkeit und Aufrichtigkeit meines Charakters erklären zu müssen.

»Ich habe die Ehre, Eurer Eminenz die ständigen Gesinnungen meiner Achtung zu erneuern.

„Unterzeichnet: Herkules Cardinal CONSALVI.«

Zehntes Capitel.

Schreiben des Cardinals Conſalvi an Herrn von Talleyrand. — Der Kaiſer läßt Ancona beſetzen. — Reclamationen des Papſtes. — Schreiben des Marſchalls Berthier an Herrn von Talleyrand.

Um gerecht zu ſeyn und die Wage richtig zu halten, wollen wir hier ſuchen, welches die geheimen Gründe mögen geweſen ſeyn, die den Cardinal Feſch unter ſolchen Umſtänden beſeelten. Er wurde weder von einem ſchlechten Herzen angeregt, noch von einem böſen Willen, noch auch von Geſinnungen des Neides; wir wollen es verſuchen, ſein Betragen zu erklären. Seine Lage zu Rom war gänzlich von Verlegenheiten, Mühſalen und Schwierigkeiten aller Art beſetzt. Der Senator Lucian, ein Bruder Napoleons, der in die Staaten des heiligen Vaters ſich geflüchtet hatte, lebte nicht in gutem Einverſtändniß mit dem Kaiſer. Es iſt wahrſcheinlich, daß man damals in Paris darauf hielt, Alles zu wiſſen was Lucian that und ſagte. Der Cardinal, der zwiſchen ſeiner Miniſterpflicht und einer beſondern Zuneigung gegen Lucian ſtand, deſſen Widerſetzlichkeiten er nicht alle mißbilligte, mußte zugleich Rechenſchaft geben und ſchweigen, ſehen und nicht erkennen, ſeinen Hof genau unterrichten und eines muthigen Verwandten ſchonen.

Die Mörder der beiden Kaufleute auf dem Platze Navonna wurden für Leute gehalten, die im Dienſte Lucians geſtanden hatten, und vielleicht noch ſtan-

den. Der Cardinal Conſalvi behandelte dieſen letztern mit Wohlwollen. Seine Heiligkeit hatten es für anſtändig gehalten, dieſem, von einem mächtigen Souverain verfolgten Bruder eine Zufluchtſtätte nicht zu verſagen. Rom, ſagten Sie, die Zuflucht rechtmäßiger Fürſten, darf auch wohl die Zuflucht eines Opfers jener ganz neuen königlichen Glückspilze ſeyn, die da wirken, daß die Welt vor ihnen zittert. Der Cardinal Conſalvi hatte einen Bruder, den er zärtlich liebte; dieſer Bruder, der zur vertraulichſten Geſellſchaft des Senators Lucian zugelaſſen ward, fühlte, wie man verſichert, eine ſo große Dankbarkeit, daß er nach der Ehre geizte, durch eine Verwandtſchaft in dieſe Familie einzugehen. Ohne Zweifel hätte der Cardinal Feſch gewünſcht, ſich darauf zu beſchränken, Aufſehen in Rom zu erregen; ohne daß die Sache bis nach Paris gekommen wäre. In dieſem Falle hätte er nach der officiellen Note allerdings eine ſanftere Sprache führen ſollen; allein das vertrauliche Schreiben reizte die bereits erbitterten Gemüther Roms noch mehr. Zuletzt verſtand man einander gar nicht mehr. Kein fremder Miniſter trat als Verſöhner in die Mitte. Der heilige Vater betrübte ſich immer mehr; Conſalvi hielt ſich nicht mehr in Schranken; und, ohne Zweifel allzu voreilig, vertraute er ſeinen ganzen Verdruß dem Herrn von Talleyrand an.

Der eigenhändige und in franzöſiſcher Sprache verfaßte Brief an ihn, von welchem wir einen Auszug geben wollen, erklärt einige Geheimniſſe der

[1805]

Politik damaliger Zeit; er entschleiert bis auf den Grund die Beweggründe, welche zur Reise nach Paris bestimmten; er zeigt, welches die Macht war, die den guten Willen des Papstes unterstützte, welcher einwilligte, dem Verlangen des Kaisers genug zu thun. Uebrigens entfaltet sich darin der Charakter Consalvi's ganz wie er ist; und drei oder vier dieser Blätter lehren mehr Thatsachen, als der geübteste Scharfsinn derselben errathen könnte.

Nicht an Seine Excellenz, den Minister der auswärtigen Angelegenheiten, habe ich die Ehre diesen Brief zu schreiben; sondern an Herrn von Talleyrand, der, wie ich mir schmeichle, mit seiner Freundschaft mich beehrt; an ihn wende ich mich mit einem Act des Vertrauens auf seine Person. Ich flehe diese nämliche Freundschaft um die Gewogenheit an, mein Schreiben, ungeachtet seiner Länge, zu lesen, die wegen seiner Wichtigkeit nothwendig wurde. Ich ergreife die Feder nicht als Ankläger; ich ergreife sie für meine eigene Vertheidigung. Ein noch edleres Gefühl treibt mich dazu an; das Gefühl meiner Ehre. Ich glaubte dieselbe auf das Spiel gesetzt, wenn ich in den Dingen, die ich weiter unten entwickeln will, gerechter Weise könnte beschuldigt werden. Endlich geschieht es aus einem Gefühl, welches einem rechtlichen und ehrlichen Manne die innerste Ueberzeugung gibt, daß er nicht verdient, was man ihm anthut; besonders aber geschieht es aus wahrer Anhänglichkeit an Frankreich, die durch keine Thatsache, durch kein Wort, durch keine Verleumdung der Falschheit sich zeihen läßt. Keine Verleumdung kann nach den vielfältigen Beweisen, die ich bei allen Gelegenheiten, an allen Orten und vor aller Welt gegeben habe, selbst bei meinen Feinden, Treue und Glauben finden.

[1805]

„Excellenz, ich will zu Ihnen mit der Freimüthigkeit sprechen, die mich charakterisirt; man wird dies wohl einem Herzen verzeihen, das in den Gefühlen verwundet ist, die dem Menschen die theuersten sind. Seit der Epoche der Reise Seiner Heiligkeit nach Paris, bin ich, Excellenz, dem Herrn (monseigneur) Cardinal Fesch das verhaßteste Wesen geworden. Diese Reise, die nicht das Werk Desjenigen war, der das Verdienst derselben in Frankreich sich beimessen wollte; — diese Reise, die, statt einem halben Jahre, in zwanzig Tagen wäre entschieden gewesen, wenn man die Unterhandlung wegen derselben mit jedem Andern als dem Cardinal Fesch gepflogen hätte; — diese Reise, die er wohl hundertmal auf den Punct führte, daß sie wäre vereitelt worden, wenn nicht die Geduld Desjenigen, den er haßt, ihm bis zur Niederträchtigkeit entgegen gekommen wäre, da er Behandlungen duldete, welche zu dulden nur der Ernst, mit dem ich wollte, daß diese Sache nicht scheiterte, einen Mann von Ehre entschuldigen konnte (sic); — diese Reise, welche, wie es sich nicht läugnen läßt, viele Hindernisse, sowohl im Innern als im Aeußerlichen, darbot; die nur durch die Wirkung des guten Willens des heiligen Vaters und meiner Sorgen, meiner Thätigkeit, meiner Vorsicht und meines Muthes beseitiget und überwunden wurden; — diese Reise, die Jedermann, sowohl zu Rom als anderwärts, als meine zweite Reise, nach der Reise wegen des Concordates betrachtet; — diese Reise (wer hätte es je glauben können?), war die Ursache der unglückseligen Aenderung Seiner Eminenz, des Herrn Cardinals, gegen mich. Alle Achtung, die ich vor dieser Epoche gegen ihn hatte, alle Achtung, die ich hernach hatte, alle Aufmerksamkeiten, Höflichkeiten, ja darf ich es sagen? Gunstbezeigungen, Herablassungen waren vergeblich; da er in mir nur einen Mann sah, der bei dieser Gelegenheit Acte der Gewaltthätigkeit, Worte und Scenen mit eigenen Ohren hörte und mit eigenen Augen sah, welche Seine Eminenz sich nicht vorwerfen möchten; einen

[1805]
Mann (soll ich es mit Einem Worte sagen?), vor welchem er Ursache hat zu erröthen. Aus diesen Gründen wünscht er nun Denjenigen zu stürzen, den er nicht für fähig hält, dessen zu vergessen; worin er sehr unrecht hat. Dazu kommen noch andere Gründe, wodurch sein Haß gegen mich unüberwindlich wird; doch weder darf, noch will ich solche hier umständlich angeben. Gern wiederhole ich's; ich spreche nicht als Ankläger; sondern zu meiner Vertheidigung; und überdies in der doppelten Absicht: nicht schwere Uebel über mein Vaterland, durch die Wirkung falscher Begriffe, herabzuziehen, die man von dem Geiste, der dasselbe beseelt, so wie von dem Geiste der Regierung haben könnte; — und um nicht die Gefahr herbei zu ziehen, aus demselben Grunde, die Bande der glückseligen Einigung erschlaffen zu sehen, die zwischen Frankreich und dem heiligen Stuhle besteht; und die ich aus Ueberzeugung und aus Neigung wünschte, immer inniger und inniger werden zu sehen. In dieser Absicht also sah ich mich genöthigt, ein Stillschweigen zu brechen, das ich seit Monaten beobachte, und ohne einen so dringenden Beweggrund nimmermehr gebrochen hätte.

»Um Eurer Excellenz einen Begriff dessen zu geben, was ich sage, sei es mir erlaubt, Sie dringend zu bitten, Ihren hochwichtigen Beschäftigungen eine halbe Stunde zu entziehen, um Einen Blick auf beigeschlossene Papiere zu werfen. Ich wähle diese Thatsache aus dem Grunde, weil sie die neueste ist; denn ich könnte derselben beinahe so viele als Tage zählen. Bemerken Eure Excellenz, wie sehr man eine, wiewohl unwürdige, doch zugleich auch eine der einfachsten und natürlichsten Thatsachen, die sich zugetragen, zu entstellen wußte. Wenn junge Leute und schlechte Kerls, die aus einem Geist der Raubsucht und Gewaltthätigkeit zwei Unglückliche aus dem Volke in der Nacht ermorden, weil diese sich weigerten, ihnen Kukumern zu verkaufen: läßt es sich daraus begreifen, wie dies ihm Anlaß geben könne, argwöhnischen Muthmaßungen sich zu überlassen, die der Sache

im höchsten Grade fremd, und im höchsten Grade beleidigend sind; wie Eure Excellenz in den Noten lesen werden, die mir zugestellt wurden? Läßt es sich begreifen, wie dies habe berechtigen können, sich zu erlauben, Alles zu sagen und zu schreiben, was Eure Excellenz in diesen Noten gegen die Regierung und gegen meine Person insbesondere ersehen können? Kann man je in der Ermordung zweier Gurkenhändler, die in der Hitze des Streites geschah, die Idee in der Regierung ersehen, die Scenen mit Duphot und Basseville zu erneuern? Ich berufe mich desfalls auf jeden Menschen, der bei gesunder Vernunft ist; und berufe mich hinsichtlich dessen, was mich persönlich betrifft, auf Eure Excellenz und auf alle Franzosen, die mich kennen. Ich fürchte nicht, daß ein Einziger aus ihnen mich der Lüge zeihe.

Ich würde Eure Excellenz bis zum Uebermaße langeweilen, wenn ich von andern Thatsachen sprechen und ins Einzelne gehen wollte. Ich beschränke mich darauf, zu sagen, daß Rom und der ganze päpstliche Staat heut zu Tage genau das ist, was er seit der Regierungsepoche Seiner Heiligkeit war. Alles darin ist ruhig, Alles darin ist in Ordnung; keine Thatsache, kein Hinderniß läßt sich angeben, woraus das Gegentheil erhellte. Dafür stehe ich Eurer Excellenz und Ihrer Regierung; ich bürge dafür, daß in der gegenwärtigen Lage der Dinge Alles in dem Stande bleiben wird, wie es jetzt ist. Ich nehme alle Franzosen zu Zeugen, ob sie heute zu Rom und im ganzen Staate den geringsten Unterschied der Zeit finden, die bisher verfloß.

»Es wurden falsche Spionen ohne Zahl bezahlt, ihre Anzeigen zu machen; die ganze Stadt Rom, der ganze päpstliche Staat ist ihren Verleumdungen preisgegeben. Der apostolische Pallast wird von ihnen wie ein festes Schloß belagert. (Consalvi wollte hier nicht sagen, viele dieser Spionen kämen von der Pariser Polizei, und wären dem Cardinal Fesch unbekannt.) Allenthalben fragt man sich: »Wo sind nun die glücklichen und friedlichen Zeiten des Herrn

[1805]

Cacault, in welchen von allen Seiten Aufrichtigkeit, gegenseitiges Vertrauen und die innigste Vereinigung der beiden Regierungen sich zeigten?« — Nun frage ich aber, ob Frankreich wegen alles dessen sich mißvergnügt finden konnte, was damals zwischen ihm und Rom vorging? Ich frage, ob zu Rom noch der nämliche Papst und der nämliche Minister wie damals ist oder nicht? Woher kann es je kommen, daß diese ihre Gesinnungen gegen Frankreich änderten, nachdem sie sogar mit demselben durch engere Bande verknüpft wurden, die damals nicht bestanden; nämlich durch das Concordat und die Reise des heiligen Vaters, so wie durch Alles, was Rom aus Anhänglichkeit gegen Frankreich die ganze Zeit hindurch gethan hat, die seit dieser Epoche bis heute verfloß? . . . . . .

»Fügen Eure Exellenz diesem noch bei die Bösen, die Unzufriedenen, die Feinde der Regierung, meine besondern Feinde (denn jeder Mensch hat Feinde; zumal wenn er in Amt und Würde steht), die Betrüger, die Betrogenen und endlich alle ihres Gleichen, und Sie werden sehen, welch ein unermeßliches Gewimmel einen Mann umgibt, der zu erkennen gab, er genehmige dies Alles . . . . . Die feurigsten Jacobiner, Menschen, die in der öffentlichen Meinung am tiefsten gesunken sind, erringen den Sieg über die Regierung und ihren Minister; über den, der ganz Europa das auffallendste Beispiel der Vergessenheit alles Vergangenen, der Mäßigung, der Sanftmuth, der aufrichtigsten und freundschaftlichsten Anhänglichkeit an Frankreich in einem solchen Maße gegeben hat, daß er als ein Beispiel für alle Andern angeführt wird! Welch ein Minister, der das Concordat zu Stande brachte; und der, indeß er solches zu Stande brachte, seine eigene Sache gänzlich mit der Sache Frankreichs vereinigte! Denn man müßte keinen gesunden Menschenverstand haben, dies nicht einzusehen. Bei den Worten: »der das Concordat zu Stande brachte,« könnte ich stehen bleiben; denn ich hätte Alles ausgespro-

chen; aber ich will noch beifügen: »der mit allen seinen Mitteln dazu half, daß die Reise des heiligen Vaters nach Frankreich Statt fand.« Ja, Excellenz, ich bin verpflichtet, hier zu wiederholen, was ich im Anfange dieses Schreibens sagte. Man frage Alle, die man will; und die Wahrheit wird erscheinen.

» . . . . . Dies Alles war bisher zu Rom unbekannt. Da ich gegen die fremden Minister, die wir hier haben, alle Achtung beobachtete, die ihrer Repräsentation gebührt, und ihnen alle Rücksichten und Höflichkeiten erwies, die mein Charakter und meine Erziehung mich lehrten, konnte ich die vollkommenste gegenseitige Erwiederung aller andern nur ungemein loben; aber weder kann ich als erster Minister Seiner Heiligkeit, noch als ihr College im Cardinalat, noch als Edelmann sagen, daß Seine Eminenz auch nur Eine der Rücksichten beobachteten, die jede meiner Eigenschaften gegen mich forderte.

»Ich unterlasse, mit Eurer Excellenz über verschiedene andere Dinge zu sprechen; ich würde sonst zu keinem Ende kommen. Indessen kann ich mich nicht erwehren, ein Wort über die beiden Minister, den engländischen und russischen, zu sprechen, die bei dem König von Sardinien accreditirt sind, der hier seinen ganzen Hof hält. Herr Jackson, engländischer Minister, hat sich immer auf eine solche Weise betragen, daß beinahe Niemand etwas von seiner Existenz wußte. Seine Eminenz selbst haben sehr oft mit mir in den größten Lobsprüchen von ihm gesprochen. Der russische Minister war allerdings nicht eben so behutsam in seinen Reden, bis zu einer gewissen Zeit; da aber die Regierung ihm Vorstellungen hierüber machte und sogar in Rußland darüber Klage führte, gibt er schon seit langer Zeit nichts mehr von sich zu reden; und gibt auch der Regierung keine Veranlassung zur Unzufriedenheit. Der Herr Cardinal hätte wollen, man sollte beide von Rom fortjagen; aber selbst wenn er sie als Privatpersonen betrachtete, würde die Neu-

[1805]
tralität des heiligen Vaters ihn abhalten, dies ohne Gründe zu thun. Umgekehrt aber würde, wofern sie sich schlecht betrügen, selbst ihre Eigenschaft als Minister die Regierung nicht abhalten, ihre Zuflucht zu dem Völkerrechte zu nehmen, um sie ohne Schwierigkeit entfernen zu lassen; und zwar würde sie dies alsbald thun.

»Ich wollte in den Schooß Eurer Excellenz meine Bitterkeiten so wie die Seiner Heiligkeit ergießen, welche von dem Briefe unterrichtet sind, den ich an Sie schreibe. Ich überlasse es zu bedenken, wie sehr Sie nach Ihrer Reise von Frankreich von den Wirkungen ergriffen wurden, die Ihrer Erwartung so geradezu entgegen sind. Ihre Geduld gegen den Herrn Cardinal fängt an sich zu erschöpfen.... Uebrigens verlange ich nichts; meine Absicht ist nicht, Seine Eminenz anzuklagen; und ich betheure feierlich meine Achtung gegen seine Person, gegen seine Eigenschaft als Oheim Seiner kaiserlichen und königlichen Majestät, gegen seine Würde und seine Repräsentation; ich wünsche ihm nichts Böses, der Himmel ist dessen mir Zeuge; wie wohl ich weiß, daß er sehr übel gegen meine Person gestimmt ist. Es erübrigt mir nun, Eure Excellenz um Verzeihung zu bitten, daß ich Sie so lange Zeit beschäftiget habe; und kann Sie nicht dringend genug um die Gnade bitten, keinen Gebrauch von diesem vertraulichen Schreiben zu machen, das zu nichts anderm dienen soll, als Eure Excellenz in den Stand zu setzen, nach seinem Werth zu beurtheilen, was man Ihnen referiren könnte.«

Am folgenden Tage, nachdem der Herr Cardinal diesen Brief nach Paris geschrieben hatte, beschloß Herr Cacault sein Leben auf seinem Landgute Clisson in der Bretagne. Ich gab Seiner Eminenz Nachricht von dem Verlust, den wir so eben erlitten hatten, und Sie drückten mir Ihr Leidwesen darüber

[1805]

aus. Alle seine Briefe trugen seitdem das Gepräge eines lebendigen Schmerzes; ich darf jedoch nichts daraus anführen; da es sich nicht geziemt, die Beweise der Freundschaft ans Licht zu fördern, die er in so reichlichem Maße mir gab.

Herr Cacault wäre unter diesen Umständen ein nützlicher Rathgeber gewesen; es geschah aber zumal wegen des Krieges, daß man den Umständen seines Todes, der durch einen schweren Verdruß veranlaßt wurde, kaum einige Augenblicke Aufmerksamkeit schenkte. Der Papst, der Cardinal Consalvi und andere weise Personen zu Rom ahmten jedoch diesen Undank nicht nach.

Die Oesterreicher, die den Krieg angefangen hatten, und durch verschiedene Märsche der Franzosen gedrängt wurden, gegen Ulm hin sich zurückzuziehen, ergaben sich am 19. October und defilirten bei dem Kaiser vorbei. Bevor derselbe auf Wien losmarschirte, befahl er, Ancona zu besetzen. Bei dieser Nachricht sagte der Papst zum Cardinal Consalvi: »Wir werden Ihnen zu Hilfe kommen; Ihr Brief hat keinen Eindruck gemacht; wir werden nun selbst schreiben;« und er sandte an Napoleon folgenden Brief:

Kaiserliche und königliche Majestät!

»Wir werden Eurer Majestät freimüthig und mit aller Unbefangenheit unsres Charakters sagen, daß der Befehl, den Sie dem General Saint-Cyr gegeben haben, Ancona mit französischen Truppen besetzen und verpflegen zu lassen, uns nicht weniger Erstaunen als Schmerz erweckte; und

[1805]

zwar sowohl wegen der Sache an sich selbst, als wegen der Art und Weise, wie dieselbe ausgeführt ward; da Eure Majestät auf keine Weise uns früher davon in Kenntniß setzten.

»Wahrhaftig, wir können es nicht verhehlen, daß wir mit innigem Wehgefühl auf eine Weise uns behandelt sehen, die wir aus keinem Grunde verdient zu haben glauben. Unsre Neutralität, die von Eurer Majestät so wie von allen andern Mächten anerkannt, und von denselben vollkommen geachtet ist, gab uns einen besondern Grund zu glauben, die freundschaftlichen Gesinnungen, die Sie gegen uns bekannten, würden vor einem so bittern Verdruß uns bewahren; wir nehmen nun wahr, daß wir uns irrten.

»Wir wollen es freimüthig sagen, seit der Zeit unsrer Rückkehr von Paris, haben wir nichts als Bitterkeiten und Unannehmlichkeiten erfahren; da doch im Gegentheil die persönliche Bekanntschaft, die wir mit Eurer Majestät gemacht haben, und unser unwandelbares Betragen uns ganz Anderes verhießen. Mit Einem Worte, wir finden in Eurer Majestät die entgegensprechenden Gesinnungen nicht, die wir berechtiget waren zu erwarten.

»Dies empfinden wir lebhaft; und was die gegenwärtige Invasion betrifft, sagen wir aufrichtig, daß, was wir uns selbst schuldig sind und auch die Verpflichtungen, die wir mit unsern Unterthanen eingegangen haben, uns nöthigen, von Eurer Majestät die Räumung Ancona's zu fordern; da wir im Weigerungsfalle nicht einsehen, wie die Fortdauer der Verhältnisse mit dem Minister Eurer Majestät zu Rom sich vereinbaren ließe; weil diese Beziehungen geradezu im Widerspruch zu der Behandlung stehen, welche wir fortfahren würden, zu Ancona von Eurer Majestät zu empfangen.

»Eure Majestät dürfen überzeugt seyn, daß dies Schreiben eine peinliche Pflicht für unser Herz ist; daß wir aber die Wahrheit nicht verhehlen noch auch gegen die Verpflichtungen fehlen dürfen, die wir eingegangen haben.

»Wir wollen also hoffen, daß statt aller Bitterkeiten, die uns niederbeugen, Eure Majestät von dem Gewicht der benannten uns befreien werden; da es von dem bloßen Willen Eurer Majestät abhängt uns damit zu verschonen.

»Wir schließen damit, daß wir Ihnen aus ganzem Herzen den väterlichen, apostolischen Segen ertheilen.

»Gegeben zu Rom bei Maria-major am 13. November des Jahres 1805, unsres Pontificates im 6ten.

»PIUS P. P. VII.«

Der Cardinal Fesch wußte nicht, daß man auf so lebhafte Weise wider ihn geschrieben hatte; denn man konnte hier sich nicht mißverstehen; die Ausdrücke in dem Schreiben des Papstes waren bestimmt genug, um deutlich zu begründen, daß man, wofern die Neutralität nicht anerkannt würde, nicht wüßte, wie man die Fortdauer der Beziehungen mit dem Minister des Kaisers damit vereinbaren könnte. In dieser Zwischenzeit landeten die Russen zu Neapel. Bei dieser Nachricht schrieb der Marschall Berthier nach dem Sieg von Austerlitz an Herrn von Talleyrand einen Brief, den dieser dem Herrn Cardinal mittheilte.

Brün, am 10. December 1805.

»Der Kaiser beauftragt mich, Eurer Excellenz zu erkennen zu geben, er autorisire Sie, Seiner Eminenz dem Herrn Cardinal Fesch zu schreiben, daß er, im Falle die Russen marschieren sollten, bei der ersten Nachricht dessen, die er erfahren würde, sich ohne Anstand nach Bologna begeben kann; daß eine Armee von 40,000 Mann im Begriffe ist anzukommen, die Königin von Neapel zur Reue zu stimmen.

»Unterzeichnet: der Obergeneral Marschall BERTHIER.«

[1806]

Am 26. December unterzeichnete man den Frieden zu Preßburg; Venedig ward dem Königreich Neapel beigegeben. Der Papst und der Cardinal Consalvi überließen sich der gegründeten Furcht, der Kaiser würde von nun an noch unbeschränktere Forderungen über die kirchlichen Angelegenheiten im Betreff des italienischen Concordates an sie richten. Der Cardinal Fesch näherte sich edelmüthig dem Papste und Seiner Eminenz an; allein immer mußte man die Ereignisse befürchten, die im Jahre 1806 sich entwickeln sollten; besonders aber die Antwort auf das Schreiben, das Seine Heiligkeit unter dem 13. November an den Kaiser abgesandt hatten.

Eilftes Capitel.

Schlacht bei Austerlitz. — Sehr heftiges Schreiben des Kaisers an den Papst. — Antwort und Erklärungen des Papstes. — Schreiben Napoleons, worin er erklärt, er sei der Kaiser von Rom.

Napoleon hatte das Schreiben des Papstes vom 15. November bei Seite gelegt, das er am 23. empfangen hatte. Seitdem waren zwei große Kaiser von ihm überwunden worden, ungeachtet sie ihre Truppen und die Anstrengungen ihres Muthes vereint hatten, seinem Einmarsch in Mähren sich zu widersetzen. Die Schlacht bei Austerlitz war die reißendschnellste und glänzendste dieser Wunderepoche, wo die französischen Heere von Sieg zu Siege fortschreitend, unter dem Einfluß eines glorreichen Sternes

zu kämpfen schienen. Einer der Kaiser kam, den Sieger in seinem Feldlager (bivouac) zu begrüßen. Dieser sagte ihm: »Ich empfange Sie in dem einzigen Pallaste, den ich seit zwei Monaten bewohne.« — »Sie benützen diese Wohnung so gut, antwortete Franz II., daß sie Ihnen gefallen muß.« — Der andere Kaiser sagte zu einem französischen General, der in sein Hauptquartier war gesandt worden: »Sagen Sie Ihrem Herrn, ich ziehe ab; er hat gestern Wunder gethan; der Tag dieser Schlacht hat meine Bewunderung für ihn vermehrt; er ist vom Himmel auserwählt.« Der Friede ward 26 Tage nach dem Siege unterzeichnet. Napoleon sollte Italien nicht durchziehen. Er schrieb an den Papst von München aus, als hätte er den Brief desselben gerade im Augenblick entsiegelt:

Heiligster Vater!

»Ich empfange das Schreiben Eurer Heiligkeit vom 13. November. Ich konnte nur sehr lebhaft davon ergriffen werden, daß zur Zeit, wo alle in Englands Solde stehenden Mächte sich wider mich verbündet hatten, einen ungerechten Krieg gegen mich zu führen, Eure Heiligkeit das Ohr bösen Rathschlägen hingegeben haben, und sich anregen ließen, mir einen so wenig schonenden Brief zu schreiben. Es steht Ihnen vollkommen frei, meinen Minister zu Rom zu behalten oder ihn zurückzusenden. Die Besetzung von Ancona ist eine unmittelbare und nothwendige Folge der schlechten Organisation des Militairstandes des heiligen Stuhles. Eure Heiligkeit hatten größern Nutzen davon, diese Festung eher in meinen Händen als in den Händen der Engländer oder der Türken zu sehen. Eure Heiligkeit beklagen sich, daß Sie seit

[1806]

Ihrer Rückkehr von Paris nichts als Ursachen zu Kummer und Verdruß haben; der Grund davon liegt darin, daß seit jener Zeit, alle Jene, die meine Macht fürchteten und mir Freundschaft bewiesen, ihre Meinung änderten; weil sie durch die Stärke der Coalition sich dazu für berechtiget hielten; — und daß ich seit der Rückkehr Eurer Heiligkeit nach Rom, von Ihnen nichts als abschlägige Antworten über alle Gegenstände, sogar über solche erhielt, die für die Religion von der höchsten Wichtigkeit waren; wie z. B. wo es darauf ankam zu verhindern, daß der Protestantismus das Haupt nicht in Frankreich erhebe. Ich habe mich als den Beschützer des heiligen Stuhles betrachtet; und aus diesem Rechtsanspruch habe ich Ancona besetzt. Ich habe mich so wie meine Vorgänger der zweiten und dritten Abkunft als den ältesten Sohn der Kirche betrachtet; als trüge ich den Degen allein darum, sie zu beschützen und die Sicherheit ihr zu verschaffen, nicht von Griechen und Muselmännern verunreiniget zu werden. Ich werde den heiligen Stuhl standhaft beschützen, ungeachtet der falschen Schritte, des Undanks und der Bösswilligkeit Derjenigen, die während dieser drei Monate die Larve herabgenommen haben. Sie hielten mich für verloren; Gott ließ durch den glücklichen Erfolg, welchen Er meinen Waffen zuwendete, den Schutz glänzen, den Er meiner Sache verlieh. Ich werde der Freund Eurer Heiligkeit seyn, so oft Sie nur Ihr Herz und wahre Freunde der Religion um Rath fragen werden. Ich wiederhole es: Wenn Eure Heiligkeit meinen Minister zurücksenden wollen, so steht es Ihnen frei, vorzugsweise die Engländer und den Kalifen von Constantinopel aufzunehmen; da ich aber den Cardinal Fesch diesen muthwilligen Beschimpfungen nicht blosstellen will; werde ich ihn durch einen Weltlichen ersetzen lassen; zumal da auch der Haß des Cardinals Consalvi so groß ist, daß er (der Cardinal Fesch) immer nur Abweisungen erhielt, indeß die Vorzüge meinen Feinden

gegeben wurden. Gott mag richten, welcher aus allen jetzt regierenden Fürsten am meisten für die Religion gethan hat.

»Hiernach bitte ich Gott, heiligster Vater, daß Er Sie der Leitung und Regierung unsrer Mutter, der heiligen Kirche, lange Jahre erhalte.

»Der Kaiser der Franzosen, König von Italien,

»NAPOLEON.«

München, den 7. Jenner 1806.

Consalvi übergab dem Papste das Schreiben des Siegers. Ein anderes Schreiben, an den Cardinal Fesch enthielt die strengsten Einschärfungen. Der Papst erhielt bald Kunde davon. Er sagte, er würde dem Schlafe nicht freien Raum geben, so lange die Antwort nicht verfaßt und abgesandt wäre.

Nach diesem eigenhändigen, in italienischer Sprache verfaßten Schreiben ist gegenwärtige Uebersetzung mit möglichster Genauigkeit gefertiget, und lautet wie folgt:

Kaiserliche und königliche Majestät!

»Das Schreiben Eurer Majestät von München unter dem 7. Januar hat uns von innigem Schmerz durchdrungen. Wir ersehen daraus; daß Eure Majestät sich Gesinnungen überließen, die wir uns für verpflichtet halten zu zerstreuen. Wir sind es uns selbst, der Wahrheit und der Anhänglichkeit schuldig, die wir immer bekannt haben für Sie zu hegen, Ihnen zu sagen, daß es unsre Absicht niemals war, Ihren Minister zurück zu senden. Wenn wir Ihnen schrieben, daß wir keine Beziehungen gegen ihn beobachten könnten, wofern wir die Räumung Ancona's nicht erhielten, so verstanden wir darunter nichts Anderes als die Nothwendigkeit, den Russen in einigen Umständen, damit sie unser Land nicht

[1806]

feindlich behandelten, die Meinung zu benehmen, diese Besetzung wäre mit unserm Einverständnisse vollzogen worden. Erhielten wir diese Räumung nicht, so gaben wir einen Beweis unsres Mißvergnügens über diese abweisende Antwort dadurch, daß wir die Fortsetzung der öffentlichen Beziehungen mit Ihrem Minister unterbrachen; doch dürften wir darum die vertraulichen Mittheilungen nicht unterbrechen; wir waren also weit von dem Gedanken entfernt, ihn zurück zu senden. Was dies besondere Einverständniß verbürgen kann, das wir Ihrem Minister selbst anvertraut hatten, ist die Unbefangenheit unsres, Ihnen wohl bekannten Charakters, der aller Verstellung unfähig ist. Dieser nämliche Charakter verpflichtet uns hier zu sagen, daß Eure Majestät sich irren, wenn Sie glauben, daß wir zu dieser Streitsache durch die bösen Rathschläge Anderer bewogen wurden.

»Wir haben darüber ein lebhaftes Mißvergnügen in unserm Herzen empfunden; und wir offenbaren Ihnen dies mit aller Aufrichtigkeit. Wenn Eure Majestät bis zur Zeit des 13. Novembers zurückkehren wollen, wo wir jenen Brief schrieben, so werden Sie ersehen, daß dies die Epoche war, wo wir Sie schon in der Nähe von Wien wußten, und wo die glorreichen Erfolge Ihres großen Genies und Ihrer Waffen das Loos des Krieges bereits entschieden hatten. Es konnten demnach weder wir noch irgend sonst Jemand Sie für verloren halten, wie Sie sagen; dieser Gedanke hätte niemals Eingang in unser Herz gefunden; nicht nur weil er unser unwürdig, sondern weil er auch höchst schmerzlich für uns wäre; und dies zwar wegen unsrer Ueberzeugung und unsrer Anhänglichkeit an Ihre Person.

»Eure Majestät beklagen sich über die abschlägigen Antworten einiger Anforderungen; diese Klage fällt uns sehr peinlich. Eure Majestät selbst haben es gesehen, mit welcher Freude und mit welchem Herzen wir uns immer hingegeben haben, Ihnen genug zu thun. Wenn wir dies in der Ange-

legenheit der Ehe nicht thun konnten, die Eure Majestät als ein Beispiel anführen; eine Angelegenheit, in welcher es, kraft der göttlichen Anordnungen, uns an Gewalt, nicht aber an Willen fehlte, so seien Sie versichert, daß diese abschlägige Antwort uns schmerzlicher fiel, als solche Eure Majestät selbst betrüben konnte.

»Wenn Sie nicht glauben wollen, daß das Gefühl unsres Herzens uns anregt, Ihnen Genüge zu leisten, so können Sie wenigstens sich leicht überzeugen, daß wir berathen sind, es um unsres Vortheiles willen zu thun; denn es kann uns nicht unbewußt seyn, wie sehr das Wohlwollen Eurer Majestät uns helfen kann. Aber wir wiederholen es Eurer Majestät, daß wir eine große Bitterkeit empfinden, wenn unsre Pflicht uns zu gleicher Zeit verhält, den Neigungen unsres Herzens und den Rathgebungen unsres Vortheiles zu widerstehen.

»Eure Majestät besprechen sich auch mit uns von dem Haß, den der Cardinal Consalvi gegen den Cardinal Fesch trägt. Diese Meinung Eurer Majestät versetzte uns in um so größeres Erstaunen, als der Cardinal Consalvi in seinen innigsten Verhältnissen mit uns, uns immer gegen den Cardinal Fesch ganz verschiedene Gesinnungen bezeugt hat. Er glaubt nicht, daß er deßfalls auf andere Zeugnisse, als auf die der Aufrichtigkeit des Cardinals Fesch selbst, und auf die Beweise sich berufen dürfe, die aus diesen Thatsachen sich ergeben. Man fördere eine einzige Thatsache ans Licht, wodurch die Voraussetzung und der vorgebliche Vorzug sich erweisen ließe, der den Engländern und Russen gestattet wurde; und er gibt sich für überwunden.

»Wir können Eure Majestät versichern, daß der Cardinal Consalvi die Gesinnungen hat, die wir selbst in unserm Minister für einen Repräsentanten Eurer Majestät wünschen können. Dem Cardinal Consalvi fiel diese Meinung Eurer Majestät sehr schmerzlich; besonders schmerzlich aber

[1806]
fiel ihm die Meinung, die Sie von seinen Gesinnungen gegen Frankreich zu haben scheinen. Das Concordat und sein ständiges Betragen in allen Angelegenheiten Frankreichs wirkten, daß er es als etwas Gewisses betrachtete, man könne nie ähnlichen Verdacht gegen ihn schöpfen. Nichts desto minder, weil Eure Majestät also von ihm urtheilen, bat der Cardinal, in der Ueberzeugung, daß auf solche Weise seine Dienste, statt dem heiligen Stuhle zum Nutzen zu gereichen, ihm vielmehr schädlich seyn würden, uns sehr dringend, ihm zu erlauben, daß er dem Ministerium entsage; doch bewilligten wir ihm diese Erlaubniß nicht; und wir halten uns für versichert, daß Eure Majestät jede schiefe Meinung gegen ihn ablegen werden.

»Eure Majestät sagen uns, Sie wollen den Cardinal Fesch zurückberufen. Wir antworten Ihnen, diese Zurückberufung würde uns großes Mißvergnügen verursachen; und wir wünschen, daß Eure Majestät diesen Gedanken aufgeben. Was die Ueberzeugung Eurer Majestät betrifft, daß es Menschen gibt, die in diesen drei Monaten die Larve abnahmen; und die durch die Stärke der Coalition sich für berechtigt hielten, ihre Gesinnungen gegen Eure Majestät zu ändern, so sagen wir Ihnen, daß diese Menschen nicht existiren; und daß sie, wofern sie auch existirten, von uns niemals würden angehört werden. Wir können den Kummer nicht bergen, den wir darüber empfinden, daß so viele Beweise aufrichtiger Freundschaft und Anhänglichkeit, die wir gegeben haben, Sie noch nicht von der Unmöglichkeit überzeugen konnten, daß solche Ränke jemals bei uns gelingen.

»Wir sahen uns in der Nothwendigkeit, auf die Klagen Eurer Majestät mit einiger Bestimmtheit zu antworten; da wir solche nicht durch unser Stillschweigen bestätigen wollen. Hernach stellen wir alle unsre Sorgfalt Gott anheim, der unser Herz sieht und alle unsre Handlungen leitet. Wir verlieren das Vertrauen nicht, das wir auf die Liebe Eurer

[1806]

Majestät für die Religion, für die Kirche und für uns selbst gesetzt haben, die wir sicher sind, niemals etwas um Sie verschuldet zu haben. Eure Majestät erkennen Gott als den Urheber des glücklichen Erfolges Ihrer Waffen, des großen Zuwachses Ihres Ruhmes, der keine Vermehrung mehr zuzulassen schien, der Erweiterung Ihres Reiches und Ihrer Staaten. Eine solche Gesinnung, die der größte Ruhm Ihres Ruhmes ist, versichert uns, Eure Majestät werden die Berühmtheit Ihres Namens und die Früchte Ihrer Eroberungen gegen Gott zurückführen, und sie zum Wohl der Religion und der Kirche dienen lassen. Eure Majestät sind Monarch der venetianischen Staaten geworden. Wir bitten Sie, die Religion, welche darin herrschend ist, unversehrt zu erhalten, und bei dem regulirten so wie bei dem weltlichen Klerus und seinen Besitzungen keine Neuerungen zu machen. Wir verlieren die Hoffnung nicht, die Religionsangelegenheiten in den übrigen Provinzen Ihres Königreiches Italien sich ordnen zu sehen; diese Vergrößerung Ihrer Staaten in Italien führt uns auch auf den Gedanken, die schickliche Zeit sei nun erschienen, durch Eure Majestät die Hoffnungen erfüllt zu sehen, die Sie uns niemals benommen haben, das Erbe des heiligen Petrus werde sich nicht länger über den Verlust der drei Legationen betrüben, der während der Revolution sich ergab.

»Zu gleicher Zeit lassen wir auch nicht nach, Eurer Majestät zu empfehlen, jetzt, wo alle Gefahr einer Ueberrumpelung für den Platz Ancona verschwand, in dieser Stadt die so kostspieligen und ihrem Wohlstande so nachtheiligen Kriegsmaßregeln aufhören zu lassen; und wir bitten Sie, dieselbe in den friedfertigen Stand zurück zu stellen, dessen sie vor der Besetzung genoß.

»Endlich nöthigt der klägliche Zustand unsres Staatsschatzes uns, Ihnen dadurch lästig zu fallen, daß wir Sie um die Rückzahlung der zahlreichen Vorschüsse bitten, die wir für Ihre Armee geleistet haben. Wir denken, es sei

[1806]

Eurer Majestät bekannt, mit welchem guten Willen und mit welchem Eifer die päpstliche Regierung sich hingab, Alles zu thun, was Ihren Truppen nothwendig seyn konnte. Wir berufen uns auf die, von den Militairs selbst eingegebenen Berichte, die darüber eine Zufriedenheit ohne Gränzen bezeigten. Wir haben zu diesem Gebrauche alle Gelder verwendet, die wir hatten; und haben wegen der bestimmten Zahlungen im Voraus die Einkünfte verpfändet, die nun fällig sind. In fünf Monaten also wären wir durchaus von allen Mitteln entblößt, wenn die Rückzahlungen, um die wir dringend bitten, nicht schnell in unsre Cassen zurückflössen.

»Diese Freiheit, mit welcher wir uns aussprechen, sei für Eure Majestät ein Unterpfand unsres Vertrauens auf Sie. Sollte der Zustand der Trübsal, zu welcher Gott in unserm schmerzlichen Pontificat uns aufbewahrt hat, auf ihren Gipfel gelangen; sollten wir sehen müssen, daß eine uns so kostbare Sache, die Freundschaft und das Wohlwollen Eurer Majestät, uns entrissen würde, so wird der Priester Jesu Christi, der die Wahrheit im Herzen und auf den Lippen trägt, Alles mit Ergebung und furchtlos ertragen. Ja er würde von der Trübsal selbst die Kräftigung seiner Standhaftigkeit empfangen. Er hofft, daß die Belohnung, welche die Welt ihm nicht anbietet, ihm ständiger und ewig im Himmel aufbewahrt ist; und da er nicht aufhört, Gott für die lange und glückliche Erhaltung Eurer kaiserlichen und königlichen Majestät zu bitten, ertheilen wir Ihnen aus ganzem Herzen den väterlichen, apostolischen Segen.

»Gegeben zu Rom, bei Maria-major, am 29. Jenner des Jahres 1806, unsres Pontificats im sechsten.

»PIUS P. P. VII.«

[1806]

Wir enthalten uns, Alles heraus zu heben, was der Schluß dieses Schreibens Edles, tief Ergreifendes, Starkes und Ergebenes in sich faßt. Es scheint, daß die muthigen Ausdrücke des heiligen Vaters einen tiefen Eindruck auf Napoleon machten. Vierzehn Tage hernach antwortete er selbst. Wer würde es wohl wagen, ein Schreiben zu zergliedern oder auch nur um eine Zeile abzukürzen, worin auf gewisse Weise der Sieger dem heiligen hohen Priester unter tausenderlei unzusammenhängenden Phrasen ins Angesicht sagt: »Ich sorge mehr für die Religion als Du; Du lässest dieselbe im Leiden schmachten. Sieh zu, wie ich es mache; ich werde weiser, geschickter, ja sogar frömmer seyn denn Du! Ich bin nicht nur blos der Kriegesmann des Jahrhundertes; wäre ich in noch höherem Maße Herr, so würde ich die Seelen nicht zu Grunde gehen lassen!«

Heiligster Vater!

»Ich habe das Schreiben Eurer Heiligkeit vom 29. Jenner erhalten. Ich nehme Antheil an allen Ihren Leiden. Ich sehe ein, daß Sie kummervolle Verlegenheiten haben müssen. Sie können Allem ausweichen, wenn Sie auf gerader Straße wandeln, und sich nicht in das Labyrinth der Politik und der Rücksichten für Mächte einlassen, die unter dem Gesichtspuncte der Religion häretisch und außerhalb der Kirche sind; unter dem Gesichtspuncte der Politik aber entfernt von Ihren Staaten, unvermögend sind, Sie zu beschützen, und Ihnen nur Böses thun können. Ganz Italien wird meinem Gesetze unterworfen seyn. Ich werde der Unabhängigkeit des heiligen Stuhles in Nichts zu nahe treten. Ich werde Ihnen sogar die Ausgaben erstatten, welche die

[1806]
Bewegungen meiner Armee Ihnen verursachen werden. Aber unsre Bedingnisse müssen seyn, daß Eure Heiligkeit im Zeitlichen die nämlichen Rücksichten für mich haben, die ich im Geistlichen gegen Sie nehme; und daß Sie mit Ihren Schonungen gegen Ketzer, die Feinde der Kirche sind, und gegen Mächte aufhören, die Ihnen nichts Gutes thun können. Eure Heiligkeit sind Souverain von Rom; ich aber bin Roms Kaiser. Alle meine Feinde müssen die Ihrigen seyn. Es geziemt sich also nicht, daß irgend ein Agent des Königs von Sardinien, noch irgend ein Engländer, Russe oder Schwede zu Rom oder in Ihren Staaten residire; noch daß irgend ein Schiff, das diesen Mächten angehört, in Ihre Seehäfen einlaufe. Als Oberhaupt unsrer Religion betrachtet, werde ich immer die ehrenvolle, kindliche Nachgiebigkeit für Eure Heiligkeit haben, die ich Ihnen unter allen Umständen erzeigt habe; aber ich bin Gott Rechenschaft schuldig, der meines Armes sich bedienen wollte, die Religion wiederherzustellen. Und wie kann ich, ohne tief zu seufzen, dieselbe durch die Langsamkeit der römischen Curie auf das Spiel gesetzt sehen, wo man Nichts zu Ende bringt; wo man wegen weltlicher Interessen, wegen eitler Vorzüge der päpstlichen Krone, Seelen zu Grunde gehen läßt, und die wahre Grundveste der Religion vernachlässigt? Vor Gott werden Diejenigen es verantworten, die Deutschland in der Anarchie lassen; vor Gott werden Diejenigen es verantworten, die so vielen Eifer daran wenden, protestantische Ehen in Schutz zu nehmen, und mich verpflichten wollen, meine Familie mit protestantischen Fürsten Verbindungen eingehen zu lassen; vor Gott werden Diejenigen es verantworten, welche die Bullen meiner Bischöfe hinhalten, und meine Diözesen der Anarchie preisgeben! Es bedarf eines halben Jahres, bis die Bischöfe in die Ausübung ihres Amtes eintreten können; während dies in acht Tagen geschehen könnte. Was die Angelegenheiten Italiens betrifft, habe ich Alles für die Bi-

schöfe gethan. Ich habe die Vortheile der Kirche befestigt; und habe das Geistliche in Nichts berührt. Was ich zu Mailand gethan habe, das werde ich zu Neapel und überall thun, wohin meine Macht sich erstrecken wird. Ich weigere mich nicht, die Mitwirkung von Männern anzunehmen, die mit wahrem Eifer für die Religion begabt sind, und mich mit ihnen zu verständigen. Aber wenn man zu Rom ganze Tage mit Nichtsthun und in strafbarer Unthätigkeit zubringt, so kann ich, — da Gott nach so großen Umstürzungen mich bestellt hat, über die Aufrechterhaltung der Religion zu wachen, — und darf auch nicht zu Allem gleichgültig bleiben, was dem Wohl und dem Heil meiner Völker schaden kann. Heiligster Vater, ich weiß, daß Eure Heiligkeit das Gute wollen; aber Sie sind von Männern umgeben, die dasselbe nicht wollen; die schlechte Grundsätze haben; und die, statt in diesen kritischen Augenblicken daran zu arbeiten, den Uebeln abzuhelfen, die sich eingeschlichen haben, nur dahin wirken, solche noch mehr zu erschweren. Wenn Eure Heiligkeit sich dessen erinnern wollten, was ich Ihnen zu Paris sagte, so wäre die Religion in Deutschland organisirt, und nicht in dem schlechten Zustande, worin sie in diesem Lande und in Italien ist. Alles wäre in Uebereinstimmung mit Eurer Heiligkeit und auf eine zweckmäßige Weise geschehen. Aber ich kann nicht ein ganzes Jahr schmachten lassen, was in vierzehn Tagen geschehen seyn muß. Nicht im Schlafe habe ich den Stand des Klerus, die Veröffentlichung des Gottesdienstes auf eine solche Höhe gebracht und die Religion in Frankreich auf solche Weise reorganisirt, daß es kein Land gibt, wo sie so viel Gutes wirkt, wo sie mehr verehrt wird, und wo sie eines größern Ansehens genießt. Diejenigen, die eine andere Sprache gegen Eure Heiligkeit führen, betriegen Sie und sind Ihre Feinde; sie werden Unglücksfälle herbeiführen, die ihnen zuletzt schwer auf das Haupt fallen werden.

[1806]

»Hiernach bitte ich Gott, heiligſter Vater, daß Er der Regierung und Leitung unſrer Mutter, der heiligen Kirche Sie lange Jahre erhalten wolle.

»Ihr fromm ergebener Sohn,

»NAPOLEON.«

Paris, am 13. Februar 1806.

Zwölftes Capitel.

Schreiben des Cardinal Feſch an den Papſt. — Antwort Seiner Heiligkeit auf die Forderungen des Kaiſers und auf die Anſprüche, die er über die Oberherrſchaft Roms ankündigt.

Die Unterhandlungen waren geheim; man wußte darüber nichts Umſtändliches, ſogar zu Florenz. Dieſe donnernde Antwort Napoleons langte am 2. Merz an. Am 12. meldete der Cardinal Conſalvi blos in einem Billet, die dringendſten Beſchäftigungen und Bitterkeiten, mit welchen er immer mehr und mehr gekränkt würde, hätten ihn verhindert, an den Nuntius zu ſchreiben.

Der Cardinal Feſch verlangte ämtlich, man ſollte die Ruſſen, die Schweden, die Engländer und Sardinier von Rom und aus dem päpſtlichen Staate vertreiben. Der Cardinal Conſalvi antwortete, Seine Heiligkeit würden über dieſen Punct ſich unmittelbar mit dem Kaiſer verſtändigen. Da erachtete der Miniſter von Frankreich es als rathſam, dem Papſt ins beſondere zu ſchreiben; er ſandte ihm eine Abſchrift der, früher an Conſalvi gerichteten Note, und bat zu gleicher Zeit dringend um eine Antwort, die

[1806]

namentlich an die Legation gerichtet wäre; er fügte noch bei, nachdem er sich beklagt hatte, man beschuldige ihn, er habe die Strenge der kaiserlichen Befehle übertrieben:

»Faßte diese Angelegenheit, heiligster Vater, minder wichtige Gegenstände in sich, und wäre meine Ehrfurcht für Ihre Person minder tief, meine Ergebenheit gegen den heiligen Stuhl minder wahr, so würde ich derlei Beschuldigungen vergessen; ich würde mich auf den Erforscher der Herzen berufen; ich hätte Alles in der Stille ertragen: abscondissem me forsitan ab eo. Da ich mich aber auf das unabweisbare Zeugniß meiner Regierung als auf einen Beweis meiner Gesinnungen gegen Eure Heiligkeit berufen kann; und es nicht dulden mag, daß irgend ein Zweifel über meine Freimüthigkeit und meinen Eifer in einer Erörterung erübrige, welche die zeitliche Regierung des heiligen Stuhles retten oder ins Verderben stürzen kann; weise ich diese Beschuldigungen von mir zurück; und es wird dadurch erwiesen bleiben, daß ich die päpstliche Regierung auf den Punct führen wollte, den unwandelbaren Rathschlüssen der Vorsehung nicht zu widerstehen.....

»Heiligster Vater, die hochwichtigen Ereignisse, die mit so großer Schnelligkeit auf einander folgen, geschehen ohne Zweifel nur auf höhere Anordnung und auf den Willen Desjenigen, der Alles vermag; die Mächte der Erde sind nur seine Werkzeuge. Wehe ihnen, wenn sie dem unwiderstehlichen Willen Gottes dadurch sich widersetzen, daß sie nach gewöhnlichen Grundsätzen sich entscheiden! Gleich einem, von den Winden fortgerissenen Schiffe gehen sie zu Grunde, da sie das Ufer nicht verlassen wollen« (Wahrscheinlich war dieser Paragraph aus einer noch ganz frischen Depesche des Kaisers ausgezogen).

»Wie immer meine Ansicht, und wie verschieden immer meine Meinung und die Meinung Seiner Eminenz des Herrn

[1806]

Cardinal-Staatssecretairs seyn mag, bitte ich Eure Heiligkeit, zu glauben, daß Nichts im Stande ist, meine Ehrfurcht für Ihre Person und meine Ergebenheit für den heiligen Stuhl zu vermindern; und ich hoffe, Eure Heiligkeit, werden mir Ihr Wohlwollen fortsetzen und Ihren apostolischen Segen mir gütigst verleihen wollen.«

Der heilige Vater antwortete den nämlichen Tag dem Kaiser und dem Cardinal Fesch. Er meldet den Empfang des Schreibens Napoleons vom 13. Februar, und sagt, es sei ihm unmöglich zur Genüge auszudrücken, welchen Eindruck die Lesung des Inhaltes auf ihn gemacht habe.

»Dies Schreiben ergeht über so ernste Gegenstände, es enthält Grundsätze, Forderungen und Klagen von solcher Bitterkeit, und bezieht sich am Ende so ganz auf das, was Eure Majestät durch Ihren Minister uns sagen ließen, daß wir vor Gott, vor der katholischen Welt und vor dem künftigen Zeitalter der feigherzigsten Schwäche uns schuldig machen würden, wenn wir unsre Gesinnungen nicht auf die offenherzigste und freieste Weise entschleierten; und es vernachläßigten, auf die Forderungen, die man an uns stellt, auf die Grundsätze, die man vorträgt, und auf die Klagen die man äußert, die Antworten zu geben, die von der richtigen Gesinnung der Gerechtigkeit, der Wahrheit und der Unschuld uns dictirt werden.

»Wir sind Gott, der Kirche, uns selbst und der väterlichen Anhänglichkeit, die wir für Sie bekennen, und sogar dem Ruhm Eurer Majestät, der uns so sehr als Ihnen am Herzen liegt, eine freie und freimüthige Sprache schuldig; wie solche der Unbefangenheit unsres Charakters und den Pflichten unsres heiligen Amtes hienieden geziemt.

»Wir sind diese freimüthige Sprache um so mehr schuldig, als eine gewaltige Nothwendigkeit uns antreibt, die

wesentlichsten Pflichten zu erfüllen. Wir sehen aus der Erschütterung, die uns getroffen hat, nur allzusehr, daß die, von Eurer Majestät ausgesprochenen Gesinnungen die Würde des heiligen Stuhles, so wie die unveränderlichsten und geachtetsten Rechte seiner freien Souverainetät bedrohen.

»Wir hatten und werden für Eure kaiserliche und königliche Majestät immer die ausgedehntesten Rücksichten haben, welche Achtung, Wohlwollen und Freundschaft einflößen können; aber wir können uns niemals zu diesen Concessionen verstehen, welche den unausweichlichen Verpflichtungen unsrer zweifachen Repräsentation entgegen sind; noch diese Wahrheiten uns verhehlen, von welchen wir durch das innigste Zeugniß unsres Bewußtseyns überzeugt sind; noch auch in einer Sache nachgeben, die der Hut dieser Hinterlage des Erbtheiles der römischen Kirche sich widersetzt, die durch eine lange Reihe von Jahrhunderten von unsern Vorgängern uns übergeben ward, und die wir vor dem Angesicht des Allerhöchsten, bei den Füßen der Altäre, und durch die heiligsten Eide verheißen haben, unversehrt Denjenigen zu übergeben, die uns nachfolgen werden.

»Wir beginnen mit Dem, was Eure Majestät von uns fordern. Sie wollen, daß wir aus unsern Staaten alle Russen, Engländer und Schweden, un. jeden Agenten des Königs von Sardinien verjagen; und daß wir unsre Seehäfen den drei besagten Nationen verschließen. Sie wollen, daß wir mit diesen Mächten in einen Stand des Krieges und der Feindseligkeit eingehen. Eure Majestät wollen uns erlauben, Ihnen mit bestimmter Deutlichkeit zu antworten, daß wir, nicht wegen unsrer zeitlichen Vortheile, sondern wegen der wesentlichen, von unserm Charakter unzertrennlichen Pflichten, uns in der Unmöglichkeit befinden, diesem Begehren beizustimmen. Wollen Sie dasselbe gütigst unter allen Beziehungen betrachten, die uns angehen; und urtheilen Sie dann selbst, ob es Ihrer Religion, Ihrer Größe

[1806]

und Ihrer Humanität gemäß ist, zu Schritten solcher Art uns zu nöthigen.

»Wir Statthalter jenes ewigen Wortes, das nicht der »Gott der Uneinigkeit, sondern der Gott der Eintracht ist; »der in die Welt kam, die Feindschaften daraus zu verban»nen, und die Bothschaft des Friedens zu verkündigen, so»wohl Denjenigen, die entfernt, als denen die nahe sind »(dies sind Ausdrücke des Apostels):« Auf welche Weise könnten wir von der Lehre unsres göttlichen Stifters abweichen? wie könnten wir der Sendung widersprechen, zu welcher wir bestimmt wurden?

»Nicht unser Wille, der Wille Gottes, dessen Stelle wir auf Erden vertreten, schreibt uns die Pflicht des Friedens gegen alle vor, ohne Unterschied der Katholiken und der Ketzer, der Nahen oder der Entfernten; Derjenigen, von welchen wir Gutes erwarten, und Derjenigen, von welchen wir Böses erwarten. Es ist uns nicht erlaubt, das Amt zu verrathen, das von dem Allerhöchsten uns übergeben ward; verrathen aber würden wir dasselbe, wenn wir aus den, von Eurer Majestät abgeleiteten Gründen, nämlich wenn es ketzerischen Mächten gilt, die uns nur Böses thun können (denn also sprechen Eure Majestät), Forderungen beistimmten, die uns dahin führen würden, Partei wider sie im Kriege zu nehmen.

»Wenn wir, wie Eure Majestät sagen, nicht in das Labyrinth der Politik uns einlassen sollen, von welchem wir uns immer entfernt hielten und entfernt halten werden, so müssen wir uns um so mehr enthalten, Antheil an den Maßregeln eines Krieges zu nehmen, dessen Gegenstände politisch sind; eines Krieges, in welchem die Religion nicht angegriffen wird; eines Krieges, in welchem sich übrigens eine katholische Macht mitverflochten findet.

»Die Nothwendigkeit allein, einen feindlichen Angriff zurück zu drängen oder die gefährdete Religion zu verthei-

digen, konnte unſern Vorgängern einen gerechten Grund an die Hand geben, aus ihrem friedlichen Stande heraus zu treten. Entfernte ſich irgend Einer aus ihnen, aus menſchlicher Schwachheit, von dieſen Grundſätzen, ſo kann, — dies ſagen wir freimüthig, — ſein Betragen dem unſrigen niemals zu einem Beiſpiele dienen.

»Dieſe friedliche Haltung, die wir beobachten müſſen, wegen des heiligen Charakters, mit welchem Gott uns bekleidet hat, müſſen wir eben ſo beobachten in dem Intereſſe der Herde, die er unſrer hirtlichen Verwaltung anvertraut hat. Die Unterthanen der Mächte verjagen, die mit Eurer Majeſtät im Kriege begriffen ſind, und ihnen unſre Seehäfen verſchließen: hieße eben ſo viel als die ſichere Folge des Bruches aller Mittheilung zwiſchen uns und den Katholiken uns zuziehen, die in ihren Staaten leben.

»Können wir ſo viele Seelen der Gläubigen der Verlaſſenheit preisgeben, indeß das Evangelium uns verbietet, das Aufſuchen einer einzigen zu vernachläſſigen? Können wir zu den unendlichen Uebeln gleichgültig ſeyn, die der Katholicismus in dieſen Ländern leiden würde, wenn er darin aller Gemeinſchaft mit dem Mittelpuncte der Einheit beraubt wäre, welcher die Grundveſte und Grundlage der katholiſchen Religion iſt? Wenn eine unwiderſtehliche Gewalt menſchlicher Ereigniſſe dieſer freien Mittheilung uns beraubte, würden wir tief über eine ſolche öffentliche Drangſal ſeufzen; aber wir würden nicht den beſtändigen Vorwurf des Gewiſſens leiden, daß wir ſelbſt die Schuld deſſen ſind. Umgekehrt dagegen, wenn wir den Unterthanen dieſer Souveraine Befehl ertheilten, unſre Staaten zu verlaſſen und unſern Seehäfen ſich nicht zu nähern: geſchähe es dann nicht durch ein entſetzliches Unglück und durch eine That, die ganz die unſrige wäre, daß alle Verbindung zwiſchen uns und den Katholiken unterbrochen würde, die in dieſen Gegenden leben? Wie könnten wir der innerlichen Stimme unſres Gewiſſens widerſtehen, die uns ohne Unterlaß die

[1806]

unglückſeligen Folgen dieſer That vorwerfen würde? Wie könnten wir uns ſelbſt unſern Fehler verbergen?

»Die Katholiken, die in dieſen Staaten leben, ſind nicht in geringer Anzahl. Es gibt derſelben Millionen in dem ruſſiſchen Kaiſerreiche; es gibt derſelben Millionen und abermal Millionen in den Ländern, welche dem Königreich England untergeben ſind; ſie genießen daſelbſt der freien Uebung ihres Kultes; ſie werden beſchützt. Wir können nicht vorſehen, was geſchehen würde, wenn die Souveraine dieſer Staaten von uns, und zwar durch einen ſo entſchiedenen Act der Feindſeligkeit, ſich gereizt ſähen, wie die Vertreibung ihrer Unterthanen, und das Verſchließen unſrer Häfen wäre. Die Rache gegen uns würde um ſo ſtärker ſeyn, als ſie dem Anſchein nach gerechter wäre, da wir keine Beleidigung von ihnen empfingen.

»Fiele dieſer Zorn nicht auf die Perſonen der Katholiken, ſo müßten wir doch gewiß mit Recht fürchten, daß man die Uebung der katholiſchen Religion zerſtörte, die in dieſen Ländern mit ſo großer Freiheit geſtattet iſt.

»Und geſchähe auch dieſes nicht, ſo würde es doch gewiß geſchehen, daß man alle mittelbare und unmittelbare Verbindung zwiſchen den Katholiken und uns, ſo wie die Sendung der Miſſionaire, verbieten würde; alle geiſtlichen Angelegenheiten wären unterbrochen; und dies wäre ein unberechenbares Unheil für die Religion und für den Katholicismus; ein Unheil, worüber wir uns ſelbſt anzuklagen hätten, und für welches wir vor dem Richterſtuhle Gottes die ſtrengſte Rechenſchaft geben müßten..... Erwägen Eure Majeſtät mit Aufmerkſamkeit das Betragen, das wir gegen Ihre Perſon beobachteten; Sie werden ſich erinnern, daß überall, wo von Dingen die Rede war, die unſern Pflichten ſich nicht widerſetzten, und die Ihnen wichtig ſeyn konnten, keine Rückſicht uns abgehalten hat; und daß wir beſtändig geſucht haben, Ihr Verlangen zufrieden zu ſtellen. Dieſe Thatſachen bedürfen keiner Aufzählung; ſie ſind noch

frisch und ganz Europa bekannt; sie haben die allgemeine Meinung hervorgebracht, wir empfänden für Sie eine entschiedene Gesinnung eines parteilichen Vorzuges..... Wir wollen hier die Antworten auf die ersten Anforderungen Eurer Majestät mit dem Vertrauen beschließen, daß Sie nach Erwägungen von so großem Gewichte, diese Anforderungen aufgeben, und von der Trostlosigkeit uns befreien werden, in welche dieselben uns stürzten. Allein die Grundsätze, auf welche Eure Majestät solche stützten, erlauben uns nicht zu schweigen. Weit von aller Herrschsucht und allem persönlichen Eigennutz entfernt, vertheidigen wir nicht unsre, sondern die Sache der römischen Kirche und des Stuhles, auf welchen wir erhoben sind. [Ehe wir diesen Thron bestiegen, haben wir geschworen, diese Rechte zu behaupten, und sie bis zur Vergießung unsres Blutes zu vertheidigen.

»Sire, heben wir nun den Schleier! Sie sagen, Sie werden der Unabhängigkeit der Kirche nicht nahe treten; Sie sagen, wir sind der Souverain von Rom; Sie sagen in eben demselben Augenblick, ganz Italien werde Ihrem Gesetze unterworfen seyn. Sie lassen uns melden, daß Sie, wenn wir thun, was Sie wollen, den Anschein nicht ändern werden. Wenn Sie aber darunter verstehen, daß Rom, als ein Theil von Italien, unter Ihrem Gesetze seyn soll, und wenn Sie nur den Anschein bewahren wollen, so wird das zeitliche Erbgut der Kirche auf einen absolut lehenspflichtigen und unterthänigen Stand beschränkt, und die Souverainetät und Unabhängigkeit des heiligen Stuhles werden zerstört seyn. Und können wir hierzu schweigen? Können wir durch ein Stillschweigen, das in unserm Amte der Treulosigkeit vor Gott uns schuldig machen, und vor der ganzen Nachwelt uns mit Schmach bedecken würde, die Ankündigung von Maßregeln solcher Art hingehen lassen?

»Eure Majestät stellen als Grundsatz auf, Sie seien Kaiser von Rom. Wir antworten mit apostolischer Frei-

[1806]
müthigkeit: Der römische Papst, der dies seit einer so großen Anzahl Jahrhunderte ist, daß kein herrschender Fürst ein hohes Alter gleich dem seinigen zählt, der Papst, welcher überdies Beherrscher von Rom ward, erkennt und hat niemals in seinen Staaten eine höhere Macht denn die seinige erkannt; und kein Kaiser hat irgend ein Recht auf Rom. Sie sind unermeßlich groß; aber Sie wurden zum Kaiser der Franzosen erwählt, gesalbt, gekrönt und erkannt; nicht aber zum Kaiser von Rom. Es gibt keinen Kaiser von Rom; es kann keinen geben; es sei denn man beraube den Papst des absoluten Obereigenthums und der Herrschaft, die er allein zu Rom ausübt. Es gibt wohl einen römischen Kaiser; allein dieser Titel wird von ganz Europa, und sogar von Eurer Majestät selbst, in dem Kaiser von Deutschland anerkannt. Dieser Titel kann nicht zu gleicher Zeit zwei Herrschern angehören; auch ist es nur ein Titel der Würde und Ehre, der die wirkliche und scheinbare Unabhängigkeit des heiligen Stuhles in Nichts vermindert. Endlich hat diese kaiserliche Würde und hatte auch niemals eine Beziehung auf die Eigenschaft und die Ausdehnung der Oberherrschaft und der nützlichen Herrschaft; und immer seit ihrem Ursprung ging derselben eine Wahl voran.

»Eure Majestät sagen, unsre Verhältnisse zu Ihnen wären die nämlichen, wie die Verhältnisse unsrer Vorfahren zu Carl dem Großen. Carl der Große fand Rom in den Händen der Päpste; er erkannte und bestätigte ohne Vorbehalt ihre Länder; er vermehrte sie durch neue Schenkungen; er behauptete weder ein Recht des Oberlehens noch der Obergewalt über die Päpste, als zeitliche Herrscher betrachtet; er machte bei ihnen weder Anspruch auf Abhängigkeit noch auf Unterthänigkeit.

»Er erkannte aus dem Willen und der Ernennung der besagten Päpste seine Beziehungen zu ihnen, als er die einfache Eigenschaft eines Avvocato und Vertheidigers der römischen Kirche empfing; und dies zwar sowohl als er von

ihnen den Titel eines Patriziers annahm (ein Titel, um dessen Bestätigung er nach dem Tode Adrians I., durch eine besondere Gesandtschaft an Leo III., den Nachfolger desselben, dringend ersuchte); als, da er durch besondere Acte die Adoration von diesen beiden Päpsten erlangte; und endlich als er an den Weihnachtsfesttagen in dem Tempel des heiligen Petrus die kaiserliche Würde erhielt; ein Geschenk, das ein unvorgesehener und freiwilliger Act des besagten Papstes Leo III. war.

»Endlich aber machen zehn Jahrhunderte, die auf die Zeiten Carls des Großen folgten, jede andere Nachforschung überflüssig. Der friedliche tausendjährige Besitz ist der luminöseste Rechtsgrund, der zwischen Souverainen bestehen kann. Dieser Besitz hat bewiesen, daß, wie immer in jenen dunklen Zeiten und in jenen stürmischen Umständen, das Einverständniß zwischen Carl dem Großen und den Päpsten war, der heilige Stuhl hernach in seiner zeitlichen Oberherrschaft keine andern Beziehungen zwischen den Nachfolgern Carls des Großen erkannte als jene, welche zwischen jedem absoluten und unabhängigen Souverain und den andern Souverainen bestehen.

»Keine Ausdehnung was immer für einer Oberherrschaft, hätte ein Souverain dieselbe sogar rechtmäßig erworben, gibt ihm ein Recht, auch nur in seinem geringsten Theile einen Besitz dieser Art zu stören, dessen ein anderer Souverain bisher friedlich genossen hat. Die Grundsätze des natürlichen Rechtes, auf das Interesse der Nationen angewendet, begründen die Grundlage aller geselligen Beziehungen auf diese Maxime, daß die Souverainetäten, ob groß oder klein, immer den nämlichen Stand der Unabhängigkeit bewahren. Diese Maxime fahren lassen, hieße die Gewalt der Stärke an die Stelle der Vernunft setzen.

»Eure Majestät können in Ihrer Geradheit nur fest in diesen Grundsätzen seyn. Die Schlußfolge dieser Grundsätze ist evident. Die Ausdehnung der, durch Eure Majestät er-

[1806]

worbenen Staaten, kann Ihnen kein neues Recht auf unſre zeitliche Oberherrſchaft geben. Ihre Erwerbungen finden den heiligen Stuhl im Beſitz einer abſoluten und unabhängigen Souverainetät, einem Beſitz, der durch ſo viele Jahrhunderte fortdauerte, und von Allen anerkannt iſt; und ſie müſſen ihn in dem nämlichen Beſitze laſſen. Eure Majeſtät haben zu viele Einſichten, um nicht zu bekennen, daß die Gewißheit dieſer Wahrheiten unbeſtreitbar iſt und keine Ausnahme zuläßt. Entweder gibt es kein unabhängiges Souverainetätsrecht, oder aber das Recht der päpſtlichen unabhängigen Souverainetät kann in keinem Theile verletzt werden.

»Wir können folgenden Satz nicht zugeben, daß wir für Eure Majeſtät im Zeitlichen die nämlichen Rückſichten haben ſollen, die Sie für uns im Geiſtlichen haben. Dieſer Satz hat eine Ausdehnung, der die Begriffe von unſern beiden Gewalten zerſtört und verfälſcht.... Ein katholiſcher Souverain iſt nur darum ein ſolcher, weil er bekennt, daß er die Entſcheidungen des ſichtbaren Oberhauptes der Kirche anerkenne, und ihn als den Lehrer der Wahrheit, und den einzigen Stellvertreter Gottes auf Erden betrachtet. Es beſteht alſo keine Identität noch Gleichheit zwiſchen den geiſtlichen Beziehungen eines katholiſchen Fürſten und dem höchſten Hierarchen, und zwiſchen den zeitlichen Beziehungen eines Souverains zu einem andern Souverain..... Sie ſagen auch noch, Ihre Feinde müſſen die unſrigen ſeyn. Dies widerſpricht dem Charakter unſrer göttlichen Sendung, die keine Feindſchaften, ſogar mit Jenen erkennt, die von dem Mittelpuncte unſrer Einheit ſich getrennt haben. So oft alſo Eure Majeſtät mit einer katholiſchen Macht im Kriege begriffen wären, müßten wir ebenfalls mit dieſer Macht uns im Kriege befinden?

»Carl der Große und alle Fürſten Avvocati der Kirche bekannten ſich dazu, die Kirche vor dem Kriege zu behüten; nicht aber ſie zum Kriege hinzureißen. Dieſer Satz zielt da-

hin, aus dem souverainen Papste einen Vasall und pflichtigen Lehensmann des französischen Kaiserreiches zu machen.«

Hier widerlegt nun der heilige Vater die Anschuldigungen gegen die Langsamkeit der römischen Entscheidungen. Die kirchlichen Angelegenheiten können nur mit reiflicher Ueberlegung im Rathe geprüft werden; und es läßt sich dabei nicht jene Schnelligkeit anwenden, die auf zeitliche Vortheile anwendbar ist. Man sagt, man lasse die Seelen zu Grunde gehen, wegen weltlicher Vortheile und eitler Vorrechte der päpstlichen Krone. Der heilige Vater nimmt aus den Händen des Allerhöchsten die demüthigende Bitterkeit dieses Vorwurfes an; aber Gott und die Welt wissen es, ob weltliche Vortheile und eitle Vorzüge seine Handlungen geleitet haben.

Den Verwirrungen der Religion in Deutschland liegt eine ganz andere Ursache als die, zum Grunde, welche man unterstellt. Die, durch den Rezeß von Regensburg angeordneten Veränderungen sind die einzige Ursache derselben. Außerordentliche Umstürzungen bieten unermeßliche Schwierigkeiten; zu diesen kam auch noch der Krieg, der sie noch mehr erschwerte. Was die späte Ausfertigung der Bullen für die Bischöfe Frankreichs betrifft, ist solche wegen der Informationen unvermeidlich, die es wichtig ist, zu sammeln.

Der heilige Vater antwortet auf die Angelegenheit, die auf die Ehe des Hieronymus sich bezieht. Seine Heiligkeit berufen sich auf das göttliche Gesetz, von welchem die Unauflösbarkeit der Ehe kommt,

[1806]

sogar zwischen Katholiken und Ketzern; ein Gesetz, das Sie ausführen müssen. Was das Concordat von Italien betrifft, gibt der Papst die nämlichen Antworten, die er bereits früher gesandt hat; er kann die, demselben beigefügten Artikel nicht anerkennen; weil sie mit der Disziplin der Kirche im Widerspruch stehen.

»Dies sind die unbefangenen Gesinnungen, welche die Stimme unsres Gewissens uns dictirt.... Wären wir so unglücklich, daß das Herz Eurer Majestät bei unsern Worten nicht gerührt würde, so würden wir alle Drangsale mit evangelischer Ergebung ertragen; wir würden uns allen Schmerzen unterwerfen und sie aus der Hand des Herrn annehmen. Ja, die Wahrheit wird immer auf unsern Lippen liegen; die Standhaftigkeit, die Rechte des heiligen Stuhles unversehrt aufrecht zu erhalten, wird immer in unserm Herzen herrschen. Lieber werden wir allen Widerwärtigkeiten des Lebens kühn die Stirn bieten, als unsres Amtes uns unwürdig machen. Sie aber sollen von jenem Geiste der Weisheit und der Vorsicht sich nicht entfernen, der Sie auszeichnet; er zeigte Ihnen klar, daß die Wohlfahrt der Regierungen und die Ruhe der Völker unzertrennlich mit dem Wohl der Religion verknüpft sind.... Endlich sollen Sie auch nicht vergessen, daß wir zu Rom so vielen Trübsalen uns ausgesetzt sehen; und daß es kaum ein Jahr ist, daß wir von Paris abgereist sind.

»Wir schließen damit, daß wir Ihnen aus ganzem Herzen den väterlichen, apostolischen Segen verleihen.

»Gegeben zu Rom, bei Maria-major, am 21. Merz des Jahres 1806, unsres Pontificats im siebenten.

»P. S. Wir haben den Entschluß gefaßt, unsre Antwort Niemand, nicht einmal dem Cardinal-Legaten, mitzutheilen, noch auch dem Cardinal Fesch; damit solche keinem

[1806]

Menschen bekannt werde, wer immer er sei. Sie kann also zwischen Eurer Majestät und uns verbleiben. Wir wollen unsrerseits so viel als möglich die Veröffentlichung solcher Streitigkeiten vermeiden, die unserm Herzen so schmerzlich fallen, und für den heiligen Stuhl so unheilbringend sind.

»PIUS P. P. VII.«

Wir sagten bereits, der Papst habe an demselben Tage, nämlich am 21. Merz an Herrn Cardinal Fesch geschrieben. Er erklärte ihm, es stehe jedem Souverain frei, eine wichtige Angelegenheit mit einem andern Souverain zu verhandeln; ohne die gewöhnlichen diplomatischen Wege einzuschlagen. Er will hier unmittelbar mit dem Kaiser verkehren; zumal da der Kaiser, dieser Angelegenheiten wegen, sich zuerst an den Papst gewendet habe. Man sieht auch aus diesem Schreiben des Papstes an Seine Eminenz, daß er sie zu beklagen scheint, so heftige Befehle ausführen zu sollen.

Indessen beschuldigte man zu Paris den Cardinal Fesch, er wende nicht Kraft und Nachdruck genug in seinem Betragen an; man beschuldigte ihn, er beobachte zu viele Rücksichten und Schonungen. Es war unmöglich, nicht unglückselige Scenen vorzusehen; aber der Muth Pius VII. war unerschütterlich.

Dreizehntes Capitel.

Joseph Buonaparte, König von Neapel. — Der Cardinal Fesch wird zurückberufen, seine Functionen als Großalmosenier auszuüben. — Herr Alquier, Bothschafter zu Rom. — Seine erste Correspondenz mit Herrn von Talleyrand.

Des Kaisers Bruder, Joseph Buonaparte, war mit einer Armee in Neapel eingezogen; wo er war zum König erklärt worden. Plötzlich ergingen von dieser Stadt aus beunruhigende Gerüchte. Der heilige Stuhl sollte nach Avignon übersetzt, der päpstliche Staat zwischen den Königreichen Italien und Neapel getheilt, der Maltheser-Orden säcularisirt, das französische Gesetzbuch zu Rom publizirt, und die Ehen der Priester berechtiget werden. Diese dumpfen Gerüchte beugten den unglücklichen hohen Priester vor Schmerz nieder. Der Cardinal Fesch schrieb nach Frankreich, er biete sein ganzes Ansehen auf, solche der Lüge zu zeihen, und, aufrichtig gesagt, verabscheute er die Urheber dieser schmählichen Beschimpfungen. Zu Paris aber sagte der Kaiser zu Herrn von Fontanes: »Ich bin nicht zur rechten Zeit geboren, Herr von Fontanes; sehen Sie Alexander an; er konnte sich den Sohn Jupiters nennen, ohne daß ihm wäre widersprochen worden. Ich aber, ich finde in meinem Jahrhunderte einen Priester, der mächtiger ist als ich; denn er herrscht über die Geister; und ich herrsche nur über die Materie. — »Dies war allerdings der nämliche Mann,

[1806]

welcher ausgerufen hatte: Die Priester behalten die Seele, und werfen mir nur den Cadaver hin.« Hatten wir unrecht, als wir sagten, es seien, hinsichtlich der Religionsangelegenheiten, zwei Menschen, ein weiser und ein hoffärtiger, in Napoleon? Hier überschreitet der Hoffärtige alles Maß. Daß die Kriegesscenen, nachdem sie bewirkt hatten, daß man ihn als Carl den Großen proclamirte, ihn bis dahin fortrissen, daß er sich für Alexander den Eroberer hielt: dies läßt sich begreifen; und noch begreiflicher wird es nach Tilsitt; daß er aber Alexander um die vermessenen Anbetungen beneidet, die dieser in einem Anfall von Wahnsinn forderte; welche Anbetungen übrigens einige Beobachter nur als eine politische, nützliche und bei barbarischen Völkern leichte Berechnung betrachten; — daß der Soldat des achtzehnten Jahrhunderts wegen Siegen, die wohl auch ein wenig der wunderbaren Nation angehören, die er in seinen Händen hatte, gegen die uralte Einsetzung des Katholicismus zu ringen bedacht ist; — und daß er, von so vielen Verwandten umringt, die man uns doch niemals für übernatürliche Wesen ausgeben konnte, in dem Zustand unsrer Civilisation, in diesem Jahrhundert der Spöttereien, in dieser Epoche des Zweifels, mit Leid und Neid auf den unendlich erhabenen Rang der Gottheit blickt: darüber muß man ihn beklagen; und im Voraus die Drangsale beweinen, die über den Priester hereinbrechen werden, der mächtiger ist als er. — Es ge-

[1806]
nügte nicht, daß er einem Rathe, auf den er sicher vertrauen konnte, solche ehrsüchtige Aeußerungen anvertraut hatte; sie werden ganz laut in Europa ertönen, und die politische Regel eines starrsinnigen Betragens gegen den Papst werden.

Vergeblich empfiehlt Pius VII. das Geheimniß. Drohungen, die den heiligen Stuhl angreifen, können nicht lange verborgen bleiben. Eine römische Satyre erklärt den Stand der Dinge halb in vertraulichen, halb in religiösen Ausdrücken. Der Sinn derselben ist folgender: »Kanonen hier, Kanonen da; Donner und Blitz gegen Aufgang; Donner und Blitz gegen Niedergang. Napoleon und der Papst haben einander gleichsam ihr letztes Wort gegeben. Gott verleiht den Sieg seinen Kindern; zuweilen spät; aber er verleiht ihnen denselben immer.«

Zu Paris ward im Rathe entschieden, Herr Cardinal Fesch sollte durch Herrn Alquier ersetzt werden, der diese Bothschaft nach Rom seit 1801 wünschte. Der Kaiser schrieb an den Papst:

Heiligster Vater!

»Da das Wohl unsres Dienstes und das Interesse der Kirchen unsrer Staaten fordern, daß der Cardinal Fesch, unser bevollmächtigter Minister bei dem heiligen Stuhle, einige Zeit in Frankreich residire, die wichtigen Functionen eines Großalmoseniers in unserm Reiche auszuüben, haben wir für zweckmäßig befunden, keine Unterbrechung in der Ausübung der Sendung bestehen zu lassen, die wir ihm bei Eurer Heiligkeit anvertraut hatten. In Folge dessen erwählten wir Herrn Alquier, den wir zu unserm Bothschaf-

ter bei Eurer Heiligkeit ernennen. Die Beweise, die er uns beständig von seinen Talenten und seinem Eifer in den verschiedenen Sendungen gegeben hat, mit welchen wir ihn beauftragt hatten, verbürgen es uns, daß er mit der nämlichen Auszeichnung das neue Amt versehen wird, zu welchem wir ihn bestimmten. Wir zweifeln nicht, daß er unser Vertrauen dadurch rechtfertigen werde, daß er bei jeder Gelegenheit suchen wird, seine Person bei Eurer Heiligkeit beliebt zu machen. Wir bitten Sie innig, ihn mit Güte aufzunehmen, und Allem, was er in unserm Namen behandeln wird, Glauben beizumessen; besonders wenn er Eure Heiligkeit von unsrer zärtlichen Freundschaft und von unsrer kindlichen Ehrfurcht für den heiligen Stuhl versichern wird.

»Hiernach bitten wir Gott, heiligster Vater, daß er der Regierung und Leitung unsrer Mutter, der heiligen Kirche, Sie lange Jahre erhalte.

»Zu Saint-Cloud, am 18. April 1806, unsrer Regierung im zweiten.

»Ihr fromm ergebener Sohn,

»Der Kaiser der Franzosen, König von Italien,

»NAPOLEON.«

Noch vor seiner Abreise erhielt der Cardinal Fesch Befehl, dem Cardinal Consalvi die Thronbesteigung von Neapel durch den Prinzen Joseph, ämtlich zu melden. Der Cardinal Consalvi antwortete, es gezieme sich, bevor man zu was immer für einer Anerkennung schreite, der Beziehungen zu gedenken, die seit vielen Jahrhunderten zwischen der Krone von Neapel und dem heiligen Stuhle beständen; welche Beziehungen immer, sogar im Fall einer Eroberung wären beobachtet worden.

[1806]

Am 17. Mai ward Herr Alquier dem Papste durch den Cardinal Fesch vorgestellt, und gab Herrn von Talleyrand folgende Rechenschaft von dieser Audienz.

»Kaum waren wir bei dem Papste eingetreten, als Herr Cardinal Fesch das Wort nahm und sagte: »Ich reise nach Paris ab, und bitte Eure Heiligkeit, mir Ihre Aufträge zu ertheilen!« — »Wir haben Ihnen keine zu ertheilen, erwiederte der Papst; wir tragen Ihnen blos auf, dem Kaiser zu sagen, daß wir, ob er uns auch sehr mißhandelt, ihm dennoch, so wie der französischen Nation, sehr zugethan sind. Wiederholen Sie ihm, daß wir in keine Rücksicht eingehen wollen; daß wir unabhängig seyn wollen, weil wir Souverain sind. Will er uns Gewalt anthun, so werden wir vor dem Angesichte Europa's protestiren, und von den zeitlichen und geistlichen Mitteln Gebrauch machen, die Gott in unsre Hände gelegt hat!« — »Eure Heiligkeit sollten sich erinnern, erwiederte der Cardinal, daß Sie in den gegenwärtigen Angelegenheiten Frankreichs mit Rom nicht berechtiget sind, von der geistlichen Gewalt Gebrauch zu machen« — Der Papst fragte mit sehr erhobenem Tone den Herrn Cardinal, woher er diese Meinung nehme. In diesem Augenblick glaubte ich mich entfernen zu müssen, um nicht länger Zeuge einer Unterredung zu seyn, die in einem so lebhaften Tone begann, und in welcher der Herr Cardinal nicht unterlassen hätte, mich aufzurufen; was mich außer allem Verhältnisse gesetzt hätte, mit dem Papste zu conferiren, und einige Wege der Vergleichung auf sein Gemüth zu versuchen.

»Ich ging von dort zum Cardinal Consalvi, dem ich meine tiefe Verwunderung und Betrübniß über die wenig bemessenen Worte bezeugte, die ich den Papst hätte sprechen hören. Ich drang in ihn, seinen ganzen Einfluß aufzubieten, den heiligen Vater über das Resultat aufzuklären, das die

Stimmung nach sich ziehen könnte, die seine Worte ankündigten. Ich ließ es ihn fühlen, daß Niemand geeigneter sei als er, die Verhältnisse wiederherzustellen, die zwischen Frankreich und Rom bestehen sollten; und daß er auf gewisse Weise für den Kaiser und für Europa der Gewährsmann der Entschließungen sei, die sein Souverain in den gegenwärtigen Umständen fassen würde. Der Cardinal antwortete mir, er denke genau wie der Papst; diese Meinung sei die Meinung aller Glieder des heiligen Collegiums; und es sei ihm unmöglich, solche in einer Angelegenheit zu ändern, wo die zeitlichen Maßregeln, die man fordere, durch enge Bande und unbestreitbare Grundsätze an die Pflicht und Gewalt des Oberhauptes der Kirche geknüpft wären.

»Es ergibt sich aus den Beobachtungen, die ich machen konnte, als ich den Papst und den Staatssecretair anhörte, daß man hier fest entschlossen ist, dem Antrag des Kaisers sich zu widersetzen; und daß der Hartnäckigkeit über das, was sie hier Doctrin nennen, eine tiefe Erbitterung und ein persönlicher heftiger Unwille sich beimengen, die der Person Seiner Majestät ohne Zweifel sehr fremd, aber deren Quell und Gegenstand mir gleich unbekannt sind.

»Ich muß noch beifügen, daß der Cardinal Consalvi den Eifer mir sehr geltend machte, den der römische Hof daran wendete, die Ausgaben zu bestreiten, die durch den Durchzug unsrer Truppen veranlaßt werden; welche Ausgaben, wie er mir sagte, sich bereits auf eine Million und viermal hundert tausend Piaster belaufen, und jeden Tag um vier bis fünf tausend für den Unterhalt der Garnison zu Ancona, die Verpflegung der kranken Soldaten und die Etapen derjenigen sich vermehren, welche hindurch ziehen. Ich antwortete, ich glaubte gewiß zu seyn, daß Frankreich die Vorschüsse habe zurückbezahlen lassen, die für diese Truppen wären geleistet worden; oder daß man wenigstens Zahlungen auf Abrechnung gemacht habe. Der Staatssecretair betheuerte, man habe durchaus nichts gegeben; und ich kann

[1806]

es nicht verhehlen, daß dieſe Ausſage von dem Herrn Cardinal Feſch mir verbürgt ward.

»Bei der Rechenſchaft über die Unterredung des Papſtes und des Miniſters von Frankreich habe ich von der Weigerung Seiner Heiligkeit geſprochen, einer Conföderation beizutreten. Ich bitte Eure Excellenz, ſich gütigſt erinnern zu wollen, daß in dem Schreiben, mit welchem Sie mich beehrten, und in den drei, an den Cardinal-Legaten gerichteten Noten, das Wort Conföderation nicht ausgeſprochen iſt; ja daß ſogar nichts darin enthalten iſt, das zu dieſer Idee führen könnte. Sind aber Unterhandlungen über dieſen Punct eröffnet, ſo iſt es mir unmöglich, denſelben zu folgen, ohne dazu berechtiget zu ſeyn; und dieſe Unmöglichkeit iſt um ſo ſtändiger, als Herr Cardinal Feſch nicht glaubt, ſeine Inſtructionen hierüber, noch auch die Correſpondenz mir mittheilen zu dürfen, zu welchen ſie Veranlaſſung gegeben haben. Ich finde mich alſo ohne Leitung und ſogar ohne irgend eine Belehrung über einen Gegenſtand, den der Herr Cardinal mehrere Monate hindurch behandelte. Ich werde, meine Functionen zu beginnen, die Abreiſe des Herrn Cardinals Feſch abwarten, die unter ſehr wenig Tagen Statt finden wird.

»Ich bitte, Eure Excellenz, die Huldigung meiner tiefen Ehrfurcht zu genehmigen.

„Unterzeichnet: ALQUIER.«

Die Anerkennung des Titels als König von Neapel in der Perſon des Königs Joſeph fand Schwierigkeiten. Der Miniſter der auswärtigen Angelegenheiten meldete dem Cardinal Caprara, man könne in den Schritten der ehemaligen Souveraine nur die vereinzelte Meinung einiger Könige ſehen, die weder ihre Nachfolger noch ihre

Staaten verpflichteten. (Unter diesen einigen Königen befand sich ein Carl V., den Frankreich gar wohl gekannt hatte).

Als der Kaiser den Thron bestieg, machte er niemals blos Anspruch darauf, die Rechte der dritten Dynastie zu erben, deren Souverainetät sich nicht auf die Hälfte der Länder erstreckte, die heut zu Tage dem Kaiserreiche unterworfen sind. Er behauptete, die Rechte der französischen Kaiser zu ererben; und die römische Curie wird nicht behaupten, daß Carl der Große die Investitur über sein Königreich von ihr empfangen habe. Wenn die Anerkennung von Neapel nicht Statt findet, so wird der Kaiser die zeitliche Macht des Papstes nicht mehr anerkennen. Uebrigens werden Seine Majestät zu allen Zeiten für das Oberhaupt der Kirche die Hochachtung und die Rücksichten haben, welche Carl der Große, Ludwig IX., und die übrigen christlichen Fürsten hatten; ohne jedoch dasselbe das Zeitliche und die Rechte der kaiserlichen Krone in irgend etwas berühren zu lassen.

Zu gleicher Zeit schrieb man an Herrn Alquier:

»Die Verhältnisse des heiligen Stuhles mit Seiner Majestät müssen jene seyn, in welchen derselbe mit den französischen Kaisern stand, die ehemals das abendländische Kaiserthum begründeten. Seine Majestät sind es dem Interesse Ihrer Völker und Ihrer eigenen Würde schuldig, die Rechte Ihrer kaiserlichen Krone zu behaupten; und Keiner aus den Kaisern, von welchen diese Rechte auf Sie kamen, hatte mehr Macht und Willen, sie zu vertheidigen. Seine Majestät schreiben Seiner Heiligkeit nicht alle unklugen Ent-

[1806]

schließungen zu, über welche Sie sich so bitter zu beklagen haben; aber Sie sehen mit Schmerz, daß bei den Rathgebungen des heiligen Stuhles ein Mann den Vorsitz führt, dessen besondere Ansichten dergestalt an die Ansichten Englands sich anknüpfen, daß es unmöglich ist, solche nicht der nämlichen Ursache beizumessen. Der Herr Cardinal Consalvi mag sich zu Rom ohne Verantwortlichkeit gegen die Regierung glauben, die er leitet; aber Seine Majestät können ihn, sogar aus Interesse für den römischen Hof, für die Gefahren verantwortlich machen, in welche er denselben hinreißt.«

Herr Alquier hatte auch den Auftrag, Herrn von Clermont-Tonnerre, ehemaligen Bischof von Chalons zu empfehlen. Der Papst antwortete: »Wir wissen nicht, ob wir mit den Clermont's von Frankreich verwandt sind; wir würden es uns zur Ehre anrechnen, einer so erlauchten Familie anzugehören, die, wie man hier sagt, sogar mit den Königen von Frankreich durch Heirathen verbündet war. Aber wir haben versprochen, unsre eigenen Verwandten von Cesena fern von Rom zu halten; in keinem Falle könnten wir fremde Verwandte nach Rom berufen.«

Vierzehntes Capitel.

Fortsetzung der Correspondenz des Herrn Alquier. — Die Fürstenthümer von Benevent und Ponte-Corvo werden an Herrn von Talleyrand und an den Marschall Bernadotte verschenkt. — Der Cardinal Consalvi wird durch den Cardinal Casoni ersetzt. — Franz II. entsagt dem römischen Kaisertitel. — Stiftung des Mohren-Ordens. — Aufruf an die Calabresen.

Herr Alquier fährt fort, Herrn von Talleyrand Alles zu berichten, was die Angelegenheiten Frankreichs betrifft; und klagt, daß mehrere, an den Cardinal Caprara gerichteten Beschuldigungen, die päpstliche Regierung anzuklagen, durchaus keinen Grund zu haben scheinen.

»Es ist Thatsache, daß die Meinung des Staatssecretairs beinahe von gar keinem Einfluß in allen Angelegenheiten ist, die eine religiöse Beziehung haben; und daß in diesem Falle das Vertrauen des heiligen Vaters andere Rathgebungen fordert; insbesondere die der Cardinäle Antonelli und di Pietro. Ich fand den Cardinal Consalvi vollkommen vernünftig und verträglich über alle Puncte, wo kein Vorwand zu theologischen Erörterungen war; und so oft er sich allein, als Staatsmann und nach seinen besondern Gesinnungen entscheiden konnte. Vor was man sich aber mit der römischen Curie immer in Acht nehmen muß, ist, bei Unterhandlungen Wege einzuschlagen, die dahin führen können, die Rechte des Heiligthums zu erörtern. Vielleicht ward, weil man von diesem Grundsatze sich entfernte, der Beitritt zu dem föderativen Vertrage des französischen Reiches eine Sache, die man unmöglich erlangen kann. Man hat verlangt, daß dieser rein politische Gegenstand der Be-

[1806]

rathſchlagung des heiligen Collegiums unterlegt würde; und die abweiſende Antwort aller Cardinäle war auf die Maxime gegründet, das Oberhaupt der Kirche, der allgemeine Vater der Gläubigen, dürfe keine Verpflichtungen eingehen, welche das Anſehen des heiligen Stuhles in einem Theile Europa's ſchwächen und den Glauben der Inwohner dieſer Gegenden gefährden würde ..... Ich möchte es wagen, vorzuſtellen, es ſei zu wünſchen, daß Seine Majeſtät der Kaiſer und König in dieſem Augenblick keine Maßregel der Strenge gegen den römiſchen Hof ergreife. Es iſt, wie ich glaube, zweckdienlich, die ohnehin ſchon lebhaft gereizten Gemüther nicht zu erſchrecken, und die Angelegenheit der Inveſtitur, die nur ſehr wenige Tage in Anſpruch nehmen wird, mit Ruhm zu beendigen.«

Herr Alquier machte eine vergebliche Vorſtellung. Der neue Hof von Neapel hatte zu Paris dringend um eine Bevollmächtigung angeſucht, der Fürſtenthümer Benevent und Ponte-Corvo ſich zu bemächtigen. Der Kaiſer ſchlug die Arme kreuzweiſe übereinander (wenigſtens ſchrieb man alſo nach Rom), dachte einen Augenblick nach, und befahl, das Fürſtenthum Benevent ſollte ſeinem oberſten Kämmerer und Miniſter der auswärtigen Angelegenheiten als Eigenthum gegeben werden; Ponte-Corvo aber ſollte an den General Bernadotte verſchenkt werden; um dadurch, wie Einige ſagten, ſeine Dienſte zu belohnen; nach Andern aber, ſeinen republikaniſchen Neigungen einen Halt zu geben. Einige Schreiben kündigten auch an, es ſeien bei dieſer Gelegenheit mehrere Bitten an den Kaiſer geſtellt worden. Es verſicherten dabei andere Correſpondenten, der Kai-

ser habe auf solche Weise seinen Minister der auswärtigen Angelegenheiten, jedoch also von sich entfernen wollen, daß er ihn mit Rom compromittirte. Die Wahrheit ist bis auf den heutigen Tag über diese Sache noch nicht genau bekannt.

Doch wie dem immer seyn mag, fand Herr Alquier plötzlich unüberwindliche Hindernisse für die Unterhandlung wegen der Anerkennung Neapels. Der Papst sagte ihm: »Herr Bothschafter, wir haben bis jetzt Alles gethan, was der Kaiser wollte; und Seine Majestät haben nicht geglaubt, die Verheißungen erfüllen zu sollen, die Sie uns gegeben hatten. Gäben wir auch heute in dem Puncte nach, den man in seinem Namen verlangt, so würden wir darum dennoch der Gefahr nicht entkommen, von welcher wir bedroht sind. Wir ersehen aus den besondern Schreiben Seiner Majestät und aus mehrern ämtlichen Acten, daß man uns nicht mehr als Souverain betrachten wird, wenn wir dem Föderativ-System nicht beitreten, und wenn wir nicht einwilligen, in den Gränzen des Kaiserreiches einbegriffen zu seyn. Man beschuldigt den Cardinal Consalvi mit Unrecht. Es scheint, man glaube zu Paris, daß wir die Schwäche haben, uns von seinem Willen leiten zu lassen, und nur ein wahrer Fantoccino sind. Wir werden ihm einen Nachfolger geben; und unsre Meinung wird sich darum nicht ändern. Alle wichtigen Puncte unsres Staates wurden nach und nach von den Truppen des Kaisers besetzt, die wir nun nicht mehr unterhalten können; selbst wenn wir neue

[1806]

Steuern ausschreiben. Wir sagen es Ihnen im Vorhinein, wenn man Rom's sich bemächtigen will; werden wir den Einzug in die Engelsburg verweigern. Wir werden zwar keinen Widerstand thun; aber eure Soldaten werden die Pforten mit Kanonen einschießen müssen. Europa wird sehen, wie man mit uns umgeht; wir aber werden wenigstens bewiesen haben, daß wir unsrer Ehre und unserm Gewissen gemäß handelten. Nimmt man uns das Leben, so wird das Grab uns ehren; und wir werden vor den Augen Gottes und in den Augen der Menschen gerechtfertiget seyn.«

Herr Alquier fügt bei: »Diese Antwort ward in dem festesten Ton und mit einer Mischung von religiöser Ergebung und einer tief verwundeten Eitelkeit gegeben. Ich glaube versichern zu können, daß von nun an der Starrsinn des Papstes unüberwindlich ist.«

Als der Papst auf solche Weise mit Herrn Alquier gesprochen hatte, waren ihm wahrscheinlich die Entscheidungen wegen Benevent und Ponte-Corvo bereits bekannt. Uebrigens war auch dem Cardinal Consalvi eine ämtliche Anzeige davon gemacht worden. Es war in dieser Geschichte ziemlich oft die Rede von diesen Fürstenthümern; man dürfte also vielleicht zu vernehmen wünschen, wie dieser kaiserliche Wille der päpstlichen Regierung am 16. Juni bedeutet wurde.

Monseigneur!

»Seine Majestät der Kaiser der Franzosen, König von Italien, haben so eben Seiner Excellenz dem Herrn von Talleyrand, Ihrem obersten Kämmerer und Minister der auswärtigen Angelegenheiten, den Titel eines Fürsten und Herzogs von Benevent verliehen. Die nämliche Entschließung ward zu Gunsten Seiner Excellenz des Herrn Reichsmarschalls Bernadotte gefaßt, welchem Seine Majestät den Titel eines Fürsten und Herzogs von Ponte-Corvo verliehen haben.

»Seine Majestät hatten oft bemerkt, daß diese beiden, in dem Königreiche Neapel eingeschlossenen Länder ein Gegenstand beständiger Schwierigkeiten zwischen diesem Hofe und dem heiligen Stuhle waren. Neapel hatte derselben sich in mehreren Kriegen bemächtiget. Uralte Ursachen zu Mißverständnissen konnten aufs Neue sich erzeugen; und Seine Majestät, welche damit beschäftiget sind, Italien im Frieden zu begründen, wollten dieselben nicht bestehen lassen. Rom und Neapel sind die Staaten, an welchen Sie am meisten Antheil nehmen; es sind jene, zwischen welchen Sie am meisten wünschen, gutes Einverständniß und Freundschaft sich befestigen zu sehen; welche wegen der Nachbarschaft ihrer Besitzungen ihnen fortwährend nothwendig sind. Der römische Hof bezog so wenig Vortheile von diesen getrennten Besitzungen, und die Einkünfte derselben waren übrigens so wenig beträchtlich, daß das geringe Opfer, das man von demselben fordert, sich leicht durch die Entschädigungen ersetzen läßt, welche Seine Majestät sich vornehmen, ihm anzubieten, und die von weit größerer Zuständigkeit für den heiligen Stuhl seyn werden. Es ist unmöglich, daß der heilige Vater, der beständig von dem Verlangen nach dem Frieden beseelt ist, nicht in seinem Herzen und in seiner erhabenen Weisheit die Gründe finde, die ihn dahin stimmen müssen, die Anordnungen der Vorsicht zu billigen, welche Seine

[1806]
Majestät so eben für die Ruhe Italiens getroffen, und selbst nur nach einem reiflichen Nachdenken adoptirt haben, welches dieselben unwiderruflich macht. In Folge dessen halte ich es nicht für nothwendig, die Aufmerksamkeit Eurer Excellenz dahin zu richten, daß die Entschließungen, welche der römische Hof in dieser Angelegenheit fassen wird, nothwendig auf die Art und den Werth der Entschädigungen einfließen werden, welche Seine Majestät geneigt sind, den Absichten gemäß zu bewilligen, die Sie in Ihrer Bothschaft an den Senat ausgesprochen haben.«

In dem Augenblick, wo der Cardinal Consalvi diese Note Seiner Heiligkeit überbrachte, beschlossen Sie, den Kaiser von dem Kummer zu unterhalten, den Sie empfanden, sehen zu müssen, wie man Sie beraubte, ohne es Ihnen früher anzusagen. Das Schreiben ist voll der Sanftmuth und Ergebung. Andererseits war der feierliche Einspruch des Cardinals Consalvi sehr deutlich und sehr entscheidend. Uebrigens vertheidigte Paris seine Acte durch Gegenklagen. Herr Alquier bekam den Auftrag, vorzustellen, Barberini (Barberi) der Mörder Duphot's (Fiscal zur Zeit des Tumultes, dessen Opfer der General ward), würde zu dem Vertrauen des heiligen Vaters zugelassen. (Er versah sehr ruhig das Amt, das ihm anvertraut war.)

»Seine Majestät können es nicht dulden, sprach der Minister nach einem Dictat des Kaisers, daß die Stelle eines Polizei-Präfecten zu Rom einem Menschen gelassen werde, der dieselbe entehrt, und der Gefahr sich aussetzt, zu sehen, daß das erste französische Detaschement, das nach Rom kommt, Duphot's Tod an dem Orte selbst räche, wo

derselbe ermordet ward. Der Gouverneur von Rom, der ein Piemonteser ist, muß wünschen, daß der Polizei-Präfect, der unter seinen Befehlen steht, nicht ein Feind seines Landes sei; und läßt er ihn an seiner Stelle, so soll er (der Gouverneur) nur mehr wie ein Emigrant behandelt werden.«

Hier war eine verworrene Anwendung des Namens einer obrigkeitlichen Stelle zu Paris, auf Namen von andern Aemtern, die in Rom von ganz anderer Art waren.

Am 17. Juni legte Cardinal Consalvi seine Stelle nieder, und ward durch den Cardinal Casoni ersetzt, ehemaligen Vice-Legaten von Avignon, seitdem Nuntius in Spanien und damals 74 Jahre alt. Wir werden von Zeit zu Zeit Gelegenheit haben, abermal von dem Cardinal Consalvi zu sprechen. Ein solcher Mann kann niemals in einer langen Dunkelheit verbleiben.

Die neue päpstliche Regierung, welche über die Lehenserrichtung von Benevent und Ponte-Corvo aufs Aeußerste beleidiget war, richtete keine Belehrungen mehr an den Cardinal-Legaten, und wollte alle Angelegenheiten des heiligen Stuhles zu Rom selbst schlichten. Der Cardinal hatte ehemals Monsignor Sala und Monsignor Mazio, Männer von großen Talenten bei sich. Diese getreuen Unterthanen des Papstes verwendeten sich eifrig, die Aufträge Roms regelmäßig ausführen zu lassen; und widersetzten sich, wenn es ihnen möglich war, daß der

[1806]

Cardinal seine ohnehin schon ziemlich ausgedehnte Vollmacht überschritte.

Zu Paris hatte man zumal die unerbittliche Ergebenheit des Monsignor Sala bald erkannt, der zugleich mit den liebenswürdigsten Eigenschaften für die Gesellschaft, und mit einer geprüften Gewandtheit in ernsten Geschäften begabt war. Monsignor Lazzarini und Herr Abbate de Rossi hatten diese Prälaten ersetzt; und die französische Regierung that sich etwas darauf zu gut, daß sie diese beiden strengen Widersprecher entfernt hatte. Es hatte sich aber hieraus ergeben, daß das Vertrauen des Papstes auf den Legaten dadurch abnahm; wiewohl er auch zuweilen guten Rath von seinen neuen Secretairen erhielt.

Die Thronbesteigung des Königs von Holland war zu Rom ämtlich angezeigt worden. Das Cabinet des heiligen Stuhles, das seinen Pflichten und den Forderungen seines oberhirtlichen Dienstes gänzlich hingegeben war, antwortete, es hoffe, daß König Ludwig, weil er zur Religion der Katholiken sich bekenne, den Kult derselben in diesem Königreiche in Schutz nehmen werde. Da Herr Alquier zur nämlichen Zeit die Ernennung des Cardinals Fesch zur Würde eines Coadjutors und Nachfolgers des Churfürsten-Erzkanzlers einberichtet hatte, antwortete der Papst, es wäre ihm lieb, die Unterhandlungen, die auf diese letzte Angelegenheit sich bezögen, schnell abzuthun; weil solche einen Verwandten des Kaisers Napoleon beträfen; da aber dieser Ver-

[1806]

wandte eine deutsche Würde empfinge, sei es der Sache gemäß, um die Einwilligung Franz II., Kaisers von Deutschland anzusuchen.

Der Cardinal Fesch, der keine Gemeinschaft mehr mit dem Cardinal Consalvi haben wollte, den er nicht mehr liebte, hatte alle Regeln umgekehrt und selbst an den heiligen Vater geschrieben. Eben so wenig Rücksichten zeigte Herr Alquier für den Cardinal Casoni; und schrieb dem heiligen Vater unmittelbar folgenden Brief:

Heiligster Vater!

»Ich erfülle die ehrenvollste, die trostreichste meiner Pflichten, indem ich Eurer Heiligkeit die Wünsche vortrage, die der Kaiser und König, mein erlauchter Souverain, dafür hegt, daß die Schwierigkeit, die zwischen Seiner Majestät und der römischen Curie sich erhoben, endlich beigelegt werden. Der Kaiser betrachtet als eines seiner kostbarsten Privilegien, die mit seiner Würde verknüpft sind, den hohen Vorzug, die Kirche zu beschützen, deren glückseligen und erlauchten Einfluß Niemand höher achtet als er. Allein Seine Majestät haben mit Betrübniß gesehen, daß der heilige Stuhl, in beständiger Widersetzlichkeit gegen die Maßregeln einer weisen und heilsamen Herablassung, durch unnütze Weigerungen, Interessen entgegen zu wirken suchte, über welche der Kaiser nicht erkalten kann, und die er nimmermehr aufgeben wird. Wie schwer auch Seiner Majestät die Kränkung fiel, daß man seinen Anforderungen nicht beitrat, hört dennoch der Kaiser nur das Verlangen an, das ihn beseelt, dem Oberhaupte der Kirche Beweise seiner kindlichen Frömmigkeit, und ein neues Zeugniß seiner persönlichen Zuneigung für Eure Heiligkeit zu geben.

[1806]

»Ich bin ausdrücklich beauftragt, heiligster Vater, Eure Heiligkeit zu versichern, daß Sie die Integrität Ihrer Staaten behalten werden, wenn Sie die Maßregeln annehmen wollen, welche die Lage Ihres Gebietes und die Sicherheit Italiens unerläßlich machen.

»Seine Majestät der Kaiser und König verlangen, daß Eure Heiligkeit durch einen Tractat, oder in was immer für einer andern Form, über die man übereinkommen würde, erklären:

1) Daß alle Seehäfen des päpstlichen Staates England geschlossen werden, so oft diese Macht mit Frankreich im Kriege seyn wird. — 2) Daß die Festungen des römischen Staates von französischen Truppen besetzt werden, so oft eine Landarmee auf einem der Puncte Italiens landet oder zu landen droht. Die Anerkennung dieser Prinzipien werden Seine Majestät befriedigen, und Ihnen statt aller andern Erklärung gelten.

»Ich habe nun, heiligster Vater, die letzten Vorschläge Seiner Majestät ausgesprochen; Vorschläge, auf welchen die Verbürgung der zeitlichen Macht des heiligen Stuhles beruht; und die nicht vergebens werden verkannt und verworfen werden. Die Absichten Seiner Majestät gehen offenbar dahin, die Verbindungen mit Ober- und Nieder-Italien zu sichern; und ich erkühne mich, Eure Heiligkeit zu fragen, welcher Souverain, der in diesem Theile Europa's mit so großen Interessen eine so gewaltige militairische Stärke vereinte, die Ausübung seiner Macht wohl darauf beschränken würde, als Vorsichtsmaßregel für den Fall eines Krieges nur so einfache Bedingnisse wie die zu fordern, welche ich so eben aufstellte?

»Ich bitte Eure Heiligkeit, zu erlauben, daß ich die Huldigung meiner tiefen Ehrfurcht zu Ihren Füßen niederlege, und um Ihren apostolischen Segen bitte.«

Der Papst antwortete Herrn Alquier in Ausdrücken, die für den Gesandten zwar verbindlich, aber hinsichtlich seines Begehrens absolut verneinend waren. Bei dieser Gelegenheit erhielt Herr Alquier eine Audienz, in welcher der Papst also zu ihm sprach: »Aber ihr seid ja die Stärkern; thut was euch nützlich ist, oder was euch zweckmäßig bedünkt. Ihr werdet, wenn ihr es wollet, Herren unsrer Staaten seyn. Ueber alle Hilfsquellen, die sie anbieten können, möget ihr nach euerm Willen verfügen. In diesem Augenblicke selbst thun wir, als wüßten wir nicht, daß ihr mitten in Rom Pulver für die Belagerung von Gaeta, und einige Meilen weit von unsrer Hauptstadt Brandraketten machen lasset. Wir werden niemals so unklug seyn, um Vorkehrungen zu treffen, euch zu widerstehen. Aber forderet nicht unsre ausdrückliche Gutheißung! Der Kaiser soll bedenken, daß die Protestationen, die wir in den Umständen machen würden, von welchen wir so eben gesprochen haben, nicht sowohl dahin abzielten, ihm zu mißfallen, als den Klagen und der Rache seiner Feinde auszuweichen, welche die unsrigen werden würden. Uebrigens können Seine Majestät Ihre Drohungen ausführen und uns hinwegnehmen, was wir besitzen. Wir sind auf Alles gefaßt, und bereit, wenn Sie es wollen, in ein Kloster oder in die Katakomben Roms, nach dem Beispiele der ersten Nachfolger des heiligen Petrus, uns zurück zu ziehen.« (Der Papst spielte auf die Briefe an, die Gregorius II. an Leo den Isaurier schrieb.)

[1806]

Diese Worte wurden mit großer innerlicher Ruhe und in einem Tone wohl überlegter Resignation gesprochen, welche unzerstörlich schien.

Wir haben den Streit zwischen dem Papst und Napoleon wegen des Kaisertitels gesehen; eben so sahen wir auch die Antwort des Papstes, der nur Einen abendländischen Kaiser erkennt, welcher zu Wien residirt. Wahrscheinlich versuchte Napoleon durch Mittel, die es hier unnütz wäre, zu untersuchen, eine so gesicherte Concurrenz des Besitzes seines Titels zu entfernen. Am 6. August publizirte Franz II. eine Erklärung, in welcher man las:

»Ueberzeugt von der Unmöglichkeit, die Verpflichtungen länger zu erfüllen, welche unsre kaiserlichen Functionen uns auferlegen, sind wir es unsern Grundsätzen schuldig, einer Krone zu entsagen, die nur in so fern Werth in unsern Augen hatte, als wir dadurch im Stande waren, dem Vertrauen der Churfürsten, der Fürsten und andern Ständen des Reiches zu entsprechen, und den Pflichten genug zu thun, die uns oblagen. Wir erklären also, daß wir als aufgelöst die Bande betrachten, welche uns mit dem Körper des deutschen Reiches vereinigten.«

Von diesem Augenblicke an wird Franz II. nicht mehr Kaiser von Deutschland seyn; und wird Franz I., Kaiser von Oesterreich, werden.

Indessen fanden die Minister Pius VII., ihren Herrn, immer bereit, Mittel zu suchen, die innerliche Staatsverwaltung zu verbessern und aufzumuntern.

[1806]

Am 23. September erschien ein Breve, das die Errichtung einer ritterlichen Decoration einführte, die jedem Präsidenten der Akademie vom heiligen Lucas, die den schönen Künsten geweiht ist, sollte verliehen werden, sobald er die drei ersten Jahre seiner Präsidentschaft vollendet hätte. Dieser Orden sollte del Moro oder Moretto heißen. Das Kreuz hing an einem rothen, schwarz besäumten Bande. Der Mohrenkopf, der auf dem Kreuze angebracht war, glich den drei Mohrenköpfen auf dem Wappen der Chiaramonti's. Alle Künstler zu Rom bezeigten dem heiligen Vater ihre Dankbarkeit darüber.

War es je möglich, daß der Wiederhall der Gewaltthätigkeiten, welche in dem römischen Staate verübt wurden, noch nicht bis in jenen Theilen Italiens ertönt hätte, wo die französische Macht noch nicht konnte festen Fuß gefaßt haben? Man rief die Calabresen zum Kriege auf, wie im Jahre 1799. — Don Philipp Cancellière, Brigadier Ferdinands IV., Königs von Neapel, sprach auf folgende Weise zu den Bewohnern Unter-Italiens:

»Nachdem der, durch die tollkühnste Gottlosigkeit electrisirte Schwindelgeist die schönsten Königreiche und die blühendsten Gegenden von Europa verwüstet und umgestürzt hatte, drang derselbe sogar in unser Vaterland ein, verbreitete sich mit Wuth bis über unsre Gränzen, riß die Verheerung und Umwälzungen mit sich fort, brannte die Dörfer nieder, plünderte die Städte, raubte die Tempel aus, entheiligte die Altäre und trat mit Füßen, was die Religion Heiliges und Göttliches besitzt.

[1806]

»Die Irreligion und die ungezügelteste Frechheit, die von ungerechten Usurpatoren und ihren blinden Mitverbrechern im Triumph geführt werden, schreiten mit offenem Helm einher und bedrohen den Glauben und den Thron mit gänzlicher Vertilgung.

»Der Gott, welcher seine Kirche mit mächtigem Arme beschützt, und die rechtmäßigen Herrscher mit besonderer Sorgfalt auf dem Throne erhält, hat bereits die verderblichen Anschläge unsrer Feinde zu Schanden gemacht, und ihre unglückseligen Absichten angehalten. Unser frommer Monarch, Ferdinand IV., hat, um in seinen getreuen neapolitanischen Erblanden den römischen Glauben, die besondere Zierde und das hochherrliche Erbe seiner erlauchten Ahnen, nicht erlöschen, und um seine geliebten Unterthanen nicht unter dem schweren Joch der Unterdrückung und der Tyrannei eines ungerechten Gewalträubers seufzen zu sehen, schnelle und wirksame Mittel gefunden, die feindlichen Kräfte niederzuschlagen und aus dem Königreiche zu verjagen.

»Er hat mit den furchtbarsten Mächten des Nordens sich verbündet; und hat von ihnen zahlreiche Hilfe an tapfern Kriegern erhalten. Sie marschiren auf seine Hauptstadt los, die elenden Trümmer von Feinden zu zerstören, die darin zurückgeblieben sind.

»Wir laden alle tapfern Calabresen und die heldenmüthigen Oberhäupter der Insurrection beider Provinzen ein, ermahnen sie und fordern sie auf, vor uns zu erscheinen, die zweckmäßigen Befehle zu erhalten.

»Calabresen! weit von euch aller Geist der Habgier, alle Gesinnungen besonderer Rache, aller Mord und alles Blutbad; sie erniedrigen die Menschheit und entehren das Christenthum. Edelmüthige Nation! sie würden bei den gebildeten Nationen und bei dem künftigen Zeitalter euch mit Schmach bedecken.... Also Schnelligkeit, Muth, Ergebenheit: Schnelligkeit, die Waffen zu ergreifen; Muth, den Feind damit zu schlagen; Ergebenheit, die Religion,

die Ehre, das Vaterland zu vertheidigen, die durch die Gottlosigkeit und die unersättliche Gier der Satelitten des Gewaltträubers schwer beleidigt wurden!«

Rom hatte so tief über die Lage des heiligen Vaters zu seufzen, daß es solche Proclamationen unmöglich kaltblütig aufnehmen konnte. Man hoffte, daß, im Falle Ferdinand Neapel wieder eroberte, die Forderungen, von welchen Rom wegen des Durchzugs der Truppen zu leiden hatte, verschwinden, und den Kaiser zu friedlicheren Gesinnungen führen würden.

Aber Napoleon war bereits Sieger zu Jena, wo er vierzig tausend Gefangene machte. Am 27. October hielt er seinen Einzug in Berlin; am 21. November ließ er in dieser Stadt ein Dekret bekannt machen, das die brittanischen Inseln in Blockadestand erklärte. Am 28. desselben Monats erklärte Rußland ihm den Krieg; und am 19. December zog er in Warschau ein.

Fünfzehntes Capitel.

Einspruch des Cardinals Casoni gegen das Dekret von Berlin. — Ceremonien einer Heiligsprechung. — Die Kirche Notre-Dame zu Paris wird zu einer Basilica minor erklärt. — Tod des Cardinals York, des letzten Stuart's. — Sein Testament.

Herr Alquier fährt fort, Herrn von Talleyrand mit Allem zu unterhalten, was zu Rom sich Wichtiges ergibt.

»Eure Durchlaucht können nicht vergessen haben, was ich beständig von dem hartnäckigen Widerstande des Papstes, und von der Unmöglichkeit sagte, ihn zu besiegen. Man hat über den Charakter dieses Souverains sich gewaltig geirrt, wenn man glaubte, seine scheinbare Nachgiebigkeit füge sich allen Regungen, die man ihm einprägen wolle. Diese Art zu urtheilen ist nur wahr, wenn es Gegenständen der Staatsverwaltung und einzelnen Verfügungen der Regierung gilt, wo der Papst dem Willen Derjenigen vertraut, die damit beauftragt sind; aber in Allem, was die Gewalt des Oberhauptes der Kirche betrifft, verläßt er sich nur auf sich selbst..... Der Papst hat einen sehr sanftmüthigen, aber dabei sehr reizbaren Charakter; der zugleich fähig ist, eine Festigkeit zu entfalten, die jede Probe besteht. Es ist eine ständige Thatsache, daß er nicht ohne eine sehr lebhafte Freude es sehen wird, wenn sein Widerstand politische Ereignisse hervorbringt, die er Verfolgung nennen wird.

Wie alle Ultramontaner, denkt auch Er, die Drangsale der Kirche, nach ihrem Ausdruck, müßten glückseligere Zeiten und Tage des Triumphes herbeiführen; und schon sprechen sie laut: »Wenn der Kaiser uns niederstürzt, wird sein Nachfolger uns wieder erheben!« (Was auch wirklich geschehen ist.)

[1807]

Der Cardinal Caſoni erhielt vom Papſte Befehl, gegen das Dekret von Berlin Einſpruch zu thun. Dieſe Nachricht erregte in dem Hauptquartier zu Ostrolenga Ausbrüche der Wuth. Der Prinz, Vicekönig von Italien, bekam den Auftrag, an den Papſt zu ſchreiben. Er ſprach ſich indeſſen nur in Ausdrücken voll der Ergebenheit aus. Der Papſt antwortete ihm und trug die nämlichen Argumente vor, da man die nämlichen Forderungen an ihn ſtellte.

Man muß auf das Jahr 1807 einen der vorzüglichſten Acte des Pontificats Pius VII. zurückführen. Laſſen wir die Philoſophen über dieſe chriſtlichen Apotheoſen denken, was ſie wollen. Was aber thun ſie wohl ſelbſt, wenn ſie im Pantheon von dem, gegen große Männer dankbaren Vaterlande uns unterhalten, als daß ſie es verſuchen, der moraliſchen Verehrung der Nationen das Andenken der Adepten des Genius der Revolutionen zu weihen? Sie wenden ihre Huldigungen nur Parteihäuptern zu, deren unruhiges Leben und deren übertriebene, oder oft unbeſtändige Geſinnungen die Welt umſtürzten, und deren Ruf beinahe plötzlich bei ihrem Tode erliſcht. In der erſten Trunkenheit fand man an ihnen Alles groß, edel und denkwürdig. Ein Monat reicht oft hin, daß dieſer ſo feurige Eifer erkalte. In einem weit andern Geiſte der Conſequenz und Wahrheit geht die Kirche vor. Eine erſte Unterſuchung geſtattet, die Seligſprechung zuzulaſſen; aber die beſtimmte Heiligſprechung wird allgemein erſt nach einem Jahrhunderte ausgeſprochen.

[1807]

Uebrigens ist es gewiß, daß diese Ceremonie die feierlichste ist, die ein Papst abhalten kann; und diejenige, welche den Eifer der Gläubigen mehr als jede andere beleben muß. Alle wirken zu dieser erhabenen Belohnung mit: der Schafhirt, das junge unbefangene Mädchen, der König, der Kriegesmann, der einfache Priester, die unbekannte Nonne; der Name des Missionairs, der als Märtyrer in Indien vollendete, wird auch durch seine Gefährten dargestellt. Weder Clemens XIV. noch Pius VI. hatten, erschrocken über die Ausgaben, zu welchen es an den nothwendigen Geldern fehlte, diese Function gefeiert. — »Wir sind vielleicht nur noch für wenige Monate Papst, sprach Pius VII.; wer weiß, ob nicht neue Siege im Norden von Europa das Signal zu unserm Untergang werden? Eilen wir, ein Fest zu feiern, wo die dreifache Krone, die nämliche dreifache Krone, die ein undankbar gewordener Sohn uns zum Geschenke darbot, sich noch auf unser Haupt setzen läßt.« — Pius VII. überwand alle Hindernisse. Er erklärte, er entsage allen Gebühren (die dem Papste aus besonderm Rechte angeeignet werden, und die sich auf eine ungeheure Summe belaufen hätten); hinsichtlich der andern Ausgaben, entschied er, sie sollten in zehn Jahren berichtiget werden, und man sollte keine Kosten sparen, um nichts an der Pracht dieser Feierlichkeit zu vermindern.

Wir sagen hier freimüthig unsre Gesinnungen; lassen wir Herrn Alquier die seinigen aussprechen. Er wird zwar mit dem Ton des Leichtsinns der Zeit

anfangen; aber er wird als ein Mann von Ordnung und gesunder Vernunft endigen.

»Die Heiligsprechung von fünf Seligen hatte eine ungeheure Volksmenge herbeigezogen. Unsre Nation blieb diesem großen Ereignisse nicht fremd. Colette Boilet, eine geborene, und unter die Anzahl der Heiligen versetzte Französin, ist ein neuer Schutz für das Reich. Von allen Seiten lief man zu dieser Feierlichkeit herbei, die beinahe seit einem Jahrhunderte nicht Statt gefunden hatte; und man sah dabei eifrige Katholiken erscheinen, die aus den entferntesten Gegenden Böhmens und Ungarns gekommen waren. Alles ging in größter Ordnung vor; und die öffentliche Freude ward nicht gestört. Die einzige Unanständigkeit, die dabei bemerkt wurde, ist von uns begangen worden. Der commandirende Adjutant Ramel, der, nach den Befehlen Seiner kaiserlichen Hoheit, des Vicekönigs, sich nicht hätte zu Rom befinden sollen, erlaubte es sich, mit einem Commando von zwanzig Jägern zu Pferde, mit entblößten Säbeln um seinen Wagen, nach Sanct Peter sich zu begeben. Die Zuschauer sahen nicht ohne Aerger die drohende Rüstung der Bedeckung; und der Papst, gerechter Weise beleidigt, daß ein Privatmann in seiner Hauptstadt mit einer Wache erschien, ließ mir hierüber einen nachdrücklichen Brief schreiben; doch schlichtete ich diese Sache mit großer Leichtigkeit.«

Was that man zu dieser Zeit im Lager zu Finkenstein? Man befahl daselbst die Bekanntmachung in Frankreich einer Bulle vom 18. Februar, wodurch die Metropolitan-Kirche zu Paris zu einer Basilica minor errichtet wurde.

»Diese Kirche, spricht die Bulle Pius VII., führte seit dem dritten Jahrhunderte den Titel einer Kathedral- und

[1807]

Pontifical-Kirche; sie ward von Gregorius XV. zur Metropolitan-Kirche erhoben. Wir besuchten dieselbe zweimal in Gegenwart unsrer ehrwürdigen Brüder, der Cardinäle der römischen Kirche; wir waren beinahe von allen Bischöfen Galliens und von einem großen Theile des französischen Klerus umringt. — Wir verleihen der besagten Kirche das Recht, das Conopäum, gewöhnlich Pavillon genannt, (ein Traghimmel) mit den Glöckchen in den Processionen tragen zu lassen, wie dies in den Hauptkirchen unsrer Stadt geschieht *).«

Die Vicekönigin von Italien war mit einer Prinzessin entbunden worden. Der Kaiser gab dem Papste Nachricht davon. Seine Heiligkeit antworteten in lateinischer Sprache durch ein Schreiben, worin nur von Glückwünschen die Rede war. Am nämlichen Tage schrieben Sie auch an den Vicekönig. Er hatte von Umtrieben und Intriken gesprochen, die um den Papst geschähen; der heilige Vater drückte sich also aus:

»Wir hören immerfort wiederholen, unser Betragen hänge nicht von uns, sondern von dem Einfluß unsres Kabinets und den schlimmen Rathgebungen ab, die uns umringen. Wir fahren fort, unsre Demüthigung mit Ergebung zu leiden; aber wir können es nicht dulden, daß die Wahrheit verletzt werde. Wir wiederholen es abermal, nachdem

*) Es sind zu Rom vier größere Hauptkirchen (Basilicae majores): St. Johann von Latran, St. Peter vom Vatican, St. Paul und Sta. Maria-major; ferner drei kleinere Hauptkirchen (Basilicae minores): St. Sebastian, die Kirche vom heiligen Kreuze und St. Laurentius. Man besucht dieselben an Einem Tage; und dies nennt man den Besuch der sieben Kirchen.

wir es bei so vielen andern Gelegenheiten deutlich ausgesprochen haben. In den Berathschlagungen, welche die wichtigen Angelegenheiten der Kirche betreffen, ist es die Stimme unsres Gewissens, das innerliche Gefühl unsrer Pflichten, und nicht der Einfluß irgend Jemands, das unser Urtheil bestimmt und unsern Willen leitet. Wir verlassen uns nicht auf die Rathgebungen Anderer; noch auch auf unsre Einsichten; sondern haben wir Alles mit reiflichster Ueberlegung untersucht, dann nehmen wir, fern von aller menschlichen Leidenschaft, unsre Zuflucht zur Hilfe des Allerhöchsten durch die eifrigsten Gebete, damit Er uns für das Wohl der Kirche leite. Wir folgen keinem andern als jenem Wege, der von Gott kommt; Zeuge dessen sind die Pflichten, über welche die Vorsehung keinen andern Richter bestellt hat, als Ihn im Himmel und uns auf Erden.«

Uebrigens verheißt der Papst dem Fürsten die canonische Einsetzung für die italienischen Bischöfe, deren regelmäßige Informationen nach Rom gesandt werden.

Am 15. Juli erlosch zu Rom die Familie der Stuart's in der Person des Cardinals von York. Dieser Prinz, am 6. Merz 1725 in dieser Stadt geboren, war im folgenden Maimonat von dem Papste Benedict XIII. getauft worden, und hieß gleich damals der Herzog von York, und späterhin dann der Cardinal von York, als Benedict XIV. im Jahre 1747 ihn mit dem Purpur bekleidet hatte. Sein Vater, der die Enkelin Sobieski's, des Retters der Stadt Wien, heirathete, übergab seinem ältesten Sohne, dem Prinzen Carl-Eduard, Bruder des Cardinals von York, alle seine Schriften und Edelsteine; und letzterer setzte sich gleich bei dem Tode die-

[1807]

ses Prinzen in den Besitz derselben. Als der Cardinal von York starb, hinterließ er ein Testament, dessen Verfügungen eine besondere Aufmerksamkeit verdienen *). Wir werden Gelegenheit haben, auf Jenes

*) Dies Testament ward niemals bekannt gemacht; ich schalte es hier ein, weil es mich ein wichtiges Actenstück für die Geschichte bedünkt.

„Da Wir, Heinrich, Benedict Maria, Sohn Jacobs III., Königs von England, Schottland, Frankreich und Irland, Cardinal der heiligen, römischen Kirche, Bischof von Frascati, bedenken, daß wir sterblich sind, und die Zeit und Stunde nicht wissen, wo es Gott dem Herrn gefallen wird, uns zu sich zu berufen, haben wir beschlossen, jetzt, da wir bei guter Gesundheit und freiem, vollkommnem Verstande sind, unsre letzte Verfügung zu treffen, und für Alles zu sorgen, was sowohl unser Leichenbegängniß und die Hilfe unsrer Seele, als auch unsre zeitlichen Angelegenheiten betrifft. In Folge dessen verfügen wir durch einen Act des letzten Willens auf folgende Weise:

„Das Vertrauen, das wir zu der uns sehr theuern Person des Monsignor Angelo Cesarini, Bischofs von Millevis und Rectors unsres Seminariums, haben, und die Beweise, die er uns beständig von seiner Rechtschaffenheit, von seiner Treue, von seinem Zartgefühl, von seiner hohen Verehrung und von seiner Liebe zu uns gegeben hat, sind so groß, daß wir glauben, Niemand anderm als ihm, in dem wichtigen Act, mit dem wir gegenwärtig beschäftigt sind, uns anvertrauen zu sollen. — Hinsichtlich aller unsrer liegenden und beweglichen Güter, unsres Goldes, Silbers, unsrer Ringe, Diamanten, Kleinodien, des Ansehens und der Rechte unsres königlichen Hauses und unsrer Ansprüche, unsres Mobiliarvermögens und unsrer Gerechtsame, von welcher Art und Natur sie auch seien, und an was immer für Orten sie liegen, sich befinden und haften mögen, und hinsichtlich allen Rechtes unsres Hauses und unsrer Familie, das uns gehört, an uns verfallen ist, angenommen ward oder noch anzuerkennen ist, übergeben ward oder noch zu übergeben ist, ernennen, erklären und setzen wir zu unserm Universal-Erben und Vollzieher unsres Testamentes den obenbenannten Monsignor Cesarini, Bischof von Millevis und Rector unsres Seminariums, ein, mit welchem wir täglich den größten Theil unsres Lebens zu-

zurückzukommen was dies Teſtament und die, von dem Cardinal angeordneten Verfügungen betrifft.

---

gebracht, und dem wir insbeſondere unſern beſtimmten Willen und unſre Verfügungen anvertraut haben; ſo daß wir in Folge deſſen wollen und anordnen, daß, was immer durch ihn wird erklärt, befohlen oder gewollt werden, alſo betrachtet werde, als ob wir ſelbſt ſolches wirklich erklärt, befohlen und gewollt hätten; denn alſo iſt unſer Wille, den wir ihm mitgetheilt und anvertraut haben, ſowohl in Beziehung auf wen immer, der in unſerm Erbe und in allen unſern Rechten, Anſprüchen, unſres Mobiliarvermögens und unſrer Gerechtſame uns nachfolgen ſoll, als in Betreff unſrer Vermächtniſſe, von welcher Art, Eigenſchaft und Quantität ſie ſeyn mögen; Vermächtniſſe, deren Uebergabe wir ihm ebenfalls anvertraut haben, und endlich in Anſehung der Verfügung über unſre Capelle, heiligen Gewande, Kleinodien und des Goldes und Silbers, die der beſagten Capelle angehören.

„Hinſichtlich der Verfügung über dieſe Gegenſtände, erklären wir, daß wir ein beſonderes apoſtoliſches Indult vor dem römiſchen Papſte Benedict XIV. haben. Wir geſtehen auch dem beſagten Prälaten das Recht zu, was immer für Verfügungen über alle Dinge zu treffen, die uns angehören; in Anſehung welcher Dinge wir dem beſagten Erben und Teſtamentvollzieher unſre Meinung und unſern Willen erklärt haben.

„Ueberdies auch erklären wir ausdrücklich, daß alle Gegenſtände, die in unſrer Erbſchaft ſich finden und finden werden, ſtändige Güter, Möbel, Geld, Edelſteine, Diamanten, Kleinodien und Orden, ſo wie der Schmuck unſrer Krone, die Decorationen, koſtbaren Effecten, Anſprüche unſres königlichen Hauſes, unſer eigenes Mobiliarvermögen, unſre Rechte und Gerechtſame uns auf beſondere Weiſe und frei angehören, unſer freies Eigenthum und Beſitz ſind, die theils von der Erbſchaft der Ahnen unſres königlichen Hauſes und Familie kommen und an uns anheimfielen, theils aber von uns erworben und erſpart wurden.

„Ferner erklären und ſchreiben wir vor, daß unſer beſagter Erbe und Teſtamentvollzieher von durchaus Niemand könne genöthiget werden, das ihm mitgetheilte Fideicommiß zu offenbaren, anzugeben und zu erklären, ſo lange es ihn nicht an der Zeit und rathſam

[1807]

Einige Engländer ſuchen noch jetzt gierig eine Denkmünze, die dieſer Fürſt zu Rom ſchlagen ließ,

---

bedünkt, es zu thun; da wir wollen, daß der Beſagte alle nothwendige Bequemlichkeit habe, dies gänzlich oder zum Theile unter den Umſtänden und zu den Zeiten zu thun, die er als die geeignetesten dazu erachten wird; denn dies iſt unſre Entſcheidung und unſer beſtimmter Wille. Und ſollte durch irgend Zufall Jemand, ſogar von *ſouverainem Stande*, und unter was immer für einem Vorwande, Anſpruch und Rechtsgrunde, auf irgend eine Weiſe ihn nöthigen wollen, ehe er ſelbſt es wollte, eine ſolche Bekanntmachung, Angabe und Erklärung zu geben, ob ſolche gänzlich oder auch nur zum Theile wäre, ſo erklären wir und ſetzen ihn ſelbſt als Univerſal-Erben und Eigenthümer ein, mit der vollen Freiheit, über unſre Erbſchaft, bewegliche und unbewegliche Güter, Rechte, wie hier oben, und zwar ohne alle Verbindlichkeit und Rückgabe, zu verfügen.

„Dazu auch wollen und ordnen wir an, daß, wenn bei gegenwärtiger Verfügung, entweder bei uns, oder in unſern Palläſten zu Rom und zu Frascati, oder bei dem beſagten Vollzieher des Teſtamentes noch andere, von uns unterzeichnete Schriften ſich befinden, ſolche als ein ſubſtanzieller Theil gegenwärtiger Verfügung betrachtet werden; und unſer beſagter Erbe und Teſtamentvollzieher ſoll verpflichtet ſeyn, den Inhalt derſelben mit größter Pünctlichkeit und Genauigkeit zu vollziehen; wie wir denn auch nicht zweifeln, ſondern im Gegentheile verſichert ſind, daß er ſich darnach richten und ſolche vollziehen wird.

„Wir erklären überdies, daß in Anbetracht der großen Verluſte, die wir zur Zeit der Revolution zu Rom nicht nur in unſern Capitalien und in dem Mobiliarvermögen unſrer Palläſte an Gold, Silber und andern Dingen von Werth erlitten haben; und in Anbetracht anderer Entäußerungen, die wir ſchon früherhin mit unſern Kleinodien und andern Effecten thun mußten, den Staat auf die Bitte des Papſtes zu unterſtützen: wir damals in dem Fideicommiß dem Antrieb der Geſinnungen unſres Herzens in jenen Dingen nicht folgen konnten, die uns ſelbſt und unſre Erbſchaft, ſo wie die Perſonen unſres Dienſtes und endlich Diejenigen betreffen, die unſre Rückſichten verdienen konnten.

und worauf er den Titel Heinrichs IX. nimmt. Als der Kaiser Napoleon den Tod des Letzten der Stuart's

„Endlich ist es unsre Absicht, unsre Protestation hier zu erneuern und als ausdrücklich eingeschaltet zu betrachten, welche sich in den Acten des Notars Cataldi, vom 27. Jenner 1784, verzeichnet findet, und am 30. Jenner 1788 öffentlich bekannt gemacht ward, bei Gelegenheit des Todes unsres durchlauchtigsten Bruders, in Beziehung auf die Uebergebung unsrer Rechte und der Thronfolge und Ansprüche auf die Krone Englands zu Gunsten des Prinzen, auf den solche von Rechtswegen in Kraft der nächsten Blutsverwandtschaft und der Rechte der Nachfolge zurückkehren; und wir erklären, daß wir solche ihm in der ausdrücklichsten und feierlichsten Form übergeben.

„Dies also ist unser letzter Wille und unsre testamentarische Verfügung, die wir von Wort zu Wort dictirten. Wir wollen, daß sie beständig in voller Kraft verbleibe, und als der beste und gültigste Rechtsgrund bestehe, der uns zusteht.

„Gegeben in unsrer Residenz zu Frascati, am fünfzehnten Tage des Monats Julius 1802.

»HEINRICH, König.«

Es scheint, daß in dieser Protestation die Nachfolge solchergestalt für bestimmte Fälle geordnet war. Man stieg bis zu Henrica-Anna von England, Tochter Carls I., hinauf, geboren am 16. Juni 1644; und vermählt am 31. Merz 1661, mit Philipp von Frankreich, Herzog von Orleans, Bruder Ludwigs XIV. (der berühmten Dame der Leichenreden Bossuet's). Diese Prinzessin hatte von Philipp einen Sohn, der in seinen kindlichen Jahren starb; — dann Maria-Louise, Gemahlin Carls II., Königs von Spanien, welche ohne Kinder verstarb; — und Anna-Maria von Orleans. Diese Letztere heirathete am 10. April 1684 Victor-Amadäus-Franz, Herzog von Savoyen, seitdem König von Sardinien; von welchem sie Carl-Emmanuel-Victor, König von Sardinien, im Jahre 1730, bekam. Dieser hatte zum Sohne Victor-Amadäus III., der im Jahre 1788 regierte, und der, nach den engländischen, katholischen Gesetzen, zum Throne von England für die Stuart's berufen war, als Repräsentant der Anna-Maria von Orleans, Tochter der Henrica-Anna von England, und Enkelin des unglückseligen Carls I.

[1807]

vernahm, sprach er: »Hätten sie doch nur ein Kind von acht Jahren hinterlassen; ich hätte es wieder auf den Thron von Großbrittanien gesetzt!«

Sechzehntes Capitel.

Ausgaben des römischen Staates für die Jahre 1806 und 1807. — Schreiben Napoleons an den Vicekönig über die Angelegenheiten Roms. — Herr von Champagny wird an die Stelle des Herrn von Talleyrand zum Minister der auswärtigen Angelegenheiten ernannt. — Man will ausstreuen, Rom gehe mit dem Gedanken um, Napoleon zum Kaiser des Abendlandes zu ernennen. — Antwort des Papstes auf die förmliche Anzeige der Ehe des Hieronymus mit der Prinzessin von Würtemberg. — Napoleon begibt sich nach Venedig.

Der Papst befahl, man sollte fortfahren, die, durch den Aufenthalt der französischen Truppen veranlaßten Ausgaben genau zu bezahlen. Zugleich wollte er, man sollte die Rechnungen aller Staatsausgaben schließen, die im Jahre 1806 waren gemacht worden; und im Voraus diejenigen stipuliren, die aus demselben Grunde im Jahre 1807 bestritten werden mußten. Aus diesen Budgets ergibt sich, daß die Einkünfte des Jahres 1806 auf 2,869, 287 Piaster, 35 Bajoken sich belaufen hatten. Die Zölle waren nur zu einem Ertrag von 397,300 Piastern berechnet.

Die Ausgaben hatten sich auf 2,903,381 Thaler, 31 Bajoken belaufen. Es bestand also nur ein

Defizit von 36,000 Piastern, und dennoch hatten viele Depeschen diplomatischer Agenten aus allen Ländern, die zu Rom residirten, von der päpstlichen Staatsverwaltung wie von einem Chaos gesprochen, das den Ruin des Staates nothwendig herbei führen müsse. Als Pius VII. befahl, das Defizit vom Jahre 1806 zu bezahlen, bestimmte er nach den neuen Steuerregistern den Betrag der Einkünfte des Jahres 1807. Diese muthmaßlichen Einkünfte des Jahres 1807 (und die Rechnungen vom Jahre 1808 bewiesen, daß diese Vorhersehungen richtig waren) beliefen sich auf 3,651,127 Thaler, 37 Bajoken; und die Ausgaben auf 4,786,391 Thaler 29 Bajoken. Das Defizit der 1,135,269 Thaler 72 Bajoken kam von den Lieferungen, die für die französischen Truppen geschehen waren und noch geschehen mußten. Wo ist ein Staat, der auf solche Weise den vierten Theil seiner Einkünfte für den Unterhalt fremder Truppen bezahlt? — Sehr weise sprach der Papst: »Wir sind ruhig bei uns; unsre Einkünfte genügen zu unsern Ausgaben; aber wir müssen Fremde ernähren; folglich mit neuen Auflagen bedrücken, bei den Völkern uns verhaßt machen, und Gefahr laufen, Aufwiegelungen entstehen zu sehen; und zu hören, daß man diese Aufwiegelungen uns vorwirft, welche von den Unzufriedenheiten herkommen, die durch diese Auflagen hervorgebracht werden, als hätten diese Aufwiegelungen irgend einen politischen Grund.

[1807]

Mitten unter diesen Verlegenheiten kam auch noch Herr Alquier, welcher sagte:

»Seine kaiserliche und königliche Majestät werden sonderbar von allen kleinlichen Zänkereien beläſtiget, welche die römische Curie nicht aufhört, Ihnen zu erwecken. Sie sind zumal entrüstet über die Drohungen, die man wider Sie äußert, Sie zu excommuniciren, und des Thrones verlustig zu erklären. Es erübrigte nur noch, Sie einzusperren, wie Ludwig den Gütigen. Es ist Zeit, allem diesem Geschrei ein Ziel zu setzen.«

Mit diesen mündlichen Klagen vereinte Herr Alquier noch die Bitte um seine Päſſe, wofern man nicht eine anständige Antwort ertheilte, und dem Cardinal Caprara die Vollmacht gäbe, alle Angelegenheiten zu Paris zu schlichten. Der Papst antwortete ihm ernst, ohne daß seine Gesichtsmiene dabei nur im Geringsten sich änderte: »Wir haben Alles gethan, damit ein gutes gegenseitiges Einverständniß und Eintracht bestände; wir sind auch noch immer bereit, Aehnliches für die Zukunft zu thun, wofern man nur die Integrität der Grundsätze aufrecht erhält, hinsichtlich welcher wir nimmermehr abgehen können. Es geht dies unser Gewissen an; und hierüber wird man von uns nichts erlangen, ancorchè si scorticassero; wir sind eines Charakters, mehr als jemals unerschütterlich zu bleiben, wenn man Drohungen an uns richtet, und uns Schrecken einflößen will. Wir zittern vor Nichts; wir sind zu Allem bereit.«

Napoleon wollte kein Schreiben mehr an den Papst senden; immer aber wollte er über seine Strei-

tigkeiten mit dem Papste argumentiren. In Folge dessen schrieb er unter dem 22. Juli von Dresden aus an den Vicekönig:

Mein Sohn!

»Ich habe aus dem Schreiben ersehen, das Seine Heiligkeit an Sie erlassen, aber das Seine Heiligkeit selbst gewiß nicht geschrieben haben, ersehen habe ich daraus, daß man mich bedroht. Sollten sie denn je glauben, die Rechte des Thrones seien minder heilig vor Gottes Augen als die Rechte der päpstlichen Krone? Es hat Könige gegeben noch bevor es Päpste gab. Sie wollen, sagen sie, alles Böse öffentlich bekannt machen, das ich der Religion gethan habe. Die Unbesonnenen! Sie wissen nicht, daß es keinen Winkel der Welt in Deutschland, in Italien, in Pohlen gibt, wo ich der Religion nicht weit mehr Gutes gethan habe, als der Papst daselbst Böses thut; nicht aus bösen Absichten, sondern durch die aufgeregten Rathgebungen einiger beschränkten Köpfe, die ihn umgeben. Sie wollen mich bei der Christenheit anklagen! — Dieser lächerliche Gedanke kann nur einer tiefen Unkenntniß des Jahrhunderts angehören, worin wir leben; und es unterläuft dabei ein Irrthum, der um tausend Jahre zu spät kommt. Der Papst, der zu einem solchen Schritte sich bewegen ließe, hörte in meinen Augen auf, Papst zu seyn; ich würde ihn als einen Antichrist betrachten, ausgesandt, die Welt umzuwälzen und den Menschen Böses zu thun; und würde Gott für seine Ohnmacht danken. Wäre dies also, so würde ich meine Völker von jeder Gemeinschaft mit Rom trennen; und würde eine solche Polizei einführen, daß man jene mysteriösen Blätter nicht mehr in Umlauf setzen, noch jene unterirdischen Vereinigungen aufrufen sehen würde, welche einige Theile Italiens betrübten, und nur ersonnen wurden, gottesfürchtige Seelen zu erschrecken. ... Was will

[1807]

Pius VII. damit, daß er bei der Christenheit mich anklagen will? Will er das Interdict über meinen Thron verhängen? will er mich in den Kirchenbann thun? Glaubt er, daß dann die Waffen meinen Soldaten aus den Händen fallen werden? Glaubt er, er werde dadurch meinen Völkern den Dolch in die Hände geben, mich zu ermorden? Es erübrigte ihm dann nichts mehr weiter als es zu versuchen, mir die Haare abschneiden zu lassen und mich in ein Kloster zu sperren..... Der jetzige Papst hat sich die Mühe genommen, nach Paris zu meiner Krönung zu kommen. Bei diesem Schritte erkannte ich einen heiligen Prälaten; aber er wollte, ich sollte die Legationen an ihn abtreten; dies konnte, und wollte ich nicht thun. Der jetzige Papst ist zu mächtig; Priester sind nicht da, um zu regieren..... Warum will der Papst dem Cäsar nicht geben, was des Cäsars ist? ist er je auf Erden mehr als Jesus Christus? Vielleicht ist die Zeit nicht fern, wenn man fortfahren will, die Angelegenheiten meiner Staaten zu verwirren, wo ich den Papst nur mehr als Bischof von Rom, und als einen Bischof von gleichem und dem nämlichen Rang wie die Bischöfe meiner Staaten anerkennen werde. Ich werde nicht fürchten, die gallicanische, italienische, deutsche und polnische Kirchen zu einem Concilium zu versammeln, um meine Angelegenheiten ohne Papst abzuthun... Und in der That, was in einem Lande selig machen kann, kann auch in einem andern selig machen. Die Rechte der dreifachen Krone sind im Grunde nur Pflichten: sich zu demüthigen und zu beten. (O wie wird der glaubende Napoleon von »dem Papste Napoleon« besiegt!) Ich habe meine Krone von Gott und von meinen Völkern; ich bin nur Gott und meinen Völkern dafür verantwortlich. Für die römische Curie werde ich immer Carl der Große, und niemals Ludwig der Gütige seyn.... Jesus Christus hat keine Pilgrimschaft nach Rom, wie Mahomed nach Mekka, eingesetzt. Dies sind meine Gesinnungen, mein Sohn! Ich hielt es

für wichtig, solche Ihnen zu erkennen zu geben. Ich berechtige Sie nur mehr zu Einem Schreiben an Seine Heiligkeit, um dem heiligen Vater zu erkennen zu geben, daß ich nicht einwilligen kann, daß die italienischen Bischöfe ihre Einsetzung zu Rom suchen.«

Der Vicekönig, der eine Abschrift dieses Schreibens wie von sich selbst und vertraulicher Weise an den Papst sandte, fügte bei:

»Man will in gleicher Macht, und ich wage es, zu sagen, in gleichem Stolze, mit einem Monarchen ringen, den man nur mit Cyrus und Carl dem Großen vergleichen kann. Handelten etwa der Patriarch von Jerusalem also gegen Cyrus; und gegen Carl den Großen die Päpste, die zu seiner Zeit in Rom ihren Sitz hatten?

».... Heiligster Vater, ich habe nun Alles gesagt; und ich hoffe, nichts gesagt zu haben, das nicht ein Beweis meiner Ehrfurcht gegen Ihre Person, und meiner Treue gegen meine Pflichten wäre. Ich erneuere Eurer Heiligkeit die Bitte, Ihren väterlichen Segen über mich zu ergießen.«

Herr Alquier verlangte zu wiederholten Malen, der Cardinal Caprara sollte beauftragt werden, zu Paris mit Herrn Portalis zu unterhandeln. Der Papst antwortete: »Dieser vortreffliche Mann, der Cardinal Caprara, ist eines zu hohen Alters um mit Herrn Portalis zu verhandeln, il più gran parlatore del mondo.« Hernach schlug er den Cardinal Litta vor.

Im Monat August ward Herr von Talleyrand zum Vice-Groß-Wahlfürsten (vice-grand-électeur) ernannt und im Ministerium der auswärtigen Ange-

[1807]

legenheiten durch Herrn von Champagny ersetzt. Einer der ersten Acte, den dieser zu vollziehen hatte, war der geschärfte Befehl, nach Rom zu schreiben, der Kaiser genehmige den Cardinal Litta nicht als Unterhändler, und fordere den Cardinal von Bayane. Dieser Befehl ging in dem Augenblick ab, wo gerade eine lange Lobrede des Cardinals Litta ankam, den Herr Alquier mit Recht, einen weisen, gemäßigten und gebildeten Cardinal nannte, der alle wesentlichen Eigenschaften eines Ehrenmannes mit den liebenswürdigen Eigenschaften vereinte, welche der Umgang mit der großen Welt und die Gewohnheit verleihen, in der besten Gesellschaft zu leben. »Kein Fremder kennt unsre Geschichte, unsre Literatur besser, und hat unsre Fortschritte in den Wissenschaften besser beobachtet.« In diesen Lobsprüchen ist auch nicht ein Wort, das nicht an seiner Stelle wäre. Aber man gab zu Paris dem Herrn von Bayane den Vorzug, welcher zwar ein ehrwürdiger Mann, ausgezeichneten Verstandes, Doctor der Sorbonne, gebildet, ein großer Rechtsgelehrter, aber mit einer solchen Taubheit behaftet war, daß er wirklich nicht mehr geeignet war, die Geschäfte anders als schriftlich zu behandeln. Im Falle der Cardinal Litta nicht genehmiget würde, verlangte Rom den Cardinal Pacca von Benevent, einen Mann von hohem Verdienste und großer Religiosität zu senden. Allein man sagte zu Paris: »Was will dieser Cardinal, unser Feind? Kommt er als Unterthan, seinen Herzog von Benevent anzuerkennen? oder kommt er, seine Rän-

[1807]

ke gegen Frankreich fortzusetzen?« — Und man bestand darauf, den Cardinal von Bayane zu verlangen.

Herr Alquier ließ am 15. August das Namensfest des Kaisers feiern, und er trug in seinen Depeschen Sorge, der Theilnahme des Dichters Monti zu erwähnen, der schöne Verse auf die Schlacht bei Friedland rezitirte.

Es ist unmöglich, hier nicht eine Stelle aus einem Schreiben des Herrn Alquier herauszuheben; welche beweisen wird, wie sehr man um den Papst herum, und wider seinen Willen, mit Unruhe sich bewegte, den Frieden mit Frankreich um jeden Preis zu erhalten. Der Papst hat nie etwas von diesen Intriken erfahren. Aus seinen Breve's, aus seinen Reden, mitten aus seinen Betheuerungen von Muth und Ergebung blickte immer eine anhängliche Gesinnung für Napoleon durch; und mit dieser Gesinnung suchte man ein Mittel, zu einem zugleich erniedrigenden, unpolitischen und unmöglichen Vergleiche zu kommen.

»Die Köpfe sind hier in so unruhiger Bewegung, daß man sich damit beschäftigt, nachzudenken, welches Unterpfand der Unterwerfung, welche glänzenden Huldigungen, welche außerordentlichen Auszeichnungen man Seiner Majestät dem Kaiser und König anbieten könne, seinen Unwillen zu besänftigen und von ihm zu erlangen, daß man erhalten werde. Also geschah es, daß ein bedeutender Mann, von großem Einfluß, und der ganz gewiß den Auftrag hatte, sich mir zu nähern, vor wenig Tagen zu mir sagte: »Wenn man, um Seine Majestät zu besänftigen und Sie dahin zu

[1807]

bestimmen, uns leben zu lassen (wie weit sind diese Worte von dem Charakter Pius VII. entfernt!), für Sie erneuern müßte, was man ehemals für Carl den Großen zu Rom gethan hat, ja wenn man auch noch mehr thun müßte, so glauben Sie, Nichts wäre leichter als dies!« — Wie groß auch diese Eröffnung von Seiten eines Mannes war, der gewiß berechtigt war, also zu sprechen, beschränkte ich mich darauf, ihn anzuhören.«

Zu Rom verbreitete sich das Gerücht, der unüberwindliche Krieger, der den Tractat von Tilsitt hatte unterzeichnen lassen und für seinen Bruder Hieronymus ein Königreich in Deutschland gestiftet hatte, werde nun selbst nach Rom kommen. Dies Gerücht hatte die Gemüther mit Bestürzung erfüllt. Rußland überließ Napoleon, und zwar ohne Vertheidigung, Italien und Spanien, welches gesucht hatte, mit der Coalition sich zu vereinigen, und nun Rückschritte thun mußte; Portugal, Deutschland und das schwedische Pommern. — Mitten unter so vielen Concessionen hatten einige Worte des Kaisers Alexander wundersam auf Napoleon eingewirkt. Der Czar sagte ihm einst, mitten in der Unterredung: »Ich habe keine Angelegenheiten in Sachen des Kultus; ich bin das Oberhaupt meiner Kirche.« — Unterdessen schrieb Herr Alquier nach Paris:

»Herr Cardinal von Bayane ist im Begriff abzureisen. Er sagte mir: »Ich kenne die Absichten Seiner Majestät nicht über den Titel, der Ihre Macht aussprechen soll; aber ich glaube, daß, wofern die Krönung eines abendländischen Kaisers ihm zuständig schiene, man hier keine Schwie-

[1807]

rigkeit erheben würde. Es steht mir zwar nicht zu, fügte der Herr Cardinal bei, hierüber einen Vorschlag zu thun; spricht man aber zu Paris von dieser Sache mit mir, so würde ich an den Papst schreiben und ich zweifle nicht, daß er seine gänzliche und volle Zustimmung dazu senden würde.

»Es war mir leicht zu bemerken, daß der Minister des heiligen Stuhles, als er diese Erklärung mir unter einer vertraulichen Form mittheilte, solche als eine Sache vorstellte, die von gleichem Werthe wie die förmliche Zustimmung zu einem föderativen Vertrage wäre; welche Schwierigkeit ich weit entfernt bin als unauflöslich zu betrachten; die aber, ich sage es abermal, der mühsamste Gegenstand der Unterhandlungen werden wird.«

Jene, die an dem römischen Hofe mit diesem Plan umgingen, sagten, es sei kein Kaiser von Deutschland mehr; Franz sei uneigennützig, und man müsse den heiligen Stuhl um diesen Preis retten. Um die nämliche Zeit schrieb Pius VII. in den rührendsten Ausdrücken an Napoleon; und hieraus wollte man schließen, er wisse um diesen Plan und genehmige denselben. Aber Pius VII. wußte, daß man, je mehr er bewilligen, um so mehr fordern würde; und daß es weit schwieriger wäre, den Rest der Provinzen des heiligen Stuhles gegen einen Kaiser des Abendlandes zu vertheidigen, der mit allen ehrgeizigen Ansprüchen des Mittelalters auftreten würde, als gegen die jetzige Macht Napoleons; ob auch dieselbe mehr als jemals durch den Tractat mit Rußland bekräftiget war. Auch der Cardinal Casoni wußte nichts um diese Schleichwege; aber leider, wenn eine Regierung Verfolgungen leidet,

und offenbar von den schwersten Drangsalen bedroht ist, kommen immer subalterne Ränkeschmiede zum Vorschein, welche glauben, sie werden den Staat retten; und die, wenn man sie schalten ließe, ihn in die schändlichsten Unglücksfälle stürzen würden. Ich führe übrigens diese Thatsachen nur an, um zu beweisen, wie sehr ein Land zu beklagen ist, wenn mitten unter den öffentlichen Drangsalen, der nächste beste Marktschreier herbei eilt, seine meineidigen Rathgebungen ebenfalls anzubieten. Was Herrn von Bayane betrifft, glaubte er wahrscheinlich, einer Absicht des heiligen Vaters sich anzunähern; er war jedoch hierüber in einem schweren Irrthum.

Dieser päpstliche Gesandte erhielt am 29. September seine Beglaubigungsschreiben und ein Breve für den Kaiser, worin die Worte standen: »Der Cardinal von Bayane weiß, daß wir Sie nicht mit minderer Zärtlichkeit lieben denn zuvor.«

»Was hat Herr Alquier neulich über Rom geschrieben?« fragte Napoleon einst Herrn von Champagny? — »Er schrieb, antwortete der Minister, daß die friedlichen Absichten des Papstes außer Zweifel sind; aber daß die heftigen Rathgebungen der Cardinäle Antonelli, di Pietro und Roverella auf diesen schwachen und sanftmüthigen Kopf zurückwirken, der noch obendrein von Mönchen belagert wird, aus welchen die besondere Gesellschaft des Papstes besteht, und die seine Gedanken und seine Handlungen den theologischen Regeln unterwerfen, mit welchen sie immer bewaffnet sind.« — Napoleon hätte

hierauf antworten können: »Aber wenn der Papst so viele schlechte Rathgeber um sich hat, welche Feinde meines Ruhmes sind, und von denen er wie belagert ist: wie geht es denn zu, daß er auch so viele Andere hat, die ihm rathen, mich zum Kaiser des Abendlandes zu machen?« — Wirklich möchte man in Versuchung gerathen, zu glauben, dies abendländische Reich sei zu Paris erfunden, zu Rom einigen furchtsamen Gemüthern eingeflistert, und dann durch die Mitwirkung eines ehrlichen Mannes nach Paris zurückgesandt worden, der wegen seiner Kränklichkeit hätte von allen wirklichen Geschäften entfernt werden sollen.

Herr Alquier fuhr fort zu schreiben; und zwar zuweilen mit ziemlich außerordentlicher Freiheit. Er hatte es gewagt, von dem neapolitanischen Staate und von der schlechten Verwaltung der Franzosen zu sprechen. Man antwortete ihm, um eine bestimmte Anzeige von ihm zu fordern. »Wenn man Feuerlärm schlägt, so will der Kaiser wissen, wo die Feuersbrunst ist.«

Indessen war man im Begriff, dem heiligen Vater eine neue Schlinge zu legen. Hieronymus Buonaparte hatte eine Prinzessin von Würtemberg geheirathet. der Papst erhielt eine Mittheilung darüber. In seiner Antwort muß er nun von der früheren Ehe sprechen oder nicht. Spricht er nicht davon, so billigt er die neue. Seine Heiligkeit aber besprechen die Sache der americanischen Ehe mit aller Freimüthigkeit.

[1807]

Wir hofften noch immer, daß nach der, von uns gepflogenen Untersuchung der Ursachen, die uns in Hinsicht auf die Ungültigkeit der ersten, von dem Prinzen eingegangenen Ehe vorgelegt wurden, andere und gerechtere Gründe sich könnten vorgefunden haben, die uns nicht entfaltet wurden und uns unbekannt sind; und in Folge welcher die Vermählung Statt gefunden hat, welche Eure Majestät uns mittheilen. Diese Hoffnung hält in der Bitterkeit und Unruhe uns aufrecht, deren wir uns nicht erwehren können, wenn wir uns an des erinnern, was wir nach einer ähnlichen Angelegenheit und nach reiflicher Ueberlegung ehemals an Eure Majestät geschrieben haben.

»Wir hören nicht auf, und werden niemals aufhören, die feurigsten Wünsche zu dem Spender alles Guten emporzusenden, damit Er in seiner Huld seine kostbarsten Erleuchtungen in reichlichem Maße über Eure Majestät und über Ihren geliebten Bruder ergieße; und daß er ihm verzeihe, die Absichten seines heiligen und immerdar anzubetenden Willens in dieser wichtigen Handlung wohl zu erkennen und zu vollbringen.«

Wenn man auch nur einen Augenblick glauben konnte, Pius VII. habe die niedrigen Schmeicheleien gekannt, die man Napoleon vortrug, so genügt diese Stelle allein, den Leser zu überzeugen, daß keine Rücksicht den Muth des Papstes aufhielt; und daß er niemals den Frieden zum Nachtheil der Dogmen der Kirche begehren wird.

Was die Protestanten betrifft, die diese Sache lesen, mögen sie daraus unsre Grundsätze und die Rechte beurtheilen, die wir ihnen selbst erhalten, ob sie uns auch verlassen haben; sagen mögen sie, ob wir intolerant und ohne Schonung sind; sagen, ob

[1807]

wir die Ehre ihrer Töchter nicht bewahren, als ob sie noch gänzlich unsre Brüder wären; und ob, wenn wir ihnen die Hand reichen, dies eine von Zorn, von Drohungen und Heftigkeit bewegte Hand ist?

Das Kabinet zu Wien hatte den Ritter von Lebzeltern beauftragt, Informationen über die Reise des Cardinals von Bayane zu sammeln. Briefe dieses österreichischen Agenten, die mir vor Augen liegen, beweisen, daß er in alle Geheimnisse einzudringen wußte, und daß er seinem Hofe die Wahrheit berichtete; solche jedoch bescheiden unter dem Schein des Zweifels vortrug. Aber von dem abendländischen Kaiserthum wußte er nichts; oder aber er wollte nichts davon sprechen.

Dem Cardinal von Bayane der Anfangs zu Mailand und dann zu Paris zurückgehalten wurde, gab die päpstliche Regierung Monsignor della Genga bei. Beide waren beauftragt, die Streitigkeiten zu schlichten, die zwischen beiden Höfen sich erhoben hatten. Plötzlich erfuhr man zu Rom, der General Lemarois habe Macerata und das Herzogthum Urbino besetzt.

Kaiser Napoleon kündigte eine Reise nach Italien an. Der Papst sandte die Cardinäle Caselli und Opizzoni nach Mailand, ihn zu becomplimentiren. Herr von Champagny schrieb hernach am 7. December von Venedig aus an Herrn Alquier einen Brief, dessen Inhalt bald zu Rom verbreitet ward.

Herr Bothschafter!

»Seine Majestät haben nun neun Tage zu Venedig zugebracht. In keiner andern Stadt wurden Sie mit mehr Enthusiasmus aufgenommen und empfingen ausgezeichnetere Beweise der Liebe. Immer wendete Venedig viele Pracht bei seinen Festen auf; diese hatten einen besondern Charakter des Eifers und der Freude. Am Tage seiner Ankunft hatten alle Autoritäten sich nach Fusine begeben, den Kaiser zu empfangen. Diese ganze Gegend der Lagunen war mit reich geschmückten Gondeln und Barken bedeckt. Der Kaiser ging in den großen Kanal durch einen Triumphbogen ein, und durchzog die Stadt unter dem Freudengeschrei der Inwohner, die an allen Orten sich aufgestellt hatten, wo er vorüber kam.

»Sobald der Kaiser angekommen war, beschäftigte er sich mit der gegenwärtigen Lage Venedigs und den Mitteln, seinen Wohlstand ihm zurück zu geben. Er besuchte mit aller Sorgfalt alle Anstalten der Marine und des Handels, das Zeughaus, die Pässe und den Eingang in die Lagunen, die Manufacturen, die Münze und Alles, was der Verbesserung bedurfte. Es wurden Venedig neue Einkünfte in Geld und Domänen zugesichert. Eine Corvette und eine Fregatte wurden in Gegenwart des Kaisers vom Stappel gelassen. Alle Arbeiten des Arsenals gewinnen an Thätigkeit. Seine Majestät hatten lange Unterredungen mit den weisesten Handelsleuten und Administratoren. Sie ließen sich Plane, sowohl für die Verschönerung, als für den Nutzen Venedigs vorlegen; ordneten Arbeiten an, bewilligten Gelder, solche auszuführen, und behandelten in allen Ihren Vorkehrungen Venedig mit vielem Interesse und großer Zuneigung.

»Jeder Tag ward durch Feste bezeichnet, die dem Kaiser gegeben wurden; noch mehr aber ward er von den Gesinnungen der zarten Liebe gerührt, welche seine Unterthanen ihm bezeigten.

»Ihre Majestäten, der König und die Königin von Baiern, Ihre kaiserliche Hoheit, die Prinzessin von Lucca, Seine kaiserliche Hoheit, der Prinz, Vicekönig von Italien, kamen mit dem Kaiser zu Venedig an. Auch Seine Majestät der König von Neapel kamen, einige Tage bei Ihrem erlauchten Bruder zuzubringen.

»Der Kaiser reist nach Udine und Palma-Nova ab, deren Festungswerke er besichtigen will. Seine Majestät werden hierauf nach Mailand zurückkehren; und es ist wahrscheinlich, daß Sie gegen den 13. dieses Monats dort angelangt seyn werden.

»Die Reise nach Friaul hat heut zu Tage für Seine Majestät noch ein Interesse mehr. Ein Vertrag, der so eben mit dem Wiener Hofe abgeschlossen ward, dehnt die Gränzen dieser Provinz bis über den Isonzo, von Canale bis zum Meere aus.

»Die Abreise Seiner Majestät läßt zu Venedig tiefes Leidwesen zurük.«

Die Bekanntmachung dieses Schreibens ermuthigte Diejenigen, welche behaupteten, der Papst müsse den Anforderungen eines so großen Siegers nachgeben; der auf solche Weise über die Staaten der uralten und mächtigen Republik Venedig verfügte.

Siebenzehntes Capitel.

Erhabene Aussprüche Bossuet's. — Rom wird durch den General Miollis besetzt. — Der Cardinal Casoni wird durch den Cardinal Joseph Doria ersetzt. — Herr Alquier erhält Befehl, Rom zu verlassen und den Geschäftsträger Herrn Lefebvre daselbst zu lassen. — Der Cardinal Doria wird durch den Cardinal Gabrielli ersetzt. — Schreiben des Monsignor Cavalchini an den Papst. — Schreiben des Herrn von Letzeltern an Herrn von Stadion. — Verhaftung des Monsignor Barberi. — Anrede vom 11. Juli. — Joseph, König von Spanien. — Erste Belagerung Saragossa's. — Spanische Deputirte zu Rom. — Joachim, König von Neapel.

Der Argumentationskrieg ward zu Paris fortgesetzt; und Herr Alquier sandte dem Cardinal Casoni die Vertheidigungsschriften des Herrn von Champagny gegen die zeitliche Macht der Päpste zu. Am 28. Januar antwortete der Cardinal durch folgende Stelle Bossuet's.

»Gott wollte, daß diese Kirche, die allgemeine Mutter aller Königreiche, hernach von keinem Reiche im Zeitlichen abhinge; und daß der apostolische Stuhl, wo alle Gläubigen zugleich die Einheit bewahren müssen, über die Parteilichkeiten hinausgesetzt würde, welche die verschiedenen Staatsinteressen und Streitigkeiten erregen könnten. Die Kirche, die in ihrem Oberhaupte von allen zeitlichen Mächten sich unabhängig erkennt, sieht sich im Stande, freier für das allgemeine Wohl und unter dem Schutze der christlichen Könige, jene himmlische Gewalt auszuüben, die Seelen zu regieren; und da sie mitten unter so vielen, oft feindlichen Herr-

scherreichen die gerade Wage hält, unterhält sie, bald durch unabänderliche Dekrete, bald durch weise Mäßigung, die Einheit in allen Körpern.

»Man konnte, fügt der Cardinal bei, weder gründlicher noch deutlicher die Nothwendigkeit ausdrücken, in welcher die römische Kirche sich befindet, ihre Neutralität und Unabhängigkeit in ihrer zeitlichen Herrschaft zu erhalten.«

Napoleon befahl, Rom zu besetzen und dabei zu erklären, die Armee zöge nur nach Neapel; hernach ward angekündigt, die Besetzung wäre nur vorübergehend. Die Truppen rückten am 2. Februar ein. Der Commandant der Engelsburg, Herr Angelo Colli, übergab dem General Miollis eine Protestation gegen die Besetzung dieser Citadelle. Am 3. empfingen Seine Heiligkeit Herrn Alquier und den General Miollis. Der Papst erklärte ihnen, so lange die Truppen zu Rom wären, betrachte er sich als einen Gefangenen; und unter diesem Umstande sei keine Unterhandlung mehr möglich. Die folgenden Tage gingen unter gegenseitigen Beschuldigungen wegen einer Proclamation hin, die der Cardinal Casoni hatte öffentlich bekannt machen lassen. Am 8. willigte der Papst ein, die Officiere des Generalstabs zu sehen. »Wir lieben noch immer die Franzosen, sagte er; wie schmerzlich auch die Umstände seien, unter welchen wir uns sehen, sind wir dennoch über den Schritt gerührt, den ihr bei uns thut. Ihr seid wegen eures Muthes in ganz Europa berühmt; und wir müssen der Sorgfalt Gerechtigkeit widerfahren lassen, die ihr anwendet, eine genaue Manneszucht bei

[1808]

den Soldaten beobachten zu lassen, die ihr commandiret.«

Die fremden Minister waren von verschiedener Gesinnungen beseelt. Cardinal Casoni hatte ihnen am 2. Februar eine Note zugestellt, um ihnen den Stand der Unterhandlungen mitzutheilen; und künftig wird die päpstliche Regierung keinen neuen Kummer und Verdruß erfahren, ohne diese Minister sorgfältig davon unterrichten zu lassen. Auf solche Weise ward von dieser Zeit an in ganz Europa alles was zu Rom vorging, mit allen Umständen bekannt.

Napoleon hatte gesagt, er liebe sehr die Aufsätze der Landesbewohner über die Angelegenheiten, worüber man im Streite war. Herr Alquier übersandte Bemerkungen eines Prälaten über die Anzahl Cardinäle, welche Frankreich verlangen sollte. Dieser Umstand hat das Sonderbare, daß dies Memorial zuweilen in spöttischem Tone abgefaßt war, und daß Herr Alquier vergaß, Einsicht davon zu nehmen; oder aber daß er dasselbe nicht richtig verstand.

Da Pius VII. alle seine Spatziergänge eingestellt hatte, suchte das diplomatische Corps ihn dahin zu vermögen, eine andere Lebensweise anzunehmen. Der Papst antwortete verbindlich, er danke für diese Theilnahme; aber er würde den Pallast Monte-Cavallo nicht mehr verlassen, so lange eine fremde Armee zu Rom wäre.

Die mißliche Gesundheit des Cardinals Casoni hatte lebhafte Unruhe erregt; weßhalb der Papst den Cardinal Joseph Doria zum Pro-Secretair des

[1808]

Staates ernannte: (Es ist denkwürdig, daß seit der Abreise des Cardinals Consalvi die Stelle des Staatssecretairs immer nur interimistisch besetzt wurde.) Einer der ersten Acte des Cardinals Joseph war, anzukündigen, daß der Papst die Feste des Carnavals in dem Stande der Trauer, in welchem die Stadt Rom sich befände, und selbst auch wegen des Vortheils der Franzosen nicht gestatte, die man unter dem Schilde der Maske beleidigen könnte.

Es läßt sich nicht verkennen, daß in vielen Schreiben Herr Alquier mit Erhabenheit und mit Muth sich aussprach. Er hatte geglaubt, er könne es auf sich nehmen, als die Stadt schon besetzt war, eine, in sophistischem Style verfaßte Note nicht zu überreichen, die man ihm von Paris zugesandt hatte. Ein neuer geschärfter Befehl aber schrieb ihm vor, diese Note abzugeben, die der Kaiser dictirt hatte; und seine Päße zu verlangen, wenn man nicht allen Forderungen entspreche, die an den heiligen Stuhl gestellt waren.

Da Herr Alquier kein Zugeständniß erhielt, verlangte er seine Päße. Bevor er abreiste, beglaubigte er seinen Gesandtschaftssecretair, Herrn Lefebvre, der in seine Verhältnisse mit dem römischen Hofe alle Höflichkeit, alle Rücksichten, und alles Verlangen seine Angelegenheiten durchzusetzen und zugleich dabei verträglich zu seyn, legte, die man nur irgend hoffen konnte. Aber er selbst erhielt Befehl, sich bereit zu halten, Rom zu verlassen; wo General Miollis Herr der Polizei des Landes bleiben sollte. Als

[1808]

der General die päpſtlichen Truppen verſammeln ließ, und ſolche den franzöſiſchen Truppen einverleibte, proteſtirte der Cardinal Joſeph in einer ſtarken Note vom 16. Merz. Der Oberſt Frieß hatte eingewilligt, die Dienſte des Papſtes zu verlaſſen; hierüber ſchrieb der Vicekönig ihm von Mailand, im Namen des Kaiſers ihm Glück zu wünſchen.

»Seine Majeſtät beauftragen mich, Sie zu verſichern, daß Sie und Ihre Soldaten nicht mehr unter die Befehle der Prieſter zurückkehren werden; Soldaten müſſen durch Männer commandirt werden, die ſie ins Feuer führen können; und es iſt ihnen ſo wenig geziemend, von Prieſtern als von Weibern Befehle anzunehmen.«

Am 27. Merz mußte der Papſt den Dienſten des Cardinals Joſeph Doria entſagen, der, als ein Genueſer, Befehl bekam, Rom zu verlaſſen; und er ernannte, ihn zu erſetzen, den Cardinal Gabrielli, einen Römer. Herr Lefebvre konnte durchaus nichts, und ſollte auch gewißlich nichts vom Papſte erlangen, da man die Abtretung beinahe aller ſeiner Rechte von ihm forderte. Es geſchah ein letzter Verſuch bei Jemand, der in großem Anſehen ſtand, und den man für Einen der Erfinder des Planes über das abendländiſche Kaiſerreich hielt. Dieſer ſchrieb endlich an Herrn Lefebvre folgendes Billet. Man wird aus demſelben die Geſinnung und den Widerſtand des Papſtes erſehen, die keineswegs von Denjenigen gebilliget wurden, die ihn umgaben. Das Billet iſt vom 18. April datirt.

[1808]

»Wollte Gott, ich hätte Ihnen etwas Neues und Gutes zu sagen! Ich beschwor gestern Seine Heiligkeit, uns nicht ins Verderben zu stürzen; allein Sie zeigten sich nicht geneigt, in eine offensive Ligue sich einzulassen. Sie führten mir das Beispiel Clemens XI. an, der sich nicht in eine Ligue mit Frankreich einlassen wollte, die nur einfach defensiv war. Ich sehe unserm sichern Untergang mit Schmerz entgegen; und man muß sich ergeben. Ich bitte Sie, mein Lieber, überzeugt zu seyn, daß Niemand tiefer von Schmerz durchdrungen ist als ich.... Ich bin beauftragt.... Möchte der Himmel eine Aenderung und solche Anstalten treffen, die Ihre Abreise verhindern könnten! Leben Sie wohl, geliebter Freund!«

Man hätte Unrecht wenn man glaubte, der Papst habe noch irgend Hoffnung zu einem Vergleich genährt; er sah ein immerfort sich erneuerndes Verlangen, ihn zu berauben. In Folge dessen hatte es ihn der Sache gemäß bedünkt, dem Cardinal Caprara anzuordnen, seine Pässe zu verlangen. Bei dieser Nachricht erhielt Herr Lefebvre Befehl, auch die seinigen zu verlangen. Man trug zu Rom Leid um ihn. Er war ein Mann von guten und freundlichen Manieren; er hatte muthig geschrieben; und er sprach nicht in ungeziemenden Ausdrücken von dem Papste. Er hätte sich sogar compromittirt, wenn dies unter Umständen möglich gewesen wäre, wo bleierne Schicksale auf dem heiligen Stuhle lasteten.

Am 21. April führte ein Picket Soldaten den Gouverneur von Rom, Monsignor Cavalchini, mit militairischer Gewalt fort. Ehe er einwilligte abzugehen, begab er sich in sein Cabinet und ließ öffentlich

[1808]

folgenden Brief bekannt machen, den er an den Papst geschrieben hatte.

»Nie gab es einen Augenblick in meinem Leben, wo meine Seele so großen Trost und Frieden empfunden hätte, als in dem Augenblicke, wo ich diesen ehrfurchtsvollen Brief an Eure Heiligkeit richte! Glückseliger Brief, dem es vergönnt seyn wird, wenigstens dem Throne sich zu nahen, wenn man diese Erlaubniß dem Schreiber desselben versagt! Brief, der ein ewiger Zeuge der Gesinnungen ist, mit welchen ich heute, durch Gewaltthätigkeit fortgerissen, von meinem Souverain und von meinem Vater mich trenne! Mit heiterer Seele, ruhigem Geiste und mit einem Gewissen, das mir kein Vergehen vorwirft, werde ich Rom verlassen. Ihre unüberwindliche Festigkeit, heiligster Vater, und das erlauchte Beispiel so vieler eminenten, mit dem Purpur bekleideten Personen, welche die nämliche ungerechte Trübsal leiden, beseelen und ermuthigen mich. Mein Vergehen ist ehrenvoll, und ich muß stolz darauf seyn vor jeder Widerwärtigkeit und Todespein; mein Vergehen ist, eine Treue gegen Sie beobachtet zu haben, wie ich es sollte. Und wer wird nach meinem Beispiele nicht die Treue einem Helden der Geduld und der Starkmüthigkeit zugleich bewahren, wie Sie als einen solchen Sich zeigen, heiligster Vater, und wie Sie es sind, dem Oberhaupt der Kirche, dem Nachfolger des heiligen Petrus? Ich erschauderte für Ihre erlauchte Person bei den Anträgen der Größe, des Reichthums und der Ehren, die mir gemacht wurden, wenn ich als einen Rebellen gegen den Thron und gegen Sie mich erklärt hätte; ich erschauderte darüber und schaudere noch, wenn ich dessen gedenke.

»Derlei Belohnungen wären ähnlich gewesen jenen Silberlingen, die der Jünger erhielt, welcher Verrath an Jesu Christo beging. Ich hätte erachtet, einen Sold der Ungerechtigkeit und den verächtlichen Preis des Blutes und

der Gottlosigkeit anzunehmen. Ob auch bedroht, fühle ich mich nicht niedergeschlagen; ob auch ganz in der Nähe bewacht, lasse ich mich nicht niederbeugen; und Rom entrissen, werde ich immer der Nämliche seyn. Und welcher Diener, der Ihnen getreu ist, kann je sich erniedrigen? Dies sei der bitterste Vorwurf, den Ihre und meine Feinde sich machen müssen. Ich werde aller Dinge beraubt seyn; doch Nichts wird die edle Freude eines reinen Gewissens mir hinwegnehmen, das da leidet, ohne es verdient zu haben, und wegen seiner Ergebenheit an den heiligen Stuhl, und seiner Liebe für Ihre geheiligte Person. Man versagt mir die Erlaubniß, in mein väterliches Haus zurück zu kehren; und man schreibt mir den elenden Aufenthalt in einer entfernten Festung (Fenestrelle) vor; aber bei der Anschauung der engen Mauern, die mich umgeben werden, der Ketten und Bande, mit welchen ich vielleicht belastet seyn werde, wird Nichts mich verhindern, fortwährend Ihrer Rathgebungen und Ihrer Beispiele zu gedenken, welche für mich die rechtmäßigsten Befehle waren. Ich bitte Sie, das Amt, das ich wenige Jahre hindurch die Ehre hatte, in der Hauptstadt, bei Eurer Heiligkeit mit allen Gesinnungen der Treue und Gerechtigkeit zu verwalten, die ich dabei anwenden konnte, nicht zu vergeben; ob ich auch entfernt davon bin. Diese Erinnerung wird mein täglicher Trost in den Widerwärtigkeiten meiner schmerzlichen Verbannung seyn. Gott wird die Sorge für die Gerechtigkeit meiner Sache übernehmen; und ich bin dessen gewiß; denn sie geht gleichen Schrittes mit der Ihrigen. Dies sind die Gesinnungen, mit welchen ich abreise, heiligster Vater, und mit den eifrigsten Gefühlen der Religion und kindlicher Zärtlichkeit flehe ich für jetzt und immer Sie um den väterlichen, apostolischen Segen an.

„Unterzeichnet: CAVALCHINI, Gouverneur von Rom.“

[1808]

Die Polizei des Generals ließ allenthalben die Abschriften dieses Briefes aufgreifen; und es gelang, derselben über zwei hundert zu verbrennen. Nichts desto minder gelang es aber auch den Freunden des Papstes, eine große Anzahl derselben nach Neapel, nach Toscana und nach Piemont zu senden.

Man sah, daß der General Miollis die verschiedenen Truppencorps der päpstlichen Soldaten, die man zu Rom fand, unter die Reihen der Franzosen hatte eintheilen lassen. Allein man hatte ihnen ihre alte Cocarde gelassen, die roth und gelb war. Nach den Befehlen Seiner Heiligkeit ließ der Cardinal Gabrielli ein Edict bekannt machen, dessen Inhalt war, der Papst ändere künftig seine Cocarde; und die der Soldaten, die ihm getreu blieben, sollte von nun an weiß und gelb seyn. Dies Edict wurde mit großen Freuden aufgenommen. — Alle Tage offenbarte sich die Unzufriedenheit auf eine sonderbare und neue Weise. Man stellte das Portrait des Königs Ludwigs XVIII. zum Verkauf aus; die Polizei unterließ nicht, alle Exemplare, deren man habhaft werden konnte, hinwegnehmen zu lassen.

Die kaiserliche Regierung hatte von den Provinzen Urbino, Ancona, Macerata und Camerino Besitz nehmen lassen, und solche für ewige Zeiten und unwiderruflich mit dem Königreiche Italien vereint erklärt; weil der Papst weder Krieg mit den Engländern führen, noch mit den Köni-

gen von Italien und von Neapel *) für die Vertheidigung der Halbinsel sich hatte vereinigen wollen; überdies aber auch noch aus dem Grunde, weil die Schenkung Carls des Großen, des erlauchten Vorfahren Napoleons, nur zum Nutzen der Christenheit, nicht aber zum Vortheile der Feinde der heiligen Religion geschehen war. — Am 19. Mai ward dem Herrn Ritter Alberti, Geschäftsträger des Königreichs Italien, von dem Cardinal Pro-Secretair

*) Herr Bignon selbst beurtheilt diese Rechte Buonapartes auf Italien folgender Weise. Der Verfasser spricht von der Ernennung des Königs von Neapel. Es scheint, Napoleon habe das große Beispiel von der Erschaffung der Welt parodiren wollen, als er sprach: Mein Bruder sei König! und sein Bruder war in der That König! — Als solcher ward er von allen Continental-Mächten anerkannt. Es lohnt der Mühe, den Text des kaiserlichen Actes anzuführen, der auf solche Weise über eine Krone verfügt: „Das Interesse unsres Volkes, spricht der Kaiser, die Ehre unsrer Krone und die Ruhe des Continents von Europa fordern, daß wir auf eine ständige und feste Weise das Loos der Völker von Neapel und Sizilien sichern, die durch das Eroberungsrecht unsrer Macht zufielen, und die überdies einen Theil des großen Kaiserreiches ausmachen. — Wir haben erklärt und erklären, daß wir als König beider Sizilien unsern vielgeliebten Bruder, Joseph Napoleon, anerkennen." — Hierauf fügt Herr Bignon diese merkwürdigen Worte bei: „Dies ist der Kaiser, der, wie wir sahen, erst kürzlich die ganz neue Behauptung aufwarf, Italien sei ein Theil des großen Kaiserreiches; und der nun diese untere stellte Thatsache als gültig annimmt, die keine andere Verbürgung als sein eigenes Zeugniß hat; und daraus sich einen Rechtsgrund bildet, um über einen Thron, zu Gunsten seines Bruders, zu verfügen."
(Hist. de France depuis le 18. brumaire etc. par M. Bignon. tom. 5. pag. 130 et 131.

[1808]

des Staates, Gabrielli, eine Proteſtation zugeſandt. Kurze Zeit darauf ward dieſer Miniſter verhaftet, und ſeine Papiere beſiegelt; und zwar im eigenen Pallaſte des Papſtes. Dieſe Ereigniſſe wurden dem diplomatiſchen Corps regelmäßig mitgetheilt. Wir wollen hier den Bericht einſchalten, den Herr Ritter Ludwig von Lebzeltern, Geſchäftsträger von Oeſterreich, am 18. Juni an Herrn Grafen von Stadion, Miniſter der auswärtigen Angelegenheiten zu Wien, überſandte. Dieſer diplomatiſche Agent theilt ſeinem Miniſter ſeine Geſinnungen in aller Freiheit mit. Der Stand der Dinge wird in dieſem Schreiben deutlich erklärt.

Herr Graf!

»Man hatte hier ſeit mehrern Tagen Kenntniß von einem Umlaufſchreiben, das der heilige Vater an die Biſchöfe der zerſtückten Provinzen dieſes Staates, die mit dem Königreich Italien vereint wurden, erlaſſen hatte, und das Belehrungen, ſowohl für ſie, als für ſeine geiſtlichen und weltlichen Unterthanen enthielt. Der heilige Vater bezeugt darin ſeinen tiefen Schmerz über die Ereigniſſe, welche Statt fanden; ſo wie ſeine Zufriedenheit über das weiſe und ruhige Betragen ſeiner Unterthanen, und über die Anhänglichkeit an ſeine Perſon. Doch ungeachtet ſeines gänzlichen Vertrauens auf ihre Geſinnungen, glaubt er, ihnen Regeln vorſchreiben zu müſſen, nach welchen ſie ſich betragen ſollen, um die Fälle zu vermeiden, wo ihr Gewiſſen könnte gefährdet werden. Der heilige Vater entfaltet die unwandelbaren Grundlagen ſeiner zeitlichen Souverainetät und ſeiner geiſtlichen Gewalt; ſeine heiligen Pflichten, das Erbe der Kirche ſeinen Nachfolgern in ſeiner Vollſtändigkeit zu übergeben; und die Pflicht der katholiſchen

Kaiser und Könige, dasselbe zu vertheidigen und zu beschützen. Er drückt sich mit Bitterkeit aus gegen die Zerstückelung seines Gebietes; gegen den Schutz, der allen Kulten, sogar den Juden, gesichert ward; gegen die Eide, welche von den neuen Unterthanen gefordert werden; gegen die publizirten Gesetzbücher, Constitutionen, den Indifferentismus und die Verfolgungen, welche die Kirche leidet. Er verbietet seinen Unterthanen, an der Begründung der neuen Ordnung der Dinge mitzuwirken; sich was immer für einen Act zu erlauben, der irgend Theil daran nehme oder sie befestige; einen Eid der Treue oder des Gehorsams zu leisten; Aemter anzunehmen oder zu begehren. Er verbietet den Bischöfen, bei Gelegenheit der Vereinigung der Provinzen oder der Einsetzung der neuen Obrigkeiten, das Te Deum zu singen. Da aber nichts desto minder diese letztern die Leistung des Eides fordern und solchen als eine zur Erhaltung der öffentlichen Ruhe nothwendige Maßregel darstellen könnten, befiehlt der Papst seinen Unterthanen, auf einen passiven Gehorsam und Unterwürfigkeit sich zu beschränken, welche die Sicherheit der öffentlichen Rechte verbürgen würden, die es ihnen verboten ist, durch Unordnungen und Factionen zu stören. Er schreibt ihnen für den Fall, wo sie der Leistung des Eides nicht ausweichen könnten, die folgende Formel vor: »Ich verheiße und schwöre, an was immer für Verschwörungen oder Aufwiegelungen wider die Regierung keinen Antheil zu nehmen, und derselben in Allem unterworfen zu seyn, was dem Gesetze Gottes und der Kirche nicht zuwider ist.« Endlich ermahnt der heilige Vater seine Bischöfe und seine Unterthanen zur Ergebung und zur Festigkeit in ihren Grundsätzen.

»Konnten solche Belehrungen den Absichten der italienischen Regierung entgegen wirken, so waren die Entwickelungen, welche dieselben begleiten, die Grundsätze, welche

[1808]
darin entfaltet sind, und die Ausdrücke, in welchen die Zerstückelung der Provinzen darin charakterisirt wird, wohl geeignet, Seiner Heiligkeit neue Unannehmlichkeiten zuzuziehen. Der General Miollis beeilte sich, eine Abschrift dieses, vom 24. Mai datirten Actenstückes nach Bayonne, der Ritter Alberti aber nach Mailand zu senden. — Eure Excellenz werden in der hier beigefügten Note, die Herr Cardinal Gabrielli dem General, Grafen Miollis, zusandte, das erste Resultat dieser Information ersehen. Letzterer wollte sich versichern, ob der Staatssecretair der Verfasser dieser Belehrungen wäre. Der Cardinal antwortete, ämtlich aufgefordert, sei seine Antwort, er habe für seine Handlungen und die ihm anvertrauten Geschäfte nur Gott und seinem Souverain Rechenschaft zu geben; freundschaftlich aufgefordert aber antworte er, ohne Anstand, er habe diese Instructionen unterzeichnet. Gestern begaben sich die französischen Officiere, deren in der Note des Staatssecretairs Erwähnung geschieht, neuerdings zu ihm, um zur Besichtigung und Untersuchung seiner Papiere zu schreiten und das Siegel zu lösen, das sie an seine Kanzellei angelegt hatten. Der Cardinal verläßt heute den Pallast des Papstes, um sich in seine Wohnung zu begeben; von wo er diesen Abend wird abgeholt und in sein Bisthum Sinigaglia geführt werden.

»Es ist schwer zu errathen, wer zum Staatssecretair wird ernannt werden. Die Cardinäle, welche zu Rom verblieben, sind in geringer Anzahl, und die meisten sind von Alter und Kränklichkeit niedergebeugt; ausgenommen die Cardinäle Pacca und Erskine; da sie aber, ungeachtet ihrer gemäßigten Grundsätze und ihrer ständigen Entfernung von politischen Geschäften, das Unglück hatten, Vorurtheile gegen ihre Meinungen zu erregen, ist es glaublich, daß man sie nur wenige Tage auf ihrem neuen Posten ließe.

»In Folge des Dekretes Seiner Majestät des Kaisers Napoleon, vom 2. April, das die italienischen, zu Rom an-

[1808]

gestellten Unterthanen zurückberief, schrieb der Cardinal Antonelli nach Mailand, um wegen seines hohen achtzigjährigen Alters (er war im Jahre 1730 geboren) und seiner Kränklichkeit, eine Ausnahme von dem Gesetze zu erlangen; mit dem festen Entschluß, wofern seine Bitte keinen günstigen Erfolg hätte, lieber alle seine Güter in Beschlag nehmen zu lassen, als diese Hauptstadt zu verlassen, wo er seit seiner frühesten Jugend ansäßig ist. Die mailändische Regierung jedoch gestattete ihm nur einen Aufschub von einigen Tagen; und erklärte, daß er im Falle des Nicht-Gehorsams würde als ein Solcher betrachtet werden, der gegen das Gesetz sich widerspänstig erzeige. Der Cardinal glaubte, er würde, wenn er seinen Gütern entsagte und der auferlegten Strafe sich unterzöge, frei von jeder Verbindlichkeit seyn; aber da die Ausdrücke des Befehles, der ihm mitgetheilt wurde, die Anwendung einer schärfern Maßregel ihn befürchten ließen, und die Zeitfrist, die ihm einberäumt wurde, gestern bereits verflossen ist, erwartet er den nämlichen Gewaltstoß, der den andern Cardinälen gegeben wurde, um abzureisen, und traf in Folge dessen seine Vorkehrungen.

»Vorgestern Abends erschienen französische Officiere bei Monsignor Riganti, Secretair der Consulta, einem durch seine Talente und Einsichten ausgezeichneten Prälaten. Sie legten das Siegel an alle seine Papiere, stellten ihn unter die Aufsicht der Wache und kündigten ihm den Befehl an, Rom in vier und zwanzig Stunden zu verlassen und sich nach Ancona zu begeben, wo er seine fernere Bestimmung, so wie auch erfahren würde, was man ihm vorzuwerfen habe. Da der Prälat ein neapolitanischer Unterthan, und von Kindheit an zu Rom ansäßig ist, kann diese Maßregel keinen Bezug auf das vorerwähnte Dekret haben. Man schreibt solche einer aus beiden folgenden Ursachen zu, daß er entweder das päpstliche Umlaufschreiben an seine verschiedenen Bestimmungen befördert, oder aber in seinen ämtli-

[1808]

chen Correspondenzen mit den Gouverneurs und den Städten dieses Staates, die von der Consulta abhängig sind, etwas unbehutsame Ausdrücke angewendet habe.

»Da ich es als eine, von meiner Stelle unzertrennliche Pflicht betrachte, Eure Excellenz über die öffentlichen Thatsachen zu belehren, und Ihren erhabenen Einsichten die allgemeinen Actenstücke zu unterlegen, entledige ich mich derselben, nicht ohne peinliches Gefühl, so mißliche Gegenstände zu besprechen, über die ich mir jedes Nachdenken untersage und die strengste Neutralität beobachte. Nichts desto minder kann ich, wie sehr ich auch von Ehrfurcht für diesen Hof durchdrungen bin, es nicht verhehlen, daß das Umlaufschreiben, welches demselben neue Drangsale zugezogen hat, und das man hier eine rein geistige Leitung nennt, mich unpolitisch, dazu auch schlecht verfaßt, und von aller Aufklärung des Jahrhunderts so weit entfernt bedünkt, daß dasselbe in mehrerer Hinsicht nur einen unangenehmen Eindruck bei den Meisten zurücklassen könnte, die dasselbe lesen würden. Die Gesinnungen, die darin über die Toleranz der Kulte ausgedrückt sind, gehen alle Souveraine an; und wären sie auch den alten Maximen gemäß, so ist es doch jetzt nicht die Epoche, wo sie proclamirt und angewendet werden können, sobald sie im Widerspruch mit den Grundsätzen stehen, welche fromme und für den Katholicismus eifrige Souveraine glaubten annehmen und festhalten zu müssen.

»Die starke Maßregel, die wider den Staatssecretair ergriffen ward, ist ohne Zweifel zu Mailand beschlossen worden; da es außer aller Möglichkeit zu liegen scheint, daß die Gesinnungen Seiner Majestät des Kaisers Napoleon über dies Actenstück bekannt seyn können, wenn solches auch wäre unverzüglich nach Bayonne gesandt worden.

»Wenn es der Plan dieses Hofes gewesen wäre, eine Entwickelung zu beschleunigen, die dem Schwanken und den Ungewißheiten, welche die Geschäfte darbieten, ein Ziel setze,

so scheint es, als hätte derselbe die Art und Weise, sein Ziel zu erreichen, nicht besser ergreifen können.

»Man behauptet, der heilige Vater, der bis jetzt so viele Mäßigung als Standhaftigkeit entwickelt hat, habe selbst Leid über die Veröffentlichung eines Actenstückes empfunden, das in den Augenblicken der, über die Zerstückelung der Provinzen gereizten Einbildungskraft verfaßt wurde. Immerhin ist es sehr zu bedauern, daß eine so wünschenswerthe Vergleichung zwischen den beiden Höfen jeden Augenblick zweifelhafter, wo nicht gänzlich unmöglich wird.

»Ich habe die Ehre, in tiefster Ehrfurcht zu verharren ꝛc.«

Dies Zeugniß eines Fremden, der freimüthig an seinen Hof schreibt, verdiente aufgenommen zu werden. Wir werden späterhin Gelegenheit haben, abermal von dem Herrn Ritter von Lebzeltern zu sprechen.

Am 26. Juni fürchtete der Herr General Miollis einen Aufstand in Rom. Zufällig fanden Fischer von jenseits der Tiber in ihren Netzen einen ungeheuern Stör. Es erhob sich von allen Seiten ein Geschrei: »Wir werden ihn dem heiligen Vater bringen!« Die Ordnung ward jedoch nicht gestört; und man hörte nur Betheurungen der Ehrfurcht, die man nicht als die Regung eines Volksaufstandes betrachten konnte.

Jeden Tag ersann man neue Beschimpfungen. Ein Picket Soldaten hatte sich in die Behausung des Monsignor Barberi, Generalfiscals der Regierung, begeben. Man warf ihm noch geradezu die Scenen mit Duphot vor. Bei dieser Gelegenheit bemerkten richtig urtheilende Köpfe, Consalvi habe

[1808]
übel gethan, nicht ein für alle Male alle Verleumdungen gründlich zu widerlegen, die man noch immerfort über dies unglückselige Ereigniß verbreitete. Consalvi hörte deßfalls übel berechnete und unpolitische Schonungen an. Der Papst befahl dem Cardinal Pacca, den er so eben zum Pro-Secretair des Staates ernannt hatte, bei dem General Miollis Einspruch für die Freiheit des Fiscals, so wie für die Freiheit des Monsignor Riganti, Secretairs der Consulta, zu thun; doch es war nicht möglich, sie zu erlangen.

Wir gelangten nun bis zum 11. Juli; dem Tage, wo der Papst es als rathsam erachtete, die Cardinäle, die sich noch zu Rom befanden, zu einem Consistorium zu berufen. Daselbst sprach er die berühmte Anrede aus, die mit den Worten beginnt: Nova vulnera. Ich habe eines der Originalien unter den Augen, das von der Hand des Papstes unterzeichnet und mit seinem Wappen besiegelt ist. Ich glaube nicht, daß dies Actenstück jemals in seiner ganzen Ausdehnung zur öffentlichen Kunde gekommen wäre; und will hier einen Auszug davon geben. Der heilige Vater entfaltet seinen Brüdern seine neuen Wunden. Er hat die Cardinäle seit dem 16. Merz nicht versammelt; damals beweinte er die gewaltsame Hinwegführung von fünf Cardinälen; nun hat man der Hauptstadt fünf andere entrissen; die doch kein Vergehen begangen haben. So groß ist hier die Knechtschaft, daß Alles, was man sich weigern könnte, freiwillig zu thun, alsbald unmittelbar durch die

Gewalt und die Waffen entriſſen wird. Der Papſt führt die Antwort an, die er befohlen hatte, Herrn Lefebvre zu ertheilen. In den ſpaniſchen Kriegen wußte Benedict XIV. es alſo einzurichten, daß er weder Verbündeter noch Feind war. Dies alſo ſind die Früchte der erduldeten Mühſale, Napoleon den heiligen Chryſam zu bringen! Er gedenkt Carls des Großen nur, um ihn zu verleumden; denn der Beſitz Roms ſeit zehn Jahrhunderten iſt anſchaulich erwieſen. Es iſt den Buchdruckern bei Todesſtrafe verboten, etwas über die Angelegenheiten bekannt zu machen. Monſignor Cavalchini, ein Mann von ſtrengſter Rechtſchaffenheit, ward in wenig Stunden von Rom verjagt. Bei dem Gedanken an die Abreiſe der Cardinäle, öffnete die Wunde ſich aufs Neue (vulnus recrudescit). Man ſagt, man beleidige den Papſt nicht, wenn man den Souverain beleidige. Iſt etwa der Papſt und der Souverain nicht ein und derſelbe Mann? Wer würde es wagen, zu behaupten, wer den König von Italien angreife, greife den Kaiſer der Franzoſen nicht an? Fielen aber auch Himmel und Erde, ſo fiele darum nimmermehr das Wort der göttlichen Verheißung.

Hierauf proteſtirt der Papſt auf die feierlichſte Weiſe, die ihm möglich iſt, wider alle Gewaltthätigkeiten. Er wird ſein Leben für das Heil ſeines Volkes zum Opfer bringen. Er drückt dasſelbe an ſein Herz und küßt es mit heiligem Kuſſe. Was den Kaiſer betrifft, wird er im Herrn beſchworen, das Unheil von dem Hauſe Iſraels zu entfernen und den

[1808]

Rathſchlägen der Meineidigen ſich zu entziehen, die, unter dem Vorwand ſeine königliche Majeſtät zu erweitern, in den ewigen Untergang ihn fortreißen. So folge er denn beſſern Rathgebungen, welche die Kirche tröſten und ihn ſelbſt retten. Der Fürſt der Apoſtel wird angefleht, dem, durch Stürme erſchütterten Meere ſeine Ruhe zurück zu geben. »Gott iſt im Umkreiſe ſeines Volkes von nun an bis in Ewigkeit.« (Pſ. 124. 2.)

Ein, am 6. Juni datirtes Decret ernennt Joſeph Buonaparte zum König von Spanien. Am 23. begann die erſte Belagerung von Saragoſſa; und es kamen nach Rom ſpaniſche Deputirte, die beauftragt waren, dem Papſte heimlich Glück über ſeinen Widerſtand zu wünſchen. Am 14. Juli ward Joachim Murat zum König von Neapel ernannt. Bald ſchärfte man Seiner Heiligkeit ein, ihn ohne Verzug als ſolchen anzuerkennen.

Achtzehntes Capitel.

Consalvi gibt dem Betragen des Cardinals Pacca lauten Beifall. — Dieser Letztere wird in Verhaft genommen. — Der Papst führt ihn in seine Gemächer fort. — Napoleon weigert sich, die am Feste Mariä-Lichtmeß geweihten Kerzen anzunehmen. — Die Staaten des Papstes werden mit dem Kaiserreiche vereint. — Bekanntmachung des Vereinigungs-Dekretes. — Bekanntmachung einer Bannbulle. — Bericht der Entführung des Papstes.

Der Cardinal Consalvi hatte seit einiger Zeit fortgefahren, seine Sorgfalt einigen Geschäften zuzuwenden. Er war von den Beamteten des Staatssecretariates so sehr geliebt, daß sie ihn oft über die Antworten um Rath fragten, die sie zu geben hatten; und auch die Cardinäle, seine Nachfolger, hatten ihm eine beständige Nachgiebigkeit aus Vorzug erzeigt. Als er aber nach der päpstlichen Anrede vom 11. Juli sah, daß die Dinge auf diesen Punct des regsten Unwillens, der Angriffe und absoluter Feindseligkeit gekommen waren, da erkannte er, daß die Berechnungen des geschmeidigsten Genie's, die mezzo termine, die Schonungen, die ehemals weisesten Rathgebungen und die gewöhnlichen Regeln des politischen Lebens nichts verfangen würden. Er gab lauten Beifall dem Schritte des Cardinals Pacca, der nur eingewilligt hatte, Minister zu seyn, um Widerstand zu leisten und muthig zu sterben, ohne irgend eine Vergleichung mit einer Macht anzuhören,

[1808]

die den heiligen Vater nur compromittiren und durch einander immer nachfolgende Opfer zu dem gänzlichen Verluſt ſeines Anſehens und ſeiner Freiheit führen wollte. Der Cardinal Pacca hinterließ uns einfach vorgetragene Denkſchriften; und er wird zuweilen zu dieſem Theile unſres Werkes Stoff geben.

Der Papſt hatte am 18. Juni dem Cardinal Pacca bedeuten laſſen, er ſei zum Pro-Secretair des Staates ernannt. Dieſe Eminenz regierte mit tiefer Ruhe in der Erwartung, daß die kaiſerliche Gewaltthätigkeit den Schlag ausführte, den ſie im Sinne hatte, als am 6. September, in dem Secretariat des Monte-Cavallo ſelbſt, ein Major, Namens Muzio, vor ihm erſchien, der ihm einen Befehl zur Abreiſe ankündigte, unter dem Vorwand, er habe eine Anzeige des Papſtes bekannt gemacht, welche den franzöſiſchen Werbungen ſchwere Hinderniſſe legen könne. Der Cardinal erklärte, er würde ohne Befehle des heiligen Vaters nicht abreiſen; und er berichtete ihm den Vorgang durch ein Handbriefchen. In demſelben Augenblicke eilte der Papſt in die Zimmer des Cardinals, der die Sache alſo erzählt.

»Ich ging ihm entgegen, und ich nahm dann etwas wahr, wovon ich wohl hatte reden hören, das ich aber niemals geſehen hatte (l'horripilation, das Erſchaudern der Haut). — Wenn man zornig iſt, ſträuben ſich die Haare, und das Geſicht wird verdunkelt. — In dieſem Zuſtande war er, der vortreffliche hohe Prieſter; und er erkannte mich nicht; ob ich auch in dem Cardinalgewande war. »Wer ſeid Ihr? wer ſeid Ihr?« rief er mit lauter Stimme. — Ich antwortete: »Ich bin der Cardinal;« und küßte ihm die Hand. — »Wo iſt

der Officier?« erwiederte der Papst. — Ich zeigte ihm denselben; er stand ganz nahe in einer ehrerbietigen Stellung. Da wendete sich der Papst gegen den Officier und befahl ihm, dem General zu hinterbringen: er sei es müde, so viele Schmach und Beschimpfungen von einem Menschen zu leiden, der sich noch katholisch nenne; er sehe wohl ein, wohin diese Gewaltthätigkeiten zielten; man wolle ihm einen nach dem andern seiner Minister entreißen, um die Ausübung seiner apostolischen Pflicht und der Rechte seiner zeitlichen Oberherrschaft zu verhindern; er befehle mir, gegenwärtigem Cardinal, den vorgeblichen Befehlen des Generals nicht zu gehorchen; er schreibe mir vor, ihm in seine Zimmer zu folgen, dort der Gefährte seiner Gefangenschaft zu seyn; und wolle man das Project ausführen, mich von seiner Seite zu reißen, so müsse der General die Thüren mit Gewalt einbrechen und mit Gewalt bis zu ihm eindringen, und dann würde man die Folgen dieses unerhörten Frevels dem General beimessen. Und es nahm der Papst mich bei der Hand und sprach: »Herr Cardinal, gehen wir!« und kehrte auf der großen Treppe, mitten unter den päpstlichen Dienern, die ihm lauten Beifall gaben, in seine Zimmer zurück.«

Von diesem Augenblicke an scheint es, daß der kaiserliche Gouverneur nur mit dem Gedanken umging, der Person des Papstes sich zu bemächtigen, um ihn von Rom zu entfernen.

Die fremden Minister wurden auf Befehl des heiligen Vaters von dieser Scene unterrichtet. Einige Antworten äußerten eine zum Theil peinliche, überhaupt aber kalte Gesinnung; von welcher Art die Antwort des baierischen Ministers war; andere beschränkten sich darauf, zu erklären, sie würden diese Ereignisse mit aller Schnelligkeit an ihren Hof

[1809]

berichten; Oesterreich bezeugte Theilnahme; Sardinien Gesinnungen der Frömmigkeit. Der Herr Ritter von Vargas ließ nicht ab, mit ganz edelsinnigem Muthe zu antworten. Es ist nicht möglich, Rechenschaft über die Noten zu geben, die aus dem Secretariat hervorgingen. Eine darunter fing mit den Worten an: Sono tali e tanti gli eccessi; dies ist jene, worin die unzüchtigen Gräuel berichtet werden, die ein Feldwebel der neuen Werbung, Namens Nicolaus-Cyprian Bottini, in einer Kirche zu Alatri begangen hatte.

Das Ende des vorigen Jahres war eine lange Reihe von gewaltsamen Verletzungen des Völkerrechtes, von Protestationen und Ankündigungen neuen Zornes. Der Papst hatte sich geweigert, bei Gelegenheit der Weihnachtsfeste, den General Miollis und seinen Generalstab zu empfangen; er hatte sich geweigert, die Belustigungen der Fastnachtszeit zu berechtigen. Die römischen Satyriker sagten, der Kaiser werde das neue Jahr auf eine ungewöhnliche Weise mit dem Papste eröffnen wollen. Napoleon schrieb am 1. Jenner von Benavente in Spanien folgenden Brief an Herrn von Champagny.

Benavente, am 1. Jenner 1809.

»Herr von Champagny, der Papst pflegt den verschiedenen Mächten Kerzen zu geben. Schreiben Sie meinem Agenten nach Rom, daß ich keine haben will. Der König von Spanien will auch keine. Schreiben Sie ferner nach Neapel und Holland, daß man dieselben abweise. Man soll keine annehmen, weil man die Unverschämtheit

hatte, voriges Jahr keine zu geben. Meine Meinung, wie ich will, daß man in dieser Hinsicht sich betrage, ist folgende. Mein Geschäftsträger soll zu erkennen geben, daß ich am Mariä-Lichtmeßtage geweihte Kerzen von meinem Pfarrer empfange; und daß es weder der Purpur noch die Macht ist, welche derlei Dingen Werth geben; es kann in der Hölle Päpste und Pfarrer geben; sonach also kann eine, von meinem Pfarrer geweihte Kerze etwas eben so Heiliges seyn, wie die des Papstes. Ich will die nicht annehmen, die der Papst ausspendet; und alle Prinzen meines Hauses sollen desgleichen thun.

»Hiernach bitte ich Gott, Sie in Seiner Hut zu erhalten.

»NAPOLEON.«

Dieser Wille, der in einen politischen Styl übersetzt ward, welcher etwas mehr französisch war, wurde an Herrn Ortoli, Consular-Agenten, nach Rom gesandt, der mit aller Schonung, die man begehren konnte, Kunde davon gab.

Wir haben von dem Muthe des Herrn von Vargas gesprochen. Dieser Muth mußte bestraft werden. Die fremden Minister wurden am 23. Juni benachrichtiget, Soldaten hätten Herrn von Vargas, den spanischen Minister, und die Prälaten Guardoqui und Barbari, spanische Auditoren der Rota, verhaftet, weil sie, sagte man, Feinde der französischen Regierung wären. Am folgenden Tage kündigte Herr General Miollis einen großen Ball in den Zimmern des Pallastes Doria an, den er seit seinem Einzuge in Rom bewohnte. Alle Glieder des diplomatischen Corps begaben sich dahin, mit Ausnahme

[1809]

des Ritters von Lebzeltern. Als Jemand ihn gefragt hatte, warum er sich enthalten habe, bei dieser Vereinigung sich einzufinden, antwortete er, es liege nicht in seiner Möglichkeit, dieser Reunion beizuwohnen, indeß Einer seiner Collegen, der ehemalige Minister von Spanien, so unwürdig behandelt werde. Man versichert, der Herr Ritter Alberti habe sich ebenfalls um nähere Erklärungen bei dem österreichischen Gesandten angefragt, und von ihm zu erforschen gesucht, ob er aus Auftrag seines Hofes oder aus eigenem Antrieb also gehandelt habe. Nichts fehlte an dieser schönen Handlung des Herrn von Lebzeltern; er erklärte, ohne seinen Hof zu compromittiren, seine persönliche Gesinnung habe ihn dahin bestimmt, diese Achtung dem Herrn von Vargas zu erzeigen, der, ungeachtet des ehrwürdigen Charakters, mit dem er bekleidet war, schändlich beleidigt wurde.

Der Großschatzmeister war von Herrn von Ortoli ersucht worden, die Weigerung wegen der geweihten Kerzen bekannt zu machen. Der Cardinal Pacca antwortete ruhig, es sei nicht möglich, daß der Kaiser, der in Spanien Krieg führe, an derlei Dinge gedacht habe; es könne dies nur ein Einfall von einem Minister seyn; und folglich werde er mit dem Papste sich nicht einmal darüber besprechen. Es machte also das Schreiben aus Benavente dem heiligen Vater keinen neuen Verdruß.

Die geistlichen Angelegenheiten mit dem übrigen Europa gingen ihren Gang so viel es möglich war.

[1809]

Es ward am 26. Merz ein Consistorium gehalten, worin mehrere Bischöfe präconisirt wurden. Herr de Pradt, den der Papst selbst zu Paris zum Bischof von Poitiers geweiht hatte, ward auf den erzbischöflichen Stuhl von Mecheln übersetzt. Doch schwere Drangsale sollten die Stadt Rom noch niederdrücken. Am 17. Mai erließ Napoleon aus seinem kaiserlichen Lager von Wien ein Dekret, das alle Staaten des Papstes mit dem französischen Kaiserreiche vereinte. Die Stadt Rom ward zu einer kaiserlichen und freien Stadt erklärt. Die Länder und Domainen des Papstes wurden bis zur Concurrenz von zwei Millionen reiner Einkünfte gesteigert. Eine Consulta sollte Besitz von den päpstlichen Staaten nehmen, damit die constitutionnelle Regierung den 1. Jenner 1810 daselbst eingeführt werden könnte. Diese Consulta ward unter die Abhängigkeit von dem Finanzminister gestellt.

Im Maimonat war der General Miollis gleichsam von Rom verschwunden, um sich nach Mantua zu begeben, dessen Vertheidigung seit längerer Zeit ihm war anvertraut worden; die Festungswerke desselben zu besichtigen, und seine Plane zum Widerstand vorzubereiten, im Falle er durch den Wechsel des Kriegsglückes sich genöthiget sehen sollte, sich darin zu verschließen, um dasselbe zu vertheidigen. Von dieser Stadt aus hatte er die Befehle des Kaisers eingeholt, der am 13. desselben Monats Wiens sich bemächtiget hatte. Seit dieser Zeit war der General nach Rom zurückgekehrt, wo der General Le-

[1809]

marois ihn provisorisch ersetzt hatte. Der Papst hegte den Gedanken, er müsse eine Urkunde bereiten, dem katholischen Europa die Ereignisse anzukündigen, die man voraus sehen konnte; und zu erklären, die Gewalträuber entsagten aller Gemeinschaft mit Rom. Schon im Jahre 1806 war auf das Gerücht der Drohungen hin, die zu Paris an den Cardinal Caprara ergangen waren, der Cardinal Consalvi bedacht, eine Art öffentlicher Anzeige verfassen zu lassen; und der Papst hatte den Cardinal di Pietro beauftragt, dieser Urkunde eine gehörige Form zu geben und sich bereit zu halten, dieselbe Seiner Heiligkeit zu übergeben, sobald Sie solche verlangen würden. Im Jahre 1808 sprach der Papst von dieser Bulle mit dem nämlichen Cardinal di Pietro, welcher erklärte, er habe die Arbeit beendigt. Der heilige Vater durchsah dieselbe, theilte sie dem Cardinal Pacca mit, bestätigte sie dann und ließ von den verschwiegensten Beamteten des Staatssecretariats zahlreiche Abschriften davon verfertigen. Alle Abschriften dieser Bulle waren gleichförmig, ohne jedoch etwas zu enthalten, das den Beweggrund der öffentlichen Kundmachung betreffen konnte. Es war dem römischen Hofe unbewußt, ob die Aenderung der Regierung der Entführung des Papstes, oder aber ob seine Entführung der Regierungsänderung vorangehen würde. Man dachte also, es müßten die Bullen doppelt fertig liegen; also nämlich, daß für jeden der verschiedenen Fälle Bullen zur Hand wären. Der Papst unterzeichnete sie, besiegelte sie mit dem päpstlichen Siegel und hielt sie in Bereitschaft.

[1809]

Am Abend des 9. Juni war der Papst von einer augenscheinlichen Gefahr benachrichtiget worden, die über seinem Haupte schwebte. Der Cardinal Pacca fragte ihn damals, ob man, wenn einmal die Aenderung der Regierung öffentlich bekannt gemacht wäre, die Bulle an den gewöhnlich dazu bestimmten Orten anschlagen sollte. Der Papst antwortete ihm, man müsse mit der Veröffentlichung derselben warten, bis er, und zwar selbst, das kaiserliche Dekret gelesen habe. Er gab als Grund an, man habe öfters ähnliche Gerüchte verbreitet, die sich dann nicht bestätigt hätten; man kenne das Dekret, die Bedingnisse und die Beschränkungen nicht, die dasselbe enthalten könne; und müsse sich also hüten, in einen Widerspruch zu verfallen, den man späterhin der römischen Curie vorwerfen würde. Der Cardinal Pacca schmeichelte sich noch immer, der General würde es nicht bis zu dieser äußersten Gewaltthätigkeit kommen lassen. Miollis war in Allem, was diese Sache nicht betraf, ein besonnener Mann, welcher Mäßigung bewiesen hatte. Er war von selbst kein Verfolger; er vollzog nur pünctlich die Befehle, die er erhielt; wie immer dieselben lauten mochten. Die Excommunicationsbulle, von welcher er wußte, daß sie bereit lag, erschreckte ihn; er hatte wenig Truppen; und dann schrieb er vielleicht, wie man voraussetzte, die Befehle mildern zu lassen, die er verurtheilt war, zu vollziehen.

Aber am frühesten Morgen des 10. Junius kündigte ein Billet dem Cardinal Pacca an, die Re-

[1809]

gierung werde nun abgeändert werden, und man halte sich höchstens auf eine einfache Protestation des Papstes ohne Bannbulle gefaßt; auf welche Protestation man eben so wenig Gewicht legen würde, als auf die Noten der Cardinäle Consalvi, Casoni, Doria, Gabrielli und Pacca; und bei dieser Versicherung werde der General ein Dekret des Kaisers publiziren.

Um zwei Uhr Vormittags ward unter dem Kanonendonner der Engelsburg die päpstliche Fahne herabgenommen, und die französische aufgesteckt. Zugleich ward in allen Stadtvierteln unter Trompetenschall das Dekret bekannt gemacht, das die Vereinigung dessen, was noch von dem römischen Staate übrig war, mit dem Kaiserreiche befahl.

Der Cardinal Pacca eilte auf der Stelle zum heiligen Vater. In diesem Augenblicke trafen beide in dem nämlichen Gedanken zusammen und sprachen zugleich jene Worte Christi zu einander: Et consummatum est! Der Papst schien den Muth nicht verloren zu haben; er suchte sogar den Muth seines Ministers aufrecht zu erhalten. Kurze Zeit darauf erschien Monsignor Tiberio Pacca, ein Neffe des Cardinals, und brachte ein gedrucktes Exemplar des kaiserlichen Dekretes, das die Consulta in der Stadt verbreitet hatte. Der Cardinal nahm solches aus den Händen seines Neffen und ersuchte den Papst mit ihm ans Fenster zu treten; weil die, nach der Sitte Italiens in dieser Jahreszeit, hermetisch verschlossenen Vorhänge dem Lichte nicht gestatten, in das Ge-

mach einzudringen. Der Papst stand auf und folgte Seiner Eminenz.

Der Cardinal wollte mit Ruhe und Nachdenken lesen, da die Operationen, die man anordnen sollte, von dieser Lectüre abhingen; doch diese Anstrengung war nicht möglich. Wir wollen hier die eigenen Worte des Cardinals übersetzen.

»Der gerechte Zorn, den ich über das sacrilegische Verbrechen empfand, das man damals beging; die Gegenwart meines unglücklichen Souverains, des Statthalters Jesu Christi, der in geringer Entfernung mir gegenüber stand, und gefaßt war, aus meinem Munde das Urtheil seiner Entthronung zu vernehmen; die boshaften Lügen und Verleumdungen, die ich mit flüchtigem Blicke voraus in dem Dekrete sah; die unaufhörlichen Kanonenschüsse, welche den ungerechten Gewaltraub mit höhnendem Triumph ankündigten; bewegten mich so tief und verdunkelten mir dermaßen das Gesicht, daß ich die vorzüglichsten Artikel des Dekretes nur zur Hälfte, unter oftmaligen Unterbrechungen und mit erstickter Respiration aussprechen konnte. Als ich dann den Papst aufmerksam beobachtete, nahm ich bei den ersten Worten die Verwirrung seines Angesichtes wahr, und sah Merkmahle, nicht der Furcht und Niedergeschlagenheit, sondern eines allzu billigen Unwillens. Nach und nach erholte er sich wieder und hörte das weitere Lesen mit vieler Ruhe und Ergebung an.«

Nun näherte sich der Papst dem Tische und unterschrieb, ohne ein Wort zu sprechen, die Abschriften einer italienischen Protestation, die man ebenfalls vorbereitet hatte, und die in der folgenden Nacht angeschlagen wurde. Als hierauf der Cardinal ihn fragte, ob Befehl gegeben werden sollte, die

[1809]

Excommunicationsbulle bekannt zu machen, antwortete der Papst etwas unentschlossen, er habe solche nochmals geflissentlich überlesen, und die Ausdrücke, die man darin gegen die französische Regierung anwendete, bedünkten ihn sehr stark. Der Cardinal erwiederte, da man schon zu einer so schrecklichen und so schreienden Extremität schreiten müsse, wie die öffentliche Bekanntmachung einer Excommunicationsbulle, sei es nothwendig, ein furchtbares, doch nicht übertriebenes Gemälde der Beleidigungen und Gewaltthätigkeiten der kaiserlichen Regierung darzustellen, so daß Jeder, der dieselben lesen würde, sagen könnte, der Papst habe noch zu lange gezögert, seine Stimme gegen so beleidigende und so vervielfältigte Abscheulichkeiten zu erheben. — Der heilige Vater erwiederte: »Aber Sie, was würden Sie thun?« — »Ich, antwortete der Cardinal, würde nachdem ein so wichtiger Act unsre Feinde bedroht hat, und nachdem die Völker darauf hofften, es ohne weiters thun. Aber die Frage Eurer Heiligkeit versetzt mich selbst in Unruhe. Erheben Sie die Augen zum Himmel, heiligster Vater, und dann geben Sie mir Ihre Befehle. Seien Sie versichert, was dann aus Ihrem Munde hervorgehen wird, wird Jenes seyn, das der Himmel will.« — Da erhob der heilige Vater die Augen zum Himmel und sprach nach einer kurzen Pause: »Nun denn, so setzen Sie die Bulle in Umlauf!« Er fügte noch bei: »Die Ihre Befehle vollziehen, sollen wohl zusehen; besonders sollen sie Acht haben, daß sie nicht entdeckt werden! Man

würde sie gewißlich verurtheilen, erschossen zu werden; und wir wären darüber untröstlich!« — »Heiliger Vater, antwortete der Cardinal Pacca, ich werde Belehrungen ertheilen, daß man mit möglichster Vorsicht zu Werke gehe, und Nichts vermessentlich wage. Indessen kann ich es nicht verbürgen, daß nicht irgend etwas Verdrießliches sich ergebe. Wenn Gott die Ausführung dieses Werkes will, wird Er solche allerdings beschützen und begünstigen können.« — Diese Bekanntmachung geschah wenige Stunden hernach auf so außerordentliche Weise, daß sie den General und die ganze Stadt Rom in ein Erstaunen versetzte, das an Erstarrung gränzte.

Also ward in der Nacht vom 10. auf den 11. Juni die Bulle angeschlagen: Ne luoghi soliti, e tra questi nelle tre basiliche di San-Pietro, di Santa-Maria-Maggiore e di San-Giovanni. Es war ein gewisser Mengacci, der die ersten Exemplare anschlug; späterhin ward derselbe sehr freigebig für einen solchen Muth belohnt. Noch hatte die Polizei nichts entdeckt, als am Morgen des nämlichen Tages ein Römer, der sehr frühzeitig durch die Stadt lief, die Bulle auf den Mauern der Sanct Marcus-Kirche bei dem Venetianischen Pallaste angeschlagen sah. Er riß solche herab, und brachte sie dem General Miollis, der, bevor er sie dem Präsidenten der Consulta, Saliceti, mittheilte, solche auf der Stelle durch einen Kurier an den Kaiser Napoleon sandte.

Nach diesem Act der Kraft, verschloß sich der Papst mit größerer Behutsamkeit als jemals in sei-

[1809]
nen Pallaſt, deſſen Pforten von ſeiner Schweizerwache beſetzt waren. In der Excommunicationsbulle, welche die Bulle: Quum memorandâ genannt wird, war Napoleon nicht geradezu genannt, ſondern nur darin als Einer der Beförderer aller Räubereien begriffen, die man an dem heiligen Stuhle verübt hatte. Dieſe Bulle ward mit großer Genauigkeit in lateiniſcher, italieniſcher und franzöſiſcher Sprache ſowohl in dem Werke des Cardinals Pacca als in vielen andern abgedruckt. Von dieſem Augenblicke an fuhr man fort, von beiden Seiten ſich mit Aengſtlichkeit zu beobachten. In dem Pallaſte fürchtete man jeden Augenblick, man werde nun kommen und den Papſt verhaften. Der General Miollis hinwieder war in Angſt, der heilige Vater möchte in ſeinen päpſtlichen Gewanden hervortreten, eine Revolution zu ſeinen Gunſten zu verſuchen. Doch wir wollen uns beeilen, dieſe unglückſelige Erzählung zu beendigen. In der Nacht von 5. auf den 6. Juli hatten unzufriedene Römer ſich vereint; man bereitete einen Sturm vor, des Pallaſtes ſich zu bemächtigen, den der Papſt bewohnte. Der vorzüglichſte Führer, den man anwarb, war ein gewiſſer Francesco Boſſola, ehemaliger Laſtträger (Facchino) des Pallaſtes, der wegen eines Diebſtahls daraus war hinweg gejagt worden.

In der Folge dieſer Geſchichte wird man ſehen, wie der Befehl gegeben ward, den der General Radet ausführte; der ſeit Kurzem, in Kraft eines unmittelbaren Schreibens Napoleons, von Toscana

nach Rom gekommen war. Radet selbst ließ uns über die Umstände und die Ursache dieser Entführung nicht in Unwissenheit; und der Cardinal Pacca fügte seine Nachrichten seinen Denkwürdigkeiten bei, worin er einige Behauptungen desselben widerlegt.

Miollis hatte den General Radet am 4. Juli zu sich berufen lassen, und nachdem er dann in einer Erklärung der Lage der französischen Truppen sich mit ihm eingelassen, bezeigte er ihm seine Unruhe über die Folgen, welche die allgemeine Gährung nach sich ziehen könne, die unter den beunruhigendsten Anzeichen sich offenbarte, und das Loos der Truppen in Italien im höchsten Grade auf das Spiel setzte. Zumal erklärte er, es seien bereits alle Mittel der Strenge erschöpft, die Ruhe wiederherzustellen; und es erübrige ihm kein anderes mehr, als den Papst von Rom zu entfernen; der Kaiser, welcher Krieg an der Donau führe, könne keine Truppen nach Italien senden; und er, als General-Gouverneur, sei entschlossen, den Papst fortführen zu lassen. Er kündigte dem General Radet an, er habe ihn für diese wichtige Operation erwählt.

Der General machte den Gouverneur Miollis aufmerksam, ein Act dieser Art ließe sich nicht ohne höhere schriftliche Befehle, ohne reife Ueberlegung und zumal ohne Truppen ausführen. Der Gouverneur antwortete, man würde noch an diesem Abend selbst Befehle und Truppen bereiten; und man müsse mit den zweckmäßigen Vorkehrungen sich beschäftigen;

[1809]

so daß man sogar den Verdacht dieses Anschlags entfernte. Radet zog sich in heftiger Gemüthsbewegung zurück, daß man mit dieser Unternehmung ihn beauftrage. Er schloß sich ein, um zu berechnen was er der Wirkung entgegen setzen könne, die sie hervorbringen könnte. Da ihm also Befehle angekündiget waren, und er — dies erklärt er selbst in seiner Erzählung, — sich in dem grausamen Wechselfall sah, entweder über die heiligsten Rechte sich hinaus zu setzen, oder aber seinen Eid durch Ungehorsam zu verletzen, ward er von dem Gefühl eines mit Furcht vermischten Widerwillens niedergebeugt; und je mehr er Mittel suchte, auszuweichen, um so weniger kam seine Einbildungskraft ihm zu Hilfe. Seine einzige Hoffnung ruhte auf dem Mangel an Truppen, die der Mühe ihn überhoben hätten, die Befehle auszuführen.

Am Abend ging der Gouverneur selbst, Radet anzukündigen, es würden neapolitanische Truppen ankommen; er müsse also mit seinem Operationsplan sich beschäftigen und seine Vorkehrungen für die folgende Nacht treffen. Radet machte dem General abermal neue Vorstellungen; der, nachdem er ihm aufs neue die gefährliche Lage, worin die Truppen sich befänden, und die Nothwendigkeit geschildert hatte, den Strom der Verwirrung und das Blutvergießen durch einen Donnerschlag aufzuhalten, ihm endlich sagte, als Militairs wären sie beide wesentlich gehorsam, passiv, und mit ihrem Kopfe für die Nichtausführung der allerhöchsten Befehle ver-

antwortlich, die ihnen aufgetragen wären. Radet glaubte, er habe hierauf nichts zu antworten; er dachte; die Ehre und sein Eid dictirten ihm seine Pflicht; und er entschied sich dahin, das Mandat auszuführen, das er schriftlich empfangen sollte, sobald die Truppen würden in Rom ein gerückt seyn.

Wirklich kam in der Nacht ein Bataillon neapolitanischer Rekruten an, die der König Joachim abgeordnet hatte. Dies Corps zählte kaum 800 Mann, von welchen ein Theil nicht bewaffnet war. Hiervon benachrichtiget, entwarf Radet seinen Operationsplan; ersann einen, für einen so wichtigen Gegenstand anwendbaren Vorwand; um Niemand sich anvertrauen zu müssen, und alle Werkzeuge, die ihm nothwendig waren, ohne ihr Wissen, wirken zu lassen. Als er diesen Plan dem Gouverneur Miollis mittheilte, billigte dieser solchen mündlich und machte ihn besonders aufmerksam, von wie großer Wichtigkeit das Gelingen desselben sei. — Am 5. Juli bei Tages Anbruch traf Radet die nothwendigen materiellen Vorkehrungen; und brachte es dahin, durch kleine kreuzende Patrouillen und Polizeimaßregeln, solche den Augen des Publikums zu entziehen. Er hielt den ganzen Tag die Truppen in den Casernen zurück, Rom und den Quirinal-Pallast dadurch um so mehr einzusichern. Um neun Uhr Abends ließ er die Militair-Chefs nach einander kommen, und ertheilte ihnen seine Befehle. Um zehn Uhr war Alles auf dem Platze der heiligen Apostel

[1809]

und bei der Caſerne della Pilotta, unfern von Monte-Cavallo vereint, wo der Mittelpunct ſeiner Operationen ſeyn ſollte. Wir behalten ſo ſehr nur möglich die ſtrategiſchen Ausdrücke des Generals Radet bei. Nun begab er ſich nach der Pilotta, wo er der Ausführung ſeiner Befehle ſich verſicherte; und marſchirte von dort über die Kirche der heiligen Apoſtel, wo er ſeine militairiſchen Dispoſitionen machte. Der Oberſt Siry, Platzcommandant, und der Oberſt Coste, Commandant der leichten Reiterei, begleiteten ihn hernach nach Hauſe, wo er bis zur gehörigen Stunde ruhen ſollte. Dort erwartete der Gouverneur den General Radet. Dieſer verlangte und erhielt den ſchriftlichen Befehl, den Cardinal Pacca, und im Falle eines Widerſtandes, den heiligen Vater ſelbſt zu verhaften, und ſie unmittelbar auf der Poſt nach Florenz abzuführen.

Bei Durchleſung dieſes Befehls, der nur bedingt war, machte Radet einige Bemerkungen, die ihn einen Augenblick beſchäftigten. Doch es war nun keine Zeit mehr; der Gouverneur war ſo eben fortgegangen; es ſchlug eilf Uhr, und Alles fand ſich organiſirt und ſchlagfertig. Er ging dann zur Pilotta und den heiligen Apoſteln, wo er ſelbſt ſeine Patrouillen, ſeine Wachen, ſeine Poſten und ſeine Operationscommando's aufſtellen ließ. Während dieſer Zeit ließ der General-Gouverneur, um die Transteveriner in Ruhe zu erhalten, die Brücken der Tiber und die Engelsburg von dem kleinen

neapolitanischen Commando unter den Befehlen des Generals Pignatelli Cerchiara besetzen. Jeder Chef der Detaschements, welche zu dem Ganzen der Unternehmung mitwirken sollten, war von dem Augenblick des Signals benachrichtiget, womit man wegen der Bestürmung übereingekommen war. Ein Uhr nach Mitternacht, und zwar auf der Uhr des Quirinals selbst, war der festbestimmte Augenblick, werkthätig zu handeln; aber ein Nebenfall verzögerte die Ausführung. Der General erfuhr, Einer der Officiere von der Wache des Papstes stehe Schildwache auf dem Thurm, der bei der großen Eingangspforte des Quirinals hervorragte; und man ergreife jede Nacht diese Maßregel der Wachsamkeit, die bei Anbruch des Tages aufhöre. Nun änderte man für den Augenblick die Instructionen ab. Der General machte bei seinen Posten in der Gegend der Fontäne Trevi eine Unterabtheilung; ließ solche die Pforten der, in der Nähe stehenden Hauptkirchen bewachen, um das Läuten des Sturmes zu verhindern; erspähte den Augenblick, wo der auf dem Thurm als Schildwache aufgestellte Officier zurückkehrte, und gab um zwei Uhr fünf und dreißig Minuten das Signal.

Wir wollen nun einen Augenblick den Cardinal Pacca hören:

»Es bedünkte uns am Abend des 4. Juli im Quirinal, verschiedene Cavalerie-Pickete hielten die Gassen besetzt, die von den verschiedenen Theilen der Stadt nach diesem Residenzpallaste führen. Ueberdies wurden Truppen an den

[1809]

Brücken aufgestellt, alle innerliche Verbindung zu verhindern; und gegen sieben Uhr Italiens (drei Uhr früh) kam ein Corps Fußvolks in forcirten Märschen, aber in großer Stille aus den benachbarten Stadtvierteln, und sperrte alle Zugänge rings um den Pallast. Nun liefen bei Aufgang der Morgenröthe die Sbirren, die Gendarmerie, welche die Truppe begleitete, und einige rebellischen Unterthanen Sturm gegen den Quirinal. Nachdem wir einen Tag voll der Angst und Drangsale zugebracht, und die ganze Nacht bis ungefähr halb sieben Uhr Italiens (gegen halb drei nach Mitternacht) gewacht hatten, beim Anbruch der ersten Lichtstrahlen aber keinen Rumor mehr auf dem Platze und in den benachbarten Gassen hörten, und also die Gefahren für diese Nacht als vorüber gegangen betrachteten, zog ich mich in mein Gemach zurück, um einige Stunden zu ruhen. Kaum aber hatte ich mich niedergelegt, als mein Kammerdiener eilig herbeilief, mir zu melden, die Franzosen seien im Pallaste.«

In der That hatte Radet seine Operationslinien seinem Signal gehorchen sehen; eine Abtheilung von dreißig Mann erkletterte die Gartenmauern bei der großen Pforte hinter der Mauer der Bäckerei, die Ausgänge aus diesem Hofe und die unterirdischen Gänge beim Eck der Capelle zu hüten. Eine andere Abtheilung von fünf und zwanzig Mann hütete die kleine Pforte, die in das Lavatojo hinabführt. Der Oberst Siry stieg mit einer Abtheilung von fünfzig Mann durch das Fenster eines unbewohnten Zimmers in den Mittelpunct des Gebäudes, das an den Quirinal gränzte; wo der größte Theil der Dienstleute Seiner Heiligkeit wohnte. Seinerseits hatte Radet, an der Spitze von vierzig

[1809]

Mann beſchloſſen, von dem äußerſten Ende des Daches der Dateria den Thurm zu erſteigen, um von dort in die Wohnzimmer einzudringen; da aber die Leitern brachen, ſuchte er durch das Hauptthor des Pallaſtes einzudringen. Als der Gouverneur dieſen Mißfall vernommen hatte, kam er im Kaputrock, den General mit ſeinen Rathſchlägen zu unterſtützen; als er aber ſah, daß derſelbe Maßregeln ergriff, welche unfehlbar gelingen mußten, zog er ſich in einen nahen, zu den Gärten des Pallaſtes Colonna gehörigen Kiosk zurück.

Der Oberſt Siry war bis in den großen Hof des Pallaſtes eingedrungen. Radet, der ſich draußen befand, hörte ein Getümmel, das von der Schweizerwache im Innern kam. Man rief All' armi, traditori! Die Uhr ſchlug drei; und man zog die Glocke der Capelle an. Radet ſuchte Mittel, die porticella einzuſtoßen, als der Oberſt Siry, der in den Hof eingedrungen war, kam und das Hauptthor öffnete. Nun vereinte der General alle Truppen, die er verſammeln konnte, ſtellte ſich an ihre Spitze und marſchirte geraden Weges auf eine Gruppe von Leuten los, die im Winkel zur Rechten im Hintergrunde des Hofes ſtanden und bereit ſchienen, Widerſtand zu leiſten. Als dieſe Gruppe zerſtreut war, ſtieg Radet in die Wohnzimmer hinauf, in den Thronſaal, den Saal der Heiligung genannt. Er fand daſelbſt die Schweizerwache Seiner Heiligkeit, die, mit Inbegriff des Hauptmanns, vierzig Mann ſtark, wohl bewaffnet war und in guter Ordnung im Hinter

[1809]

grunde des Saales ſtand. Als er mit ſeiner Truppe eingetreten war, forderte er dieſe Soldaten auf, das Gewehr zu ſtrecken. Sie thaten es ohne Widerſtand, weil ſie Befehl dazu erhalten hatten. Radet trat vorwärts, blickte um ſich, und nahm links am Ende eines ziemlich engen Ganges ein Zimmer wahr, wo, wie er ſagte, Licht brannte und Leute ſtanden. Er richtete ſeine Schritte gegen dieſes Zimmer hin, und fand daſelbſt den Papſt von ſeinem Hofe umgeben. Wir werden hier das Zeugniß Radets ſelbſt hören.

»Es verſetze ſich jeder Andere in dieſe Lage; und wofern er nicht alles ſittliche und menſchliche Gefühl verloren hat, urtheile er über den peinlichen Zuſtand meiner Lage. Ich hatte noch keinen Befehl, der Perſon des Papſtes mich zu bemächtigen. Eine heilige Ehrfurcht für dies geheiligte, zweifach gekrönte Haupt (Radet verfaßte dieſen Bericht im Auguſt des Jahres 1814 und ſchrieb denſelben am 22. September des nämlichen Jahres ins Reine) erfüllte mein ganzes Weſen und alle Kräfte meiner Seele. Da ich vor dieſer erhabenen Perſon mich befand und von einer bewaffneten Truppe begleitet war, durchzuckte eine drückende unfreiwillige Regung alle meine Glieder. Dieſen Vorfall hatte ich nicht vorgeſehen, und wußte nicht, wie ich mich herauswinden ſollte. Was ſollte ich thun? was ſagen? wo anfangen? Dies war die ſchwierige Aufgabe meiner Sendung. Meine Truppe trat mit mir ein; die Gegenwart des heiligen Vaters, ſeines heiligen Collegiums und der heilige Ort, wo ich mich befand, forderten Ehrfurcht und Wohlanſtändigkeit. Ich wendete mich um, befahl, man ſollte die Truppe zurückführen, im Thronſaale ſie in Ordnung aufſtellen, und von derſelben Patrouillen abtheilen, die Ordnung im Pallaſte zu erhalten. Sehr über den Entſchluß verlegen, den

ich faſſen ſollte, um weder den Erfolg, noch den Gouverneur, noch auch mich ſelbſt zu compromittiren, benützte ich die rückgängige Bewegung meiner Truppen, um durch den Wachmeiſter der Gendarmerie, Cardini, dem Gouverneur in aller Eile berichten zu laſſen, ich befände mich in der Gegenwart des Papſtes, ohne daß ich hätte bis zu dem Cardinal Pacca kommen können, den ich nicht kännte. Ich verlängerte die Bewegung meiner Truppe; ließ nur eine geringe Anzahl Officiere bei ihr und ließ die übrigen, ſo wie die Unterofficiere der Gendarmerie, mit mir eintreten. Sie traten mit der größten Höflichkeit ein, den Hut in der Hand und neigten ſich vor dem Papſte, je nachdem Jeder ſeinen Platz einnahm, um vor dem innern Eingang eine Reihe zu bilden. Dieſe ganze Anordnung dauerte ungefähr fünf Minuten, als der Wachmeiſter Cardini zurückkehrte, der mir den Befehl brachte, den Papſt ſammt dem Cardinal Pacca zu verhaften, und ſie unverzüglich von Rom fortzuführen. So ſtrenge dieſer Befehl mich bedünkte, mußte ich dennoch gehorchen.«

Es iſt nun durchaus nothwendig, daß wir den Cardinal Pacca, einen Augenzeugen, hören.

»Als mein Kammerdiener mir gemeldet hatte, die Franzoſen ſeien im Pallaſte, ſtehe ich in aller Eile auf, trete ans Fenſter und ſehe eine Menge bewaffneter Leute, mit angezündeten Fackeln in den Händen, durch die Gärten laufen und die Thüren ſuchen, um in die Zimmer einzudringen; andere ſtiegen längs der Mauern hinab, wo Leitern angelehnt waren; noch andere bewaffnete Perſonen, hielten den Hof der Bäckerei beſetzt. Zugleich ſtieg eine andere Truppe bewaffneter Männer auf Leitern bis zur Wohnung der Diener des Palläſtes hinan, die der Gaſſe gegenüber iſt, welche zur Porta Pia führt. Sie ſchlugen die Fenſter mit Beilen ein, drangen durch und eilten die Pforte zu öffnen, die auf dem Platze iſt, um einer ziemlich bedeutenden

[1809]
Anzahl Soldaten Eingang in den großen Hof zu verschaffen. Ich sandte auf der Stelle meinen Neffen, Johann Tiberius Pacca, den heiligen Vater zu wecken, wie wir uns verabredet hatten, im Falle bei der Nacht irgend ein außerordentliches Ereigniß vorfallen sollte; und bald eilte ich dann selbst im Schlafrock zu ihm. Der Papst stand mit großer Heiterkeit des Geistes auf, bedeckte sich mit seinem Gewande, mit seiner Mozzetta und kam in den Saal, wo er Audienz zu geben pflegte. Dort versammelten wir uns, der Cardinal Despuig, ich, einige aus den Prälaten, die im Pallaste wohnten, nebst einigen Conzipienten und Beamteten des Staatssecretariats.

»Die Stürmenden indessen schlugen die Thüren der Zimmer mit Aexten ein (dieses Umstandes gedachte Radet mit keinem Worte), und kamen dann bis zur Thür des Zimmers, wo wir mit dem heiligen Vater waren *). Wir ließen dieselbe öffnen, um größere Unordnungen und verdrießliche Vorfälle zu verhüten. Der Papst erhob sich nun von seinem Sitze, stellte sich vor den Tisch, beinahe mitten ins Zimmer, und wir beiden Cardinäle zu beiden Seiten Seiner Heiligkeit, der eine rechts, der andere links. Die Prälaten und die Beamteten bildeten unsre Flügel. Als die Thür geöffnet war, trat vor allen Andern General Radet, der Director und Ausführer der Operation, ein; er war von einigen Officieren begleitet, meist von der Gendarmerie, und von zwei oder drei römischen Rebellen, welche die Soldaten in der Erstürmung des Pallastes angeführt und geleitet hatten.

*) Der Cardinal Pacca vergißt hier zu erinnern, daß der heilige Vater in demselben Augenblicke befahl, man sollte ihm den Ring bringen, den Pius VI. am Finger hatte, als er starb; (den nämlichen, welchen die fromme Königin Clotildis ihm gegeben hatte, Sieh 1. Bd.) Pius VII. steckte diesen Ring fröhlich an den Finger, und schien solchen mit Vergnügen zu betrachten.

»Radet ſtellte dem heiligen Vater ſich gerade gegenüber, die Andern bildeten die Flügel Radets. Einige Minuten hindurch herrſchte tiefe Stille. Wir ſahen einander ganz betäubt an, ohne ein Wort zu ſprechen und ohne unſre Stellung zu verlaſſen.

»Endlich ſprach der General Radet mit ganz blaſſem Angeſicht und zitternder Stimme, ſeine Worte mühſam zuſammen klaubend, er habe einen unangenehmen und peinlichen Auftrag; weil er aber dem Kaiſer den Eid der Treue und des Gehorſams geleiſtet habe, dürfe er von der Pflicht ſich nicht freiſprechen, ſeinen Befehl zu vollziehen; und folglich müſſe er im Namen des Kaiſers ihm bedeuten, der zeitlichen Oberherrſchaft Roms und des Staates zu entſagen; weigerte ſich aber deſſen Seine Heiligkeit, ſo habe er Befehl, Sie zu dem General Miollis zu führen, der den Ort Ihrer Beſtimmung anzugeben habe.

»Ohne ſich zu verwirren, antwortete der Papſt ungefähr in dieſen Ausdrücken: »Wenn Sie glaubten, Sie müßten ſolche Befehle des Kaiſers vollziehen, weil Sie ihm den Eid der Treue und des Gehorſams geleiſtet haben, ſo bedenken Sie, auf welche Weiſe wir die Rechte des heiligen Stuhles behaupten müſſen, die wir durch ſo viele Eide an denſelben gebunden ſind! Wir können nicht nachgeben *) noch aufgeben, was nicht unſer iſt. Die zeitliche Oberherrſchaft gehört der Kirche an, und nicht uns; wir ſind nur der Verwalter derſelben. Der Kaiſer kann uns in Stücke zerreiſſen; doch wird er dies nimmermehr von uns erlangen. Nach Allem, was wir für ihn gethan haben, waren wir auf

*) Dies ſind die eigenen Worte, die ein Augenzeuge ſehr deutlich hörte: Wir können nicht; wir ſollen nicht; wir wollen nicht! Man ſieht in unſrer Geſchichte von Frankreich, daß es Umſtände gab, in welchen unſre Parlamente, wenn ſie ſich weigerten, Edicte in die Acten einzutragen, alſo ſich ausdrückten: „Nec volumus, nec possumus, nec debemus.“

[1809]
eine solche Behandlung nicht gefaßt!« — »Ich weiß, sagte der General Radet, daß der Kaiser Ihnen viele Verpflichtungen hat.« — »Mehr als Sie wissen;« antwortete der Papst in sehr lebhaftem Tone. Dann fuhr er also fort: »Und sollen wir allein abreisen?« — Der General antwortete: »Eure Heiligkeit können Ihren Minister, den Cardinal Pacca, mit sich nehmen.« — Ich, der ich dem Papste zur Seite stand, fragte augenblicklich: »Welche Befehle ertheilen mir der heilige Vater? Darf ich die Ehre haben, Sie zu begleiten?« — Da der Papst hierauf mit Ja antwortete, begehrte ich die Erlaubniß, in das angränzende Zimmer zu gehen, wo ich, von zwei Officieren der Gendarmerie begleitet, welche sich stellten, als wollten sie die Zimmer ansehen, mit meinem Cardinalgewande, und mit dem Rocchetto und der Mozzetta mich bekleidete, da ich glaubte, ich sollte Seine Heiligkeit in den Pallast Doria begleiten, wo der General Miollis wohnte. Indeß ich mich ankleidete, schrieb der Papst eigenhändig die Liste der Personen, von welchen er wünschte begleitet zu werden, und hatte eine Unterredung mit dem General Radet. Unter Andern erzählte man mir, daß, während der Papst Einiges in seinem Zimmer ordnete, Radet zu ihm sagte: »Fürchten Eure Heiligkeit Nichts! Man wird Nichts anrühren;« und daß der Papst ihm zur Antwort gab: »Wer seines eigenen Lebens nicht achtet, der legt noch weniger Werth auf die Dinge dieser Welt.« — Radet hätte es gern gesehen, daß der Papst Kleider angezogen hätte, durch die er minder kenntlich gewesen wäre; allein er hatte den Muth nicht, es ihm zu sagen. — Bei meiner Rückkehr fand ich, daß sie ihn bereits gezwungen hatten abzugehen, ohne den Camerieri's zu gestatten, etwas weniges Wäsche einzupacken, um auf der Reise zu wechseln. Ich folgte Seiner Heiligkeit in das Appartement; und da schritten wir Beide, von Gendarmen, Sbirren und rebellischen Unterthanen umgeben, unbequemer Weise über die Trümmer der eingeworfenen Thüren,

die Treppe hinab. Wir durchschritten den großen Hof, in welchem die französische Truppe und die übrigen Sbirren noch aufgestellt waren. Man kam zur Hauptpforte des Monte-Cavallo, wo der Wagen des Generals Radet bereit stand. (Es war einer von den Wagen, die man bastardello nennt.) Auf dem Platze standen viele, vor Kurzem angekommene, neapolitanische Truppen in Reihe und Glied aufgestellt. Der Papst ertheilte ihnen den Segen, so wie der Stadt Rom. Sie hießen erst den Papst einsteigen, und dann wollten sie, daß ich nach ihm einstiege. Man hatte die Jalousien, auf der Seite, wo der Papst saß, vernageln lassen. — Hierauf sperrte ein Gendarme die beiden Kutschenschläge mit dem Schlüssel ab, und nachdem der General Radet, und ein gewisser Cardini, ein Toskaner, Wachmeister, sich auf den Sitz des Kutschers gesetzt hatten, gaben sie Befehl abzureisen. Bis zum Hauptthor waren einige Prälaten, die Concipienten, Beamteten des Staatssecretariats und mehrere aus unsrer Dienerschaft uns gefolgt, die halbtodt vor Schrecken waren. Es ward ihnen nicht erlaubt uns zu begleiten; ja nicht einmal dem Wagen sich zu nähern. Statt den Weg nach dem Pallaste Doria zu nehmen, schlug man den Weg nach der Porta Pia ein. Ehe wir dort ankamen, lenkte man bei der Straße ein, die zur Porta Salara führt. Außerhalb dieser Pforte fuhr man um die Stadtmauern, bis zur Pforte des Volkes, die, wie alle übrigen Pforten der Stadt, verschlossen war. Während wir längs der Mauern fuhren, begegneten wir mehreren Reiterpickets mit blanken Säbeln; und der General ertheilte den Commandanten seine Befehle mit so triumphirender Miene, als hätte er einen großen Sieg davon getragen.

»Außerhalb der Pforte des Volkes fanden sich Postpferde; und während man solche anspannte, warf der Papst dem General ganz sanftmüthig die Lüge vor, als er ihm sagte, man werde ihn zu dem General Miollis führen; und beklagte sich über die gewaltsame Weise, wie man ihn

[1809]

zwinge von Rom abzureisen, ohne Gefolge, von Allem entblößt und mit dem einzigen Gewande, das er anhabe. Der General antwortete, es würde Seine Heiligkeit das Gefolge bald einholen, dessen Liste Sie auf Monte-Cavallo gegeben hätten, und würde alles Nothwendige mitbringen. In demselben Augenblicke auch fertigte er einen Gendarme an den General Miollis ab, um ihn einzuladen, die Abreise dieses Gefolges zu beschleunigen. Hierauf sagte er mir, er sei sehr froh, daß die Ausführung seines Auftrags so friedlich abgelaufen wäre; ohne daß ein Mensch dabei wäre verwundet worden. Ich antwortete ihm: »Wären wir denn in einer Festung, wo wir hätten Widerstand leisten können?« —»Ich weiß, erwiederte er, daß Eure Eminenz Befehl gegeben hatten, Niemand sollte sich widersetzen; und auch Vielen verboten hatten, mit einem Feuergewehr bei Monte-Cavallo umher zu streifen.«

»Kurz hierauf fragte mich der Papst, ob ich einiges Geld mitgenommen hätte. Ich sagte ihm: »Eure Heiligkeit haben gesehen, daß ich in Ihren Zimmern angehalten wurde, und daß es mir nicht erlaubt war, in das meinige zurück zu kehren.« Da nahmen wir unsre Börsen heraus; und ungeachtet der tiefen Betrübniß und des Schmerzes, in die wir versenkt waren, Rom und seinem guten Volke uns entrissen zu sehen, konnten wir uns des Lachens nicht enthalten, als wir in der Börse des Papstes einen Papetto (ungefähr zwanzig Kreuzer), in der meinigen aber drei Grosi (etwa fünfzehn Kreuzer) fanden. Es unternahmen also der Papst und sein Minister die Reise nach der Weise der Apostel, und jenen Worten des Heilandes an seine Apostel gemäß: »Ihr sollet Nichts auf den Weg nehmen; weder Brot (wir hatten dessen keinen Vorrath), noch zwei Röcke (wir hatten keine andern Kleider, als die wir an hatten, und die noch obendrein sehr unbequem waren; da der Papst in der Mozzetta und Stola, ich aber in Mantelletta, Rocchetto und Mozzetta waren, ohne ein einziges

Hemd zum wechseln zu haben); noch auch Geld (fünf und dreißig Bajoken ausgenommen). Der Papst zeigte den Papetto dem General Radet und sagte ihm dabei: »Von unserm ganzen Fürstenthum ist dies Alles, was wir besitzen.«

»Im Anbeginn unsrer Reise ward ich von einem Gedanken gepeinigt, der zwar für den guten Papst Pius VII. mich sehr beleidigend bedünkte; der mich aber damals sehr betrübte. Ich fürchtete nämlich, daß er von Abscheu für die sacrilegische und so fluchwürdige Handlung durchdrungen, die man damals beging, und bei der Voraussehung der unglückseligen Folgen für die Kirche, die kräftigen Operationen bereuen möchte, die wir gemacht hatten, und in seinem Innersten mich beschuldigte, ich hätte ihn dazu ermuthiget.

»Dieser Unruhe ward ich jedoch bald entrissen; da der Papst mit lächelndem Angesicht und wahrer Freundlichkeit zu mir sprach: »Cardinal, wir haben wohlgethan, die Excommunicationsbulle am 10. Juni zu publiziren; denn wie würden wir es sonst heute thun?«

»Diese Worte erheiterten mich nnd gaben mir neue Kräfte, den Aengsten und Drangsalen des Geistes und Körpers zu widerstehen, von welchen ich voraussah, daß ich auf dieser gewaltsamen und verhängnißvollen Reise sie würde erleiden müssen.

»In der folgenden Nacht schlug man auf meinen Befehl zu Rom im Namen des Papstes eine förmliche Anzeige an, die als der Abschied eines zärtlichen Vaters kann betrachtet werden, der von seinen geliebten Kindern sich trennt.

Wir werden einige Stellen derselben anführen:

»In unserm Schmerz empfinden wir einen lieblichen Trost darin, daß wir Jenes erfahren, was unser Herr dem heiligen Petrus ankündigte, als Er zu ihm sprach: »Wann du wirst alt geworden seyn, wirst du deine Hände ausstrecken, und ein Anderer wird dich

[1809]

binden; und dich dahin führen, wohin du nicht willst!«

»Wir überlassen unsre priesterlichen Hände der Gewalt, die uns bindet, um uns anders wohin zu führen; und wir erklären die Urheber dieser That vor Gott für alle Folgen dieses Verbrechens verantwortlich. Unsrerseits verlangen wir einzig, und rathen und ordnen an, daß unsre getreuen Unterthanen, daß unsre besondern Schäflein von Rom, daß unsre allgemeine Herde der katholischen Kirche die Gläubigen des ersten Jahrhunderts eifrig in dem Umstande nachahmen, wo der heilige Petrus im Gefängniß verschlossen war, und die Kirche niemals abließ, für ihn zu beten.

»Ob auch ein sehr unwürdiger Nachfolger dieses glorreichen Apostels, leben wir dennoch des Vertrauens, daß alle unsre so geliebten Kinder ihrem gemeinsamen Vater diese fromme und letzte Pflicht erzeigen werden; und wir dagegen ertheilen ihnen mit größter Herzensergießung den apostolischen Segen.

»Aus unserm Pallaste des Quirinals, am 6. Juli des Jahres 1809, unsres Pontificats im zehnten.

»PIUS P. P. VII.«

Zur nämlichen Zeit hatten verschiedene Anhänger des Papstes die Kühnheit, breite, viereckige Papiere in großer Anzahl anzuschlagen, worauf in großen Buchstaben jene Verse Dante's zu lesen waren:

VEGGIO.....
E NEL VICARIO CRISTO ESSER CATTO,
VEGGIOLO UN' ALTRA VOLTA ESSER DERISO,
VEGGIO RINOVELLAR L'ACETO E 'L FIELE.

(*Parg. cant. XX.*)

Die Mitglieder der Consulta ließen diese Papiere herabreißen, wo immer man solche fand.

Neunzehntes Capitel.

Fortsetzung des Berichtes von der Entführung des Papstes. — Er kommt nach der Carthause von Florenz. — Man nöthigt ihn nach Alexandria abzureisen.

Man konnte aus der Rechenschaft, die der General Radet gab, ersehen, daß sie ein Gepräge der Wahrheit an sich trägt, die sich nicht verkennen läßt. Bei Anführung derselben behielt ich jenen Anstrich militairischer Polizei, jenen Ton der Strenge und des pünctlichen Gehorsams sorgfältig bei, der mit Geständnissen, Gefälligkeiten und ehrerbietigen Gesinnungen untermischt ist, denen man oft Beifall geben muß. — In der Erzählung des Cardinals findet man als Gegensatz ein Gepräge biblischer Erudition, einen sanften Frohsinn, einen feinen Scherz und einen heiligen Zorn. Die so einfachen, so unbefangenen und so ehrbaren Offenbarungen des Cardinals Pacca bestätigen übrigens dadurch selbst, daß sie einige von Radet unrichtig angesehene Umstände berichtigen, den Grund der Thatsachen. Zwischen diesen beiden Berichten wird es dem Leser leicht, das Wahre zu ersehen; und wir können nicht besser fahren, als wenn wir den Informationen folgen, welche diese beiden Männer uns hinterließen, die in diesen schrecklichen Scenen eine so verschiedene Rolle spielten.

Wo Radet bis dahin kommt, daß er erzählt, sein Wagen sei durch die Pforte Salara gefahren, um

[1809]

die Pforte des Volkes zu erreichen, vergißt er keines Umstandes, um zu beweisen, daß er, so sehr es ihm nur möglich war, dem Papste sich angenehm zu erzeigen suchte. Während man umspannte, war er beflissen, Seine Heiligkeit zu zerstreuen; als ob es möglich gewesen wäre dahin zu wirken, daß er seiner entsetzlichen Lage vergäße! Als der General ihm gesagt hatte, er habe Vorräthe für ihn und für Seine Eminenz bereiten lassen, antwortete der Papst: »Wir sind gut daran; unser Herr hat weit anders gelitten!« — Der General erzählt mit größter Umständlichkeit die Ankunft bei dem Thor della Storta; den Aufenthalt von einigen Stunden zu Radicofani; verschiedene Zufälle, welche die Reise verzögerten, seine Bitte an den Papst, ihm zu erlauben, daß er bei seiner Rückkehr nach Rom ihn begleiten dürfe; die Nothwendigkeit, in welche er sich versetzt sah, den Marsch anhalten zu lassen, damit der Papst seinen Segen einer großen Menge Inwohner der Städte und Dörfer geben konnte, die sich auf seinen Wagen stürzten; und wenn derselbe hielt, auf die Räder und sogar auf die Pferde stiegen, die im Begriff waren abzugehen. Radet ist der Einzige, der jene erhabene Empfehlung des Papstes uns offenbart, der zu der Volksmenge sprach: »Muth und Gebet!« Endlich erzählt er die Uebergabe der Person des heiligen Vaters in die Hände des Oberstlieutenants der Gendarmerie Lecrosnier, der gekommen war, in der Carthause zu Florenz ihn zu empfangen.

Radet beendigt seinen Bericht also:

»Dies war mein Betragen bei diesem wichtigen Ereignisse. Ich berufe mich auf das Zeugniß des Generals Miollis, auf das Zeugniß meiner Mitarbeiter und der Personen, welche die Thatsache gesehen haben. Ich berufe mich zumal auf den Cardinal Pacca und auf den heiligen Vater. Die Sendung, mit welcher ich beauftragt war, war von solcher Art, daß sie wegen ihrer Wichtigkeit und ihres Gegenstandes die Aufmerksamkeit der ganzen Welt fesseln konnte. Die Umstände derselben konnten entstellt werden; ich habe sie nun auf die strengste Wahrheit in Jenem zurückgeführt, das den Theil betrifft, den ich daran genommen habe. Durch meinen Stand verpflichtet, die Befehle auszuführen, die mir von einer höhern Autorität gegeben würden, habe ich Alles gethan, die Strenge derselben zu mildern; wenn es mir unmöglich war, die Wirkungen derselben an- oder aufzuhalten. Diese große Pflicht, die ich zu erfüllen hatte, bürdete mir die zweifache Verpflichtung auf, die tiefste Ehrfurcht, die ausgedehnteste Sorgfalt, die feinste Behutsamkeit mit einem strengen Dienste zu vereinbaren; und ich habe Nichts vernachlässigt, um es dahin zu bringen. Wenn der heilige Vater die vorzüglichsten Umstände dieser grausamen Augenblicke nicht aus seiner Erinnerung getilgt hat, so werden Seine Heiligkeit auf gleiche Weise des Betragens sich erinnern, das ich beobachtet habe; und der Beweise der Theilnahme, die Sie so gütig waren, mir bei verschiedenen Gelegenheiten zu geben. Die Vorsichtsmaßregeln waren strenge; allein man erinnere sich, wie augenscheinlich die Gefahr war! Man bedenke zumal die unermeßliche Verantwortlichkeit, die über meinem Haupte schwebte; und die Gewißheit, die ich hatte, nicht sowohl nach der Weisheit meiner Maßregeln, als nach ihrem Erfolg gerichtet zu werden.

»Seit der siebenzehn Jahre als ich General der Gendarmerie bin, ist mein Charakter in Frankreich, in Italien und in Deutschland durch die Sendungen und Organisatio-

nen, mit welchen ich beauftragt war, zu sehr bekannt, als daß ich nicht suchen sollte, den Ruf unversehrt zu erhalten, den ich darin durch fünf und dreißig volle Jahre guter Dienste und eilf Feldzüge erworben habe.

»Meine Ehre ist das kostbarste Erbtheil, das ich meiner zahlreichen Familie hinterlassen kann. Ich werde dieselbe ihr, dies wage ich zu sagen, in ihrer ganzen Unversehrtheit übergeben. Sie und alle meine Freunde, von welchen ich das Glück habe, genau gekannt zu seyn, wissen es bereits, daß, wenn ich in dem traurigen Ereignisse, von welchem ich so eben eine getreue Darstellung gegeben, eine Rolle übernehmen mußte, dies nicht aus Wahl meines Willens, sondern durch das Schicksal meiner Stellung geschah.«

Wir haben den Bericht des Generals Radet in nichts verändert. Also erzählt er das Ereigniß. Der Cardinal, der in dem Wagen des Generals als Gefangener saß, konnte die Reise nicht auf dieselbe Weise erzählen.

»Ungefähr um acht Uhr Italiens (vier Uhr in der Frühe) reiste man von Rom *) nach Toscana ab und wechselte die Pferde auf den ersten Posten. Man las auf dem Angesicht der wenigen Personen, welchen man begegnete, die tiefste Bestürzung und Traurigkeit, die dies Schauspiel bei ihnen erregte. Zu Monterossi waren bei den Thüren der Häuser viele Frauen, die, als sie den heiligen Vater erkannten, der in einem Wagen, von Gendarmen mit entblößten Säbeln umringt, und wie ein Gefangener fortgeführt ward,

*) Diese Erzählung des Cardinals Pacca erschien zwar in öffentlichem Druck; nichts desto minder glaube ich diese neue Uebersetzung derselben hier geben zu sollen, weil sie in mehrern Puncten von den Uebersetzungen verschieden ist, die man kennen mag.

das zarte Mitleid jener Frauen von Jerusalem (Luc. 23. 27.) nachahmten, an die Brust schlugen, weinten und, die Arme nach dem Wagen ausstreckend, schrien: »Sie entführen uns den heiligen Vater!« Wir wurden bei diesem Anblick tief gerührt; das Schlimmste aber war, daß der General Radet, welcher befürchtete, der Anblick des also fortgeführten Papstes könnte an den bevölkertesten Orten einen Aufstand erregen, Seine Heiligkeit ersuchte, die Vorhänge des Wagens niederzulassen, damit die Volksmenge seine Durchfahrt nicht bemerkte. Der heilige Vater willigte mit vieler Ergebung ein; und wir setzten die Reise also fort, in dem Wagen verschlossen, und in den Stunden der brennendsten Julishitze in Italien beinahe ohne Luft. Um zwölf Uhr bezeigte der heilige Vater das Verlangen, einige Nahrung zu nehmen; und der General Radet ließ vor dem Posthause, in einem beinahe öden Orte, auf dem Berge Viterbo, halten. Dort in einem einzigen Zimmer, wo sich kaum ein alter, halbzerfallener, mit einem eckelhaften Tischtuche bedeckter Tisch, der einzige im ganzen Hause, befand, setzte der Papst sich nieder und aß ein Ei. — Auf der Stelle setzte man nun die beschwerliche Reise in der schrecklichen Hitze fort. Gegen Abend ward der Papst durstig; und da in der ganzen Ebene, wo wir uns befanden, kein Haus war, an das wir uns hätten wenden können, fing Cardini in einer Flasche Quellwasser auf, das neben dem Wege floß, und gab solches dem heiligen Vater, der es sehr gut fand *). In den verschiedenen Landschaften, die wir durchzogen, bemerkte Niemand, daß dieser Wagen den Papst in sich schloß; und zu Bolsena ergab sich ein sonderbarer Fall. Während man Pferde wechselte, nahte sich ein gewisser Pater, Na-

*) Der Cardinal, der mit so vieler Anmuth und Scharfsinnigkeit Schriftstellen anführt, gedachte hier jener Stelle nicht: De torrente in via bibet! (Ps. 109, 7.)

mens Cozze, ein Franziskaner, dem General Rabet; und da er nicht wußte, wer im Wagen war, gab er dem General sich als Einen zu erkennen, der mit ihm in Briefwechsel gestanden wäre, und ihm einen Advokaten empfohlen hätte, an dessen Namen ich mich nicht mehr erinnere. Der General Rabet war sehr verlegen, was er ihm antworten sollte; der Papst aber wendete sich zu mir und sagte: »O, che frate briccone!« »O, was für ein Schelm ist dieser Bruder!«

»Nach neunzehn Stunden der ermüdendsten Reise für den Papst, der mir oft sagte, er leide Viel, kam man gegen drei Uhr Nachts (d. h. um eilf Uhr) auf den Berg Radicofani, und stieg in dem schlechten Wirthshause daselbst ab. Wir hatten keine Kleider zum Wechseln, mußten die behalten, die wir anhatten, und die von der Ausdünstung ganz durchnäßt waren; die aber bei der kalten Luft, die dort selbst im Sommer herrscht, auf uns trocken wurden. Man wies dem heiligen Vater ein kleines Zimmer und mir die daran gränzende Kammer an; mit Gendarmen vor den Thüren. In meinem Cardinalgewande, im Mozzetto und Rocchetto, wie ich war, half ich der Magd das Bett Seiner Heiligkeit machen und den Tisch zum Abendessen bereiten, das sehr frugal ausfiel. Der heilige Vater, dem ich diente, geruhete, mich zu seinem Tische zuzulassen. Während des Abendessens suchte ich, wie ich auf dem ganzen Wege gethan hatte, das Gemüth des Papstes aufrecht zu erhalten und jener getreue Diener zu seyn, der, nach dem Ausspruch des Heiligen Geistes, zur Zeit der Ernte gleich der schneeigen Kälte ist, und den Geist seines Herrn in Ruhe hält (Sicut frigus nivis in die messis, ita legatus fidelis ei qui misit eum, animum ipsius requiescere facit. *Proverb.* 25. 13.). Trotz der unheilschwangern und finstern Ideen über die Zukunft, die meiner Einbildungskraft sich darstellten, erhielt der Herr mir meinen Frohsinn und meine natürliche Neigung zu scherzen; so daß noch an

[1809]

demſelben Abend, als wir kaum zu Radicofani angekommen waren, der General Radet mir dankte; denn, ſagte er mir, er habe den Papſt oft über meine Reden lachen hören. Was unter dieſen ſchauderhaften Gedanken meinen Muth verdoppelte, war der Gedanke, daß ich durch die Vorſehung war erwählt worden, der Simon von Cyrene des edlen, verfolgten hohen Prieſters zu ſeyn. Nach dem Abendeſſen legte ſich der heilige Vater, gekleidet wie er war, auf ein ſchlechtes hartes Bett; ich aber begab mich in die Kammer, die man mir angewieſen hatte. Da ward ich von dem ſchmerzlichen Gedanken bedrückt, daß ich nun meinen Souverain, das ſichtbare Oberhaupt der Kirche, allein, krank, ohne allen Beiſtand, in einem fremden Lande und mitten in einer Landflur gelaſſen hatte. Ich legte mich ebenfalls in meinem Cardinalgewande auf eine harte Matratze nieder; und alſo endigte ſich der 6. Juli, ein denkwürdiger Tag in meinem Leben, und der in meine Seele, ſo wie in die Seelen aller guten Katholiken, großen Schmerz und Bitterkeit ergoß.

»Uebrigens gab der Papſt nicht das mindeſte Zeichen, noch ſprach er auch irgend ein Wort, das auf eine Reue über die muthigen Schritte gedeutet hätte, die er wider Napoleon und die franzöſiſche Regierung gethan hatte; vielmehr entwickelte er eine Energie und Seelenſtärke, die mich in Erſtaunen verſetzten *). Immer ſprach er mit der Würde eines Souverains zu Radet; zuweilen ſogar in einem Tone des Zornes und der Strenge, der ihm nicht natürlich war; auch mußte ich ihn beſcheiden bitten, ſich zu mäßigen und

*) Der Cardinal Pacca zeigt ſich zuweilen etwas ſtrenge in der Beurtheilung Pius VII.; aber gerade dieſe Acte des Muthes in großen Leiden bezeichnen den wahren Charakter; und nicht jenes übel geregelte Hingehen laſſen; welchem auch der kräftigſte Geiſt in Lagen der Ermüdung, der Hinfälligkeit der Kräfte, der Einſamkeit und des Ueberdruſſes des Lebens zuweilen ſich überläßt.

[1809]

den Charakter seiner Gelindigkeit und Sanftmuth wieder anzunehmen.

»Und nun wollen wir zur Erzählung der Reise zurückkehren. Wie man leicht voraussehen konnte, war der Schlaf dieser Nacht weder lange noch ruhig. Kaum war der Tag angebrochen, so eilte ich in das benachbarte Zimmer, wo der Papst war. Er hatte einen leichten Anfall von einem Fieber gehabt, nebst verschiedenen Regungen der Galle, die ihn ein wenig erleichtert hatten. Diesen Morgen hatte ich Vieles zu leiden. Der General Radet erhielt dringende Befehle, den Papst noch an dem Abend desselben Tages nach der Carthause zu Florenz zu bringen; und er wollte nach dem Frühstück abreisen.

»Dagegen erklärte der heilige Vater entschlossen und nicht ohne einige Lebhaftigkeit, er werde sich nicht dazu verstehen, von da fortzugehen, bis er nicht seine Domestiken und die andern Personen habe ankommen sehen, welche die Erlaubniß erhalten hätten, ihm zu folgen. Er führte als Grund an, daß er an Allem sich gänzlich entblößt finde und in der Furcht schwebe, daß sie, wenn wir die Reise mehrere Tage nach einander fortsetzten, uns nicht einholen könnten. Ich war so glücklich, mit dem General mich freundlich darüber zu besprechen, der zwischen den Instructionen, die er bekommen hatte, die Reise zu beschleunigen, und dem Verlangen kämpfte, dem heiligen Vater nicht wehe zu thun und ihn nicht zu betrüben.

»Zum Glück und zum großen Vergnügen des Papstes langten einige Stunden nach Mittag zu Radicofani die beiden Wagen an, die am Tage zuvor mit einem Theile des, für Seine Heiligkeit bestimmten Gefolges von Rom abgereist waren. Dies waren Monsignor Doria, Kammermeister, Monsignor Pacca, Giovanni Soglia, geheimer Caplan; der Wundarzt Ceccarini, der Kammergehilfe Joseph Moiraghi; ein Koch und ein Stallknecht. Zwischen zwei und zwanzig und drei und zwanzig Uhr Italiens (sechs und sieben Uhr

Abends) reisten wir am 7. Juli von Radicofani ab. In geringer Entfernung fand sich viel Volkes ein, dem es nicht war erlaubt worden, dem Wirthshause sich zu nähern. Der General Radet ließ den Wagen halten und gestattete Allen sich zu nahen, um den Segen des Papstes zu empfangen. Mehrere auch erhielten die Erlaubniß ihm die Hand zu küssen. Es ist nicht möglich, den Eifer und die Andacht dieses guten Volkes auszudrücken; es war wirklich ein rührender Anblick.

»Ich muß aber eben dasselbe von allen Völkerschaften Toscana's sagen, durch deren Städte wir hindurchzogen. Man reiste die ganze Nacht; und am 8. kamen wir mit Anbruch des Tages bei den Thoren von Siena an. Wir fanden die Postpferde außerhalb der Stadt, nebst einer starken Bedeckung Gendarmen.

»Der General Radet verhehlte es dem Papste nicht, daß er habe Vorsichtsmaßregeln ergreifen müssen, weil er einigen Tumult von Seiten des Volkes zu Siena bei seiner Durchreise gefürchtet habe. Er sagte ihm auch, es habe einige Tage zuvor Unzufriedenheiten in dieser Stadt bei Ankunft des Patriarchen Fenaja, Vice-Gerenten von Rom, abgesetzt, der durch die Gendarmen gefänglich fortgeführt wurde. Man setzte die Reise bis nach Poggibonsi fort, wo der General Radet in den heißesten Stunden des Tages uns wollte ruhen lassen. Als wir an das Thor des Gasthauses kamen, mußten der Papst und ich etwa zwanzig Minuten im Wagen bleiben, weil der Officier der Gendarmerie, der den Schlüssel in Verwahrung hatte, mit dem Wagen des Gefolges zurückgeblieben war. In dem Gasthause führte der General Radet verschiedene Personen, meist Frauen ein, dem Papste den Fuß und die Hand zu küssen.

»Nach einer Ruhe von einigen Stunden reiste man um drei Uhr Nachmittags nach Florenz fort; und zwar mitten unter einem unermeßlichen Volke, das sich gesammelt hatte, und mit lauter Stimme und Zeichen eines außerordentlichen

[1809]

Eifers den apostolischen Segen begehrte. Aber in kurzer Entfernung von dem Gasthause geschah's, daß durch die Unachtsamkeit und Ungeschicklichkeit der Postknechte, die bei ihrem sehr schnellen Jagen, wie Rabet es befohlen hatte, nicht Acht auf einen sehr erhöhten Ort hatten, und daselbst Eines der Räder ausrutschen ließen. Das Rad zerbrach, und der Kutschenkasten warf mit großem Ungestüm um. Der heilige Vater kam unten zu liegen, und ich auf ihn. Wir blieben nur kurze Zeit in dieser Lage; eine zahllose Volksmenge, welche rief: Santo Padre! hob im Augenblick den Kutschenkasten auf, während ein Gendarme die Kutschenschläge öffnete, die noch mit dem Schlüssel versperrt waren. Mit erblaßtem Angesichte und den Säbel in der Hand, suchten seine Kameraden das Volk zu entfernen, das von Zorn entflammt, sie anschrie: Cani! Cani! (Hunde! Hunde!)«

Der General, der nicht ganz fest auf seinem Sitze saß, ward in ziemlich großer Entfernung in eine Art Pfütze geschleudert, die voll unreiner Thiere war. Er erhob sich mitten unter diesen Unreinigkeiten, schimpfte weidlich auf die Postknechte, und eilte zu dem zerbrochenen Wagen. Seinerseits stieg der Papst aus und ward auf den Armen des Volkes getragen, das in großer Menge sich um ihn drängte. Die Einen fielen mit dem Angesichte auf die Erde, die Andern küßten ihm die Füße, Andere berührten mit Ehrfurcht seine Gewande, und Alle gleichsam in Verzweiflung, fragten ihn, ob er in seinem Falle Schaden genommen habe.

Der heilige Vater dankte mit freundlichem Lächeln auf den Lippen, Allen für ihre ehrerbiethigen Besorgnisse und sprach wie im Scherz über den Vor-

fall, der sich so eben ergeben hatte. Andererseits fürchtete der Cardinal Pacca, diese zur Wuth gereizte Volksmenge möchte etwa mit der geringen Anzahl Gendarmen handgemein werden und einen Angriff machen, der ihr verderblich werden könnte. Er drängte sich also mitten unter die Masse, schrie mit lauter Stimme, es sei Gottlob kein Unglück geschehen; und sie möchten sich still und ruhig zurückziehen. Als man den Tumult besänftiget hatte, worüber der General Radet und seine Gendarmen weit mehr als der Papst erschrocken waren, stieg der heilige Vater mit dem Cardinal in einen elenden Wagen, der den Monsignor Doria hergeführt hatte; und es ward die Reise fortgesetzt. Ueberall wo man vorüberkam, begehrten diese guten Toskaner mit Geschrei und unter Thränen den Segen; und trotz der Gendarmen und ihrer Säbel näherten sie sich dem Wagen, dem heiligen Vater die Hände zu küssen, der genöthiget war, solche hinaus zu halten; und offenbarten ihren Schmerz, ihn in diesem Zustande zu sehen; was fürwahr ein rührender Anblick für Alle war.

Um Ein Uhr in der Nacht kam man auf der Carthause zu Florenz an. Der Papst ward bei der Pforte von Herrn Lecrosnier, Obersten der Gendarmerie, und einem Herrn Piamonti, Polizeicomissair, empfangen, der schon früher von der Königin von Hetrurien zu diesem Amte als ein Mann war ernannt worden, auf den sie sich verlassen konnte, und der bereits einem andern Herrn diente. Man erlaubte nur dem einzigen Prior der Carthause sich

[1809]

zu nähern; er becomplimentirte den heiligen Vater; der Eintritt ward jedem Andern, sogar den Religiosen des Ordens, versagt. Die Gendarmen führten den Papst in die Zimmer, die für ihn bestimmt waren; die nämlichen, in welchen man zehn Jahre vorher den unsterblichen Papst Pius VI. gefänglich gehalten hatte. Als der Cardinal Pacca eintrat, fühlte er, wie die frühern Gesinnungen der tiefen Verehrung, der Dankbarkeit und großen Anhänglichkeit in ihm auflebten, die er für diesen Papst, seinen erlauchten Wohlthäter, empfunden hatte. Er näherte sich dem Bette, das für den heiligen Vater bereitet war, und das eben dasselbe war, das seinem Vorgänger gedient hatte; und von seiner bewegten Einbildungskraft hingerissen, bedünkte es ihn, als wäre er bei jenem grausamen und unmenschlichen Act der Commissaire des Directoriums zugegen, wo sie die Decken gewaltsam aufhoben, um zu beobachten, ob der ehrwürdige Greis wirklich in dem Stand der Erschöpfung und Schwäche wäre, die, nach der Versicherung der Aerzte, welche sie zu Rathe gezogen hatten, ihn außer Stand setzte, die Reise zu machen, ohne Gefahr zu laufen, ehestens auf dem Wege zu sterben. Hierauf sah der Cardinal sich nach dem Papste um, den er auf dem Canapee traurig und von so vielfältiger Ermüdung und Schmerzen niedergeschlagen sah.

Kurze Zeit nach der Ankunft des heiligen Vaters kam in die Carthause ein Herr von dem Hofe der Elisa Baciocchi Buonaparte, General-Gouverneu-

rin von Toscana, ihn zu becomplimentiren und ihm Dienste anzubieten. Der Papst war so niedergeschlagen und so abgemattet, daß er, ohne beinahe das Haupt zu erheben, einige Worte aussprach, die man nicht verstand. Da trat der Cardinal hervor, bat diesen Herrn, im Namen Seiner Heiligkeit, der Prinzessin seinen Dank abzustatten und sie zu versichern, der Papst würde, im Fall der Nothwendigkeit, von ihren Anerbietungen Gebrauch machen. Bald hierauf gab man den Gefangenen zu verstehen, sie könnten nun ungestört, sowohl diese Nacht als den folgenden Tag, der ein Sonntag war, ausruhen; weil kein Befehl zu einer nahen Abreise da sei. Bei dieser süßen Hoffnung zogen sie, nach einer glänzenden Abendmahlzeit, in die Zimmer sich zurück, die ihnen angewiesen waren, mit dem herzlichen Verlangen, einige Ruhe zu nehmen und den Schlaf wieder zu finden, der sie während der drei vorhergehenden Nächte geflohen hatte. Sie hatten sich aber kaum zwei oder drei Stunden niedergelegt, als man im ersten Schlafe den Cardinal aufweckte, um ihm zu sagen, es sei von Seiten der General-Gouverneurin Elisa ein Oberster aus Florenz angekommen, der durchaus wollte, man sollte aufstehen und den heiligen Vater aufwecken; er habe einen Wagen mitgebracht, den Papst weiter zu führen; ohne sagen zu wollen, wo er würde hingeführt werden; und ohne sogar die Zeit ihm zu gestatten, Messe zu lesen oder zu hören.

[1809]

»Bei dieſer Nachricht ward ich betrübt, fährt der Cardinal Pacca fort, und von tauſenderlei Gedanken beunruhigt. Ich ſtand in Eile auf, und während ich in das Zimmer des heiligen Vaters mich begab, begegnete mir der Officier, der angekommen war (er hieß Mariotti), und einige Gendarmen. Sie beſtätigten mir, was man mir geſagt hatte; und fügten überdies bei, ich dürfe Seine Heiligkeit nicht begleiten: ſondern ich würde Sie zu Alexandria einholen, wohin ein Officier der Gendarmerie durch Bologna mich führen würde. Die Ankündigung dieſer Trennung ließ mich auf der Stelle ahnen, was in der Folge geſchah. Aber dieſe ſichere Ahnung betrübte mich weniger, als der Gedanke, den Papſt in den Händen unbekannter Militairperſonen laſſen zu müſſen; ohne zu wiſſen, ob ſie in ſeine Geſellſchaft oder in ſein Gefolge irgend Jemand zulaſſen würden, der ihm Beiſtand leiſten dürfte. Ich trat alſo in das Zimmer des heiligen Vaters, und fand ihn ganz erſtaunlich abgemattet. Sein Angeſicht war wie von grüner Farbe mit allen Anzeichen eines Mannes, der in den äußerſten Schmerz verſenkt war. Sobald er mich erblickte, ſagte er mir: »Wir bemerken, daß Dieſe durch alle dieſe Strapatzen uns zu tödten ſuchen; und wir ſehen voraus, daß wir ein ſolches Leben nicht lange aushalten können.«

»Ich ſuchte ihn zu tröſten wie ich konnte; obgleich ich ſelbſt eines Tröſters bedurfte; und meldete ihm, man habe mir die Trennung von ſeiner geheiligten Perſon angezeigt. Es bedünkte mich, als wären Seine Heiligkeit in Ihrer Güte höchlich hierüber betrübt. Ich konnte keine andern Worte mehr beifügen; weil Mariotti dazu kam, und der heilige Vater genöthigt ward, abzureiſen. Ich begleitete ihn bis zu ſeinem Wagen, und kehrte dann heftig bewegt in mein Zimmer zurück.«

Man hatte Befehl gegeben, den Papſt nach Alexandria abreiſen zu laſſen; und er hatte kaum

[1809]

Zeit, den Prior der Carthause um ein Brevier zu bitten. Mit dem heiligen Vater reisten ab: Monsignor Doria, Kammermeister, Monsignor Soglia, Joseph Moiraghi, Kämmerling, und der Officier Mariotti, der übrigens nicht säumte, seinem Gefangenen alle Achtung zu erzeigen.

Als unterdessen zu Rom der General Miollis, nachdem er einen von den Sbirren hatte verhaften lassen, der in dem päpstlichen Pallaste einige Diebstähle begangen hatte, sah, daß sein Anschlag einen vollkommen guten Ausgang nahm, sagte er in französischer Sprache zu seinen Officieren, die von Galeerensclaven und Sbirren, den Mitschuldigen an diesem großen Verbrechen, umgeben waren: »Nun, meine Herren, schicken sie diese Canaille fort!«

Dies war die erste Belohnung, welche alle diese Elenden empfingen, die ohne Gefahr eine so niederträchtige Handlung verübt hatten. Also wird oft der Verräther für seine ehrlosen Dienste bezahlt.

Zwanzigstes Capitel.

Schreiben des Generals Miollis an den Kaiser über die Entführung des Papstes. — Der Papst wird nach Grenoble geführt. — Die Garnison von Saragossa. — Der Papst wird nach Avignon, dann nach Nissa und endlich nach Savona geführt.

Am nämlichen Tage, dem 6. Juli, hatte der General Miollis an den Kaiser geschrieben:

Sire!

»Eure Majestät haben mir die Fürsorge anvertraut, die Ruhe in Ihren römischen Staaten aufrecht zu erhalten. Ich habe das einzige Mittel ergriffen, dies Ziel zu erreichen; ich habe nämlich die Verhaftung des Cardinals Pacca befohlen. Der Papst widersetzte sich durch Sperrungen (Barricaden) und durch eine Vertheidigung, die ihn mit dem Cardinal fortrissen. Der General Radet, der damit beauftragt war, konnte nur eindringen, nachdem er die Pforten und Mauern des Quirinals niederreißen ließ, welche die alte Regierung in eine Festung umgewandelt hatte, aus welcher sie allen Befehlen Eurer Majestät trotzte. Alle Hindernisse wurden durch die guten Vorkehrungen des Generals niedergestürzt; der sie nun unter Bedeckung in die Carthause nach Florenz abführt, wo er die Befehle Ihrer kaiserlichen Hoheit, der Frau Großherzogin, einholen wird; welcher ich die Ehre hatte, einige Stunden vorher Nachricht zu geben. Der Papst hat in seinem letzten Zimmer mit allen seinen Cardinälen und Prälaten sich umgeben, die er dahin brachte, daß Alle für Einen und Einer für Alle sein Oppositionssystem guthießen. Ungeachtet der Gewalt, die man anwenden mußte, wurden dennoch alle möglichen Rücksichten beobachtet. Ich habe befohlen, daß man Sorge für

den Pallast und für alle Diejenigen trüge, die in demselben eingeschlossen waren. Ich lasse in zwei Wagen vier der vorzüglichsten Prälaten abgehen, die ihm angehangen hatten, nebst seinem Wundarzt und seinen Bedienten. In der Stadt herrschen Ruhe und Sicherheit.

»Ich bin Eurer Majestät gehorsamster und unterthänigster Diener und Unterthan.

„Unterzeichnet: MIOLLIS.«

Am folgenden Tage, den 7. Juli, sandte er ihm folgendes Schreiben zu:

Sire!

»Der Papst hat seine Entfernung von Rom selbst ausgesprochen. Als der General Radet bis in seine letzte Verschanzung eingedrungen war, und ihn fragte, ob er in die zeitliche Oberherrschaft keinen Eingriff mehr thun würde, antwortete er, er würde dieselbe in sich bis auf den letzten Blutstropfen vertheidigen. Die einzelnen Abtheilungen, durch welche ich nothgedrungen war, den Quirinal mit Sturm einzunehmen, versuchten es, daselbst einzudringen. Die Glocke, welche den Glocken der Stadt zu einem Signal dienen sollte, ward heftig bewegt, aber sehr bald durch die doppelten Schläge Derjenigen aufgehalten, welche die Hindernisse niederschlugen; und brachte keine Wirkung hervor; weil ihre Töne mit den Glockentönen des Ave-Maria-Geläutes sich vermischten. Am Abend zuvor war ein Polizei-Inspector bei dem Pfarrer De' Monti wegen Dingen, die sonst gewöhnlich den Gouverneur angehen. Der Diener der Kirche wies solche ab und sagte, der Papst habe sie verboten. Zu gleicher Zeit wogte eine tumultuarische Menge zusammen, wobei man schrie: »Tod den Excommunicirten!« — Der Pfarrer ist durchgegangen. Der gestrige Tag lief so ruhig ab als nur Einer; eine große Anzahl Leute ließen sich unter die Bürgerwachen einschreiben. Die Mit-

[1809]
glieder des Tribunals auf dem Capitolium warteten ihrem Amte wieder ab. Man begegnete dem Wagen des Papstes zwei Stunden diesseits Aquapendente; er ward nirgend bemerkt, ausgenommen bei einem Posten, wo er sich aufgehalten hatte, um sich zu erquicken. Ich habe ihm sein Reisegeräthe und Diejenigen nachgesandt, die er aufgezeichnet hatte; ausgenommen den fanatischen Beichtvater und Wundermacher. Ich glaube, es wäre auch gut, den Cardinal Pacca von ihm zu trennen. Der heilige Vater wollte seine päpstliche Kleidung nicht ablegen. Als er in den Wagen stieg gab er seinen Segen den Truppen, die ihm die Ehren bezeigten, welche dem Oberhaupt der Kirche gebühren. Ich unterlege Eurer Majestät das Umlaufschreiben des Herrn Bischofs von Città della Pieve, der seines heiligen Amtes würdig ist.

»Ich bin Eurer Majestät unterthänigster und getreuester Unterthan.

„Unterzeichnet: MIOLLIS.«

Die Reise des Papstes bis nach Alexandria dauerte sieben Tage, vom 9. bis zum 15. Juli. Eines Morgens in den ersten Tagen hatten sich Bauern um seinen Wagen versammelt, die seinen Segen begehrten. Der Commandant sah sich genöthigt, zu halten und dem heiligen Vater zu erlauben, sie zu segnen. Der Papst bat Einen aus denjenigen, der noch auf den Knien lag, ihm ein wenig frisches Wasser zu bringen. Da erhob sich die ganze Menge auf Einmal. Einige liefen zu den Pferden, um sie anzuhalten; Andere stellten sich von Vorne den Gendarmen entgegen; eine große Anzahl strömte eilig und unter Eifer und Freudengeschrei in die Hütten. Man bot Seiner Heiligkeit Erfrischungen aller Art

an. Er mußte derselben aus allen Händen annehmen, die sich darboten; wenigstens mußte er berühren was er nicht annahm. »Ich, ich, heiligster Vater, auch ich!« — »Von Allen! antwortete unter reichlichen Thränen, der milde hohe Priester. Einer der Bauern, der die schönsten Früchte in den Wagen warf, that durch diese beiden kraftvollen und schrecklichen Worte: Vuole? dica! dem Papste den Vorschlag, die Soldaten zurückzudrängen und ihn zu befreien. Der Papst aber, mit einem wahren Ton der Zärtlichkeit, des dringendsten Flehens und der Bitte, ersuchte sie, keinen Act des Widerstandes zu thun; und übergab sich aufs neue seinem Wächter, der wieder den Weg gegen Genua hin einschlug. Ein wenig weiterhin fand der Papst von seinem Packwagen sich entfernt und von der Hitze gänzlich niedergedrückt. Da bat er, man möchte ihm was immer für ein Hemd borgen. Ein Bauer bot ihm auf der Stelle eines an, küßte dann mit Entzücken die Hand, die ihn segnete, und löste von dem Ermel des Papstes eine Stecknadel, die er als ein reiches Pfand für diese Darleihung mit sich forttrug.

Als man drei Meilen vor Genua bei einem Hause angekommen war, das, wie man sagte, der Familie Spinola angehörte, befahl der Commandant zu halten; wiewohl es erst zwölf Uhr Mittags war. Einige Zeit hernach kam ein anderer Commandant der Gendarmerie, Namens Boisard, der bestimmt war, die Stelle des Herrn Mariotti zu übernehmen; mit ihm zugleich kamen zwei Sänften an. In eine

[1809]

derſelben ward der Papſt, in die andere Monſignor Doria geſetzt; der übrige Theil des Gefolges erhielt Befehl, zu Fuße zu gehen. Alſo näherte man ſich dem Ufer des Meeres. Dort beſtieg man eine Feluke, ruderte mehrere Stunden hindurch und fand ſich dann gegen Anbruch des Tages auf der andern Seite von Genua, zu San-Piedro d'Arena. Hierauf ſchlug man den Weg der Bocchetta de Novi ein, um nach Alexandria zu kommen; wo der Papſt in der casa Castellani abgeſetzt ward, deſſen Beſitzer einem ſo erlauchten Gaſte die zarteſte Aufmerkſamkeit erwieſen. Eine Art krampfhaften Nervenfiebers, von welchem Pius VII. ſeit ſeiner Verhaftnehmung angegriffen war, fing nun an, ſich zu vermindern. Nach drei Tagen ward die ſchmerzhafte Reiſegeſellſchaft auf den Weg von Mondovi geleitet. In dieſer Stadt nahm der zudringliche Eifer des Volkes einen entſchiedeneren Charakter an; die geiſtlichen Orden kamen dem Papſte Proceſſionsweiſe entgegen und begleiteten ihn. Die Piemonteſer zählten die Gendarmen mit ihren Blicken, und ſchienen dann durch allerlei Zeichen und Reden den Vorſchlag zu thun, die Befreiung des Papſtes zu bewirken. Ich will hier die Ausdrücke aus einem Berichte des Herrn Moiraghi, erſten Kammergehilfen des Papſtes, erborgen. »Je näher wir Frankreich kamen, um ſo mehr nahm der Enthuſiasmus zu.« — Bei dem erſten franzöſiſchen Dorfe ſuchten die benachbarten Autoritäten, unter dem Vorwand, über die gute Ordnung zu wachen, dem heiligen Vater ſich immer mehr zu

nähern; dies aber geschah, seine Hände mit Küssen zu bedecken, ihn zu trösten und zu beklagen. Pius VII. sprach: »Könnte Gott uns befehlen, zu solchen Zeichen der Zuneigung fühllos zu seyn?« — Er genehmigte dieselben mit Würde und Bescheidenheit. Zu Grenoble erfuhr man bei Zeiten, daß der Papst in dieser Stadt sich aufhalten würde. Dort sollte nun eine jener historischen Scenen vorgehen, welche tief auf den Geist der Völker wirken. Dort nämlich sollten die einzigen beiden widerstrebenden Gegenwehren, die Napoleon auf dem Continente fand, der heilige Stuhl und Spanien, auf gewisse Weise zusammentreffen. Die tapfere Garnison von Saragossa war zu Grenoble kriegsgefangen. Man kündigte die Ankunft des Papstes an. Alsogleich verlangt diese ganze Garnison, ihm entgegen zu gehen. In dem Augenblick, wo der Wagen des heiligen Vaters erscheint, fällt sie auf die Knie gleich einem einzigen Manne. Herr von Genoude, der Augenzeuge dieser Scene war, hat dieselbe mir selbst erzählt. Der Papst neigte sich beinahe mit ganzem Leibe vorwärts und ergoß mit einer Miene, worin Freude, Glückseligkeit und lebhafte Zärtlichkeit ausgedrückt war, einen unermeßlichen Segen, über diese, durch ihre Strapatzen gebräunten Helden. Die ganze Stadt Grenoble war der Bewegung der Spanier gefolgt. Herr Gerard, Rath der Präfectur, der das Amt des Präfectes versah, empfing den Papst mit ehrerbietiger Gesinnung; aber er trennte den Cardinal Pacca von ihm, der das Gefolge seit einigen Tagen eingeholt hatte. Als

[1809]
am folgenden Tage Herr Gerard Seiner Heiligkeit ſagte, es ſtänden Wagen bereit, wenn Sie ſpatzieren fahren wollten, antwortete der heilige Vater: »Wenn dieſe Wagen uns nach Rom zurückführen ſollen, werden wir ſolche beſteigen, die Rückreiſe dahin zu machen; aber in dem Zuſtande eines Gefangenen, worin wir nun ſind, ziemt es uns nicht, ſpatzieren zu fahren.«

Die Menge religiöſer Landleute, die den Segen des Papſtes begehrten, war ſo groß, daß man einen ziemlich geräumigen Ort in einem Garten wählen mußte, wo man von einer Zeit zur andern Perſonen zuließ, dem Papſte ihre Aufwartung zu machen. Der einzige Biſchof ward unter allerlei Vorwänden ausgeſchloſſen; entweder war der Papſt krank oder der Prälat war zu ſpät erſchienen.

Zu derſelben Zeit kamen Groß-Vicare des Cardinals Feſch an. Dieſe brachten dem Papſte Anerbietungen aller Art und für mehr als hundert tauſend Franken Wechſelbriefe; er war über dieſe ſo ehrerbietige und muthige That ſehr gerührt. Am 30. Juli war Herr Gerard zu einem feſtlichen Gaſtmahl eingeladen; indeſſen gab er dem Papſte die Erlaubniß, in den Garten zu gehen. Aber am Tage zuvor hatten ſich einige Zeichen der Inſubordination unter dem Volke gezeigt; die nämlichen Beſucher wollten öfters wiederkommen; die Audienz dauerte einige Stunden, und die Zeit reichte nicht dazu hin. Aus Klugheit wollte der Papſt an dem Tage, wo Herr Gerard abweſend war, nicht im Garten erſcheinen;

[1809]

und da erhob ſich eine Art Aufruhrs. — Plötzlich kam nun ein Befehl zur Abreiſe nach Valencia. Der Papſt erhielt die Erlaubniß nicht, das Denkmahl zu ſehen, das man daſelbſt Pius VI. errichtet hatte. Von dort ſollte man nach Avignon kommen. Es iſt nicht möglich zu begreifen, wie der Oberſte Boiſard auf den Gedanken kam, den Papſt bei hellem Tage in die Stadt einziehen zu loſſen. Sie hatte dem heiligen Stuhle angehört; man weiß, durch welche Umſtände ſie im Anfang der Revolution wieder mit Frankreich vereint ward. Darum aber blieb nichts deſto minder in der ganzen Grafſchaft ein Gefühl der Anhänglichkeit für den Papſt. Man glaubte zur Zeit, Herr Boiſard wußte nicht um dieſe Dinge; dies läßt ſich jedoch ſchwerlich denken; und wie auch hätte kein Präfect, keine Autorität und kein Bewohner des Landes ihn darauf aufmerkſam gemacht? — Man kann ſagen, die ganze Stadt drängte ſich, ohne Unterſchied des Alters und Geſchlechtes, eilig um den Wagen, der auf einem Platze angehalten ward. Dieſe Menge grüßte unter lautem Freudengeſchrei. Einige Damen und Perſonen vom erſten Range wogen mit Gold die Erlaubniß auf, bis zu den Kutſchenſchlägen zu kommen. Boiſard befahl den Soldaten, alle dieſe Zudringlichen zu verſcheuchen. Die Soldaten, die in zu geringer Anzahl waren, konnten keinen Gebrauch von ihren Waffen machen. Der Commandant, welcher erfuhr, daß die ganze Bevölkerung auf dem Wege von Carpentras herbeiſtrömte, und daß von allen Dörfern der Rhone im Lan-

[1809]

guedoc die Inwohner in Strömen wie zu einem Kreuzzuge heranstürzten, hatte befohlen, die Stadtthore zu schließen. Schon hatten sich Unterredungen zwischen dem Gefolge des Papstes und dem Volke angesponnen. Ein Mann von edlem Ansehen und elegant gekleidet, näherte sich Herrn Moiraghi und sprach zu ihm: »Mein Herr, ist es wahr, daß der Papst den Bannfluch über Napoleon ausgesprochen hat?« — »Hierauf, mein Herr, erwiederte Moiraghi, kann ich Ihnen nicht antworten.« — »Dies, erwiederte der Sprecher, genügt mir!«

Endlich gelang es dem Obersten Boisard, die Volksmenge zu durchbrechen. Er hielt in der Hand zwei geladene Pistolen, von welchen er aber wohl weislich keinen Gebrauch machte. Er befahl den Postillons fort zu fahren, und ließ den Papst aus der Stadt hinaus führen. Zu Aix gab es ähnliche Scenen. Die ganze Provence gab die nämlichen Zeichen der Frömmigkeit. Man kam in die Nähe von Nissa; und man sagte, der heilige Vater sollte nach Savona abgeführt werden. Die Stadt Nissa machte Vorbereitungen zu Festen, den Papst zu empfangen. Als er bei der Brücke des Var ankam, stieg er aus dem Wagen, um zu Fuße über dieselbe zu gehen. Von der andern Seite fesselte ein außerordentliches Schauspiel seinen Blick. Es war nicht mehr wie in Frankreich, eine Verwirrung der Stände, der Schmied mit seinem Hammer auf der Schulter, der Winzer mit seiner Hacke, und alle Classen ohne Unterschied durch einander. Hier war Alles vorgesehen

worden; die Classen waren unterschieden; jeder Stand nahm seinen Rang; die Priester waren gesondert und mit ihren priesterlichen Gewanden geschmückt, die Adeligen trugen ihre Decorationen, zehn tausend Personen lagen auf den Knien, ohne ein Wort zu sprechen. Der Papst, der durch eine so glänzende Huldigung so stark geworden war, schritt allein vorwärts und hielt seine Wache hinter sich zurück, durch ein Zeichen, das vielleicht nicht ohne allen Stolz war.

Der Brücke gegenüber sah er die sehr fromme Königin von Hetrurien zwischen ihren beiden Kindern auf den Knien. Immer mußte Spanien unter den Ersten seyn, um Trost zu flehen. »Wie verschieden sind doch die Zeiten!« sprach die Königin. — »Alles ist nicht Bitterkeit, antwortete der heilige Vater. Meine Tochter, wir sind weder zu Florenz, noch zu Rom; aber sehen Sie dieses Volk; hören Sie nur diese Ausrufungen der Entzückung!« Der Papst bestieg abermal den Wagen. Die Gassen der Stadt Nissa waren mit Blumen bestreut worden. Während der Zeit des Aufenthaltes des Papstes ward sie alle Abende festlich beleuchtet. Boisard sah wohl ein, daß er in diesem Augenblick nicht einen Staatsgefangenen führte; er ließ ihm die Freiheit, die Geistlichen und die Inwohner zu sehen, welche erschienen. Bei Nacht sang man heilige Hymnen in Begleitung der Musik vor dem Hause des Papstes. Der Commandant bereitete sich vor, einen minder besuchten Weg durch die Gebirge einzuschlagen; eine

[1809]

Dame aber gerieth auf den ſinnreichen Gedanken, die Straße für den Abend zu beleuchten, und Lämpchen an alle Bäume hängen zu laſſen. Dies Beiſpiel fand Nachahmung beinahe auf dem ganzen Wege, und zwar ſowohl von Seiten frommer Perſonen, als ſogar der obrigkeitlichen Behörden.

Zu Savona wurde der heilige Vater in dem Hauſe der Familie Santon aufgenommen; und er brachte daſelbſt vier Tage zu. Am fünften bekam der Biſchof der Stadt Befehl, aus dem biſchöflichen Pallaſte auszuziehen, damit die Zimmer zur Verfügung des Papſtes und ſeines Gefolges geſtellt würden. Man wies dem heiligen Vater zu ſeinem eigenen Gebrauche nur ein Zimmer und ein kleines Vorzimmer an. Uebrigens ließ man ihn einladen, wen er wollte, zu einer glänzenden Tafel; der Graf Salmatoris, Ceremonienmeiſter, kam alle Tage zu fragen, was der Papſt vorzuſchreiben verlange. Zugleich auch wurden jedem Diener des Papſtes hundert Louisd'or monatlich angewieſen; und man erlaubte, daß der Director der Poſt die Briefe brachte, die an Seine Heiligkeit adreſſirt waren.

Ein und zwanzigstes Capitel.

Schlacht bei Wagram. — Schreiben des Herrn von Chabrol an den Herrn Herzog von Bassano. — Napoleon dictirt den Plan eines Memorials über die Angelegenheiten mit dem heiligen Stuhle, und verlangt die Liste aller Excommunicationen, die von den Päpsten ausgesprochen wurden. — Der Fischerring wird zu Rom in Beschlag genommen. — Ehe Napoleons mit Maria-Louise. — Dreizehn Cardinäle werden verbannt. — Herr von Lebzeltern zu Savona. — Tod des Cardinals Caprara.

Napoleon hatte am 6. Juli, während man den Papst entführte, die Schlacht bei Wagram gewonnen. Am 14. October war zu Schönbrunn der Friede zwischen Oesterreich und Frankreich unterzeichnet worden.

Herr von Chabrol, Präfect des Departements von Montenotte, sah den Papst oft und schrieb am 21. October an den Herzog von Bassano, der ihm eine Depesche voll wohlwollender Gesinnungen gegen den Papst zugesandt hatte (immer findet man unter dem Kaiserreiche den Herzog von Bassano in edlen und großmüthigen Gesinnungen wieder):

»Ich habe von dem Frieden gesprochen, der so eben abgeschlossen ward. Seine Heiligkeit haben mir Ihr Vergnügen darüber bezeigt, und gefragt, ob einige Bedingnisse desselben bekannt wären. Ich antwortete verneinend; fügte aber bei, die Journale hätten einen Augenblick von einer Vereinigung zwischen den drei Kaisern gesprochen, welche die Ruhe der Christenheit auf lange Zeit versichern dürfte. Er

[1809]
sagte mir, er hoffe es; wenigstens ließe die nahe Rückkunft Seiner Majestät ihn keinen neuen Krieg im Norden vermuthen; er müsse denken, daß nach der Rückkehr die Rede von der Schlichtung der kirchlichen Angelegenheiten seyn würde. Ich sagte ihm, ich wäre überzeugt, Seine Heiligkeit würden beitragen, dahin zu wirken, daß die Schwierigkeiten verschwänden; und dann dürfte diese Entscheidung schneller erfolgen. Er antwortete: »Wir haben bisher mit Geduld gewartet; wir können auch noch einige Zeit zuwarten; wir haben zu dieser Schlichtung alle Mittel versucht, die in unsrer Möglichkeit liegen.« — Ich fragte ihn, ob er diesen Mitteln die unmittelbaren Communicationen mit Seiner Majestät beirechne. — Er antwortete, er habe seit zwei Jahren nicht unmittelbar geschrieben; und weil er dies zu jener Zeit gethan, und keine Antwort erhalten habe, habe er sich entschlossen, ämtliche Noten zu übersenden, weil er dann sicher wäre, Antworten zu erhalten. — Ich fragte ihn ferner, ob es in den letzten Umständen ihm nicht in den Sinn gekommen wäre, sie zu erneuern. Nein, sagte er, er hätte in dieser Absicht einen Kurier abfertigen müssen; zwar hätte er auch seine Schreiben den Präfecten oder den Maires übergeben können; er habe es aber nicht gethan. Ich sagte ihm, er würde als geistliches Oberhaupt der Kirche immer Eingang bei Seiner Majestät gefunden haben; man sehe deutlich, es sei die Absicht des Kaisers, das Geistliche gänzlich von dem Zeitlichen zu trennen, und es wäre unmöglich, daß er in dieser Rücksicht zurückkäme; aber das Zeitliche könnte unmöglich ein unüberwindliches Hinderniß des Friedens der Kirche seyn.

»Hierauf antwortete er mir: »Wir haben es beschworen, das Zeitliche usque ad effusionem sanguinis zu vertheidigen; und da wir keine andern als geistliche Waffen haben, mußten wir, gleich unsern Vorgängern, davon Gebrauch machen. Keiner aus ihnen ward bis auf den Punct eingeengt, wo wir nun sind. Es ergaben sich wohl zuweilen

[1809]

Streithändel; allein sie wurden in wenig Monaten beigelegt; und nun verflossen schon einige Jahre seit dies dauert. Man hat das ganze heilige Collegium zerstreut; man hat uns aus unserm Pallaste entführt; solche Gewaltthätigkeiten sind nicht zu dulden; es gebührte dem heiligen Stuhle eine ersetzende Genugthuung. Wenn Seine Majestät in Nichts von Ihren Forderungen nachlassen können, werden die Dinge ganz sicher lange in diesem Zustande bleiben. Freilich sagen wir zu viel, wenn wir lange sagen, weil wir alt sind. Unser Nachfolger kann sie vielleicht schlichten; wir wollen diese Sorge ihm überlassen.« — Ich bemerkte, die zeitlichen Güter könnten nicht mit dem Interesse der Kirche verknüpft seyn; und durch dies Opfer selbst, das nicht von ihm, sondern von den Umständen Europa's abhänge, könne er den Frieden desselben sichern. — Hierauf sagte er mir, er sei durch die Erfahrung belehrt, und wisse es allzu wohl, daß die Opfer als Nichts gelten; daß die Ersten hätten die Ruhe sichern sollen, wofern die Möglichkeit dazu da war; er sehe heut zu Tage durch das, was vorginge, nur zu sehr ein, daß es auf die Religion abgesehen sei; und daß man, weil man sie nicht von Vorne angreifen könne, da dies ein wenig zu schwer sei, sie von der Seite angriffe; die Pfarrer wären allenthalben auf den dürftigsten Jahrgehalt beschränkt; die Pfarreien und die Bisthümer wären zu ausgedehnt für einen einzigen Mann; nie wären die Pfaffen des Heidenthums so abhängig gewesen; aus dem Papste selbst wolle man einen Papst der Franzosen machen; mitten unter solchen Anschlägen könne nur Gott allein seine Kirche retten.«

Andere Unterredungen mit dem Papste, die Herr von Chabrol anführt, zeigen in diesem Administrator einen geraden Sinn und eine tiefe Verehrung für die Person des Papstes. Es scheint, als wäre dieser Präfect beauftragt gewesen, zu erfahren,

[1809]

was der Papst thun würde, wenn er nach Rom zurückkehrte. Der Papst antwortete, er würde genau dasselbe thun, was er früher gethan habe. Man sieht auch noch, daß Herr von Chabrol sehr umständliche Unterredungen mit Monsignor Georgio Doria hatte, der fortwährend große Anhänglichkeit an seinen Herrn zeigte.

Alle diese Umstände beschäftigten Napoleon, der am 26. October zu Fontainebleau angekommen war. Am Ende Novembers ließ er Einen der gewandtesten Chefs der auswärtigen Angelegenheiten kommen, und dictirte selbst ihm mehrere Angaben, nach welchen man ein erklärendes Memorial über die Angelegenheiten mit dem heiligen Stuhle abfassen sollte. Dies höchst wichtige Dictat offenbart zur Genüge, wie groß der Schrecken seines Geistes in dieser Hinsicht war. Es ist darin die Rede von Allem, was wir früher berichteten, von den Unterredungen des Kaisers mit dem Papste über die Erklärung vom Jahre 1682, über die Berichte des Herrn Portalis, über das Schreiben Ludwigs XIV. in Beziehung auf die Widerrufung. (Es scheint, als habe Napoleon diese Angelegenheit noch immer nicht richtig erfaßt; und noch war der Gedanke des Herrn Coupigny herrschend.) Man bemerkt unter andern diesen Satz: »Der Styl der historischen Erörterung, den man beobachten muß, soll vielmehr der Styl des Werkes eines Geschäftsmannes als der eines Gelehrten seyn.«

Eine andere Stelle ist also abgefaßt (man muß nicht vergessen, daß Napoleon selbst hier dictirt):

»Bei der kurzen Wiederholung der Hauptgedanken mache ich Eurer Majestät den Vorschlag, dem Senat einen Entwurf zu einem Rathsbeschluß zu senden, der die Vereinigung der römischen Staaten mit dem Kaiserreiche bestimmt, und dem Kultminister eine anständige Niederlassung für die Wohnung des heiligen Vaters zur Verfügung zu stellen.« Nach dem Dictat empfahl man eine Liste aller Excommunicationen zu fertigen, die seit den ältesten Zeiten von dem heiligen Stuhle waren ausgesprochen worden.

Am 1. Januar 1810 befahl die Polizei zu Rom, der Schriften sich zu bemächtigen, die in den Archiven geistlicher Tribunale und Congregationen hinterlegt waren. Die Schriften der Pönitenzerie wurden in die Kanzelleien der Daterie übertragen, und verschiedene Beamtete erhielten Befehl sich bereit zur Abreise zu halten. Man bemächtigte sich auch der päpstlichen Siegel, und namentlich des Fischerringes, der Monsignor de Gregorio, dem Legaten des Papstes, war übergeben worden, damit er die Bullen und Breve's ꝛc. erledigen könne. Aus allen Cardinälen blieb nur der Cardinal Casoni zu Rom. Man sah aus einem Schreiben des Generals Miollis, daß der Herr Bischof von Città della Pieve einen Brief gesandt hatte, der den Doctrinen der neuen Regierung günstig war. Herr Radet hielt sich für verpflichtet, im Namen der Polizei ihm zu danken, deren Chef er damals war; und er schrieb ihm: »Wenn der heilige

[1810]

Vater der Statthalter Christi ist, so ist der große Napoleon der Statthalter Gottes; er will, daß wir den Kult und die Diener der Altäre zu achten wissen. Eine solche Pflicht werden wir mit Zuversicht und Freude erfüllen; weil sie unserm Gewissen eingeprägt ist; und wir werden es niemals dulden, daß man die zeitliche Regierung unsres glorreichen Herrschers störe.«

Der nämliche General, der den Fischerring ungerechter Weise zurückbehielt, ließ damals öffentlich bekannt machen, daß, wenn irgend ein Act des Gepräges dieses Ringes bedürfe, er dasselbe auf der Stelle bewilligen würde. Wirklich empfingen Acte, die mit dieser Formalität nicht versehen waren, dieselbe in Gegenwart des Generals. Der bairische Minister war Einer aus den Ersten, die um diese sonderbare Gunst sich bewarben.

Am 7. Februar vereinigte ein Beschluß des Senates die römischen Staaten mit dem Kaiserreiche. Bald ward der Cardinal de Gregorio fortgeführt. Als der General Miollis ihm hatte sagen lassen, es sei eine Dummheit, in einem Starrsinne verharren zu wollen, der für das Interesse des Papstes unnütz wäre, antwortete der muthige und geistreiche Prälat: »Stulti sumus propter Deum.«

Napoleon hatte die Arbeit erhalten, die er über die Vereinigung Roms mit dem Reiche verlangt hatte; doch ließ man ihn auf die Liste der Excommunicationen warten. Er forderte solche abermal mit einer Art Gleichgültigkeit. Herr von Champagny über-

[1810]

reichte ihm dieselbe. Es waren derselben 85 seit jener des heiligen Athanasius vom Jahre 398 gegen einen Statthalter Lybiens. Der letzten: Quum memorandâ, die am 10. Juni 1809 zu Rom angeschlagen wurde, ward darin nicht erwähnt. Man hatte bei dieser Aufzählung nicht erinnert, daß es Interdicte gegeben habe, die durch die öffentliche Meinung in Europa gegen furchtbare Bösewichte waren gefordert worden; unter andern gegen den grausamen Barnabò Visconti und gegen viele Andern. Man führte ohne weitere Bemerkung den Bannfluch an, den Cöleſtin III. im Jahre 1194 wider Leopold, Herzog von Oesterreich, und Kaiser Heinrich VI. aussprach, weil sie Richard, König von England, verrätherischer Weise gefangen genommen hatten, der als Kreuzfahrer unter dem Schutz des heiligen Stuhles und des Völkerrechtes stand. Auf dieser Liste konnte Napoleon auch die Sentenz lesen, die Innocenz III. im Jahre 1211 gegen Otto V. ausgesprochen hatte, der seinen Krönungseid gebrochen hatte und in die Länder der Kirche eingefallen war. Auch hatte man nicht in Erinnerung gebracht, daß damals, wenn man einen Tractat unterzeichnete, der Ausspruch bestand, daß Diejenige von den contrahirenden Mächten, welche falsch schwören würde, von Rechtswegen in eine päpstliche Excommunication verfiele, und derselben sich im Voraus unterwerfe.

Doch kehren wir nach Rom zurück. Der Adjutant des Generals Miollis reiste plötzlich mit der dreifachen Krone, welche Napoleon dem Papste zum

[1810]

Geschenk gesandt hatte, und mit den übrigen päpstlichen Ornamenten Seiner Heiligkeit ab. Man sagte, es sei die Absicht des Kaisers, solche dem Papste zurückzustellen.

Am 2. April vermählte sich Napoleon mit der Erzherzogin Maria-Louise. Der Cardinäle, welche zu Paris residirten, wohin sie alle waren berufen worden, und welchen ihre Gesundheit auszugehen erlaubte, waren sechs und zwanzig an der Zahl; sie alle wohnten der bürgerlichen Ceremonie der Vermählung zu Saint-Cloud bei, die am 1. April Statt fand. Doch nicht also verhielt es sich bei der religiösen Ceremonie am 2. im Saale des Louvre. Herr de Pradt, der sehr wohl unterrichtet war, berichtet diese Thatsache auf folgende Weise.

»Hier ist es nun mein Verlangen, zu erkennen zu geben, was ich gesehen und gehört habe. Vielleicht wird der Leser, wenn er es gelesen hat, mir nicht abhold seyn, daß ich ihm entfaltet habe, was nun folgen wird. Während der ganzen Ceremonie seiner Ehe stand ich, durch die Pflicht meiner Functionen, neben Napoleon; und verließ ihn nicht einen einzigen Augenblick. Er war mit allen Umständlichkeiten der Verzierungen der Capelle beschäftigt, die Anfangs einen angenehmen Eindruck auf ihn gewirkt hatte; von welcher er aber zuletzt meinte, es fehle ihr an dem imposanten Charakter, der heiligen Stätten gezieme. Eben hatte er mit den Augen die goldene Menge gemustert, mit welcher der auserlesenste Kern von Europa, in seinem Eigennutz oder in seiner Neugier, zum Schmuck der Galerien beigetragen hatte, als seine Blicke auf Einmal bei den Bänken verweilten, die für die Cardinäle bestimmt waren. »Wo sind die Cardinäle?« fragte er mich. — »Hier sind sie,« antwortete

ich. Es waren derſelben dreizehn. — »Ei doch, ich ſehe derſelben keine, fuhr er fort; ſie ſind nicht da!« — »Es findet ſich derſelben eine große Anzahl, ſagte ich; das Wetter war dieſen Morgen ſchlimm; es gibt Greiſe unter ihnen; dazu auch iſt der Eingang in die Capelle ſchwer zu finden.« — »Ach, die Dummköpfe!« ſprach er hierauf mit aufgebrachter Miene. — Einen Augenblick hernach ſah er abermal gegen den nämlichen Ort hin und ſprach: »Aber nein, ſie ſind nicht dort. Ach, die Dummköpfe!« wiederholte er mit furchtbar zorniger Stimme und wendete einen Blick, gleich einen Blitzſtrahl, gegen den Ort hin, den eine Bewegung ſeines Kopfes begleitete, worin die Ankündigung der Rache ſich ſchilderte. Ich urtheilte, es ziehe ſich ein ſchweres Gewitter zuſammen. In dem Augenblicke, wo Napoleon vom Altar zurückkehrte, nachdem er ſeiner Gemahlin einen Ring gegeben, und ſich abermal auf ſeinen Thronſeſſel geſetzt hatte, ſprach er, zu mir ſich wendend: »Ich habe meiner Frau einen Ring gegeben; ſie ihrerſeits hat mir keinen gegeben. Warum dies?« — Ich antwortete ausweichend. Er brachte einen Augenblick in dieſer Art Träumerei zu, die ihm gewöhnlich war, wenn er keine genügende Antwort auf eine Frage bekommen hatte, und ſprach dann nach einer Minute zu mir: »Ich habe der Kaiſerin einen Ring gegeben, weil die Frau die Sclavin des Mannes iſt. Sehen Sie, bei den Römern, da tragen die Sclaven alle einen Ring.«

Das ſchwere Ungewitter brach nicht an dieſem Tage ſelbſt, noch auch am folgenden Tage los; aber am 5. ſchrieb Herr Bigot von Préameneu, Nachfolger des Herrn Portalis, an Herrn von Champagny, daß, nach dem Betragen, welches zwölf Cardinäle (der Miniſter irrte; er hatte auf ſeiner Liſte des Cardinals la Somaglia vergeſſen,) bei Gelegenheit der Ehe des Kaiſers beobachtet hätten, dieſe Cardi-

[1810]
näle nicht ferner Zutritt bei Hofe erhielten; und dieſe letztern erhielten keine Einladung von Herrn von Champagny. Dieſe verbannten Eminenzen waren: die Cardinäle Mattei, Pignatelli, di Pietro, Saluzzo, Brancadoro, Galeffi, Opizzoni, Litta, Scotti, Gabrielli, Conſalvi und Ludwig Ruffo, welchen man noch den Cardinal La Somaglia beigeben muß.

Napoleon, der bei dieſer Gelegenheit mehr als Papſt war, erklärte, dieſe dreizehn Cardinäle ſollten den Purpur ablegen, und dürften ſich nicht mehr anders als ſchwarz kleiden. Sie verſicherten, ſie wären bei der Ceremonie aus dem einzigen Grunde nicht erſchienen, weil der Papſt bei Auflöſung der erſten Ehe nicht ins Mittel getreten wäre. Sie wurden in folgender Ordnung verwieſen; Mattei und Pignatelli nach Rhétel; La Somaglia und Scotti nach Mézières; Saluzzo und Galeffi nach Sedan, dann nach Charleville; Brancadoro und Conſalvi nach Rheims; Ludwig Ruffo und Litta nach Sanct-Quentin; die Piétro, Opizzoni und Gabrielli nach Saumur.

Aber wir müſſen eine lebhafte Ungeduld empfinden, zu erfahren was zu Savona vorgeht. Eine große Anzahl Cardinäle litten in Frankreich für die Sache Pius VII. Was aber that er ſelbſt, der ſeinen tiefſten Schmerzen alſo überlaſſen war?

Der Herr Graf Metternich war eben zu Paris; er hatte den Kaiſer in einem Augenblick, wo er eben gut geſtimmt war, um die Erlaubniß erſucht, einen öſterreichiſchen Agenten nach Savona mit dem Auf-

trag zu senden, den Papst zu sehen und einige Religionsangelegenheiten in Betreff des Wiener Diözeses und anderer Theile der österreichischen Staaten zu schlichten. Herr von Champagny hatte den General Cesar Berthier, Commandanten zu Savona, von dieser Reise benachrichtigt, und ihn ersucht, Alles zu erleichtern, damit der Agent seine Sendung vollbringen könne. Doch diese Weisung war vom 25. Mai datirt, und der Agent war bereits am 15. zu Savona angekommen. Sollte etwa der General, der keine Befehle hatte, dieser Sendung einige Hindernisse legen? — Dies that er keineswegs; er fürchtete, einen Hof zu kränken, der mit dem Kaiser so innig vereint war, und bewilligte, um was man ihn ersuchte. — Wer war dieser Agent? Wir sehen hier abermal mit Vergnügen einen Mann erscheinen, der hohe Achtung verdient; es ist der edle und muthige Ritter von Lebzeltern, der die Einladungen des Miollis an dem Tage verschmähte, vor welchem man den spanischen Minister, Herrn von Vargas beschimpft hatte. Es muß uns daran liegen, die Gesinnungen des Papstes, seinen Kummer, seine innerlichen Regungen und jene geheimen Vertraulichkeiten zu kennen, die man keinen Feinden mittheilt. Wir werden also Herrn von Lebzeltern so viele wichtige Umständlichkeiten dem Herrn Grafen Metternich mittheilen lassen; was unter dem 16. Mai geschah. Die alten Historiker hätten in meiner Lage ein Schreiben des österreichischen Gesandten verfaßt

[1810]

und erfunden. Ich werde hier das Originalschreiben geben, wie der Gesandte selbst dasselbe verfaßte *).

Mein Herr Graf!

»Meine Audienz bei dem heiligen Vater dauerte gestern Abend eine Stunde; und ich irrte mich nicht in meiner Ueberzeugung, daß er bei meinem Anblick eine ungewöhnliche Regung empfand, von welcher ich die schmeichelhaftesten und unzweideutigsten Beweise erhielt. Ich hatte Ursache es mir Dank zu wissen, daß ich darauf bestanden hatte, eine Audienz durch die Vermittlung des Monsignor Doria zu verlangen. — Es wäre mir schwer, Eurer Excellenz ein Resultat von einigem Werth in Folge eines Gespräches zu unterlegen, wo Ausdrücke der Güte von seiner Seite, der Dankbarkeit von der meinigen, und die kurze Wiederholung einiger früheren Thatsachen, deren Erinnerung wir gegenseitig erneuerten, jeder andern Unterredung vorangehen mußten. Auch werde ich mich darauf beschränken, Eurer Excellenz einige der wesentlichsten Fragmente dieser Unterredung mitzutheilen. In seiner Anhänglichkeit an unsern Hof getreu, bezeugte mir der Papst, wie gerührt er über die Aufmerksamkeit Seiner Majestät und auf die feierlichen Versicherungen der Theilnahme sei, die ich im Namen meines erlauchten Herrn ihm übergab. Verwundert über die Gefälligkeit des Kaisers Napoleon, in meine Sendung zu

*) Herr von Lebzeltern, der zu Lissabon zur Welt kam, während sein Vater daselbst als österreichischer Minister residirte, hatte dort die portugiesische, die spanische und französische Sprache erlernt. Das Deutsche war ihm so wenig geläufig, daß einst zu Wien, wo er Kaiser Franz II. über eine politische Angelegenheit Bericht erstatten sollte, und in seinem deutschen Vortrag ins Stottern kam, der Kaiser mit vieler Güte zu ihm sagte: „Aber, Ritter, so sprechen Sie doch französisch; Sie werden leichter daraus kommen, und ich werde Sie besser verstehen.“

ihm zu willigen, und erstaunt über meine Versicherungen, daß dieser Souverain mit Leichtigkeit und auf die freundlichste Weise sich dazu herbei gelassen habe; daß er sich nicht dagegen setze, daß der Zutritt zu dem Oberhaupt der Kirche frei gestattet sei und daß die Gläubigen sich an ihn wendeten, empfand er einen Augenblick wirklichen Vergnügens, dessen einziger Gegenstand Seine Majestät der Kaiser Napoleon war. Er schien sich sehr lebhaft um die Einzelnheiten zu interessiren, die er im Verlauf der Unterredungen berührte, und die ich ihm über die Ehe gab, welche die sicherste Verbürgung zu einem ständigen Frieden darbietet. Der Papst schien für einen Augenblick seiner Beschwerden, seines Kummers zu vergessen, und wirklichen und aufrichtigen Antheil an diesem Ereignisse zu nehmen. »Gebe der Himmel, sprach er, daß dies unvorgesehene Ereigniß den Continental-Frieden befestige! Wir wünschen mehr als jeder Andere, daß Napoleon glücklich sei; er ist ein Fürst, der so viele eminenten Eigenschaften in sich vereint! Gebe der Himmel, daß er sein wahres Interesse erkenne; er hält, wenn er der Kirche sich annähert, in seinen Händen die Mittel, alles Gute für die Religion zu thun; den Segen der Völker und der Nachwelt auf sich und sein Geschlecht herabzuziehen; und einen glorreichen Namen in jeder Beziehung zu hinterlassen.« — Bald hierauf durchkreuzten bittere Erinnerungen und Gedanken über seine Lage diese Ausbrüche seines befreiten Herzens, mit jener reinen Unbefangenheit, die ihm charakteristisch ist. Er brachte seine Vereinsamung und mehrere andere unangenehme Gegenstände auf die Bahn. Die Reden, die ich so eben berichtete, bestätigten mich in der Meinung, die ich nie aufgegeben habe, und die ich in Folge meiner Beobachtungen während eines sieben- bis achtjährigen Aufenthaltes in Rom Gelegenheit hatte, auf feste Grundlagen zu stützen, daß der Papst immer persönlich die größte Parteilichkeit für den Kaiser empfand. Wie viele Beweise dessen hatte ich nicht! und wie oft, ich muß es beken-

[1810]

nen, habe ich nicht, und zwar zu einer andern, von dem großen, gegenwärtigen Augenblick in jeder Hinsicht verschiedenen Epoche vorzüglich bemerkt, daß diese Parteilichkeit weit sichtbarer gegen Napoleon als gegen unsern Souverain sich offenbarte! Es gehören alle Bitterkeiten dazu, mit welchen der Papst getränkt wurde, um ihn dahin zu vermögen, ein System anzunehmen, das im Grunde seinem Herzen offenbar zuwider lief.

»Als ich mit dem heiligen Vater über die Verlegenheiten unsrer Bischöfe und über die augenscheinlichen Gefahren mich besprach, welche die Kirche und den heiligen Stuhl bedrohten, wofern er sich nicht bemühete, aus dem Stande der Unthätigkeit und Nullität herauszutreten, in welchem er sich befände, antwortete er mir: »Wir hatten wohl eine Ahnung derselben; und dies auch ist der einzige Gedanke, der uns beschäftigt. Diese Unterbrechung aller Beziehungen zu der fremden Geistlichkeit, und die Schwierigkeit unsrer Communicationen, sogar mit den französischen Bischöfen, sind der Grund unsres tiefsten Kummers. Ob wir auch hier gefangen gehalten und ohne freien Briefwechsel, so wie ohne Nachrichten sind, jene sehr unbestimmten Nachrichten ausgenommen, die wir in einzelnen, abgerissenen Blättern des Moniteurs schöpfen, welche der General die Gefälligkeit hat uns zu senden, haben wir wohl selbst geurtheilt, wie groß die Verlegenheiten der Bischöfe seyn müssen; auch haben wir nie nachgelassen, bei diesen Letztern über unsre Lage in dieser Hinsicht uns zu beklagen; es ist dies eine wahre, auf die Thatsache gestellte Spaltung. Wir verlangen von dem Kaiser Nichts für uns; Wir haben Nichts mehr zu verlieren. Wir haben unsern Pflichten Alles aufgeopfert. Wir sind alt, ohne Bedürfnisse. Welche persönliche Rücksicht könnte also von dem engen Pfade uns abbringen, den unsre Pflichten und unser Gewissen uns vorgeschrieben haben; oder uns anregen, das Geringste für uns zu wollen? Wir verlangen keinen Jahrgehalt, wir verlangen keine Ehren;

[1810]

die Almoſen der Gläubigen werden uns genügen. Es hat andere Päpſte gegeben, die ärmer waren als wir; und wir denken an Nichts über die engen Schranken hinaus, in welchen Sie uns ſehen; allein wir wünſchen ſehnſüchtig, daß unſre Verbindungen mit den Biſchöfen und den Gläubigen wiederhergeſtellt werden. Es genügt uns, daß die Recurſe dieſer Letztern uns frei zukommen, und daß wir die Mittel erlangen, unſre Functionen zu verrichten. Wir haben nicht aufgehört, dem General Berthier zu ſagen: Man laſſe uns nicht allein! (denn wir ſind es ſo ſehr, daß wir nothgedrungen waren, zu einem Secretair einen Bedienten zu ernennen, deſſen Handſchrift leſerlich war.) Man verhindere uns nicht, unſer geiſtliches Amt aus gänzlichem Mangel an nothwendigen Individuen und aus dem Grunde auszuüben, weil der Zutritt der Gläubigen zu uns ihnen nicht frei ſteht! Wir haben gethan, was von uns abhing, da wir ganz allein über fünf hundert Dispenſen ausfertigten, und mit allen unſern Mitteln den Biſchöfen des franzöſiſchen Reiches zu Hilfe kamen, deren Geſuche uns zugekommen ſind. Aber abgeſehen davon, daß es uns an phyſiſchen Kräften gebricht, gibt es Gegenſtände, welche unterſucht und erörtert werden müſſen; es gibt Formen zu beobachten, die ſogar ſonderbar, aber dennoch nothwendig ſind, und auf die wir uns nicht verſtehen.«

»Ich bezeugte ihm, ich könne nicht zweifeln, der Kaiſer Napoleon würde, wofern der Papſt ſein diesfälliges Verlangen ausſpräche, einwilligen, daß er einige Leute um ſich hätte, die fähig wären, in einer ſo ſchwierigen Aufgabe ihn zu unterſtützen. Ich ſagte ihm auch, er hätte vielleicht beſſer gethan, das Stillſchweigen zu brechen, zu wirken und dem Kaiſer ſeine Wünſche kund zu geben. Der Papſt antwortete: »Er kennt unſre vollkommne Vereinſamung; unſre Klagen und unſre wiederholten Bitten an den Präfect und an den General müſſen ihm bekannt ſeyn.« — Ich fühlte wohl, warum er nicht auf meine Idee in ihrem ganz-

[1810]

zen Umfang antwortete; der Augenblick ist noch nicht erschienen, gewisse Dinge zu berühren. Diese Dinge beschleunigen oder sie ertrotzen wollen, bevor die Gesinnungen des heiligen Vaters einen gewissen Grad von Reife erlangen, wäre nicht das Mittel, ein vortheilhaftes Resultat herbei zu führen. »Sie können sich, fügte der Papst bei, den Trost nicht denken, den wir empfinden, daß wir Sie als den Geschäftsträger Ihres Klerus sehen. Dies ist der erste Canal, der sich vor uns aufthut.«

»Ich ergriff diese Gelegenheit, ihm vorzustellen, es sei dies ein Beweis, daß der Kaiser, weit entfernt, sich zu widersetzen, daß er den heiligen Pflichten seines erhabenen Amtes abwarte, ihm vielmehr alle Freiheit dazu ließe; und ich benützte die glückliche Stimmung des heiligen Vaters, um ihn zu bitten, er möchte den Gnaden, welche die Bischöfe von ihm begehrten, die größte Ausdehnung geben. Er verhieß mir, Alles zu thun, was von ihm abhängen würde; und wiederholte, die Bischöfe der Christenheit würden in ihrem geistlichen Oberhaupte immer einen zärtlichen und nachsichtigen Vater finden.

»Unter den Ursachen des Kummers, die tief auf den heiligen Vater einwirkten, nagen, außer den vorzüglichsten, bereits hier ausgesprochenen, die gefängliche Haft des Cardinals Pacca und seines Neffen, zu Fenestrelles, ihm sehr am Herzen. »Man muß, sprach er zu mir, ihm schlimme Dienste bei Seiner Majestät geleistet haben, dessen persönliche Unzufriedenheit er sich nicht kann zugezogen haben. Er war unser Staatssecretair zu einer unglückseligen Epoche; und ist nun das unschuldige Opfer derselben. Aber es kann dies kein Vergehen in den Augen des Kaisers seyn. Sie und alle Welt wissen, daß wir selbst unsre Protestationen schrieben; daß wir, um Niemand zu compromittiren, ausschließend unsre Vertheidigung übernommen hatten; freilich mußte, der Form wegen, der Staatssecretair seinen Namen dazu hergeben.«

»Die andern Gründe des Kummers Seiner Heiligkeit sind die Berufung und der Aufenthalt seiner Cardinäle und seiner Minister zu Paris; die Verbannung mehrerer Bischöfe, die seine Instructionen buchstäblich befolgt hatten; und endlich der Verdruß, daß er es nicht hatte erhalten können, daß Monsignor Menochio, sein Beichtvater, Monsignor Dévoti, Secretair der Breve's, Monsignor Testa, Secretair der Briefe an die Fürsten, und einigen Copisten, ihm wären gesandt worden.

»Der Papst sprach nicht ein Wort, das auf sein Zeitliches und auf die Oberherrschaft von Rom sich bezogen hätte, außer so nebenher in folgenden Ausdrücken: »Wenn die Meinungen auf die Stimme des Gewissens und die Gesinnung der eigenen Pflichten gegründet sind, dann sind sie unabwendbar; und es gibt keine physische Kraft in der Welt, die in der Länge gegen eine moralische Kraft zu ringen vermöchte. Was wir über die traurigen Ereignisse ausgesprochen haben, die auf unserm Stuhle uns widerfahren sind, ward durch solche Gesinnungen dictirt, und kann folglich nie eine Abänderung leiden, so oft wir uns werden erklären müssen.«

»Ich fand den Papst etwas gealtert; aber wohlauf, ruhig, heiter, wie er es gewöhnlich ist, und ohne die geringste Erbitterung in seinen Reden; selbst wenn er über Dinge sprach, die ihm am peinlichsten fallen müssen. Er schien mir gleich fest in seinen Gesinnungen; worunter einige sind, von welchen er nie zurückkommen wird, noch auch zurückkommen kann. Jeder Versuch in dieser Hinsicht würde, so wie die Unklugheit, gewisse Streitfragen zu berühren, zu jeder Zeit, kein anderes Resultat hervorbringen, als lange theologische Erörterungen zu veranlassen, über welche man von beiden Seiten bereits erschöpft hat, was darüber zu sagen war; und wobei, nach manchen Wiederholungen, Jeder auf seiner Meinung beharren und sie eben so befolgen wird. Dieser Fall ist auf unsern Hof so gut als auf den

[1810]

französischen anwendbar. Wofern nur der Papst manche Maxime (Josephinische Ansichten) duldet, und die Souveraine ausführen, was sie für ihre Staaten für vortheilhaft halten: was würde man da je dabei gewinnen, die förmliche Anerkennung solcher Grundsätze zu fordern, die der heilige Vater nicht aussprechen kann? Sie gewinnen durch ihre ständige Uebung jeden Tag mehr an Kraft; und noch weit mehr, wenn sie nicht erörtert werden.

»Ueberhaupt wollen Eure Excellenz mir erlauben, daß ich noch kein Urtheil über die Stimmung des heiligen Vaters hege. Ich habe bisher nur gesucht, seine Gesinnungen kennen zu lernen; ja ich habe es sogar vermieden, bei dieser ersten Zusammenkunft ihm Bemerkungen über mehrere Gegenstände entgegen zu setzen; und erst dann, wann er sein Herz gänzlich von einer Last wird erleichtert haben, die ein langwieriger Zwang noch vermehrte, wird es mir möglich seyn, seine Denkungsart zu kennen und in Folge dessen zu wirken. Nichts desto minder werden dem scharfsinnigen Beobachtungsgeiste Eurer Excellenz manche Schattirungen nicht entgangen seyn, die unsern Absichten nicht abhold scheinen.

»Wenn der Kaiser Napoleon seiner Großmuth es würdig achtete, den Cardinal und Monsignor Pacca befreien zu lassen, und einige individuelle Gefälligkeiten dieser Art zu üben, so bin ich überzeugt, sie würden tief auf das Herz und den Geist des heiligen Vaters wirken; da ich bemerkt habe, wie tief er bereits darüber gerührt war, daß Seine Majestät meine Sendung zu ihm erleichterten. Nie habe ich Jemand gesehen, der so leicht durch zuvorkommende Höflichkeiten zu rühren war als Seine Heiligkeit; dies kommt von den Eigenschaften Ihres Herzens; und während meiner langen Geschäftsführung zu Rom habe ich dies Mittel immer mit voller Sicherheit angewendet.

»Der Papst lobt ungemein das Verfahren und die Rücksichten des Herrn Präfecten und des Herrn Grafen Ber-

thier gegen ihn. Bisher weigerte er sich standhaft, aus dem bischöflichen Pallaste auszugehen, den er bewohnt; und er beschränkt seine Spatziergänge auf sein Zimmer und auf einen kleinen Garten. Das Hinzuströmen der Leute, welche die Andacht täglich zu seinen Füßen führt, nimmt nicht ab. Ihrerseits sind der Präfect, Graf Chabrol, und der General höchst zufrieden über die äußerste Behutsamkeit des Papstes und seine Güte gegen sie. Eure Excellenz kennen, wie ich mir schmeichle, die Freimüthigkeit meines Charakters und meiner Sprache. Ich betrachte es als eine strenge Pflicht gegen meinen Chef, ihm offen und bei jeder Gelegenheit, den Umfang meiner Gedanken zu erklären; da ich überzeugt bin, daß die Wahrheit Seelen nicht mißfallen kann, die mit Adel und Erhabenheit begabt sind. Nach dieser Grundlage werden meine Berichte an Eure Excellenz immer abgefaßt seyn.....«

Ein zweiter Bericht vom 18. Mai enthält eine Menge anderer Umständlichkeiten. Der Papst verhieß, sich unmittelbar und ungesäumt mit den Angelegenheiten des österreichischen Klerus zu beschäftigen. Am 21. übergaben Seine Heiligkeit Herrn von Lebzeltern ein, an den Grafen von Metternich gerichtetes Breve als Antwort auf einen Brief, den dieser letztere ihm geschrieben hatte. Dies Actenstück ist sehr denkwürdig; der Papst erneuert darin die Versicherungen seiner Standhaftigkeit, die Ungerechtigkeit zurückzudrängen. Er bedeutet indessen nichts desto minder, er werde eine Vermittlung genehmigen, die auf Grundvesten ruhe, welche seiner würdig seien, und nachdem man seinen trostlosen und einsamen Zustand habe aufhören lassen. Dieses so ehrenvolle Breve ist ohne Zweifel eine der

[1810]
wichtigsten Schriften welche das Haus Metternich aufbewahren kann. Der Ausdruck, der die Lage schildert, trägt das Gepräge eines Charakters voll der Zärtlichkeit, Dankbarkeit und des sanften Vertrauens, aus welchem aber gleichwohl der heilige Ernst des hohen Priesters hervorleuchtet; er ist unglücklich, er ist gerührt; immer aber ist er groß, und der Statthalter Christi auf Erden.

Zu Rom legte man den Bischöfen des Staates den Eid vor. Der Bischof von Tivoli leistete diesen Eid; aber die Bischöfe von Amélia, von Aquapendente, von Civitá-Castellana, von Assis, von Norcéra, von Foligno, von Sezze und Terracina, von Sutri und Népi, von Todi, Orviéto und Narni weigerten sich dessen. Man wagte es nicht, denselben von den Pfarrern Roms zu fordern; die sämmtlich fest entschlossen waren, ihn zu verweigern.

Am 21. Juli starb der Cardinal Caprara zu Paris. Der Papst war mit seinem Betragen nicht mehr zufrieden, und hatte am 26. August des verflossenen Jahres, kurze Zeit nach seiner Ankunft nach Savona ihm ein Schreiben zugesandt, das erst nach langen Verspätungen angelangt war; und worin man nach einer langen Aufzählung aller Beschimpfungen, welche der Kirche widerfahren waren, die Worte las:

»Wägen Sie diese Thatsachen auf den Wagschalen des Heiligthums, und nicht auf den Wagschalen der menschlichen Klugheit. Wenn Seine Majestät den Frieden lieben, so sollen Sie uns unsern Stuhl, unsre Minister, dem apostolischen Stuhle aber seine Staaten, die das Erbe des hei-

ligen Petrus, und nicht das unsre sind, und den Gläubigen das unverletzbare Recht der freien Mittheilung gegen ihren Vater und allerhöchsten Hirten zurückgeben, dessen unsre Gefangenschaft sie beraubt. Zurückgeben sollen Sie endlich die Bischöfe ihren Herden; und dann wird die ersehnte Harmonie wiederhergestellt seyn. Indessen lassen wir mitten unter den Drangsalen unsrer schauderhaften Lage nicht ab, Gott, der die Herzen der Menschen in seinen Händen hält, selbst für Denjenigen zu bitten, welcher der Urheber so vieler Uebel ist; und wir würden für unsre Schmerzen uns überreichlich belohnt halten, wenn es dem Allmächtigen wohlgefiele, daß Er uns ihn ließe zu bessern Gesinnungen zurückkehren sehen. Soll dies aber nach Gottes verborgenen Gerichten nicht geschehen, dann werden wir in unserm Herzen alle Uebel bitter beweinen, welche entstehen können, und die man gerechter Weise uns nicht aufbürden kann.«

Dies Actenstück, worin man Einiges von der Majestät des Styles der Väter wahrnimmt, hat das Eigene und sehr Gewandte, daß der Papst durch die Erklärung, er bete für den Kaiser, auf gewisse Weise und ohne alle Schwäche den Schlag mildert, der durch die Bannbulle ihn mag getroffen haben.

Der Kaiser hatte eine Partei zu erregen gesucht, die den Papst hätte dahin vermögen können, nachzugeben; doch diesmal konnte man nichts ausrichten. Die Streitfrage wegen der Ehe hatte das heilige Collegium in Cardinäle getheilt, die man um jeden Preis von dem Papste fern halten wollte; und in Cardinäle, die er vielleicht nicht mit Vergnügen um sich gesehen hätte. Von beiden Seiten verblieb Jeder auf dem Gebiete, das, wie es schien, ihm am Herzen lag, zu vertheidigen.

Zwei und zwanzigstes Capitel.

Zweite Reise Canova's nach Paris. — Seine Unterredungen mit Napoleon über Rom und über die Lage des Papstes. — Breve an den Cardinal Maury und an Herrn Corboli. — Neue Verfolgungen wider den Papst. — Schönes Betragen des Herrn Emery. — Der Erzbischof soll unter den Thürmen der Kirche Notre-Dame wohnen.

Man muß ungefähr auf diese Zeit die Bewerbungen Napoleons zurückführen, daß Canova nach Paris kommen möchte.

Seine zweite Reise nach dieser Stadt bietet Vorfälle dar, die den Thatsachen nicht fremd sind, mit welchen wir uns hier beschäftigen. Ich habe für die Handschrift der gegenwärtigen Geschichte Umständlichkeiten ausgeborgt, die auf diesen Gegenstand sich beziehen, und die ich bereits in Italien bekannt machte. Diese Einzelheiten stelle ich hier wieder her, da sie dieser Erzählung geradezu angehören. — Canova kam am 11. October 1810 zu Paris an. Er ward dahin berufen, das Bildniß Maria-Louisens zu fertigen. Am Zwölften ward er Napoleon vorgestellt; der Kaiser und die Kaiserin saßen eben beim Frühstück. Canova sagte, er sei gekommen, Seiner Majestät Genüge zu leisten, damit er dann nach Rom zurückkehren und seine Arbeiten wieder vornehmen könne. — »Aber, sprach der Kaiser, Paris ist ja jetzt die Hauptstadt, Sie müssen hier bleiben; und werden daran wohl thun.« —

»Sire, Sie sind Herr meines Lebens; wenn es aber dem Kaiser gefällt, daß dasselbe zu seinem Dienste verwendet werde, so muß er mir gestatten, nach Rom zurückzukehren, sobald ich die Arbeiten beendiget habe, um welcher willen ich gekommen bin. Man hat mir gesagt, ich soll das Portrait der Kaiserin machen; ich werde sie unter den Zügen der Concordia darstellen. Der Kaiser lächelte mit Wohlwollen und erwiederte: »Hier ist der Mittelpunct; hier sind alle Meisterstücke der Antiken; es fehlt nur noch der Farnesische Herkules, der zu Neapel ist; ich habe ihn mir vorbehalten.« — »Lassen Eure Majestät Italien wenigstens Etwas; erwiederte Canova; die antiken Denkmahle bilden eine Sammlung und verketten sich mit einer endlosen Anzahl anderer, die sich weder von Rom noch von Neapel übersetzen lassen.« — »Italien, mein Herr, soll, um von seinen Verlusten sich zu erholen, Nachgrabungen anstellen. Ja, ich werde Nachgrabungen zu Rom befehlen. Sagen Sie mir, hat Papst Pius VII. Vieles auf Nachgrabungen verwendet?« — Canova antwortete, der Papst sei nicht sonderlich reich; indessen habe er mit einer erstaunlichen Liebe für die Künste und einer einsichtsvollen Weisheit es dennoch dahin gebracht, ein neues Musäum zu bilden. — »Sagen Sie mir, hat die Familie Borgheſe große Summen auf Nachgrabungen verwendet?« — »Sie hat denselben nur eine mäßige Summe geweiht; der Fürst ließ auf halbe Rechnung mit Andern nachgraben; und kaufte dann den Antheil seines Mitgefährten.« —

[1810]

Bei dieser Gelegenheit nahm Canova seine Beredsamkeit zusammen, um zu beweisen, welches heilige Recht das römische Volk auf die Denkmahle habe, die in dem Schooße seiner Grundvesten entdeckt würden; daß dies ein, mit dem Boden selbst so innerlich vereintes Product sei, daß weder die adeligen Familien, noch auch Pius VII. selbst dies Erbe des königlichen Volkes, diese Belohnung, welche der Sieg ihren uralten Vätern verliehen, weder verkaufen noch ins Ausland senden dürften. — »Wissen Sie, fügte Napoleon bei, daß ich für die Borghésischen Statuen vierzehn Millionen bezahlt habe? Wie viel gibt der jetzige Papst für die Künste aus? vielleicht hundert tausend römische Thaler?« — »Nein, nicht so viel; weil er zu wenig reich ist.« — »Also kann man mit weniger, große Resultate erreichen.«—»Ganz gewiß, Sire.« — Hernach kam die Rede auf das colossale Standbild zu Fuße des Kaisers, dem es leid war, zu erfahren, das dasselbe nackt seyn würde. — »Aber warum machen Sie meine colossale Statue zu Pferde nicht nackt?« sprach der Kaiser. — »Diese muß das heroische Costüm haben; die alten Könige von Frankreich, und ihr Joseph II. zu Wien, Madame sind also zu Pferde gestaltet.« — Bei der Anführung dieser alten Könige von Frankreich und Josephs II., Groß-Oheims der Kaiserin, mußte der Kaiser lächeln. — Am 15. October sprach der Kaiser zu Canova: »Ich bitte Sie, mein Herr, wie war die Luft zu Rom? war sie in den alten Zeiten schlecht oder ungesund?« — »Ich erinnere mich, im Tacitus

bei Gelegenheit der Ankunft des Vitellius geleſen zu haben, daß viele Soldaten krank wurden, weil ſie auf dem Vatican in freier Luft geſchlafen hatten.« — Der Kaiſer klingelte und befahl, den Tacitus herbeizubringen; aber der zu ungeſtüme Krieger und der von einer andern Arbeit zu ſehr eingenommene Bildner ſuchten die Stelle zu ungeſchickt. (Canova fand ſolche bei ruhigem Suchen zu Hauſe, und ſandte ſie dem Kaiſer wie ſie iſt. Tacit. Hist. lib. II. 23.) — »Aber Rom leidet an andern Schmerzen, begann Canova aufs Neue; dieſe Hauptſtadt iſt verödet ſeit der Abweſenheit des Papſtes; ſie verlor ihren Souverain, vierzig Cardinäle, die fremden Miniſter, mehr als zwei hundert Prälaten, eine große Menge Geiſtlicher; das Gras wird nun auf den Gaſſen wachſen; Ihr großer Ruhm geſtattet mir, frei zu ſprechen. Das Gold floß in Rom; heutigen Tages rinnt keines mehr.« — »Das Gold in dieſen letzten Zeiten war wohl ſehr unbedeutend. Säet Baumwolle aus..... Wir werden Rom zur Hauptſtadt von Italien erheben, und Neapel damit vereinigen; was ſagen Sie dazu? Werden Sie dann zufrieden ſeyn?« — »Die Künſte könnten die Wohlfahrt zurückführen. Die Religion begünſtigt die Künſte. Bei den Aegyptern, bei den Griechen und den Römern, Sire, war es die Religion allein, welche die Künſte unterſtützte. Die Arbeiten der Römer tragen das Gepräge der Religion. Dieſer heilſame Einfluß auf die Künſte hat ſie überdies, zum Theil von den Verheerungen der Barbaren gerettet. Alle

[1810]

Religionen sind Wohlthäterinnen der Künste; die Religion aber, welche auf ganz besondere und hochherrliche Weise ihre Beschützerin und ihre Mutter ist, ist die wahre Religion, unsre römisch-katholische Religion. Die Protestanten, Sire, begnügen sich mit einer einfachen Capelle und mit einem Kreuze; und geben keine Veranlassung, schöne Kunstgegenstände zu schaffen. Die Gebäude, welche sie besitzen, sind von Andern erbaut worden. — Der Kaiser wendete sich zu Marie-Louise und sprach, sie mit in das Gespräch ziehend: Er hat recht, die Protestanten haben nichts Schönes.«

Bei einer andern Unterredung gab, während er blos auf die Züge der Kaiserin und auf die zarten und feinen Umrisse ihres Angesichtes aufmerksam schien, Canova sich selbst eine unerschrockene Sendung vor dem italischen Jupiter, und sprach plötzlich vom heiligen Vater. Die ersten Worte, die dem Venetianer entfuhren, waren so stark, daß er einen Augenblick fürchtete, eine unverzeihliche Unbesonnenheit begangen zu haben. Indessen hatten die Augenbraunen Napoleons kein Ungewitter angekündigt; er hörte mit Aufmerksamkeit diese Vorwürfe an, die, ob sie auch energisch waren und offenbar nach einem sichern Ziele strebten, mit höflichem und ehrerbietigem Tone ausgesprochen wurden, in welchem mitunter Etwas von dem zierlichen und anmuthigen Venetianischen in einer Sprache unterlief, wo das rechte Wort nicht immer zur rechten Zeit eintraf; aber der Gedanke darum dennoch nichts von

seiner Kraft verlor, und eine Art unwiderstehlichen Einschnittes bewirkte. Die Kaiserin sah Canova mit einer, von innehaltender Zufriedenheit gemischten, Verwunderung an. Dadurch ward er noch mehr ermuthigt. Er hatte sich nicht einen Augenblick unterbrochen; und er kam zur Ueberzeugung, die Seele des Kaisers müsse nicht tyrannisch seyn; und er sei nur von Schmeichlern verdorben, die ihm die Wahrheit verhehlten. Es schien, als hätte Canova den glaubenden Napoleon, und zwar allein zu seiner freien Verfügung. Nach einer jener Bewegungen eines Künstlers, der nur seinen Gegenstand tiefer zu studieren scheint (er selbst vertraute mir diese unschuldige Arglist), fuhr er also fort: »Aber Sire, warum söhnen sich Eure Majestät nicht auf gewisse Weise mit dem Papste aus?« — Weil, mein Herr, die Priester überall befehlen, und Herren von Allem seyn wollen; wie Gregor VII. — Es bedünkt mich, Sire, daß dies jetzt eben nicht zu befürchten ist, da Eure Majestät jetzt Herr von Allem in Italien sind.— Die Päpste haben die italienische Nation immer sehr niedrig gehalten, wenn sie durch eine Folge der Factionen der Colonna's und der Orsinis nicht Herren zu Rom waren. — Gewiß, Sire, wenn die Päpste die Kühnheit Eurer Majestät gehabt hätten, so hatten sie treffliche Augenblicke, um Herren von ganz Italien zu werden. — Dazu ist das nothwendig, mein Herr; sprach Napoleon, an seinen Degen schlagend; das braucht man; es bedarf des Degens! — Nicht nur des Degens sondern mit dem Degen auch

[1810]

des Lituus (des Krummstabes der Auguren): Endlich aber, Sire, da Sie durch den Degen zu einer solchen Größe gelangt sind, so geben Sie doch nicht zu, daß unsre Drangsale sich vermehren. Ich sage es Ihnen, wenn Sie Rom nicht unterstützen, so wird es werden was es zur Zeit war, wo die Päpste Avignon bewohnten. Ungeachtet seiner unglaublichen Menge Wasserleitungen und Springbrunnen, gebrach es an Wasser; die Röhren zerbrachen; man mußte den gelben Schlamm der Tiber trinken; die Stadt war eine Wüstenei.« — Der Kaiser schien lebhaft bewegt; und sprach, von dieser Thatsache durchdrungen: »Aber man setzt mir Widerstand entgegen! Wie! Ich bin Herr über Frankreich, über ganz Italien und über drei große Theile von Deutschland; ich bin der Nachfolger Carls des Großen! Wären die Päpste heut zu Tage gewesen wie die Päpste der ehemaligen Zeit, dann wäre Alles in der Ordnung. Eure Venetianer selbst haben mit dem Papste sich verunreinigt.« — »Nicht in dem Grade wie Eure Majestät. — Aber in Italien ist der Papst ganz deutsch!« Bei diesen Worten blickte Napoleon die Kaiserin an. Diese sprach: »Ich kann versichern, daß man, als ich in Deutschland war, sagte, der Papst sei ganz französisch.« Napoleon fuhr fort: »Er wollte weder die Russen, noch die Engländer, noch die Schweden, noch die Sardinier aus seinen Staaten verjagen; und darum haben wir ihn vernichtet!«

Am 5. November, bevor Napoleon Canova entließ, wollte er ihm einen Begriff von seiner Macht geben, um ihm auf gewisse Weise zu zeigen, warum er niemals zurückschreiten dürfe. — »Ja, mein Herr, ich habe sechzig Millionen Unterthanen, acht bis neunmal hundert tausend Soldaten, hundert tausend Pferde. Die Römer selbst hatten niemals eine so große Macht. Ich habe vierzig Schlachten geliefert; bei der Schlacht von Wagram habe ich hundert tausend Kanonenschüsse gethan; und diese Dame da, fügte er gegen die Kaiserin sich wendend, bei, diese Dame da, welche damals Erzherzogin von Oesterreich war, wünschte meinen Tod.« — »Das ist wirklich wahr,« erwiederte Maria-Louise. — Canova hatte Alles gesagt was ein muthiger Christ sagen konnte; und er reiste nach Rom zurück, und verschmähte es, die Stelle eines Mitgliedes im Senate zu Paris anzunehmen.

Welche immer die Stimmung seyn mochte, in welcher Canova den Kaiser gelassen hatte, sollten dennoch neue Unruhen entstehen. Neunzehn französische Bischöfe richteten gemeinsam ein Schreiben an den heiligen Vater, worin sie unter dem Vorwand um die Ausdehnung der Vollmachten, die ihnen für Ehedispensen waren verliehen worden, die Bitte um die Bestätigung der Ernennung zu bischöflichen Sitzen mit solchen Ausdrücken erneuerten, die man zu Savona für eine Drohung hielt, die Kirche Frankreichs für ihre Erhaltung durch sich selbst sorgen zu machen, wenn sie vom Papste verlassen würde. Von

[1811]
so vielen Rechten des heiligen Stuhles war ihm nur mehr das einzige Recht der Bestätigung und der canonischen Einsetzung der Bischöfe übrig geblieben. Dieser Gefahr zu begegnen, sandte am 5. November der Papst dem Cardinal Maury, der, auf die Weigerung des Cardinals Fesch hin, von Napoleon zum Erzbischof zu Paris war ernannt worden, und am 2. December an Herrn Corboli, Archidiacon von Florenz, dessen Sitz Napoleon dem Bischof von Nancy gegeben hatte, Bullen, welche mit großer Festigkeit erklärten, daß jede, von Bischöfen geschehene Einsetzung null und nichtig wäre. Diese Publication reizte Napoleon zum Zorn, welcher Maßregeln der Strenge gegen einige getreue Cardinäle befahl, weil er, wie es schien, keine mehr gegen den Papst ergreifen konnte. Man übersetzte nach Vincennes die Cardinäle di Pietro, Gabrielli und Opizzoni, den muthigen Prälaten di Gregorio und den General der Barnabiten Fontána. Der Prälat Doria, welcher seinen Dienst bei dem Papste mit Ergebenheit fortsetzte, ward nach Neapel verwiesen. Einige alte Diener wurden bestimmt, nach Fenestrelles abgeführt zu werden. Man wußte keinen andern Rath mehr zu geben als schwarze Tücke, Verrätherei und Eidbrüchigkeit; noch von Anderm als von Gefängnissen, Ketten und Banden und finstern Kerkern zu sprechen.

Folgende Umstände wurden durch Herrn Moiraghi bestätigt. Man hatte von Paris aus den Befehl gesandt, alle Papiere des Papstes zu untersu-

chen. Man legte das Siegel an Alles, was nur die Spur einer Schrift an sich hatte. Am 7. Jenner, während er in seinem kleinen Garten sich erging und ganz anderer Dinge als eines Sturmes in seiner Wohnung gedachte, wurden seine Zimmer mit strengster Sorgfalt untersucht. Man nahm Einsicht von dem Inhalt aller Depeschen, man bemächtigte sich sogar seiner Breviere und der Tagzeiten der seligsten Jungfrau; alle diese Gegenstände wurden fortgetragen. Als der Papst diesen furchtbaren Besuch erfuhr, hörte er diesen Bericht mit seiner gewöhnlichen Sanftmuth an, und äußerte keine Bemerkung darüber. Nur sagte er: »Und die Tagzeiten der Jungfrau auch? und unsre Breviere? So ist's recht!« — Der Graf Berthier, Gouverneur des Pallastes Seiner Heiligkeit, verschwand. Eine Art Intendant zeigte an, jedes italienische Individuum, den Papst miteinbegriffen, würde von nun an nur mehr fünf Paoli für jeden Tag empfangen.

Aber dieser absurde und lächerliche Befehl wurde nur zwei Wochen hindurch ausgeführt, weil die Inwohner von Savona dem Papst und seinem Gefolge Vorräthe zusandten. Moiraghi hatte mehrere Gegenstände von Werth in Verwahrung, die der Papst ihm anvertraut hatte, und er wollte dieselben ihm zurückstellen. Pius VII. weigerte sich, sie zurückzunehmen und bemerkte dabei, man würde ihn ohne Zweifel nicht von diesem getreuen Diener trennen. Moiraghi bestand darauf, gab das ihm Anvertraute

(1811)
zurück; und ward kurze Zeit darauf ergriffen und nach Fenestrelles abgeführt.

Unterdessen bekam der Präfect des Departements Befehl dem Papst folgendes Schreiben zuzusenden, das Napoleon offenbar als Muster gesandt hatte:

»Nach Befehlen, die von seinem Souverain, Seiner kaiserlichen und königlichen Majestät Napoleon, Kaiser der Franzosen, König von Italien, Beschützer des Bundes ꝛc., ausgingen, ist der Unterzeichnete beauftragt, dem Papst Pius VII. ämtlich anzuzeigen, daß ihm hiermit verboten wird, mit irgend einer Kirche des Kaiserreiches und irgend einem Unterthan des Kaisers Gemeinschaft zu pflegen, bei Strafe des Ungehorsams von seiner Seite und von der ihrigen; daß er aufhört, das Organ der katholischen Kirche zu seyn, er, der Rebellion predigt und dessen Seele ganz von Galle ist; und weil Nichts ihn klug machen kann, so wird er sehen, daß Seine Majestät mächtig genug sind, zu thun, was Ihre Vorgänger gethan haben, und einen Papst abzusetzen.«

Savona, am 14. Jenner 1811.

Hier also sehen wir die Drohung einer politischen Gegen-Excommunication, die durch einen Präfect angekündigt wird; und in welchen Ausdrücken! — Es wird ihm verboten..... Woher nahm er je diese niedrige, schmutzige Reminiscenz einer Polizei-Einschärfung? Bei Strafe des Ungehorsams von seiner Seite und von der ihrigen.... Hat man bei der Wuth eines Zornes, die man auf so feierliche Weise ausbrechen

läßt, je das Recht, die gemeinsten Regeln des Styles zu überschreiten? Es fehlte hier eine ganze Zeile; denn damit der Sinn verständlich sei, sollte es wenigstens heißen: bei Strafe des Verdammungsurtheils, in das sie durch Ungehorsam verfallen ꝛc.—Der Papst predigt Rebellion.... Er fordert die Erhaltung seiner Rechte. Seine Seele ist ganz von Galle.... Also spricht man zu dem für gewöhnlich sanftmüthigsten, unbefangensten Mann voll der holdseligsten Freundlichkeit..... Nichts kann ihn klug machen. Dieser Schulmeister-Vorwurf wird an einen neun und sechzigjährigen Papst gerichtet!.... Man begeisterte sich hier mit dem schlechten Geschmack der Satyre: Puer annorum decem, die am Ende ein Wortspiel zur Unterhaltung alberner Tröpfe ist.

Ist es nicht Buonaparte, der hier als Verfasser dieses Absetzungsdekretes eines Papstes auftritt? Ist es nicht der nämliche Mann, der schon so oft gegen den hohen Priester argumentirte? Welcher andere konnte, leider, Verfasser einer solchen Anzeige seyn, wo man, um mich eines Ausdrucks aus dem Mittelalter zu bedienen, einen Todeskampf der Schicklichkeiten, eine gänzliche Vergessenheit der menschlichen Achtung, des Geschmacks *), der

*) Man versichert, Napoleon habe einmal Herrn von Talleyrand auf so außerordentliche Weise behandelt, daß dieser, auf's Aeußerste getriebene Minister in seiner Unzufriedenheit sich nicht bemeistern konnte, und hernach zu einem fremden Bothschafter sagte: „Wie Schade, mein Herr, daß ein so großer Mann so übel erzogen ward!“

[1811]

Sprachregeln; des gesunden Sinnes und der Würde der christlichen Religion ersieht? Diese Anzeige muß dem, zum Zorne gereizten Kaiser angehören, der damals in Spanien das Mißgeschick des Krieges empfinden mußte; dem Kaiser, der vermuthlich wegen des Muthes, den die spanische Nation entwickelte, vor Zorn außer sich gerieth. Wir nehmen keinen Anstand zu glauben, daß diese Anzeige aus Einer seiner Depeschen ausgeschrieben ward. Wie sehr mußten Schmeichler ihn mit Betrügereien umgeben haben! Wie höchst nothwendig war es ihm, zu besſern Gesinnungen zurück zu kehren! Zum Glück werden wir sehen, und zwar bald, daß er Worte des Muthes und der Vernunft zu hören und zu belohnen wußte.

Der Papst ertrug diese Gewaltstreiche mit heldenmüthiger Festigkeit, und gab durchaus kein Zeichen der Kleinmüthigkeit und Schwäche. Der Kaiser fragte damals seinen geistlichen Ausschuß, an wen man sich wenden müsse, um Dispensen zu erhalten; da alle Communication zwischen den Unterthanen des Kaisers und dem Papste unterbrochen wäre; eine unerklärliche Frage in dem Munde eines Mannes, der die Unterbrechung dieser Communication befohlen hatte! Er fragte auch, welches das Mittel wäre, die canonische Einsetzung zu geben, wenn der Papst darauf beständen, die Bestätigungsbullen nicht zu bewilligen!

Dieser Ausschuß bestand aus den Cardinälen: Fesch, Maury, Caselli, dem Erzbischof von Mecheln,

[1811]

den Bischöfen von Nantes, Trier, Evreux, Verceil, aus dem Abbé Emery und dem Pater Fontana. (Letzterer ging dreimal hin und erschien dann nicht mehr dabei.) Die Mehrzahl antwortete, die Kirche von Frankreich müsse für ihre Erhaltung sorgen. In Folge dessen berief der Kaiser die Cardinäle, die Bischöfe und alle Diejenigen, aus welchen der Rath bestand, zu einer Versammlung. Wir wollen hier einige Umstände anführen, die unter den Schriften des Cardinals Consalvi in einer Note sich befanden, die auf diese Versammlung sich bezieht; und derselben hernach sehr bewahrheitete Informationen über diese nämlichen Umstände beigeben, die wir anderswo schöpften.

Mit Freuden sehen wir in den Blättern dieses Berichtes den berühmten Cardinal wiederkehren, den wir seit längerer Zeit aus dem Gesichte verloren haben; und der nun abermal anfangen wird, in allen diesen Angelegenheiten eine sehr wichtige Rolle zu spielen. Der Kaiser wollte auf absolute Weise in seiner Gegenwart alle Mitglieder des Ausschusses (den geistlichen Rath) vereinigen; die Gottesgelehrten miteinbegriffen. Er wollte auch, daß seine Räthe und die Großwürdenträger des Reiches dabei erschienen, damit diese Vereinigung einen um so tiefern Eindruck auf das Publikum wirke. Alle wurden gegen Ende Merz eines Morgens ganz unvermuthet zusammenberufen. Er ließ zwei ganze Stunden auf sich warten. Er sagte, Menschen, welche gewartet hätten, wären stumpfsinniger; und er hatte

[1811]

recht. Napoleon erschien in einem außerordentlichen Aufzuge, von seinen Groß-Officieren umgeben. Er sah sich um, ob Jedermann angekommen wäre, und eröffnete dann die Sitzung mit einer sehr langen und sehr heftigen Rede wider den Papst; überhäufte ihn mit Beschuldigungen wegen seines starrsinnigen Widerstandes, und sprach eine Stimmung aus, die stärksten Entschließungen wider Seine Heiligkeit zu fassen. Ob aber auch diese Rede des Kaisers ein Gewebe von sehr irrigen Prinzipien, von durchaus falschen und aus allen Jahrhunderten, ohne Beurtheilungskraft, herausgerissenen Thatsachen, von gräulichen, und den Grundsätzen der Kirche äußerst entgegengesetzten Verleumdungen war, so schien doch Keiner, weder aus den Cardinälen, noch aus den Bischöfen, die Wahrheit gegen die Gewalt und die Macht geltend zu machen. Aber zum Ruhm der Religion fand sich daselbst ein einfacher Geistlicher, der die Ehre des Standes rettete, welchem er angehörte; und der im Stande war, in Gegenwart des Furchtbarsten der Cäsaren die Wahrheit ohne Schleier zu zeigen. Dieser Mann war der Abbé Emery. Er war ungemein empfehlungswürdig durch seine Wissenschaft und durch einen in hohem Grade tugendhaften Wandel, den er selbst in den gefährlichsten Zeiten der Revolution weder verläugnet noch befleckt hatte.

Nachdem nun Napoleon gesprochen hatte, sah er alle Anwesenden an und sprach dann zu dem Abbé Emery: »Mein Herr, was halten Sie von der Ge-

walt des Papstes?« — Herr Emery, geradezu aufgefordert, blickte mit einer Art ehrerbietigen Vorzuges den Bischöfen ins Angesicht, als wolle er sie um die Erlaubniß bitten, seine Meinung zuerst auszusprechen, und antwortete dann also: «Sire, ich kann hierüber keine andere Gesinnung als jene haben, die in dem Katechismus enthalten ist, der auf Ihren Befehl in allen Kirchen gelehrt wird. Auf die Frage nun: »Was ist der Papst?« steht darin die Antwort: »Er ist das Oberhaupt der Kirche, der Stellvertreter Jesu Christi, dem alle Christen Gehorsam schuldig sind.« Kann nun je ein Körper seines Hauptes, kann er Desjenigen entbehren, dem er nach göttlichem Rechte Gehorsam schuldig ist?« — Napoleon ward über diese Antwort betroffen; er schien zu warten, daß Herr Emery fortführe weiter zu sprechen. Der edle Bekenner, der keine Furcht kannte, fing also abermal an: »Man verpflichtet uns in Frankreich die vier Artikel der Erklärung des Klerus zu behaupten; man muß aber die Lehre derselben in ihrer Gesammtheit annehmen. Nun wird in dem Eingang zu dieser Erklärung gesagt: der Papst ist das Oberhaupt der Kirche, welchem alle Christen Gehorsam schuldig sind; und dann wird auch noch beigefügt, daß diese, durch die Versammlung dekretirten Artikel nicht sowohl darum beschlossen wurden, um die Macht des Papstes zu beschränken, als um zu verhüten, daß man ihm nicht zugestehe was wesentlich sei.« — Hier ließ sich Herr Emery in eine ziemlich lange

[1811]

Erörterung der vier Artikel ein, und zeigte, daß, ob sie auch die Gewalt des Papstes in einigen Puncten zu begränzen schienen, dennoch eine so große und so allgemeine Gewalt in ihm anerkännten, daß man seiner in der Kirche nicht entbehren könne. Hernach erklärte Herr Emery, daß, wenn man, wie man sagte, ein Concilium versammelte, dasselbe keine Gültigkeit haben würde, wenn es vom Papste getrennt wäre.

Ueber diesen Punct überwunden, fuhr Napoleon, nachdem er das Wort Katechismus murrend ausgesprochen hatte, fort und sprach: »Nun denn, ich streite Ihnen die geistliche Gewalt des Papstes nicht ab, da er dieselbe von Jesu Christo empfangen hat; aber Jesus Christus hat ihm die zeitliche Macht nicht gegeben; diese hat Carl der Große ihm gegeben; und ich, der Nachfolger Carls des Großen, will dieselbe ihm hinwegnehmen, weil er sie nicht zu gebrauchen weiß; und sie ihn verhindert, seine geistlichen Functionen auszuüben. Wie denken Sie hierüber, Herr Emery?« — »Sire, Eure Majestät ehren den großen Bossuet, und finden Gefallen daran, ihn oft anzuführen. Nun kann ich selbst keine andern Gesinnungen haben, als Bossuet in seiner Vertheidigung der Erklärung des Klerus ausspricht, der ausdrücklich behauptet, die Unabhängigkeit und volle Freiheit des Oberhauptes der Religion seien nothwendig für die freie Ausübung der höchsten geistlichen Gewalt in der Ordnung, welche durch die große Menge der Königreiche

und Kaiserreiche besteht. Ich will dem Texte gemäß die Stelle anführen, die meinem Gedächtnisse genau gegenwärtig ist. Bossuet, Sire, spricht also: »Wir wissen es wohl, daß die römischen Päpste und der priesterliche Stand durch die Verleihung der Könige Güter, Rechte und Fürstenthümer (imperia) erhielten und solche rechtmäßig besitzen, wie andere Menschen mit sehr gutem Rechte derselben besitzen. Wir wissen, daß diese Besitzungen, in so fern sie Gott gewidmet sind, heilig seyn müssen; und daß man solche, ohne gotteslästerlichen Raub, nicht überfallen, noch rauben und an Weltliche verschenken kann. Man hat dem apostolischen Stuhle die Oberherrschaft über die Stadt Rom und andere Besitzungen verliehen, damit der heilige Stuhl freier und gesicherter seine Gewalt in der ganzen Welt ausübte. Dazu wünschen wir nicht nur dem apostolischen Stuhle, sondern auch der gesammten Kirche Glück, und beten aus ganzem Verlangen unsres Herzens, daß dies geheiligte Fürstenthum (Principat) auf alle Weise frei und unberührt bleibe.« (Lib. I. Sect. 10. cap. 16.)

Nachdem Napoleon mit Geduld zugehört hatte, nahm er sänftlich das Wort und sprach: »Ich verwerfe das Ansehen Bossuet's nicht; dies Alles war wahr zu seiner Zeit. Als Europa mehrere Oberherren anerkannte, war es nicht schicklich, daß der Papst einem besondern Souverain unterworfen wäre; allein was kann es wohl wehren, daß der Papst mir unterwor-

[1811]

fen sei, jetzt, da Europa keinen andern Herrn als mich allein anerkennt?« — Herr Emery ward ein wenig verlegen, weil er keine Antworten geben wollte, welche die persönliche Hoffart beleidigten. Er beschränkte sich darauf, zu sagen, es könnte wohl seyn, daß die, von Bossuet vorhergesehenen Nachtheile unter der Regierung Napoleons und seines Nachfolgers nicht Statt fänden; »aber, Sire, fügte er bei, Sie kennen die Geschichte der Revolutionen so gut als ich; es ist möglich, daß, was jetzt besteht, nicht immer bestehe; und dagegen könnten die Nachtheile, die Bossuet vorhersah, abermal erscheinen. Man muß also eine, mit so großer Weisheit gegründete Ordnung nicht ändern.«

»Da die Bischöfe der Commission behaupteten, es sei keine Gleichheit im Concordat; weil, im Falle Napoleon binnen eines halben Jahres keine Bischöfe ernenne, (eine mysteriöse Bedingung, die aus zwei Artikeln hervorging,) der Papst sie ernennen könne; indeß, wenn der Papst sie innerhalb sechs Monaten nicht einsetzte, Niemand anderer als er die Einsetzung verleihen könne; da sie ferner wollten, daß der Kaiser eine Bothschaft an den Papst senden sollte, um ihm den Vorschlag zu thun, daß, im Falle er die Einsetzung binnen eines halben Jahres nicht verliehe, der Metropolit berechtigt seyn sollte, dieselbe in seinem Namen zu geben, rief Napoleon Herrn Emery auf und verlangte von ihm zu wissen, ob er

[1811]

glaube, der Papst würde dies zugestehen. Da nun Herr Emery erklärte, er glaube nicht, daß der Papst es zugestehen würde, weil dies sein Einsetzungsrecht vernichten hieße, wendete Napoleon sich gegen die Bischöfe hin und sagte: »Ihr wolltet mich also zu dem Schritt eines Anfängers verleiten, da ihr mich bewegen wolltet, von dem Papste etwas zu verlangen, das er mir nicht zugestehen darf.«

Bevor die Sitzung zu Ende ging, fragte Napoleon Einen der Bischöfe, ob, was Herr Emery von der Definition des Katechismus ihm gesagt habe, wahr sei. Auf die bejahende Antwort desselben schickte Napoleon sich an, sich zu entfernen. Da nun einige Prälaten ihm bemerken wollten, Herr Emery, der bereits durch sein hohes Alter gebeugt wäre, habe ihm vielleicht mißfallen, antwortete der Kaiser: »Ihr seid irrig; ich zürne dem Abbé Emery keineswegs; er hat wie ein Mann gesprochen, der seinen Gegenstand kennt und inne hat; und ich sehe es gern, daß man also mit mir spreche. Herr Emery denkt nicht wie ich; aber Jedermann darf hier seine freie Meinung haben.« Als Napoleon hinausging, und vor dem Abbé Emery vorüberkam, grüßte er ihn mit einem Ausdruck der Achtung und Ehrerbietung. Wenn seitdem der Cardinal Fesch mit Napoleon über die kirchlichen Angelegenheiten sprechen wollte, sagte ihm dieser: »Schweigen Sie still, Sie sind ein Ignorant. Wo haben Sie Theologie stu-

[1811]

diert *)? Mit Herrn Emery, der solche weiß, muß ich hierüber mich besprechen.« Auch sagte der Kaiser: »Ein Mann wie Herr Emery, könnte mich bewegen, Alles zu thun, was er will; und vielleicht noch mehr als ich sollte.«

Also lief diese denkwürdige Sitzung ab, wo Napoleon sich groß und als Herrn seiner selbst zeigte; und bewies, daß er, von Männern wie Herr Emery, Herr von Fontanes und Herr Cacault umgeben, seine Meinungen oftmals abgeändert hätte. Unglückseliger Weise erkrankte Herr Emery; vielleicht in Folge der Aufregung, die er empfunden hatte; vielleicht auch in Folge der Nothwendigkeit seiner achtzig Jahre. Er starb und war glücklich darin, daß er seine Laufbahn nicht glorreicher im Angesichte der Welt, noch auch verdienstlicher für den Himmel hätte beschließen können.

---

*) Dieser Vorwurf war nicht gerecht. Zu Paris erholte der Herr Cardinal Fesch sich oftmals Rathes bei Herrn Emery. Als Napoleon seinen Oheim zum Erzbischof von Paris ernannte, richtete sich, wie man sagt, der Cardinal in diesem so mißlichen Umstande nach dem Rath des Herrn Emery; weil es wahrscheinlich war, daß der Papst keine Bulle ertheilen würde. Es schien einige Zeit, als nähme der Cardinal etwas an woran ihm nichts gelegen war; weil er als ein vernünftiger Mann den versicherten Stuhl von Lyon nicht gegen den unsichern von Paris vertauschen wollte. Bei dieser Gelegenheit sagte Napoleon etwas sehr Geistreiches. Da er mit dem Cardinal zu sprechen hatte, der seine abschlägige Antwort noch nicht gegeben hatte, suchte er ihn im erzbischöflichen Pallaste auf. Der Cardinal war eben nicht dort. „Wo ist er?" — „In seinem Hause, in der Gasse Mont-Blanc." — „Saget ihm, daß ich, wenn ich den Erzbischof von Paris brauche, denselben unter den Thürmen der Liebfrauenkirche (Notre-Dame) finden will."

Drei und zwanzigstes Capitel.

Der Cardinal Fesch, zum Präsidenten eines Conciliums ernannt, leistet muthig den Eid Pius IV. — Es werden Cardinäle nach Savona gesandt. — Der Cardinal Roverella. — Die Engländer wollen den Papst retten. — Breve, das der Cardinal Roverella verfaßt. — Der Papst wird nach Fontainebleau abgeführt.

Der Kaiser, der nicht lange hernach gegen die Eingebungen einer so oft erhabenen Seele sich empörte, seinen hohen Sinn einer unersättlichen Hoffart aufopferte und immer bestimmt war, von bösen Rathgebungen unterjocht zu werden, ließ ein Umlaufschreiben bekannt machen, das die Bischöfe des Kaiserreiches und des italienischen Königreiches zu einem National-Concilium zusammen berief. Träumer hatten in der Chronik der Regierung Ludwigs XII. ähnliche Versuche gelesen; doch sagten sie nicht, daß dieser König, der auf einmal wieder zur Besonnenheit kam, diesen gewagten Unternehmungen hatte entsagen müssen, wo die Politik immer von dem Einfluß verliert, der durch die Waffen sich hatte erwerben lassen. Dies Umlaufschreiben, sagt der Cardinal Pacca, ob auch in einem sanftern Tone als jene Anzeige von Savona, war dennoch in einer Art Soldatenstyles abgefaßt.

Das Concilium wählte zu seinem Präsidenten den Cardinal Fesch. Aller Augen waren aufmerksam auf ihn gerichtet, und er täuschte die Erwartung der

[1811]

zu einem Concilium versammelten Väter nicht. Mit lauter Stimme sprach er alsbald den, durch die Bulle Pius IV. vorgeschriebenen Eid vom Novembermonat 1564 aus, der mit den Worten beginnt: »Ich schwöre und verheiße wahren Gehorsam dem römischen Papste.« (Sieh 1. Band.) Die übrigen Prälaten leisteten den nämlichen Eid in die Hände des Präsidenten. Dies edle und freimüthige Betragen des Cardinals Fesch verbesserte alle seine Fehler.

Dies Concilium ordnete mehrere Prälaten an Seine Heiligkeit ab; und sie erlangten einige vereinzelte Bewilligungen von dem heiligen Vater. Dies war vielleicht der erste Rückschritt Pius VII.; doch wurden diese Bewilligungen nur in Folge lästiger Zudringlichkeiten und unrichtiger Berichte verliehen. Als nun der Papst plötzlich nachdachte, was er verheißen hatte, wollte er diese Prälaten zurück berufen und sein Wort zurücknehmen; diese jedoch waren in aller Eile abgereist. Man ging damals zu Paris mit dem Gedanken um, man müsse einige Cardinäle, auf welche man glaubte sicher rechnen zu können, nach Savona senden, den Papst in dem Gedanken des Gehorsams zu bestätigen, welchem die französische Regierung ihn unterwerfen wollte. Das Concilium hatte behauptet zu entscheiden, die Bisthümer und Erzbisthümer sollten nicht länger als ein Jahr unbesetzt bleiben; und hätte sechs Monate nach dem Begehren der canonischen Einsetzung der Papst nicht in dieselbe eingewilligt, so sollte der Metropolit,

oder in seiner Abwesenheit der älteste Bischof der kirchlichen Provinz, zur Einsetzung des ernannten Bischofs vorschreiten. Man mußte bewirken, daß der Papst diese Entscheidung anerkännte. Die weisen Worte des Herrn von Emery waren dem Geiste Napoleons nicht mehr gegenwärtig. Es wurden also mit der Erlaubniß des Kaisers die Cardinäle Joseph Doria, Anton Dugnani, Anton Roverella, Fabricio Ruffo und von Bayane zu dieser Reise bestimmt.

Es scheint, als hätten diese Cardinäle versprochen, den Papst dahin zu bewegen, daß er alle Angelegenheiten auf gefällige Weise schlichten ließe. Es bestanden Zweifel über diesen Vertrag; nach dem Tode des Cardinals Roverella indessen fand sich unter seinen Schriften ein Brief des Kultusministers, der keinen Zweifel übrig läßt, daß dieser Vergleich wirklich bestand.

Diese Eminenz also, welche bisher einer entgegengesetzten Meinung gewesen war, begab sich nach Savona mit der Sendung, den Papst in dem Interesse des Kaisers allein zu berathen; und mit der ausdrücklichen Verpflichtung, in keine andere Angelegenheit sich zu mischen; ja nicht einmal seine Pflichten als Cardinal zu erfüllen. Denn wenn der Papst an einen Mann sich wendete, der eigens gewählt ward, ihm mit Hilfe an die Hand zu gehen, und ihn um einen Rath fragte, der den Regeln der Ehre, des Dogma und des Gewissens gemäß war: wie hätte er je einen Rath erwarten sollen, der von Ab-

[1811]

sichten, von Furcht, von Ehrsucht, von Erbitterung und von den Bedürfnissen eines Dritten dictirt war, der mit dem heiligen Stuhle in offenbarer Spaltung stand?

Den fünf Cardinälen, die mit einer solchen abgekarteten Aufgabe nach Savona gesandt wurden, gab man noch Monsignor Bertazzoli, Erzbischof von Edessa und Almosenier des Papstes, bei, den man kurz zuvor aus Italien hatte kommen lassen. Diese Absendung der Cardinäle und Prälaten, welche in den letzten Tagen des Augustmonats 1811 abgingen, schreckte die Gemüther mehrerer frommer Personen und besonders Derjenigen auf, die den leidenden Zustand kannten, in welchem der Papst seit langer Zeit sich befand. Zu Anfang September kam die heilige Caravanne (ein Ausdruck des Cardinals Pacca) zu Savona an. Wir müssen hier in einigen einzelnen Verhältnissen den Cardinal Roverella zeigen, der in dieser Angelegenheit eine große Rolle spielte. Er war zu Cesena aus einer adeligen Familie entsprossen, hatte im Jahre 1800 zur Wahl Pius VII. beigetragen, und stand zu Rom im Rufe eines, durch seine Talente ausgezeichneten Mannes. Gezwungen im Jahre 1808 Rom mit den Cardinälen zu verlassen, die im Königreiche Italien geboren waren, und Anfangs nach Ferrara verbannt, bekam er gegen Ende des Jahres 1809 Befehl, sich nach Paris zu begeben. Da er nun entweder über die Gewaltthätigkeiten erschrack, die man wider den Papst verübte, oder von den übertriebenen Lob-

sprüchen und den Zeichen der Achtung gewonnen wurde, die er von einigen Agenten Napoleons empfing, aliquid humani passus est, wie der Cardinal Pacca spricht, und offenbarte Gesinnungen der Nachgiebigkeit gegen die Forderungen der französischen Regierung. Er war der vorzügliche Urheber und Rathgeber mehrerer sehr unbesonnener Thaten seiner Collegen zu Paris; seitdem nach Savona abgesandt, entsprach er dem Vertrauen nicht, das Pius VII. auf ihn gesetzt hatte, und bestimmte in Uebereinstimmung mit Bertazzoli Seine Heiligkeit dahin, in Concessionen zu willigen, die dem heiligen Vater hernach so viele Thränen kosteten.

Unterdessen ließen die Engländer, die sich bemüht hatten, den Papst zu verhindern, im Jahre 1804 nach Paris zu reisen, und späterhin mit Vergnügen sahen, daß er die Anzahl ihrer Feinde nicht hatte vergrößern wollen, Pius VII. heimlich benachrichtigen, daß eine Fregatte, die bei Savona kreuzte, nach gewissen Zeichen sich nähern und von seiner Gefangenschaft ihn befreien könne. Diejenigen dagegen, welchen die Sorge anvertraut war, den heiligen Vater zu hüten, verdoppelten ihre Wachsamkeit; und seine Befreiung ward mehr denn jemals unmöglich.

Einige Römer glaubten seitdem, daß zur nämlichen Zeit, wo die Engländer diese Anstalten trafen, andere ähnliche von Polizeileuten getroffen wurden, die geeigneter gewesen wären, ausgeführt zu werden. Der Zweck derselben sei gewesen, den Papst die Flucht

[1811]
ergreifen zu laſſen; Sbirren, die aufgeſtellt waren, ſtanden dann bereit, ihm nachzuſetzen; es hätte Widerſtand und Kampf abgeſetzt, in welchen aus Verſehen der Papſt ſelbſt hätte können getroffen werden. Doch niemals hat man uns beweiſen können, daß dieſe Gerüchte gegründet waren.

Bertazzoli, die Cardinäle Joſeph Doria und Dugnani, gottesfürchtige aber furchtſame Männer, ſchworen auf das Wort Roverella's, der mit dem Tone eines Magiſters und Dictators ſie als Jünger behandelte, die von ſeinem Willen abhingen. Der Cardinal von Bayane, ein Franzoſe, der von Biſchöfen ſeiner Nation umgeben war, billigte ſo nebenher was ſeine Regierung im Sinne hatte, und in wohl berechneten Ausdrücken ihm ſchriftlich mittheilen ließ; indeß Fabrizio Ruffo, ein talentvoller Mann, der durch ſeine Arbeiten über ſtatiſtiſche Oeconomie ſich einen großen Ruf erworben hatte, immer unbefangen bekannte, er ſei weder ein Theolog, noch ein Canoniſt. Er war ein Weltmann, der auch lieber von Cavallerie-Manoeuvres, als von Bullen, Breve's und Concordaten redete. Die Unterhandlung war, was ſie ſeyn ſollte. Der Papſt, der auf gewiſſe Weiſe durch das Wort, das er den Abgeordneten des Conciliums gegeben hatte, gebunden, und überdies von den Agenten Napoleons belagert war, die ihm eine lange Reihe von Uebeln vorherſagten, an welchen ſein Widerſtand allein Schuld ſeyn würde, erlaubte nicht nur, daß man verſchiedenen Biſchöfen Beſtätigungsbullen mit den ur-

alten Formeln zusandte, sondern er billigte und bestätigte überdies durch ein Breve, das damals im Druck erschien, das Concilium, das zu Paris war abgehalten worden. In diesem so außerordentlichen Breve, dessen vorzüglicher Verfasser der Cardinal Roverella war, erkannte der Papst gleich Anfangs nicht nur an, was zu Paris ohne ihn und ohne einen Legaten geschehen war, der den unmittelbaren Auftrag hatte, ihn vorzustellen, sondern, was unerhört ist, er erfreut sich auch überdies darüber, wünscht sich Glück dazu, wie zu einem glückseligen Ereignisse, nimmt dies Dekret an, als wäre solches von seinem eigenen Gedanken ausgegangen; ja er sieht zugleich darin einen neuen Beweis der kindlichfrommen Ergebenheit der gallicanischen Kirche gegen den Stuhl des heiligen Petrus, und küßt auf solche Weise das Schwert, das ihn ins Herz getroffen hat.

Unter tausenderlei Dingen, die dem Kaiser arglistiger Weise waren zugeflistert worden, der auf solche Gegenstände sich nicht verstand, und hier Alles wie im Kriege überwinden wollte, werden den Bischöfen des Conciliums Lobsprüche ertheilt, die vielleicht größer und pomphafter sind, als die Lobsprüche, die Pius VI. ihren Vorgängern ertheilt hatte, als sie den Forderungen der constituirenden National-Versammlung als wahre Bekenner des Glaubens sich widersetzt hatten.

Der Cardinal Pacca spricht hierüber sich also aus:

[1812]

»Hätte ich unter den Schriften, die zu Fontainebleau von dem Papſte uns übergeben wurden, den erſten Entwurf zu dieſem, in Frankreich ausgefertigten Breve nicht ſelbſt geſehen, ſo hätte ich ſeinem Daſeyn keinen Glauben beigemeſſen; oder hätte doch wenigſtens nicht geglaubt, daß es in den Ausdrücken wäre abgefaßt worden, die man wieder findet, wenn man das Werk lieſt, das den Titel führt: Fragmens relatifs à l'histoire ecclesiastique des premières années du XIXe siècle, par monseigneur de Barral, archevêque de Tours. Paris, 1814.«

Wie auch ſoll man in der That ſich bereden, daß der Cardinal Roverella, Verfaſſer dieſes Breve, auf den Gedanken kam, den Papſt erklären zu laſſen, er ſei der unmittelbare Urheber und Rathgeber eines Dekretes, das das erſte Recht der Kirche umſtürzt; und er billige dasſelbe mit Ausdrücken der höchſten Freudigkeit? Wie ungeheuer groß iſt endlich auch der Unterſchied zwiſchen dieſem abſurden Breve, das dem Papſte durch die nach Savona abgeordneten Cardinäle und Prälaten angerathen ward, und dem vortrefflichen und kraftvollen Schreiben, das der nämliche Papſt an den Cardinal Caprara erlaſſen und in der nämlichen Stadt geſchrieben hatte, wo damals nur wenige Diener um ihn waren!

Die franzöſiſchen Biſchöfe der Deputation ſandten durch den Telegraphen die Nachricht von dieſem wahren, über die römiſche Kirche errungenen Siege nach Paris; aber während ſie bald nach Frankreich zurückzukehren und Lobſprüche und Belohnungen von dem Kaiſer zu empfangen hofften, erfuhren ſie, gegen alle Erwartung, der Kaiſer wolle dies Breve

[1812]

des Papstes nicht annehmen. Um Napoleon nicht unter dem Druck einer Herablassung zu lassen, welche den Absichten seiner Räthe im Wege stand, verbreitete man hernach, um doch etwas zu sagen, das Breve sei darum verworfen worden, weil man darin die römische Kirche als die Mutter und Herrin aller andern Kirchen erklärt, und den Erzbischöfen und Bischöfen, die berechtiget wären, den seit sechs Monaten ernannten Bischöfen die canonische Einsetzung und Bestätigung zu ertheilen, aufdrängen wollte, ausdrücklich zu erklären, sie ertheilten diese Einsetzung und Bestätigung im Namen des Papstes. Es scheint auch, als hätte man, wofern man das Breve annahm, der Gefangenschaft Seiner Heiligkeit ein Ziel setzen müssen; was damals noch nicht im Plan des französischen Kabinetes lag.

Während des folgenden Winters und im Frühjahr 1812 ließ man den heiligen Vater in seinem Gefängniß zu Savona ziemlich in Ruhe; weil damals Napoleon seine Ideen auf den berühmten und schmerzlichen Feldzug gegen Rußland gerichtet hatte. Aber am Abend des 9. Juni, dem verhängnißvollen Jahrestage, wo man drei Jahre zuvor dem Papst angesagt hatte, man wolle seiner Staaten ihn berauben, kündigte man dem hohen Priester den Befehl an, zu einer Reise sich anzuschicken, um nach Frankreich zurückzukehren; er bekam den gemessenen Befehl, seine Gewande zu wechseln, die als den Papst ihn konnten kenntlich machen. Man hatte die Art und Weise vervollkommnet, den Papst zu quälen, ohne dabei

[1812]
der Gefahr sich auszusetzen, die seine Popularität herbeiführen konnte; und man ließ ihn am 10. in aller Frühe abreisen. Nach einer mühsamen Fahrt ohne alle Ruhe, kam man mitten in der Nacht in dem Hospitium des Mont-Cenis an. Zu Stupinigi, unweit Turin, hatte die Regierung Monsignor Bertazzoli vorausgesandt, der den nämlichen Wagen bestieg, und dann nicht mehr von Seiner Heiligkeit getrennt wurde. In dem Hospitium ward der Papst so gefährlich krank, daß die Officiere, die ihn eskortirten, es für ihre Pflicht hielten, die Regierung zu Turin davon zu benachrichtigen, und Befehle einzuholen, ob sie sich aufhalten oder ihre Reise fortsetzen sollten. Es ward ihnen eingeschärft, zu vollziehen was ihnen wäre befohlen worden. In Folge dessen, ob auch der Papst am Morgen des 14. die letzte Oelung empfangen hatte, ließ man in der folgenden Nacht seine Reise ihn fortsetzen. Aber der kranke Papst sollte mitten unter so vielen schmählichen Beleidigungen eine gleichsam eiserne Gesundheit behalten, die allen diesen Barbareien widerstände. Man fuhr Tag und Nacht. Am 20. Juni langte man zu Fontainebleau an. Während dieser ganzen Fahrt stieg er nicht aus dem Wagen; und wenn er einige Nahrung nehmen sollte, so ward sie ihm in die Kutsche gereicht, die man in die Wagenschoppen der Post minder bevölkerter Städte mit dem Schlüssel einsperrte. Als er in dem Pallaste zu Fontainebleau angekommen war, konnte der Aufseher des Pallastes ihn

nicht aufnehmen, weil er von dem Ministerium zu Paris noch keinen Befehl dazu hatte; und man führte ihn in ein benachbartes Haus. Dadurch daß man ihn auf solche Weise in die Nähe der Hauptstadt brachte, hatte man die Absicht, mit bestochenen Personen ihn zu umgeben, die durch beständiges Drängen und Zureden ihn dahin vermögen sollten, in Alles zu willigen was man im Namen des Kaisers von ihm verlangen mochte. Was sich nicht begreifen läßt, ist diese entsetzliche Eile, mit welcher man den Papst zu reisen nöthigte. Es gehörte ein besonderer Beistand des Himmels dazu, damit er das Leben nicht verlöre. Uebrigens hätte auch sein Tod die Absichten der Regierung nicht begünstigt; vielmehr hätte er dieselben vereitelt; denn sie hätte von der Kränklichkeit Pius VII. Vieles erhalten; und war nun nahe daran, noch mehr zu erhalten. Aber untergeordnete Leute glauben oft zu gefallen, wenn sie die, ihnen ertheilten Befehle mit größerer Strenge vollziehen. Der Cardinal Pacca glaubt, diese so gewaltsamen Entschließungen nur dem Verlangen zuschreiben zu müssen, die geistigen Kräfte des Papstes durch die Schwächung seiner körperlichen Kräfte niederzudrücken, und seine heldenmüthige Geduld zu lähmen. Wirklich langte er zu Fontainebleau in einem Gesundheitszustande an, der noch größere Besorgnisse für sein Leben erregte; und sehr krank, mußte er einige Wochen im Bette bleiben. Indessen hatte er doch wenigstens ein Bett; und ob er auch in seinen Zimmern verschlossen war, konnte er doch

[1812]
beſſer athmen als in dem ſchrecklichen Wagen, in welchem er, auch wenn er nicht reiste, eingeſperrt war; und hatte die Gewande ſeiner Würde wieder anziehen können.

Nun ward den Cardinälen, die zu Paris geblieben waren, und die man, wie bewußt, die rothen Cardinäle nannte, um ſie von den ſchwarzen zu unterſcheiden, geſtattet, nach Fontainebleau zu kommen. Dieſe beredeten in ihren Geſprächen den Papſt, neue Conferenzen zu eröffnen, das heißt, Allem nachzugeben was der Kaiſer verlangen würde; ſie ſtellten ihm den wahrhaft kläglichen Stand der allgemeinen Kirche vor; die man, ſagten ſie, Acefala (ohne Haupt) nennen könnte, weil es den Gläubigen nicht geſtattet wäre, mit ihrem allerhöchſten Haupte in Verbindung zu ſtehen; noch auch dieſem, ſein apoſtoliſches Amt zu üben (es erkannten alſo dieſe Cardinäle die officielle Note des Präfecten von Savona an!). Sie ſchilderten den nicht minder unglückſeligen Zuſtand der beſondern Kirche zu Rom, die beinahe ihres ganzen Klerus beraubt ſei; und endlich die Verlaſſenheit ſo vieler Kirchen der verſchiedenen Völker, die Witwen und ohne Hirten wären. Eine der Folgen dieſes kläglichen Zuſtandes, wofern derſelbe nicht bald aufhörte, ſagten ſie, wäre die Erſchlaffung und vielleicht der Bruch der Bande, die dieſe Kirchen mit dem Mittelpunct der Einheit vereinten; irgend eine lange Spaltung, und ganz gewiß eine wahre Anarchie in der Katholizität. Sie übertrieben die große Macht der philoſophiſchen Secten, gegen wel-

che, wie sie behaupteten, Napoleon sich schonend benehmen, und welchen er einige Zufriedenheit gewähren müsse, um sie nicht zu reizen. Das Herz des Papstes noch mehr zu rühren, erinnerten sie ihn an die Verbannung der schwarzen Cardinäle. Sie schilderten die Plackereien und die Qualen, welchen die Prälaten und Geistlichen des Kirchenstaates ausgesetzt wären, die ihrem Vaterlande entrissen und von Stadt zu Stadt, von Gefängniß zu Gefängniß fortgezerrt würden; sehr schwere Uebel, die ihr Ende nur in einer Versöhnung zwischen dem Kaiser und dem Papste finden könnten. — Solche Reden, auf wirkliche Thatsachen gestützt, hätten Eindruck auf Jeden gemacht, der solche angehört hätte. Weit tiefer wirkten sie auf den Geist des, durch so viele Gewaltthätigkeiten und so viele Demüthigungen niedergebeugten Papstes. Ungeachtet dessen erlangten diese Cardinäle nichts von dem Papste; und er fuhr fort, ihren Rathgebungen zu widerstehen. Während dieser Zeit ließen viele ausnehmend fromme Personen zu Paris, und unter andern die Familie Montmorency, dem heiligen Vater Beweise ihrer unwandelbaren Ergebenheit geben.

Inhalt.

Seite

Erſtes Capitel.

Der Papſt bewohnt den Flügel des Pallaſtes zur Flora genannt. — Er empfängt in allen Formen die Anzeige der Geburt eines Sohnes, der dem Bruder des Kaiſers geboren ward. — Antwort des Papſtes. — Herr von Kotzebue. — Austretung der Tiber zu Rom 3

Zweites Capitel.

Der Erzkanzler des deutſchen Reiches verlangt, dem Vernehmen nach, Herr Bernier ſollte Legat a Latere zu Regensburg werden. — Bericht des Herrn Portalis über die kirchlichen Anforderungen des Papſtes. — Erörterungen hierüber. — Schreiben Ludwigs XIV. an den Cardinal von La Tremouille. — Schreiben Ludwigs XIV. an Innocenz XII. — Unterredungen des Papſtes mit dem Kaiſer. — Zurückhaltendes Benehmen Pius VII. bei dieſen Unterredungen 11

Drittes Capitel.

Memorial des Herrn Portalis über die kirchlichen Anforderungen des Papſtes. — Memorial des Papſtes über die politiſchen Angelegenheiten des päpſtlichen Staates. — Memorial des Kaiſers, als Antwort auf das Memorial des Papſtes . . 30

Viertes Capitel.

Es ahnet dem Papſte ein Project, das zu Paris ihn zurückhalten dürfte. — Erhabene Antwort des Kirchenoberhauptes. — Geſellſchaften zu Rom. — Zulauf der Fremden. — Ceremonien der Oſterfeier in der St. Peterskirche 50

Fünftes Capitel.

Schöner Empfang, der dem Papſte zu Chalons-ſur-Saone und zu Lyon bereitet wird. — Er ſchreibt von Parma aus an den

Seite
Kaiser. — Ein Minister von Preußen zu Rom. — Der Papst gelangt in seine Hauptstadt. — Ceremonien und Ricevimento. — Der Kaiser schreibt wegen Hieronymus Buonaparte, der in Amerika eine Protestantin geheirathet, an den Papst . . 59

Sechstes Capitel.

Geschenke des Papstes an den Kaiser. — Napoleon macht dem Papste ein Geschenk mit einer dreifachen päpstlichen Krone. — Antwort Pius VII. in Beziehung auf die Ehe des Hieronymus 74

Siebentes Capitel.

Anrede des Papstes an die Cardinäle. — Herr von Brigode. — Herr Durosnel. — Herr Roux-de-Rochelle. — Herr von Talleyrand empfiehlt dem Cardinal Consalvi den Neffen des Cardinals Maury 84

Achtes Capitel.

Schreiben Napoleons an den Papst über die kirchlichen Angelegenheiten Italiens. — Antwort des Papstes 91

Neuntes Capitel.

Der Erzherzog Rudolph wird zum Coadjutor von Olmütz ernannt. — Schreiben und Note des Cardinals Fesch an Cardinal Consalvi über ein Ereigniß auf dem Platze Navonna. — Antworten des Cardinals Consalvi 99

Zehntes Capitel.

Schreiben des Cardinals Consalvi an Herrn von Talleyrand. — Der Kaiser läßt Ancona besetzen. — Reclamationen des Papstes. — Schreiben des Marschalls Berthier an Herrn von Talleyrand 110

Eilftes Capitel.

Schlacht bei Austerlitz. — Sehr heftiges Schreiben des Kaisers an den Papst. — Antwort und Erklärungen des Papstes. — Schreiben Napoleons, worin er erklärt, er sei der Kaiser von Rom 122

Zwölftes Capitel.

Schreiben des Cardinals Fesch an den Papst. — Antwort Seiner Heiligkeit auf die Forderungen des Kaisers und auf die Ansprüche, die er über die Oberherrschaft Roms ankündigt . . 134

Dreizehntes Capitel.

Joseph Bonaparte, König von Neapel. — Der Cardinal Fesch wird zurückberufen, seine Functionen als Großalmosenier auszuüben. — Herr Alquier, Bothschafter zu Rom. — Seine erste Correspondenz mit Herrn von Talleyrand 148

Vierzehntes Capitel.

Fortsetzung der Correspondenz des Herrn Alquier. — Die Fürstenthümer von Benevent und Ponte-Corvo werden an Herrn von Talleyrand und an den Marschall Bernadotte verschenkt. — Der Cardinal Consalvi wird durch den Cardinal Casoni ersetzt. — Franz II. entsagt dem römischen Kaisertitel. — Stiftung des Mohren-Ordens. — Aufruf an die Calabresen . 157

Fünfzehntes Capitel.

Einspruch des Cardinals Casoni gegen das Dekret von Berlin. — Ceremonien einer Heiligsprechung. — Die Kirche Notre-Dame zu Paris wird zu einer Basilica minor erklärt. — Tod des Cardinals York, des letzten Stuart's. — Sein Testament . 172

Sechzehntes Capitel.

Ausgaben des römischen Staates für die Jahre 1806 und 1807. — Schreiben Napoleons an den Vicekönig über die Angelegenheiten Roms. Herr von Champagny wird an die Stelle des Herrn von Talleyrand zum Minister der auswärtigen Angelegenheiten ernannt. — Man will ausstreuen, Rom gehe mit dem Gedanken um, Napoleon zum Kaiser des Abendlandes zu ernennen. — Antwort des Papstes auf die förmliche Anzeige der Ehe des Hieronymus mit der Prinzessin von Würtemberg. — Napoleon begibt sich nach Venedig . . . 182

Siebenzehntes Capitel.

Erhabene Aussprüche Bossuet's. — Rom wird durch den General Miollis besetzt. — Der Cardinal Casoni wird durch den Car-

dinal Joseph Doria, ersetzt. — Herr Alquier erhält Befehl, Rom zu verlassen und den Geschäftsträger Herrn Lefebvre daselbst zu lassen, — Der Cardinal Doria wird durch den Cardinal Gabrielli ersetzt. — Schreiben des Monsignor Cavalchini an den Papst. — Schreiben des Herrn von Lebzeltern an Herrn von Stadion. — Verhaftung des Monsignor Barberi. — Anrede vom 11. Juli. — Joseph, König von Spanien. — Erste Belagerung Saragossa's. — Spanische Deputirte zu Rom. — Joachim, König von Neapel 198

Achtzehntes Capitel.

Consalvi gibt dem Betragen des Cardinals Pacca lauten Beifall. — Dieser Letztere wird in Verhaft genommen. — Der Papst führt ihn in seine Gemächer fort. — Napoleon weigert sich, die am Feste Mariä-Lichtmeß geweihten Kerzen anzunehmen. — Die Staaten des Papstes werden mit dem Kaiserreiche vereint. — Bekanntmachung des Vereinigungs-Dekretes. — Bekanntmachung einer Bannbulle. — Bericht der Entführung des Papstes 217

Neunzehntes Capitel.

Forsetzung des Berichtes von der Entführung des Papstes. — Er kommt nach der Carthause von Florenz. — Man nöthigt ihn, nach Alexandria abzureisen 247

Zwanzigstes Capitel.

Schreiben des Generals Miollis an den Kaiser über die Entführung des Papstes. — Der Papst wird nach Grenoble geführt. — Die Garnison von Saragossa. — Der Papst wird nach Avignon, dann nach Nissa und endlich nach Savona geführt 262

Ein und zwanzigstes Capitel.

Schlacht bei Wagram. — Schreiben des Herrn von Chabrol an den Herrn Herzog von Bassano. — Napoleon dictirt den Plan eines Memorials über die Angelegenheiten mit dem heiligen Stuhle, und verlangt die Liste aller Excommunicationen, die von den Päpsten ausgesprochen wurden. — Der Fischerring wird zu Rom in Beschlag genommen. — Ehe Na-

poleons mit Maria-Louise. — Dreizehn Cardinäle werden verbannt. — Herr von Lebzeltern zu Savona. — Tod des Cardinals Caprara 27

Zwei und zwanzigstes Capitel.

Zweite Reise Canova's nach Paris. — Seine Unterredung mit Napoleon über Rom und über die Lage des Papstes. — Breve an den Cardinal Maury und an Herrn Corboli. — Neue Verfolgungen wider den Papst. — Schönes Betragen des Herrn Emery. — Der Erzbischof soll unter den Thürmen der Kirche Notre-Dame wohnen 294

Drei und zwanzigstes Capitel.

Der Cardinal Fesch, zum Präsidenten eines Concilium's ernannt, leistet muthig den Eid Pius IV. — Es werden Cardinäle nach Savona gesandt. — Der Cardinal Roverella. — Die Engländer wollen den Papst retten. — Breve, das der Cardinal Roverella verfaßt. — Der Papst wird nach Fontainebleau abgeführt 315

Berichtigungen.

Seite:	Zeile:	statt:	lies:
11	3. v. u.	Absicht	Abschrift
42	25 v. o.	Spolato	Spoleto
74	12	Rückgaben in den Provinzen	Rückgaben der Provinzen
107	letzte	berühmestten	berühmtesten
158	14 v. o.	mit Ruhm	mit Ruhe
172	8	mit	von
194	17 u. 18	verzeihe	verleihe
244	26	Gross	Grossi
269	14	wußte	wüßte
289	8	einigen	einige
307	5. v. u.	wirke	wirkte
324	8	Stupinigi	Stupigni.

Geschichte

des

Papstes Pius VII.

verfaßt

von

RITTER ARTAUD,

ehemaligem Geschäftsträger Frankreichs zu Rom, zu Florenz und zu Wien; Mitglied der Akademie der Inschriften und der schönen Wissenschaften, der Akademie de la Crusca und zu Göttingen ꝛc.

Aus dem Französischen.

Zweiten Bandes zweiter Theil.

Wien.

Druck und Verlag der Mechitaristen-Congregations-Buchhandlung.

1838.

Vier und zwanzigstes Capitel.

Herr Duvoisin, Bischof von Nantes. — Der Kaiser kommt nach Fontainebleau. — Concordat vom Jahr 1813. Ankunft der Cardinäle Pacca und Consalvi zu Fontainebleau. — Der Papst entschließt sich, gegen das Concordat vom Jahr 1813 sich feierlich zu verwahren.

Fünf Monate nach der Ankunft des heiligen Vaters zu Fontainebleau kehrte Napoleon von seinem verhängnißvollen Feldzuge aus Rußland zurück. Mit seiner unglaublichen und unermüdlichen militairischen und administrativen Thätigkeit setzte er ungesäumt Alles in Bewegung, seinen Verlust durch neue Truppenaushebungen zu ersetzen und die kriegerischeste Nation zu neuen Opfern anzueifern. Dann aber gedachte er, unter solchen Umständen könnte eine wahre oder doch wenigstens scheinbare Annäherung an den Papst ihm zum Nutzen gereichen. Er wußte es allerdings, daß in Frankreich die Anzahl der wahren Katholiken bedeutender ist, als gewöhnlich geglaubt wird; und daß die, wie die Sage erging, von Stolz und Hoffart dictirten Verfolgungen sie entfremdete, und ihnen verhaßt waren. Die Fürsten in Deutschland, die ihre Abhängigkeit von den mindesten Winken des Kaisers mit Aerger ertrugen, ob auch sie selbst zuweilen die Rechte des heiligen Stuh-

[1813]
les mit Füßen getreten hatten, fingen gleichwohl an, auf die Reclamationen der Völker wider die Quälereien sich zu stützen, mit welchen man den Papst in seiner Gefangenschaft mißhandelte, um ihre Unterthanen gegen die kaiserliche Regierung und die französische Nation aufzubringen und zu reizen. Zumal aber hatte der Kaiser erfahren, die Pohlen machten ihm deßfalls schwere Vorwürfe; und die Beleidigungen, über welche der Papst sich beklagte, hätten ihren Eifer gewaltig abgekühlt. Durch so mächtige Gründe aufgefordert, eilte Napoleon, mit dem Gefangenen von Fontainebleau Ausgleichungsversuche zu erneuern, um seine definitive und unbeschränkte Gutheißung der Vorschläge zu erhalten, welche die Bischöfe zu Savona ihm gethan hatten. Er nahm also den Anfang des Jahres 1813 zum Vorwand und sandte einen Kammerherrn nach Fontainebleau mit dem Auftrag, den heiligen Vater nach Hofsitte zu bekomplimentiren und um Seine Heiligkeit sich zu erkundigen. Dieser Act der Höflichkeit und des Anstandes nöthigte den heiligen Vater, eine Person von seinem Hofe nach Paris zu senden, dem Kaiser zu danken; und die Wahl fiel auf den Cardinal Joseph Doria; da derselbe Napoleon nicht mißfällig war. Während des kurzen Aufenthaltes dieses Cardinals zu Paris bei dieser Gelegenheit, ward einstimmig beschlossen, man würde die Unterhandlungen wieder anknüpfen. Der Kaiser übergab sein Interesse dem Herrn Duvoisin, Bischof von Nantes, während, — wie der Cardinal Pacca abermal sich ausdrückt, —

der Papst unter seiner Umgebung nur sehr schwer einen Fechter finden konnte, der an Gewandtheit und Geschicklichkeit es mit demselben hätte aufnehmen können.

Herr Duvoisin folgte dem Cardinal Doria nach Fontainebleau, auf dem Fuße nach und überreichte ihm im Namen des Kaisers eine Menge Propositionen. Mehrere derselben waren also abgefaßt:

1) »Der Papst und die künftigen Päpste werden, vor ihrer Erhebung zum Pontificate, verheißen, nichts anzuordnen noch auch auszuführen, das den vier gallicanischen Propositionen entgegen sei. — 2) Der Papst und seine Nachfolger werden künftig nur den dritten Theil der Cardinäle zu ernennen haben; die Ernennung der beiden andern Drittheile wird den katholischen Fürsten zustehen. 3) Der Papst wird durch ein öffentliches Breve das Betragen jener Cardinäle mißbilligen und verdammen, welche der heiligen Function der Ehe Napoleons mit der Kaiserin Maria-Louise nicht beiwohnen wollten. In diesem Falle wird der Kaiser seine Gewogenheit ihnen zurückgeben und ihnen erlauben, mit dem heiligen Vater sich zu vereinigen, wofern anders sie das besagte päpstliche Breve annehmen und unterzeichnen. Endlich sind von dieser Begnadigung die Cardinäle di Pietro und Pacca ausgeschlossen, welchen es niemals gestattet seyn wird, dem Papste sich zu nähern.«

Wir sahen, daß der Cardinal di Pietro der Verfasser der Bannbulle ist, und daß solche unter dem Ministerium des Cardinals Pacca losgeschleudert ward. Dies erklärt diese äußerste Schärfe des Kaisers zur Genüge. Es war keine Rede von dem Cardinal Consalvi. Bald hierauf fingen die Confe-

[1813]

renzen an; dieselben wurden eröffnet zwischen den Bischöfen von Trier und von Evreux, und den vier Cardinälen Joseph Doria, Dugnani, Fabricio Ruffo und von Bayane, und Monsignor Bertazzoli, welche sämmtlich verschiedene Wohnungen in dem kaiserlichen Pallaste hatten. Als Diejenigen welche diese Schliche leiteten, sahen, daß der Papst gänzlich vernichtet und außer Stande war, ihren vervielfältigten Bitten und Zudringlichkeiten zu widerstehen, da berechneten sie die Wirkung eines jener schleichenden Fieber, das zur Hinfälligkeit aller Kräfte und zu einer Art Fühllosigkeit vorbereitet, die mit dem Verlangen nach dem Tode vermischt ist. Da sie es nun endlich nur noch mit einem ohnmächtigen Körper ohne alle Federkraft zu thun hatten, der beinahe keine Nahrung mehr empfangen konnte, wollten sie dem Kaiser die Ehre eines endlichen Abschlusses lassen, der am Abend des 19. Januar, in Begleitung der Kaiserin Maria-Louise, sich nach Fantainebleau begab, unmittelbar vor dem Papste erschien, ihn in die Arme schloß, ins Angesicht küßte und ihm tausenderlei äußerliche Zeichen der Herzlichkeit und Freundschaft gab. Am ersten Abend war von keinen Angelegenheiten die Rede. Der Papst, der immer Einiges an den Eigenschaften Napoleons geliebt, und in seiner unerschöpflichen Herzensgüte so viele schwere Mißhandlungen immer boshaften untergeordneten Menschen zugeschrieben hatte, schien mit diesen äußerlichen Zeichen sehr wohl zufrieden. Er erzählte solche Denjenigen, die er gewöhnlich sah, und vergaß zu-

mal der Umarmung und des Kusses nicht. Aber in dem Stande der gänzlichen Schwäche, worin er sich befand, wußte er nicht bestimmt was dieser Besuch vorbedeutete, worin nur von einfachen Complimenten eines Souverains gegen einen heiligen Gast die Rede war, den er in einem seiner Schlösser aufnahm.

Am folgenden Tage gab es andere Zusammenkünfte zwischen dem Papste und Napoleon. Man sagte, in einer dieser Unterredungen habe der Kaiser den heiligen Vater bei den Haaren ergriffen und ganz garstig beschimpft; der Papst jedoch, der mehrmals hierüber befragt ward, antwortete immer, dies sei nicht wahr. „Nein, sprach er; er überließ sich nicht einem so unwürdigen Betragen; und Gott läßt es zu, daß wir bei dieser Gelegenheit keine Lüge zu sagen brauchen." — Indessen konnte man aus den Reden des Kaisers einsehen, daß er gegen den Papst einen Ton des Ansehens, ja sogar der Verachtung sich herausnahm, und ihm sogar ins Angesicht sagte, er sei in der Kenntniß der geistlichen Wissenschaften nicht genugsam bewandert; was sowohl die Wahrheit als die Höflichkeit beleidigte. Die Cardinäle indessen, welche der französischen Regierung ihre Unterstützung versprochen hatten, beunruhigten den Papst, wiederholten ihm beständig die nämlichen Argumente, und sagten ihm, sie an seiner Stelle würden ein Concordat unterzeichnen, dessen Grundlage man vorlege; die Cardinäle wären die natürlichen Räthe eines Papstes, und sie beständen darauf, das Ende der Religionsübel in einer letzten

[1813]

herablassenden Gefälligkeit abzusehen, deren Resultat die Befreiung ihrer Collegen wäre, die nun in Fesseln schmachteten, und aus diesem einzigen Grunde nicht kommen und zu dem nämlichen Betragen rathen könnten; die aber bei ihrer Ankunft ganz gewiß Alles gutheißen würden, was in dieser äußersten Noth geschehen wäre, auf die man sich beschränkt sehe. — Pius VII. war 71 Jahre alt. Sein durch Schmerzen mürbe gewordenes Leben, die Zerrüttung seiner Gesundheit, der Ekel an Speisen; sein Zartgefühl, das durch das Verlangen angeregt ward, die Cardinäle wiederzusehen, die man gefangen hielt; die lästige Zudringlichkeit Bertazzoli's, der ihn drängte, Alles zu bewilligen was man verlange; die dringenden Bitten der italienischen Cardinäle, welche diese wichtige Angelegenheit behandelten, und die ihn zuweilen durch Vorhersehungen ermüdeten, welche drohend, oder von einer Art Verachtung begleitet waren; das absolute Stillschweigen jeder weisen und edlen Stimme, welche dieser, durch Leiden gleichsam verwelkten Seele aufgeholfen hätte; die Annäherung des Todes, kurz Alles trug bei, den hohen Priester zu entmuthigen. Es erübrigte Pius VII. in diesem Augenblicke nichts weiter als das Vermögen, die Hand maschinenmäßig zu bewegen, um einen Namen zu schreiben. Dieser Name ward am 25. Jenner auf eine Schrift gesetzt, die der Kaiser auf der Stelle nach ihm unterschrieb.

Die bestimmten Umstände, welche dieser Unterzeichnung vorangingen, sind nicht genau bekannt ge-

worden. Man weiß nun, daß, um den Papst zu bewegen, die Feder aus der Hand des Cardinals Doria anzunehmen, seine eigenen Räthe ihn auf den Glauben brachten, es seien einfache Präliminarien, welche geheim bleiben sollten, bis man in der Rathsversammlung aller vereinten Cardinäle über die Art und Weise überein gekommen wäre, diese provisorischen Artikel in Ausführung zu bringen. Der Papst, der nun von den drei Cardinälen und den Bischöfen gleichsam in Beschlag genommen wurde, die ihn aufs Aeußerste trieben, zu was immer für einem Vergleich sich herbeizulassen; und durch die Gegenwart des Kaisers gewaltsam gedrängt, der ihm fest, doch mit ziemlich wohlwollendem Blick ins Angesicht sah, wendete sich dessen ungeachtet gegen einige Assistenten aus seinem Gefolge, die ebenfalls zugegen waren, und fragte mit seinem Anblick sie um Rath. Wer weiß, ob in diesem Stande der Erschütterung seines Gemüthes ein muthiges Nein, selbst mit leiser Stimme und von dem Letzten seiner Secretaire ausgesprochen, Pius VII. nicht seine ehemalige feste Entschlossenheit zurückgegeben hätte? — Aber dies Nein ward von Niemand ausgesprochen; sie senkten das Haupt, bückten die Schultern, und antworteten durch dies Zeichen, das man gewöhnlich gibt, wenn man dahin räth, nachzugeben und sich zu fügen. Endlich gab der Papst, in dem Augenblicke, wo er unterzeichnete, deutlich zu erkennen, daß er dies gegen den Wunsch seines Herzens thue. Es läßt sich hier erinnern, daß dieser Tractat allen Gebräu-

[1813]

chen gänzlich zuwiderlief; da er von zwei Souverainen unterzeichnet ward, die mit einander unterhandelten. Wahrscheinlich wollte Napoleon dadurch die Furcht vor der Verweigerung einer Bestätigung sich ersparen. — Als nun dies Actenstück einmal von dem Papst und dem Kaiser unterschrieben war, sprach man auf der Stelle von der Zurückberufung der verbannten Cardinäle, und von der Befreiung derjenigen, die im Gefängnisse saßen. Wegen der Person des Cardinals Pacca setzte es große Schwierigkeiten ab; und es gab, wie der Papst seitdem sagte, eine wahre Bataille, diese Befreiung zu erlangen. Der Kaiser verweigerte dieselbe und sprach: „Pacca ist mein Feind!" — Indessen gab Napoleon zuletzt dennoch nach und sagte, er thue nie etwas zur Hälfte. Er gab also damals Befehl, einen Kurier nach Turin abzufertigen, mit dem gemessenen Auftrag, diese Eminenz in Freiheit zu setzen.

Man hat bereits Kenntniß von den zwei vorhergehenden Concordaten der Jahre 1515 und 1801; wir werden hier in einer Note jenes vom Jahre 1813 angeben, das keine Gültigkeit hatte, noch haben sollte *); das aber als ein Beweis des Mißbrauchs der

*) Da Seine Majestät der Kaiser und König, und Seine Heiligkeit, den Streitigkeiten, die zwischen ihnen sich erhoben, ein Ziel setzen und die Schwierigkeiten ebnen wollen, die über mehrere kirchliche Angelegenheiten entstanden, kamen sie über folgende Artikel überein, die einer entscheidenden Einrichtung zur Grundlage dienen sollen. 1) Werden Seine Heiligkeit das Pontificat in Frankreich und im Königreich Italien auf dieselbe Weise und mit denselben Formen wie Ihre Vorgänger ausüben. 2) Die Both-

Gewaltthätigkeit besteht, die man gegen einen gefangenen Papst ausübte.

Durch diesen Tractat gab der Papst die Souverainetät von Rom auf; worüber er nur die Administration als erwählter Souverain erhält. Er mußte auf gewisse Weise immer in Frankreich, und zwar

---

schafter, Minister und Geschäftsträger der Mächte bei dem heiligen Stuhle, und die Bothschafter, Minister und Geschäftsträger, die der Papst bei den fremden Mächten haben könnte, werden der nämlichen Vorrechte und Privilegien genießen, deren die Glieder des diplomatischen Corps genießen. 3) Die Länder, die der heilige Vater besaß, und die nicht vergeben sind, werden von jeder Art Abgaben befreit seyn. Sie werden durch Agenten oder Geschäftsträger verwaltet werden. Jene, welche weggegeben sind, werden bis auf die Concurrenz von zwei Millionen Franken Einkünften ersetzt werden. 4) In den sechs Monaten, welche auf die gebräuchliche, förmliche Bekanntmachung der Ernennung des Kaisers zu den Erzbisthümern und Bisthümern des Kaiserreiches und Königreichs Italien folgen, wird der Papst den Concordaten gemäß und in Kraft gegenwärtigen Indults die canonische Einsetzung ertheilen. Die vorläufige Information wird durch den Metropoliten geschehen. Sind die sechs Monate verflossen, ohne daß der Papst die Einsetzung verliehen hätte, so wird der Metropolit, und in Abgang desselben, oder wenn es den Metropoliten selbst betrifft, der älteste Bischof der Provinz zur canonischen Einsetzung vorschreiten; so daß kein bischöflicher Sitz über ein Jahr unbesetzt bleibe. 5) Der Papst wird sowohl in Frankreich als im Königreich Italien zu Bisthümern ernennen, die weiterhin übereinstimmend werden bezeichnet werden. 6) Die sechs Bisthümer des Bezirkes der Stadt Rom werden wiederhergestellt werden. Der Papst wird zu denselben ernennen. Die jetzt bestehenden Güter werden zurückgestellt; und wegen der verkauften Güter werden Maßregeln getroffen werden. Bei dem Tode der Bischöfe von Agnani und von Rieti, werden ihre Diözesen mit den besagten Bisthümern, der Uebereinstimmung gemäß vereint werden, die zwischen Seiner Majestät und dem heiligen Vater Statt finden

[1813]

dort bleiben, wo es dem Kaiser beliebte, ihn hinzusenden. Man ersieht übrigens aus dieser revolutionairen Unternehmung lo addentellato (den Stein der Erwartung), eine neue Revolution zu stützen. Am Tage nach der Unterzeichnung dieses unglückseligen Concordates **) sandte der Kaiser den Cardinä-

---

wird. 7) Hinsichtlich der Bischöfe der römischen Staaten, welche durch die Umstände von ihren Diözesen abwesend sind, kann der heilige Vater in Ansehung ihrer sein Recht ausüben, Bisthümer in partibus zu verleihen. Es wird ihnen ein Jahrgehalt ausbezahlt werden, der den Einkünften gleich kommt, welche sie bezogen; und sie werden abermal auf die erledigten Stühle sowohl des Kaiserreiches als des Königreichs Italien eingesetzt werden können. 8) Seine Majestät und Seine Heiligkeit werden zu gelegener Zeit eine Uebereinkunft treffen über die Verminderung der Bisthümer, die, wenn eine solche Statt finden kann, in Toscana und im Lande Genua geschehen soll; so wie auch über die neu zu errichtenden Bisthümer in Holland und in den hanseatischen Departements. 9) Die Propaganda, die Pönitenzerie, und die Archiven werden in dem Aufenthaltsorte des heiligen Vaters bestehen. 10) Seine Majestät geben ihre Wohlgewogenheit den Cardinälen, Bischöfen, Priestern und Laien zurück, die durch die gegenwärtigen Ereignisse Ihre Ungnade sich zugezogen haben. 11) Der heilige Vater stimmt zu den besagten Verfügungen aus Rücksicht für den gegenwärtigen Stand der Kirche; und im Vertrauen, das Seine Majestät Ihnen einflößten, Ihren mächtigen Schutz den so zahlreichen Bedürfnissen zu gewähren, welche die Religion in den Zeiten hat, in welchen wir leben. — (Folgen die Unterschriften.)

Fontainebleau am 25. Jenner 1813.

**) Sollte man es je glauben, daß dieser Tractat, den man wahrscheinlich zu Wien nicht gut kannte, daselbst gutgeheißen ward? — Man versicherte, Kaiser Franz I. habe gesagt: „Schon lange hatte ich dem Kaiser Napoleon den Rath gegeben, sich zu arangiren. Ich hatte darüber mit ihm in einer unsrer Zusammenkünfte

[1813]

len Joseph Doria und Fabriz Ruffo, und Monsignor Bertazzoli goldene, mit großen Brillanten besetzte Dosen zum Geschenk; er erklärte die beiden ersten zu Officieren der Ehrenlegion, und den andern zum Ritter der eisernen Krone. Der Capellan des Cardinals Doria, der die Artikel abgeschrieben hatte, erhielt einen, in Brillanten gefaßten Solitair; und endlich vertheilte man verschiedene Summen unter die Diener des Papstes, gleich als hätte man von beiden Seiten einen jener vernünftigen Tractate der wahren Politik unterzeichnet, wo Jeder sein wohlverstandenes Interesse findet. Wie weit war man von der Zeit entfernt, wo man Herrn Abbé Emery Beifall gegeben hatte, der mit Bossuet die Unabhängigkeit der päpstlichen Gewalt und den bestimmten Besitz Roms zurückforderte! Napoleon befahl den Abschluß des Concordates im ganzen Reiche bekannt

---

gesprochen, und also mich ausgedrückt: „Die religiösen Ideen haben zu viel Einfluß auf den Geist der Völker, als daß man nicht darauf achten müßte. Was mich betrifft, habe ich, meine Macht im Ansehen zu erhalten, zwei Armeen, eine weiße und eine schwarze; diese wirkt dort, wo die andere nichts vermag. Joseph II. glaubte, er könne den Beistand des Klerus entbehren; und fürchtete nicht, demselben sich zu entfremden. Jeder weiß, daß ihm dies übel gelungen ist.“ Also führte wenigstens Napoleon in seinem Rathe die Worte Franz I. an. (Opinions de Napoleon. pag. 141.) Doch Franz der I. konnte dies Concordat nicht gelesen haben, worin gesagt war, daß seine eigenen religiösen Angelegenheiten, als des Kaisers von Oesterreich, nach Frankreich würden gesandt werden, damit sie dort unter dem Wohlgefallen des Kaisers, seines Schwiegersohnes, verhandelt würden, der eben nicht sein wärmster Freund war.

[1813]
zu machen, und wollte, daß man in allen Kirchen ein feierliches Te Deum singen sollte. So lange der Kaiser zu Fontainebleau verblieb, hielt der Papst, so sehr nur möglich, seine Gesinnungen über Alles zurück, was sich ergeben hatte. Kaum aber hatte Napoleon sich entfernt, so verfiel der heilige Vater in eine tiefe Schwermuth, und er ward aufs neue von verdoppeltem Fieber gepeinigt. Bei der Ankunft einiger aus den Cardinälen, die von der Verbannung zurück kehrten, wohin sie waren verwiesen worden, zumal bei der Ankunft des Cardinals di Pietro, besprach er sich mit ihnen über die Artikel, die er unterzeichnet hatte; und es dauerte nicht lange, so sah er von ihrem wahren Gesichtspuncte aus, die Folgen dieser unglückseligen Unterschrift. Von Bitterkeit und Schmerz erfüllt, enthielt er sich einige Tage hindurch der Feier des heiligen Meßopfers; und nur auf die dringenden Bitten eines gelehrten und frommen Cardinals willigte er ein, dem Altar aufs neue sich zu nahen. Auch verbarg er, als man in die trostloseste Kleinmüthigkeit ihn vertieft sah, den französischen Bischöfen und den Cardinälen, die in dem Pallaste wohnten, die Ursache dessen keineswegs. Da nun Napoleon fürchtete, der Papst möchte sein Wort zurücknehmen und widerrufen was er bewilliget hatte, machte er, gegen sein gegebenes Wort, die Artikel des Concordates öffentlich bekannt, und ließ solche durch den Erzkanzler Cambaceres dem Erhaltungssenate feierlich bekannt machen. In demselben Augenblick langte der Cardinal Pacca zu Fontaine-

bleau an. Er erzählt ſeine Unterredungen mit dem Papſte auf folgende Weiſe.

»Als ich in die Nähe des kaiſerlichen Pallaſtes kam, dachte ich mir, ich würde einen großen Zulauf Volkes finden, weil ich wußte, daß einige Cardinäle, verſchiedene franzöſiſche Biſchöfe, und zuweilen ſogar Miniſter des Kaiſers in dem nämlichen Pallaſte wohnten. Da die Verbindung mit dem heiligen Vater wieder war eröffnet worden, erachtete ich, viele Menſchen müßten von Paris oder von andern benachbarten Städten, wegen Gewiſſensangelegenheiten herbeiſtrömen; aber ich ſah nur wenige gemeine Leute. Einer aus ihnen eilte den Aufſeher zu benachrichtigen, der dann kam, das große Thor mir aufzuthun, durch das ich in einen geräumigen Hof einging, der mit einer Doppelſtiege endigt, die in die königlichen Gemächer führt. Ich ſah dort Niemand, außer eine Schildwache, die oben auf der Stiege war. Alle Fenſter und alle Thüren, die mit denſelben in Verbindung ſtanden, waren geſchloſſen; und es herrſchte eine ſolche Stille, daß es mich bedünkte, ich träte nicht ſowohl in ein königliches Haus, als in ein anderes Staatsgefängniß ein. Da ich nun keinem einzigen Menſchen begegnete, Audienz zu begehren, ſandte ich meinen Kammerdiener, der kurze Zeit darauf mit Hilario Palmieri, einem der italieniſchen Diener zurückkehrte, die man bei dem heiligen Vater gelaſſen hatte. Palmieri ſagte mir, ich könne kommen wie ich wäre, und im Reiſekleide; der Papſt würde mich auf der Stelle empfangen. In dem Vorzimmer kam der Cardinal Doria mir entgegen, umarmte mich weinend, und bezeigte mir auf mancherlei Weiſe ſeine Zuneigung und Liebe, um die Freude mir zu beweiſen, die er über meine Befreiung empfinde. In den andern Sälen traf ich die franzöſiſchen Biſchöfe an; und als ich in das Zimmer eintrat, in welchem der Papſt war, ſah ich, daß er einige Schritte gemacht hatte, mir entgegen zu kommen. Ich ward ſonderbar betroffen, als ich

[1813]

ihn so betrübt, so blaß, so gebückt, so mager, mit eingefallenen Augen und wie unbeweglich sah. Er umarmte mich indessen, sagte mir aber mit vieler Kälte, er habe mich nicht so bald erwartet. Ich antwortete ihm, ich hätte meine Reise beschleunigt, um den Trost zu haben, mich ihm zu Füßen zu werfen, und ihm meine Bewunderung über die heldenmüthige Standhaftigkeit zu bezeugen, mit welcher er eine so lange und so harte Gefangenschaft ertragen habe.

»Da wendete er sich voll Schmerz und unter diesen eigenen Worten zu mir: Ma ci siamo in fine sporcificati .... quei cardinali .... ci strascinarono al tavolino e ci fecero sottoscrivere ..... »Wir haben leider am Ende uns verunreinigt .... Diese Cardinäle .... sie haben uns an den Tisch gezerrt und uns unterschreiben machen.« — Und nun faßte er mich bei der Hand, führte mich an den nämlichen Ort hin, wo er sich niedersetzte, und sprach dann, nach einigen Fragen über meine Reise zu mir: »Sie können sich jetzt entfernen, weil die Stunde da ist, wo die französischen Bischöfe kommen. Man hat Ihnen eine Wohnung im Pallaste bereitet.« — Bei meinem Austritt ward ich von dem Intendanten des Schlosses in diese Wohnung geführt. Diese Wohnung war ein einziges Zimmer, das in drei Theile abgetheilt war, und auf einen großen schmalen Gang führte, wo ebenfalls andere Cardinäle und französische Bischöfe wohnten. Die Einsamkeit des Ortes, die Stille, die Traurigkeit, die auf allen Angesichtern zu lesen war, der tiefe Schmerz, in welchen ich den heiligen Vater versenkt sah, die kalte Aufnahme, die ich gefunden hatte, ohne darauf gefaßt zu seyn, dies Alles überraschte mich und preßte mir das Herz auf eine Weise zusammen, die sich leichter denken als beschreiben läßt. Kurze Zeit darauf kam Monsignor Bertazzoli und sagte mir, der Papst habe mich so schnell entlassen, um der gewöhnlichen Audienz der französischen Bischöfe sich zu entledigen; und er würde mich gern vor dem Mittagessen wieder sehen. Er fügte noch bei, ich sollte ja behutsam in Allem

seyn was ich sagen würde, sogar in Gegenwart der eigenen Diener des Papstes; und ich begriff gar wohl was er mir wollte zu verstehen geben. Ich kehrte also zu Seiner Heiligkeit zurück, die ich in einem wahrhaft bemitleidenswerthen Zustande fand, der mir Besorgniß für Ihr Leben einflößte. Er war von den Cardinälen di Pietro, Gabrielli und Litta, welche zuerst nach Fontainebleau gekommen waren, auf den Fehler aufmerksam gemacht worden, der durch die Ueberraschung war begangen worden, mit welcher man ihn überfallen hatte; er hegte gerechten Abscheu darüber, und sah wohl ein, von welcher Höhe des Ruhmes treulose Rathgebungen und Einflisterungen ihn gestürzt hatten. Und hierauf mehr als jemals durch eine trostlose Traurigkeit wie vernichtet, und von den Dingen sprechend, welche sich ergeben hatten, offenbarte er seinen gränzenlosen Schmerz und versicherte mich, er könne diesen peinigenden Gedanken nicht aus seinem Gemüthe verbannen, der ihn verhindere zu schlafen, und ihm nur gestatte, so viele Nahrung zu nehmen als erforderlich wäre, um sich nicht Hungers sterben zu lassen. »Darüber werde ich noch als ein Wahnsinniger sterben gleich Clemens XIV.« — Ich bot Alles auf und sagte was mir nur möglich war, ihn zu trösten. Ich beschwor ihn, seinen Geist zu beruhigen; und ich fügte bei, von allen Uebeln welche die Kirche darnieder beugten, wäre der Tod des Papstes das unglückseligste; in wenig Tagen würde er alle Cardinäle um sich haben, die in Frankreich wären; und befragte er sie um Rath, so würde man gewiß ein Heilmittel gegen das Uebel finden, das geschehen wäre. — Bei diesen Worten schien er wie aufs neue aufzuleben und sagte mir: »Glauben sie denn, daß hier Abhilfe möglich sei?« — »Gewiß, antwortete ich, heiligster Vater; es lassen sich, wenn man will, Mittel wider alle Uebel finden.« — Am Ende der Audienz sagte er mir, ich sollte mich vorbereiten, nach Paris zu gehen, weil ich dem Kaiser und der Kaiserin sollte vorgestellt werden. Ich suchte einer Reise mich zu erweh-

ren, die mir so mißfällig war; allein der Papst erwiederte mir: »Da alle andern Cardinäle dort waren, würde man, wofern Sie nicht hingingen, es übel nehmen; und darin einen Mangel an Hochachtung gegen dies Herrscherpaar finden. — »Nun denn, heiligster Vater, sprach ich, so will ich also diese letzten Hefen des bittern Kelches trinken, und bald nach Paris abreisen.« — Zwischen vier und fünf Uhr Nachmittags kehrte ich abermal zum Papste zurück; die Unterredung fiel immer auf den nämlichen Gegenstand, von welchem er sich nicht abwenden konnte, so große Mühe ich mir auch gab, sie auf einen andern Gegenstand zu leiten. Indem er nun die Rede fortsetzte, vielleicht den Abscheu zu vermindern, den die anticanonischen Bewilligungen des letzten Concordates eingeflößt hatten, sagte er mir, der Kaiser habe ihm weit ärgere Artikel überreichen lassen; und er habe dieselben verworfen. Und da zog er aus der Schublade seines Schreibtisches, die er verschlossen hielt, eine Schrift hervor, die er mir zu lesen gab. (Es war jene die Herr Duroisin dem heiligen Vater im Namen des Kaisers überreicht hatte.) Einer der Artikel forderte die beständige Verbannung des Cardinals Pacca. (Sieh oben, Seite 5.)«

Am Abend des nämlichen Tages (18. Februar), langte der Cardinal Consalvi an. Er ging sogleich zur Audienz des Papstes, der ihn mit Ungeduld erwartete, und ihn zu seinem Minister ernannt hatte, mit der kaiserlichen Regierung einen andern Tractat zu eröffnen. Der Wiedereintritt dieses Cardinals in die Geschäfte konnte für den römischen Hof nur Hoffnungen zur Ruhe hervorbringen. Der Cardinal Pacca hatte dem Papste versprochen, sobald nur möglich, nach Fontainebleau zurückzukehren; er kam am 27. Februar daselbst an. Die Cardinäle, welche das

Schloß ins besondere besuchten, und den Papst seit dem Monat Juni 1812 hatten sehen können, waren, wie man weiß, die Cardinäle Joseph Doria, Dugnani und Fabriz Ruffo. Nun gestattete man dem Papste, selbst jene Cardinäle, die er näher um seine Person haben wollte, zu sich zu berufen und im Schlosse wohnen zu lassen. Er wählte die Cardinäle Mattei, den Dechant des heiligen Collegiums, della Somaglia, di Pietro, Pacca und Consalvi. Indessen fehlte noch gar sehr viel daran, daß der Papst sich hätte für gänzlich frei halten dürfen. Der Oberst der Gendarmerie, der den heiligen Vater von Savona an begleitet hatte, wohnte ebenfalls im Schlosse. Man sah ihn jedoch nicht mit Mißvergnügen; weil er, wenn er es konnte, dem Papste Gesinnungen der Verehrung erzeigte.

Am Tage nach der Ankunft des Cardinals Pacca, sagte ihm Monsignor Bertazzoli, der Papst ersuche alle Cardinäle, ihre Gesinnungen über die Artikel des Concordates, nebst den Rathgebungen schriftlich aufzusetzen, die sie für die zweckmäßigsten hielten, und diese Abstimmungen ihm eigenhändig zu übergeben.

Offenbar war das heilige Collegium in zwei Theile gespaltet, unter dem Namen der rothen und der schwarzen Cardinäle. Unter den schwarzen selbst bestand keine vollkommne Eintracht, wie man sie hätte von Männern erwarten können, welche die nämlichen Meinungen über einen mißlichen Gegenstand ausgesprochen hatten, und unter

[1813]
der Last der nämlichen Schmerzen und der nämlichen Unfälle seufzten. Bei dieser Gelegenheit äußerte sich der Cardinal Pacca, er fürchte diese neuen Hirten, die im Frieden Löwen, in Kampfe Hirsche wären (Tertullian. adv. Prax.). Trotz solcher Schwierigkeiten und so gegründeter Furcht wurden die heiligen Absichten des Papstes gesegnet; und seine apostolische Festigkeit und Standhaftigkeit, die nun so gut unterstützt wurden, erlangten, wie wir bald sehen werden, den Sieg, den sie verdienten.

Den Befehlen des heiligen Vaters gemäß, brachten die anwesenden Cardinäle jeder seine Stimme einzeln, und übergaben solche dem heiligen Vater selbst. Diejenigen, die zu Fontainebleau sich befunden und Antheil an jenen Schlichen und Conferenzen gehabt hatten, so wie auch einige schwarze Cardinäle von zu furchtsamem oder zu höfischem Charakter, waren der Meinung, man sollte den besagten Vertrag aufrecht erhalten; um aber dennoch dem Geschrei und den Vorstellungen ihrer Collegen in etwas zu genügen, schlugen sie vor, mit den Abgeordneten des Kaisers eine neue Unterhandlung zu eröffnen; in welcher man sich bemühen sollte, den Stand der Dinge zu verbessern und einige Artikel einschalten zu lassen, die dem Papste und dem heiligen Stuhle günstiger wären. Einige andern Cardinäle dagegen hatten gleich bei ihrer Ankunft zu Fontainebleau erklärt, es gebe kein anderes Mittel, dem Aergerniß, das man vor der ganzen Katholizität gegeben hätte, und den schweren Uebeln abzuhelfen,

welche die Ausführung eines solchen Concordates nach sich ziehen würde, als einen schnellen Widerruf und eine allgemeine Umstoßung von Seiten des Papstes. Sie führten das, in der Kirchengeschichte sehr bekannte Beispiel unter Pascal II. an, der so wie Chiaramonti Benedictiner und Papst gewesen war *). Diese beiden Meinungen, die einzigen, die man annehmen konnte, wurden von den Cardinälen erörtert, wenn sie entweder auf dem Spatziergang oder unter dem Vorwand einiger Besuche bei einem kranken Collegen, einander begegnen konnten, um nicht den Argwohn Derjenigen zu erregen, die ihren Schritten nachspähten. — Indessen war ein Cardinal, der eine dritte Meinung auf die Bahn brachte. Er kam mit denjenigen, die für die abschlägige Antwort stimmten, darin überein, man dürfe keinen der Artikel des Concordates annehmen, weil sie der Dis-

*) Pascal II., früher Benedictiner und Abt von St. Paul außerhalb der Mauern, unterstützte den Kaiser Heinrich V. gegen seinen Vater Heinrich IV. Hierauf vereinigte sich Heinrich V. mit Pascal wegen der Investituren. Der Kaiser wollte von dem Papste gekrönt werden und ihm in nichts nachgeben. Heinrich bemächtigte sich der Person des Papstes, ließ seiner Ornamente ihn berauben und ihn mit Stricken knebeln. Aus Schwachheit bewilligte dann dieser dem Fürsten Alles, und ward um diesen Preis frei gelassen. Zu Rom ward der Papst höchlich von Allen getadelt, die der Verfolgung entkommen waren; und gelobt oder doch wenigstens vertheidigt von Denjenigen, die mit ihm waren gefangen gewesen. Pascal selbst versammelte ein Concilium zu St. Latran und erkannte seinen Fehler, wenn man ja also nennen kann was eine Menge Umstände ihn gezwungen hatten zu erlauben, und was er nach den Rathgebungen vieler seiner Diener gethan hatte, die ihn hernach im Stiche ließen

[1813]
ziplin der Kirche entgegen, den Rechten des heiligen Stuhles verderblich wären, und endlich dem Papste und dem kirchlichen Körper zur Schmach gereichten; allein er dachte, man müsse mit der Partei Roverella, Doria und Bertazzoli neue Conferenzen eröffnen, nicht um zu einem Abschluß des Concordates zu kommen, sondern um Zeit zu gewinnen, oder um in den Unterhandlungen einen Vorwand zu finden, die Conferenzen ohne bestimmtes Resultat abzubrechen. Auf solche Weise wäre denn Alles ins Unbestimmte abgebrochen worden. Dieser Entschluß war schwer zu verfechten. Erstens war der Versuch, Zeit zu gewinnen vergeblich; da die Bevollmächtigten Napoleons in der ersten Versammlung verlangt hätten, man sollte die Artikel des Concordates vom 25. Jenner als die Hauptgrundlage des Vertrags anerkennen; und über diesen bestimmten und zwischen zwei Souverainen abgeschlossenen, nicht aber einer Ratification unterworfenen Punct, keine Erörterung zugelassen hätten. Der Bruch der Conferenzen ohne Abschluß hätte den Kaiser so sehr aufgebracht als ein entschiedener und absoluter Widerruf ihn hätte aufbringen können; und das Betragen der Cardinäle wäre der Ausflüchte und Ränke der Curie bezüchtiget worden, deren man den römischen Hof so oft beschuldigt.

Es bestand auch noch ein sehr starker Grund für den Beschluß der allgemeinen Widerrufung und Vernichtung der zugestandenen Artikel. Brach man den Tractat unter dem Vorwand der Streitigkeiten,

die während der neuen Conferenzen sich erhoben hätten, so blieb es immer erwiesen, daß ein Papst, der von ganz Europa für einen heiligen und hochgeachteten Mann gehalten wurde, schon vor diesen Streitigkeiten jene Concessionen gemacht und jene Artikel unterzeichnet hatte. Auch hätte man in künftigen Zeiten sagen können, wofern sich Streitigkeiten zwischen dem heiligen Stuhle und den Höfen ergaben, solche Verträge, ob sie auch wegen anderer Umstände nicht zur Ausführung gekommen wären, wären dessen ungeachtet Vortheile, die von dem Papst und dem heiligen Stuhle bestimmt hätten können bewilliget werden. Somit also war es unerläßlich, daß der nämliche Papst nicht nur nicht in Ausführung brächte was er unklug erlaubt und bewilliget hatte; sondern auch, daß er überdies mit lauter Stimme und durch einen von seiner Hand unterschriebenen Widerruf erklärte, er habe durch die Einwilligung in solche Concessionen, die er niemals verleihen konnte noch sollte, einen großen Fehler begangen; welche Erklärung dann für immer den Mund Jedem schloß, der in der Zukunft dies Concordat als ein Beispiel hätte anführen wollen.

Diese Erwägungen und noch viele andere nicht minder mächtigen, und dann jenes Gefühl voll des Vertrauens auf die Zukunft, das Consalvi im Conclave zu Venedig erleuchtet hatte; eines Vertrauens, das gewiß mehrere Jahre hindurch zum Vortheil gereicht hatte; alle diese Gedanken, die überdies darauf gestützt waren, daß man etwas Schwächeres und

[1813]

Unbestimmteres in Napoleons Willen wahrgenommen hatte, das durch die Unfälle seiner Waffen sich erklären ließ; wozu auch noch das Bedürfniß und die Nothwendigkeit kam, alles wider die gegenwärtige Gefahr zu versuchen: dies Alles also wirkte entscheidend in dem Geiste der Cardinäle, die den größten Einfluß hatten; und man kam überein, es sollte ein sehr schneller Widerruf des Concordates geschehen. Consalvi behauptete diese Meinung mit freimüthiger und beseelter Lebendigkeit; seine ehemaligen, glücklich geleiteten Geschäfte, seine siegreichen Vorhersehungen, die diesmal umgekehrt waren, die Blitze seines glänzenden Geistes und seiner wundersamen Beredsamkeit, der Anblick seiner langwierigen Ungunst, die durch keine Abweichung von seinen Pflichten befleckt war, gab in diesem Augenblick auf gewisse Weise ihm den Vorsitz im heiligen Collegium; und diese Meinung ward als der Hafen des Heiles beschlossen. Es schien als sollte der so schreiende Act eines Widerrufs Pius VII., zumal wenig Tage nach der Unterzeichnung des Tractates, wehe thun; allein Pius VII. der voll einer wahren Tugend, durch Tröstungen beseelt, frei von den Anfällen des Fiebers, das ihn niedergebeugt hatte, und nun mit seinem alten Muthe bewaffnet war, hörte diese Stimmen an, die Freundinnen seines Ruhmes waren. Nicht nur ward er bei Anhörung eines, in dem ersten Augenblicke so bittern und so peinlichen Entschlusses nicht verwirrt, sondern er nahm denselben mit Freuden auf und pries darüber Gott, der ihm zu sagen

schien: „Gehe hin, wohin immer Ich dich senden werde, und sprich alle Worte, die ich dir befehlen werde zu sprechen."

Fünf und zwanzigstes Capitel.

Der Papst schreibt seinen Widerruf selbst, und sendet denselben dem Kaiser. — Anrede am 24. Merz. — Der Kaiser wagt es nicht, sich zum Oberhaupt der Religion des Reiches zu erklären. — Bulle für die Einrichtung des künftigen Conclave's. — Widerlegung der Verleumdungen, die wider Pius VII. verbreitet wurden. — Schlacht bei Lützen. — Schreiben der Kaiserin an den Papst und Antwort des Papstes. — Schreiben des Papstes an den Kaiser von Oesterreich. — Versuche, die Unterhandlungen mit Pius VII. abermal anzuknüpfen.

Hier nun beginnt eine Art Triumph, den die Menschen selten über sich selbst erringen. Wir werden sehen, mit welcher Ergebung, mit welcher Stäudigkeit in Arbeiten und Nachtwachen, Pius VII. abermal groß gleich wie bei seiner ersten Reise nach Paris, seine schreckliche Buße vollbringt. Christen, die ihr auf dem Wege der Pflicht fehltet, lernet so erhabene Beispiele nachahmen!

Die beiden Cardinäle, welche die vorzüglichsten Vertheidiger des einzigen edelgroßen und vernünftigen Planes waren, suchten nun bald Mittel, denselben mit Gewandtheit und ohne Gefahr für den Papst auszuführen. Eines Abends als beinahe alle ihre Collegen in dem Gemach des Cardinals Pigna-

[1813]

telli versammelt waren, nähmlich die Cardinäle Consalvi, Pacca, Saluzzo, Ruffo-Scilla, Scotti und Galeffi, fingen sie, nachdem sie sich wohl versichert hatten, daß die Pforten fest verschlossen und verwahrt waren, eine Erörterung darüber an, was in diesem Umstande zu thun sei. Die Einen erachteten, der Papst müsse durch einen eigenhändig unterzeichneten Act die Artikel des Concordates als null und nichtig erklären; er müsse diesen Entschluß dem ganzen heiligen Collegium kund geben und müsse diesen Widerruf mittelst einer großen Menge Abschriften dem Publikum bekannt machen. Dagegen erinnerte der Cardinal Pacca, eine solche Verfahrungsart scheine der Rechtschaffenheit und Aufrichtigkeit nicht zu geziemen, welche die Handlungen des Oberhauptes der Kirche immer beherrschen müssen; es genüge nicht, daß man in dem Wesen der Sache Recht habe; man müsse den Angriffen der Tadelsucht sogar in den Formen keine Blößen geben. Er fügte noch bei, der Kaiser habe einen gerechten Grund, sich zu beklagen, wenn ein, von ihm feierlich genehmigter und unterzeichneter Vertrag plötzlich von Einer der contrahirenden Parteien widerrufen würde, und diese Partei der andern nicht nur die Gründe der Vernichtung nicht entschleierte, sondern ihr nicht einmal die geringste vorläufige Anzeige davon machte; dies hieße seinem Feinde einen Pistolenschuß auf den Rücken anbringen. Endlich that er den Vorschlag, der Papst sollte diesen, von beinahe allen Cardinälen gebilligten Widerruf in einem Schreiben thun, das

geradezu an den Kaiser gerichtet wäre. Hier hätten die Spanier ihr beliebtes Sprichwort angebracht: (Man muß den Stier zwischen den Hörnern anpacken.)

Auf diese Meinung antworteten die Cardinäle Pignatelli und Saluzzo, daß man bei solchem Verfahren der Gefahr sich aussetzte, der Kaiser würde über diese Mittheilung das Stillschweigen beobachten; durch strenge Maßregeln den Papst verhindern, seinen Willen dem Publikum bekannt zu machen; und ganz ins besondere darüber wachen lassen, daß keine Schrift aus dem Pallaste käme. Da schlugen die Cardinäle Consalvi und Litta, welche die Meinung des Cardinals Pacca gebilliget hatten, vor, der Papst sollte, nachdem er das Schreiben an den Kaiser abgefertiget hätte, die Abschrift desselben allen, zu Fontainebleau wohnenden Cardinälen zu lesen geben und ihnen die Erlaubniß ertheilen, diesen Widerruf auf alle Art und Weise zu verbreiten, die in ihrem Vermögen stände. Also, sagten sie, würde man den Wohlstand gegen den Kaiser retten und ihm alle Rücksichten erzeigen, die ihm gebührten. Was die Cardinäle beträfe, könnten die Mittel, diese Nachricht zu verbreiten, ihnen früher oder später nicht untersagt werden. Diese Meinung wurde dann den Cardinälen di Pietro und Mattei unterlegt, die derselben beistimmten; und der Cardinal Consalvi ward beauftragt, mit dem Papste sich darüber zu besprechen, der dieselbe genehmigte.

Einige Tage hernach fing der heilige Vater an, das Conzept des Briefes zu verfassen, das man als

[1813]

authentisches Denkmahl aufbewahren mußte; und nach diesem Conzept schrieb er den Brief ab, der dem Kaiser sollte übergeben werden. Er wollte denselben gänzlich eigenhändig schreiben, um Denjenigen, der solchen schriebe, dem Zorn des Kaisers nicht blos zu stellen. Der heilige Vater verwendete mehrere Tage auf diese Arbeit. Er konnte derselben nicht lange in dem Stande der physischen Abmattung sich hingeben, worin er zuweilen sich noch befand; und er fürchtete schlecht zu schreiben, wenn er die Aufgabe, die er sich vorgenommen hatte, allzu sehr verlängerte. — Es wird nicht zwecklos seyn, hier zu berichten, auf welche Weise dies Werk vor sich ging, damit man daraus ersehe, unter wie strenger Wachsamkeit Pius VII. gehalten ward; zumal seit der Ankunft seiner Cardinäle. Er durfte damals keine Schrift in dem Zimmer lassen, worin er schlief, noch auch in seinem Audienzzimmer, weil er vor Kurzem wahrgenommen hatte, daß während er die heilige Messe las oder anhörte, Jemand, dem die Regierung diese Sorge übertragen hatte, eine genaue Untersuchung auf seinen Tischen und in seinen Kästen anstellte, und solche mit andern Schlüsseln aufsperrte. (Also benahmen sich ehemals die Zehn gegen den Dogen von Venedig). Daher auch kamen des Morgens, wenn der Papst von der Messe zurückkehrte, die Cardinäle Consalvi und di Pietro zu ihm und stellten ihm das Blatt Papier zurück, auf welches er am Abend zuvor geschrieben hatte. In ihrer Gegenwart nun, oder aber kurz nachher, wenn sie sich entfernt hat-

ten, setzte er seine Arbeit weiter fort. Um 4 Uhr Nachmittags erschien der Cardinal Pacca. Schnell nahm dann der Papst seine Arbeit wieder zur Hand, fügte einige Zeilen bei und übergab dann das Conzept und das abgeschriebene Stück dem nämlichen Cardinal, der solche unter seinem Gewande verborgen forttrug, und sie auf der Stelle für die Nacht dem Cardinal Pignatelli zuwies, der in der Stadt wohnte. Wenn nun die Nacht vorüber war, sandte dieser Cardinal solche durch eine sichere Person in das Schloß zurück. Dies künstliche Treiben dauerte mehrere Tage hindurch fort; weil Pius VII. einige Abänderungen machen mußte, die in das Conzept eingeschaltet waren; und wohl auch darum, weil er genöthiget war, seinen Brief, sei es wegen einiger Flecken, sei es wegen einiger Fehler von neuem anzufangen.

Endlich ward der, gänzlich von der Hand des heiligen Vaters geschriebene Brief zu Ende gebracht Man bemerkt darin folgende Stellen:

»Wie wehe auch das Bekenntniß, das wir Eurer Majestät nun ablegen werden, unserm Herzen thut, muß dennoch die Furcht vor den göttlichen Gerichten, denen wir in Anbetracht unsres vorgerückten Alters so nahe stehen, uns über jede andere Rücksicht erheben. Nothgedrungen durch unsre Pflichten, erklären wir Eurer Majestät mit der Aufrichtigkeit und Freimüthigkeit, die unserer Würde und unserm Charakter geziemt, daß, seit dem 25. Jenner, als dem Tage, wo wir jene Artikel unterzeichneten, die dem endlichen Tractate, von welchem darin die Rede ist, zur Grundlage dienen sollten, die schwersten Rügen des Gewissens und

[1813]
die lebendigste Reue unsern Geist beständig folterten, der weder Ruhe noch Frieden mehr kennt. Von jener Schrift, die wir unterzeichneten, sagen wir Eurer Majestät das Nämliche, was unser Vorgänger Pascal II. (im Jahre 1117) Veranlassung hatte zu sagen, als er unter ähnlichen Umständen, eine Schrift zu bereuen hatte, welche eine Bewilligung an Heinrich V. betraf. Wie wir erkennen, daß unser Schreiben böse wirkt, also bekennen wir, es sei böse gemacht, und verlangen mit der Hilfe des Herrn, daß dasselbe gänzlich vernichtet und als ungültig erklärt werde; damit daraus kein Schaden für die Kirche und kein Nachtheil für unsre Seele hervorgehe. Wir erkennen, daß mehrere dieser Artikel durch eine verschiedene Abfassung und mit einigen Modificationen und Abänderungen können gebessert werden. Eure Majestät werden gewißlich noch an das laute Geschrei sich erinnern, das ganz Europa und Frankreich selbst über den Gebrauch unsrer Gewalt erhob, als wir im Jahr 1801, und zwar nach einem Aufruf und einer Forderung der Niederlegung ihrer Stellen, die ehemaligen Bischöfe Frankreichs ihrer bischöflichen Stühle beraubten. Es war dies eine außerordentliche, aber in jenen jammervollen Zeiten als nothwendig anerkannte Maßregel, welche unerläßlich war, einer kläglichen Spaltung ein Ende zu machen, und eine große Nation zu dem Mittelpunct der katholischen Einheit zurück zu führen. Besteht aber heut zu Tage je eine Ursache dieser Art, um vor Gott und den Menschen die Maßregel zu rechtfertigen, die in einem jener Artikel getroffen ward? — Wie könnten Sie eine Anordnung zulassen, welche für die göttliche Einsetzung der Kirche Jesu Christi so zerstörend ist, der den Primat des heiligen Petrus und seiner Nachfolger eingesetzt hat; wie offenbar jener Artikel ist, der unsre Gewalt der Gewalt des Metropoliten unterwirft, und diesem erlaubt, ernannte Bischöfe einzusetzen, die das Oberhaupt der Kirche selbst in verschiedenen Fällen und Umständen, und in seiner Weisheit geglaubt

hätte, nicht einsetzen zu sollen; und auf solche Weise zum Richter und Reformator des höchsten Hierarchen Denjenigen zu erheben, der in der Hierarchie ihm nachsteht und ihm Unterwürfigkeit und Gehorsam schuldig ist? — Können wir in der Kirche Gottes die unerhörte Neuerung einführen, daß der Metropolit dem Oberhaupte der Kirche zum Trotz einsetze? In welcher wohlgeordneten Regierung ist es einer geringern Autorität je gestattet, thun zu können was das Oberhaupt der Regierung nicht glaubte, thun zu sollen?«

Wir würden es bei diesem Beweisgrunde bewenden lassen, der Napoleon allerdings bewegen konnte, welcher in so hohem Grade auf seinen Willen und auf seine Macht eifersüchtig war; wenn wir nicht noch die drei letzten Zeilen anführen wollten, die man für einen Widerruf des Theiles der Excommunication halten könnte, der den Kaiser angeht.

»Wir bringen Gott die heißesten Wünsche dar, daß Er selbst die Fülle seiner himmlischen Segnungen über Eure Majestät ergieße.«

»Fontainebleau am 2. Merz des Jahres 1813; unsrer Regierung im vierzehnten.«

Die ganze politische Stärke dieses so interessanten Actenstückes, welches das Gepräge einer so hohen Gewandtheit an sich trägt, lag in den beiden letzten Paragraphen. Denn Napoleon fragen, ob er z. B. einem Marschall erlauben würde, einen Obersten gegen seinen (Napoleons) Willen zu ernennen; dem Napoleon sagen, der sich immer so sehr um die Anzahl der Excommunicationen seit fünfzehn Jahrhun-

[1813]

derten kümmerte, daß Derjenige, der die Begünstiger der Beraubung des heiligen Stuhles in den Bann thun konnte, Gott inbrünstig bitte, die Fülle seiner himmlischen Segnungen über den vorzüglichen Urheber dieser Beraubung zu ergießen: dies hieß in die innigsten Geheimnisse, in die unerschütterlichsten Forderungen und Bedürfnisse seines Stolzes eingehen; der bei dieser gegebenen Gelegenheit (der Subordination der Untergebenen) ziemlich rechtmäßig allmächtig seyn wollte; und hier, wie wir gern zugeben, sogar sich Jupiter nennen konnte. Dann hieß dies auch einen bessernden Balsam auf eine schmerzliche Wunde Napoleons legen. Denn diese Excommunication, was immer man sagen mochte, raubte ihm mehr denn eine Stunde Schlafes.

Für ihn war es gewiß, daß seit er den Papst in so engem Gewahrsam als Gefangenen hielt, der Ruhm der französischen Heere sich geneigt hatte. Die Ehe mit Maria-Louise war, trotz aller Folgen, die solche ihm verhieß, kein Glück mehr; die Flammen und die Eisklumpen von Moscau hatten die furchtbarste Bestürzung über die glorreichsten Truppen von Europa gebracht, und diese so tapfere Armee vernichtet; die es nicht verdiente, so unglücklich zu seyn. Man konnte im Voraus ahnen, daß ungeachtet der neuen Opfer, welche das großmüthige Frankreich einwilligte sich aufzuerlegen, man nichts mehr als höchstens den falschen und ungewissen Erfolg von Lützen erhalten würde, welchem bald die Unglücksfälle von Leipzig nachfolgen würden. Uebrigens ist

auch Niemand, dem es unbewußt wäre, bis zu welcher Schwäche Napoleon abergläubig für Alles war, was an seinem Stern und an der Fortdauer seiner Wohlfahrt hing. Wie immer aber dies sich verhalten mag, so viel ist gewiß, daß dies Schreiben des Papstes zwei verschiedene Charaktere und das Siegel des besondern Genies zweier ausgezeichneter Männer des römischen Hofes an sich trug, die Würde und Gewalt der religiösen Argumente, das Werk Pacca's, so würdig durch den Cardinal di Pietro ausgedrückt; und die Feinheit und zeitgerechte Anwendung der politischen Argumente, ein Werk des Cardinals Consalvi.

Wir haben diese verschiedenen Scenen umständlich erzählt, weil wir sie für geeignet halten, Interesse zu erwecken. Wir werden dann allen Angehörigen Seiner Heiligkeit, die damals zu Fontainebleau wohnten, unsre Ergebenheit bezeigen. Wir sahen so eben die Wichtigkeit des Rathes, welche die Einen dem Papste ertheilten; die ganze Weisheit, die aus dieser zugleich so freimüthigen und so klaren Protestation hervorleuchtet; und man muß neben diesem so klugen Eifer und diesem so hellsehenden und so edelstolzen Betragen in den Gesinnungen, den übrigen Römern einiges Lob ertheilen; die, ob sie auch diesen Rückschritt und diese Rückkehr zu Ideen sahen, die nicht die ihrigen waren, ihren Gegnern ein getreues Stillschweigen hielten, und die Polizei Napoleons durchaus in nichts eindringen ließen. Es setzte vielleicht wohl einige Plaudereien ab; aber

[1813]
nicht ein einziger wichtiger Umstand des Geheimnisses ward geoffenbart. Nun wollen wir auch sagen, ob dies lobwürdige Unternehmen allen Erfolg hatte, den es verdiente.

Die Zeit der Klugheit, der Verschwiegenheit und wenn man will sogar der List, aber einer rechtmäßigen List war nun vorüber; es war die Zeit der Stärke, der Entschlossenheit und des Angriffs erschienen. Am Morgen des 24. Merz ließ der Papst den Obersten Lagorsse berufen, übergab ihm das Schreiben für den Kaiser, und empfahl ihm, dasselbe persönlich, und zwar in dem Augenblicke nach Paris zu überbringen. Dieser Befehl ward dem Obersten in dem Tone eines Mannes gegeben, der mit seinem Gewissen im Frieden ist. Als der Oberste abgereist war, ließ, der Verabredung gemäß, der heilige Vater die Cardinäle einzeln und nach einander berufen; und sagte dann Jedem aus ihnen, da er bereits an den Kaiser das Schreiben abgefertiget habe, worin er alle, in dem unglückseligen Concordat vom 25. Jenner bewilligten Zugeständnisse zurücknähme und widerriefe, habe er gewünscht, wie bei der Anrede im Juli 1808, alle zu Fontainebleau sich befindenden Cardinäle in seiner Gegenwart zu vereinigen, um eine informative Anrede über die Ereignisse und seine eigenen Gesinnungen an sie zu halten; um aber jede Beschuldigung über allzu öffentliche Versammlungen zu vermeiden, habe er beschlossen, jeden Cardinal diese fertige Anrede und die Abschrift des, an den Kaiser geschriebenen Briefes lesen zu

[1813]

lassen. — In Folge dessen wurden an dem nämlichen und am nächstfolgenden Tage, alle Cardinäle, sowohl diejenigen, welche die Angelegenheit vollkommen, als Jene, welche sie nur unvollkommen kannten, zu dem heiligen Vater zugelassen und eingeladen, diese Actenstücke zu lesen.

In dieser neuen Anrede wiederholte der heilige Vater, er betrachte als null und nichtig das Breve, das er zu Savona erlassen, und nicht minder das Concordat vom 25. Jenner. Er schloß mit folgenden Worten:

»Gepriesen sei der Herr, der seine Barmherzigkeit nicht von uns entfernt hat! Er ist es, der da tödtet und belebt. Er wollte durch eine heilsame Beschämung uns demüthigen. Zugleich aber stützte Er uns durch seine allmächtige Hand; da Er den gehörigen Beistand uns verlieh, unter diesen so schwierigen Umständen unsre Pflichten zu erfüllen. Uns also sei Demüthigung, die wir gern für das Heil unsrer Seele annehmen; Ihm aber sei nun und in alle Ewigkeit Verherrlichung, Ehre und Glorie!«

Aus dem Pallaste zu Fontainebleau am 24. Merz 1813.

Kaum hatte der heilige Vater in diesen Ausdrücken, dem Theile des heiligen Collegiums, der bei ihm war, den kühnen Schritt kund gethan, den er so eben gethan hatte, als in seiner ganzen Person eine plötzliche Aenderung sich zeigte. Bis dahin war er immer mehr oder minder in einen tiefen Schmerz versenkt gewesen, den man ihm auf den Angesicht las, und der ihn jeden Tag mehr verzehrte; aber von diesem Augenblick an ward sein Angesicht heiterer;

[1813]
ein Theil seiner frohen Laune kehrte von holdem Lächeln begleitet, zurück; seine Augen bekamen wieder ihre Anmuth, ihre Freundlichkeit und Zärtlichkeit; er klagte nicht mehr über Mangel an Essust, klagte nicht mehr über Schlaflosigkeit, und bekannte, daß er nach dem was er nun gethan habe, von einer schmerzlichen Last sich erleichtert fühle, die ihn Tag und Nacht beinahe erdrückt habe.

Unterdessen erwartete man in grausamer Angst die Wirkung, welche auf den Geist Napoleons die unerwartete Zurücknahme und der Widerruf des Concordates hervorbringen würden, welche alle Projecte so vieler Intriken umstürzten und auf gewisse Weise den großen Triumph lächerlich machten, den man glaubte in diesem unglückseligen Ereignisse zu finden. Man sprach damals vielerlei. Von Paris ward geschrieben, Napoleon habe bei der Vereinigung des ersten Staatsrathes seinen Räthen das Geschehene mitgetheilt und in seinen Drohungen bis zu den Worten sich hinreißen lassen,: „Wenn ich nicht einigen von diesen Priestern zu Fontainebleau den Kopf von den Schultern abschlagen lasse, wird man mit diesen Angelegenheiten niemals ins Reine kommen". Da nun Einer seiner Räthe, ein neuer Thomas Cromwell, der durch seine irreligiösen Grundsätze bekannt war, sagte, es sei, diesen Streitigkeiten mit dem Papste einmal ein Ende zu machen, hohe Zeit, daß der Kaiser selbst sich zum unumschränkten Oberhaupt der Staatsreligion erkläre, antwortete er in vertraulichen Ausdrücken, aber mit der gesunden Ver-

nunft und dem Charakter der Mäßigung, die immer wieder zum Vorschein kamen, wenn er einigen unbedachten Ausbrüchen sich überlassen hatte: „Nein; dies hieße die Fenster einschlagen!“ was Napoleon niemals wollte; wie es in dieser Geschichte oftmals gesagt ward. Es verbreiteten sich auch andere Gerüchte mit verschiedenen Umständlichkeiten, die aber ungefähr auf das Nämliche herauskommen. So viel ist gewiß, daß der Kaiser sehr listig den Entschluß faßte, sich den Anschein zu geben, als wisse er nichts von diesem Schreiben des Papstes.

Nichts desto minder erhielten einige Zeit hernach die französischen Bischöfe Befehl, aus dem Schlosse sich zu entfernen. Man gestattete den Inwohnern der Stadt und den Fremden von Stande die Erlaubniß nicht mehr wie früher, die Messe des heiligen Vaters oder des Monsignor Bertazzoli zu hören; der Papst durfte Niemand vereinigen, außer die Cardinäle. Mehr noch; der Mann, der sich den Anschein geben wollte, als wisse er nicht was der heilige Vater an ihn geschrieben habe, bewies zuletzt, daß er es nur allzu wohl wußte. In der Nacht vom 5. April weckte man mit auffahrender Schnelligkeit den Cardinal di Pietro, nöthigte ihn, ohne alle Zeichen seiner Cardinalwürde sich anzukleiden; und er ward gewaltsam gezwungen, mit einem Officier der Polizei abzureisen, der ihn nach Auxonne abführte. Wahrscheinlich waren die guten Gesinnungen Napoleons, wie dies öfters geschehen war, den Rathschlägen Derjenigen gewichen, welche die Angelegenheiten der

[1813]

Kirche noch mehr erschweren wollten. Der Cardinal di Pietro erhielt seine Freiheit erst nach dem Sturze und der Entsagung des Kaisers zurück. Es scheint als habe er diese Eminenz nicht wenig gefürchtet; da er, als er nach der Unterzeichnung des Concordates den heiligen Vater verließ, zu ihm sagte: „Jetzt gehen Sie und beichten Sie dem Cardinal di Pietro!"

Am folgenden Tage, als der Cardinal Pacca noch im Bette lag, kam der Oberst Lagorsse und sagte ihm, der Kaiser beauftrage Seine Eminenz und den Cardinal Consalvi, dem heiligen Vater die Anzeige zu machen, man habe den Cardinal di Pietro aus dem Schlosse fortgeschickt und in eine Stadt Frankreichs verwiesen, weil er wäre überwiesen worden, ein Feind des Staates zu seyn. Auch hatte der Oberst noch einen andern Auftrag auszurichten; dieser bestand darin, allen Cardinälen einen Befehl vorzulesen, worin gesagt ward: „Der Kaiser sei höchst aufgebracht über die Cardinäle, weil sie seit ihrer Ankunft zu Fontainebleau bis auf den heutigen Tag den Papst in Unthätigkeit hingehalten hätten; und wollten die Cardinäle in dieser Stadt bleiben, so müßten sie sich enthalten, in was immer für eine Unterhandlung sich einzulassen, Briefe nach Frankreich und nach Italien zu schreiben, und mit dem Papste über Geschäfte zu sprechen (man mag hier den Zusammenhang der Ideen bemerken); endlich sollten sie in vollkommner Geschäftslosigkeit verbleiben und sich darauf beschränken, dem heiligen Vater bloße Besuche aus Anstand und der Complimen-

te wegen zu geben; benähmen sie sich anders, so lau-
fe ihre Freiheit Gefahr." — Nachdem der Oberst
dem Cardinal diesen Befehl vorgelesen, fragte er
ihn, ob er verheiße, diese zwei Dinge zu erfüllen,
die der Kaiser fordere. Ueber den strengen Auftrag,
der mit dem Cardinal Consalvi ihm gemein war, den
Papst von der Verbannung des Cardinals di Pietro
zu benachrichtigen, gab der Cardinal keine Antwort;
hinsichtlich des andern Befehles aber, sagte er, er
werde sein Betragen also zu bemessen trachten, daß
er dem Kaiser keinen Grund zu einer Klage gebe;
doch könne er nicht verheißen was in dem schriftli-
chen Befehl gefordert werde; weil es sich ergeben
könne, daß der Papst ihm irgend einen Befehl er-
theile, der mit dieser Verheißung im Widerspruch
stände. „In diesem Falle, erwiederte der Oberst
(oft sind es Kriegesleute, die den Geistlichen Napole-
ons Worte hinterbringen), würden also, wenn der
Papst Ihnen befehlen sollte, zu schreiben oder ir-
gend ein Schreiben abzusenden, Eure Eminenz ge-
horchen?" — „Ohne allen Zweifel, antwortete der
Cardinal; da ich mehrmals durch feierliche Eide ihm
Treue und Gehorsam verheißen habe". — „So er-
klären Sie wenigstens schriftlich, erwiederte der Oberst,
daß ich die Befehle des Kaisers Ihnen mitgetheilt
habe." Da ergriff der Cardinal eine Feder und
schrieb dann auf den Befehl: „Vidi," und unter-
zeichnete: B. Card. Pacca.

Um diese Zeit publizirte man unter dem 13. Fe-
bruar und 23. Merz kaiserliche Dekrete. Durch das

[1813]
erste ward das Concordat als ein Gesetz des Reiches erklärt. Es ward in das Bulletin der Gesetze eingerückt (Nr. 488), und an alle Tribunale und andere öffentliche Autoritäten übersandt. Das andere Dekret erklärte das Concordat verbindlich für alle Erzbischöfe, Bischöfe und Capitel des Reiches und des Königreiches Italien. Die öffentliche Bekanntmachung dieser Dekrete erregte einen Augenblick die Besorgniß, der Kaiser möchte die Ausführung des Concordates mit aller Hitze betreiben; Napoleon jedoch hielt den Augenblick nicht für günstig, eine Spaltung in der Kirche zu erregen und die Unzufriedenheit des Volkes zu vermehren. Nur ließ er sich also an, als ob er seine Plane für die Epoche seiner Rückkehr von dem Feldzuge vorbereite, der so schrecklich ausfallen, und der diesen, bis dahin von dem Kriegesgotte so sehr geliebten Helden sollte bis an die Gränzen Frankreichs fliehen sehen. Da man indessen die Ereignisse noch nicht vorsehen konnte, die einander nachfolgen sollten, ertheilten die Cardinäle, die zwischen der letzten Anrede des Papstes und den Andeutungen der Gendarmerie meist unerschütterlich standen, dem Papste den Rath, irgend einen Act verfassen zu lassen, der für die Zukunft als eine feierliche Verwahrung gegen diese Dekrete gelten sollte; damit man niemals könnte weder der Unentschlossenheit noch einer stillschweigenden Einwilligung beschuldiget werden. Auch diesen Rath genehmigte der Papst. Er setzte eine Anrede an das heilige Collegium, unter dem 9. Mai auf, und theilte sie, gleich

der vorhergehenden, allen Cardinälen mit. Jeder Cardinal schrieb solche eigenhändig ab und sollte sie für die Zukunft als ein unwiderlegliches Dokument der päpstlichen Entschließungen besitzen. Der Papst gedenkt darin seines Schreibens an den Kaiser unter dem 24. Merz, und der Anrede an das heilige Collegium am nämlichen Tage; gibt hierauf die Verbannung des Cardinals di Pietro, die Bekanntmachung der beiden besagten Dekrete kund; erinnert die Metropoliten, keine Rücksicht auf einen nicht vollzogenen und widerrufenen Act zu nehmen; und stellt dann an Seine Majestät, den Kaiser und König eine neue Bitte, einen Tractat zu schließen, der auf eine Grundlage gestützt sei, die mit den Pflichten des heiligen Stuhles sich vereinbaren lasse. Die Cardinäle unternahmen damals auch auf Befehl des Papstes eine Arbeit, die weit mißlicher war, nämlich die Abfassung einer Bulle für die Einrichtung des künftigen Conclave, wenn zu den Drangsalen der Zeit auch noch das Unglück des Todes Seiner Heiligkeit hinzukäme. Der Papst selbst entwarf eigenhändig ein Conzept zu dieser Bulle. Diese Vorsicht war zwar ganz überflüßig; indessen war es weise gewesen, derselben zu gedenken. Man kann hier bemerken, daß Napoleon von den Verfassern des Schreibens vom 24. Merz nur Denjenigen bestrafen wollte, der dasselbe in Beziehung auf die religiösen Beweisgründe verfaßt hatte, nämlich den Cardinal di Pietro, und daß er den Cardinal Pacca, einen der thätigsten Rathgeber dieser Maßregel, und den gewandten

[1818]

Cardinal Consalvi verschonte, der die politischen Argumente in dies Actenstück eingeschaltet hatte.

Mitten unter diesem Zustande der Angst und des Ueberdrusses einer lästigen Bewachung verfloß ein Tag um den andern. Man wendete andere Mittel an, den Papst zu compromittiren. Einige Franzosen, die mit dem heiligen Vater wohnten, hatten sich die Aufgabe gegeben, ihn lächerlich machen zu wollen; man stellte ihn als einen müssigen, ja als einen beinahe unwissenden Mann dar, der nie ein Buch aus der Bibliothek verlangte und niemals zu einem Spatziergang ausging. Indessen sah der Papst beständig die Cardinäle; er empfing sie zu jeder Stunde; und auch die französischen Bischöfe säumten niemals in dem Augenblick zu erscheinen, der für ihre Audienz bestimmt war. Er ging nicht aus; daran that er vielleicht unrecht. Man glaubt dadurch, daß er also hartsinnig in seinen Zimmern verblieb, bestätigte er den Stand seiner Gefangenschaft um so anschaulicher; wenigstens nahm er Diejenigen nicht wahr, die einem Befehl gemäß, auf seinen Spaziergängen ihm gefolgt wären. Es heißt vielleicht schon frei seyn, wenn man die widerlichen Angesichter dieser Art Kerkermeister nicht sieht, die oft nur eine und dieselbe Weise kennen, einen Staatsgefangenen und einen Galeerensclaven zu bewachen. Einige aus Denjenigen, von welchen früher die Rede war, mußten allerdings den Leichtsinn bereuen, mit welchem sie über den heiligen Vater redeten, bevor sie bei seiner Audienz erschienen. „Gehen wir, sprachen sie, und hören

wir die Histörchen von Tivoli, von Imola und von Cesena an!"

Wir sagten, warum der Papst nicht las. Der einfache Grund lag darin, weil er keine Zeit dazu hatte. Was die Histörchen von Cesena, von Imola und von Tivoli betrifft, hätten die nämlichen Personen, die diesen sonderbaren Scherz trieben, sich erinnern sollen, daß seit dem Concordat vom Januar nicht Eine dieser vertraulichen Unterredungen zwischen ihnen und dem heiligen Vater Statt gefunden hatte. Nach diesem Ereigniß sah man eine beständige Niedergeschlagenheit, und nach dem 24. Merz überdies etwas von einer traurigen Eingenommenheit, die durch ein Gefühl des Mißtrauens noch vermehrt wurde, auf den Zügen des hohen Priesters abgeprägt. Man muß also diese Histörchen auf eine andere Zeit zurückführen. Wo ist übrigens ein Greis, wäre er sogar ein Franzose, der nicht seine Lieblingsgeschichtchen hätte? Wer ist Derjenige unter uns, der nicht zuweilen die nämlichen Erzählungen wiederholt; zumal wenn ein heuchelnder Schmeichler, der befragt wird, ob solche ihm bekannt seien, beständig antwortet, er habe solche noch nicht gehört? — Hätte der Gefangene die Unterredung auf andere Gegenstände lenken sollen, etwa auf seine Unglücksfälle, auf seine Verwunderung, sich zu Fontainebleau zu sehen, wohin eine freiwillige Entsagung des Thrones eine Königin Christine geführt hatte; auf die gewaltthätig verletzten Rechte des heiligen Stuhles; auf den unersättlichen Soldaten,

[1813]

der so oft durch die Vermittlung eines Polizeimannes Unterhändler war; und nur in diesem Augenblicke, an die Stelle des ausspähenden Kundschafters, die des Priesters, des Mannes setzte, der den Gefangenen ehren und beklagen, und auf eine andere Zeit die Erörterung der Nationalfreiheiten verschieben sollte, die in solchen Drangsalen für die Kirche von Frankreich und für die Kirche von Rom keinen Gegenstand mehr hatten? — Ich denke nicht, daß die Histörchen eine Berechnung Pius VII. gewesen wären. Die Personen, die bei ihm residirten, hörten derselben öfters aus seinem Munde; oft waren es Erzählungen aus Verlegenheit, aus Furchtsamkeit, aus Begierde gut und wohlwollend zu seyn; niemals aber waren es nichtssagende Dinge. Endlich ist es ungereimt zu sagen, der gelehrte Benedictiner von Orsena, der so gründliche Custos der Bibliothek von St. Paul, habe nicht gern gelesen. Es ist ungereimt zu behaupten, ein Mensch der im Jahr 1742 geboren war, habe i. J. 1813 nicht zuweilen ein etwas untreues Gedächtniß, zumal bei Leuten, die ihn ausspähen und ihm überdrüssig sind.

Man wird leichtlich erachten, daß Jene, die derlei unbesonnene Reden führten, wofern sie wären nothgedrungen gewesen, die nämlichen Individuen alle Tage, und zwar alle Tage zweimal zu sehen, der Schwierigkeit, von den nämlichen Dingen zu sprechen und die nämlichen Anecdoten zu erzählen, schwerlich ausgewichen wären, wenn sie die Gabe und das Bedürfniß zu erzählen gehabt hätten; und

nicht leicht wird Jemand glauben, daß diese Personen der Unterredung jedesmal eine verschiedene Richtung hätten geben können.

Einer der Untergeordneten, die im Schlosse wohnten, machte Pius VII. damals einen ernsten Vorwurf. Er schrieb nämlich, der Papst verlöre seine Zeit damit, seine Kleider zu flicken; er nähe Knöpfe an seine Beinkleider an und waſche seine Talare aus, weil er zu vielen Taback darauf fallen lasse. Der, welcher der Regierung solche Umständlichkeiten angab, wußte nicht, daß der Papst, der in einem geistlichen, sehr musterhaften Orden war erzogen worden, diese Gewohnheiten der Ordnung und Oeconomie (als Pius VII. zum Papste ernannt ward, war er seit zwei und vierzig Jahren Mönch gewesen), aus dem Geist der Demuth, Gefälligkeit und Aufmerksamkeit, sogar für seine Diener angenommen hatte; er verlangte nichts für sich; und wie der General Radet bemerkt hatte, der darüber ganz erstaunt schien, der gute Religiose lag in einem Bette ohne Himmel und ohne Vorhänge, und behielt auf dem Throne die Sitten des strengen Einsiedlers bei.

Was nun den Talar betrifft, läßt sich Jenes leicht erklären was das weiße Gewand angeht. Pius VII. war, wie er hier geschildert ward, so gut und so leutseligen Charakters, daß gewiß einmal Einer seiner Leute die Freiheit sich herausnahm mit ihm zu schmählen. Daher dieser Schuldige in Verlegenheit, der irgend ein Vergehen verbergen

[1812]
will; daher dieſer einfache, dieſer vortreffliche Mann der Vorzeit, der ſein langes weißes Gewand reinigt oder zuſammenflickt, das er befleckte, oder das zerriß, und das er durch kein anderes erſetzen will, damit er ja ſeine Diener, deren er ſchont, nicht mit ſich beſchäftige, oder aber Andern zu thun gebe, die vielleicht an einen Fremden verkauft ſind, und eben keine ſonderliche Thätigkeit zeigen, ihm zu dienen.*)

Alle dieſe verſchiedenen Mittel jedoch, Pius VII. zu ſchaden, und zumal die Ausfälle auf ſeine Schwächen, konnten bei den Kaiſer nicht ſonderlich verfangen, den wir oft gerecht und mit einem durchdringenden Tact begabt ſahen. Es hatte ſich jedoch ergeben, daß bei allen dieſen ſo großen Fähigkeiten und der Gewandtheit, die Wahrheit zu entdecken, der geringſte boshafte Bericht Eingang bei ihm fand, und daß er, ſo unumſchränkt er auch herrſchte, ſich darauf beſchränkt ſah, Antrieben zu folgen, die nicht die ſeinigen waren. Weniger als jedem Andern ſtand es Napoleon zu, die Schwäche Pius VII. in ein lä-

*) Man warf auch Pius VII. vor, er ſchnupfe zu viel Taback; und dieſe Beſchuldigung prunkt ſogar in Berichten. Eine ſolche Beobachtung iſt höchſt einfältig von Seiten dieſer Späher Napoleons; der dieſen Staub nicht weniger gebrauchte, welchem man, wie man ſagt, die Erweckung des Geiſtes und die Befeſtigung des Muthes verdankt. Uebrigens übernahm es Pius VII. ſelbſt, über dieſen Fehler ſich anzuklagen, als er jene ſchöne Antwort in den Tuilerien gab. Er ſchüttelte den obern Theil ſeines weißen Gewandes, das von Tabak befleckt war; gleich als hätte er ſagen wollen: „Da ſehet was euch bleiben wird; dieſer elende Mönch kann zuweilen nicht einmal ſein Gewand rein erhalten!“

cherliches Licht zu stellen. Napoleon selbst, bei seinem Willen, der Einzige Herrscher zu seyn, und bei seiner festen Stimmung, keinem Eindruck nachzugeben, den er etwa von Andern empfinge, gab immer einer gewissen ersten Regung nach, die heftige, und ja zuweilen sogar grob war; und die er vermuthlich bereute, wenn er sich bei sich allein befand.

Es hatte also der Kaiser den Cardinälen verboten, mit dem Papste über Geschäfte zu sprechen, bei Strafe ihre Freiheit zu verlieren; denn die Todesstrafe war in der ämtlichen Anzeige des Obersten Lagorsse nicht angekündiget; sie war nur vertraulich im Staatsrathe ausgesprochen worden. Unterdessen kamen aus allen Theilen Frankreichs Geistliche und sogar Laien nach Fontainebleau, um in solchen Zeiten der Verwirrung Belehrungen einzuholen, und Dispensen oder andere geistliche Gnaden zu erlangen.

Am 2. Mai gewann der Kaiser die Schlacht bei Lützen. Kaum war die Nachricht davon nach Paris gekommen, so ließ die Kaiserin Maria-Louise einen Pagen mit einem Schreiben an den Papst abfertigen, in welchem sie diesen Sieg ihm als ein Ereigniß ankündigte, das ihm angenehm hätte seyn sollen. Indessen konnte diese Nachricht die italienischen Prälaten eben nicht sonderlich erfreuen; nicht weil sie der französischen Nation und ihren Heeren Böses wünschten; sondern weil der Sieg und der Triumph Desjenigen, der sie in diesem Stande der Verbannung und Niedergeschlagenheit hielt und mit einer noch unglückseligeren Zukunft sie bedrohte, ihre Lage nur

[1813]

noch mehr bedrängen konnte. Die Cardinäle vereinigten sich, eine Antwort an die Kaiserin mit einander zu verabreden. Die Gesetze der Höflichkeit und Anständigkeit, welchen Napoleon, der ohne Zweifel diesen Befehl gegeben hatte, sich wieder zu fügen schien, machten es dem Papste zur Pflicht, auf dies, wenigstens dem Anschein nach, höfliche und artige Schreiben zu antworten. Allein die Worte mußten erwogen werden; und man durfte keine Ausdrücke wagen, die man als einen Glückwunsch hätte deuten können, den man in die Zeitung setzen konnte; und der die, gegen Frankreich feindlich gesinnten, so wie auch jene Mächte zum Zorne gereizt hätte, welche für den Papst sich hatten verwenden können. Man vermuthete aus der Ständigkeit des guten Benehmens Napoleons, daß zumal Oesterreich ihm vorher seine theilnehmenden Gesinnungen gegen den heiligen Vater bestimmter, und zwar mit einem ziemlich festen Willen, kund gegeben hatte, mehr denn früher angehört zu werden; es durfte also der Gefangene nicht gleich einem, mit seinem Schicksale zufriedenen Freunde schreiben.

Man verfaßte also eine Antwort in einem kalten, trockenen Styl, und beschränkte sich darauf, daß man für die Mittheilung der Nachricht dankte. Damit aber solche, wiewohl unschuldige Ausdrücke nicht veröffentlicht würden, beeilte man sich, ganz nahe daran eine sehr lebhafte Klage des Papstes an die Kaiserin, über das Betragen anzureihen, das die Regierung gegen den römischen Hof beobachte;

und besonders über die unnöthige Weise, auf welche man erst unlängst einen Cardinal von Fontainebleau entrissen habe.

Es war ein Fehler von Seiten der Regierung, einem ähnlichen Schreiben sich auszusetzen. Man muß wohl über seine Größe sich gröblich täuschen, wenn man seinen eigenen Gefangenen bittet, der Freude und dem Jubel wegen Siegen sich zu überlassen, welche seine Fesseln noch schwerer machen und die Mittel erleichtern werden, ihn noch ärger zu tyranniſiren. — Diese Antwort brach gleich Anfangs eine Correspondenz kurz ab, die man zu Paris fortsetzen wollte, um dem Volke weis zu machen, es würden die Unterhandlungen mit dem Papste neuerdings angeknüpft werden.

Im Verlauf des Sommers erfuhr man zu Fontainebleau, es sei zwischen der französischen Armee und den Heeren der Verbündeten ein Waffenstillstand abgeschlossen worden; und es würde unter der Vermittlung des Kaisers von Oesterreich zu Prag ein Congreß abgehalten werden, wo man von dem allgemeinen Frieden handeln würde. Man rieth also dem Papste, bei dieser Gelegenheit nicht unthätig zu bleiben, und dieselbe zu benützen, um vor dem Angesichte Europa's seine Rechte und die Rechte des heiligen Stuhles auf den römischen Staat zurück zu fordern. In Folge dessen schrieb der heilige Vater eigenhändig an Kaiser Franz I. einen Brief, worin er solche Gesinnungen ausdrückte.

[1813]

Es lassen sich in der Abfassung dieses wichtigen Schreibens die Ansichten und die Politik des Cardinals Consalvi nicht verkennen. Dies Schreiben hatte auch das Eigene, daß es an die Beweise der Theilnahme erinnerte, die dem Papste auf Befehl dieses frommen Monarchen, durch seinen Minister, den Grafen Metternich, während seiner Haft zu Savona waren gegeben worden. Das Schreiben war an Monsignor Severoli, päpstlichen Nuntius zu Wien überschrieben; und das Paket ward heimlich dem Grafen Thomas Bernetti, dem Neffen des Cardinals Brançadoro, heute selbst Cardinal, und vor Kurzem Staatssecretair des Papstes Gregor XVI. übergeben. Der junge Bothschafter reiste über Mastricht, und setzte sich dort ins Einvernehmen mit Herrn Vanderweck, aus dieser Stadt, damit er sich nach Wien begeben, und diese Depeschen dem Nuntius Severoli überbringen möchte. Der Auftrag ward, trotz aller Wachsamkeit der Polizei der französischen Regierung, gethan ausgerichtet. Der Cardinal Consalvi und die Cardinäle des geheimen Rathes hatten erachtet, ein solches Schreiben des Papstes müsse als eine Protestation wider die Besetzung des päpstlichen Staates betrachtet werden; und es sei nothwendig, diese Reclamation einzusenden; zumal seit der Bekanntmachung des Concordates vom 25. Jenner, um solches auf dem Congreß zu Prag Jedem entgegen zu setzen, der aus irgend einem Artikel hätte erwinden wollen, der Papst habe den Landen des römischen Staates stillschweigend entsagt.

[1813]

Indeſſen ward man zu Paris nicht müde, einen neuen Vergleich zu verſuchen. Die erſte Perſon, die auf der Schaubühne erſchien, dieſen Tractat der Verſöhnlichkeit zwiſchen dem Prieſterthum und Frankreich zu eröffnen; war, wer möchte dies glauben? eine Frau! — Die Marquiſe Anna Brignole, zu Siena geboren, und zu Genua verheirathet, eine geiſtreiche Dame, die Frankreich anhing, was ihr Auszeichnung bei dem Kaiſer erworben hatte, war damals Hofdame der Kaiſerin Marie-Louiſe. Eines Abends (im November) kam ſie, ohne erwartet zu ſeyn, nach Fontainebleau, und verlangte eine Audienz bei dem Cardinal Conſalvi. Sie ſagte ihm, der Fürſt von Benevent habe, nach einer langen Unterredung mit dem Kaiſer, ſie rufen laſſen, und erſucht, nach Fontainebleau ſich zu begeben, um einigen Miniſtern des Papſtes zu wiſſen zu thun, man wolle mit dem heiligen Stuhle ſich aufs neue vergleichen; und in dieſer Hinſicht wäre es zweckdienlich, daß Seine Heiligkeit einen Cardinal nach Paris abſendeten, der in der Nähe des Kaiſers reſidirte. Der Cardinal Conſalvi erſtattete noch an demſelben Tage dem heiligen Vater Bericht hierüber. Er beſprach ſich auch mit mehrern ſeiner Collegen über die Sendung dieſer Dame und ihre mitgebrachten Vorſchläge; doch es ward nach einer kurzen Conferenz die Antwort ertheilt, es ſei nun nicht mehr an der Zeit; und Paris wäre nicht der Ort, wo man aufs Neue über kirchliche Angelegenheiten verhandeln könne.

[1814]

Wie sehr mußte der Kaiser es bedauern, daß er seinen besondern Antrieben nicht gefolgt war, die von Zeit zu Zeit ihn bewogen, Schonung gegen den Papst zu beobachten; und daß er, der so absolut in seinen Ansichten, und in der Prüfung wichtiger Angelegenheiten so überdacht scheinen wollte, den betrüglichen Weisungen sich überlassen hatte, die in dies so gefährliche Verfolgungssystem ihn hinrissen! — Denn er konnte auf keine andere Weise als durch beständiges Glück im Kriege sich halten; bei dem geringsten Unglück aber mußte er dann auch weichen und vor siegreichen Truppen fliehen. — Die Antwort, welche Frau von Brignole, diese wahrhaft außerordentliche Gesandte erhielt, spricht der Cardinal Pacca, beweist allerdings, daß der römische Hof seine neue Lage erkannte, und mit Recht eine festere Sprache führte; ob er auch noch in der Gewalt des Kaisers war. — Der verabschiedeten Gesandtin sah der Cardinal Consalvi, der die Stelle eines ersten Ministers versah, einen geistlichen Unterhändler nachfolgen. Dies war Monseigneur Fallot von Beaumont, geboren zu Avignon i. J. 1750, und zuerst Bischof zu Vaison im Staate Venaissin, dann Bischof von Gand, hernach Bischof von Piazenza, endlich aber ernannter Erzbischof von Bourges. Dieser Prälat ließ um eine Audienz ansuchen. Seine Heiligkeit antworteten ihm, Sie könnten in Ihren Gesinnungen nichts ändern.

Am 18. Jenner 1814 erhielt er den Auftrag, zu dem heiligen Vater zurückzukehren und Rom

und die Provinzen bis nach Perugia ihm anzubieten. Der Papst antwortete, er würde keine Unterhandlung mehr anhören; da die Rückgabe seiner Staaten ein Act der Gerechtigkeit wäre, und kein Gegenstand eines Tractates werden könne; überdies aber Alles was er außerhalb Rom thun würde, als eine Wirkung der Gewaltthätigkeit erscheinen und ein Aergerniß für die christliche Welt seyn würde. In der Folge der Unterredung sagte der heilige Vater, er verlange nichts anders als sobald nur möglich nach Rom zurückzukehren; er bedürfe nichts und die Vorsehung würde ihn dahin führen. Auf einige Bemerkungen, zumal hinsichtlich der Strenge der Jahreszeit, antwortete der Papst, kein Hinderniß würde ihn aufhalten. In dieser Audienz sprach der heilige Vater: „Es ist möglich, daß unsre Sünden uns unwürdig machen, Rom wieder zu sehen; aber unsre Nachfolger werden die Staaten wiederbekommen, die ihnen angehören. Uebrigens kann man den Kaiser versichern, daß wir nicht sein Feind sind; dies würde die Religion uns nicht erlauben. Wir lieben Frankreich; und sind wir einmal zu Rom, dann wird man sehen, daß wir thun werden was sich geziemt."

Wie schwer mußte die Herzensangst seyn, in welcher der Kaiser sich befand, da er noch nicht abließ, einen Tractat zu begehren; als es doch offenbar war, daß dies ihm nicht mehr gelingen konnte! Wie rührend aber ist diese Antwort des Papstes! Man kann den Kaiser versichern, daß wir nicht

[1814]

sein Feind sind! Also war es auch; ja man kann noch mehr sagen, auch der Kaiser war nicht der Feind des Papstes; zwar that er ihm Vieles zu Leide; er demüthigte, kränkte ihn; er befahl Versetzungen und Reisen, die unmittelbar seinen Tod nach sich ziehen konnten; er kam sogar, und entriß ihm, durch die Lockung der Rückkehr seiner geliebten Cardinäle, den einzigen Fehler, den dieser große Papst beging; immer aber wendete seine Aufmerksamkeit jede unmittelbare Verfolgung ab. Napoleon war in der katholischen Politik nicht unterrichtet genug; er wußte nicht, wo, zu seinem eigenen Vortheil, die Forderung der Stärke stehen bleiben sollte. Wäre es ihm vielleicht sogar unbewußt gewesen, daß, in der natürlichen Ordnung, die Macht, wenn sie mit Uebermaß wirkt, selbst einen Widerstand erschafft und findet, den sie nicht mehr überwinden kann? — In seinen Kriegen, die er in der Ferne führte, ließ Napoleon von den vorgeblichen Anfällen des römischen Hofes sich zu sehr erschrecken. Der heilige Stuhl that jedoch nie anderes als daß er, und zwar auf gerechte Weise, in diesem ganzen moralischen Kriege sich vertheidigte; der einen so unglücklichen Ausgang für den Kaiser nahm. Es ließe sich sogar hier sagen, daß das große katholische Interesse, das Napoleon selbst gleichsam rings um Paris erweckte, der Keim der royalistischen Bewegung ward, die später seiner Macht die letzten Streiche versetzen sollte.

Zwischen der ersten und zweiten Sendung des Herrn von Beaumont ward ein mittelbarer Versuch

[1814]

gemacht. Man versuchte nämlich mittels eines Obersten der Gendarmerie einen glücklichen Erfolg zu erlangen. Der Cardinal Pacca unterredete sich eben mit dem Cardinal Consalvi in dem Zimmer dieses Letztern. Da kam unangemeldet der Oberst Lagorsse, und sagte, es sei ihm sehr lieb, die beiden Eminenzen bei einander zu finden, da er mit beiden zu sprechen wünsche. Und nun wiederholte er einige Male die dringende Bitte, man möchte sich aufs neue damit beschäftigen, einen Vergleich mit dem heiligen Vater zu Stande zu bringen. Der Cardinal Consalvi antwortete ihm mit größter Freimüthigkeit; zumal fragte er ihn, wie die Cardinäle, welche doch Befehl hätten, mit dem Papste nicht von Geschäften zu sprechen, zu dieser Unterhandlung sollten verwendet werden? — Der Oberst selbst hatte diesen beiden Cardinälen den strengsten Befehl überbracht, nicht mit dem Papst über Geschäfte zu sprechen.

Sechs und zwanzigstes Capitel.

Napoleon ertheilt den Befehl, den Papst nach Rom zurück zu führen. — Seine Reise durch das mittägige Frankreich. — Die provisorische Regierung Frankreichs ertheilt Befehle, dem Papste die ihm gebührende Ehren zu erweisen. — Zusammenkunft des Papstes mit Joachim zu Cesena. — Schreiben Lucians an den Papst. — Schreiben des Papstes an Ludwig XVIII. — Consalvi zu Paris. — Herr von Talleyrand, Minister Ludwigs XVIII. — Einzug des Papstes zu Rom. — Doctor Brescia. — Ludwig XVIII. sendet eine Gesandtschaft nach Rom. — Der Verfasser wird derselben zugetheilt. — Rabet verlangt nach Rom zu kommen.

Alle Mittel waren erschöpft; die Hofdame, der Bischof, der Officier und abermal der nämliche Bischof hatten gescheitert. Einige Zeit nach der letzten Rechenschaft, die Herr Beaumont gegeben hatte, kamen leere Wagen an und wurden der Länge nach im Hofe gereiht. Herr Lagorsse, welcher war nach Paris berufen worden, kehrte aus dieser Stadt zurück. Nach dem Mittagmahle wendete sich der Oberst an die Cardinäle, zumal an den Cardinal Mattei, und sagte in geheimnißvollem Tone, er müsse ihnen eine große Neuigkeit mittheilen; er habe Befehl erhalten, den Papst am folgenden Tage abreisen zu lassen, und ihn sobald als möglich nach Rom zurückzuführen.

Auf diese Rede hin beeilten sich mehrere Cardinäle, zu dem Papste zu gehen, dies Ereigniß ihm

anzukündigen. Sie riethen ihm, darauf zu dringen, von drei oder doch von zwei Cardinälen auf der Reise begleitet zu werden; oder wenigstens von Einem, wenn es nicht möglich wäre, mehr zu erlangen.

Kurze Zeit hernach begab sich Lagorsse zum Papste und meldete ihm in ehrerbietigem Tone den Befehl zur Abreise für den künftigen Morgen. Den Rathgebungen gemäß, die der Papst angenommen und genehmiget hatte, forderte er zu Reisegefährten drei Cardinäle, dann zwei und zuletzt Einen. Er erhielt die Antwort, dies sei nach den Instructionen der Regierung nicht erlaubt; es sollte in seinem Wagen Niemand seyn außer Monsignor Bertazzoli; ein Wagen seines Gefolges sollte den Doctor Porta, seinen Leibarzt, und Einen der Wundärzte des Kaisers führen; der den Auftrag habe, eine besondere Fürsorge für die Gesundheit des Papstes zu tragen.

Nachdem nun am folgenden Tage, dem 23. Jenner 1813, der Papst der heiligen Messe beigewohnt hatte, begab er sich in sein Schlafzimmer, wo er alle Cardinäle empfing, welche zu Fontainebleau sich befanden. Hier sprach er mit heiterer Miene zu ihnen, weil er nun nahe daran sei, von ihnen getrennt zu werden, ohne zu wissen, wo er hingeführt würde, und ob er je den Trost wieder haben werde, sie um sich zu sehen, habe er sie in dies Zimmer berufen, um ihnen seine Gesinnungen und seine Meinung zu offenbaren. Hierauf fuhr er in diesen Ausdrücken fort:

[1814]

»Wir sind innigst überzeugt, daß Sie, meine Herren Cardinäle, ob vereint, oder neuerdings in verschiedene Länder zerstreut, ein Betragen beobachten werden, das Ihrer Würde und Ihrem Charakter geziemt. Nichts desto minder empfehlen wir Ihnen, an was immer für einen Ort Sie mögen übersetzt werden, durch Ihr Benehmen den Schmerz zu bezeugen, den Sie gerechter Weise empfinden müssen, die Kirche so schrecklichen und so thränenwerthen Drangsalen Preis gegeben zu sehen, und das Oberhaupt derselben als einen Gefangenen betrachten zu müssen. Wir übergeben dem Cardinal-Dechant des heiligen Collegiums eine Schrift, welche Belehrungen enthält, die wir ganz eigenhändig geschrieben haben; sie wird von dieser Eminenz Ihnen mitgetheilt werden, um Ihnen als Regel und Richtschnur zu dienen. Wir können nicht zweifeln, daß Sie dem Eide sich getreu erweisen, den Sie geleistet haben, als Sie zum Cardinalat befördert wurden; und daß man an Ihnen eifrige Vertheidiger der Rechte des heiligen Stuhles finde. Wir empfehlen Ihnen ausdrücklich (ungewöhnliche Worte im Munde Pius VII.) zu keinen Bedingnissen eines Tractates, weder über das Geistliche noch über das Zeitliche sich herbei zu lassen; denn dies ist hierüber unser fester und absoluter Wille.«

Die Cardinäle waren lebhaft bewegt; mehrere unter ihnen weinten, und alle verhießen den Worten des Souverains Treue und Gehorsam. Hierauf nahm in dem nämlichen Zimmer der Papst einige Speise zu sich und fuhr während dessen fort, mit den Cardinälen über gleichgültige Dinge, immer aber mit der nämlichen Heiterkeit und mit dem früheren Frohsinn sich zu besprechen, den Gott ihm zurückgegeben hatte; so wie mit einer sanften Munterkeit, die aus

[1814]

einer gerechten Hoffnung hervorging, seine Freiheit wieder zu erlangen.

Hernach ging er, von der nämlichen Begleitung umgeben, in die Schloßcapelle, wo er ein kurzes Gebet verrichtete, das versammelte Volk segnete; und mitten unter dem lauten Schluchzen so vieler Menschen, die einander fragten, für welches Loos er wohl aufbewahrt wäre, bestieg er dann den Wagen, der für ihn bereitet war, mit Monsignor Bertazzoli. Man hielt den Cardinal Consalvi für den Verfasser der Belehrungen, die dem Dechant übergeben wurden; es war darin für alle Fälle vorgesehen, die sich ergeben konnten. Jeder Cardinal sah darin sein Betragen mit Bestimmtheit vorgezeichnet; und konnte von so gemessenen Vorschriften sich nicht entfernen.

Die Cardinäle Mattei, Ognani, della Somaglia und Pacca reisten alle vier am ersten, die übrigen an den folgenden Tagen ab. Unterdessen hatte man den Papst nach la Motte-Beuvron, nach Brives, nach Montauban, nach Castelnaudary geführt. Hier verlangten viele Damen, ihm vorgestellt zu werden. In dem Berichte des Cardinals Pacca steht ausdrücklich, daß in dieser Stadt, ein Gendarme, der eine Dame zurückdrängte, derselben eine Ohrfeige gegeben habe. Der nämliche Cardinal erzählt auch, daß, als der Papst über die Schiffbrücke der Rhone von Beaucaire nach Tarascon ging, die Inwohner der beiden Städte sich vereinigten, ihm die zärtlichste Verehrung zu bezeigen. Ueberall hörte man

[1814]

nur Freudengeschrei, Beifallrufen und Glückwünsche. Da sprach der Oberst Lagorsse zu diesem ganzen Volke: „Was würdet ihr denn thun, wenn der Kaiser vorüberzöge?“ — Bei diesen Worten rief das Volk: „Wir würden ihm zu trinken geben!“ — Hier konnte man vorsehen was später zu Orgon geschehen würde. — Da nun der Oberst hierüber in Zorn gerieth, sprach Einer der Heftigsten aus der Schaar: „Oberst, wäret ihr vielleicht durstig?“ — Dies waren die feurigen Gesinnungen der Völker des südlichen Frankreichs. Der Papst antwortete immer, man sollte derlei Erbitterungen sich nicht überlassen; und er wiederholte auch hier Einmal was er schon früher gesagt hatte: „Muth und Gebet!“ — Napoleon war fortwährend unglücklich im Kriege. Ungeachtet der Anstrengungen seines Genie's, trotz seiner schnellen Bewegungen und glänzenden Berechnungen ward Frankreich überfallen, und die Hauptstadt war nahe daran, berennt zu werden; indeß der hohe Priester seine glorreiche Reise fortsetzte. Dessen ungeachtet sollten ihm einige Hindernisse gelegt werden, die seine Reise verzögerten. Zu Paris war, in Folge der Besetzung dieser Stadt, eine unermeßliche Revolution vorgegangen, die provisorische Regierung erließ unter dem 2. April folgenden Beschluß:

»Die provisorische Regierung, welche mit Leidwesen die Hindernisse erfuhr, die der Rückkehr des Papstes in seine Staaten gelegt wurden, und diese Fortsetzung der Schmach wehmüthig beklagt, die Napoleon Buonaparte Seiner Heiligkeit angethan hat, befiehlt, daß jede Verzögerung seiner

Reise augenblicklich aufgehoben werde, und daß man allenthalben die Ehren ihm erweise, die ihm gebühren. Die Civil- und Militair Behörden werden mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.«

Dieser Beschluß war mit dem Wappen des Fürsten von Benevent besiegelt, und von dem Fürsten von Benevent, dem Herzog von Dalberg, dem General, Grafen Beurnonville, von Herrn von Jaucourt, und dem Abbé Montesquiou unterzeichnet.

Der Vicekönig behandelte den Papst mit großer Ehrfurcht und erleichterte ihm die Mittel, sich nach Parma zu begeben; von wo er nach Cesena reiste. Hier gab der Hohe Priester einen neuen Beweis der Schöne und Großmuth seiner Seele. Es genügt diesen einzigen Zug zu erzählen, wie die Vorzeit uns keinen hinterlassen hat. Es verlangte also in dieser Stadt der König Joachim Murat dem Papst Pius VII. seine Aufwartung zu machen. Er ward auf der Stelle zur Audienz Seiner Heiligkeit zugelassen. Nach den ersten Complimenten gab Joachim zu verstehen, der Zweck der Reise des Papstes sei ihm nicht bekannt. — „Wir gehen ja nach Rom, antwortete Pius VII.; könnte Ihnen dies unbewußt seyn? — Wie, Eure Heiligkeit entschließen sich also nach Rom zu ziehen? — Nichts scheint doch natürlicher. — Wollen denn aber Eure Heiligkeit, wider den Willen der Römer hingehen? — Wir verstehen Sie nicht! — Vorzügliche Herren von Rom und reiche Privatleute dieser Stadt haben uns gebeten, an die verbündeten Mächte ein, von ihnen unterzeichnetes Memorial ge-

[1814]

langen zu lassen, in welchem sie ersuchen, künftig nur von einem weltlichen Fürsten regiert zu werden. Hier ist dieses Memorial; ich habe eine Abschrift desselben nach Wien gesandt, und habe das Original behalten, um solches Eurer Heiligkeit vor Augen zu legen; damit Sie die Unterschriften sehen." — Bei diesen Worten nahm der Papst aus den Händen Joachims das Memorial, und warf dasselbe, ohne es zu lesen, ja ohne es auch nur anzusehen, in eine Kohlengluth, die sich dort befand und die solches augenblicklich verzehrte; worauf er beifügte: „Nicht wahr, jetzt widersetzt sich unsrer Reise nach Rom nichts weiter?" — Und hierauf entließ er, ohne Zorn, ohne spöttischen Ton, Denjenigen, der im Jahre 1809 von Neapel aus Truppen gesandt hatte, der Entführung sich zu versichern. — Dieser Zug eines Christen, eines huldvollen Herrschers, ja wenn man will, eines Politikers, dieser Zug ohne alle Vorbereitung, ohne irgend eine Gesinnung der Großthuerei, den man durch Joachim selbst erfuhr, diese so schnelle Verzeihung, die den Gefährlichsten seiner Unterthanen verliehen ward, und die Unbefangenheit der Folgen, die der heilige Vater daraus herleitete, erschreckten Joachim, der in dieser Sache nicht unbetheiligt war, wenn er, wie man sagt, dringend zu den Unterschriften aufgefordert hatte, die am Schluße des Memorials standen; und er wagte es nicht, der Fortsetzung des Triumphzuges Seiner Heiligkeit Hindernisse zu legen.

Am 11. April schrieb Lucian Buonaparte aus England einen Brief an Seine Heiligkeit, worin folgende Stellen denkwürdig sind:

»Erlauben mir Eure Heiligkeit, Ihnen aus Herzensgrunde zu Ihrer glücklichen und späten Befreiung Glück zu wünschen; für welche wir nicht aufhörten, mit heißen Wünschen zu flehen, seit die Verfolgung von der Zufluchtstätte uns vertrieb, wo wir unter Ihrem väterlichen Schutze ruhten. .... Ob auch von dem Kaiser Napoleon ungerechter Weise verfolgt, kann doch der Blitzstrahl des Himmels, der ihn nun traf, mir nicht gleichgültig seyn. Dies ist seit zehn Jahren der einzige Augenblick, wo ich noch fühle, daß er mein Bruder ist. Ich verzeihe ihm und beklage ihn, und ich wünsche herzlich, daß er in den Schooß der Kirche zurückkehre und ein Recht auf die Nachsicht des Vaters der Erbarmungen und auf die Gebete seines Stellvertreters erlange. .... Im Begriff von England abzureisen, wo ich eine lange aber freundliche und ehrenvolle Gefangenschaft hatte, bitte ich Eure Heiligkeit, mir, meiner Frau, und unsern Kindern ihren Segen zu ertheilen, bis wir denselben zu Ihren Füßen persönlich empfangen können.

Eurer Heiligkeit fromm-ergebenster Sohn ꝛc.«

Am 30. April schrieb der Papst von Cesena aus an Seine Majestät Ludwig XVIII. Nach den Glückwünschen drückt der heilige Vater sich also aus:

»Der Bischof von Troyes (Herr von Boulogne), bekannt durch seine Frömmigkeit, ist von uns ausdrücklich beauftragt, Eurer Majestät die Wunden zu erkennen zu geben, die, in der Constitution des Senates, der Religion und der Kirche geschlagen wurden. .... Sire, die Königreiche der Erde sind vorübergehend; das einzige Reich der Himmel kennt kein Ende. Wir bitten Sie, die Augen zu

[1814]

öffnen, bevor Sie eine solche Constitution unterschreiben..... Nachdem wir Ihnen dies Interesse der Religion empfohlen haben, halten wir uns für verpflichtet, die Staaten der heiligen Kirche Ihnen zu empfehlen. Was des Cäsars ist, sei des Cäsars, was Gottes ist, sei Gottes. Die hohen verbündeten Mächte scheinen zum großen Beifall der gesammten Welt von diesem Geiste beseelt; und wir erwarten von ihnen unsre Staaten trotz der Hindernisse, die Derjenige erwecken könnte (Joachim), der in diesem Augenblick unsre Hauptstadt und den größten Theil unsrer uralten Staaten besetzt hält.

In einem Post-Scriptum seiner eigenen Hand verlangt der Papst die Archive zurück die colla solita violenza geraubt wurden.

Pius VII. langte am 12. Mai zu Ancona an und ward mit den Entzückungen einer unaussprechlichen Freude empfangen. Eine große Menge Seeleute in Uniform spannten die Pferde seines Wagens aus, banden Stricke von rother und gelber Seide daran und zogen denselben unter lautem Freudengeschrei. Man hörte von den Wällen den Donner der Kanonen, und von allen Kirchen das Geläute der Glocken. Er stieg auf dem Platze St. Augustin aus, gab den Segen von einem Triumphbogen herab, ging dann von dort in die Loge der Kaufleute, von wo aus er das Meer segnete, und begab sich hierauf in den Pallast Pichi, wo er seine Wohnung nahm und bis zum 14. verblieb. Am 13. krönte er in der Domkirche das Bild der allerseligsten Jungfrau unter dem Titel Regina Sanctorum omnium. Am 14. reiste er nach Osimo ab; eine roth gekleidete Ehrenwache

[1814]

geleitete ihn bis nach Loretto. Auf seiner Reise befahl er, die Dame Cäcilia mit Wohlwollen aufzunehmen, die um eine Zufluchtstätte zu Rom ansuchte; so wie nicht minder den Cardinal Fesch, den er mit besonderer Güte behandelte. In dem Augenblick, wo er erfuhr, der Cardinal Fesch komme, sprach der Papst: „Er soll kommen, er soll kommen; noch sehen wir seine Großvicare uns nach Grenoble entgegen eilen. Pius VII. kann des muthigen Tones nicht vergessen, mit welchem man den, von Pius IV. vorgeschriebenen Eid leistete."

Päpstliche Commissarien waren erschienen, Besitz von Rom zu nehmen. Monsignor Naro, Majordomus, fand in den Zimmern des Papstes im Vatican eine Menge hinterlegter Gegenstände von größtem Werthe, unter welchen alle päpstlichen Ornamente, mit ihren Edelsteinen geschmückt, sich befanden; ja sogar eine Summe Goldes, die man auf 30,000 Thaler schätzen konnte, und die man daselbst im Jahre 1809 verborgen hatte, als man fürchtete, der Papst möchte von dem Monte-Cavallo in den Vatican übersetzt werden. Einige fromme Personen hatten von dieser Hinterlage gewußt, doch hatten sie nicht davon gesprochen.

Am 20. Mai sandte der Papst den Cardinal Consalvi mit einem Breve nach Paris, durch das er bei Ludwig XVIII. beglaubiget wurde. In einem andern Breve von eben demselben Tage reclamirt der Papst gegen den Tractat von Tolentino.

[1814]

Beinahe in demselben Augenblick schrieb der Fürst von Benevent an den Cardinal Consalvi. Er sprach mit ihm von Ludwig XVIII., der gleich Seiner Heiligkeit nach langen Prüfungen den Wünschen seiner Unterthanen zurückgegeben wäre. Die Absicht Seiner Majestät war, die freundschaftlichen Verbindungen aufrecht zu erhalten, die zwischen den Königen, Ihren Vorgängern, und dem heiligen Stuhle fortwährend bestanden hatten.

»Seine Majestät, die mich zu Ihrem Minister Staatssecretair der auswärtigen Angelegenheiten ernannten, haben mich dadurch in den Stand gesetzt, mit Denselben oftmals über das Interesse des heiligen Vaters, über seine Tugenden und über Alles mich zu besprechen was dazu beitragen kann, das gute Einverständniß zwischen beiden Höfen zu unterhalten. Niemals werde ich die Gelegenheit dazu versäumen; da ich von der Sorgfalt überzeugt bin, die Eure Eminenz daran wenden werden, eine so lange und so sehnlich gewünschte Annäherung zu erhalten. Es ist mir erfreulich, in einem glücklichern Augenblicke, der nun erschien, meine ehemalige Correspondenz abermal mit Ihnen anzuknüpfen.«

Scheint es nicht hier, als ob Herr von Talleyrand mit dem Cardinal Consalvi die Correspondenz wieder da aufnähme, wo sie am 9. October 1805 war stehen geblieben? Von Seiten Roms war es der nämliche Gebieter, das nämliche Prinzip, der nämliche Minister; von Seiten Frankreichs ist es der Bruder Ludwigs XVI., ein anderes Prinzip und gleichwohl ist es noch der nämliche Minister

Desjenigen, der sich an die Stelle des rechtmäßigen Souverains gesetzt hatte.

Man bemerkt unter den ämtlichen Actenstücken der Zeit einen italienischen Brief, den der Papst eigenhändig schrieb und worin er Ludwig XVIII. seine aufrichtigen Glückwünsche darbringt:

»Unser Herz ist noch nicht befriedigt, wofern wir nicht auch ein Schreiben unsrer Hand beifügen. Erlauben Sie also, Sire, daß wir, mehr um uns selbst zu befriedigen als Sie zu überzeugen, Ihnen wiederholen, daß wir nun in unsrer Freude, gleich dem alten Simeon sagen können: Nun Herr, laß deinen Diener seine Augen im Frieden schließen!«

Am 24. Mai hielt der Papst seinen feierlichen Einzug in Rom *). Vorne in seinem Wagen saßen

*) Niemals werde ich hier eines besondern Beweises tiefer Verehrung vergessen, den der Doctor Jacob Bresca, der die Heilkunde zu Rom ausübt, dem heiligen Vater geben wollte. Dieser Doctor gehörte zur Familie des Hauptmannes von San Remo, der i. J. 1586 unter der Regierung Sixtus V. Berühmtheit erlangte, als dieser Papst auf dem St. Petersplatze den Obelisk aus rothem Granit aufrichten ließ, der zur Hälfte unter dem Schutt und den Trümmern des Circus Nero's vergraben lag. Sixtus beschloß, alle Hindernisse zu besiegen, und schenkte sein Vertrauen dem Architect Dominik Fontana. Dieser hatte die Stricke geordnet, die den Obelisk allmälig in Bewegung setzen, erheben und, ohne einen schädlichen Vorfall für die Arbeiter, gegen den Ort hin richten sollten, den er bestimmt war, einzunehmen. Am Tage der Errichtung forderte der Architekt tiefe Stille, damit man seine Befehle vernehmen könne. Sixtus der V. befahl eine Proclamation zu erlassen, durch die er bekannt machte, der erste Zuschauer, von welchem Rang und Stande immer er sei, der in einen Schrei ausbrechen oder die Operation stören würde, sollte auf der Stelle mit dem Tode bestraft werden. Die feierliche Aufstellung des Obelisks war auf den

[1814]

der Cardinal Mattei, Dechant des heiligen Collegiums, und der nämliche Cardinal Pacca, den man

---

10. September 1586 bestimmt. Niemand ward auf den Platz zugelassen, ohne die Strenge des Befehles zu kennen. Es war allen Zuschauern scharf eingeprägt worden, und alle waren darin Eins, daß man nichts hören würde als den Schall der Trompete, die Bewegungen zu regeln, und den Ton der Zimbeln, die Ruhepuncte anzugeben; nur die Stimme des Directors der Arbeiten durfte das tiefe Stillschweigen unterbrechen. Ein solcher Zwang kostete diesem Volke keine große Ueberwindung, das von so großem Enthusiasmus für die Künste eingenommen ist, und in manchen Fällen etwas von der Würde des alten Römervolkes an sich hat. Bald schritt Sixtus V. selbst von seinem Hofstaat begleitet vor und setzte sich auf einen erhöhten Sitz. Die Seile, die in Bewegung gesetzt wurden, erhoben den Obelisk, und trugen diese Masse von unermeßlichem Gewichte bis nahe hin zu dem Platze, der bestimmt war, ihn aufzunehmen. Der Papst ermuthigte die Arbeiter durch Zeichen des Hauptes und durch Blicke, die vor Freude funkelten. Man war im Begriff, das Ziel zu erreichen. Fontana redete allein, und befahl eine letzte Handanlegung. Da schreit plötzlich der Capitain eines genuesischen Schiffes, Namens Bresca, von San Remo gebürtig, mitten aus dem Volke mit gellender Stimme: „Aqua alle Funi!“ (Wasser auf die Stricke!); und geht dann sogleich hin, den Wachen sich auszuliefern, die rings um das Werkzeug des Todes standen, das in einem Winkel des Platzes aufgerichtet war. Fontana betrachtet aufmerksam die Seile; sieht, daß sie in der That nahe daran sind, Feuer zu fangen, zu zerreissen, den Obelisk fallen zu lassen und die Arbeiter zu zerschmettern. Er befiehlt die Seile in aller Eile naß zu machen. Bresca wußte allerdings sehr wohl, daß Schiffseile, die senkrecht aufgerichtet sind, sich zusammen ziehen, wenn sie naß gemacht werden und das Gewicht natürlicher Weise erheben, das daran hängt. Also geschah es denn auch hier, und die Operation ward unter allgemeinem Beifallklatschen vollendet. Der Papst breitet Fontana die Arme entgegen; dieser aber eilt zu dem Manne hin, der Aqua alle Funi gerufen hatte, umarmt ihn, führt ihn dem Papste zu, und bittet für ihn um Gnade. „Es ist hier keine Rede von Gnade, erwie-

mit ihm gewaltsam von Monte-Cavallo entführt hatte. Man machte die boshafte Bemerkung, der Ge-

derte Sixtus V.; es ist die Rede von Belohnung. Er soll selbst die Belohnung aussprechen, die er verlangt." — Dieser, welcher wußte, daß man in den Gärten seiner Stadt Palmen pflegte, und daß man dahin kam, die Palmen für den Palmsonntag zu kaufen, verlangte für sich und seine Nachkommen das Privilegium, in dem apostolischen Pallaste die zum Palmfeste nothwendigen Palmen zu verkaufen. Am folgenden Tage ward ein Diplom ausgefertiget, das dieses Privilegium bewilligte; überdies ward das Oberhaupt der Familie zum Ehrenhauptmann des ersten Regimentes ernannt, und erhielt das Recht, die päpstliche Flagge auf sein Schiff aufzustecken. Herr Jacob Bresca, der von dieser Familie abstammte, welche den Päpsten ungemein ergeben war, verfiel auf den Gedanken, Pius VII. eine besondere Huldigung im Namen der Familie Bresca darzubringen, und Palmen dabei anzuwenden, die der Quell seines Vermögens waren; und deren er in großer Anzahl besaß. Am 23. Mai traf er seine Vorkehrungen in einem Weingarten, der Herrn Viale angehörte und außerhalb der Pforte des Volkes gelegen war; und am 24. wo der Papst vorüberzog, um seinen Einzug in Rom zu halten, begehrte er die Erlaubniß, den Wagen anzuhalten, der von jungen Römern gezogen ward. In dem Augenblick erschienen zwei und zwanzig junge Orfanelli in langen weißen Gewanden, das Haupt mit Barreten von der nämlichen Farbe bedeckt; und fünf und vierzig junge Mädchen aus dem Conservatorium der Vorsehung oder aus andern ehrbaren Familien Roms und hielten jede hohe goldfarbene Palmen in der Hand, die zierlich wie wallende Federn hinabsanken; und diese Kinder sangen zugleich segnende Preisgesänge. Der überraschte Papst konnte der Thränen sich nicht erwehren; er segnete diese Kinder mit inniger Rührung, und erlaubte, daß sie unter Fortsetzung ihrer Gesänge längs seines Wagens gingen. Bei der Volkspforte jedoch ward der Zulauf so groß, daß man die jungen Mädchen und die Kleinsten der Waisenkinder eilig zurückziehen mußte. Unter den Größeren erwirckten es einige durch den Ausruf Osanna! sich Platz zu machen, wobei sie ihre Palmen schüttelten, deren Anblick Freudengeschrei erregte und religiöse Ehr-

[1814]
neral, welcher den Triumphzug begleitete, wäre der nämliche Pignatelli Cerchiara, der die in Reihe und Glied aufgestellten Truppen auf dem Platze des Quirinals in dem Augenblicke commandirte, wo Radet seine Unternehmung ausführte. Zu Rom waren die Stimmungen einiger Gemüther schwankend; Manche, die sich an die Sache der Franzosen angeschlossen hatten, oder aus andern Ursachen compromittirt waren, waren unschlüssig. Als aber ein Prälat das Ergebniß zu Cesena umständlich erzählte, da wurden alle Gemüther bald einmüthig, dem Papste einen herzlichen, zärtlichen und dankbaren Empfang zu bereiten. Niemand fehlte bei dieser Aufforderung; nicht einmal Diejenigen, die das Memorial Joachims unterzeichnet hatten.

Wie tief mußte die Rührung Pius VII. seyn, als er auf solche Weise, wie durch ein Wunder in seine Hauptstadt und in seinen Pallast sich zurück geführt sah, welchem man ihn seit beinahe fünf Jahren entrissen hatte! Wie inbrünstig mußte der Eifer seines Gebetes seyn, als er zu St. Peter auf die Knie fiel, Gott für diese glorreiche Rückkehr zu danken! Eine weit andere Rückkehr war dies, als jene am 16. Mai 1805. Mehr als einmal redete der Papst von den Thränen, die er vergossen hatte be-

---

furcht einflößte. Diesen gelang es, bis nach St. Peter zu kommen, wo sie ihre Palmen dem Papst überreichten, welcher befahl, zwei derselben vorn an seinen Wagen zu binden, als er wieder einstieg, um auf das Capitolium zu fahren.

dem Anblick des Pallastes, von welchem er Rom bei seiner Abreise gesegnet, des Cortile, das er unter der Bedeckung der Gendarmerie und unter den Thränen seiner Diener durchzogen hatte; der Treppe, wo er mitten über Trümmer zerbrochener Fenster herabgegangen war; des großen langen Saales, wo seine Garden waren entwaffnet worden, weil er jeden Widerstand ihnen verboten hatte; des Audienzsaales, wo er dem General eine so edelsinnige Anrede gehalten hatte; endlich seines bescheidenen Zimmers mit einem Bette ohne Himmel und ohne Vorhänge, wo Radet ihm sagte, nichts würde während seiner Abwesenheit verrückt werden, und das er allzu prächtig für sich eingerichtet fand. *)

Am folgenden Tage erfuhr man, Einer der Herren, welche ihre Einwilligung dem Memorial Joachims beigesetzt hatte, habe deßhalb bei dem heiligen Vater um Verzeihung angesucht, und der Papst habe ihm geantwortet: „Glauben denn Sie, wir hätten uns nicht auch Fehler vorzuwerfen? — Vergessen wir gegenseitig Alles was vorüber ist.“ — Von diesem Augenblick an war die Freudigkeit im Staate allgemein.

*) Zu Nissa hatte ein Gendarme, der vor Kurzem von Rom gekommen war, gebeten, dem heiligen Vater vorgestellt zu werden; da er nun mit ihm von seinem Zimmer redete, sagte er ihm, man habe die Wände mit Göttinnen aus dem Heidenthum bemalt. Wie sagte der Papst: ah, sie erwarteten uns nicht! Sind diese Malereien nicht allzu schamlos, so werden wir Madonnen daraus machen; und dann hat Jeder es gemacht a modò suo.“

[1814]

Die wundervollen Ereignisse, die zu Paris sich ergaben, hatten die Macht Napoleons zerstört. Schon war er auf der Insel Elba so gut als eingeschlossen; und seine neuen Unterthanen fanden sich beinahe in beständiger Verbindung mit den Unterthanen des Papstes zu Civita-Vecchia.

Unterdessen stellte der heilige Vater mälig und mälig sein unmittelbares Ansehen in den Ländern wieder her, welche die Truppen Joachims besetzt hielten; die Oesterreicher aber fuhren fort die Legationen, die der Fürst Eugen verlassen hatte, in Verwahrung zu behalten. Er hatte von Napoleon Befehl gehabt, seine Armee bei Mailand zu conzentriren, und schloß späterhin einen besondern Tractat, wo er vielen Edelsinn und Würde des Charakters entwickelte.

Der Cardinal Consalvi, Staatssecretair, erhielt die Sendung, bei den Souverains zu residiren, die zu Paris eingezogen waren, und der Cardinal Pacca versah das Amt eines Pro-Secretairs des Staates. Auch Monsignor La Genga, seitdem Leo XII., ward ins besondere beauftragt, Ludwig XVIII. zu becomplimentiren, der so eben zu Paris angekommen war; und dieser Fürst faßte den Entschluß, eine außerordentliche Gesandtschaft nach Rom zu senden; deren Chef Monseigneur Cortois de Pressigny, ehemaliger Bischof zu Saint-Malo war.

Die Regierung ernannte, die Gesandtschaft zu vervollständigen, zu Secretairen Herrn Augustin

Jordan, den Herrn Grafen Chastellux, seitdem Herzog von Rauzan, und mich.

Bevor ich Paris verließ, erhielt ich einen sonderbaren Besuch; es kam nämlich der General-Lieutenant Radet zu mir, um zu ersuchen, man möchte bei Pius VII. Fürsprache für ihn thun, damit er die Erlaubniß erhielte, nach Rom zurück zu kehren. Nie war man auf eine Bitte weniger gefaßt. Der General machte mir eine mündliche Mittheilung der vorzüglichsten Umstände, die bei dieser gewaltsamen Entführung Statt fanden; ich bewog ihn, solche schriftlich aufzusetzen. Während der Unterredung zeigte er mir den Original-Befehl, den er von Miollis empfangen hatte. Dieser Befehl war sehr schwer zu lesen; ich hielt ihn längere Zeit in Händen; er war voll ausgestrichener Worte und überschriebener Stellen von der nämlichen Hand; es war darin befohlen, den Cardinal Pacca zu verhaften; das Uebrige war sehr schwer zu entziffern. Der General drang darauf, nach Rom zurückzukehren; wo er die Herrschaft San-Pastor, ein Nationalgut wieder sehen wollte, das er gekauft hatte, und das den Dominikanern angehörte. Ich antwortete ihm, ich würde mit dem Gesandten über seine Reclamation sprechen. Der General sagte, er habe bei alle dem, daß er den Willen seiner Regierung vollzogen, den Papst so gut behandelt, daß der heilige Vater gewiß sich nicht weigern würde, ihn zu sehen, und vielleicht sogar ihm zu danken. Wirklich konnte man aus dem Bericht ersehen, daß es Umstände gab, wo sein Be-

[1814]

nehmen von Gesinnungen der Hochachtung und der Menschlichkeit zeugte. Bei dieser Gelegenheit sagte ich dem General: „Allerdings läugnet Niemand, daß Sie Ehrfurcht gegen den heiligen Vater bezeigten, Eines jedoch unterlief dabei, das man nicht begreift. Nachdem Sie mit der Axt in der Hand eintraten und die Thüren einbrachen, blieben Sie so plötzlich wie angebannt bei dem Anblick des heiligen Vaters stehen. Es ging also hier etwas Uebernatürliches vor?" — „Was wollen Sie! erwiederte der General, auf der Gasse, auf den Dächern, auf den Treppen und bei den Schweitzerwachen ging Alles gut; als ich aber des Papstes ansichtig ward, erschien mir in demselben Augenblicke meine erste Communion."

Es ist wohl überflüssig zu bemerken, daß eine solche Unterhandlung nicht gelingen konnte; indessen ordnete die Regierung Ludwigs XVIII. großmüthig an, das Gesuch sollte dem Cardinal Pacca zugesandt werden; der, wie man weiß, damals Prosecretair des Staates war. Monseigneur de Pressigny, der diesen Auftrag erhielt, kam demselben getreulich nach; aber der Cardinal bat den Bothschafter inständig, die Note zurück zu nehmen und sagte ihm dabei, nie dürfe ein Minister Seiner Heiligkeit es wagen, ein solches Schreiben vorzulegen, um nicht alte Erinnerungen zu wecken, deren man durchaus vergessen müsse. Es erhielt also Rader die Gunst nicht, nach Rom zurückzukehren, wo irgend ein Facinoroso, ähnlich jenem, der Herrn Cacault so unwürdig mißhandelt hatte, Denjenigen hätte schimpflich beleidigen können, der Hand an den heiligen Vater gelegt hatte. Uebri-

[1814]

gens meinte es der General Radet so aufrichtig, wenn er sagte, er habe Seine Heiligkeit gut behandelt, daß er selbst ein Gemälde hatte schildern lassen, das die Abreise des Papstes vorstellte, und worauf der General, der den Auftrag hatte, ihn fortzuführen, in der Geberdung der tiefsten Ehrfurcht vor seiner erlauchten Person stand.

Der Cardinal Consalvi war, auf Befehl des Papstes beflissen, die Gesinnungen der französischen Regierung über den Stand der Angelegenheiten Frankreichs mit dem heiligen Stuhl kennen zu lernen. Das französische Kabinet verwarf das Concordat von Fontainebleau; was allerdings vernünftig, und um so leichter war, als Bertazzoli selbst dasselbe nicht anerkannte; es wünschte aber auch, — und dies war schwieriger, — das Concordat vom Jahr 1801 umzustürzen. Nachdem nun der Cardinal Consalvi von seiner Reise nach England, wo er dem Ministerium für den Antheil gedankt hatte, den dasselbe an den widrigen Schicksalen des heiligen Vaters genommen, im Begriff war nach Frankreich zurückzukehren, schrieb er seinem Souverain, abzuwarten, die Vorschläge anzuhören, und bis zu seiner Rückkehr nichts zu entscheiden. Der Cardinal Pacca, ein Mann eines weisen Charakters, hatte in sich nichts, das diesem Gedanken hätte entgegen seyn können. Zurückhaltend in allen seinen Handlungen, so wie in allen seinen Reden, suchte er, der mit der schönen Rolle des Muthes sich beschied, die er früher gespielt hatte, — sich eben nicht den Anschein zu geben, als ob er sich sehr thätig in die Geschäfte mengte.

Sieben und zwanzigstes Capitel.

Belehrungen des Herrn von Talleyrand an Herrn von Pressigny, Bothschafter zu Rom. — Aemtliche Note des Cardinals Consalvi an die Minister der vorzüglichsten Mächte Europa's.

Die Instructionen, die Herr von Talleyrand an Herrn von Pressigny ausfertigte, enthielten denkwürdige Erwägungen.

»Bei der ersten Nachricht von dem Einzug des Königs in seine Hauptstadt, und noch bevor er selbst nach Rom kam, hat der Papst Glückwünschungsschreiben an Seine Majestät gesandt, einen außerordentlichen Nuntius bei Denselben beglaubigt, und als er die Verhältnisse des heiligen Stuhles mit dem uralten Hause von Frankreich abermal frei geworden sah, — der Frömmigkeit des Königs selbst die Acte kund gegeben, die sein Pontificat verwirrten und die ein Resultat seiner Gefangenschaft waren. Der Papst, der heute zu seiner ganzen Gewalt zurückkehrt, war niemals im Besitz derselben gewesen. Die Stürme der Kirche hatten unter seinem Vorgänger begonnen. Die beiden Mächte waren bedroht. Buonaparte, der bereits die Schläge versucht hatte, die er späterhin dem heiligen Stuhle versetzen wollte, besetzte militairisch die drei Legationen Bologna, Ferrara und Ravenna; und Pius VI. war nothgedrungen, in den Tractat von Tolentino zu willigen, der seiner Souverainetät ihn beraubte. Von der Stunde dieser Unterzeichnung an war der heilige Stuhl nicht mehr frei. Kurze Zeit hernach wurden die römischen Staaten feindlich überfallen; die päpstliche Regierung ward gestürzt und mußte einer Republik von wenigen Monaten weichen. Pius VI., der seinem Pallaste entrissen ward, wechselte mehrmals den Ort seiner Verbannung und starb in dieser Verfolgung.

[1814]

Sein Nachfolger, der jetzige Papst ward fern von Rom ernannt. Der heilige Stuhl hatte von der Zeit des Conclave zu Venedig an, kein Gebiet; und als er durch den Wechsel des Kriegesglücks in die alte Hauptstadt versetzt ward, war er gleich Anfangs von fremden Truppen umgeben, mußte sein Ansehen allenthalben wieder erobern, war in seinen Acten durch Fesseln gehemmt, die man der Religion und dem Kultus, besonders in Frankreich, anlegte, und alle seine Schritte gegen Buonaparte, der seitdem zum Herrn von Frankreich sich aufgeworfen, hatten einen Charakter von Furchtsamkeit, der von der kläglichen Lage zeugte, in welcher der Souverain von Rom sich befand. Wenn die Unabhängigkeit das erste Siegel der Souverainetät seyn muß, wenn es in dem Interesse der Völker so wie in den Rechten der Fürsten liegt, daß alle Verträge freiwillig abgeschlossen seien: von wie weit größerer Wichtigkeit ist da die absolute Freiheit der Acte, die von dem heiligen Stuhle ausgehen! Kann der Friede der Gewissen von der Gewalt gegeben werden? Die Meinung unterwirft derselben sich nicht. Acte aus Zwang in Dingen der Religion erzeugen Unruhen und entscheiden keine Streitfrage. (Weiser Ludwig VIII.)!

»Als Buonaparte sich zum Consulat erhob, wollte er zur Befestigung seiner Gewalt das Ansehen des Papstes verwenden, der kaum zum Pontificate gelangt, und noch nicht in Rom eingezogen war. Um ihn zu einem Vergleich durch Gründe hinzureißen, die vermögend wären, Seine Heiligkeit zu erschüttern, flößte er demselben die Furcht ein, die Herabwürdigung des Kultus und die Uebel der Religion würden unheilbar werden, wenn die Bande Frankreichs und des Papstes nicht durch ein Concordat wiederhergestellt würden. Er ließ den heiligen Vater als eben so viele Concessionen, die er bereit wäre, dem heiligen Stuhle zu bewilligen, einige religiöse Freiheiten ansehen, welche die Meinung des gesammten Frankreichs gebieterisch zurück-

[1814]
forderten, und die er, ohne Gefahr für sich selbst, nicht verweigern konnte; und zum Tausch für diese scheinbaren Opfer nöthigte er den Papst, ihn zu unterstützen, und den Gläubigen Gebete, den Bischöfen aber Eide für die Erhaltung seiner Autorität vorzuschreiben. Dieses Werk der Gewalt ermuthigte Buonaparte; er dachte, weil der Papst ihm keinen Widerstand gethan habe, würde er auch bei andern Acten nachgeben. Jene Acte, die es ihm nicht war möglich gewesen, in ein Concordat einschalten zu lassen, wurden in organische Gesetze verwiesen, die man ohne die Theilnahme des heiligen Stuhles verfaßte und öffentlich bekannt machte; und diese Gesetze wurden, ob auch der Papst sie als solche erklärte, die der Freiheit und sogar den Grundsätzen des Kultus entgegen seien, darum nichts desto minder aufrecht erhalten. Die nämlichen Ränke und die nämliche Uebermacht führten ein Concordat zwischen dem heiligen Stuhle und dem Königreich Italien herbei, dessen Oberhaupt Buonaparte war; und als er diesen neuen Act entrissen hatte, mit welchem er deßgleichen seine Macht zu stützen suchte (hier ist ein Irrthum; man kann nicht sagen, daß dieser Act entrissen war, da er nicht ratifizirt wurde; eigentlich zu sprechen hat er nie bestanden), mißbrauchte er die Vortheile desselben, um solchen neue organische Gesetze beizufügen, die den Absichten Seiner Heiligkeit noch mehr entgegen waren; und Ihrerseits lebhafte, doch vergebliche Klagen herbeiführten. Dies also war die Wirkung der ersten zwängenden Bedrückungen, und so groß war das Uebergewicht Desjenigen, der solche auferlegt hatte, daß, als Buonaparte, nach dem Reiche strebte und nicht erachtete, er sei mit einem Titel bekleidet, der hierzu mächtig genug wäre, und an die Stelle der Rechte, die ihm fehlten, eine Autorität setzen wollte, vor welcher Europa Achtung haben könne, die Mitwirkung des heiligen Vaters zu Hilfe rief, und seinen Mangel an Freiheit mißbrauchte, um ihn in die Nothwendigkeit zu versetzen, wegen der Ceremonie der

Krönung nach Paris sich zu begeben. Als Napoleon Buonaparte sich zum Kaiser ausrufen ließ, errichtete er aufs neue, ohne es zu wissen und durch geheime Wege der Vorsehung, den Thron, den er einst dem königlichen Hause zurückstellen sollte. Unter diesem Titel eines Kaisers, der bis dahin in Frankreich unbekannt war, blieb er außerhalb der Linie unsrer Könige gestellt; und zwar selbst dann, wenn er ihrer Gewalt sich bemächtigte; und man erkannte nicht sowohl den Souverain als den General in dem Rang, zu welchem er sich erhob, und der für ihn wieder das wurde, woran man ehedessen das Beispiel gesehen hatte, die höchste Stufe der militairischen Gewalt. Wirklich auch betrug er von diesem Augenblick an gegen den heiligen Stuhl sich nur wie das Oberhaupt einer Armee.

Hier liest man nun die Aufzählung der Verheißungen Napoleons, welcher erklärt hatte, er wolle der Religion Alles zurückgeben, weil sie Alles verloren habe; man erinnert an die Besatzung Ancona's, an den Angriff der zeitlichen Souverainetät.

»Alle Plane Napoleon Buonaparte's offenbarten sich; er wollte die Souverainetät des heiligen Stuhles zerstören; weil er wohl wußte, daß die öffentliche Meinung nicht an diese Entblößung der päpstlichen Gewalt gewöhnt ist, und die beiden Gewalten nicht genugsam von einander unterscheidet, um nicht zu glauben, daß sie einander gegenseitig unterstützen. Dieser Plan, Alles an sich zu reißen, war zwar nicht förmlich ausgesprochen; aber schon erklärte Napoleon, er betrachte die römischen Staaten als abhängig von seinem Kaiserreiche, das er über einen großen Theil von Europa ausdehnen wollte; das aber, weil es weder auf die Gleichförmigkeit der Sitten und der Interessen, noch auch auf die Zuneigung der Völker gegründet war einstürzen, und unter seinen Trümmern ihn begraben mußte.

[1814]

Dieſen Plan hatte Frankreich niemals unter ſeinen Königen gehabt; immerdar hatten ſie ehrerbietige Nachgiebigkeit und Zuneigung gegen den heiligen Stuhl bewieſen; allein Napoleon erklärte, er ſei nicht der Nachfolger der Könige von Frankreich, ſondern der franzöſiſchen Kaiſer. *) Daher alle ſeine Anſprüche auf das Oberlehensrecht über Rom und die Länder, welche die ehemaligen Päpſte von der Freigebigkeit Carls des Großen empfangen hatten. .... Napoleon brachte es dahin, daß er dieſem erlauchten Gefangenen einen Vertrag entriß, welcher einer entſcheidenden Einrichtung zur Grundlage dienen ſollte; aber ſchon das Datum und der Ort prägten dieſem Vertrag das Siegel der Ungültigkeit auf. Nur in Anbetracht des Zuſtandes, worin die Kirche damals ſich befand, hatte der Papſt ſich bewegen laſſen, ſolchen zu unterſchreiben. Er ſah bald, daß man ſich nicht einmal die Mühe gab, die Bedingniſſe desſelben gegen ihn zu erfüllen; und dieſer Act hatte weder Gültigkeit noch Folge. Ein zweites Jahr voll der Mißgeſchicke bewog Napoleon abermal zu dem heiligen Vater zurückzukehren; getäuſcht durch den Mißbrauch der Gewalt, verſuchte er nun noch andere Mittel. Die Verfolgungen nahten ſich ihrem Ziele; und es ward dem heiligen Vater geſtattet, ſich auf den Weg zu begeben, um in ſeine Staaten zurückzukehren; aber dieſe ſo ſpäte Sühne war ohne Frucht für den Urheber derſelben. Die Vorſehung vermittelte die Wiedereinſetzung des Papſtes durch andere Wege, und ſtellte das Zepter Frankreichs den Händen ſeiner alten Beherrſcher zu-

*) Ludwig XVIII., der dieſe Inſtructionen genau durchſah, hat ſich hier geirrt, oder ſich irren wollen. Napoleon nannte ſich zwar Anfangs einen Nachfolger Carls des Großen; ſpäter aber werden die Könige, und namentlich Ludwig IX., der große heilige Ludwig, ihrer Reihe nach auf die Bahn gebracht. Auch lieſt man „Meine Vorfahren des zweiten und dritten Geſchlechtes.“

rück. Diese Reihe von Thatsachen und Beobachtungen zeigt, daß alle Acte, welche durch die vorhergehende Regierung von dem heiligen Stuhle erlangt wurden, das Werk des Zwanges waren. Nun, da seine Gewalt und sein Einfluß auf die christliche Welt wiederhergestellt ist, ist es zu vermuthen, daß der heilige Vater nicht wird aufrecht erhalten wollen was unter der Herrschaft der Arglist und der Gewalt gethan ward. Die Nothwendigkeit der Umstände ist nicht mehr die nämliche für ihn; und die Acte, die seinen Verhältnissen mit der königlichen Macht zur Grundlage dienen sollen, dürfen nicht mehr das Gepräge der Gewaltthätigkeiten an sich tragen, welche die frühere Regierung an ihm verübt hatte..... Der Punct, von welchem der Herr Bothschafter ausgehen muß, ist folgender: Da der Einfall der Franzosen in die Staaten des Papstes i. J. 1797, der Ursprung aller Gewaltthätigkeiten ist, die ihm hernach angethan wurden; und da sie diese Ringmauern der Ehrfurcht niederrissen, die seine erste Vertheidigung waren, muß von dieser Epoche an, Alles durchgesehen und gut gemacht werden. Diese Epoche, die dem Pontificat Pius VII. vorangeht, ist die Zeit, an die man in allen Erörterungen mit dem heiligen Stuhl erinnern muß. Dadurch mißt man dem jetzigen Papste den Anbeginn der Abhängigkeit und Unterwürfigkeit nicht bei. Der Papst wird weniger verlegen über seine eigenen Schwächen, die ihm nur aus Umständen herzufließen scheinen, welche seiner Administration fremd sind; und er kann, ohne Widerspruch mit sich selbst, seine Minister in die ehemaligen Relationen eingehen lassen..... Die gallicanische Kirche erwartet die Revision des Concordates und aller Acte seit dem Jahr 1797; alle Bischöfe, die alten und die neuen, die von allen Epochen, fordern dieselben. Der Herr Bothschafter hat den Papst aufmerksam auf die schöne Sendung zu machen, welche diese erhabene und edle Revision ihm zu erfüllen gibt. Es ist zweckdienlich, daß diese Rückkehr zu den Grundsätzen unmittelbar

[1814]

geschehe, und daß kein Act und keine Formel in Kraft verbleibe, welche die Ceremonie der Krönung zu Reims verzögern oder ihr entgegen wirken könnte. Der Herr Bothschafter wird Sorge tragen, in allen seinen Unterredungen mit dem Papste und mit seinen Ministern durchblicken zu lassen, daß Seine Majestät geneigt sind, ihm alle guten Dienste zu erweisen und in allen Angelegenheiten ihm beizustehen, welche die zeitliche Macht betreffen; immer aber werden Sie dies Mittel mit der Zurückhaltung anwenden, welche das feine Zartgefühl vorschreiben muß.«

»Es wird dem Herrn Bothschafter eine Chifferschrift zugestellt werden; er wird den Minister-Staatssecretair der auswärtigen Angelegenheiten regelmäßig von seinen Schritten benachrichtigen; und wird fortwährend von ihm alle Belehrungen empfangen, die geeignet sind, die Sendung zu erleichtern, die der Herr Bothschafter dem erhabenen Wohlwollen Seiner Majestät verdankt.«

Die Absicht dieser mit so vieler Gewandtheit verfaßten Belehrungen war, vor Allem, Ludwig XVIII. selbst genau über Alles zu belehren was seit beinahe siebenzehn Jahren sich ergeben hatte; und dann auch dem Bothschafter zu erklären was er vom heiligen Stuhle verlangen sollte. Ich dachte bei Anführung derselben, es würde dem Leser lieb seyn, unter einem andern Gesichtspuncte Thatsachen wieder zu sehen, die er bereits kannte; und zu erfahren, wie die wiederhergestellte Regierung von nun an ihre Pflichten erkenne.

Der Cardinal Consalvi war zu London gut aufgenommen worden. Von dieser Stadt aus sandte er am 23. Juni an die Minister der vorzüglichsten Mächte Europa's eine Note in französischer Spra-

che, welche die Reclamationen des heiligen Stuhles vollständig erklärt.

»Der Cardinal Consalvi, Staatssecretair Seiner Heiligkeit, hat die Ehre, Eurer Excellenz folgende Note vorzulegen:

»In dem Augenblick, wo die hohen Mächte, welche einen ehrenvollen und schweren Kampf mit Ruhm vollendeten, die Legitimität der Rechte wiederherstellen, lange Zeit hindurch verfolgten Fürsten das Erbe ihrer Altvordern zurückgeben, und die unglückseligen Folgen eines Systems zerstören, das mit der Gerechtigkeit und öffentlichen Ruhe unverträglich ist, fordern, von der heiligen Pflicht durchdrungen, das Erbe der römischen Kirche wieder in seiner Vollständigkeit zu erlangen, Seine Heiligkeit in ihrem ganzen Umfang Provinzen und Eigenthumsrechte zurück, die dem heiligen Stuhle durch die Gewalt allein entrissen, und Ihrer väterlichen Herrschaft noch nicht zurückgestellt wurden. — Als i. J. 1806 Napoleon von dem heiligen Stuhle forderte, sich ausschließend und durch eine permanente Allianz mit ihm zu vereinigen, als Freunde oder Feinde die Freunde oder Feinde Frankreichs zu behandeln, und von seinen Gränzen so wie von seinen Seehäfen die Nationen auszuschließen, die sich weigerten, seine Gesetze anzunehmen, da wankte, ungeachtet der Drohungen, den heiligen Stuhl im Weigerungsfalle, seiner zeitlichen Herrschaft, ihn selbst aber seines Thrones und seiner Freiheit zu berauben, der heilige Vater nicht, einen Vorschlag zu verwerfen, der seines heiligen Charakters und seines Friedensamtes nicht minder unwürdig, als den Banden der Freundschaft und des guten Einverständnisses entgegen war, die er um jeden Preis mit den übrigen Mächten von Europa erhalten wollte. Die Erfüllung der Drohungen, die nur allzubald darauf erfolgte, konnte seine heroische Festigkeit eben so wenig erschüttern. Von einem Gefängniß in das andere geschleppt, zu

[1814]

den grausamsten Entbehrungen und den unwürdigsten Behandlungen verurtheilt, ohne das Ende Derselben absehen zu können, blieb die treue Anhänglichkeit des heiligen Vaters an seine Grundsätze fortwährend die nämliche; und diese treue Ergebenheit trug auch, wie er dessen sich schmeichelt, bei, die öffentliche Meinung zu leiten, und den Weg zum Widerstand gegen den Feind der Ruhe Europa's zu bahnen. Da die siegreichen Heere der hohen Mächte im verflossenen Jenner bis in das Herz von Frankreich eingedrungen sind, und seine Besitzungen in Italien zu gleicher Zeit von ihren Truppen eingenommen oder bedroht waren, kam es Napoleon in den Sinn, den heiligen Vater in diesem Lande ihnen entgegen zu stellen, oder wenigstens einen Theil ihrer Kriegsoperationen durch seine Rückkehr nach Rom zu neutralisiren. Vergeblich versuchte er es, ihn dahin zu vermögen, einen Tractat mit ihm zu unterzeichnen; ob aber auch in seinen Erwartungen betrogen, sandte er ihn dessen ungeachtet in seine Staaten zurück, um sie dadurch den Händen seiner Feinde zu entziehen.

»Da der heilige Vater, durch seine Abgeschlossenheit, von den politischen Ereignissen entfernt ist, und nur die großmüthigen und wohlwollenden Absichten der verbündeten Mächte kennt, die durch die ganze Welt angekündigt und überall mit Freuden aufgenommen wurden, zweifelte er nicht, der Augenblick seiner Rückkehr in seine Staaten würde auch, nach seinen Rechten, der Wiedereintritt in den vollständigen Genuß aller Länder seyn, deren die französische Revolution den heiligen Stuhl zu verschiedenen Malen beraubt hatte; und er sah nicht vor, daß irgend ein Hinderniß bestände, das einen Theil derselben ihm entziehen könne. Mit einer Verwunderung, die an Größe Ihrem Schmerz gleich kommt, haben Seine Heiligkeit gesehen, daß die, unter dem Namen der drei Legationen bekannten Provinzen, aus welchen seit so langen Zeiten der schönste Theil Ihrer Staaten besteht, noch nicht zur Anzahl Derjenigen

gehören, die Ihnen zurückgestellt wurden. Da die Legitimität seiner Rechte auf diese Legationen, die durch Jahrhunderte bestätigt sind, unmöglich kann in Zweifel gezogen werden, kann der heilige Vater sich nicht denken, daß neue, erst zu treffende Vorkehrungen, allgemeine Absichten wegen Italiens, und die Entscheidungen eines Congresses, der sich versammeln soll, Gründe zur Beraubung seines Eigenthums sollten bilden können; gleich als ob die heiligsten, am besten anerkannten Rechte eine neue Erörterung fordern könnten; oder als ob die Möglichkeit bestände, daß Seine Heiligkeit jemals zulassen könnten, daß man über die Länder des heiligen Stuhles verfügte, deren nur eine gränzenlose Ehrsucht mehrere Jahre hindurch Sie berauben konnte. Würden nicht die Völker und die Herrscher selbst eben so sehr von Erstaunen als von Schrecken über die Sicherheit ihrer eigenen Rechte ergriffen werden, wenn sie sähen, daß in einem Augenblick, wo das Verderbniß der Zeiten die strengsten Beispiele der Gerechtigkeit fordert, in einem Augenblick, wo man mit so großer Freude ausrufen hörte, man wolle die Angelegenheiten Europa's nach dem guten Rechte schlichten, dieser Grundsatz nicht auf die Angelegenheiten Italiens angewendet würde, und man solche nur nach Grundsätzen der Uebereinkunft und politischer Interessen schlichtete? Seine Heiligkeit, stark durch die Gerechtigkeit Ihrer Sache, können jedoch niemals solche Besorgnisse hegen. Der Gesinnungen der hohen vereinten Herrscher sicher, welche sogar den Gedanken verabscheuen, einem System zu folgen, das sie so eben umstürzten, zweifeln Sie nicht, schnell zu erlangen, was Sie mit so vieler Gerechtigkeit zurückfordern.

»Vergeblich würde man in Beziehung auf die drei Legationen den Tractat von Tolentino anführen; es ist nicht leicht möglich, einen gehaltlosern und von allen Ursachen mehr entblößten Beweggrund zu finden. Nichts ist leichter zu beweisen, als daß dieser Tractat, die Frucht des ungerechte-

[1814]

sen Anfalles von einem allmächtigen Feinde dem schwächsten Fürsten beinahe an den Pforten seiner Hauptstadt aufgenöthiget ward; daß diesem vorgeblichen Friedenstractat kein Zustand des Krieges vorangegangen war, wie alle Bekanntmachungen bezeugen, die Pius VI. damals erließ; daß dieser Papst selbst, so sehr es nur in seinen Mitteln lag, gegen diesen Tractat protestirte; daß Seine jetzt regierende Heiligkeit, als Sie kaum den Thron bestiegen hatten, so wie auch in tausend spätern Gelegenheiten diese Protestationen erneuerten; daß ähnliche Tractate (die man nicht einmal durch solche Gründe entkräften könnte,) an der Wiedereinsetzung anderer Fürsten in den gänzlichen Besitz ihres Landes oder doch an einer Schadloshaltung, durch die verbündeten Monarchen, nicht nachtheilig waren; und daß mehrere dieser Monarchen in diesem Augenblick selbst Provinzen zurücknehmen oder doch zurückfordern, die sie durch förmliche Tractate abgetreten hatten. Es wäre ein Leichtes, noch eine Menge anderer Gründe beizufügen; bedarf man aber je derselben, wenn durch ein einziges Argument, das den Baum von der Wurzel fällt, alles Uebrige überflüssig wird? Die nämliche französische Regierung, die Pius VII. nöthigte, den Tractat von Tolentino zu unterzeichnen, vernichtete denselben wenige Monate hernach durch ein feierliches Dekret, und erklärte solchen als cassirt, abgestellt, und als nie geschlossen; um aller Staaten des heiligen Stuhles sich bemächtigen zu können; was auch wirklich ausgeführt ward; da man Rom gewaltsam überfiel; den nämlichen Papst vom Throne stürzte, mit welchem der Tractat war abgeschlossen worden; und ihn nach Frankreich führte, wo er in der Gefangenschaft starb. Es ist also ein offenbarer Irrthum, zu glauben, Frankreich habe in den letzten Jahren die drei Legationen in der Kraft des Tractates von Tolentino besessen, der keinen Bestand mehr hatte. Es hielt dieselben so wie alle übrigen Staaten der Kirche unter seiner Herrschaft, blos durch das Gesetz des Stärkern und durch das Uebergewicht seiner Waffen.

[1814]

Da dies nun unbezweifelt also sich verhält: wie könnte man jemals über die drei Legationen also verfügen, als ob solche, in Kraft des besagten Tractates zur Masse der französischen Besitzungen gehörten; da Frankreich selbst keinen Rechtsgrund aufzuweisen hat? Sonach also können Seine Heiligkeit allein zurückfordern, und fordern auch hiermit Ihre drei Legationen aus den unzerstörlichen und unwiderleglichen Rechtsgründen und Ansprüchen zurück, die Sie auf die Wiedererlangung der Gesammtheit Ihrer Staaten haben.

»Der heilige Vater beruft sich auf die nämlichen geheiligten Rechte, die er das Recht hat wegen Avignon und der Grafschaft Venaissin anzuführen. Ein revolutionairer Act hatte den heiligen Stuhl unrechtmäßiger Weise dieser Provinz beraubt, die Papst Clemens VI. schon vor so vielen Jahrhunderten um bares Geld gekauft hatte. Mit wie großer persönlichen Betrübniß also mußten Seine Heiligkeit den 3. Artikel des Pariser Tractates vom 30. Mai vernehmen, durch welchen die verbündeten Höfe den Besitz derselben Frankreich zusicherten; und dies zwar, wie man sagt, aus Gründen der Abrundung und Zuständigkeit, bei welchen man doch wenigstens hätte eine Entschädigung voraussetzen sollen! Es kann Seine Heiligkeit nur schmerzlich ergreifen, sehen zu müssen, daß man auf solche Weise über eine Ihrer uralten Ländereien verfügt, ohne sogar den geringsten Vorbehalt zu Ihren Gunsten; und der Unterzeichnete kann von der Pflicht sich nicht freisprechen, im Namen des heiligen Vaters feierliche Protestationen, und die förmlichsten Reclamationen gegen den 3. Artikel des Pariser Tractates, an die hohen verbündeten Mächte einzusenden.

»Wäre noch etwas im Stande, den Eindruck zu übertreffen, den der Inhalt des oben erwähnten Artikels auf Seine Heiligkeit hervorbringen muß, so wäre es die Besetzung der Mark Ancona durch die neapolitanischen Trup-

[1814]
pen und Administrationen. Seine Heiligkeit, tief von dem schmerzlichen Gefühl ergriffen, welche der Einfall in diese Provinz bei Ihnen erweckte, enthalten sich, hier die ganze Stärke desselben zu entwickeln. Diese feindliche Einnahme eines eigenthümlichen Besitzes des heiligen Stuhles läßt sich durch nichts rechtfertigen; und selbst im Falle man solche nur als vorübergehend betrachtete, ist sie für Ihre getreuen Unterthanen zu drückend, und dem Interesse ihres Schatzes zu nachtheilig, um nicht die schnellste Rückgabe derselben dringend zu fordern; wie denn der heilige Vater solche hiermit fordert. Eben so verlangt auch der Unterzeichnete im Namen des heiligen Vaters, das Herzogthum Benevent, und die Stadt Ponte-Corvo mit ihrem Gebiete förmlich zurück, und erwartet die Rückgabe derselben. Die erhabenen Monarchen werden der Protestationen sich erinnern, welche der heilige Stuhl hierüber zur Zeit an sie richtete, wo diese Länder demselben durch Napoleon entrissen wurden; wiewohl unter Verheißung von Entschädigungen. Es erübrigte nun nichts weiter als des Herzogthums Parma und Piazenza Erwähnung zu thun. Es ist den hohen Mächten nicht unbewußt, daß der heilige Stuhl niemals als Souverains des Herzogthums die Fürsten anerkannte, welche dasselbe regierten, ja daß er sogar ihnen niemals den Titel desselben ertheilte; da er vielmehr alle Jahre am Feste des heiligen Petrus seine Protestation erneuerte. Seine Heiligkeit also, welche von dem Tractat zu Fontainebleau (am 11. April laufenden Jahres) Kenntniß erhielten, müssen aus noch weit stärkerem Grunde gegen jede neue Dynastie protestiren, welche Ansprüche auf diese Länder der Kirche aufstellen wollte. Gewiß geschieht es nicht aus Herrschsucht (der heilige Vater glaubt dessen genugsame Beweise gegeben zu haben), daß er die Wiedereinsetzung des heiligen Stuhles in die Gesammtheit seiner Besitzungen zurückfordert. Der heilige Vater ist hierzu durch seine strengsten Pflichten verbunden, als Verwalter des Erbtheils des heiligen Petrus, und durch die feierlichsten

Eide, die er ablegte, dasselbe zu erhalten, zu vertheidigen und wieder zu erringen. Auch ist er dazu durch die Nothwendigkeit verpflichtet, seine Würde mit Anstand zu behaupten, und die großen Auszaben zu bestreiten, die, wie alle Welt weiß, nicht minder für den Dienst der Gläubigen als für das Wohl der Religion damit verknüpft sind. Da er nun beinahe alle andern Mittel verloren hat, diese Lasten zu tragen, kann der heilige Vater auch aus diesem Grunde der Hilfsquellen nicht beraubt werden, die er wenigstens darin finden könnte, wenn er die Gesammtheit seines Eigenthums bewahrte, auf welches er ohnehin die unbestreitbarsten und ältesten aller Rechte hat. Zum Schluß dieser Note bittet der Cardinal Consalvi Eure Excellenz, dieselbe sobald nur möglich, Ihrem erlauchten Monarchen zu unterbreiten. Seine Heiligkeit zweifeln nicht, daß der Inhalt derselben in der hochsinnigen und gerechten Seele Seiner Majestät alle Theilnahme erregen wird, welche die Gerechtigkeit Ihrer Sache, und die Leiden verdienen, welche der heilige Vater um Ihretwillen erduldet hat. Der unterzeichnete Cardinal benützt diese Gelegenheit Eure Excellenz seiner Hochachtung zu versichern.

„Unterzeichnet: H. Cardinal CONSALVI.“

Acht und zwanzigstes Capitel.

Napoleon zu Porto-Ferrajo. — Betrachtungen über seine erhabenen militairischen Talente, sein Genie und seine Fehler. — Wiederherstellung der Jesuiten. — Das Fest des heiligen Ludwig zu Rom. — Lucian, Fürst von Canino. — Anrede vom 26. December. — Antwort des Cardinals Pacca auf eine Bitte in Bezug auf den General Radet. — Schreiben des Cardinals Fesch an den König von Frankreich. — Schreiben des Papstes an Ludwig XVIII.

Napoleon wohnte zu Porto-Ferrajo. Es wäre gegen alle Schicklichkeit, wenn der Geschichtschreiber des tugendhaften Pius VII., wenn ein Franzose mit einem Gefühl der Ungerechtigkeit von dem Manne spräche, den das Schicksal von einer so schwindelnden Höhe in eine so demüthigende Tiefe hinabstürzte; ob auch ein Anschein von Souverainetät seine Unglücksfälle noch zu mildern schien. Napoleon war der größte Kriegesheld, er war der geschickteste General, den man in den neuern Zeiten gesehen hatte; in dieser Beziehung ist sein Ruhm vollständig. Er faßte die Talente Gustav-Adolphs, Turrene's, Eugen's, Marlborrough's und Friedrichs II. in sich zusammen; in dieser Hinsicht wird er Frankreichs bleibender Ruhm seyn. Er hatte aber auch noch andere Verdienste, welchen hohes Lob gebührt.

»Die Verwaltung der Finanzen, sagt der Verfasser der Opinions de Napoleon Seite 231., ist jener Theil, wo seine Wachsamkeit und sein Ordnungsgeist vorzüglich glänz-

ten. Unter seiner Regierung wußte man nichts von einem Deficit und von Anleihen. Er bestritt alle Bedürfnisse mit den gewöhnlichen Auflagen, und mit den Contributionen, die er von den eroberten Ländern erhob. Der Krieg nährte den Krieg. Er hütete sich weislich, den Erfolg seiner Unternehmungen von dem guten Willen der Capitalisten und Wechsler dadurch abhängig zu machen, daß er den Weg des Anleihens eingeschlagen hätte. Uebrigens hätte man ihm nur unter sehr lästigen Bedingnissen geborgt; denn der Fehler des Ausborgesystems liegt darin, daß die Regierungen in Friedenszeiten, wo sie nicht borgen sollten, Solche finden, welche leihen, in Kriegeszeiten aber keine finden; wo doch die Anleihen gerecht wären.«

Napoleon wußte seine Finanzminister zu wählen. Er sagte mit Recht, alle Mächte beneideten ihn um sein Steuersystem; das darin bestand, daß er eine Menge Steuern hatte, deren Betrag durch hinzugegebene Centimen, je nach den Bedürfnissen, sich erheben oder vermindern ließ; wie die Flüssigkeit im Thermometer steigt oder fällt; ohne eine Zuflucht zu einer neuen Steuer nehmen zu müssen; deren Einführung immer so schwierig ist. Er sagte, es sei besser, sich selbst Contributionen zu bezahlen, um nicht erobert zu werden; als dem Feinde solche zu bezahlen, um von der Eroberung sich loszukaufen. Er war also ein Verwalter von großen Ansichten; und forderte Geradheit und Rechtschaffenheit, welche die Ordnung dort wiederherstellt, wo sie am meisten gefährdet ist. Nicht anführen wollen wir hier Napoleons Meinungen über die väterliche Macht (sie waren von tiefer Weisheit); über die Beerdigungen, über die

[1814]

Ordnung der Gefängnisse, die er bessern wollte; und über das öffentliche Wohl der Gesundheit. Er sagte: Ich wollte, daß es in einer großen Stadt wie Paris, der ersten Polizei-Obrigkeit verboten wäre, in Wagen zu fahren; er sollte das Privilegium haben, in kothigen Stiefeln und mit dem Regenschirm zu mir zu kommen." — Napoleon wollte, daß die Streitigkeiten mit größter Unparteilichkeit gegen den Streitigen abgeurtheilt würden. „Ich selbst, sprach er, würde dabei gewinnen; denn mein Tapezierer verlangt, ich soll ihm für meinen Thron und für sechs Armsessel hundert tausend Thaler bezahlen." Er sprach sich für die Emigranten günstig aus. Sie waren in seinen Augen Opfer eines Prinzips, das auch das seinige war, nämlich des monarchischen Prinzips. Es lag ihm wenig daran, daß diese Ergebenheit auf einen Andern sich bezog; er schmeichelte sich, sie käme auch ihm zu gut. „Es sind Leute, sagte er, welche die Könige lieben; ich aber bin auch ein König!" Nur fürchtete er, wie er noch sagte, die Jacobiner, oder vielleicht einen obscuren Corporal, der einmal ein Regiment aufwiegeln, und die Gewalt durch die Armee an sich reißen könnte. „Es ist also gut, daß es Royalisten in der Armee gebe, die keinen Korporal wollen." — Wozu doch so viel Kriegsgenie, einen so richtigen Geist der Ordnung, eine so gerechte Ansicht von der Wirkung der väterlichen Gewalt über den Geist der Kinder, die bestimmt sind, den Gesetzen zu gehorchen, nachdem sie unter dem väterlichen Dache gehorchten? wozu einen so sittlichen Gedanken

über die Ehrfurcht, die den Todten gebührt, über die Schonung, die man den Gefangenen nicht versagen darf, über die Sorgfalt, die man für die Gesundheit der Bürger tragen, über die Ueberwachung, die man auf die Prozesse verwenden muß? Warum waren diese so großmüthigen Ansichten zu Gunsten der Ueberwundenen nicht von der politischen Mäßigung begleitet, zu welcher die Zeiten, die Lage von Europa, und die Rechte riethen, die immer edelsinnig von einem Fürsten beobachtet wurden, der sonder Zweifel den Kampfpreis des Unglückes am würdigsten verdiente? Warum endlich mußte Buonaparte, der in den Angelegenheiten der Religion, seiner und unsrer Religion, der Religion, welche hundert fünfzig Millionen Katholiken regiert, an den Stufen des päpstlichen Thrones auf einen hellsehenden thätigen Minister traf, der längst von dem Verrath Europa's überzeugt, und entschlossen war, mitten unter Gefahren und Ungewißheiten einen Schutz, eine Stütze, eine Erlaubniß zu suchen, sich zeitlich zu erhalten, die sonst überall versagt wurden: warum mußte er bei so deutlich ausgesprochenen Pflichten sich vergreifen? Warum hat der Consul Napoleon die ersten Huldigungen nur erwiesen und empfangen, um solche zum Nutzen seiner Hoffart zu verwenden? Warum mußte Napoleon, der über dem Minister auf dem apostolischen Stuhle einen wahren Heiligen sah, wie Gott der Erde sie selten schenkt, einen Ordensmann ohne Politik, einen zarten, liebenden, unbefangenen, willfährigen Priester, der nur an das

[1814]

Man erwartete die erste Anrede des Papstes mit Ungeduld. Diese Anreden sind die wahre Geschichte des Pontificates Pius VII. Man wußte, daß er selbst diese religiöse Rechenschaft verfaßte, die er dem heiligen Collegium gab. Die Cardinäle waren am 26. September versammelt und Pius VII. begann wie folgt:

Ehrwürdige Brüder!

»Endlich leuchtet der so sehnlich erwünschte Tag, wo es uns verliehen ist, Ihrer Gegenwart aufs neue zu genießen! Das erste Mal, als wir diesen heiligen Saal wieder betraten, wo Sie auf unsre Einladung vereint sind, wurden wir von einem solchen Gefühl der Liebe und Freude ergriffen, daß wir kaum der Thränen uns enthalten konnten. Vorüber also sind nun die bittern Zeiten unsrer Drangsale! Nach so schrecklichen Ereignissen dem apostolischen Stuhle zurückgegeben, haben wir mit Sicherheit und Würde das Steuerruder der Kirche wieder ergriffen. Sie, die Sie hin und her geschleudert waren, Sie, die Sie Schmerzen aller Art gelitten haben, sind nun wieder zu unsern Seiten vereint, und bereit, frei und unerschrocken mit Rath und That uns beizustehen, den Schaden der Kirche zu verbessern. Vertilgt also sei das Andenken an die Uebel, die uns getroffen haben; ob auch die Erinnerung an die furchtbaren Drangsale der Kirche, an welcher der Fürst der Finsternisse seine ganze Wuth auszulassen schien, niemals in unsern Gemüthern erlöschen kann.

Nun erzählt der Papst in Einfalt und mit Rührung die Auftritte der Frömmigkeit, von welchen er Zeuge war, als er durch die Provinzen Italiens und Galliens sich schleppen sah. Er möchte den ein-

zelnen Städten, Flecken und jedem Dorfe ins besondere mit den geringsten Umständen danken *), wenn

*) „Mein Gott, mein Gott! sagte Monsignor Testa, Einer der besten Lateiner zu Rom, wir hätten in dieser Anrede eine Menge köstlicher Einzelheiten anbringen können. Freilich hätte man Verzicht auf Jenes thun müssen, das nicht ernst genug gewesen wäre. Man konnte nicht von jenen Damen einiger Städte sprechen, die sich als Wirthshausmägde verkleideten, um dem Papste aufwarten zu können; und welche die Weisse ihrer Hände, ein Adel in ihren Geberden und in Ihrem Gang, und umgeworfene Schüsseln immer verriethen. Es gab übrigens auch wahre Mägde, deren plumpes Auftreten die eingedrungenen angab. Auch konnte man nicht von der Stecknadel sprechen, die jener genuesische Bauer, der nichts umsonst gab, mit so kecker Frömmigkeit entwendete. (Sieh 3. B.) Hätte man es erlaubt, so lag die lateinische Benennung, Acicula ganz bereit."

Dieser letzte Zug erinnert mich an einen andern, der vermuthlich nicht allgemein bekannt ist. Als i. J. 1823 die Frau Herzogin von Angoulème durch Montpellier hindurch reisen sollte, ward entschieden, Ihre Königliche Hoheit sollten in der Präfectur wohnen; und um ihre Zimmer prächtiger und glänzender einzurichten, sollten die reichen Personen der Stadt dahin senden was sie Kostbares besäßen. Auf solche Weise hatte man es dahin gebracht, eine Art Mussäum zu bilden. Madame Despous, Tochter des Präfects, hatte ein Nähkissen aus Spitzen von sehr hohem Werthe aufgestellt, das, wie natürlich, mit einer großen Menge Stecknadeln besetzt war. Als nun Ihre Königliche Hoheit abgereist waren, da verlangte das Volk von Montpellier die Zimmer zu sehen, welche sie bewohnt hatte. Man machte keine Schwierigkeit, diese Erlaubniß zu gestatten. Eine der Personen, die unter den Ersten in das Zimmer der Toilette eintraten, sagte bei dem Anblick des Nähkissens, in ihrem Patois: „Ich muß auch eine Stecknadel nehmen, und solche als Andenken an die Prinzessin forttragen." Diejenigen, welche nun folgten, ahmten dies Beispiel nach. Und das Nähkissen auf welchem vielleicht 1000 oder 1200 Stecknadeln waren, fand sich ausgeplündert, ehe noch alles Volk hätte durch die Zimmer hindurch defiliren können.

[1814]
die Kürze einer Anrede es erlaubte; aber nicht mit Stillschweigen kann er die Genueser, die Mailänder und die Piemonteser übergehen, die, wenn die Freiheit ihnen dazu gelassen ward, öffentlich, ward sie ihnen aber versagt, heimlich nach Savona eilten und dem Papste alle erdenklichen Zeichen der Zärtlichkeit, der Liebe und der Großmuth gaben. In Frankreich vergaß er, über der Sorgfalt der edelsten Matronen, seiner Gefangenschaft und seiner Leiden.

»Gott ließ es zu, daß wir ein Zuschauer und Zeuge so vieler Tugenden wären.....Woher glauben Sie, daß jene Ruhe, ja mehr noch, jene Fröhlichkeit in unsre Seele herabkommen konnte, deren wir mitten unter Entbehrungen, in Verbannung und Gefängnissen genossen, wenn nicht von der göttlichen Barmherzigkeit, die in jeder Trübsal uns aufrecht erhielt, und tröstete? Wer weckte die edlen Herzen der Spanier, daß sie so urplötzlich die Waffen ergriffen, den Feind, der bereits ihre Städte und festen Schlösser besetzte, anfielen, und nach blutigen Kämpfen, über ihre Gränzen hinaus schlugen? Wer hat zwischen mächtigen Monarchen ein Bündniß, und den ersehnten Ausgang schrecklicher Kriege, so wie den Sturz des stolzesten Menschen angeordnet, herbeigeführt und beschleunigt, wenn nicht der Gott der Kriegesheere?«

Und nun dankt der heilige Vater der gebenedeiten Jungfrau, den heiligen Aposteln Petrus und Paulus, die in seinen Bitterkeiten ihm beistanden. Auch dankt er den Märtyrern Sylverius und Martinus, seinen Vorgängern auf dem römischen Stuhle, deren Muth den seinigen verdoppelte. Sylverius, auf Befehl der Theodora, Gemahlin Justinians, im Jahre 538

verfolgt, ward verurtheilt auf der Insel Elba Hungers zu sterben. Martinus, auf Befehl des Kaisers Constans II. gewaltsam von Rom entführt, war nach Constantinopel gebracht, mit einem Halseisen um den Hals durch die Straßen gezerrt, und, damit das Volk wüßte, er sei zum Tode verurtheilt, an den Kerkerwärter angefesselt worden. Diese Anrede erregte allgemeine Rührung.

Herr von Pressigny, der aufmerksam war, dem König Liebe zu verschaffen und keinen Vorwand zur Verleumdung der Gesandtschaft zu geben, ersuchte indessen den Cardinal Pacca um eine schriftliche Antwort in Beziehung auf den General Radet. Der Cardinal gab ihm die folgende:

»Der Cardinal, Kämmerer der heiligen Kirche und Prosecretair des Staates, hat das Schreiben des Herrn Generals Radet empfangen, das Eure hochwürdigste Excellenz ihm zugesandt haben, dasselbe Seiner Heiligkeit vorzulegen. Der Unterzeichnete kennt das zartfühlende Gemüth des heiligen Vaters zu sehr; so großes Vergnügen es ihm daher gewährt, Ihm Mittheilungen vorzulegen, die an die Beweise der Ergebenheit, der Anhänglichkeit und zarten Liebe Ihn erinnern, welche die edelsinnige französische Nation in den Zeiten seiner Drangsale Ihm gegeben hat, so eine unüberwindliche Abneigung empfindet er dagegen, Seinen Augen Schreiben zu unterlegen, die geeignet sind, seinen Souverain an Ereignisse zu erinnern, die, ungeachtet seiner heroischen Tugend, auf gewisse Weise Seinem Zartsinn wehe thun könnten. Der unterzeichnete Cardinal, der jedem andern Verlangen Eurer hochwürdigsten Excellenz mit innigem Vergnügen entgegen kommen wird, hat die

[1814]

Ehre, Ihnen die Versicherungen seiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

„Unterzeichnet: B. Card. PACCA.“

Also endigte sich die Sache, bei welcher Jedermann, aus verschiedenen Gründen, seine Pflicht, und Einige vielleicht über ihre Pflicht gethan hatten.

Bald darauf ergab sich etwas Anderes. Am 12. December schrieb bei Gelegenheit der bevorstehenden Weihnachtsfeiertage, der Cardinal Fesch folgenden Brief an den König.

Sire!

»Gott ist Alles; jede Macht fließt aus seinem Willen; Er ist der unumschränkte Herr, die Throne zu erniedrigen und zu erheben; so wie Hütten und Paläste, Talente und Tugenden unter seine Geschöpfe zu vertheilen. Da ich aber gewohnt bin, diese Wahrheiten zu betrachten, erstaune ich nicht darüber, daß die Pflicht es mir auferlegt, Eurer Majestät Wünsche und fromme Begierden bei Annäherung der heiligen Weihnachtsfeste darzubringen. Der Wille Gottes gehe an Ihrer Person, an Ihrer Familie und an Frankreich in Erfüllung! Gott ist der Beste der Väter. Kann man je nach einer größern Glückseligkeit verlangen, als seinen Willen zu thun?«

»Ich bin mit Ehrfurcht Eurer Majestät unterthänigster und gehorsamster Diener

„Unterzeichnet: der Card. FESCH.«

Der Cardinal-Erzbischof von Lyon sollte an den König von Frankreich schreiben. Er hatte diesen Brief an ihn gerichtet. Zu Paris glaubte man, man müsse nicht darauf antworten. Dies hieß allen Cardinälen

[1814]

wehe thun, um einen Einzigen zu kränken. Man antwortete nicht; und man that nicht wohl. Man gab sich den Anschein zu glauben, der Papst könne auch diesen Erzbischof vernichten. Dadurch aber hätte man als Grundsatz aufgestellt, ein Bischof, welcher mißfiele, wäre kein Bischof mehr. Doch das dem Sturm entkommene Rom durfte nicht mehr vernichten. Rom war weiser als diese Mitglieder des königlichen Rathes; die, je nachdem sie die vorhergehende Regierung mehr oder minder geliebt, und ihr mehr oder minder gedient hatten, der Meinung waren, sie würden den Werth einer neuen Zärtlichkeit durch Rathschläge eines übertriebenen Eifers vermehren. Es gab indessen meines Erachtens, eine sehr schöne, sehr würdige, sehr königliche, sehr Bourbon'sche, sehr christliche Antwort, die man auf ein solches Schreiben hätte erlassen können. Diese Antwort hätte man suchen sollen, und man hätte sie gefunden.

Es hatte sich eine thätige Correspondenz mit Oesterreich wegen der Legationen entsponnen, die noch immer im Namen des Kaisers Franz I. besetzt waren; indessen gründete man alle Hoffnung nur auf den Congreß zu Wien.

Am letzten Tage des Jahres 1814 schrieb der Papst an den König von Frankreich:

»Vielgeliebter Sohn in Jesu Christo,
Heil und apostolischen Segen!

Es war Eurer Majestät wohlgefällig, durch Ihren Bothschafter ein Memorial in Betreff der Vermehrung der erzbischöflichen und bischöflichen Sitze uns überreichen zu lassen.

[1814]
Dieſer Zug des Vertrauens von Seiten Eurer Majeſtät iſt uns unendlich ſchätzbar; und wir glauben unſrerſeits demſelben zu entſprechen, wenn wir unſre Geſinnungen ohne Vorbehalt offenbaren. Wir haben allen gehörigen Eifer gezeigt, Ihrem Verlangen nachzukommen; und durch mehrere Vorſchläge, die wir Ihrem Bothſchafter durch einen Comiſſarius mittheilten, den Weg dazu zu bahnen. Ueberdies enthielten wir uns, weiter auf die Dotation für die Kirchen in liegenden Gütern zu dringen, wie die heiligen canoniſchen Geſetze es vorſchreiben. Wir nahmen Rückſicht auf die Umſtände, und verlaſſen uns auf die mündlichen Verſicherungen, die uns im Namen Eurer Majeſtät gegeben wurden. Nichts ward von uns, und nichts auch wird von uns vernachläſſiget werden, dieſe Angelegenheit ſchleunig zu Ende zu führen. Durch die Pflichten unſres apoſtoliſchen Dienſtes aufgefordert, können wir von der Schuldigkeit uns nicht frei ſprechen, Eure Majeſtät an unſre Geſinnungen und Wünſche zu erinnern, die auf unſern Befehl in einer Note vom 15. November an Ihren Bothſchafter ausgedrückt ſtehen. Die Uebel der Kirche von Frankreich ſind noch groß; und ſie erwarten eine ſchnelle Abhilfe von den wohlthätigen Händen Eurer Majeſtät; wir verſchonen Sie mit der umſtändlichen Aufzählung derſelben, da ſie Ihnen nicht unbekannt ſeyn können. Wir wollen Ihnen nur in wenig Worten anzeigen, daß die Religion Eurer Majeſtät es nicht länger dulden ſoll, daß man in ihrer vollen Kraft ſo viele Vorkehrungen beſtehen laſſe, die dem Anſehen und der Freiheit der Kirche entgegen ſind, und mit den unzerſtörlichen Grundſätzen der katholiſchen Lehre im Widerſpruch ſtehen; zumal die Geſetze, die ſich auf die Eheſcheidung beziehen. Wir ſind überzeugt, daß Eure Majeſtät bis jetzt nothgedrungen waren, ſie mit Wehmuth zu dulden; und daß die ausnehmende Frömmigkeit des älteſten Sohnes der Kirche nicht ſäumen wird, ſeine heilſamen und ſtändigen Entſchließungen hierüber kund zu

geben; ja Gott, der durch eines der glänzendſten Wunder Eure Majeſtät auf den Thron Ihrer Ahnen zurückgeführt hat, wohin die Gerechtigkeit und die Tugend Sie zurückverlangten, will, daß Sie Ihrer Macht ſich bedienen, die Religion zu begünſtigen, welche die feſteſte Grundlage aller Reiche iſt. Wir erwarten große Dinge von Eurer Majeſtät; auch die ganze Kirche erwartet dieſelben; »dieſes Verlangen wird ohne Zweifel nicht getäuſcht werden.« (Genau in dieſen Ausdrücken hatte auch Herr von Fontanes *) geſprochen.) (Sieh 2. B.) Wir ſtützen unſre Erwartung auf die ausgezeichneten Tugenden Eurer Majeſtät, und verſichern Sie, daß der Allerhöchſte ſie Ihnen reichlich vergelten wird. Rechnen Sie, Sire! ohne Beſchränkung auf unſer eifriges Verlangen, Sie von unſern beſondern und zarten Rückſichten, ſo wie von unſrer väterlichen und zärtlichen Vorliebe zu überzeugen; zum Unterpfand welcher wir Eurer Majeſtät und Ihrer ganzen königlichen Familie mit liebvollem Herzen den apoſtoliſchen Segen ertheilen.

»Gegeben zu Rom bei Maria-major am 31. December des Jahres 1814, unſres Pontificates im fünfzehnten.

„PIUS P. P. VII."

---

* Herr von Fontanes hat ſein edelſinniges Betragen niemals verläugnet. Als er im Jahre 1811 über die Gefangenſchaft Pius VII. eine Ode verfaßt hatte, die er den Muth hatte Napoleon zu zeigen, hörte dieſer die Leſung derſelben ſehr friedlich an. Herr Roger, Mitglied der franzöſiſchen Akademie, ein Literator von geläutertem Geſchmack, hat dieſelbe geleſen; und er verſichert, ſie enthalte prächtige Verſe. Es wäre zu wünſchen, daß ſie im Druck erſchiene. Ohne Zweifel würde ſie bald in die Sprachen aller Länder überſetzt werden, welche die katholiſche Einheit erkennen.

[1815]

Herr von Preſſigny ſandte dies Schreiben nach Paris nebſt einer Beſchreibung der Wiederherſtellung des Feſtes der heiligen Lucia, das zur Ehre Heinrichs IV. in der Kirche zum heiligen Johannes von Latran feierlich begangen ward. (Sieh. B. 3.)

Neun und zwanzigſtes Capitel.

Die, am Feſte Mariä-Lichtmeß geweihten Kerzen werden der königlichen Familie zugeſandt. — Joachim erbietet ſich, den Tribut zu bezahlen; und kündet dann den Krieg an. — Napoleon verläßt die Inſel Elba. — Der Papſt reist nach Genua ab. — Seine Vorherſagung. — Schreiben des Herrn von Caulaincourt an den Cardinal Pacca. — Schreiben Napoleons an den Papſt. — Murat zieht gegen die Oeſterreicher. — Er wird geſchlagen. — Bericht des Herrn von Caulaincourt an Napoleon. — Rückkehr des Papſtes nach Rom. Er erhält die Legationen zurück. — Glückwünſche des Papſtes an den König. — Antwort des Königs. — Canova zu Paris.

Der heilige Vater, der in ſeinen Quirinal-Pallaſt zurückkehrte, iſt nun wieder mit friedlichen Gegenſtänden beſchäftigt; er erhielt Glückwünſche von allen katholiſchen Fürſten; ja er iſt ſo glücklich, derſelben ſogar von akatholiſchen Fürſten zu empfangen, die in ihren Zuſchriften ihm Beweiſe von Ehrfurcht und Bewunderung geben. Er erwartet die Rückreiſe ſeines treuen Conſalvi von Wien, wo derſelbe die Beſitzungen des geheiligten Principats, wie Boſſuet ſich ausdrückt, zurück verlangte; er unter-

hält mit Joachim, der Herr von Neapel und von Ancona ist, kluge Verbindungen; er fängt wieder an, eifrige Glaubensboten in die Welt auszusenden; er befiehlt, in Italien Klöster mit Hospitaliterinnen (Soeurs hospitalières) zu stiften, wie derselben in Frankreich bestehen; er gibt frommen Stiftungen in den vereinigten Staaten Aussteuern; er ermuthigt und umarmt mit Zärtlichkeit heldenmüthige Ordensmänner, welche das Kreuz in Gegenden der entferntesten Reiche trugen; er nimmt eine neue Organisation der Gesetze seines Landes vor; er belohnt Unterthanen, die treu ergeben geblieben waren; er verzeiht Denjenigen, die sich verirrt hatten; er entschädigt die Provinzen, die durch die Forderungen der Kriegesleute erdrückt waren; und setzt die Verschönerungen fort, welche die Franzosen zu Rom angefangen hatten. Hoher Priester und Souverain zugleich, wendet er seine Blicke als Vater und Herr allenthalben hin. Haben so viele Arbeiten einen regelmäßigen Gang genommen, dann schläft er friedlich in seinem Bette ohne Himmel und ohne Vorhänge; immer einfach, demüthig und bescheiden mitten unter den Herrlichkeiten, die seine Residenz bereicherten; denn er fand einen Pallast, der für den Beherrscher Italiens zubereitet war; einen Pallast, der ganz von Gold, von Gemälden und von ausgesuchter Eleganz schimmerte, wo er nur die glanzlosen Möbel der alten Päpste zurück gelassen hatte. Auch für diese Wohlthaten dankte Pius VII.

[1815]
der Vorsehung, als er bald andere Unglücksfälle zu beweinen hatte.

Kaum hatte das Jahr 1815 begonnen, so erhielt ich den Auftrag, eine erklärende Liste der Namen, des Alters und des Ranges der Prinzen aus der königlichen Familie Frankreichs abzugeben, welchen, der uralten Sitte gemäß, der Papst Kerzen senden sollte, die am Feste Mariä-Lichtmeß geweiht wurden. Die königliche Familie der Bourbons von Frankreich bestand aus fünfzehn Prinzen und Prinzessinnen; und es wurden die fünfzehn Wachskerzen uns von einem Prälaten, der in den Diensten Seiner Heiligkeit stand, mit Wünschen für das Glück aller unsrer Prinzen überbracht; doch dies Glück sollte gestört werden.

Joachim hatte mit Rom zu unterhandeln verlangt, um die feierliche Einsetzung in sein Königreich sich verbürgen zu lassen. Er hatte den Antrag gethan, die alten Gebräuche wieder herzustellen, den jährlichen Lehenzins zu entrichten, und auf gewisse Weise ein weit gefälligerer Lehensmann zu seyn als Ferdinand in den letzten Jahren des achtzehnten Jahrhunderts es gewesen war. Plötzlich änderte nun Joachims Kabinet den Ton; während er selbst einen großen Theil des römischen Staates besetzt hielt, der kaum drei Bataillons zu seiner Vertheidigung hatte, stellte er sich, als ob er Feindseligkeiten befürchtete, und rüstete sich zum Kriege. Schreiben aus Ancona melden dem Cardinal Pacca, der König Murat begebe sich in diese Stadt; er komme dahin, das ita-

[1815]

lienische Volk für die Unabhängigkeit Italiens aufzuwiegeln; und er selbst werde die Triebfeder und das Oberhaupt dieser Unabhängigkeit seyn.

Am 26. Februar verließ Buonaparte um 8 Uhr Abends die Insel Elba; seine Truppe hatte sich an dem nämlichen Tage um 4 Uhr eingeschifft. Sie war zusammengesetzt aus etwa tausend Mann von der Garde, worunter 84 Pohlen; 500 Freiwillige, die aus Corsica gekommen waren, und aus einigen Fremden. Die Transportmittel bestanden aus neun Fahrzeugen; nämlich aus der Brigg l' Inconstant, mit 18 Vier und zwanzigpfündern, einer Brigantine ohne aufgepflanzte Kanonen, aber voll Artillerie und Geschütz, das darin unter und über einander lag, einer französischen bedeckten Polake, deren Mannschaft die weisse Cocarde und den Wimpel des Königs führte, zwei Pinken von Kio, von welchen jede drei hundert Mann führen konnte; drei Speronare, von welchen die eine den Namen, Caroline, die andere den Namen Boeuf führte, und worauf 14 Pferde waren. Am 27. in der Frühe ward diese Flotte bei Capraia gesehen. Eine Proclamation war an einigen Orten der Insel angeschlagen worden. Herr Campbell, ein engländischer Comissär, der beauftragt war, die Bewegungen Napoleons zu beobachten, befand sich zu Livorno, und kam erst vierzig Stunden nach Buonaparte's Abreise an. Porto-Ferrajo, das wohl befestiget war, wurde von zwei Officieren, Namens Lapi vertheidigt. Die Garnison bestand aus vierzig

[1815]

Grenadiers und einem Freibataillon der Insel, das acht hundert Mann stark war.

Diese Nachricht stürzte die Stadt Rom in eine Art allgemeiner Verzweiflung. Um jene Zeit, erzählte man, habe Elisa, früher General-Gouverneurin von Toscana, zu Bologna sich geäußert: „Buonaparte ist in Frankreich, nimmt man ihn fest, so werden wir trachten, den Papst hier als Geißel verhaften zu lassen." — In demselben Augenblick verlangt der König Joachim ämtlich den Durchzug für zwölf tausend Mann. Der Papst verweigert jede Berechtigung dazu, und beschließt, Rom zu verlassen. Er reist am 22. ab; als er plötzlich erfuhr, die Neapolitaner seien in Terracina eingerückt. Ein Rundschreiben zeigt dem ganzen diplomatischen Corps die Abreise des Papstes an; und die Minister beschließen, ihm zu folgen. Rom sollte von einer Junta regiert werden, die aus dem Cardinal La Somaglia, und den Prälaten Riganti, San-Severino, Falsacappa, Ercolani, Justiniani und Rivarola zusammen gesetzt war. Der Papst, der sich nach Livorno begeben hatte, ließ den Commandanten der engländischen Fregatte Abukir ersuchen, ihn nach Genua zu führen. Der Commandant antwortete, sein Fahrzeug sei bestimmt, Waaren abzuführen, welche Unterthanen Seiner brittannischen Majestät angehörten. Der Papst, der seine Reise bis in die Bucht von Spezzia fortsetzte, schiffte dort sich ein, um früher nach Genua zu gelangen. Er wollte einen Theil des Weges durchsegeln, den er gemacht hatte, als man ihn hatte zu Ca-

stagna einschiffen lassen; als aber Jemand von seinem Gefolge auf dem Meere erkrankte, befahl er, wiewohl ihm selbst nichts fehlte, die Reise zu Lande fortzusetzen. Herr von Pressigny, der bereits zu Florenz angekommen war, beschloß nach Genua sich zu begeben. Er schrieb am 11. April seinen ersten Brief an Herrn von Jaucourt, der Herrn von Talleyrand ersetzte. In der Audienz, die der Bothschafter bei dem Papste hatte, sagte der Papst ihm in unsrer Gegenwart: „Signor ambasciatore, non dubitate di niente: questo e un temporale che durera tre mesi." — der Papst irrte nur um zehn Tage.

Unterdessen gingen zu Paris Dinge vor, die keine menschliche Macht hätte vorhersehen können. Napoleon war am 20. Merz daselbst angekommen. Es ist durch die Ordnung und die Methode, die wir uns selbst auferlegt haben, uns vorgeschrieben, nur Rechenschaft von jenen Dingen zu geben, die das Interesse der römischen Regierung angehen. Herr von Caulaincourt, Minister der auswärtigen Angelegenheiten Napoleons schrieb unter dem 4. April an den Cardinal Pacca folgenden Brief:

Herr Cardinal!

»Die Hoffnung, welche Seine Majestät den Kaiser, meinen erlauchten Souverain zu dem großmüthigsten aller Opfer bewog, ist nicht in Erfüllung gegangen; Frankreich hat den Preis der Ergebenheit seines Monarchen nicht empfangen. Seine Hoffnungen sind getäuscht worden. Nach einigen Monaten eines peinlichen Zwanges haben seine mühsam zusammengedrängten Gesinnungen so eben durch eine

[1815]
freiwillige und allgemeine Regung laut und mächtig sich kund gegeben; es hat als Befreier Denjenigen angerufen, von dem allein es die Verbürgung seiner Freiheiten und seiner Unabhängigkeit erwarten kann. Der Kaiser ist erschienen. Der königliche Thron ist eingestürzt, und die Familie der Bourbons hat unser Gebiet verlassen; ohne daß ein Tropfen Blutes für ihre Vertheidigung vergossen ward. Auf den Armen ihrer Völker durchzogen Seine Majestät Frankreich von der Küste angefangen, wo Sie zuerst den Boden berührten, bis mitten in Ihre Hauptstadt, ja bis in den Schooß dieses Schlosses, das noch jetzt wie alle französischen Herzen voll unserer theuersten Erinnerungen ist. Kein Hinderniß hat den Triumphzug Seiner Majestät unterbrochen. In dem Augenblick, wo Sie den Fuß auf das französische Gebiet setzten, hatten Sie auch bereits die Zügel ihres Reiches wieder ergriffen. Kaum scheint Ihre erste Regierung Einen Augenblick unterbrochen; alle edelsinnigen Leidenschaften, alle liebevollen Gedanken vereinten sich bald abermal um Sie. Niemals zeigte eine Nation ein Schauspiel einer feierlicheren Einmüthigkeit. Das Gerücht dieser Ereignisse, Herr Cardinal, wird bereits bis zu Ihnen gedrungen seyn; ich bin beauftragt, solches im Namen des Kaisers zu melden, und Sie zu bitten, diese Erklärung zur Kenntniß Seiner Heiligkeit gelangen zu lassen. Diese abermalige Gelangung zur Krone Frankreichs ist für den Kaiser der schönste aller seiner triumphirenden Siege. Seine Majestät fühlen sich besonders dadurch geehrt, daß Sie dieselbe einzig der Liebe des französischen Volkes verdanken; und Sie hegen nur mehr Ein Verlangen, so große Zuneigung, nicht mehr durch die Trophäen einer unfruchtbaren Größe, sondern durch alle Vortheile einer ehrbaren Ruhe und durch alle Wohlthaten eines glückseligen Friedenszustandes zu bezahlen. An der Dauer des Friedens hängt die Erfüllung des hochsinnigsten Wunsches des Kaisers. Geneigt, die Rechte anderer Nationen zu achten, hegen Seine Ma-

jestät das süße Vertrauen, daß die Rechte der französischen Nation über allen Angriff erhaben sind. Die Erhaltung dieser kostbaren Hinterlage ist die erste so wie die theuerste Ihrer Pflichten. Die Ruhe der Welt ist auf lange Zeit gesichert, wenn alle andern Souverains es sich angelegen seyn lassen, wie Seine Majestät, die Ehre in die Aufrechterhaltung des Friedens und zwar dadurch zu setzen, daß sie den Frieden unter die Schutzwehr der Ehre stellen. Dies, Herr Cardinal, sind die Gesinnungen, von welchen Seine Majestät aufrichtig beseelt sind, und deren Dollmetsch bei Ihrem Kabinet Sie mir zu seyn befehlen.

Ich habe die Ehre, Herr Cardinal, zu verharren, Eurer Eminenz unterthänigster und gehorsamster Diener

„Unterzeichnet: CAULAINCOURT,
Herzog von Vicenza.«

Hier folgt noch ein anderes Schreiben des Herrn von Caulaincourt an den Cardinal, vom nämlichen Datum:

Herr Cardinal!

»Der Kaiser wollte Seiner Heiligkeit unmittelbar die Gesinnungen ausdrücken, welche ihn beseelen, und Denselben den ganzen Werth zu erkennen geben, den er auf die Erhaltung des Friedens setzt, der glücklicher Weise zwischen beiden Ländern besteht. In Folge dessen bin ich beauftragt, Ihnen, Herr Cardinal, beifolgendes Schreiben an Seine Heiligkeit zuzusenden und Eure Eminenz zu ersuchen, dasselbe Seiner Heiligkeit zu überreichen.

»Ich habe die Ehre, ꝛc.«

Nun wollen wir dies Schreiben Napoleons an den Papst hier beifügen; es ist ebenfalls von demselben Datum, nämlich vom 4. April.

[1815]

Heiligster Vater!

»Sie haben im Verlauf des letzten Monats meine Rückkehr auf die Küsten von Frankreich, meinen Einzug in Paris und die Abreise der Familie der Bourbons vernommen. Die wahre Beschaffenheit dieser Ereignisse muß Eurer Heiligkeit nun bekannt seyn. Sie sind das Werk einer unwiderstehlichen Macht, das Werk des einmüthigen Willens einer großen Nation, die ihre Pflichten und ihre Rechte kennt. Die Dynastie, welche die Gewalt Frankreich zurückgegeben hatte, paßt nicht mehr für dasselbe. Die Bourbons wollten weder seinen Gesinnungen noch seinen Sitten sich beigesellen; Frankreich mußte von ihnen sich trennen. Seine Stimme rief einen Befreier. Die Erwartung, die zu dem größten aller Opfer mich entschieden hatte, war getäuscht worden; ich kam, und von dem Puncte an, wo ich das Ufer berührte, trug die Liebe meiner Völker mich bis in meine Hauptstadt. Das erste Bedürfniß meines Herzens ist, so große Zuneigung durch die Erhaltung einer ehrenvollen Ruhe zu bezahlen. Die Wiederherstellung des kaiserlichen Thrones war zur Glückseligkeit der Franzosen nothwendig. Mein süßester Gedanke ist, dieselbe zu gleicher Zeit zur Befestigung Europa's nützlich zu verwenden. Die Fahnen der verschiedenen Nationen wurden abwechselnd durch genugsamen Ruhm verherrlichet. Durch den wandelbaren Wechsel des Schicksals folgten auf große Glücksfälle große Drangsale. Eine schönere Rennbahn hat heut zu Tage den Herrschern sich eröffnet; und ich bin der Erste, der in dieselbe hinabsteigt. Nachdem man der Welt das Schauspiel großer Kämpfe darstellte, wird es um so freundlicher seyn, künftighin keine andere Rivalität mehr als die der Vorzüge des Friedens, keinen andern Kampf mehr als den heiligen Kampf der Glückseligkeit der Völker zu kennen. Frankreich hat sein Wohlgefallen daran, diesen edlen Zweck aller seiner Wünsche freimüthig auszusprechen. Eifersüchtig auf seine Unabhängigkeit, wird der unwandelbare Grundsatz

seiner Politik, die unbeschränkteste Achtung für die Unabhängigkeit der andern Nationen seyn. Wenn dies, wie ich dessen das glücklichste Vertrauen hege, die persönlichen Gesinnungen Eurer Heiligkeit sind, so ist die allgemeine Ruhe auf lange gesichert; und die Gerechtigkeit, die an den Gränzen der verschiedenen Staaten ruht, genügt allein, dieselben zu bewachen. Ich bitte Eure Heiligkeit inständigst, zu glauben, daß Sie mich immer mit größtem Eifer bereitwillig finden werden, Ihnen Beweise der kindlichen Ehrfurcht zu geben, mit welcher ich bin Eurer Heiligkeit fromm-ergebenster Sohn

„NAPOLEON."

Die Originale dieser Briefe gelangten nicht an ihre Adressen; indessen konnten dennoch mehrere Abschriften derselben von Frankreich ausgehen; aber der römische Hof gab keine Antwort darauf. Zu gleicher Zeit ward der Cardinal Fesch von Napoleon als Minister zu Rom beglaubigt. Man wies ihm einen Gehalt von 200,000 Franken an. Der Cardinal sollte erklären, der Kaiser habe durchaus keine Absichten auf das Zeitliche des Papstes. Von jener Zeit an bestand kein einziger Gegenstand zur Erörterung mehr zwischen der französischen Regierung und diesem Hofe. Hinsichtlich des Geistlichen hielt der] Kaiser sich an die Bulle von Savona. Der französische Clerus verknüpfte große Wichtigkeit mit dieser Bulle. Doch für den Augenblick wollte der Kaiser sich enthalten, mit kirchlichen Gegenständen sich zu beschäftigen; es lag ihm am Herzen, daß Seine Heiligkeit die canonische Einsetzung den Bischöfen ertheil-

[1815]

ten, die vor der Abreiſe von Fontainebleau waren ernannt worden. — Der Cardinal hätte ſagen ſollen: Die politiſche Lage Frankreichs iſt noch nicht beſtimmt; der Stand des Krieges iſt noch gänzlich unentſchieden; die Armeen rekrutiren ſich wie auf einen Zauberſchlag; der Kaiſer wird in Kurzem viermal hundert tauſend Mann beiſammen haben; und dennoch iſt ſeine ganze Politik nur auf die Erhaltung des Friedens gerichtet. Auch iſt in ſeinen Inſtructionen die Rede von einigen Beweiſen der Hochachtung gegen den König von Frankreich. Der Kaiſer will ſeine Sache nicht von der Sache des Königs von Neapel trennen.

Dieſer jedoch war bereits bis nach Modena gegen die Oeſterreicher vorgerückt. Zwiſchen dieſer Stadt und Reggio war es zu einem Gefecht gekommen, worin die neapolitaniſchen Truppen zurückgedrängt wurden. Späterhin wurden ſie eben ſo zwiſchen Tolentino und Macerata zurückgeſchlagen. Joachim floh gegen Neapel hin; von wo er bald ſich ſollte genöthiget ſehen, nach Frankreich ſich zurückzuziehen.

Bevor Napoleon nach Belgien aufbrach, verlangte er von ſeinen Miniſtern ein Memorial über die Relationen mit dem heiligen Stuhle. Herr von Caulaincourt übergab ihm folgenden Bericht.

Sire!

»Der heilige Vater muß bis heute in ſeine Staaten zurückgekehrt ſeyn. Die Ereigniſſe, die ihn daraus entfernt hatten, ſind Eurer Majeſtät fremd. Sie bezeigten ſeit Ihrer Rückkehr das Verlangen, Verbindungen mit ihm zu unterhal-

ten; und die Stellung des Papstes selbst muß ihn dahin stimmen, sich dazu herbei zu lassen. Der heilige Stuhl ist wesentlich neutral; er kann, von welcher Art immer die politischen Unruhen seien, seinen Verbindungen mit einer christlichen Macht nicht entsagen; und seine Pflichten als Oberhaupt der Kirche können ihn verhindern, in die Leidenschaften der andern Mächte sich einzulassen. Es ist sowohl für Frankreich als für den römischen Hof zweckdienlich, daß die Verbindungen der beiden Höfe nicht unterbrochen werden; sie können auf die Erhaltung der öffentlichen Ruhe einfließen und ein heilsames Uebergewicht über die öffentliche Meinung bekommen. Endlich soll es der Wunsch Eurer Majestät seyn, durch die Gegenwart eines Geschäftsträgers zu Rom dem Einfluß das Gegengewicht zu halten, den die Legation der letzten Regierung daselbst noch haben könnte, und dessen sie sich bedienen könnte, Bullen oder andere Acte zu erlangen, die den Verfügungen des Concordates entgegen sind.

In der That hatte der Papst Genua verlassen und seinen Weg wieder nach Rom eingeschlagen, nachdem er früher zu Savona vor einem Bilde der allerseligsten Jungfrau gebetet hatte, wo er i. J. 1811 sein Gebet verrichtete. Bei dieser abermaligen (der vierten) Rückkehr nach Rom wurden ebenfalls Freudenfeste abgehalten; und das Volk bezeugte eine aufrichtige Freude, den Papst wieder zu sehen. Die Gesandtschaft des Königs vereinigte sich daselbst vor Ende Juni wieder; und es dauerte nicht lange, so erfuhren wir die Bedingungen, welche am 9. des Monats in Beziehung auf die Provinzen des heiligen Stuhles, auf dem Congreß zu Wien waren abge-

[1815]

schlossen worden. Herr von Talleyrand sandte Herrn von Pressigny folgendes Actenstück zu:

Auszug aus dem Tractat von Wien. Art. 103.

»Die Marken, sammt Camerino und Ihren Dependenzen; so wie das Herzogthum von Benevent, und das Fürstenthum von Ponte-Corvo sind dem heiligen Stuhle zurück gestellt. Er tritt abermal in den Besitz der Legationen von Ravenna, Bologna und Ferrara ein, mit Ausnahme jenes Theiles von Ferrara, das auf dem linken Ufer des Po gelegen ist. Seine kaiserliche, königliche, apostolische Majestät und Ihre Nachfolger werden das Besatzungsrecht in den Plätzen Ferrara und Comachio haben.«

Nun war von nichts Anderm mehr die Rede als von der Erwartung der Rückkehr des Cardinals Consalvi; um im Namen des ganzen päpstlichen Staates Danksagungen ihm darzubringen. Auch konnte man es sich nicht verhehlen, daß der Muth des Papstes und sein Widerstand die Mächte zu dem großen Act des Schadenersatzes und der Gerechtigkeit gestimmt hatten, deren Gegenstand er bei dieser Gelegenheit war.

In den ersten Tagen des Julius ward die unmittelbare Rückkehr des Cardinals angekündet. Anfangs hatte dieser Cardinal mitten unter den Ministern und Oberhäuptern so vieler großen Völker wenig Einfluß, und man schien seine Eigenschaften zu verkennen; es dauerte aber nicht lange, so suchten sie ihn auf. Bald war er in die Geheimnisse Aller eingeweiht; und da er für sich nichts suchte als was billig und bekannt war, und die Tugenden, den Adel

[1815]

des Charakters und die Sanftmuth seines Herrn zur rechten Zeit geltend machte, fesselte er das Wohlwollen eines Jeden. Es schien, als wären Diejenigen, die in Ansehung der religiösen Lehren am weitesten auseinander waren, bestimmt, ihm die schmeichelhafteste Aufnahme zu verschaffen. Durch solche Talente und durch den erhabenen Ruf unterstützt, den Pius VII. bei den Gläubigen aller Confessionen in Europa sich erworben hatte, erhielt Rom was es verlangte. Man bewilligte ihm sogar das Recht für die Nuntien, daß sie in den Ceremonien allen Bothschaftern, sogar den protestantischen, und denjenigen, die durch irgend eine Spaltung getrennt sind, vorangehen und im Namen des diplomatischen Corps Reden an die Souverains halten sollten. Nur Preussen erhob einige Augenblicke Schwierigkeiten. Endlich erschien der Cardinal abermal in den Staaten seines Herrn, ihm zu erklären, daß solche nun blühender und gesicherter werden würden, als sie es seit Carl dem Großen gewesen waren.

Bei dieser Gelegenheit hatte ein berühmter Künstler, Antonio Ranzo, in geheim und voraus es unternommen, unter der Leitung des Herrn Pietro Bettelini, eine Zeichnung zu stechen, worauf der Cardinal zu sehen war, wie er dem Papst Pius VII. die unlängst wieder gewonnenen Legationen von Bologna, Ravenna und Ferrara überreicht. Diese personificirten Provinzen trugen die ihnen eigenen Attribute. Hinter dem Papste erkannte man die Stadt Rom; die Religion ward stehend, die Geschichte

[1815]

sitzend angebracht. Kaum war das Werk vollendet, so eilte der Künstler, dem Cardinal Consalvi ein Exemplar desselben zu überreichen. Dieser jedoch, der alle Tage, wenn er seinen Souverain betrachtete, nur Beispiele der Demuth und Uneigennützigkeit an ihm sah, läßt von keiner Regung der Eitelkeit sich hinreißen. Er bezeigt dem Künstler seine aufrichtigste Dankbarkeit, belohnt ihn, verschafft sich die Kupferplatte zu einem bedeutenden Preise, und befiehlt dieselbe zu zerstören. Kaum sind, nach dem was man zur Zeit sagte, noch eine geringe Anzahl Exemplare vorfindig, die dem Künstler verblieben waren, oder die der Kupferdrucker aufbewahrt hatte. Wir haben eines dieser Exemplare in unserm Kabinet, und nur in Kraft der Privilegien und Freiheiten der Gesandtschaften ward es vor der Sittsamkeit des Cardinals gerettet. Die Gestalt des Papstes ist sanft und freundlich, er bezeigt einige Verwunderung und Freude. Das Angesicht des Cardinals, worauf ein wahrer Adel sich ausspricht, ist gegen den Papst hingewendet. Seine freundlichen, von dichten Braunen beschatteten Augen sind auf den heiligen Vater geheftet; die rechte Hand des Cardinals zeigt Bologna auf den Knien, mit dem Helm Minerva's bedeckt. Ueberhaupt ist dieser Kupferstich von festem Styl, ziemlich vollendet, kräftig und zur Genüge correct.

Am 19. August sandte die toscanische Regierung Abgeordnete nach der Insel Elba, dieselbe in Besitz zu nehmen. Die französischen Soldaten, die daselbst sich befanden, wurden mit Auszeichnung behandelt.

[1815]

Sie fragten den florentinischen Gesandten um Nachrichten über den Kaiser. Der Commandant antwortete ihnen, der Kaiser ertrage die schmerzlichste Verurtheilung mit heldenmüthigem Sinne. Diese Krieger vergossen Thränen.

Die Gesinnungen des Papstes gegen den Cardinal Fesch hatten sich nicht geändert. Er bewilligte ihm abermal eine Zufluchtstätte. Auch die Mutter Napoleons kam, nach Rom sich zu flüchten. Die Regierung des Königs setzte dieser Entschließung des Papstes keinen Widerstand entgegen. Einige Individuen, die von einer Art Groll beseelt waren, wollten, der Cardinal sollte in der Engelsburg eingesperrt werden; und sagten, man habe, da er mit seinem Neffen in Frankreich sich wieder vereiniget hätte, eben so gut das Recht, ihn zu verhaften, als man geglaubt habe ein Recht zu haben, der Person des Cardinals Maury sich zu versichern; der am 27. Mai auf Befehl der Junta, bei welcher der Cardinal La Somaglia den Vorsitz führte, in Verhaft genommen wurde. Statt aller Antwort befahl der Papst, der Cardinal Maury, der noch in der Engelsburg war, sollte in ein geistliches Haus übersetzt werden, wo es ihm leichter würde, seiner Gesundheit zu pflegen, die durch die böse Luft in der Burg gelitten hatte.

Unterdessen war Ludwig XVIII. nach Paris zurückgekehrt; und unter jauchzendem Zuruf empfangen worden. Der Papst beeilte sich, Seiner Maje-

[1815]

stät ein Glückwünschungsschreiben zuzusenden. Dasselbe war vom 22. Juli datirt.

»Vielgeliebter Sohn in Jesu Christo, Heil und apostolischen Segen!

»Kaum erhalten wir die glückliche Nachricht von der Wiedereinsetzung Eurer christlichsten Majestät auf den Thron Ihrer Ahnen, so benützen wir auch den ersten Augenblick, Ihnen unsre innigsten und aufrichtigsten Glückwünsche darzubringen. Eure Majestät können es sich leicht denken, welchen Antheil wir an den Bitterkeiten genommen haben, die Sie erfuhren; und welchen Antheil wir nun an dem Troste nehmen, den neuen Sturm in so kurzer Zeit zerstreut zu sehen. Niemals hörten wir deßwegen auf, zu dem Vater der Erbarmungen zu flehen; und beständig werden wir fortfahren, Ihn zu bitten, damit Eure Majestät Ihre Völker im Frieden regieren und alles Gute zu thun vermögen, was die Religion von der Frömmigkeit eines Abkömmlings des heiligen Ludwigs erwartet. Mit innigster Zuneigung unsres Herzens ertheilen wir Eurer Majestät und Ihrer erlauchten Familie den väterlichen apostolischen Segen.

»Gegeben zu Rom bei Maria-major am 22. Juli des Jahres 1815, unsres Pontificates im sechzehnten.

„PIUS P. P. VII."

Der König antwortete am 14. August:

Heiligster Vater!

»Mit allen Gefühlen wahrer Freude habe ich das Schreiben empfangen, das Eure Heiligkeit unterm 22. Juli an mich erlassen haben, zu meiner Rückkehr in meine Hauptstadt mir Glück zu wünschen. Der göttlichen Vorsehung, welche ihr Wohlgefallen daran hat, Könige und Völker zu prüfen, verdanken wir die schnelle Wiederherstellung der

[1815]

rechtmäßigen Gewalt, die das einzige Mittel ist, die Uebel abzukürzen, die über Frankreich hereinbrachen. Ich habe nicht an der Sorgfalt gezweifelt, mit welcher Eure Heiligkeit durch Ihre Wünsche und Gebete diese Ereignisse herbeirufen würden, die zum Heile Frankreichs und zu dem Frieden Europa's so nothwendig sind. Sie kennen die Grundsätze, die mich an unsre heilige Religion knüpfen; immer werde ich darin die kräftigsten Tröstungen und die besten Ermuthigungen finden, die mühsamen Pflichten zu erfüllen, die mir auferlegt sind. Ich rechne mit Vertrauen auf die Zuneigung, die das Oberhaupt der Kirche zu meiner Person und zu meinem Königreiche trägt, und die besonders in der väterlichen Fürsorge sich zeigt, so sehr nur an ihm liegt, dazu beizutragen, die Gewissen neu zu beleben und die Leidenschaften zu besänftigen.

»Ich bitte Eure Heiligkeit, zu glauben, daß Sie unter allen Umständen mich eifrig und bereitwillig finden werden, Ihnen Beweise der kindlichen Ehrfurcht zu geben, mit welcher ich bin, heiligster Vater, Ihr fromm-ergebenster Sohn,

„Unterzeichnet: LUDWIG.«

Welche Zeiten für die Religion, in welchen binnen hundert dreißig Tagen zwei Herrscher, von welchen der Eine mit der Gewalt, der Andere mit seinen Rechten bewaffnet, von dem hohen Priester der allgemeinen Kirche den apostolischen Segen für Frankreich begehren!

In der Zwischenzeit sandte der Papst Canova nach Paris, verschiedene Kunstgegenstände zurückzufordern, die man nach Frankreich abgeführt hatte. Er brachte ein Schreiben des heiligen Vaters an den König mit, und ein anderes vom Cardinal Consalvi an Herrn von Talleyrand, der hierüber an Herrn

[1815]
von Pressigny in den lebhaftesten Ausdrücken schrieb, diese Unterhandlung könne nimmermehr zu Stande kommen.

Dreißigstes Capitel.

Das Fest des heiligen Ludwigs zu Rom. — Anrede vom 4. September. — König Carl IV. kommt nach Rom zurück. — Joachim landet zu Pizzo. — Sein Tod. — Schreiben des Herrn Poynter an Cardinal Consalvi. — Das Fest der heiligen Lucia. — Die Kunstgegenstände kommen zu Paris abermal zur Sprache. — Canova läßt mehrere Standbilder von hohem Werthe als ein Geschenk zurück.

Das Fest des heiligen Ludwig war seit den Zeiten des Cardinals Bernis nur Einmal zu Rom gefeiert worden. Herr von Pressigny hatte diesen Gebrauch wieder eingeführt. Der Papst kam auch dieses Jahr, die Messe in der Capelle des heiligen Königes zu hören, und bezeugte dem Bothschafter sein Vergnügen, den Frieden zwischen Frankreich und dem heiligen Stuhle gesichert zu sehen.

Am 4. September wurden die Cardinäle versammelt; und der Papst hielt eine Anrede an dieselben. Man kennt das Vergnügen, das wir empfinden, wenn wir Gelegenheit haben, den Papst selbst auftreten zu lassen, der in derlei öffentlichen Reden immer seine charakteristischen Gedanken ausdrückt. Hier thut er eine verbindliche, aber vielleicht etwas kalte Erwähnung des Benehmens des Kaisers von

Oesterreich, der die Legationen zurückstellte. Herr von Talleyrand, im Namen Frankreichs und dann die russischen und engländischen Minister waren Diejenigen gewesen, die diese Zurückgabe am dringendsten betrieben hatten. Hierauf theilt der Papst eine Art historischen Berichtes mit über die Unterhandlungen des heiligen Stuhles mit Ludwig XVIII., seit dem Ende seiner Gefangenschaft; sie führten nur unbestimmte Erklärungen; und von beiden Seiten wenig Resultate herbei. Nicht erwehren kann sich der heilige Vater, seine innige Dankbarkeit Fürsten zu bezeugen, die nicht zur römischen Kirche gehören. Mit großen Ehren muß er den erlauchtesten Kaiser von Rußland nennen, der so gütig war, seinen Geist und sein Urtheil dahin zu verwenden, Kenntnisse von den politischen Rechten Roms einzuziehen; und dann seine ganze Macht und sein Ansehen daran setzte, die Forderungen des heiligen Stuhles zu beschützen. Der Papst vergißt auch der Verdienste Friedrichs, Königs von Preussen nicht, der sein Interesse für die päpstlichen Angelegenheiten ohne Unterlaß offenbarte. Auch Carl, König von Schweden, ließ es nicht an Eifer fehlen; freiwillig trat er als Helfer und Vertheidiger auf. Wie auch könnte der heilige Vater sich enthalten, des durchlauchtigsten Regenten Englands zu erwähnen? Immer habe sein dringender Eifer und sein Beistand auf dem Congreß die Sache des Souverains von Rom unterstützt. „So erklären wir uns denn dankbar gegen alle diese Fürsten, und wir fühlen eine um so größere Anhänglichkeit an sie, als wir

[1815]

erkennen, wie sehr der heilige Stuhl sie hätte minder angeregt finden dürfen, ihn zu beschützen." Weiterhin kommt eine Protestation wegen Avignon vor, dessen Name, aus Achtung für Frankreich nicht genannt wird; und man gibt zu verstehen, daß eine gehörige Schadloshaltung in der Ordnung wäre. Hernach reclamirt man gegen die Besatzung des benachbarten Theiles von Ferrara, das am linken Ufer des Po gelegen ist. Noch weiterhin findet man glänzende Danksagungen an den Cardinal Consalvi, dessen Talente den künftigen Geschlechtern denkwürdig bleiben werden. Die Anrede beschließt mit einem feierlichen Dankgebet an den Allmächtigen, der den Trübsalen des Papstes ein Ziel gesetzt, und den heiligen Stuhl gerettet hat.

Wir hatten den Herrn Ritter von Lebzeltern zurückkehren sehen, seinen Rang im diplomatischen Corps einzunehmen. Er war ernannter Minister von Oesterreich. Auch der Großherzog von Toscana, Bruder des Kaisers, gab diesem ausgezeichneten Agenten einen Beweis seiner Achtung dadurch, daß er ihn zu seinem außerordentlichen Gesandten erwählte. Wir unterhielten Verbindungen einer großen Herzlichkeit mit Herrn Ritter von Vargas, der lange Zeit auf Befehl Napoleons gefänglich gehalten ward, und eine Standhaftigkeit zeigte, worüber sogar seine Kerkerwärter erstaunten. Rußland ward durch den General Hitroff, einen Eidam der Marschallin Kutusow, repräsentirt. Er war ein Mann von Verstand und von angenehmen Manieren, mit

welchem wir in sehr gutem Einverständniß lebten *). Es fehlte zwar ein Minister von England; aber zahlreiche Unterthanen Großbritanniens durchkreuzten die römischen Staaten in jeder Richtung; und unter diesen Reisenden gab es mehrere Edle, welche heimlich Sendungen der Eintracht, des Wohlwollens und aufrichtiger Freundschaft vollbrachten. Der König von Neapel hatte unlängst sein Vertrauen dem Marchese Fuscaldo, einem Herrn von hoher Geburt geschenkt, der dem König, ungeachtet seiner Verbannung, immer treu geblieben war; und diese würdige Vergeltung erfreute den heiligen Vater.

Der König von Spanien Carl IV. und seine Gemahlin, die von Napoleon nach Rom verwiesen waren, und geglaubt hatten, sich daraus entfernen zu müssen, waren dahin zurückgekehrt. Bei ihrer Rückkehr that die Königin einen Fall, und ward gefährlich krank. Die Angelegenheiten dieses Hofes mit Ferdinand, welche Anfangs das Gepräge einiger Erbitterung an sich trugen, nahmen gegenseitig einen minder bittern Charakter an; was durch die Sorgfalt des Papstes geschah; der als Vermittler

*) Er hatte sich inniger an die Gesandtschaft bei Gelegenheit einer Antwort angeschlossen, die er von Einem aus uns öffentlich bekommen hätte. Einst bei einem glänzenden Gastmahl wendete er sich an Einen aus der Gesandtschaft und sprach, ich weiß nicht in welcher Absicht, ganz laut: „Mein Herr, haben Sie einen gescheiden Mann zu Constantinopel?“ — „Wir haben derselben überall; antwortete der Secretair. Es betraf nämlich Zänkereien zwischen unserm Bothschafter und einem russischen Gesandten.

[1815]
eintrat und zwiſchen Vater und Sohn einen dauerhaften Frieden ſtiftete.

Im Anbeginn des Octobermonats erfuhr man zu Rom die Ankunft des Königs Joachim auf dem Strande von Pizzo in dem jenſeitigen Calabrien. Seine Ankunft erweckte keinen Enthuſiasmus. Es ſcheint als wäre er durch das ſchlechte Wetter auf die Küſte geworfen worden, und habe gewünſcht, ſich wieder einzuſchiffen. Indeſſen verſuchten es Einige aus ſeinem Gefolge, das Volk zu einem Aufſtande zu bewegen. Joachim ward angehalten und vor eine militairiſche Commiſſion geſtellt. Man verſicherte um jene Zeit zu Rom, in einer Conferenz, die deßhalb wäre abgehalten worden, habe ein Rath des Königs Ferdinand ſich alſo ausgeſprochen: „Unſer königliches Haus und ſeine drei regierenden Linien fanden an Murat immer einen unverſöhnlichen Feind; gleich Anfangs zu Vincennes in den Schloßgräben; dann zu Madrid, von wo aus er die Bourbons Kutſchenweiſe in die Verbannung, in das Aergermiß und Elend abführen ließ; hernach zu Neapel, wo er die Stelle des Herrſchers einnahm; von hieraus aber ließ er in Rom ſelbſt unſern heiligen Vater Pius VII. gewaltſam fortführen. Murat bringt den Vertilgungskrieg zu uns, und zwar vorzugsweiſe zu uns. Gegenwärtig iſt er nun zu Pizzo gefangen; er ward durch eine militairiſche Commiſſion in den Ausdrücken der Geſetze verurtheilt, die er ſelbſt gegeben hat. Zwei Drittheile der Armee gehören ihm vielleicht an. Wird das Ur-

[1814]
theil nicht vollzogen, dann muß der König Fouriere nach Palermo senden, uns dort Quartiere anweisen zu lassen.

Nachdem Joachim noch einen rührenden Brief an seine Familie geschrieben hatte, offenbarte er Gesinnungen der Religion und starb mit großem Muthe.

Eine der Beschuldigungen, die weiter oben angeführt ward, jene nämlich, die sich auf die gewaltsame Entführung des Papstes bezieht, gab zu Rom Veranlassung zu untersuchen, ob wirklich Joachim den Papst Pius VII. habe fortführen lassen. Die Leser dieses Werkes sind besser von den Thatsachen unterrichtet, als man es damals war. Wir wissen allerdings, daß es wahr ist, daß Joachim 800 Mann nach Rom sandte, die von dem General Pignatelli-Cerchiara befehliget wurden. Man sah, daß dieser General bei der Entführung und bei dem abermaligen Einzuge des Papstes zugegen war. Joachim konnte und mußte die Plane des Gouverneurs von Rom kennen; aber die Schreiben dieses Letztern an den Kaiser, das schwankende Zaudern Radets, mit welchem man nur von dem Cardinal Pacca sprach; das Verschwinden des Miollis, der nach Mantua ging, und dem kaiserlichen Hauptquartier nicht mehr näher kam; die geringe Vorhersehung, die angewendet ward, um über den Ort überein zu kommen, wo der Papst eigentlich hingebracht werden sollte; das Untereinanderwirren der scharfen Aufträge und der Gegenbefehle; jener von durchgestrichenen Stellen wimmelnde Befehl, der dem Radet übergeben ward,

[1815]
weil er solchen von dem General forderte; der Name des Cardinals Pacca, der auf allen Seiten dieses schmutzigen Wisches stand, den ich in meinen eigenen Händen hatte; der etwas sagte, und nichts sagte; jene Nothwendigkeit, in welcher Radet sich befand, neue Berechtigungen zu fordern; Madame Elisa, die den Papst an den Fürsten Borghese sandte; der Fürst Borghese, der ihn gegen Frankreich hin führen ließ, bei Gefahr ihn vor das Angesicht der Garnison zu Saragossa zu stellen; das Zeugniß des Marschalls Bessieres, eines der verehrlichsten Männer am Hofe Napoleons, einer jener Militairpersonen, die niemals lügen; ein Zeugniß, welches beweist, daß Napoleon im ersten Augenblick in Wuth gerieth und schrie, er habe diese Befehle nicht gesandt; die geringe Wahrscheinlichkeit, dieser Befehl sei auf solche Weise gegeben worden, daß die Ausführung desselben mit der Schlacht bei Wagram zusammen träfe; endlich diese klare, bestimmte und durch die Erfahrung gerechtfertigte Erwägung, daß Napoleon seine Civil-Schlachten erst lieferte, wenn er seine militairischen Schlachten gewonnen hatte: dies Alles beweist, daß wenn der General Miollis allgemeine Befehle in Händen haben konnte, den Papst von Rom zu entführen, er diese Entführung am 6. Juni darum unternahm, weil er den Augenblick für gelegen hielt. Napoleon wird, wir zweifeln nicht daran, dem General Miollis geschrieben haben: „Ich vertraue Ihnen die Sorge an, die Ruhe in meinen römischen Staaten aufrecht zu

erhalten;" und am 6. Juli, nachdem der Papst abgereist war, beginnt Miollis ein Schreiben in den nämlichen Ausdrücken an Napoleon.

Man hat also Ursache zu glauben, daß Joachim in Alles, was dies Ereigniß betrifft, sich nur hinsichtlich seines Generals, der ein so gefälliger Mann war, und hinsichtlich der Truppen einließ, die am 4. Juli in der Absicht gesandt wurden, dem General Miollis Beistand zu leisten. Die andern Thatsachen, die mit so anklagenden Zusammenstellungen von dem neapolitanischen Rathe angeführt werden, sind Thatsachen, über welche die Geschichte sich ausgesprochen hat. Die Geschichte aber schreibt immer, und löscht niemals aus. (?)

Wir haben mehrere ämtliche Actenstücke angeführt, die von verschiedenen fremden Agenten ausgingen. Es wird daher unserm Gegenstande nicht fremd seyn, wenn wir in Kürze berühren, auf welche Weise Herr Poynter, Bischof von Hallia in Macedonien und apostolischer Vicar zu London, dem Cardinal Consalvi seine Gesinnungen über den Papst und über die Dienste ausdrückt, die dieser Cardinal Rom erwiesen hatte. Ich glaube unsern Brüdern in Großbritannien einen Gefallen zu erweisen, wenn ich ihnen zeige, was Einer ihrer würdigsten Geistlichen von den Angelegenheiten der Zeit, zumal aber von den Angelegenheiten Irlands dachte. Er dankt also dem Cardinal für die Zusendung der päpstlichen Anrede vom 4. September; die Stimme des heiligen Vaters ward in England und in Irland vernom-

[1815]

men; wo sie die Verleumdungen beschämen wird, die daselbst von einigen Unruhestiftern ausgesprochen wurden. Zu London las man mit Vergnügen die Erwähnung, in welcher Seine Heiligkeit Englands gedachten; und man hofft, die vollkommenste Harmonie zwischen den Regierungen Roms und Englands herrschen zu sehen.

»Ich fürchte, die Hoffnungen, von welchen wir geglaubt hatten, sie seien so fest auf das glückliche Resultat des Schreibens gestützt, das ich von Genua mitbrachte, dürften nun durch die Art und Weise zerstört werden, wie dieser Gegenstand in Irland in Beziehung auf Jenes erklärt und verhandelt ward, was man darin als Solches voraus setzt, das dieses Schreiben der Regierung für die Ernennung der Bischöfe einräumt. Dies kann man sehen, wenn man die Entschließungen der verschiedenen Vereine der Irländer mit dem Texte dieses Schreibens vergleicht, das bestimmt, und über diesen Punct wohl verwahrt ist. Es scheint, daß Herr Haye, der Secretair der Laien-Deputation nach Rom ging, ohne die Herren Abgeordneten, deren Secretair er ist; und daß er ein Gesuch mitbringt, welches man das Gesuch der irländischen Katholiken nennt, deren Anzahl aus fünf Millionen besteht; indeß man nun in den irischen Zeitungen liest, dies Gesuch sei nur von fünf oder sechs Individuen zu Dublin verfaßt und gutgeheißen worden, die weder für diesen noch für einen andern Gegenstand Repräsentanten oder Abgeordnete der irländischen Katholiken waren. Sonach also bemerkt man, daß Herr Haye abgegangen ist, ohne eine Sendung zu haben, und daß er ein Gesuch mitbringt, das sich für ein Gesuch aller irländischen Katholiken ausgibt; das aber von Seiten der Katholiken Irlands durch keine Autorität sanctionirt ist. Ich bitte den lieben Gott, Seine Heiligkeit in dieser

ganzen Angelegenheit zu leiten, und Ihnen einzuflößen was das Wohl der Religion auf unsern Inseln und die öffentliche Ruhe am wirksamsten fördert.«

Und nun beklagt sich Herr Poynter, und zwar, wie es scheint, aus genugsamen Gründen, über den Herrn Cardinal Litta, Präfecten der Propaganda, der zu Rom mit großer Strenge ihn behandelte. Der Cardinal hatte eine Menge guter Eigenschaften; oft aber wenig Nachgiebigkeit; er kam schwer von seinen vorgefaßten Meinungen zurück; und die Mühsale und Kümmernisse der Verbannung hatten seinen Charakter etwas erbittert, der von Natur zur Herrschsucht geneigt war.

»Die Bulle unsers heiligen Vaters liegt jetzt vor dem Parlament, und vermuthlich wird in der nächsten Sitzung die Sache besprochen werden. Unter diesen Umständen bin ich genöthigt, auf meiner Hut zu seyn, um die gemeinschaftliche Sache der katholischen Religion in meinem Bezirk nicht auf das Spiel zu setzen. Die Angelegenheit ist unter den gegenwärtigen Umständen sehr delicat.«

Am 13. December wohnte das ganze diplomatische Corps und der römische Adel der großen Ceremonie bei, die bei Gelegenheit des jährlichen Geburtsfestes Heinrichs IV., Königs von Frankreich, in der Hauptkirche zu St. Johannes von Latran feierlich abgehalten ward. Die Engländer, die sich in großer Anzahl zu Rom aufhalten, waren nicht die Letzten, die sich beeiferten, diese Function zu sehen, bei welcher Herr von Pressigny die größte Pracht entfaltete.. Er war beliebt und stand in An-

[1815]

sehen zu Rom. Aber die Religionsangelegenheiten gingen nicht vorwärts, man verstand sich noch nicht zur Genüge mit der geistlichen Commission. Der gute Papst sprach zu dem Gesandten: „L'affare cammina, cammina; aber die Angelegenheit ging nicht von der Stelle; die Verbindungen waren zu Paris wie abgebrochen; wo sich übrigens kein Nuntius befand; und man stritt Stück für Stück um die Kunstgegenstände, die von Canova zurückgefordert wurden. *)

Der Cardinal Consalvi hatte dem berühmten Bildner gesagt: „Der Papst bittet Sie, nach Paris zu gehen, daselbst eine berühmte Unterredung fortzusetzen, die Sie mit Napoleon über die Denkmahle Roms angefangen haben. Sie haben das colossale Standbild des nämlichen Napoleons nach Frankreich gesandt; man hat Ihren Talenten nicht Gerechtigkeit widerfahren lassen. Was soll nun daraus werden? Endlich legt Rom seine Hoffnungen in Ihre Hände. Gehen Sie und erfüllen Sie zu Paris die Pflicht eines beständigen Fürsten der St. Lucas-Akademie!" Alsbald nach seiner Ankunft wendete sich Canova an die Regierung des Königs, die seiner Bitte auswich. Nun ließ der päpstliche Minister den Bevollmächtigten der verbündeten

*) Auf Ansuchen des Herrn Michaud zog ich für den Artikel Canova aus der Biographie universelle eine Stelle dieser Geschichte aus, welche diese ganze Angelegenheit der Kunstgegenstände erklärt; und stelle hiermit, wie es sich geziemt diese Stelle, jedoch mit unterschiedenen Einzelheiten zurück.

Mächte eine Note überreichen; in dieser Note entwickelte man die Ungerechtigkeit des Anfalles, die Größe der Opfer, die Schicksale einer für die Künste privilegirten Stadt, das Beispiel Carls VIII. Königs von Frankreich und sogar Carls V., die Herren zu Rom waren, und dasselbe nicht beraubt hatten; überdies das Beispiel Friedrichs II. der die Gallerie zu Dresden zum zweiten Male verschont hatte; die Mäßigung der Russen und der Oesterreicher, die zweimal in Berlin einrückten, ohne die Kunstgegenstände hinweg zu nehmen. Man würde das Jahrhundert beschimpfen, sprach die Note, wenn man das Faustrecht der Römer zu Korinth abermal wollte aufleben lassen, welche Menschen und Sachen als das Eigenthum des Ueberwinders erklärten. Die Civilisation, die Erfahrung und die denkwürdige Strafe, welche alle Nationen Europa's an den Römern übten, sollten dahin führen, diesen Mißbrauch der Gewalt richtiger zu beurtheilen.

Canova hatte um eine Audienz bei dem Kaiser von Rußland angesucht, konnte sie aber nicht erhalten. Alexander, dessen Großmuth sich nie verläugnete, willigte zwar ein, daß man mit Frankreich unterhandelte; doch wollte er sich zu keiner gewaltsamen Maßregel verstehen. Uebrigens hatte der Papst selbst zu Canova gesagt, „Seien Sie behutsam mit den Franzosen; keine Uebermacht gegen diese gute Nation, die wir lieben!" — Der König von Frankreich nahm die Bedingungen in Schutz, die Buonaparte zu Tolentino unterzeichnet hatte; und doch

[1815]
wußte der König von Frankreich gar wohl, daß dieſelben das Werk der Gewaltthätigkeit waren. „In dem Tractat zu Paris und auf dem Congreß zu Wien geſchah keine Erwähnung der Verpflichtungen von Tolentino; man hielt nicht einen einzigen der vielen Tractate aufrecht, die mit Buonaparte geſchloſſen waren; man nahm ihm ſogar die Erzherzogin wieder ab, welche war nach Paris geſandt worden; und mit ihr das Kind, deſſen Vater er war. Soll man nun die Tractate zerſtören, die zwiſchen einem Löwen und einem andern Löwen abgeſchloſſen wurden; um den Tractat zwiſchen dem Wolf und dem Lamme beſtehen zu laſſen?“ — Doch ſchon nahmen die Fremden aus eigener Macht zu Paris ihr Gut zurück, wo ſie dasſelbe fanden; ob ſich auch dabei ein allgemeiner Widerſtand vom König angefangen bis zu dem letzten der Handlanger regte. Da geſchah es aber urplötzlich, daß der Ritter Wilhelm Hamilton, Unterſtaatsſecretair, dem Lord Caſtlereagh den Rath ertheilte, die Reclamationen des Papſtes als ſeine eigene Angelegenheit zu betrachten. Sogleich erſchien eine ſehr heftige engländiſche Broſchüre und eine donnernde Note des Miniſters von Großbritannien. Wellington unterſtützt die Belgier, die ihre Gemälde zurückverlangen. Auch er erklärt ſich öffentlich für die Sache der Römer; und ſpricht in einer öffentlichen Bekanntmachung ſich alſo aus: „Nach meiner Meinung wäre es eine Ungerechtigkeit, wenn die Souverains dem Begehren Frankreichs ſich fügten. Das Opfer, das die Souverains erlauben wür-

den, wäre unpolitisch und brächte sie um die Gelegenheit, den Franzosen eine große moralische Lection zu geben." — Der Fürst von Metternich forderte für den Kaiser Franz zurück, was den Staaten angehört hatte, die er besaß. Ja er forderte sogar zurück was von Parma und Modena war fortgeführt worden. Unter den Pariser Ministern gab es Einige, die sich widersetzten; und Ludwig XVIII. war nicht Derjenige, der am wenigsten seinen Widerwillen äußerte. Dieser König, den die Fremden gegeben hatten *) zeigte sich einem Wunsche der Franzosen keineswegs entgegen. Die preussische Macht, von der österreichischen unterstützt, bemächtigte der streitigen

*) Als man im Rathe, vor den hundert Tagen, die Frage abhandelte, ob man die Standbilder Borghèse zurückstellen sollte, um die Rente nicht zu bezahlen, die der Preis derselben war; oder ob man die Standbilder behalten und fortfahren sollte die Rente zu bezahlen, ließ man das Gerücht ergehen, daß den Nationalen zum Trotz, zwei Fremde sich im Rathe befänden, die Alles zurückgeben würden was man wolle; und man müsse sich gefaßt halten, den Fechter, die borghesische Vase, die Erziehung des Bacchus, ꝛc. verschwinden zu sehen. Durch einen besondern, unglücklichen Zufall waren die Nationalen, welche am ersten stimmten, und glaubten sie würden dadurch bei den Fremden sich Ehre einlegen, der Meinung, man müsse Alles alsbald zurückstellen und die Rente aufheben. Da nahm Einer aus den Fremden das Wort und sprach, es wäre eine Schande, solche Meisterwerke aus einer Geldursache nicht zu behalten. Der andere Fremde unterstützte den ersten; und da die Nationalen mit dieser zweiten Meinung sich vereinigten, ward einstimmig entschieden, die Standbilder sollten behalten werden. Der erste Fremde der das Wort nahm, hieß Graf von Blacas; der zweite Fremde war der König von Frankreich.

[1815]

Gegenstände sich mit Gewalt. Canova indessen, welcher der Instructionen Pius VII. sich erinnerte, befahl, mehrere aus jenen, welche Rom angehört hatten, zu Paris zurückzulassen; und diese sollten dann als Geschenk Seiner Heiligkeit angesehen werden. Zu dieser Anzahl gehörte die colossale Bildsäule der Tiber, die prächtige Pallas von Veletri, und die Melpomene. Man kann nicht in Abrede stellen, daß die öffentliche Meinung bei dieser Gelegenheit ein allgemeines Mißvergnügen aussprach. Ja es geschah sogar, daß man nicht leicht einen Unternehmer finden konnte, der sich herbei ließ, Wagen zu verschaffen, um einen Theil dieser Sendung nach Rom abzuführen. Uebrigens wollen wir hier einen Brief des Herrn von Pradel vom 23. October an Canova anführen, worin die Gesinnungen der königlichen Regierung sich aussprechen:

Mein Herr!

»Herr Lavallée, General-Secretair des Musäums, berichtet mir, daß unter der Anzahl der Kunstgegenstände, die Sie beauftragt sind, in dem besagten Musäum als solche zurück zu nehmen, die dem heiligen Stuhle und der Stadt Rom angehören, viele sich befinden, welche Sie geneigt sind, als ein Geschenk zu überlassen; und dies ist etwas Seiner Majestät sehr Angenehmes. Jeder Act der Mäßigung, der zum Resultat hat, die Spoliation des königlichen Musäums minder schmerzlich zu machen, kann dem König nicht gleichgültig seyn; und ich beeile mich, seine Gesinnungen hierüber Ihnen zu erkennen zu geben.«

Canova machte sich ein Vergnügen daraus, diesen Brief zu zeigen, den, wie ich glaube, Ludwig XVIII.

[1816]

selbst dictirt hatte. Der Cardinal Consalvi bestätigte im Namen des Papstes die Maßregeln, welche Canova ergriffen hatte, in folgenden Ausdrücken: „Aengstigen Sie sich nicht darüber, daß Sie es auf sich genommen haben, solche Geschenke zu machen; sondern wünschen Sie sich vielmehr Glück, den Willen des heiligen Vaters errathen zu haben.“

Ein und dreißigstes Capitel.

Ränke in der Umgebung des Papstes. — Verschiedene Mächte nehmen sich um die Bitten des Prinzen Eugen an. — Herr Mazois wird als Kurier nach Neapel gesandt. — Schreiben des Königs an Pius VII. — Instructionen des Herzogs von Richelieu für den Grafen von Blacas.

Das diplomatische Corps hatte bei Gelegenheit der Weihnachtsfeiertage dem heiligen Vater seine Aufwartung gemacht, und die Erlaubniß begehrt, am Neujahrstage, der Sitte gemäß, die an allen übrigen Höfen Europa's besteht, dieselbe zu wiederholen. Der Papst zeigte sich bei dieser Verdopplung der Anhänglichkeit und Verehrung sehr gerührt. Die Römer, die dem heiligen Stuhle anhingen, schienen an der Ständigkeit des Friedens nicht mehr zu zweifeln. Die Dikasterien setzten sich nun abermal in Correspondenz mit der ganzen Welt. Auch empfing man noch Glückwünsche aus den entferntesten Ländern der Erde. Indessen hatte sich rings um den Papst wie ein Hof von Schmeichlern gebildet, die einen

[1816]

Theil der ständigen Beharrlichkeit, und der Unerschütterlichkeit sich aneigneten, durch die man allmälig den Sieg erlangt hatte. Die wahren Helden in diesen bewunderungswürdigen Thaten, die Pacca's, die Consalvi's, di Pietro's, Fontana's und Gregorio's waren nicht Diejenigen, die sich hervordrängten, mit ihrem Ruhm sich zu brüsten; indeß vielleicht Solche, die um jeden Preis gebeten hatten, man möchte sie leben lassen, oder Andere, die nicht einmal im Sinne gehabt hatten, zu widerstehen, nach Belohnungen gierten. Plötzlich begeisterte Dichter überreichten Verse. Man weiß, daß viel von den Clermont's die Rede war, die mit dem Papste verwandt seyn wollten. Der heilige Vater hatte Herrn von Clermont-Mont-Saint-Jean, der sich nach Rom geflüchtet hatte, ein Jahrgeld bewilligt. Ich selbst hatte den Schutz des Papstes für Herrn von Clermont-Montoison angefleht, der, von dem Papste dem Cardinal Caprara empfohlen, die Wirkung des Credits dieses Cardinals bald auf wohlthätige Weise empfand. Man weiß Alles was von Herrn Clermont-Tonnerre versucht ward; der Ursache hatte, zu der Großmuth des heiligen Vaters sich Glück zu wünschen. In diesem Zustand der Dinge, nach Vergleichungen zwischen dem glänzenden Hause der Clermont's in Frankreich und der Familie Chiaramonti, nach Wortspielen, Anspielungen, Annäherungen aller von einer privilegirten Sonne erleuchteten Berge, entdeckte ein Poet, welcher darauf pochte, tiefer in die Urkunden der Geschichte einzudrin-

gen, daß ein Sohn des heiligen Ludwigs, Königs von Frankreich, den Namen eines Grafen von Clermont führte. Der Papst hatte in einem seiner Breve's erinnert, Ludwig XVIII. stamme von dem Geschlechte des heiligen Ludwigs ab. Und sieh da, nun steigt urplötzlich die Familie Chiaramonti über die Clermont-Tonnerre's hinaus, und wird mit den französischen Monarchen verwandt. Man wollte vorstellen, es könne eine Verwandtschaft zwischen den Clermont-Mont-Saint-Jean oder zwischen den Montoison und jenen großen Familien, wie die Montmorency's statt gefunden haben; die so oft mit unsern Königen durch Heirathen Blutsverwandte wurden. Doch nein, man verlangte noch mehr; die Familie von Cesena stammte vom heiligen Ludwig ab. Gibt es nicht, sprach man, in den Marken eine Linie Bourbon del Monte? — Der Papst war über diese Gerüchte sehr mißvergnügt; aber Pius VII. war mißvergnügt mit Sanftmuth, und mit der Furcht, wehe zu thun. Nichts desto minder aber will er, daß man es dahin bringe, diesen Redereien ein Ende zu machen. Man bespricht sich darüber mit dem Abte Torelli, der hinwieder zu mir kam, mit mir sich zu berathen, und mich zu bitten, den Unwissenden deutlich zu erklären, welches der Clermont sei, von welchem die Linie der Bourbons abstamme. Er sagte mir, aufrichtige Freunde hätten in dieser Angelegenheit mich zum apposta und consigliere ernannt; und ich möchte eilig eine Abstammung angeben, die geeignet wäre, allen Poeten den

[1816]

Mund zu schließen und den Satyren zuvor zu kommen, die über eine solche Voraussetzung, wenn sie bekannt würde, gleich einem Regen hereinströmen würden. Der Auftrag war sehr kitzlich und auch in so kurzer Zeit schwer auszuführen. Ich besprach mich darüber mit dem Bothschafter, der über diese Gegenstände gründliche Kenntnisse besaß. Natürlich mußten wir die Abstammung seit dem sechsten Sohne des heiligen Ludwigs bis zu dem Vater Heinrichs IV. aufhellen. Man sagte, man wisse das Uebrige zur Genüge; indessen mußte ich thun als wisse man es nicht. Der Pater Torelli ward von mehreren sehr ergebenen Freunden des Papstes mit Freundschaft behandelt. Dieser weise Ordensmann hatte sich sehr edel betragen; da er den Eid verweigerte und die Verbannung annahm. Ich machte mich in geheim daran, die verlangte Note zu verfassen. Glücklicher Weise fand ich in einer Bibliothek den Pater Philipp Labbe; ein einfaches Bändchen in 12. vervollständigte mir die Erkundigungen, die ich bereits besaß. Ich wagte es nicht, das Werk: l'Art de vérifier les dates suchen zu lassen, das Alles erklärt hätte; man durfte nicht einmal vermuthen was uns so dringend zu diesen Untersuchungen antrieb. Endlich brachten wir es dahin, die Thatsachen fest zu begründen, und ich übergab diese Arbeit dem Abte, der uns auf die liebenswürdigste Weise dafür dankte. Das Glückliche dabei war, daß die Satyrenschreiber nichts von diesem sonderbaren häuslichen Streite erfuhren, der nur einige Tage dauerte.

Pius VII. beſaß Eigenſchaften des Herzens, deren wohlthätigen Einfluß ſogar Jene empfinden ſollten, welche mit ſeinen Verfolgern hatten in Verbindung ſtehen können. Der Prinz Eugen, der ſich nach München zurückgezogen hatte, hatte Rückforderungen an den römiſchen Staat anzuſprechen. Herr Rè ward von dieſem Fürſten beauftragt, ſolche in Rom zu betreiben. Es galt nämlich, in den Beſitz geiſtlicher Güter ſich wieder einzuſetzen, welche durch eine Folge von Verfügungen der vormaligen Regierung des Königreichs Italien zu Dotationen waren beſtimmt worden. Schon hatte man die, zu Bologna und in den Marken gelegenen Dotationen ziemlich leicht bewilligt; doch ſchlug man jene Güter ab, die in dem Herzogthum Urbino lagen. Herr von Lebzeltern, Miniſter von Oeſterreich, Herr Baliv Höffelin, Miniſter von Bayern, und Herr Hitroff, Miniſter von Rußland, erhielten von ihren Höfen Befehl, die Bitten des Herrn Rè zu unterſtützen. Der Cardinal Conſalvi antwortete, der Papſt würde die Vorſtellung dieſer Höfe in achtungsvolle Berückſichtigung nehmen. Der Prinz Eugen war Niemand mißfällig; und die Art und Weiſe wie er im Jahr 1814 den Papſt bei ſeiner Rückkehr hatte behandeln laſſen, ſchwebte Pius VII. noch immer vor Augen.

Es wimmelte zu Rom mehr als jemals von Fremden. Von dort machten ſie Ausflüge, Neapel und Pompeji zu beſuchen. Der Herr Bothſchafter nahm bei dieſer Gelegenheit wahr, daß ein Architect, Namens Mazois einen ſchweren Verdruß empfand,

[1816]

weil er die Erlaubniß nicht erlangen konnte, in diesem Lande Studien zu vollenden, die er seit langer Zeit über Pompeji angefangen hatte. Eine kleinliche Eifersucht gewisser Gelehrten, sagte man, verschlösse ihm den Zugang in dies Königreich. Herr Mazois gehörte zur Classe jener Franzosen, welche Neapel während der Usurpation bewohnt hatten. Wie aber konnte man je so strenge seyn, ihn zu verhindern, nützliche Arbeiten zu beendigen, welche Andere nicht einmal bedacht gewesen waren, fortzusetzen? — Unterdessen erhielt Herr von Pressigny den Auftrag, bei dem heiligen Vater dringend um eine Dispensation für die Ehe des Herrn Herzogs von Berry mit der Prinzessin Caroline-Ferdinande-Luise, Enkelin des Königs beider Sizilien, anzuhalten, und solche dann auf der Stelle nach Neapel zu senden. Sobald Herr von Pressigny diese Dispensation erhalten hatte, ließ er Herrn Mazois rufen und sagte ihm: „Wollen Sie als außerordentlicher Kurier diese Schreiben nach Neapel tragen? Meine Macht erstreckt sich nur bis in den Pallast des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten dieses Landes. Es wird also, wenn es Ihnen also beliebt, an Ihnen liegen, Mittel zu suchen, das Haus des Diomedes für sich zu gewinnen *). Strengen Sie also Ihr Genie an, diese vier Meilen weiter zu kommen. Uebrigens sind hier Briefe an unsern Gesandten, den ich

*) Das Haus des Diomedes ist das schönste Haus zu Pompeji.

erſuche, Ihnen auch hierin behilflich zu ſeyn.“ — Herr Mazois, der mit einem Paſſe eines außerordentlichen Kuriers des Königs von Frankreich nach Neapel kam, ward daſelbſt ſehr wohl empfangen, erhielt die Erlaubniß, die er begehrte; und dieſer Gewogenheit des Herrn von Preſſigny verdanken wir die Fortſetzung des ſchönen Werkes dieſes berühmten Archäologen. Ohne dieſe Aufmerkſamkeit des Bothſchafters, — eine Aufmerkſamkeit, die man nur ihm allein zu verdanken hat, — wäre Herr Mazois, überdrüſſig, traurig und entmuthigt, nach Paris abgereist und vielleicht nie wieder nach Italien zurückgekehrt. *)

Zu Paris indeſſen hatte man beſchloſſen, Herr von Preſſigny ſollte zurückberufen und durch den Herrn Grafen von Blacas erſetzt werden; welcher beauftragt werden ſollte, die Sendung eines Legaten

*) Hier iſt ein Auszug aus einem Schreiben, das ich zur Zeit von dieſem gelehrten Künſtler aus Neapel erhielt. Daſſelbe war vom 24. April 1816 datirt.

Ich war geſtern mit Herrn von Narbonne zu Pompeii. Sobald ich werde die Erlaubniß erhalten haben, dort zu arbeiten, gedenke ich daſelbſt vierzehn Tage ohne alle Sorgen zuzubringen. Vergeſſen will ich dort Kupferſtecher, Buchdrucker, Buchhändler, Journaliſten, Wechsler, Schuldner und Gläubiger, mit einem Worte der ganzen Welt; ausgenommen des Ruhmes und meiner Freunde, deren Bild mich niemals verläßt; der erſte beſeelt, die zweiten tröſten mich. Die Täuſchungen des Einen und die Sorgfalt der Andern ſind Alles was mich an dieſe Welt feſſelt..... Hier findet man den brillanten und geiſtreichen Verfaſſer des Pallaſtes des Scaurus wieder.

[1816]

a latere zu verlangen; mit welchem man die kirchlichen Angelegenheiten zu Ende führen könnte. In diesem besondern Schreiben von des Königs eigener Hand, stellte er diese Bitte in folgenden Ausdrücken an den Papst:

»Das Mittel, heiligster Vater, so schnell als möglich zu dem Ziele zu gelangen, das Eure Heiligkeit und ich nur mit gleichem Verlangen wünschen können, nämlich der Kirche von Frankreich die Organisation zurückzugeben, die ihr nothwendig ist, ihre heilige Bestimmung zu erfüllen; und meinen Völkern die Ausübung der katholischen Religion zu erleichtern, ist die unmittelbare Sendung eines Legaten, der auf dieselbe Weise wie derjenige, der mit dem Gewalträuber unterhandelte, zu mir komme und die Vollmachten, die zu seiner Sendung nothwendig sind, in ihrer ganzen Ausdehnung mitbringe. Ich zweifle nicht, daß jene Bischöfe, die ihre Entlassung nicht gegeben haben, weit entfernt, der Ordnung welche man einzuführen beabsichtiget, irgend Hindernisse zu legen, mit Eifer zu dem größten Wohl der Religion und der Kirchen Frankreichs beitragen werden.

Der Herzog von Richelieu, der damals an der Stelle des Herrn von Talleyrand Minister war, drückte in seinen Instructionen für den Herrn Grafen von Blacas sich also aus:

Da Seine Majestät es als zweckmäßig erachten, den ehemaligen Herrn Bischof von St. Malo zurückzuberufen, dachten Sie, Niemand könne für das Wohl Ihres Dienstes ihn nützlicher ersetzen als der Herr Graf von Blacas d'Aulps. Der Rang, den er bei Hofe hat, und die Meinung, die das Vertrauen mit welchem der König beständig ihn ehrte, von seinen Talenten und für das Interesse Frankreichs gegeben hat, wirken mächtig zusammen, den guten Erfolg seiner Sendung zu sichern; und der König schmei-

chelt sich, er werde seinen Sorgen und Bemühungen den Vortheil verdanken, die religiöse Eintracht in seinen Staaten zu befestigen, und der gallicanischen Kirche den Glanz zurück zu geben, in welchem sie unter den Königen, seinen Vorgängern immer strahlte.«

Herr von Richelieu zeigt auf bestimmte Weise an, daß alle ehemaligen Bischöfe ihre Entlassung gegeben haben, und daß also alle Ansprüche, die man ihrerseits befürchten konnte, gehoben sind. Man ist also über diesen Punct weder Kämpfen mit höhern Gewalten, noch Uneinigkeiten in der öffentlichen Meinung ausgesetzt. Das Ansehen und die Meinung wird Denjenigen verbleiben, welche die Ernennung des Königs und die Einsetzung des heiligen Stuhles haben werden.

»Der Bothschafter soll sorglich seyn, des Concordates nicht zu erwähnen; und den römischen Hof nicht voraussetzen lassen, daß die Regierung den Widerruf desselben verlange. Ueber diesen mißlichen Punct muß man der Empfindlichkeit des heiligen Stuhles schonen; sich nicht den Anschein geben, als hätte man ihm ein Unrecht vorzuwerfen, und ihm jeden scheinbaren Widerspruch ersparen. Seine Absichten waren ohne Zweifel, die Trümmer der Religion und der Kirche in Frankreich zu retten; und Seine Majestät erkennen, wie Sie es sollen, die schwierige Stellung, in welcher damals der heilige Stuhl sich befand; allein Sie sehen auch, daß Vorkehrungen, die unter so verschiedenen, für die Kirche Frankreichs so stürmischen Umständen getroffen wurden, auf seine jetzige Lage nicht mehr anwendbar sind; und daß was zweckmäßig seyn konnte, sie vom Schiffbruch zu retten, für ihre Wiedergeburt nicht mehr genügen würde.

„Unterzeichnet: RICHELIEU.«

[1816]

Ehe Herr von Pressigny sein Amt niederlegte, war er noch Zeuge der Beförderung von acht und zwanzig Cardinälen; unter welchen man den muthigen Monsignor de Gregorio, den Pater Fontana, und die Prälaten della Genga, Caleppi, Severoli, Castiglioni und Georg Doria vorzüglich unterschied.

Zwei und dreißigstes Capitel.

Herr Graf von Blacas folgt dem Herrn von Pressigny in der Gesandtschaft nach. — Pius VII. wird von einer Unpäßlichkeit befallen. — Seine Zwistigkeiten mit dem König Ferdinand. — Schreiben dieses Fürsten an den Papst über den weissen Zelter und die Fürstenthümer von Benevent und Ponte-Corvo.

Am 31. Mai erhielt Herr Cortois von Pressigny seine Abschiedsaudienz und der Herr Graf Blacas ward als außerordentlicher Bothschafter beglaubigt. Herr Jordan und ich hatten Befehl in unsrer Eigenschaft als Gesandtschaftssecretaire bei ihm zu bleiben.

Mir war ins besondere sehr leid um den ehemaligen Herrn Bischof von St. Malo; er war ein Mann von Verstand und seine Großmuth war wahrhaft königlich *). Er hatte gewußt mit Männern sich

*) Einmal als ich wie gewöhnlich, ohne mich anmelden zu lassen, zu dem Bothschafter eintrat, traf ich in seinem Kabinet bei der Thür einen großen Kriegesknecht an, der von der Sonne gebräunt war, eine zerrissene Uniform anhatte, sich gerade hielt, und nicht recht wußte was er mit seinen Händen anfangen sollte, in welchen ein Gewehr zu fehlen schien. Diesem Manne standen

zu umgeben, welche der höchsten Achtung würdig waren. Dies waren unter Andern der Herr Abbé Sambucy, ein frommer Priester, der ihm sehr ergeben und sehr nützlich war, und dem er die Stelle eines geistlichen Schreibers der französischen Nation beim Consistorium erwirkte; der Herr Abbé von Bonald, heut zu Tage Bischof von Puy, wo er den Ruf eines talentvollen und heiligen Mannes sich erwarb; was gewiß eine süße Belohnung für seinen berühmten Vater seyn muß; auch hatte Herr von Pressigny Herrn Hilarion Lucas, einen gelehrten Theologen um sich, der nun Vorgesetzter in einer unsrer ehrwürdigsten Congregationen ist. Endlich liebten die französischen

---

Thränen in den Augen, die auf seine Wangen herabflossen. Ich sprach zu ihm: „Kamerad, ein Mann soll nicht also weinen!“ — „Nun ja, antwortete mir der Soldat; sehen Sie lieber Ihren Bischof an!“ — Ich trat näher zu Herrn von Saint-Malo und sah, daß er etwas in einer ganz leeren Schublade suchte, und ebenfalls Thränen der Rührung in den Augen hatte. Ich wendete mich gegen den Soldaten zurück, der also zu mir sprach: „Mein Herr, ich habe den Dienst von Neapel verlassen; ich bin aber kein Ausreisser; ich kehre zurück, weil man mir geschrieben hat, der Kriegsminister von Paris habe uns zurückberufen. Ich begegnete zu Rom einem Italiener, der eine große, weisse Cocarde trug; und habe mir wohl gedacht, er könne mir aus der Verlegenheit helfen. Ich fragte ihn also um unsern Kriegscommissair, und er führte mich geraden Weges zu dem Bischof von Frankreich. Ich sagte also zu dem gnädigen Herrn, ich spräche zum allerersten Male mit einem Bischof; doch dies wäre alleins, wenn er mir nur zwei neapolitanische Dukaten geben könnte, um bis nach Florenz zu gehen. Der gnädige Herr unterbrach mich sogleich und sagte mir: „Mein Freund, Ihr seid aus Burgund? — „Ich sehe wohl, Euer Gnaden sind es ebenfalls.“ — Endlich als ich seine Hand an-

[1816]

Künstler diesen vortrefflichen Repräsentanten des Königs. Sein Benehmen gegen Herr Mazois war ein Beweis der Gewogenheit dieses Bothschafters für Alles, was Achtung und Aufmerksamkeit verdiente. Frei, vielleicht zu offen, erhielt er nicht das ganze Vertrauen des Ministers Pius VII.; aber Seine Heiligkeit liebten ihn; sahen ihn mit Vergnügen, und ließen, bevor er die Residenz verließ, ihm schöne Geschenke zustellen. Was mich betrifft, ward ich von diesem so edlen und so liebenswürdigen Manne mit so besonderer Zärtlichkeit behandelt, daß ich mich nicht erwehren konnte, ihm dies Zeugniß einer ehrerbietigen Dankbarkeit zu geben.

---

greifen wollte; — denn ich weiß, daß man die Bischöfe bei der Hand faßt, um solche zu küssen, — sagte er mir: „Es ist gut; da Ihr ein Burgunder und ein braver Mann seid, der auf solche Weise zum König zurückkehrt, sollt ihr an den ersten Bischof euch erinnern, mit dem Ihr gesprochen habet;“ und gab mir dann jenen großen Geldbeutel, den ich dort auf den Tisch zurückgelegt habe. Und das sollte mein seyn, und das Herz vor Allen! — Und da that er dann was Sie sehen. Und dann — — — sagte ich zu dem gnädigen Herrn, ich wollte wohl einen kleinern Beutel annehmen; den sucht er nun dort; findet aber nichts.“ — Da nahm ich die Börse vom Tische, nahm blos einige Silbermünzen heraus; ließ alles Gold darin, das sie enthielt, überreichte sie dem Soldaten und fügte bei: „Da sehet, dies schenkt euch der gnädige Herr!“ — Der Soldat getraute sich nun nicht mehr, das Geschenk abzuweisen. Der Herr Bothschafter sagte mir hernach, der lebhafte; ehrliche, ehrerbietige und vertrauliche Ton, der burgundische Accent, den er nicht gefaßt war zu vernehmen, und ein dunkler Gedanke, dieser Mensch wäre vielleicht der Sohn irgend eines Bauern von einem der Güter seiner Familie, alle diese Umstände hätten auf ihn eingewirkt und herbeigeführt, was zwischen ihm und dem Soldaten vorgefallen wäre.

[1816]

Im Anfang des Juni ward Pius VII. von einer leichten Unpäßlichkeit befallen; er litt an einem hartnäckigen Harnzwang; und er behauptete, man lasse ihn eine Diät beobachten, die seine Schmerzen vermehre. Eines Morgens erzählte uns der Cardinal Consalvi, der Papst habe auf ziemlich aufrührische Weise angekündigt, er wolle sich an die Spitze seiner Gesundheit stellen. Von diesem Augenblick an stellte er sich eine Art Regel auf, die er seinen Kalender nannte; er kleidete sich jeden Tag auf verschiedene Manieren, und zog mehr oder weniger Gewande an, je nach den Bemerkungen, die der Stand der Atmosphäre bei ihm erregte.

Es hatten sich Schwierigkeiten zwischen der päpstlichen Regierung und der Regierung Seiner Majestät, dem König Ferdinand ergeben, der in sein Königreich der beiden Sizilien zurückgekehrt war. Es galt hier dem Streite wegen des weissen Zelters. Der Leser kennt diese Geschichte. Das letzte Mal wo dieselbe besprochen ward, war unter Joachim, welcher Neapel regierte. Damals schlug der Papst ab was er nun verlangte. Die Angelegenheit war durch den feindlichen Einfall in den römischen Staat i. J. 1815, und durch die Ereignisse der hundert Tage unterbrochen worden. Als am Ende des Jahres 1815 der Cardinal Consalvi die Forderungen wieder also aufnahm, wie man solche vor den Kriegen an Ferdinand gestellt hatte, antwortete der König darauf; die Antwort jedoch hatte, nachdem solche dem Papste war vorgelegt worden, sich verirrt. Dieserwegen

[1816]
schrieb der Papst an den König; und der König antwortete am 26. Juli:

»Das Schreiben, das Eure Heiligkeit unter dem 28. dieses Monats an mich erließen, hat mich mit Schmerz erfüllt. Sie beschuldigen mich, ich hätte Ihr Schreiben vom 18. October nicht beantwortet. Hierüber muß ich alsbald mich entschuldigen, da ich geantwortet habe; dann aber, — ohne von der tiefen Ehrfurcht mich zu entfernen, die ich immer für den Stellvertreter Jesu Christi haben werde, werde ich mit dem unsterblichen Pius VII. frei über Jenes mich besprechen, was den weissen Zelter betrifft, und ein rein politisches und zeitliches Recht ist, das die Kirche von Rom gegründet glaubt, der König der beiden Sizilien aber, die kritischen und diplomatischen Umstände bei Seite gesetzt, nicht für gegründet halten kann noch darf, ohne seine Unabhängigkeit zu verletzen, die das primitive und constitutive Recht aller Souverainetät ist.«

Der König erklärt, er habe Bevollmächtigten befohlen, sich beurtheilend zu besprechen: 1) über diese Angelegenheit wegen des weissen Zelters; 2) über ein Concordat zwischen den beiden Höfen; 3) über Vergütungen für Benevent und Ponte-Corvo. Dann behauptet der König, er habe gewisse Verheißungen nicht gegeben, die ihm angeführt werden; ferner, eine Stelle des Breve, auf das er antwortet, habe ihn mit einem heiligen Schauder erfüllt; und vor Gott im Innern gesammelt, habe er mit größter Inbrunst Ihn angefleht, über die Kenntniß seiner Pflichten ihn zu erleuchten, und besonders seiner Erinnerung nachzuhelfen, ob er in Sizilien irgend ein Gelübde gethan habe. Nun habe er dort

wirklich verheißen, wenn er das Glück haben sollte, nach Neapel zurückzukommen, zur Ehre des heiligen Franz von Paula eine Kirche zu erbauen; sonst habe er kein Gelübde gethan. Uebrigens geht der König darauf aus, den gesetzlichen Grund der Forderung Roms zu suchen und spricht:

»Es gab eine Zeit, wo Alles in Europa die Lehenform annahm. Die Kette der Herren und der Vasallen hatte so viele und solche Ringe, daß die Könige von Frankreich, der Kaiser von Deutschland und die Kirche selbst von der einen Seite bis zu dem höchsten Ringe des Herrn hinauf, von der andern aber bis zu dem Ringe des Vasallen hinabstieg. Ueberhaupt war das Lehensystem das constitutive Prinzip des öffentlichen Rechtes. Jede Länderei, jeder Staat, jede Person hielt sich für einen Herrn oder für einen Lehensmann; und zuweilen geschah es durch verschiedene Beschützungen, daß der nämliche Staat, die nämliche Person der einen oder der andern dieser Eigenschaften in mehr oder minder bezeichneten Graden der lehnbaren Herrschaft oder Dienstbarkeit sich unterzog. Dies nämliche Prinzip des Lehensystems brachte die frei angebotenen Lehen (fiefs oblats), eine Art freiwilliger Knechtschaft hervor, die in damaligen Zeiten durch große Vortheile aufgewogen wurden. So stark und unwandelbar die Kirche in den Grundsätzen des Dogma und der Disziplin ist, die mit dem Dogma zusammenhängt, und dann in der zeitlichen Verwaltung sich weise zeigte, richtete sie sich dennoch immer nach den Zeiten und den Systemen des öffentlichen Rechtes in jenen Dingen, welche ihre zeitlichen Besitzungen und Rechte betreffen. Als das Römerreich die Welt beherrschte, war sie unterthan; als dies Reich zerfiel, wurde sie aus sehr gerechten Ansprüchen eine zeitliche Macht und nahm in ihren Staaten die Lehenform an, weil damals Alles Lehen war. Ihre politische Macht war durch Tractate und Verträge bald vermehrt, bald vermindert.

[1816]

Endlich nahm sie durch jene Mittel, wodurch Staaten und Souverainetäten wachsen und vermindert werden, bald zu, bald ab, je nach der Wirkung jener politischen und diplomatischen Uebereinkünfte; und immer ist der Besitz ihrer Staaten von jenen gebieterischen Erschütterungen bedroht, die das allgemeine System des Jahrhunderts den Regierungen gegeben hat. Ward der glorreiche Vorgänger Eurer Heiligkeit nicht thatsächlich genöthigt, die Legationen durch einen feierlichen Tractat abzutreten? und nehmen Eure Heiligkeit heut zu Tage nicht den Besitz derselben mit einer geringen Verminderung, in Kraft einer politischen Uebereinkunft zurück, welche die auf dem Congreß zu Wien vereinten Mächte sanctionirten, um der Welt den Frieden zu geben? Nichts also ist unwandelbar als das Dogma; weil dasselbe von Gott geoffenbart ist. Was für die Kirche zeitlich ist, richtet sich nach der Welt und nach den Umständen.«

Wir fallen hier beinahe in einen Theil der Argumente zurück, die Napoleon selbst im Jahre 1815 aufgegeben hatte. Der übrige Inhalt der Note wird etwas bitter; und der König behauptet zu wissen, der Staatssecretair des Papstes gebe seine Einwilligung, Joseph Buonaparte als König von Neapel anzuerkennen, wenn man die Staaten des heiligen Stuhles verbürgte. Diese Behauptung war nicht richtig. Dann erklärt der König dem Papste, man könne nach den nämlichen canonischen Grundsätzen, aus einer, der Kirche nützlichen Ursache ein Lehen veräußern:

»Der heilige Stuhl hat Geldverpflichtungen sowohl für den Berg Napoleon bei Mailand als für die Entschädigung des Prinzen Eugens; eine gewisse Summe würde die Nothwendigkeit erleichtern, die römischen Unterthanen mit einer

neuen Steuer zu bedrücken. Ponte-Corvo und Benevent bringen Ihren zeitlichen Besitzungen keinen Vortheil; dagegen gereichen sie meinem Königreiche zu sehr großem Schaden; der Nutzen wäre gegenseitig; man würde eine gute Nachbarschaft begründen; die beiden Souverains würden getreuere Alliirte seyn, jeden feindlichen Anfall zurückzudrängen; der Friede würde unter unsern Unterthanen herrschen; die Kirche würde von einem Besitze sich befreien, der ihr wenig Vortheile gewährt, und einem Nachbar ungemein schädlich ist, der dann Eure Heiligkeit als den Spender des Friedens für seinen Staat verehren würde. .... Ich bitte Eure Heiligkeit in Ihren Gebeten mich gegenwärtig zu erhalten, und spreche Ihren väterlichen, apostolischen Segen an.«

„Unterzeichnet: FERDINAND.«

Herr von Medici, erster Minister des Königs hätte sich erinnern sollen, daß diese Art Weisungen, seine Schulden zu bezahlen, zwischen Souverains nicht üblich sind. Auch mußte man in diesem Schreiben etwas von den Grundsätzen der sophistischen Schule wahrnehmen, welche mehrere Argumente Filangieri's übertrieb.

Drei und dreißigstes Capitel.

Motu-proprio vom 6. Juli. — Prüfung dieses berühmten Gesetzes. — Ueberblick der französischen Staatsverwaltung zu Rom während der Usurpation. — Uebereinkunft vom 25. August 1816. — Schreiben des Papstes an den König von Frankreich. — Die Kirche der Dreieinigkeit vom Berge wird auf Unkosten des Herrn Grafen von Blacas ausgebessert.

Am 6. Juli ließ der Papst ein Motu-proprio bekannt machen, das man mit Ungeduld erwartete. Diesem Gesetze geht eine Einleitung voran; in dieser Einleitung ist die Rede von der Einförmigkeit des Systems, von der Centralisation der Gewalten, von der Unabhängigkeit der Gerichtsbehörde, von der Eintheilung des Landes in Provinzen und Bezirke, und endlich von der Verantwortlichkeit der Agenten. Indessen besteht ein sehr merklicher Unterschied zwischen dieser Einleitung und einigen Theilen der Anordnung des Gesetzes. Der Grund, der davon sich angeben läßt, liegt darin, daß das Gesetz in seinem Zusammenhang anders verfaßt war als es heut zu Tage ist; und daß man einen Eingang bestehen ließ, der für Vorschriften gemacht war, die verschiedene plötzliche Abänderungen erlitten. Indessen wäre es doch nicht schwer gewesen, die Einleitung und das Gesetz in Uebereinstimmung zu bringen. Wir wollen nun einige der Hauptpuncte untersuchen, die in dem Motu-proprio behandelt werden. Gewiß ist's, daß Pius VII. dasselbe aufmerksam erwog, be-

[1816]

vor er in die öffentliche Bekanntmachung desselben willigte. — Es wird also ein bürgerliches Gesetzbuch angekündiget. Dieses wird die Arbeit des Herrn Bartolucci, ehemaligen Staatsrathes Napoleons und einiger andern schätzbaren Rechtsgelehrten seyn. Man glaubte damals, es würde das Gesetzbuch für Frankreich zum Muster genommen werden. „Im Grunde, sagten die Römer, ist euer Gesetzbuch nur ein Auszug der römischen Gesetze; es erklärte nur zu einem positiven Gesetz was in der römischen Rechtslehre widersprochen und unbestimmt war.„ — Eben so wird ein Gesetzbuch für den bürgerlichen Rechtsgang, ein Gesetzbuch für den Handel, ein Strafgesetzbuch, und ein Gesetzbuch für die Prozedur in Criminalsachen angekündiget. Bis nun gab das Motu-proprio nur Verheißungen. Wir wollen nur flüchtig die verschiedenen bestimmten Organisationen untersuchen, welche dasselbe darbietet. Nach dem dritten Artikel ward eine Schilderung bekannt gemacht, aus welcher sich ergibt, daß der Kirchenstaat, der i. J. 1816 zwei Millionen, drei mal hundert vier und fünfzig tausend, siebenhundert neunzehn Inwohner zählte, nun in achtzehn Delegationen, vier und vierzig Bezirke, und hundert sechs und zwanzig Munizipalitäten oder Gemeinden vertheilt ist. Die Nomenclatur ausgenommen, ist diese Schilderung nichts anders als die französische, auf den Kirchenstaat angewendete Organisation. Der Theil des Gesetzes, der das Finanzsystem angeht, ist der vollständigste. Er läßt nicht so viel zu hoffen;

(1816)

die Früchte stehen hier zur Ernte bereit. Die Römer traten auf der Stelle in den Genuß eines ziemlich guten Systems, das die Einrichtung der Steuern, die Vorschriften bei Theilungen, die Form der Rechnungsablegung für jedes zu Ende gegangene Jahr, und die vorläufigen Ausgaben für das neue Jahr enthält. Das Gesetz regelt die sogenannte Auflage der Verpfändungen (hypothèques). Die Erhaltung der Pfänder ist ein Meisterstück der menschlichen Vorhersehung. Dies System, das die Griechen erfanden und die Römer befolgten, ward, politischer Unruhen wegen, lange Zeit von diesen Letztern verlassen. Die engländischen Gesetzgeber frischten das Andenken an dasselbe wieder auf. Das pfandrechtliche System, das man zu Rom einführte, war genau dasselbe, das in Frankreich in voller Kraft bestand. Dieser Gegenstand liegt der Fassungskraft gewöhnlicher Menschen eben nicht sonderlich nahe. Es war also nicht nothwendig unter fremder Benennung irgend etwas zu verlarven; wie man dies bei mehreren andern, ebenfalls abgeschriebenen Einrichtungen gethan hat; deren vorzüglichste Ausdrücke man abänderte, um dem auszuweichen, was die Römer die Gehässigkeit der französischen Gesetze nannten.

Für Parteimänner gibt es Länder, wo man nicht einmal Jenes nehmen dürfte was gut ist. Der Ertrag dieser Auflage (der Hypotheken) erhob sich bis zur Summe, die für den Unterhalt der Kanzelleien nothwendig war. Man betrachtete also dieselbe

ganz wie im Interesse des Publikums, und nicht wie im Interesse des Fürsten; ausgenommen, wie Pius VII. sprach, unter dem Gesichtspuncte des Ehrgefühls und der Moralität, die ein solches System bei den Eigenthümern einführt, die es verhindert zu lügen. Künftighin werden sie nicht mehr hundert tausend Thaler auf ein Landgut ausborgen, das zwanzig tausend werth wäre; und der Souverain, der über tugendhafte Unterthanen herrscht, wären sie dies auch nur aus Noth, darf weniger für sein Ansehen besorgt seyn.

In den Artikeln über den Stämpel war, mit Ausnahme der Form der Münzabschnitte, alles Uebrige französisch; die nämlichen Ausdehnungen, die nämlichen Verhältnisse, die nämlichen außerordentlichen Fälle, die nämlichen Fälle für Uebertretungen, die nämlichen gerichtlichen Strafen; es ist dies eine Abschrift der Artikel des französischen Gesetzes; nur daß solche zuweilen versetzt sind; und daß man suchte, ihnen den Anschein eines italienischen Ursprungs zu geben. — Das Protokoll, das mit der Archivisione, einem alten, damals aber schlecht ausgeübten Gesetze Urbans VIII. vermischt wird, ist eben so, wenn nicht eine Abschrift, wenigstens eine genaue Nachahmung der französischen Gesetze. Man erkennt, ohne eben eines Vergrößerungsglases zu bedürfen, die nämlichen Unterschiede für das Protokolliren der Urkunden und der Ausfertigungen, für die festgesetzten oder verhältnißmäßigen Gebühren, und die nämlichen Fälle für Geldstrafen; so daß der ganze Unter-

[1816]

schied nur in der Bestimmung der Gebühren besteht, die etwas stärker sind, als das französische Gesetz solche fordert. Hier muß ich gerecht gegen eine Regierung seyn, die zwar Italien wenig Gutes gethan, aber doch etwas bestimmt Gutes darin gethan hat. Das Directorium Frankreichs war's, das unter der neuern römischen Republick zuerst das Protokoll zu Rom organisiren ließ. Ein geschickter, unbescholtener und arbeitsamer Mann, Herr Ginoux, führte den Vorsitz bei dieser Organisation, und erlangte den ehrenvollsten Erfolg.

Hernach ordnet das Motu-proprio die zuständigen Rechte der Gerichtshöfe, der administrativen Stellen und der Rechnungskammer. Frankreich (denn wenn man von uns ausborgt, so muß man auch bekennen, daß wir von Andern ausborgten,) hatte ehemals nicht eine einzige Rechnungskammer. Diese Einrichtung so wie sie jetzt ist, ward unter den piemontesischen Gesetzen gefunden. — Der Preis des Salzes sollte, so wie der Preis des Tabaks, im ganzen römischen Staate gleich seyn. Man hoffte es dahin zu bringen, diese Pflanze, deren Gebrauch so sehr verbreitet ist, besser zu bereiten; aber schwerlich wird man die Qualität der französischen Tabaksorten erreichen, die zu Rom gierig gesucht werden.

Dies ist eine genugsame Zergliederung dieses Gesetzes, das Consalvi dem Wiener Congreß verheißen hatte. Als der Papst erfuhr, daß sein Minister sein Wort gegeben hatte, befahl er, daß man eilen sollte, ein so feierliches Wort zu halten; und auch

[1815]

der Cardinal vernachläßigte durchaus nichts, durch diese so ersehnte Bekanntmachung die Ruhe der alten Tage des Papstes zu sichern; der, wie er immer sagte, sein Wohlthäter und sein Herr war.

Man sieht, daß, — ohne daß der mindeste Zwang dabei unterlief, — die päpstliche Regierung in ihren Staaten viele französischen Einrichtungen beibehielt, oder einführte. Dies gibt Veranlassung hier einen flüchtigen Blick auf die Verwaltung der Franzosen zu werfen, während sie Rom besetzt hielten. Man kennt meine Ansichten zur Genüge; und es ist eben nicht nothwendig, daß ich aufs neue erkläre, es habe bei der Herrschaft einer fremden Autorität Gewalträuberei und Gewaltthätigkeit Statt gefunden. Der Papst war der rechtmäßige Besitzer von Rom. Die Päpste hatten zwar die Conzessionen Carls des Großen angenommen; eigentlich aber waren, um mit Bossuet zu sprechen, „die Majestät des heiligen Stuhles und der Name des heiligen Petrus, die in der ganzen Welt berühmt waren, während des Verfalls des Römerreiches, die einzigen Bollwerke der Stadt Rom gewesen." Dies Schutzrecht war ein Souverainetätsrecht geworden. Kein Souverain also, kein Feldherr, keine Macht hätte das Recht, das heilige Prinzipat sich anzueignen.

Waren aber die Umstände der Gewalt und der ungerechten Besitznahme einmal als Thatsachen anerkannt, dann konnte es sich ergeben, daß die neuen Vicekönige das Land übel regierten, wie man dies

[1816]

in vorhergehenden Zeiten zu Mailand und zu Neapel erfahren hatte. Die Franzosen haben diese Beleidigung sich nicht (als eine mehr) vorzuwerfen. Der General Miollis war immer ein rechtschaffener Administrator. Saliceti, den wir hier nur in seinen Beziehungen auf Rom betrachten, war nicht nur ein talentvoller Mann, sondern er zeichnete sich auch durch fürstlichen Aufwand, durch Freigebigkeit und Großmuth aus. Eines der Mitglieder der Junta, Herr von Geraudo, war allgemein hochgeachtet. Oft sahen die Römer ihn nach den mühsamen Anstrengungen seines Amtes, auf den schönen Spaziergängen der Villa Medici, auf dem Monte-Mario Ruhe suchen. Dort überließ er sich jenen Betrachtungen, durch die er Einer der tiefsinnigsten Publizisten unsres Zeitalters ward. Er ist der Mann Europa's, der Hobbes und seine Lehre am besten beurtheilt, und darüber für immer entschieden hat. — Die Römer erhoben zwar öfters ein Geschrei wider Herrn Janin; aber was immer man über seine Operationen sagen mag, er führte Ordnung in ihre Geschäfte ein; und die rechtmäßige Regierung selbst gab einigen seiner Maßregeln Beifall, welche heilsam waren.

Die Verwaltung der Gerechtigkeit ward während der vier Jahre der französischen Herrschaft durch Herrn von Gregory und Herrn Legonidec beständig geehrt. Die Polizei schonte zwar der Conscribirten nicht; übrigens aber war sie klug und zurückhaltend. Lebhaftes Interesse auch muß die Verwaltung des

Präfecten, des Herrn Grafen von Tournon erwecken. Das Buch, das er unter dem bescheidenen Titel: Statistische Studien von Rom herausgab, bezeugt die Sorgfalt, die er anwendete, das Land zu kennen und sichere Wege zu suchen, dasselbe mit Milde zu regieren. Das Andenken des Herrn von Tournon steht zu Rom in Ehren. Nimmer kann man mit zu großem Beifall die Worte dieses so ausgezeichneten Präfecten aufnehmen: „Es ist nothwendig, Thatsachen zu sammeln, welche beweisen, daß das Unglück des feindlich überfallenen Roms durch die Anstrengungen Derjenigen selbst vermindert ward, die im Namen des Siegers über dasselbe herrschten; und daß sie die Würde der Eroberung, die ihrer Sorgfalt anvertraut ward, und ihre Verantwortlichkeit vor der civilisirten Welt vollkommen begriffen."

Ich will hier über die Propaganda besondere Thatsachen anführen, die zu Rom mir mitgetheilt wurden. Die Congregation und das Collegium de propaganda fide nehmen unter den heiligen Anstalten für das ewige Leben den ersten Rang ein. Sie wurden von Gregorius XV. im Jahre 1622 gestiftet. Alle Päpste, die den Namen Gregorius führten, waren besondere Beschützer großer Ideen, weiser Gedanken und muthiger Unternehmungen. Drei und zwanzig Cardinäle, zu welcher Anzahl auch der Cardinal Chiaramonti gehört hatte, waren Mitglieder dieser Congregation. Das Collegium war bestimmt, eine große Anzahl Jünglinge aus verschiedenen Na-

[1816]

tionen (man zählte derselben oft bis zu achtzig) zu bilden und zu unterhalten; um dann in ihrem Vaterlande in den Missionen zu arbeiten. Da diese Stiftungen keinen andern Zweck als die Verbreitung des Glaubens haben; dem apostolischen Geist und dem Befehle Christi gemäß: Euntes docete, wurden die Einkünfte der Congregation nur zur Unterstützung der Missionäre verwendet. Das Collegium hatte eine große Bibliothek und eine berühmte Buchdruckerei, die vierzig verschiedene Arten Schriften hatte; mit welchen man Werke in beinahe allen bekannten Sprachen druckte. Eine so wohlthätige Anstalt erregte die Eifersucht Derjenigen, welche zerstörende Propaganden organisirten. Ein gedruckter Befehl vom 15. Merz 1798, unterzeichnet von Haller, jenem tiefsinnigen Beobachter, der zu Pius VI. gesagt hatte: „Sie werden überall sterben!" lautet also: „der Bürger Haller hebt die Propaganda als eine sehr unnütze Anstalt auf." — Man plünderte die reiche Bibliothek; aber zum Glück und durch die Folge eines Schutzes, den solche Personen, die am meisten schaden konnten, zuweilen gern so nothwendigen Instituten zuwenden, blieben die Archive und das Secretariat unberührt; ob man auch zu verschiedenen Malen beschlossen hatte, die schriftlichen Urkunden nach dem Gewichte zu verkaufen. Indessen bemächtigte man sich aller Schriftzeichen der Buchdruckerei, um, wie man versicherte, der Welt ihre Freiheit ankündigen zu können. Schonungslose Satyrenschreiber sagten damals: „Man trifft mit unsern Druck-

buchstaben Anstalt, die Rechte des Menschen allenthalben zu verbreiten; warum bedient man sich doch nicht derselben auch, um seine Pflichten zu verkündigen?" — Das Collegium der Propaganda war nach dem Beschlusse des Staatsrathes erhalten worden, der die römischen Staaten mit dem Kaiserreiche vereinte. Im 17. Artikel der III. Aufschrift steht, die Ausgaben der Propaganda werden als kaiserliche Ausgaben erklärt. Bald befahl die Consulta kraft eines überdachten Beschlusses, die Einkünfte dieser Anstalt durch eine Commission verwalten zu lassen; zu deren Mitglied Herr von Fortia, ein Freund des Herrn von Tournon, ernannt ward. Er war ins besondere mit den Rechnungen beauftragt. Als er sein Amt antrat, waren die Zöglinge neun an der Zahl. Der Abbate Piéri, Missionnair zu Constantinopel, führte zwei Zöglinge aus der Bulgarei herbei; und man erstaunte, das Collegium unter solchen Umständen sich vermehren zu sehen. Die Commission fertigte im Jahre 1813 zwei Armenier ab, die bereits Priester waren und ihre Studien vollendet hatten; Einer aus ihnen war von Ancyra, der Andere von Bitlis in Armenien. Rings um die Anstalt bemächtigte man sich indessen der Gebäude, die derselben angehörten. Die Kirche ward in ein Magazin für gestochene Kupferplatten verwandelt; das Grab des letzten Cardinals Tournon war daraus fortgeschafft worden. Als Einer der vorzüglichsten Beamteten der Kronverwaltung sah, daß Herr von Fortia über das Verlangen sich be-

[1816]

klagte, das man man trug, die Kunstgegenstände, welche von der Bibliothek abhängig waren, zu zerstreuen, um sie in andere Niederlagen zu bringen, erhob er einsmals seine Stimme und sagte: „Herr von Fortia, Sie sind mächtiger als der Kaiser, dessen Person wir vertreten!" — Herr von Fortia erwiederte: „Sie wollen eigentlich gegen Napoleon ungehorsam seyn; denn er selbst hat in einem Dekret befohlen, die Propaganda soll erhalten werden!" — Außerdem hatte Herr von Fortia die Bibliotheken der aufgehobenen Klöster in die nämliche Anstalt bringen lassen. Ich erinnere mich, daß zur Zeit, wo ich nach Rom kam, Jedermann sein Eigenthum wieder zurücknahm; und da die Hinterlagen jedes Klosters durch Ueberschriften gesondert waren, kam bald Alles wieder an gehörigen Ort und Stelle zurück. Die Gesandtschaft sandte hin, zurück zunehmen was französischen Klöstern angehörte; denn wir hatten auch uns selbst geplündert. Ehre sei dem Marchese von Fortia, einem der eifrigsten Erhalter einer so vortrefflichen Anstalt!

Ich beschließe mit einigen Einzelheiten über ein anderes von den Franzosen eingerichtetes Institut; nämlich über die Wärter der Feuerspritzen, i Vigili. Als man Pius VII. einen Bericht über diese Anstalt gab, befahl er dieselbe so zu erhalten wie sie war; und noch heut zu Tage besteht Alles nach der französischen Weise; die Verrechnung geschieht in Franken und Centimen; und wie Herr Marchese Origo, der Oberste dieses Corps, mir sagte, stehen sogar die

Knöpfe auf den Kleidern genau in der Entfernung, welche der Pariser Befehl vorschreibt.

Unterdessen arbeitete Herr Graf von Blacas beharrlich daran, ein neues Concordat von dem heiligen Stuhle zu erlangen. Am 25. August, als am Tage des königlichen Namensfestes unterzeichnete er einen Tractat in vierzehn Artikeln, wie jener Tractat war, den man seitdem das Concordat vom Jahr 1817 nannte. Jener hatte eine Ueberschrift, die in dem andern Vertrag nicht gänzlich beibehalten wurde. Hier folgt derselbe:

»Im Namen der allerheiligsten und unzertheilten Dreieinigkeit. Da Seine Heiligkeit, das Oberhaupt der Kirche, Pius VII. dessen Sorgfalt die gesammte Kirche umfaßt, von dem lebendigsten Verlangen beseelt sind, daß die Uebel, gegen welche er in den vergangenen Zeiten so oft Einspruch gethan hat, in Frankreich gänzlich aufhören, und daß die Religion und die Kirche in diesem Königreiche abermal zu ihrem vormaligen Glanze gelangen; indem endlich die glückliche Rückkehr des Enkels des heiligen Ludwig auf den Thron seiner Ahnen es gestattet, daß die kirchliche Verwaltung daselbst zweckmäßiger geordnet werde; — und da Seine allerchristlichste Majestät den heiligen Vater ersucht haben, daß die Anzahl der Bisthümer schleunig vermehrt werde, die jetzt in Frankreich bestehen; und sich vorbehalten, reichlicher und in gemeinsamer Uebereinstimmung für das Interesse der katholischen Religion zu sorgen, haben sie in dieser Absicht beschlossen, einen feierlichen Vertrag zu errichten, in Folge dessen ꝛc.«

Die Folge ist ungefähr wie im Concordat vom Jahr 1817; nur daß einige Artikel versetzt sind. Der 3. Artikel des ersten Vertrages besagt, daß die or-

[1816]
ganischen Artikel abgestellt sind; und bleibt hierbei stehen; ohne beizufügen: in jenen Dingen, worin sie der Lehre und den Gesetzen der Kirche entgegen sind.

Der König bestätigte diesen Vertrag; dennoch war derselbe nicht abschließend. Als dieß erste Concordat nach Paris gesandt wurde, begleitete der Papst dasselbe mit einem Schreiben, worin die Stellen zu lesen waren, die wir nun anführen wollen.

Vielgeliebter Sohn in Jesu Christo, Heil und apostolischen Segen!

»Das Schreiben Eurer Majestät vom 25. April, das wir mit so großer Ungeduld erwarteten, hat in unserm Herzen Begierden entflammt, die wir immer genährt hatten, und die dem Verlangen Eurer Majestät gemäß sind, in Ihrem Königreiche unsre heilige Religion zu neuem Flor zu erheben und die Wunden zu heilen, die, weil sie durch die Gewalt der Umstürzungen noch tiefer wurden, eine schnelle und wirksame Arzenei erfordern. Es ist der Frömmigkeit des Sohnes und Erben des heiligen Ludwigs würdig, mit den geistlichen Bedürfnissen seiner Unterthanen sich zu beschäftigen; und unsre Sorgfalt für alle Kirchen, die uns durch die göttliche Anordnung anvertraut sind, verpflichtet uns, die Ehre Gottes und das Heil der Seelen mit dem dringendsten Eifer zu suchen.

»Diese Erwägungen, die noch durch unsre väterliche Zuneigung für Eure Majestät und durch unsre zarte Liebe zu den Gläubigen Frankreichs verstärkt werden, haben uns bestimmt, ohne Zögerung die dringendsten Befehle zu ertheilen, die abgebrochenen Unterhandlungen wieder anzuknüpfen, und solche in der möglichst kürzesten Frist zu vollenden. Der Bothschafter Eurer Majestät, den seine Reli-

gion und seine Eigenschaften des Vertrauens würdig machen, mit welchem Eure Majestät ihn beehren, ist Zeuge der Bemühungen, die wir wegen dieses wichtigen Gegenstandes auf uns genommen haben; und der Tractat, der nun so eben abgeschlossen ward, wird Eurer Majestät noch besser kund geben was man Alles bewilliget hat, Ihrem Verlangen zu entsprechen. ——— Wenn die Bischöfe, die nun zu den gallicanischen Kirchen sollen ernannt werden, nicht mit dem Eifer der Apostel um die Wette eifern, werden sie nicht geeignet seyn, den vielfältigen Schaden in dem mystischen Weinberge zu ersetzen; auszurotten und zu pflanzen; niederzureißen und zu erbauen. Und hier können wir uns nicht erwehren, Eurer Majestät den Schmerz zu offenbaren, der uns peinigt. Einige der jetzigen Bischöfe, die zur Classe der Constitutionnellen gehört hatten, haben, nachdem sie gethan, was man berechtiget war von ihnen zu erwarten, und auf solche Weise von uns die canonische Einsetzung in die Stühle erlangt hatten, die sie heute besitzen, die Irrsale erneuert, welchen sie schienen entsagt zu haben; und des Postens sich unwürdig gemacht, den sie in der Kirche einnehmen. Legten die schwierigen Umstände der verflossenen Zeiten uns Hindernisse, Mittel zu erlangen, die ein Verhältniß zu einer so großen Unordnung hatten, so öffnet die glückliche Veränderung der Dinge uns nun einen Weg, ohne weitere Verzögerung auszuführen, was die Pflicht unsres Apostolates von uns erfordert.

»Eine andere Ursache unsres Schmerzes sind die vormaligen Bischöfe der französischen Kirchen i. J. 1801, welche die Entsagung ihrer Stühle nicht einreichten. Es thut unserm Herzen sehr wehe, Ihnen unser gerechtes Leid über Prälaten zu entfalten, die sonst in vieler Hinsicht ehrwürdige Männer sind; die auch das Lob Pius VI. heiligen Angedenkens, so wie nicht minder das unsrige verdienten; und wir hätten sehnlich gewünscht, daß sie uns nicht in diese mißfällige Nothwendigkeit versetzt hätten. Ob auch durch

[1816]

den Eid gebunden, den sie in dem Act der bischöflichen Weihe ausgesprochen, und durch den sie dem Oberhaupt der Kirche Gehorsam verheißen haben, widersetzten sie sich nicht nur unserm Begehren; sondern die meisten aus ihnen zogen sich durch Thaten und durch Schriften schwere kirchliche Strafen zu, und beleidigten höchlich sowohl unsre Person als unsre Würde. Gern vergessen wir der persönlichen Beleidigungen, die nur uns angehen; doch nicht eben so können wir derjenigen vergessen, die der Autorität und Würde der Kirche und ihres Oberhauptes angethan wurden. Im Falle also, daß einige dieser Bischöfe zu Bisthümern ernannt werden, könnten sie von uns die canonische Einsetzung nicht erlangen; wofern sie nicht früher der Kirche und dem heiligen Stuhle die gehörige Genugthuung leisteten.

»Eure Majestät hatten uns den Vorschlag gethan, einen Legaten nach Paris zu senden; wir hielten es für zweckmäßiger, einen kürzern Weg zu nehmen, da wir mit Ihrem Bothschafter die Artikel festsetzten, die jetzt konnten bedungen werden; für die Ausführung der Einzelheiten werden wir dann einen Nuntius senden; und auch hierin soll das alte System der Verbindungen zwischen dem heiligen Stuhl und dem königlichen Hofe von Frankreich wiederhergestellt werden.

Hernach ist die Rede von Avignon und der Grafschaft. Man wiederholt die Verheißungen Ludwigs XVI. und die Protestationen auf dem Congreß zu Wien. Man hofft, Seine Majestät werden einen so wichtigen Gegenstand nicht aus den Augen verlieren. Der erstgeborene Sohn der Kirche wird beschworen, in seinem Königreiche Alles zu bessern, was dem Wohl der Kirche nicht gemäß ist.

»Alle unsre Gesinnungen sind von der Liebe eingegeben, die wir für Eure Majestät hegen; und von dem Antheil, den wir an Ihrem wahren Wohl nehmen; wir bitten Sie mit aller Inbrunst unsres Herzens, solche mit kindlicher Nachgiebigkeit zu empfangen, und sich zu bequemen, dieselben mit heiligem Muthe zu vollbringen, in der Erwartung einer reichlichen Belohnung von Gott; als deren Unterpfand wir mit innigster Zuneigung unsres Herzens Eurer Majestät und Ihrem ganzen königlichen Hause den apostolischen Segen ertheilen.

»Gegeben zu Rom, bei Maria-major am 6. September des Jahres 1816, unsres Pontificates im siebenzehnten.

„PIUS P.P. VII."

Um diese Zeit ward zu Rom die französische Kirche der Minimen, zur heiligen Dreieinigkeit vom Berge genannt, wieder eröffnet *).

*) Rom war gewohnt, die glänzende Großmuth der französischen Bothschafter zu rühmen. Man erinnerte sich daselbst an die Crequy und Bernis; und sah mit Vergnügen und ohne Erstaunen, daß der französische Bothschafter auf eigne Unkosten die Kirche zur heiligsten Dreieinigkeit auf dem Berge wiederherstellte, die i. J. 1492 von dem heiligen Franz von Paula war errichtet worden, welchem Carl VIII. eine bedeutende Summe in dieser Absicht geschenkt hatte. Diese Kirche, aus welcher man die französischen Minimen fortgeschickt hatte, diente nun Truppen zu einer Wohnung; sie war verheert und zerstört bis auf das Dach hinauf. Herr Mazois erhielt von Herrn von Blacas den Auftrag, nichts zu sparen, nicht nur um sie auszubessern; sondern auch um sie zu verschönern. Der, auf solche Weise wiederhergestellte Tempel ward dem Publikum am 25. August dieses Jahres aufs neue geöffnet. Herr Mazois fand unter den Trümmern den Grabstein Claude Lorrain's; und er setzte denselben wieder in

Vier und dreißigstes Capitel.

Der Vertrag vom 25. August wird ratifizirt. — Herr von Perigord, ehemaliger Bischof von Reims sendet Herrn von Richelieu einen Entwurf zu einer Antwort des Königs an den Papst. Brief des Papstes an den König von Neapel. — Der Verfasser wird zum ersten Gesandtschaftssecretair nach Wien ernannt. Seine Abschiedsaudienz beim Papste.

Der Vertrag vom 25. August ward, wie wir gesehen, bestätigt; aber die Eintracht ward unter den Bischöfen, die ihre Entsagung verweigert hatten, nicht gänzlich wiederhergestellt. Die Instructionen des Herrn von Richelieu an Herrn von Blacas meldeten zwar die Einreichung dieser Entsagungen; aber das Schreiben des Papstes an den König sprach hierüber keine so bestimmte Versicherung aus. Noch war am 6. September der Papst nicht zufrieden gestellt. Herr von Perigord ehemaliger Erzbischof von Reims, schrieb an Herrn von Richelieu und sandte ihm zugleich am 1. November einen Entwurf zu einem Schreiben des Königs an den Papst über alle diese Mißhelligkeiten. Es scheint, man habe gewünscht, daß auch die Bischöfe des Concordates ihren Sitzen entsagten. Dies jedoch konnte dem römischen Hofe mißfallen; daher auch war der Entwurf zu dem Briefe

---

das Schiff der Kirche auf, neben der Capelle, wo Daniel von Volterra sein Frescogemälde der Kreuzabnehmung malte, die nach Poussins Urtheil eine der herrlichsten Compositionen der Malerei ist, die in der Welt zu finden sind.

des Königs auf eine Weise verfaßt, nach welcher man sich Mühe gab, die Unregelmäßigkeit eines solchen Begehrens zu mildern. Man las darin die Worte:

»Gott verhüte, heiligster Vater, daß es bei diesem Schritte jemals meine Absicht gewesen sei, auf irgend eine Weise Ihr Vaterherz zu betrüben, das seit so langer Zeit mit Bitterkeit getränkt ward! Umgekehrt vielmehr wünsche ich, wofern es mir möglich wäre, dasselbe für Alles zu trösten was es gelitten hat. Glauben würde ich dann, ich hätte in mir selbst die Vergessenheit aller Uebel gefunden, mit welchen es der göttlichen Vorsehung wohlgefällig war, mich und meine Familie heimzusuchen. Aber nach so gewaltsamen Erschütterungen, welche die alten Gränzen verrückten, nach einer so aufs Aeußerste getriebenen Nothwendigkeit, welche dazu drängte, daß man über die gewöhnlichen Regeln sich erhob, werden Eure Heiligkeit leicht begreifen, daß es die Pflicht der Souverains ist, mit Umsicht und Wachsamkeit vorzugehen, um zu verhüten, daß Jenes was in schwierigen Zeiten geduldet ward, nicht zuletzt als ein Gesetz gelten, und für die Nachkommenschaft zu einem gefährlichen Beispiele werden könne.

Hier schlägt der König vor, eine allgemeine und neue Ernennung vorzunehmen, wenn er die Entsagung Aller erhalten hat. Auch erklärt er, die Bischöfe des Concordates seien überhaupt bereit, ihre Entsagung gutwillig zu geben. Endlich beschließt der König also:

»Nun erübrigt mir nur noch, heiligster Vater, den allmächtigen Herrn zu bitten, Ihnen eine lange Reihe glücklicher und friedlicher Jahre zu verleihen. Möchte der Gott der Erbarmungen, der so große Wunder für uns Beide

[1816]

gethan hat, für die Prüfungen Sie entschädigen, welchen Er Ihre Geduld aussetzen wollte; möchte Er Ihnen den Trost gewähren, diese uralte, berühmte Kirche Frankreichs, die in Jesu Christo durch den heiligen Dienst der römischen Kirche erzeugt und von ihr durch die Milch der Lehre gesäugt ward, unter Ihrem Pontificat, durch einen neuen Anhauch des heiligen Geistes neubelebt, durch die Bande der katholischen Einheit immer inniger verkettet, und in einer Klarheit glänzen zu sehen, ähnlich derjenigen, die sie in ihren schönsten Tagen verbreitete; wo sie, von so vielen heiligen und gelehrten Bischöfen regiert, und von sehr glorreichen und sehr christlichen Königen beschützt, die Freude des heiligen Stuhles und die Zierde der allgemeinen Kirche war!«

Dies Schreiben war, wie man sagte, in einigen Theilen das Werk Ludwigs XVIII.; dessen liebkosender und blühender Styl besonders am Ende sich wiederfindet.

Rom verlangte einige Zeit, um über den Vorschlag nachzudenken, der nicht von dem Schreiben begleitet war, das man entworfen hatte; und es fand sich eine große Anzahl ruhiger Gemüther, die einem schnellen Frieden hold waren, und diese Verfügungen beifällig aufnahmen. Aber der Papst war etwas krank, und die Congregation, die er um Rath fragte, gab noch keine Antwort.

Während dieser Streitigkeiten beschäftigte die drängende Forderung, mit welcher der Minister von Neapel eine Entscheidung auf das Schreiben des Königs Ferdinand IV. vom 26. Juli verlangte, das Staatssecretariat auf peinliche Weise. Die Erwie-

derung lag seit langer Zeit bereit; aber der Papst zögerte mit der Unterschrift. Endlich kam man überein, solche nach Neapel zu senden. Sie ist vom 10. December datirt, und lautet wie folgt:

»Vielgeliebter Sohn in Jesu Christo, Heil und apostolischen Segen!

»Niemals hätten wir einer Antwort uns versehen, ähnlich der Ihrigen vom 26. Juli. In unserm Schreiben vom 28. Juni führten wir gegen Sie die Sprache der Religion, des Vertrauens und der apostolischen Aufrichtigkeit! Ihre Antwort aber ist eine Erörterung des öffentlichen Rechtes. Wir können es Ihnen nicht verhehlen, daß dieselbe uns sehr schmerzlich fiel; und daß wir lange unschlüssig waren, wie wir gehörig darauf antworten sollten. Wir haben uns auch nur entschlossen es zu thun, weil wir fürchteten, unser Stillschweigen möchte Sie eine Ueberzeugung bedünken. Nein, Majestät, wir können von nichts anderm überzeugt seyn, als daß Sie den Rathgebungen Anderer mehr Glauben beimessen als unsern eigenen; daß Sie den Weisungen Solcher folgen, welchen daran liegt, Sie in irrigen Meinungen zu bestätigen; und unsern Worten das Ohr verschließen, die wir durch unsern Charakter Sie nicht betrügen können. Freimüthig werden wir wiederholen, daß die Gesinnungen, welche Eure Majestät in einem eigenhändigen, vom 26. Mai 1806, aus Palermo datirten Schreiben offenbaren, und jene, die Sie am 6. Juni durch den Herzog von Gravina uns zu erkennen gaben, jenen Gesinnungen nicht gemäß sind, die Eure Majestät zu Neapel über die Leistung des Lehenzinses und des weissen Zelters uns offenbarten. Damals erboten Sie sich zur Leistung des weissen Zelters mit der gewöhnlichen Oeffentlichkeit (Ausdrücke aus dem Schreiben des Herzogs von Gravina) entweder alle Jahre, oder ins

[1816]

besondere, so oft es als zweckmäßig erachtet würde. Heute sagt man, diese Sache sei ein bloßer Dünkel der römischen Kirche, ein rein zeitlicher Gegenstand. So soll man also Eigendünkel der römischen Kirche ein Recht nennen, das auf die heiligsten Rechtsgründe des Eigenthums und des Besitzes gegründet ist? Soll man zeitlich eine religiöse Verpflichtung nennen, welche die Gewissen bindet? Sind auch der weisse Zelter und der Lehenzins ein zeitlicher Gegenstand, so ist doch kein zeitlicher Gegenstand die Ursache, aus welcher solche sich herleiten, nämlich der Eid, der das Siegel einer Verheißung einprägt, die Gott gegeben ward.«

Der heilige Stuhl will die Angelegenheit des Lehenzinses und des weissen Zelters nicht mit der Angelegenheit von Benevent und Ponte-Corvo vermengen. Dieser Theil der Länder kann gegen eine Entschädigung durch andere Länder ausgetauscht werden; wie man zu Wien übereingekommen war; doch können sie auf keinen Fall anders abgetreten oder veräußert werden.

»Eure Majestät unterscheiden überdies die Eigenschaft des Souverains von der des Papstes, um uns zu den Zeiten der Uebermacht und der Gewalt zurückzuführen, die unsrer Verweisung vorangingen. — — Sie sagen uns, unser Staatssecretair habe an Buonaparte geschrieben, wenn die Staaten der Kirche verbürgt würden, so sei kein Zweifel, daß wir Joseph Buonaparte als den König der beiden Sizilien anerkennen würden.«

Hier erklärt der Papst, Buonaparte habe zwei gebieterische Forderungen gestellt. Er wollte, man sollte den neapolitanischen Consul entfernen; und

ſollte Joſeph als König anerkennen. Auf die Erſte wurde verneinend geantwortet; auf die Zweite antwortete man, man ſehe wohl, es ſei dem Souverain von Rom mitten unter ſo vielen Gewaltthätigkeiten unmöglich, Joſeph nicht thatſächlich als König des Königreiches anzuerkennen, das er beſetzt halte; und man ſagte zum Schluß, man würde ihn niemals als König jenes Siziliens anerkennen, das er nicht beſetzt halte.

»Und wie viele dringenden Bitten ſtellte nicht Murat mit den ausgedehnteſten Verheißungen an uns, die feierliche Einſetzung in das Königreich Neapel zu erlangen? Und mit welcher Feſtigkeit haben wir ihn nicht immer abgewieſen? Als er unſern Widerſtand ſah, ließ er uns die augenblickliche Rückgabe unſrer Provinzen der Mark anbieten, wofern wir nur Einen ſeiner Miniſter empfangen wollten, der den Auftrag hätte, uns öffentlich zu bekomplimentiren. Er willigte dann ein, daß nach dieſer Ceremonie dieſer Miniſter als ein einfacher Privatmann bei uns verbliebe, wenn es uns alſo gefällig wäre. Haben wir alſo je größere Sorgfalt auf die Wiedererlangung unſrer Provinzen als auf das Intereſſe Eurer Majeſtät verwendet? Es iſt eine bekannte Sache, daß Joachim nichts von uns erlangen konnte. Dies alſo iſt, da wir nun, unſres hohen Alters wegen, nahe daran ſind, vor dem göttlichen Richterſtuhle zu erſcheinen, die freimüthige Sprache, die wir führen müſſen, um in der Rechenſchaft, die Gott über die Erfüllung unſrer Pflichten von uns fordern wird, dem Vorwurf zu entkommen, daß wir die Wahrheit aus menſchlichen Gründen verborgen hielten. Alſo müſſen wir ſprechen, damit ſie Ihr wahres Intereſſe und die Wichtigkeit unſrer Pflichten erkennen; wenn Eure Majeſtät die Ihrigen nicht erfüllen.«

[1816]

Der König von Neapel ließ mündlich antworten, es sei ihm sehr leid, daß er in seinem Schreiben von 26. Juli habe Ausdrücke stehen lassen, die Pius VII. wehe gethan hätten, den Jedermann als einen der bewunderungswürdigsten Päpste betrachten müsse, die jemals auf dem Stuhle des heiligen Petrus gesessen wären.

Am 26. November ernannte mich der König zum ersten Gesandtschaftssecretair am Hofe zu Wien.

In der Abschiedsaudienz, die der heilige Vater mir bewilligte, überhäufte er mich mit Güte. Gleich in dem ersten Augenblick, nachdem er mich hatte niedersitzen heißen, sagte er mir, wir hätten uns gemeinsam an Mancherlei zu erinnern; und er fügte dann bei: „Um in der Ordnung vorzugehen, müßte man weit zurückkehren und sich auf sein Gedächtniß wohl verlassen können; dann würden wir die Zeit des Herrn Cacault wiederfinden. O wie sehr liebten wir diesen würdigen Minister! In mehreren wichtigen Puncten war er der Meister und Lehrer Consalvis, der zwar Vieles, doch nicht Alles wußte. Und che fà Châteaubriand?" — Ich antwortete, er habe, wie Seine Heiligkeit es hätten erfahren können, ein sehr beredsames Werk über die Rückkehr der Bourbons geschrieben. Der heilige Vater antwortete: „Lo conosco, lo conosco!" — „Aber Eure Heiligkeit können von dem Eindruck sich keinen Begriff machen, den dies hinreißende Buch auf ganz Frankreich hervorgebracht hat. Herr von Chateaubriand, heiligster Vater, ist nicht nur ein großer Schriftsteller, sondern er ist auch ein

[1816]

sehr großer Redner. Eines Tages, als wir allein beisammen waren, sprach er von den Ereignissen in Frankreich mit einer so denkwürdigen vorhersehenden Ahnung (es war im Jahre 1808) daß solche meinem Gedächtnisse untilgbar wird eingeprägt bleiben. Er berechnete die Fehler im Voraus, die der General begehen würde, der Frankreich regierte; die Gefahren, die er in Folge seiner starrsinnigen Kriegsführung laufen würde. Hätte man damals aufgeschrieben was Herr von Chateaubriand sagte, so hätte man einen Theil dessen was hernach geschah, voraus gewußt. Niemals hörte ich ihn mit so vielem Feuer, so vieler Poesie und Wahrheit sich ausdrücken." Der Papst welcher gewartet hatte, daß ich mich selbst unterbräche, sagte: „Es ist fürwahr ein schönes, ein edles Talent um das Talent des Wortes in einem unterrichteten, freimüthigen, feurigen und von edlen Leidenschaften beseelten Manne. Wir haben Ihre Rechtsgelehrten niemals gehört; aber Diejenigen, die bei Ihnen die Verheißungen des Herrn ausspenden, sind Männer von tüchtigen Studien; wie es uns immer bedünkt hat. Warum auch spricht man in Frankreich nicht öfter latein?" — „Heiligster Vater, dieser Gebrauch wird in unsern Seminarien und auf unsern Universitäten beobachtet." — „Das ist sehr gut; das Latein verstärkt die italienische Phrase; es muß auch der französischen Phrase Bewegung und Ellypsen geben. Wir haben in Frankreich mit Geistlichen und mit Weltmännern latein gesprochen; derlei Begegnungen waren uns sehr angenehm. Hier kam der Abt

[1816]

von St. Gallen zu uns, der nur eine Art Deutsch spricht, das selbst die deutschesten Deutschen nicht verstanden. Wir mußten immer latein mit ihm sprechen. Aber er zeigte sich geschickter als wir, durch eine Menge Einzelheiten und neuer Gebräuche, die Monsignor Testa selbst nicht so gut kennt.

Dann kam die Rede auf die Hospitaliterinnen: „Sie haben uns von Klosterfrauen in Frankreich erzählt, und besonders von jenen Töchtern vom Ave Maria, die zum Tode gingen, während sie das Veni Creator sangen. Man hörte immer um so weniger Stimmen als der Opfer mehrere fielen. Wir würden einem solchen Orden alle Gnaden bewilligen, die man für ihn begehren würde. Aber sprechen wir auch von den grauen Schwestern. Hören Sie was wir gethan haben. Wir haben gesucht, in der ganzen katholischen Christenheit, und besonders in Italien sie einzuführen. Da sagte man uns: Vor dem Kranken hat das italienische Weib nicht Muth und moralische Kraft genug, so vielen Beschwerlichkeiten sich zu unterwerfen; das deutsche hat etwas zu Demüthiges und zu Willfähriges; dem engländischen fehlt es zwar weder an Menschlichkeit noch an Geisteserhebung; allein es ist zu spröde. Die Französin besitzt die Gewandtheit, den sichern Tact, die Entschlossenheit, die Kunst, freundlich zu befehlen, und die strenge Frömmigkeit, die zu einem solchen Stande unentbehrlich sind. Indessen entsagen wir dem Verlangen nicht, die Bedienung in unsern Hospitälern hierin zu verbessern." — Hier erinnerte

[1816]

sich der Papst an die französischen Aerzte und an den Doctor Ribes, der bei seiner letzten Rückkehr in Italien ihn begleitet hatte (Sieh 3. B.). Es war ein Mann, sagte er, dessen Gelehrtheit, Höflichkeit und Verschwiegenheit er bewundert habe. „Ihre Aerzte sind verschwiegener als die unsrigen." — „Ich fürchte, hierin nicht der Meinung Eurer Heiligkeit zu seyn." — „Wie! Cospetto!" — „Heiligster Vater, Ihre Kranken sind minder verschwiegen. Der Italiener erzählt oft alle Uebel, die er hat; und Ihre Aerzte bedürfen der Verschwiegenheit nicht, wenn sie wissen, daß der Kranke nicht verschwiegen ist." — „Das mag wahr seyn." — Uebrigens werden bei uns in Frankreich die Ausplaudereien der Aerzte durch die Gesetze bestraft." — Dies haben wir nicht gewußt." — Doch dies ist nicht die einzige Ursache warum die Aerzte verschwiegen sind; ein Grund liegt auch darin, daß bei uns die Kranken nicht so leicht sind, sich anzuvertrauen.

Hernach gedachte der Papst des Obersten Boisard, und sprach von ihm auf ehrenvolle Weise. Auch mit dem Obersten Lagorsse waren Seine Heiligkeit zufrieden gewesen; Sie sprachen aber nicht Ein Wort von Radet; ich sah es jedoch dem heiligen Vater an, daß er seiner gedachte; doch überging er seinen Namen, um auf den Namen des Generals Miollis zu kommen; und er sagte dann diese ausdrücklichen Worte: „Er hatte die Villa Aldobrandini gekauft; man wollte Kriegesleute hineinlegen, um darin nach Belieben zu hausen; wir haben es aber nicht zu-

[1816]
gegeben. O wir beurtheilen Niemand nach Einer That!" — Hernach kam die Rede auf Portraits, und auf David; und die Unterredung ward etwas lebhafter. „Ja, sprechen wir von David. Er schob den Riegel vor, wenn wir ihm zur Abschilderung saßen. Als er ankam war es nicht mehr möglich, weder uns noch ihm sich zu nähern. Warum mußte doch ein Künstler wie er, der Wohlthaten vom König empfangen hatte, in diese wüthenden Auftritte, in diese Gewaltthätigkeiten der Revolution sich einmengen! — — — Wie weit edler und größer ist ein Künstler, der einzig bei seinem Ruhm verbleibt!"

Ich wendete dann das Gespräch, um einige Worte über die Bekanntmachung des Motu-proprio zu sprechen. Dieser Umweg führte uns geradezu auf den Cardinal Consalvi, der diese Einrichtungen dem Congreß verheißen, und Wort gehalten hatte. „Aber es gibt noch zu thun, sprach der Papst, die Nationen sind heut zu Tage schwierig; Ihr Fürst wird diese Verlegenheiten wie wir empfinden." — Der heilige Vater zergliederte dann einige Gründe, die seinen Rath bestimmt hatten. Als wir auf den Artikel des Tabaks kamen, glaubte ich ihm das Anerbieten thun zu müssen, ihm einigen von Paris zu senden. Er ließ sich herab, meinen Antrag mit einigem Vergnügen anzunehmen. Nun ertheilte der Papst dem Grafen und der Gräfin Blacas großes Lob; ihr jüngstes Kind hatte den Namen Pius erhalten; und er kam auf einige Umstände dieser Ceremonie zurück, die in dem Pallast von Frankreich mit großer Pracht war

vollzogen worden. Seine Heiligkeit hatten gewollt, daß alle Cardinäle, die zu Rom waren, dieser Function beiwohnten, wo der Cardinal Conſalvi beauftragt war, den erlauchten Pathen vorzuſtellen. Der Papſt nannte dann den Grafen Polignac, der im Jahre 1815 ſich zu Rom befunden hatte; und den er aus Dankſagung für die vielfältigen Beweiſe der Ehrfurcht, die Dienſte und ſogar die ſehr fein gefühlten Rathgebungen, die er von ihm empfangen, in den Fürſtenſtand erhoben hatte; und er erinnerte von ihm, er würde ihm beſtändig dankbar ſeyn. Endlich fragte er mich, ob ich nach Rom zurückkehren würde. Ich antwortete ihm, ich ginge nicht mit Vergnügen daraus fort; und wenn ſich jemals eine Gelegenheit erböte, zurückzukehren, ſelbſt ohne Beförderung, ſo würde ich mich glücklich ſchätzen, mein Amt hier wieder zu übernehmen. Endlich gab der Papſt mir einen ſchönen Roſenkranz und ſeinen Segen.

Der Papſt hatte mir eine glückliche Reiſe gewünſcht; indeſſen hatte ich dennoch ein verdrießliches Abenteuer. Zum Glück hatte ich einen Kabinetskurier mit mir genommen; wir ſtießen auf Räuber an dem Orte, wo Pius VII. Waſſer aus dem Strom getrunken hatte; aber wir thaten Widerſtand und gaben Feuer auf ſie. Der König ließ den Kurier freigebig belohnen; ich aber empfing Briefe, worin mir angezeigt ward, der heilige Vater habe mit wahrer Freude erfahren, daß wir nicht wären durch die Räuber verwundet worden, die mehrmals nach uns geſchoſſen hatten.

Fünf und dreißigstes Capitel.

Untersuchungen wegen Kisten voll der Schriften des Cardinals von York. — Wichtigkeit dieser Papiere. — Schreiben des Cardinals Consalvi an den Lord Castlereagh. — Verträge Roms mit Wien. — Schreiben mehrerer Minister in Beziehung auf den Fürsten von Canino. — Der Papst nimmt den Cardinal Maury freundlich auf. — Tod dieses Cardinals.

Das Jahr 1817 sah die kirchlichen Angelegenheiten Frankreichs einen schnelleren Gang nehmen. Doch ehe wir diese Dinge berichten, wollen wir früher erzählen, was mit den Schriften sich begab, die der Cardinal York zu Rom hinterlassen hatte. Man sah, daß, nach den Ausdrücken des Testamentes dieses Fürsten, Monsignor Cesarini, Bischof von Milevis zum Vollzieher des Testamentes war ernannt worden. Dieser hatte die Sorge für mehrere Kisten voll der Schriften einem Maestro di casa übergeben, der i. J. 1809 bei der plötzlichen Veränderung der Regierung solche auf einem Speicher verbarg, damit die Franzosen derselben sich nicht bemächtigten. Dieser Maestro di casa war gestorben und hatte sein Geheimniß mitgenommen. Gegen das Jahr 1816 wurden diese Papiere durch Jemand entdeckt, der eine verworrene Kenntniß dessen hatte, was vorgegangen war, und der diese Kisten nach langem Suchen endlich fand. Immer strömten viele Engländer nach Rom; und Ein Mann, der dieser Nation angehörte, Herr Watson nahm sich vor, diese Papiere,

[1816]

deren Daseyn er vermuthete, für bares Geld käuflich an sich zu bringen. Derjenige, der solche ohne alles Recht besaß, überließ sie ihm um den Spottpreis von hundert siebenzig römischen Thalern. Nachdem der Handel abgeschlossen war, wendete der Engländer Vorsicht an, seinen Plan auszuführen und diese Schriften außerhalb der römischen Staaten zu bringen. Ein ehemaliger Consul von Frankreich, Herr Stamaty, hatte schon früher Gelegenheit gehabt, viele dieser Papiere heimlich zu sehen, die aber selbst damals schon von Mäusen zernagt waren, und er versicherte mich, unter den Acten, die er entzifferte, habe sich eine sehr umfassende Correspondenz mit den engländischen Autoritäten zu Madagascar befunden; von wo man den Stuarts Beweise der Treue und Ergebenheit, und sogar einige Geldhilfe sandte. Der Briefwechsel mit Schottland war gänzlich in Unordnung; und es scheint, als wären die wichtigsten Stücke daraus entwendet worden. Nach einem Inventarium zu schließen, fanden sich Lücken darin. Man traf darin auch auf Schriften des engländischen Hofes im Schlosse zu Saint-Germain (gegen das Jahr 1708), besonders aber irländische Urkunden.

Nachdem Herr Stamaty einen flüchtigen Blick auf diese kostbare Hinterlage geworfen, erkannte er, daß er diese alten Schriften, und sogar die Schriften aus neuern Zeiten nicht genau lesen konnte; denn diese letztern waren geflissentlich schlecht gebildet. Ein geschreibter Mann, der zu Rom wohnte,

[1816]
und gegen den Herrn Watſon hierüber ſich vertraulich geäußert hatte, ſagte ihm, daß weil das Schickſal dieſe Papiere ſolchen Händen anvertraut habe, die er für getreu halte, und man ſolche ohne Zweifel nicht an ſich gebracht habe, um ehrwürdige und adelige Familien dadurch zu compromittiren, ſo müſſe man dieſe Kiſten zu Civita-Vecchia einſchiffen, und dabei wohl vor Herrn Denis, dem engländiſchen Conſul, oder vielmehr vor ſeiner Frau ſich hüten, die in alle Angelegenheiten, und ſogar in alle politiſchen Unterſuchungen mehr ſich einließ als ihr Mann, der beinahe unfähig war, dem Conſulat vorzuſtehen. Der Engländer befolgte dieſen Rath nicht; wahrſcheinlich war das ganze Anſehen ihm unbekannt, in welchem zu Rom die engländiſche Regierung ſtand. Immer wollte er reden, um Rath fragen und entziffern laſſen. Es dauerte nicht lange, ſo ward er verrathen. Als aber die römiſche Regierung von dieſer ganzen Geſchichte Kunde bekam, wurden dieſe Schriften in Beſchlag genommen, einige Päcke ausgenommen, die in andern Händen ſich befanden. Vergeblich reclamirte Watſon gegen den Befehl der Regierung; die Conſulta erfuhr genau was geſchehen war. Folgendes Schreiben des Cardinals Conſalvi an Lord Caſtlereagh unter dem 26. Jenner 1817, wird über dieſe Streitſache Aufſchluß geben.

Mylord!

»Der engländiſche Conſul, Herr Denis, muß Eurer Excellenz bereits ſo umſtändliche Nachrichten über die Angelegenheiten wegen der Papiere gegeben haben, die dem ver-

[1816]

storbenen Cardinal Herzog von York angehört hatten, und die Herr Watson kaufte, daß es wohl nicht nothwendig ist, daß ich solche wiederhole. Die einzige Absicht dieses Schreibens ist, Eurer Excellenz anzuzeigen, daß der besagte Herr Watson in Begleitung des Herrn Schmidt zu mir kam, um den freien Genuß seines Kaufes zu reclamiren. Als er jedoch aus den Bemerkungen, die ich ihm hinsichtlich des Gesetzes machte, das über die Ungültigkeit der Verkäufe solcher Schriften, ohne die erforderliche Erlaubniß, besteht, ersah, es sei ihm unmöglich, solche zu behalten, bat er mich, über diese Sache kein Aufsehen zu erregen, und den gerichtlichen Ausspruch in dem Prozeß hinauszuschieben, den die Administration der Erbschaft gegen diesen Verkauf eingeleitet habe. Nur ersuchte er mich um einen Brief an Eure Excellenz, den ich durch den erwähnten Herrn Schmidt ihm möchte übergeben lassen, und worin ich anzeigen möchte, Herr Watson habe die fraglichen Papiere, ohne Betriegerei, für hundert siebenzig Piaster von einem Manne gekauft, der sich als einen Solchen ausgab, welcher von der Administration dazu ermächtiget wäre. Ueberdies auch möchte ich Eure Excellenz aufmerksam machen, daß es wenigstens ein Verdienst sei, diese Schriften entdeckt und durch den Ankauf derselben vor ihrer gänzlichen Zerstörung oder Zerstreuung sie bewahrt zu haben; was unfehlbar geschehen wäre, wenn sie noch einige Zeit lang auf dem Boden wären liegen geblieben, wo sie sich befanden; oder wenn man sie zuletzt an einen Tabakkrämer oder an einen andern dieser Art verkauft hätte. — Ich antwortete ihm, ich machte keine Schwierigkeit, den Brief zu schreiben; aber ich behielte es mir vor, ihm eine bestimmte Antwort zu geben, nachdem ich mit dem Gouverneur gesprochen hätte, um Erkundigungen über den Stand des Prozesses bei seinem Tribunal einzuziehen; und sagte ihm dann zwei Tage später, daß, ob auch das Urtheil schon gefällt wäre, sei dasselbe doch nicht öffentlich bekannt gemacht worden, weil man früher Seine Heiligkeit davon be-

[1816]
nachrichtigen wolle; auf welche Weise ich dann die Bekanntmachung desselben habe verhindern können. Ich fügte bei, man würde die Schriften bei ihm abholen, um sie zu dem Gouverneur zu tragen, und ich würde ihm das Schreiben an Eure Excellenz also ausfertigen, wie er dasselbe verlange. Nachdem nun er und Herr Schmidt mir gedankt hatten, und man voraus den Tag und die Stunde bestimmt hatte, wo die Schriften sollten übertragen werden, erfuhr ich nicht ohne große Verwunderung, daß Herr Watson sogar bei der Uebergabe derselben selbst, feierlich protestirte, es sei dies ein gewaltthätiger Eingriff in sein Eigenthum; und daß er sich weigerte, die Rückzahlung der hundert siebenzig Piaster anzunehmen, (die in Folge dessen bei einem Gerichte für seine Rechnung hinterlegt waren); und sich noch immer als den Eigenthümer der in Rede stehenden Papiere betrachtete. Als nun Herr Watson in Begleitung des Herrn Schmidt zu mir kam, das Schreiben an Eure Excellenz abzuholen, unterließ ich nicht, bei ihnen mich zu beklagen und ihnen zu verstehen zu geben, die Sache habe nun eine andere Gestalt bekommen; und sobald Herr Watson sich für den Eigenthümer der Papiere ausgebe und sage, er wolle die Angelegenheit bei der britannischen Regierung und bei dem Parlamente anhängig machen, (wie er dies an Herrn Lupi schrieb, als er sich weigerte, die hundert siebenzig Piaster zurück zu nehmen), könne ich aus gerechtem Grunde den Brief ihm abschlagen, den ich ihm verheißen hätte; weil jedoch die Papiere wären zurückgestellt worden, wollte ich mein Wort nicht brechen noch Ursache zu — wenn gleich ungerechten — Klagen geben. Da ich also mein Wort halten wollte, übergab ich dies Schreiben Herrn Schmidt, der nun eben nach England abreist; und ergreife diese Gelegenheit Eurer Excellenz die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu geben, mit welcher ich die Ehre habe zu verharren, Eurer Excellenz verehrendster, ergebenster und gehorsamster Diener

„Unterzeichnet: H. Card. CONSALVI.“

Solche, die ſich für gut unterrichtet hielten, ſagten damals öffentlich aus, dieſe Papiere wären von einem Römer unterſucht worden, welcher darüber an den Sardiniſchen Hof berichten mußte, weil die eventuellen Rechte der Stuarts an den zweiten Sohn Victor-Amadäus des Dritten übergegangen wären, der im Jahre 1817 zu Turin regierte; und daß man nach dieſer Unterſuchung ſie nach England geſandt habe. Es iſt jedoch nicht wahrſcheinlich, daß eine Urkunde, die den Jacobiten irgend nachtheilig werden konnte, dem Lord Caſtlereagh wäre übergeben worden; wenigſtens werden der Charakter des Cardinals Conſalvi, der ſeine Erziehung dem Herzog von York verdankte, und die Grundſätze der Ehre und des Muthes, welche die päpſtliche Regierung in allen Sachen der Zuflucht und des katholiſchen Schutzes unwandelbar leiten, es nie geſtatten, dies zu denken; was mich ins beſondere betrifft, bin ich überzeugt, und habe darüber Beweiſe, daß hierin nichts außer Geziemendes, Edles, Weiſes und Großmüthiges geſchah.

Indeß aber der Cardinal Conſalvi Mittel ſuchte, das Wohlwollen Englands zu unterhalten, ohne dabei den heiligen Geſetzen der Gaſtfreundſchaft zu nahe zu treten, verſäumte er die nothwendige Fürſorge nicht, die Pflichten einer guten Nachbarſchaft mit Oeſterreich zu unterhalten. Der Hof zu Wien hatte verlangt, einige Angelegenheiten in Beziehung auf die Organiſation ſeines Klerus, auf den Verkauf mehrerer Kirchengüter und auf die Schifffahrt

[1816]

auf dem Po zu schlichten. Diese Tractate wurden unterzeichnet und die Bestätigungen langten am 26. Jenner von Wien an, damit sie gegen jene des Papstes ausgewechselt würden.

Die päpstliche Regierung nährte das Verlangen, dem österreichischen Einflusse sich stufenweise zu entziehen. Man bemerkte wohl, daß derselbe sich verminderte; aber er war seit der Wiederherstellung der Autorität des heiligen Vaters so offenbar herrschend gewesen, daß die ersten Rückschritte nur langsam und bemessen seyn konnten. Zu Rom beeilte man sich, eine militairische Macht zu organisiren, welche hinreichte, seine Unabhängigkeit auszudrücken, die Gränzen zu hüten, und die Ruhe der Provinzen aufrecht zu erhalten. Diese Macht war, wie man angab, nur noch sechs tausend Mann stark; in der Wirklichkeit aber belief solche sich bereits auf zehn tausend Mann; und man hatte sich vorgenommen, solche bis auf zwölf, ja sogar bis auf vierzehn tausend Mann zu verstärken. Konnte man es bis zu dieser Anzahl bringen, dann hatte man den Plan zu unterhandeln, der Garnison von Ferrara los zu werden.

Die Angelegenheiten mit Bayern wurden im besten Einverständniß abgehandelt; und man hoffte, solche glücklich zu Ende zu führen; sie waren seit den Unterhandlungen des Herrn von Catto abgebrochen. (Sieh 2. B.) Piemontesische Angelegenheiten waren im Begriff beendiget zu werden; und dann ward für jede Macht ein Verträglichkeitssystem vorgeschlagen. Der König von Neapel hatte seinen Titel

[1816]

abgeändert und den Namen des Königs beider Sizilien angenommen. Der Rath dieses Fürsten hatte gemeint, dieser neue Titel würde ein Mittel werden, den Forderungen des römischen Hofes wegen der feierlichen Einsetzung und des Tributs zu entkommen. Der Papst verfaßte jedoch eine Protestation, worin er die Rechte des heiligen Stuhles auf das Königreich Neapel feierlich verwahrte; der Hof des Königreiches beider Sizilien dagegen antwortete durch eine Gegenprotestation, die sehr stark war und in welcher derselbe erklärte, er erkenne in seinen Staaten keine andern Rechte des römischen Papstes, als diejenigen, die er als Oberhaupt der Kirche über alle Katholiken habe.

Zu eben derselben Zeit forderte und erhielt auch der König von Neapel eine Bulle, die ihm erlaubte, eine außerordentliche Steuer von sechs Millionen Realen von dem Klerus des Königreiches zu erheben.

Die Feinde der Restauration verbreiteten sich in Italien; Frankreich befahl Maßregeln der Strenge gegen die Familie Buonaparte; doch diese Maßregeln wurden von Ministern dreier andern Continental-Mächte, Oesterreichs nämlich, Rußlands und Preussens hervorgerufen. In Folge dessen überreichten die Repräsentanten dieser Mächte zu Rom dem Cardinal Consalvi unter dem 21. Februar eine Note als Antwort auf jene, durch welche diese Eminenz die Maßregeln ihnen angezeigt hatte, die in

[1816]

Beziehung auf den Fürsten von Canino waren getroffen worden.

»Die unterzeichneten Minister der hohen verbündeten Mächte, die in Folge der Entscheidungen, die zu Paris gefaßt wurden, und mit Einwilligung des heiligen Stuhles, beauftragt sind, eine besondere Wachsamkeit in Beziehung auf die Person und die Familie Lucian Buonaparte's zu üben, haben die Note erhalten, welche Eure Hochwürdigste Eminenz am 17. laufenden Monats ihnen zusandte, um sie in die Kenntniß der Maßregeln zu setzen, welche auf Befehl Seiner Heiligkeit die Regierung getroffen hat, Lucian Buonaparte zu verhindern, die päpstlichen Staaten heimlich zu verlassen. Die Unterzeichneten erkennen den Werth der weisen und wohlthätigen Erwägungen, die den heiligen Vater bestimmt haben, solche Maßregeln anzuordnen; doch sehen sie zugleich sich nothgedrungen, Eurer Eminenz zu erklären, daß sie dieselben nicht als genügend erkennen, um hinsichtlich der Besorgnisse über Lucian Buonaparte vollauf beruhigt zu seyn. Da er nicht mit der strengsten Aufmerksamkeit bewacht ist, kann er auf den verschiedenen Küstenpuncten des mittelländischen oder adriatischen Meeres eine Einschiffung sich vermitteln, und auf solche Weise den Seehäfen ausweichen, wo er Gefahr liefe, erkannt zu werden. Die Absichten, die Lucian Buonaparte äußerte, seinen Sohn nach Amerika begleiten zu wollen, können sich zwar auf ein Privatinteresse beziehen, das, so zu sagen gleichgültig ist; allein sein bekannter Charakter und das Betragen, das er in den letzten kritischen Umständen Europa's beobachtete, rechtfertigen zur Genüge den Verdacht, zu welchem sein vor Kurzem gestelltes Begehren Anlaß gab.

»Eure Eminenz haben den Anordnungen einer weisen innern Staatsverwaltung, durch welche Ihr Ministerium ewig denkwürdig bleiben wird, unlängst eine wohl organisirte Polizei beigegeben; und Sie können den angewiesenen

Pflichten derſelben noch dieſe beifügen, alle Schritte des Fürſten von Canino, ſowohl zu Rom als außerhalb dieſer Reſidenz, ganz beſonders zu überwachen. Durch dieſe Maßregeln würden Sie den Unterzeichneten die angenehme Pflicht auferlegen, ihre Souverains hiervon zu unterrichten, und das Vertrauen aufs höchſte zu ſteigern, das Eure Eminenz dieſen erlauchten Monarchen durch Ihren Eifer und durch das Intereſſe eingeflößt haben, mit welchem der heilige Stuhl beiträgt, die öffentliche und allgemeine Sicherheit zu erhalten, und Alles zu entfernen, was einem ſo wichtigen Gegenſtande hinderlich ſeyn kann. Die Unterzeichneten können die Ueberwachung der Perſon Lucians, womit ſie beauftragt ſind, nur dann wirkſam ausüben, wenn ſie mit Eurer Eminenz über die Mittel ſich einverſtehen, die der heilige Stuhl in dieſer Beziehung anwenden kann. Sie glauben alſo, Monſeigneur, Sie einladen zu müſſen, durch Ihren weiſen Rath ſie zu erleuchten und ſich ihnen über die geeigneteſten Mittel zu eröffnen, dieſen Auftrag, der durch die Verpflichtungen und die Inſtructionen ihrer Mächte, ſo wie auch durch die Verantwortlichkeit, die daraus für ſie entſteht, und auch durch Jenes, was die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ruhe erfordert, ſo dringend als beſtimmt iſt, ſowohl zu Rom als außerhalb desſelben zu erfüllen. Die jetzige Dienſtpflicht iſt blos auf dieſe Schlüſſe gegründet; und die Unterzeichneten können ſich keinen Zweifel erlauben, daß Eure Eminenz die Zweckmäßigkeit und Aufrichtigkeit derſelben würdigen werden. Die Unterzeichneten ergreifen dieſe Gelegenheit, Eurer Eminenz den Ausdruck ihrer größten Hochachtung ꝛc.«

Die Angelegenheiten Frankreichs waren ſeit dem Vertrag vom 25. Auguſt durchaus nicht vorwärts gegangen. Herr von Blacas begab ſich nach Paris, Inſtructionen zu begehren; man antwortete ihm, es ſei zweckdienlich, die Stimmung zu benützen, in wel-

[1816]

cher die römische Curie sich zu befinden scheine, bei dem Vertrag vom 25. August einige Modificationen zuzulassen. Der König genehmigte die Idee, welche Herr von Blacas ihm unterlegte, solchen als nicht geschehen zu betrachten, und einen neuen vorzuschlagen. Das Kabinet verlangte einen, von dem ersten verschiedenen Eingang für den neuen Entwurf. Endlich erklärte man die An- und Absichten des Rathes, und sagte dem Bothschafter: wenn er es dahin brächte, Seine Heiligkeit zu überreden, daß man keine andern als unerläßliche Forderungen machte, würde er sich bald neue Rechte auf das Wohlwollen Frankreichs, durch den glücklichen Ausgang einer Unterhandlung erwerben, an welche so viele verschiedenen Interessen sich knüpften, und die einen so großen Einfluß auf die vollständige Wiederherstellung der geselligen Organisation und sogar auf die feste Ständigkeit der Monarchie hätte.

Die französischen Minister fragten um einzelne Umstände der Lage des Cardinals Maury. Dieser konnte über den Verdruß sich nicht trösten, den die Beweise der Unzufriedenheit Seiner Heiligkeit ihm erweckt hatten, die Sie ihm am 3. Mai 1814 von Cesena aus zugeschickt hatten. Unglückseliger Weise waren die Instructionen, die dem Herrn Bischof von Cervia zugesandt wurden, der den Cardinal ersetzen sollte, welchem seine Functionen im Bisthum Montefiascone eingestellt wurden, unterzeichnet: Franz, Erzbischof von Edessa, Almosenier des Papstes. Monsignor Bertazzoli erinnerte sich wohl nicht an

[1814]

Fontainebleau, als er einen solchen Brief unterschrieb. Der Cardinal war, wie wir gesehen haben, auf Befehl der Junta verhaftet worden, die zur Zeit der Invasion Joachims Rom regierte; und hatte dann die Erlaubniß erhalten, in den Gebäuden bei St. Sylvester zu wohnen. Späterhin hatte er seine Verzichtleistung auf das Bisthum Montefiascone eingereicht. Da wies der Papst ihm vier tausend Thaler auf den Staatsschatz an, und äußerte das Verlangen, ihn zu sehen. Der Cardinal Consalvi selbst wollte ihn dahin führen. Der heilige Vater, der immer forderte, Jeder sollte vergessen, was er Uebles gethan habe, äußerte sich sehr liebvoll gegen den Cardinal, bezeigte ihm sein Leid, daß er ihn nicht nach Genua begleitet habe, versicherte ihn seines abermaligen vollkommnen Wohlwollens, empfahl ihm, ja Sorge für seine Gesundheit zu tragen; und wiederholte ihm mehrmals, er könne St. Sylvester verlassen, um in seine Wohnung zurück zu kehren. Aber der Cardinal wollte nicht früher dahin zurückkehren, bis er nicht ein großes Werk ausgearbeitet hatte, das er vollendet zurückließ. Indessen hatten so viele Leiden seiner Gesundheit einen tödlichen Streich versetzt; und er unterlag einer schmerzlichen Krankheit am 11. Mai 1817, in einem Alter von ein und siebenzig Jahren. Der Papst wollte, daß er in der Chiesa nuova, zwischen dem Cardinal Baronius und dem berühmten Cardinal Tarugi bestattet würde, von welchem der Cardinal von Ossat mit so großem Ruhme spricht.

[1816]

Man begreift allerdings, daß es zu Paris Franzosen gab, die einige Züge aus dem Leben des Cardinals mit einer Strenge beurtheilten, worin sich wenig Nächstenliebe zeigte; zu Rom aber gab es Solche, die sich füglich hätten enthalten können, sich als seine Feinde zu erklären. Hinsichtlich jener Franzosen, die ohne Leidenschaft sind, sollten sie der Dienste nie vergessen, welche dieser berühmte Redner zu andern Zeiten der Religion und der Monarchie leistete. Der Verfasser des Essai sur l'éloquence de la chaire und des Panégyrique de Saint Louis wird immer Einer unsrer glänzendsten Schriftsteller bleiben.

Man muß hier dem Papst und dem Cardinal Consalvi zum Lob nachsagen, daß sie des Betragens des Cardinals Maury in dem Conclave 1800 nicht vergaßen.

Sechs und dreißigstes Capitel.

Der Papst erkrankt. — Bemerkungen über den Charakter aller einzelnen Cardinäle. — Concordat vom 11. Juni 1817. — Dasselbe wird bestätigt. — Herr von Perigord, Herr de la Luzerne, und Herr von Boussset werden zu Cardinälen ernannt. — Concordat mit Piemont, Rußland und Neapel. — Schreiben des Regenten von England an den Papst. — Herr Portalis wird nach Rom gesandt. — Napoleon verlangt einen Priester nach St. Helena. — Breve des Papstes an Herrn von Perigord. — Ferdinand IV. zu Rom. — Der Herzog von Richelieu schreibt von Aachen an den Cardinal Consalvi. — Der Graf von Hauteville wird mit dem Portefeuille der auswärtigen Angelegenheiten beauftragt, und arbeitet mit dem König. — Schreiben des Cardinals von Perigord an den König. — Memorial, eingesendet von Herrn von Themines, Bischof von Blois.

Es schien, als stände es um die Gesundheit des Papstes ziemlich gut; indessen verbreitete sich das Gerücht, er wäre von einer schweren Krankheit befallen. Diese Nachricht gab mir in Wien viel zu denken. Noch jüngere Briefe meldeten eine Wiederherstellung und einen abermaligen beunruhigenden Rückfall. Ich hielt es für meine Pflicht, wenn etwa ein nahes Unglück die Christenheit betrüben sollte, einige Erwägungen über den Charakter Derjenigen zu verfassen, die berufen werden mußten, einen andern Papst zu erwählen. Diese Arbeit war schnell zu Ende gebracht, und ich übergab dieselbe dem Herrn Botschafter, Grafen von Caraman, der mit Urlaub nach

[1817]

Paris reiste, nachdem er dem Kaiser mich als Geschäftsträger des Königs vorgestellt hatte. Das heilige Collegium bestand damals aus sieben und fünfzig Cardinälen. Ich unterschied vor Allen die schwarzen Cardinäle von den rothen Cardinälen; die später ernannten Cardinäle blieben diesen beiden Benennungen fremd.

Der Plan des gegenwärtigen Werkes gestattet nicht, daß ich umständlich von den sieben und fünfzig Portraiten spreche, die ich abschilderte; ich werde mich darauf beschränken, die Gedanken anzuführen, die dies lange Memorial beschließen.

»Dies sind die Schilderungen der Cardinäle, wie ich sie als nützlich erachte, vorzulegen. Man mußte sich vielleicht von dem, gewöhnlich strengen Ton der Depeschen entfernen; ja es mag auch scheinen, daß einige Personen getadelt seien; allein der König muß Alles wissen. Der römische Hof selbst ist sehr wohl bedacht, seinen Nuntien aufzutragen, ihm die genauesten Umständlichkeiten über den Charakter der Fürsten der andern Länder mitzutheilen; es muß dabei Gegenseitigkeit bestehen. Keiner aus den Cardinälen, welche schätzbare Eigenschaften besitzen, ist mit Ungerechtigkeit behandelt worden. Ich war beeifert, von diesen Eigenschaften zu sprechen, wenn nicht ein sehr eminentes Verdienst der ausgezeichnetste Punct der Beobachtung war; und übrigens, sind gute Herzen mehr werth als große Geister. Finden beide Vorzüge sich vereint, was sehr oft der Fall ist, dann war ich eifrig bedacht, solche anzugeben. Es ist unter den Cardinälen Keiner, gegen welchen ich mich abgestoßen fühlte. Aus dieser Anzahl von sieben und fünfzigen kenne ich vier und vierzig ins besondere; es sind darunter einige, die ich vermuthlich ein wenig zu sehr liebe.

Ich mußte an mich halten, wenn sie in der Ordnung erschienen, in welcher sie eingetheilt sind. Ich glaube also hinsichtlich dieser Letztern eben so unparteilich gewesen zu seyn, als ich es mir zur Pflicht machte unparteilich gegen Diejenigen zu seyn, welche aus Absichten handelten, die dem Interesse Pius VII. und des Königs entgegen waren.

Endlich unterzeichnete am 11. Juni Herr Blacas mit dem Cardinal Consalvi den, unter dem Namen des Concordats vom Jahre 1817 bekannten Vertrag; derselbe ist von dem Vertrag vom 25. August verschieden. Ich will hier genau den Text des neuen Tractates angeben.

»Im Namen der allerheiligsten und unzertheilten Dreieinigkeit.

»Seine Heiligkeit, Papst Pius VII. und Seine allerchristlichste Majestät, beseelt von dem lebhaftesten Verlangen, daß die Uebel, welche die Kirche seit so vielen Jahren bedrängen, in Frankreich gänzlich aufhören; und daß in diesem Königreich die Religion abermal zu ihrem frühern Glanze gelange, da endlich die glückselige Rückkehr des Enkels des heiligen Ludwigs auf den Thron seiner Ahnen es gestattet, daß die kirchliche Leitung darin zweckmäßiger geordnet werde, haben in Folge dessen beschlossen, einen feierlichen Tractat zu errichten; und behalten sich vor, in der Folge reichlicher und in gemeinsamer Uebereinstimmung für das Interesse der katholischen Religion zu sorgen. Es haben demnach Seine Heiligkeit, Papst Pius VII. zu Ihrem Bevollmächtigten ernannt: Monseigneur Hercules Consalvi, Cardinal der heiligen römischen Kirche, Diaconus zur heiligen Agatha ad Suburram, Ihren Staatssecretair; Seine Majestät der König von Frankreich aber Seine Excellenz, Herrn Peter-Ludwig-Johann-Casimir Grafen von Blacas,

[1817]

Marquis von Aulps und von Rolands, Pair von Frankreich, Großmeister der Garderobe, Ihren außerordentlichen und bevollmächtigten Bothschafter bei dem heiligen Stuhle.

Nachdem nun dieselben ihre Vollmachten gegen einander ausgewechselt, die in guter und gehöriger Form befunden wurden, kamen sie über folgende Puncte überein.

1. Art.

»Das, zwischen dem Papste Leo X., und Franz I. König von Frankreich geschlossene Concordat ist wiederhergestellt.

2. Art.

»In Folge des vorhergehenden Artikels hört das Concordat vom 15. Juli 1801 auf, weitere Wirkung zu haben.

3. Art.

»Die sogenannten organischen Artikel, die ohne Vorwissen Seiner Heiligkeit verfaßt, und ohne ihre Billigung am 8. April 1802 mit dem Concordat zugleich bekannt gemacht wurden, sind in jenen Dingen abgestellt, worin sie der Lehre und den Gesetzen der Kirche entgegen sind.

4. Art.

»Die bischöflichen Stühle, welche im Königreiche Frankreich durch die Bulle Seiner Heiligkeit vom 29. November 1801 aufgehoben wurden, werden in solcher Anzahl wiederhergestellt werden, als man für das größte Wohl der Religion darüber gemeinsam übereinkommen wird.

5. Art.

»Alle erzbischöflichen und bischöflichen Kirchen des Königreichs Frankreich, welche durch die besagte Bulle vom 29. November 1801 errichtet wurden, werden so wie ihre jetzigen Besitzer fortbestehen.

6. Art.

»Die Verfügung des vorhergehenden Artikels, der auf die Erhaltung der jetzigen Besitzer in den Erzbisthümern und Bisthümern sich bezieht, die gegenwärtig in Frankreich bestehen, kann besondern Ausnahmen kein Hinderniß legen, die auf wichtige und rechtmäßige Ursachen gegründet sind; noch auch wehren, daß einige der besagten, gegenwärtigen Besitzer auf andere Stühle übersetzt werden können.

7. Art.

»Die Bisthümer sowohl der jetzt bestehenden, als der neu zu errichtenden Stühle, werden, nachdem man die Einwilligung der jetzigen Besitzer und der Capitel unbesetzter Stühle dazu begehrt hat, auf eine Weise begränzt werden, die für die beste Administration am geeignetsten ist.

8. Art.

»Es wird allen besagten, sowohl bestehenden als neu zu errichtenden Stühlen, eine anständige Dotation in liegenden Gütern und in Staatsrenten gesichert werden, sobald die Umstände es erlauben; indessen aber wird ihren Hirten ein genugsames Einkommen verabfolgt werden, ihre Lage zu verbessern. — Auf gleiche Weise wird für die Dotation sowohl der bestehenden als der neu zu errichtenden Capitel, Pfarreien und Seminarien gesorgt werden.

9. Art.

»Seine Heiligkeit und Seine allerchristlichste Majestät kennen alle Uebel, welche die Kirche von Frankreich bedrängen; eben so wissen sie auch, wie sehr die schnelle Vermehrung der jetzt bestehenden bischöflichen Sitze zum Nutzen gereichen wird. In Folge dessen werden, um einen so ausgezeichneten Vortheil nicht zu verzögern, Seine Heiligkeit eine Bulle veröffentlichen, um ungesäumt zur Errichtung und zur neuen Begränzung der Bisthümer vorzugehen.

10. Art.

»Da Seine allerchriſtlichſte Majeſtät einen neuen Beweis Ihres Eifers für die Religion geben wollen, werden Sie in Uebereinſtimmung mit dem heiligen Vater, alle Mittel anwenden, die in Ihrem Vermögen ſtehen, um zu bewirken, daß die Unordnungen und Hinderniſſe, die dem Wohl der Religion und der Ausführung der Geſetze der Kirche ſich widerſetzen, ſo bald nur möglich, aufhören.

11. Art.

»Die Gebiete der ehemaligen Abteien, genannt nullius, werden mit den Biſthümern vereint werden, innerhalb deren Gränzen ſie, nach der neuen Begränzung, ſich werden eingeſchloſſen finden.

12. Art.

»Die Wiederherſtellung des Concordates, das bis zum Jahr 1789 in Frankreich befolgt ward (und im 1. Art. des gegenwärtigen Vertrages bedingt iſt), wird die Wiederherſtellung der Abteien, Priorate und anderer Beneſizien nicht nach ſich ziehen, die vor dieſer Epoche beſtanden. Indeſſen ſollen jene, die in der Folge könnten errichtet werden, den nämlichen Anordnungen unterworfen ſeyn, die in dem nämlichen Concordate vorgeſchrieben ſind.

13. Art.

»Die Beſtätigungen der gegenwärtigen Uebereinkunft, ſollen in Einem Monat, oder auch wo möglich noch früher, ausgewechſelt werden.

14. Art.

»Sobald die Ratificationen werden ausgewechſelt ſeyn, werden Seine Heiligkeit gegenwärtigen Vertrag durch eine Bulle beſtätigen; und bald hernach eine andere Bulle be-

kannt machen, die Begränzung der Diöcesen zu ordnen. — In Kraft dessen haben die respectiven Bevollmächtigten gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

»Gegeben zu Rom, am 11. Juni, i. J. Ein tausend, acht hundert und siebenzehn.

„Unterzeichnet: Hercules Card. CONSALVI;
BLACAS D'AULPS.

Am 26. Juni that der Papst einen Fall, der von beunruhigenden Umständen begleitet war; doch zum Glück hatte er keine schlimmen Folgen.

Am 1. Juli meldete der Herzog von Richelieu den Empfang des Concordates.

»Ich habe nicht Einen Augenblick verloren, Ihre Depeschen dem Könige vorzulegen. Seine Majestät haben die lebhafteste Freude über die glückliche Abschließung einer so wichtigen und so schwierigen Angelegenheit empfunden; und Sie haben Alles gewürdigt, was Sie an Eifer und Gewandtheit aufbieten mußten, um seit Ihrer Rückkehr nach Rom, so schnell über die Hindernisse zu triumphiren, die noch zu überwinden waren. Die Concessionen, die Sie erlangt haben, sind wichtiger als jene, die Sie gemacht haben, und die Abänderungen des Vertrags vom 25. August bewirken, daß über alle wesentliche Puncte die Einwendungen verschwinden, welche die erste Abfassung auf die Bahn gebracht hatte. Eben so wenig sehen wir auch Einwendungen über die Erklärung vor, die sich auf den Eid bezieht, seit man übercin kam, daß die ämtliche Note, deren fest beschlossenen Plan Sie mir zusenden, das Schreiben ersetzen sollte, das man vom König verlangen wollte. Ich sende Ihnen hiermit die Ratificationen.

[1817]

»Die Bischöfe von Cambrai, von Avignon, von Angoulême und von Dijon haben die Einladungen bestimmt abgewiesen, die an sie ergangen waren, ihre Entsagung zu geben; und dies wird nun eine schwierige Sache. Ihre Existenz in der gallicanischen Kirche wird gewiß ein großes Aergerniß bleiben; doch ist dasselbe unausweichlich; weil es kein canonisches und ordentliches Mittel gibt, sie zu nöthigen, ihre Stühle zu verlassen.... Der König urtheilte in seiner Weisheit, es sei vorzüglicher, ein Uebel zu dulden, welchem man nur durch ein allgemeines Uebel abhelfen könnte, und dessen Folgen noch weit gefährlicher wären. Es werden also diese vier Bischöfe im Besitz ihrer Stühle bleiben.«

Am 19. Juli machte der Papst in einer Bestätigungsbulle die Convention vom 11. Juni bekannt. Er ertheilt darin der französischen Nation große Lobsprüche; deren Hinzuströmen, Eifer und Ergebenheit er in fröhlicher Erinnerung (jucunda recordatione) gedenkt. Nur nach langer Ueberlegung hat er die Angelegenheiten durch das neue Concordat glücklich zu Ende geführt. Eine Begränzungsbulle für 92 Diözesen ist vom 27. Juli datirt; endlich versammelt er das heilige Collegium und hält eine Anrede an dasselbe.

In dieser Anrede erinnert er, daß viele Hindernisse zum Vorschein kamen; unterwürfige Schreiben jedoch von einigen Bischöfen, die der Forderung der Entsagung nicht beigetreten waren, bezeugten, wie innig sie von dem tiefen Schmerz gerührt waren, von welchem ihr Betragen in dieser Angelegenheit den Papst durchdrungen hatte. Der heilige Vater er-

[1818]

wähnt einer Note des Herrn von Blacas, welche erklärt, der Eid, kraft dessen die Unterthanen der Constitution Gehorsam verheißen, beziehe sich nur auf Dinge, welche die bürgerliche Ordnung angehen. Dann kündet der Papst an, er wolle die festliche Freude dieses Tages vermehren; und er habe zu Cardinälen ernannt: Alexander-Angelicus von Talleyrand, ehemaligen Erzbischof von Reims; Cäsar-Wilhelm de la Luzerne, ehemaligen Bischof von Langres, und Ludwig-Franz von Bausset, ehemaligen Bischof von Alais. Er erklärt ferner, zwei Cardinäle seien in petto: Franz-Césarini von Leoni, Dechant der Rota, und Anton Lanté, Decan der apostolischen Kammer.

Am 9. August empfand Rom eine aufrichtige Freude, als es erfuhr, der Cardinal Consalvi habe auch ein Concordat mit Piemont abgeschlossen. Der Papst bewilligte dem König von Sardinien einen Nuntius vom ersten Rang; der nach den Jahren seiner Nunziatur den Cardinalshut erhalten sollte.

Am 28. November ließ Ludwig XVIII. der Deputirtenkammer den Entwurf des nothwendigen Gesetzes vorlegen, den Verfügungen des neuen Concordates die gesetzliche Kraft zu geben; unter andern auch jenen, welche die Organisation der zwei und neunzig Bisthümer in Frankreich betrafen.

Alle Angelegenheiten, welche der Cardinal Consalvi betrieben hatte, nahmen einen glücklichen Ausgang. Am 28. Jenner 1818 unterzeichnete Herr von Italinsky ein Concordat im Namen Rußlands für

[1818]

Pohlen. Es ward entschieden, daß zu Warschau ein Erzbischof residiren, und daß acht bischöfliche Stühle in dem neuen Königreiche bestehen sollten.

Die Gesundheit des Papstes war zwar immer schwach; doch gab sie keine Ursache zu ernstlichen Beängstigungen. Es betrübte ihn, daß während in andern Ländern Alles einen so glücklichen Fortgang nahm, die kirchlichen Angelegenheiten in Frankreich Zögerungen erlitten. Er schrieb unter dem 3. Februar an den König, um ihn zu fragen, wie es käme, daß der Entwurf zu einem Gesetze, welches der Kammer wäre vorgelegt worden, die Uebereinkunft vom 11. Juni 1817 so eben zerstört habe. Er hatte demnach dem Staatssecretair befohlen, dem Herrn Grafen von Blacas alle Beschwerden des heiligen Stuhles zu überreichen.

Nun ward auch Herrn Isoard, Auditor der Rota für Frankreich, der bisher nicht hatte nach Rom zurückkommen dürfen, erlaubt, dahin zurückzukehren, und seine Amtsgeschäfte wieder zu übernehmen. — Eine von den Streitigkeiten indessen, die nebst den Angelegenheiten mit Frankreich den heiligen Vater am meisten beschäftigte, war der Kampf mit Neapel. Der Cardinal Consalvi schlug dem ersten Minister des Königs, Herrn von Medici vor, sich nach Terracina zu begeben, um daselbst in mündlichen Conferenzen Mittel zu suchen, die Angelegenheiten zu schlichten. Endlich brachten sie es dahin, am 16. Februar ein Concordat zu schließen. Ich werde hier einige Artikel daraus anführen.

[1818]

»Die katholische, apostolische, römische Religion ist die einzige Religion des Königreiches beider Sizilien; immer wird sie darin erhalten werden mit den Rechten und Vorzügen, die nach dem Gebote Gottes und den canonischen Sanctionen ihr gebühren. — Die Abteien nullius diocaesis, die geringe Einkünfte haben, sollen mit dem Ordinariat vereint werden. Die Consistorial-Abteien, die über fünfzig Dukaten Einkünfte haben, werden damit nicht vereint werden. Die Vergebung dieser Abteien wird dem heiligen Stuhle zustehen. — Die geistlichen Güter, die von der militairischen Regierung nicht verkauft wurden, werden der Kirche zurückgestellt. — Man wird die Käufer der geistlichen Güter nicht beunruhigen, die von dem König selbst zu Neapel und in Sizilien vor dem feindlichen Einfall veräußert wurden, um dadurch Mittel zu erhalten, demselben zuvor zu kommen. — Die Güter der Ordensgeistlichen, die nicht verkauft wurden, sollen zwischen den Klöstern, welche abermal eröffnet werden, ohne Rücksicht auf die Ansprüche frühern besondern Besitzthums, und jenen Orden getheilt werden, welche der Erziehung der Jugend, den Wissenschaften, dem Krankendienste und dem Predigtamte sich weihen. — Man wird die Anzahl der Kapuziner, der Observanten, der Franziscaner von der Reform, und der Alcantariner vermehren, wenn die Umstände es erfordern werden. Alle wiederhergestellten Ordensgeistlichen werden von ihren verschiedenen Ordensgeneralen abhängen. — Die Regierung wird den säcularisirten Mönchen einen Jahrgehalt aussetzen. — Die Erzbischöfe und Bischöfe werden in der Ausübung ihres Hirtenamtes, den heiligen canonischen Gesetzen gemäß, frei seyn. Es wird ihnen nicht verwehrt seyn, zu den Gräbern der Apostelfürsten zu kommen, und Diöcesansynoden zusammen zu berufen; sie werden ihre Belehrungen über kirchliche Dinge frei bekannt machen; sie werden öffentliche Gebete und andere Andachtsübungen be-

[1818]

fehlen und ansagen lassen, wenn das Wohl der Kirche, des Staates oder des Volkes es befiehlt.

»Es wird frei stehen, an den heiligen Stuhl zu appelliren. — Jedes Mal, wenn die Erzbischöfe und die Bischöfe in eingeführten, oder gedruckten und einzuführenden Büchern, oder in solchen, die im Königreiche gedruckt werden, etwas finden, das der christlichen Lehre oder den guten Sitten entgegen ist, wird die Regierung die Veröffentlichung derselben nicht zulassen. — Das Eigenthum der Kirche wird heilig und unverletzbar in ihren Besitzungen und Erwerbungen seyn. — Der König wird zu allen Bisthümern und Erzbisthümern der beiden Sizilien ernennen, zu welchen er nicht ernannte. Die Erzbischöfe und Bischöfe werden den Eid leisten: »Ich schwöre und verheiße auf die heiligen Evangelien, der königlichen Majestät Gehorsam und Treue. Eben so verheiße ich, daß ich keine Verbindung unterhalten, bei keiner Versammlung mich einfinden, und weder im Innern noch im Aeußern ein verdächtiges Verständniß unterhalten werde, das der öffentlichen Ruhe schade; und so ich weiß, daß man, sei es in meinem Bisthum oder wo immer sonst, etwas zum Nachtheil des Staates betreibt, werde ich Seiner Majestät solches anzeigen.«

Geheimer, und nach jenem andern erneuerter Artikel, den das vorhergehende Concordat mit Neapel im Jahre 1741 enthielt.

»Da Seine Heiligkeit wünschen, daß man sowohl zu Neapel als im ganzen Königreiche, den Bullen, Breve's und andern Ausfertigungen des römischen Hofes, so wie auch seiner Tribunale und seiner Minister, eine freie und schnelle Ausführung gebe, versichert der König, nach seiner bekannten Frömmigkeit und Religion, Seine Heiligkeit, daß er für die schnelle Ausführung der besagten Ausfertigungen von Rom zweckmäßige Befehle erlassen wird.«

Der König von Neapel säumte nicht, den Tractat zu ratifiziren und sandte dem Cardinal Consalvi eine mit Brillanten besetzte Dose von zwei tausend Louisd'or in Werth.

Die wohlwollenden Gesinnungen der engländischen Regierung gegen den heiligen Vater schienen mit jedem Tage zuzunehmen. Man erhielt dessen zu Rom einen öffentlichen Beweis im Anfang des Merzmonats. Herr A' Court, Minister Seiner britannischen Majestät an dem Hofe zu Neapel überreichte dem Papste ein Schreiben, das der Prinz-Regent von England ihm zugesandt hatte. Diese erste unmittelbare und neue Beziehung zwischen dem heiligen Stuhl und dem Londner Hofe erregte große Sensation zu Rom und erweckte die Hoffnung, die engländische Regierung, welche bereits einen General-Consul in den römischen Staaten unterhielt, wäre nicht abgeneigt, einen Minister dahin zu senden.

Diese Mittheilung war Pius VII. sehr angenehm; es mußten jedoch auch glückliche Nachrichten aus Frankreich kommen. Dort hatte sich ein Briefwechsel zwischen dem König und dem Cardinal Perigord, ernanntem Erzbischof von Paris, entsponnen. Es ist mir unmöglich, nicht einen rührenden Brief hier anzuführen, den dieser letztere den 11. Merz an Seine Majestät schrieb; und worin er den König an die Zeiten der Verbannung erinnert.

»Ach, Sire, der Wunsch Ihres Herzens für unsre Kirche sollte erfüllt werden!... Welche kostbare Zeit ging bis jetzt verloren! ——— Nun sind wir bereits an die Tage

[1818]
der Auferstehung des Herrn gekommen; und statt der Freudengesänge, wo wir das Lob Gottes, wegen unsrer Befreiung, zu tausend Malen wiederholt hätten, werden wir unsre traurigen Seufzer wiederholen, und werden Ihn nur für die Uebel preisen können, die wir erlitten haben; und für jene, die uns vielleicht noch erwarten; denn man muß Gott für Alles preisen! ——— Dürfte ich endlich nach so ernsten Erwägungen die Blicke Eurer Majestät einen Augenblick auf mich ziehen, so würde ich Ihnen mit dem Propheten sagen: Veni in altitudinem maris, et tempestas demersit me! Ja, Sire, seit ich durch Ihren Beifall, durch Ihre Wahl und auf Ihren Befehl mich zu den erhabensten Würden erhöht, zu dem wichtigsten Stuhle ernannt, und auf gewisse Weise von Eurer Majestät beauftragt sah, von der Höhe des stürmischen Meeres aus, alle Steuermänner dieser gallicanischen Kirche zu bezeichnen, die, nach dreißigjährigen Unruhen und Erschütterungen, noch immer fürchten bei dem Anblick dieses Hafens zu Grunde zu gehen, den Sie ihnen eröffnet haben: seit dieser Zeit lebe ich nur von Kummer und Bitterkeiten. Ich schäme mich der Auszeichnungen, die mich umgeben, wenn ich sehe, daß alle meine Mitbrüder in diesem Augenblicke preisgegeben, verlassen sind, und daß man Einigen aus ihnen auf schmähliche Weise dankte, nachdem Eure Majestät meiner sich bedienten, um sie öffentlich zum Episcopat zu berufen. Ich erröthe, das Unterpfand des feierlichen Tractates zu tragen, der vielleicht seine gänzliche Ausführung nicht erhält, noch erhalten wird. Ich bin sogar darauf beschränkt, zu meinen langen und grausamen Schmerzen mir Glück zu wünschen, die mir die Beschämung ersparen, in Ihrer Gegenwart zu erscheinen; indeß ehemals diese Gegenwart meine Uebel erleichterte und mein Herz erweiterte. Erretten Sie mich, Sire, aus dieser Schmach; oder erlauben Sie mir, in weite Entfernung von Ihnen zu gehen, um gleich Samuel das strenge Gericht Gottes gegen

den König zu beweinen, den Er erwählt hatte, und unter Anrufung seiner uralten Erbarmungen über Sie und über Frankreich zu sterben.

»Ich bin mit der ehrerbietigsten Ergebenheit, die Ihnen, Sire, von mir bekannt ist, Eurer Majestät unterthänigster, gehorsamster und getreuester Unterthan,

„Unterzeichnet: A. Card. von PERIGORD.«

Eben damals erhielt Herr Graf von Marcellus, Mitglied der Deputirten-Kammer so wie der Commission, die mit den kirchlichen Angelegenheiten beauftragt war, und der an den Papst geschrieben hatte, eine Antwort von ihm, die vom 13. Februar sich datirte. Dies, mit innigem Feuer verfaßte Schreiben, lud ihn ein, muthig zu kämpfen, zu widerstehen und den Forderungen des Ministeriums nicht nachzugeben. Man tadelte in damaliger Zeit die Dazwischenkunft eines Dritten, der plötzlich mitten in eine solche Streitsache geworfen ward. So viel ist bestimmt gewiß, daß man von beiden Seiten politisch unterhandelte. Bei solchen Gelegenheiten aber ist Jeder verpflichtet, das Stillschweigen zu beobachten. Wären die Unterhandlungen aufgegeben worden, so kehrte der heilige Stuhl in seine päpstlichen Supremats-Rechte zurück, und konnte seinen Wunsch, seinen Willen, seine Entscheidungen, seine Befehle aussprechen; hier aber brach man, ohne brechen zu wollen; man berief zu einer Erörterung einen Fremden, der keine Sendung hatte. Wie strenge auch diese Meinung scheinen mag, welche die Meinung beinahe aller Regierungen von Eu-

[1818]

ropa war, ist es darum nicht minder gewiß, daß dem französischen Ministerium ein scheinbarer Vorwand gegeben ward, die Unterhandlung auf gewisse Weise zu brechen; und daß das Heilmittel gegen das Uebel ein unheilbares Uebel ward.

Am 17. Merz schrieb Herr Lainé, Minister des Innern an Herrn von Richelieu:

»Wir waren dem Augenblick nahe, die allzu zahlreichen Schwierigkeiten zu überwinden, die gegen das Gesetz sich erhoben, dessen Vorschlag die Uebereinkunft vom Jahr 1817 nothwendig gemacht hatte, als die Kenntniß eines päpstlichen Breve's *) an Herrn von Marcellus alle Hoffnungen umstürzten.«

Das Ministerium des Königs beschränkte sich nicht darauf, dem Vertrag vom 11. Juni alle Zustimmung zu entziehen; es gab überdies Herrn von Blacas den Auftrag, diesen Rückschritt durch eine Note anzuzeigen; und kündigte ihm an, Herr Portalis, Sohn des Grafen Portalis, ehemaligen Ministers Napoleons, sei im Begriff, nach Rom abzureisen, um Theil an einer neuen Unterhandlung zu nehmen. Die Instructionen des Herrn Portalis lauteten dahin, es fände sich ein Grund, ein anderes Concordat vorzuschlagen. Der König würde zu den

*) Diese Antwort war nur ein einfacher, zwar vom Papste unterzeichneter Brief, doch kein Breve; und dieser Brief hatte geheim bleiben sollen. Machte der Deputirte nicht zu großen Lärm mit diesem Wink, welcher dem Gewissen des Christen gegeben ward?

Bisthümern ernennen, der Papst aber die canonische Einsetzung verleihen. Man würde über die Maßregeln übereinkommen, diejenigen der organischen Artikel abzustellen, die etwas enthalten könnten, das der Lehre und den Gesetzen der Kirche entgegen wäre. Der König würde verheißen, die Anzahl der Bisthümer zu vermehren, wenn der bessere Zustand der Finanzen Frankreichs es erlauben würde. Der König würde die Bisthümer auf die Domainen dotiren, die durch den 143. Artikel der Ueberschrift XI. des Gesetzes vom 25. Merz 1817 zur Verfügung gestellt wären, um sie zu kirchlichen Anstalten zu verwenden. Der neue Unterhändler sollte die Aufmerksamkeit des Papstes auf den Widerstand der Constitutionellen und die Uneinigkeiten der kleinen Kirche richten. Könne Herr Portalis es nicht dahin bringen, die römische Regierung zu bereden, daß sie diesen andern Plan annähme, so sei er berechtiget, die Vorschläge des heiligen Vaters anzuhören, um solche nach Paris zu übersenden. Aehnliche Instructionen erhielt auch Herr von Blacas. Ueberdies meldete ihm der Herzog von Richelieu, man müsse den Papst dahin führen, daß er die Unmöglichkeit einsehe, in dem System fort zu beharren, das aus gegenseitigem Irrthum beide Regierungen zwei Jahre hindurch befolgt hätten, und dessen Resultat der Vertrag vom 11. Juni wäre.

In einem Privatschreiben sprach der Herzog von Richelieu mit ganz ehrbarer militairischer Freimüthigkeit zu Herrn von Blacas:

[1818]

»Ich will mich nun über die Sendung des Herrn Portalis nach Rom mit Ihnen verständigen. Gewiß konnte es uns niemals in den Sinn kommen, Ihnen Verdruß zu erwecken. Welchen Grund auch könnten wir dazu haben? Haben Sie je anderes als das gethan, worüber wir überein gekommen waren? Ist es nicht unsre eigene Schuld, daß wir uns nicht besser auskannten? — — Was Herrn Portalis betrifft, hoffe ich, daß man, weil er sehr gottesfürchtig, sehr sanften Gemüthes, sehr verträglich ist, über seinen persönlichen Eigenschaften, der vorgefaßten Meinungen vergessen werde, die man gegen seinen Vater haben könnte. — — Man wünscht, Ihnen einen Helfer, eine Verstärkung in dem wichtigsten und schwierigsten Geschäfte zu geben. — — Hinsichtlich unsrer Stellung, urtheilen Sie ganz richtig über die Resultate, welche von Seiten der fremden Mächte, eine zu weit getriebene Forderung haben könnte. Es ist kein Mittel, die königliche Regierung fest zu begründen, wenn man derselben aufbürdet, alle Missethaten der kaiserlichen Regierung auszugleichen und Frankreich zum Nutzen der Fremden zu erschöpfen. Der Tractat vom 20. November ward mit dem Messer an der Kehle geschlossen. Es war unerläßlich, den immer zunehmenden Reclamationen ein Ziel zu setzen, die sich bereits auf tausend sechs hundert Millionen beliefen. Dies haben wir nun so eben nach der mißlichsten Unterhandlung gethan. Die beiden Kammern haben für die geforderten Summen votirt; die öffentlichen Fonds haben darunter nicht gelitten: ein unzweideutiger Beweis des Vertrauens, das die Regierung des Königs einflößt. Ach, Herr Graf, führen Sie uns doch bald unsre kirchlichen Angelegenheiten zu Ende, damit wir der Hoffnung uns hingeben können, die Ordnung in Frankreich auf ihren wahren Grundlagen sich begründen zu sehen!«

»Genehmigen Sie ꝛc.«

[1818]

Die Revolution hatte einen Bodensatz von Geschäften neuer Art zurückgelassen. — Weil der Papst sich hatte großmüthig erzeigen wollen, unterwarf er sich freiwillig Dingen, die seiner Souverainetät Zwang anlegten. — Lucian wollte Rom verlassen, wohin er in Folge eines Versuches sich geflüchtet hatte, den ein Räuberhauptmann gewagt hatte, seiner Person sich zu bemächtigen, um ein stattliches Lösegeld zu erhalten. Mit Fug und Recht verlangte Lucian, nach Bologna sich zu begeben; doch der österreichische Bothschafter, Herr von Kaunitz widersetzte sich. Der heilige Vater sagte dem Cardinal Consalvi mit Sanftmuth, diese Strenge gegen Lucian käme vielleicht von einiger Parteilichkeit her, welche Seine Eminenz äußern, die bei allen Gelegenheiten es versuchten, ihn in Schutz zu nehmen. — Doch bald sollte dem heiligen Vater eine ganz andere Bitte in Beziehung auf das Oberhaupt der Familie Buonaparte vorgetragen werden. Anfangs Mai begab sich der Cardinal Fesch zur Audienz des Cardinals Consalvi, ihm zu melden, Napoleon und Diejenigen, die ihn nach der Insel St. Helena begleiteten, wären sehr betrübt, daß sie keinen katholischen Priester bei sich hätten; und sie flehten den Schutz des heiligen Vaters an, um zu erwirken, daß ein Geistlicher unsrer Religion zu ihnen möchte gesandt werden. Man ersuchte zumal, Seine Heiligkeit möchten die britannische Regierung eilig von diesem Verlangen benachrichtigen. Mit größtem und dringendstem Eifer befahl der Papst augenblicklich, die zweckmäßigen Schritte in dieser

[1818]
Sache zu thun und sie mit allem Nachdruck zu fördern, der geeignet wäre, dieselbe durchzusetzen. Bei dieser Gelegenheit sprach der heilige Vater Worte voll der Nächstenliebe, der Herzensgüte und der großmüthigsten Theilnahme.

Am 31. Mai schrieb der Cardinal Consalvi an Herrn von Blacas eine lange Note als Antwort auf die Note vom 23. April, in welcher dieser Bothschafter die neuen Vorkehrungen der französischen Regierung angezeigt hatte. In dieser Antwort vom 31. Mai erklärt der Cardinal: das, mit allen Eigenschaften eines vollkommnen, wahren und unverletzlichen Tractates ausgestattete Concordat vom 11. Juni 1817 könne auf keine Weise verletzt werden, und es müsse in seiner Vollständigkeit von den beiden Parteien vollzogen werden, die dasselbe ratifizirten und sanctionirten. Kurz hierauf meldet eine andere Note des nämlichen Cardinals: der heilige Vater, der nahe daran sei, vor dem allerhöchsten Richter zu erscheinen, lasse von keinen weitern Rücksichten sich aufhalten, wenn die Vorschläge die ihm gethan werden, unglückseliger Weise nicht annehmbar für ihn sind. In einer Audienz, die Herr Portalis bei dem Papste erhielt, vernahm er aus seinem Munde diese Worte: „Die Angelegenheiten Frankreichs waren die peinlichsten unsres Pontificates. — — Wir haben die höchste Achtung für den Charakter des Königs, und ein großes Vertrauen auf seine religiösen Gesinnungen; allein man muß fest auf dem bestehen was man gemacht hat; ein Concordat, das abgeschlpssen und

[1818]

bestätiget ward, muß ausgeführt werden. Wir haben alle Schwierigkeiten wohl erfaßt; wir werden thun was von uns abhängt, dem König unser Verlangen zu beweisen, uns mit ihm zu verständigen; doch salvo il Concordato. Ueber diesen Punct sind wir fest entschlossen, nicht nachzugeben. Wir haben es allzusehr empfunden, daß man nichts dabei gewann, zu gewissen Wünschen sich herabzulassen. — — Gott wird den Gefahren abhelfen; man darf nichts Böses thun; nicht einmal um ein großes Gut daraus zu erzielen."

Um diese Zeit geschah's, daß Pius VII., in einer Unterredung mit einem seiner innigsten Vertrauten, der mit ihm über das Concordat sich beredete, gegen Himmel blickte, die Hände erhob und sprach: „Sollen wir mit einem zerrütteten Gewissen von hier fortgehen?" — Der Papst hatte in eine schreckliche Bedingung gewilligt; welche jedoch, sagte man, für das Concordat vom Jahre 1801 nothwendig war; und neue Bischöfe waren in Frankreich eingesetzt. Er sagte: „Wir wollen wohl bis zu den Pforten der Hölle gehen; aber unsre Meinung ist, hier stehen zu bleiben." — Man hatte eine andere Organisation verlangt; der Papst hatte sie bewilligt, und war auf die alten Concordate zurückgekommen; er hatte sein erstes Werk zerstört; und man wollte nun, er sollte wiederherstellen, was er zerstört hatte. Als er das Concordat vom Jahr 1801 umstürzte, war dies nicht ohne Widerstand, ohne Einwendungen, ohne Schmerz, ohne feste und entschlossene Vorstellungen

[1818]
geschehen; das Wohl der Kirche hatte gesprochen; und das Concordat vom Jahr 1817 ward unterzeichnet, bestätigt. Zu Paris sprach man von gegenseitigem Irrthum; doch Rom gab nicht zu, daß man also sich ausdrücken dürfe. Dann sagte man noch zu Paris, es gebe Formen, die zu allen Zeiten wären angewendet worden, die Artikel eines Tractates zu erklären, zu erweitern, zu beschränken und zu modifiziren; beigegebene und erläuternde Bedingungen könnten Schwierigkeiten lösen, wie ernster und verdrießlicher Art immer dieselben wären. Man müsse einen einfachen, kurzen Plan suchen, durch welchen man hoffen könne, die Uebel und die Trennung der Kirche beendiget zu sehen; den Grundsätzen huldigen, alle Autoritäten achten, die Personen ehren, der Meinungen, ja sogar der Ansprüche schonen, das Interesse eines lauen Glaubens mit den Ueberzeugungen religiöser Männer in Uebereinstimmung bringen, die der Papst zu der Verwaltung der geistlichen Dinge verwende. Auch sagte man noch, die Form eines Breve sei der Form einer Bulle vorzuziehen; je weniger man den Geist der Autorität zeige, um so mehr werde man den Geist der Uebereinstimmung hervorheben; ja um so größere Leichtigkeit auch werde man finden, die Unterhändler der beiden Länder dahin zu stimmen, daß sie in Absichten eines festen Friedens und einer aufrichtigen Vereinigung eingehen.

Einige dieser Gedanken der Ordnung wurden zuletzt von dem immer weisen römischen Hofe eingesehen. Man wollte gern Alles schlichten; jedoch durch

eine Bulle. Dies Vergleichungssystem ward durch eine Verbalnote der Herren von Blacas und Portalis in einen Vorschlag verwandelt. Der Cardinal Consalvi erhob im Namen des Papstes einen neuen Zwischenfall; der heilige Vater nämlich wollte über alle diese Streitfragen dem Cardinal von Perigord ein Breve zusenden. Die französischen Bevollmächtigten widersetzten sich dessen nicht; sie sandten also dies Breve nach Paris, das der Papst mit großer Sorgfalt verfassen ließ, und das vom 10. October datirt ist. Seine Heiligkeit sagten dem Cardinal, es sei ihm allerdings nicht unbewußt, daß ein Vertrag wäre abgeschlossen worden, und daß die Ausführung desselben aufgehalten sei. Der Papst wiederholt die eigenen Ausdrücke des Vorschlags, der auf Befehl des Königs gethan ward; und erklärt, auf welche Weise der heilige Stuhl im Sinne habe vorzugehen. In Anbetracht, daß dies eine hochwichtige Sache ist, halten Seine Heiligkeit es für zweckmäßig, die Meinung Ihrer ehrwürdigen Brüder, der Bischöfe von Frankreich darüber zu vernehmen. Damit nun diese Sache zu ihrer Kenntniß gelange, wendet der Papst sich an den Cardinal, der durch seinen eminenten Rang, durch seine Ergebenheit gegen den Stuhl des heiligen Petrus und durch den Glanz seiner zahlreichen Tugenden im höchsten Lichte strahlt. Er ersucht ihn, sowohl die gegenwärtigen als die abwesenden Bischöfe zu befragen und den Ausspruch ihrer Meinungen ihm zuzusenden.

[1818]

Zwei und dreißig französische Bischöfe hatten vor Kurzem dem Papste ein Schreiben zugesandt; er zweifelte also nicht an ihrem Eifer.

Herr von Richelieu war nach Aachen gereist. Der Rath des Königs, dem der Papst es frei gestellt hatte, die gelegenste Zeit zu wählen, wo das Breve sollte übergeben werden, glaubte, dasselbe nicht unmittelbar an Herrn von Perigord senden zu müssen. War es nicht wahrscheinlich, daß der Cardinal durch seine Correspondenten in Rom bereits davon in Kenntniß gesetzt war? — Auch sollte dies Breve, dieser Beweis des Vertrauens und der Achtung, die diesem edlen Prälaten gegeben wurden, so wie die Sorgfalt, mit welcher der Cardinal Consalvi Frankreich bei allen Gelegenheiten gefällig zu seyn suchte, noch kein erwünschtes Resultat erlangen.

Auch zu Rom waren nun die Geschäfte durch die Ankunft Ferdinands, Königs von Neapel, wie unterbrochen; der gekommen war, dem Papste für die Abschließung des Concordates von Terracina zu danken. Herr von Blacas gab diesem Fürsten ein glänzendes Fest in der Villa Medicis. Nach dem Souper, als der Hof, vom Gesandten begleitet, sich zurück zog, fragte ihn der König: „Ihre Villa hat zwei Pforten; warum ließen Sie uns nicht, statt durch die andere, durch diese Pforte eingehen?" — Herr von Blacas antwortete mit seltener Geistesgegenwart: „Sire, dies wird künftigen Donnerstag geschehen; wo ich abermal die Ehre hoffe, Eure Majestät hier zu empfangen." Der Bothschafter, der auf

solche Weise sich verpflichtet hatte, sandte nun auf der Stelle zu Herrn Mazois, welcher alle glänzenden Verzierungen zu diesem Feste angegeben hatte, und sagte ihm, was so eben vorgegangen war. Das Wort war in einem ersten Augenblick der Ueberraschung gegeben worden. Herr Mazois, der schon bei dem bloßen Namen Neapel in Begeisterung gerieth, ordnete in drei Tagen ein anderes, noch herrlicheres Fest; und man ging dann durch die Pforte ein, die am ersten Tage war vernachlässiget worden.

Der unermüdliche Cardinal Consalvi, den die Feste nicht lange beschäftigten, hielt es für räthlich, dem Herrn Herzog von Richelieu zu schreiben, während er noch zu Aachen war, um ihn zu ersuchen, daß er verhindern möchte, daß Uebelgesinnte aus dem römischen Staate die Minister der fremden Mächte wider den heiligen Stuhl aufzubringen suchten. Der Herzog antwortete dem Cardinal:

Monseigneur!

»Der Herr Ritter Bartholdy hat den Brief mir richtig übergeben, mit welchem Eure Eminenz mich zu beehren geruhten. Ich bin über die so wohlwollenden Ausdrücke ungemein gerührt, deren Sie so gütig sind, sich gegen mich zu bedienen; und nie wird etwas mir mehr am Herzen liegen, als der allzu günstigen Meinung mich würdig zu machen, welche Eure Eminenz von mir zu hegen geruhen. Die Mittheilungen, welche zu Rom den Herren Grafen von Blacas und Portalis gemacht wurden, sind an mich hierher gesandt worden. Ich erkannte darin den Geist der Liebe und der Verträglichkeit, die Seine Heiligkeit immer beseelten; und zugleich den Geist der Richtigkeit und Erhebung,

[1818]

welche die Ansichten Eurer Eminenz immer charakterisirten. Ich hoffe, die Antworten, welche der Graf Blacas beauftragt seyn wird, auf die Vorschläge des heiligen Stuhles zu geben, werden die Schwierigkeiten ebnen, die einer Uebereinkunft sich noch widersetzen könnten, die ich als unerläßlich betrachte, den Ruin der Religion und die größten Unglücksfälle in Frankreich zu verhüten. Ich bitte Eure Eminenz innigst, überzeugt zu seyn, daß, was immer man von Paris aus nach Rom schreiben mag, die Regierung des Königs das lebhafteste Verlangen hat, die Angelegenheiten der Religion auf eine ständige Grundlage zu stützen; daß die Hindernisse, auf welche sie stieß, von ihrem Willen unabhängig sind, und daß sie zumal nicht so wahnwitzig ist, die Religion selbst zerstören zu wollen, ohne welche keine Gesellschaft bestehen kann. Wollen Sie, Monseigneur, diesen freimüthigen Ausdruck meiner Gesinnungen empfangen, welche die des Königs und aller meiner Collegen sind. Ich theile hier den Ministern der vier Mächte die Aengstlichkeiten mit, welche Eure Eminenz gehegt hatten, daß einige Uebelgesinnte aus den römischen Staaten etwa die päpstliche Regierung verleumden möchten. Ich fand bei allen meinen Collegen die nämlichen Gesinnungen vor, die der Fürst Metternich Ihnen bereits im Namen seines erlauchten Souverains und in seinem eigenen muß ausgedrückt haben; man läßt der Treue ausgezeichnete Gerechtigkeit widerfahren, mit welcher der heilige Stuhl alle Bedingungen des Wiener Tractates ausgeführt; so wie nicht minder der gewissenhaftesten Unparteilichkeit *), welche seine Schritte immer

*) Die Milde der päpstlichen Regierung war so groß, daß Solche, die sich am meisten compromittirt hatten, es wagten, sich hinzu zu drängen, und um alle Aemter zu bitten. Wenigstens hätte man doch ein wenig warten sollen. Sie sagten: „Der heilige Vater hat vergeben!“ Consalvi antwortete einmal Einem der zudringlichsten Revolutionairs, der bei der Erstürmung des Quirinals eine

geleitet hat. Sollten zufälliger Weise sich hier Solche zeigen, welche wider die päpstliche Regierung Klagen erheben wollten, so glaube ich, Sie versichern zu dürfen, daß sie nicht würden angehört werden.

»Genehmigen Sie ꝛc.«

„Unterzeichnet: RICHELIEU.«

Dies Schreiben gewährte dem Cardinal Consalvi große Freude; nichts desto minder jedoch bestand er darauf, das an den Cardinal von Perigord gerichtete Breve sollte nebst einem Schreiben des Staatssecretariats dieser Eminenz übergeben werden. Der König hatte befohlen, die kirchlichen Unterhandlungen sollten von Herrn Lainé, dem Minister des Innern betrieben werden; indessen wollte er dennoch auch die Meinung des Grafen Hauteville hören; der, während der Abwesenheit des Ministers mit dem Portefeuille der auswärtigen Angelegenheiten beauftragt war. Ich befand mich eben damals zu Paris; ich war von Wien nach Madrid gesandt worden; und es war natürlich, daß Herr von Hauteville über die Angelegenheiten zu Rom mit mir redete, jenes Aufsatzes wegen über das heilige Collegium, den ich von Wien aus übersandt hatte. Unter diesen Umständen hatte ich Gelegenheit, eine denkwürdige Unterredung Ludwigs XVIII. mit dem Grafen Hauteville zu erfahren. Der König wollte nicht, daß man vor der Rückkehr des Herzogs von Richelieu etwas

---

Rolle gespielt hatte: „Scusate, il santo Padre há perdonato per non punire, mo non per premiare.“ (Der heilige Vater hat verziehen, um nicht zu strafen; nicht aber, um zu belohnen).

[1818]

über das Breve entscheiden sollte. Herr von Hauteville wiederholte dem König beständig, daß man ganz gewiß, wie schwer auch der Drang der Umstände sei, Ursache habe, keinen wichtigen Schritt zu thun, ohne einen so nützlichen, so ergebenen und so weise berathenden Minister, wie den Herrn Herzog von Richelieu zu erwarten; daß aber dieser ehrenvolle Vorzug, der einem edlen Charakter wie der seinige allerdings gebühre, nicht hindere, daß man in Voraus mit den Mitteln sich beschäftige, wenn sich Veranlassung zeige, die noch frischen Gesinnungen des römischen Hofes zu benützen. „Es bedünkt mich, sprach der Graf von Hauteville, der König könne diesen Streit als beendigt ansehen. Ich jedoch betrachte und untersuche diese Angelegenheit nicht von Paris aus; ich versetze mich in Gedanken nach Rom; und da ich mit diesen Dingen mich viel in Zeiten beschäftigte, die das feine Zartgefühl Eurer Majestät niemals in Erinnerung bringt, stelle ich mir eine Art politischer Anschauung auf und untersuche, was der Papst und der Cardinal Consalvi und Diejenigen, von welchen sie umgeben sind, denken, und denken müssen. Hier will man Alles, sogar Jenes niederreißen, das in der Absicht gethan ward, das Priesterthum wieder aufzuerbauen; dort will man, so viel möglich, Jenes was geschah, nicht mit dem entzweien, was da vorbereitet wird. Welches ist die Lage des römischen Hofes? Dieser Hof bedünkt mich von einem glorreichen Heiligenschein umglänzt! Welche Gewandtheit zur rechten Zeit; da man i. J. 1800,

Venedig, Grätz, Wien und jeder andern Absperrung auswich! Hörte man die Worte des Consulates im Jahr 1801 an, so entkam man mehrere Jahre hindurch einer gewissen Gefahr. Als die schweren Gefahren der neuen Stellung sich ausdehnten: von welchem Muthe war man da nicht beseelt, die Verfolgung zu ertragen, sie zu fesseln, ja bis dahin zu kommen, daß man von ihr selbst die Rückkehr in die Kirchenstaaten forderte und erhielt!

„Nicht ohne lauten Beifall noch ohne Bewunderung sah Europa solche Berechnungen. Uebrigens ist auch Rom mächtiger als man wohl glaubt. Das protestantische Europa ehrt das Oberhaupt des katholischen Kultus; das katholische Europa will überhaupt liberale Concordate; die beiden Europa's würden den Widerstand unterstützen, welcher dem unsrigen entgegenwirkte, und welchem wir mehr oder minder den Anstrich des Mittelalters geben. Was vermag der König wider ein also vermummtes Europa? Von Rom aus wendet man sich diesmal an die Bischöfe, dies ist kein menschlicher, es ist ein göttlicher Gedanke, der alle Wunden vernarbt. Es liegt darin eine feine Schattirung von Rücksichten, welche Männer, die lange Zeit hindurch mißhandelt wurden, im Falle sie fehlgreifen, wenn man will, mit einem noch schmeichelhafteren Namen nennen können. — Der verwundete Stolz ist so schnell sich zu trösten! Der König thut sehr wohl, den Herrn von Richelieu zu erwarten, diesen großen und so unbestechlichen Minister, dessen gegebenes Wort ein Tractat ist. Bei alle

[1818]

dem halten wir uns bereit, gleich den Tag nach seiner Ankunft zu handeln. Ich wiederhole es dem König: Die Sache ist zu Paris, und zwar wenn man will, bald beendigt. Da man aber der Uebergabe des Breve Zögerungen setzt, welche sich vielleicht in die Länge hinaus dehnen, wird die Angelegenheit erst in drei, in acht Monaten sich abschließen lassen; meines Erachtens aber wird sie einzig auf den heute vorgeschlagenen Grundlagen sich beendigen lassen. Ich bin ein alter Freund der Doctrinen Choiseuils, welcher Bothschafter zu Rom gewesen war. Dieser sagte: „Rom ist so gewandt, so hellsehend, so stark; in dieser Stadt sind die Parteien so schnell, sich wieder auszusöhnen, daß sie wahrhaftig immer sie selbst ist, die mitten unter den Protokollen der Unterhandlungen einmüthig mit dem Finger auf den Ausgang hinweist, den viele Andere suchen, ohne ihn zu finden. — Dies System der Einheit, das man daselbst befolgt, beginnt damit, daß es sich seinen Theil am Ansehen sichert, welches man auf eine Anzahl bedeutungsschwerer Worte feststellt. Ein andermal dann rettet die Einheit; dieser Hof, der wesentlich lenkend ist, geht in das Interesse der Höfe ein, mit welchen er unterhandelt, und erhebt keine Schwierigkeiten über Gefälligkeiten einer zärtlichen Mutter. Daher, Sire, das Phänomen einer, lange Zeit hindurch streitenden Macht, die dann plötzlich die Partei eines Gegners ergreift; daher dies Breve, das unsre Bischöfe besänftigt, die zu besänftigen das Interesse Ihrer Ehre erfordert; das ihrer Treue ein glän-

zendes Zeugniß gibt, und unter dem französischen Klerus Traditionen der Ergebenheit für Ihr unsterbliches Haus Bourbon verewigt."

Der König unterbrach Herrn von Hauteville und sprach: „Was Sie mir da sagen, ist so gut gesagt; und Sie führen eine so neue Sprache, daß ich Sie gern den ganzen Rath darüber möchte unterrichten hören." — „Nicht also, Sire; es liegt so viel Feingefühl in einer Meinung, die sich auf fremde Angelegenheiten bezieht, daß man die Entwicklung derselben niemals in einem öffentlichen Rathe wagen darf; wo Jeder, der über bekannte Einzelheiten verschlossen bleibt, es sich oft für erlaubt hält, Alles nach zu sagen was er höchst Wichtiges von benachbarten Mittheilungen erfährt. In dem was ich ausgesprochen habe, liegt, davon bin ich überzeugt, vorerst die Wahrheit; aber es liegt darin auch eine bestimmte Ansicht und ein Zusammenhang von Voraussehungen, die man nicht allzu sehr verbreiten darf; und dann muß man — was Staatsgeheimnisse betrifft, — in einer Stadt, wo Preßfreiheit und eine Prämie für die Plauderhaftigkeit besteht; und zwar eine Prämie, die das Publikum ohne Anstand für eine Ausplauderei bezahlt, die dasselbe zerstreut, — über unser Handwerk allerdings mit einem weisen, gewandten und bei dem Frieden interessirten Könige ohne Rückhalt sprechen; aber man darf darüber nicht die Leidenschaften, ja nicht einmal die Tugenden eines andern Landes unterrichten, noch irgend eine Kriegsadministration, noch die Leitung einer Marine, noch

[1818]
auch eine Polizei, die durch ihre Natur und durch die Nothwendigkeit einiger gehässigen Pflichten zu untergeordneten, ob auch für die Bedürfnisse der Politik eines großen Monarchen unerläßlichen Relationen verurtheilt ist. Die Entdeckung des Geheimnisses eines Landes mag von Ihrem Bruder zehn Jahre, von Ihren Söhnen und Enkeln zwanzig Jahre ausgeholt werden. Wirft man solches in die Zeitungen, so wird es von fremden Kabineten aufgefangen. Oft waren die, welche als die Zweiten nach Australien kamen, gerade Diejenigen, welche darin dauerhafte Kolonien stifteten. Ich habe mit einem Könige gesprochen; und zwar mit einem Könige, der angehört, der begriffen hat; also werde ich auch niemals sprechen, außer vor dem Könige oder vor meinem Minister.

Der König entließ den Grafen Hauteville erst nachdem er mit den Ausdrücken eines überaus freundlichen Vergnügens sich gegen ihn geäußert hatte. Als Herr von Hauteville um des Königs letzte Befehle fragte, sagte ihm der Monarch: Mein Herr, ich befehle Ihnen, oft hierher zurück zu kommen."

Bei seiner Rückkehr theilte der Herzog von Richelieu Herrn von Perigord die Verfügung des heiligen Vaters mit; doch sandte er ihm das Breve nicht zu. Man schilderte den Plan desselben auf eine trockene Weise in dem Kanzelleistyl eines Practicanten ohne Kraft und Saft. Alles Lob was dort so großen Werth hatte, sogar für den Bescheidensten der Menschen, ward gänzlich übergangen. Statt dieses glänzenden Lobes steht darin die Verheißung, man werde

den nicht angestellten Bischöfen Brot geben. Das Breve war in seinem edeln, gewissenhaften Theile, in seinem — wie ein grollendes Gemüth hätte denken können, das seit dem Jahr 1801 durch Unzufriedenheit war bedrängt worden, — das Unrecht vergütenden Theile, nicht verstanden worden. — Der Cardinal von Perigord empfing dies sonderbare Schreiben, las dasselbe mit Schmerz, gab es einigen Bischöfen zu lesen und schrieb dann an seinen Fürsten:

»Ich vergesse nicht, Sire, daß ich zu dem König spreche; aber ich werde ihn auch bitten, zu bedenken, daß ich nur zu ihm spreche. Es ist auf gewisse Weise ein Testament, das ich mich unterfange, in seine Hände nieder zu legen; und dessen Geheimniß nur in so fern entsiegelt wird, als Eure Majestät es für nothwendig und nützlich halten.

Der Cardinal faßte alle Puncte des Schreibens des Herrn von Richelieu einzeln auf. Da in dieser Depesche nur das trockene Knochengerüst der Sache, ohne alle Wärme, ohne Zartheit, ohne Leben sich befindet, zeigt er die Vergeblichkeit der vorgeschlagenen Maßregeln; auch gibt er zu verstehen, es pflegten die Päpste zuweilen die Bischöfe über Jenes zu befragen, das sie selbst angehe; und es könne dies hier eben so der Fall seyn.

»Es erübrigt mir nun nichts mehr als mit der ganzen Inbrunst meines Gebetes den Beistand jener göttlichen Weisheit für Eure Majestät herabzurufen, die Sie nun bald feierlich mitten unter Ihrem Volke anrufen werden; und die allein die Könige das Mittel lehren kann, mit eben so großer Stärke als Sanftmuth das Ende

[1818]

ihrer Unternehmungen zu erreichen. Mein Lauf eilt in Bedrängniß zu Ende; meine Sinne erlöschen und lösen sich auf in meinem Schmerz; schon hat meine letzte Stunde beinahe geschlagen; und ich hoffe von der unendlichen Barmherzigkeit des Herrn, daß ich in die Stätte der Ruhe eingehen werde. Wie groß wäre mein Trost, Sire, wenn ich vor meinem Schlafe, diese berühmte Kirche Frankreichs, den Gegenstand so vieler Seufzer, von einem neuen Anhauch des heiligen Geistes beseelt, könnte durch Ihre Bemühungen, glorreich aus den Hindernissen hervor gehen sehen, die ihrer Herrlichkeit sich widersetzten!«

Kaum war dies herzzerreissende Schreiben übergeben, als der König ein anderes, von ganz verschiedenem Styl, mit der Unterschrift Alexander Bischof von Blois erhielt. Herr von Themines, der übrigens in Gesinnungen starb, die denjenigen ganz entgegen waren, welche er in diesem langen Memorial ausspricht, vertheidigt darin die Ansprüche der kleinen Kirche mit sonderbarem Eifer. Auch hebt er gewiß sehr unkluge Ausdrücke der Anhänger des Status quo hervor. Diese hatten gesagt, die Freunde ihres Landes bedürften für den öffentlichen Nutzen und für die Glückseligkeit des menschlichen Geschlechtes nur des Bandes der Moral, die allen Religionen gemein wäre. Herr von Themines hatte hierauf geantwortet. *)

*) Er drückt sich auf folgende Weise aus: „Diese Freunde ihres Landes werden ohne Zweifel in einer ehrerbietigen Pilgrimschaft hingehen, diese Moral zusammen zu sammeln, die in allen Moscheen, Pagoden, in allen Götzentempeln und unter allen Sekten, wie der Staub und Rauch in der Atmosphäre zerstreut ist!

Ich kürzte die Zergliederung dieser Vorstellung von ganz außerordentlichem Style, zumal gegen das

---

Sie sprechen von Ehrfurcht für die Kulte; nicht Ehrfurcht, sondern Toleranz soll man für alle Kulte haben. Diese Toleranz ist eine Pflicht, und sogar eine große Tugend, wenn sie vereint ist mit der Liebe des menschlichen Geschlechtes, mit dem Mitleid gegen seine Irrsale, und mit jener Nächstenliebe, die dasselbe gänzlich umfängt und das göttliche Licht in allen Geistern und in allen Seelen sehen möchte. Die Gleichgültigkeit ist eine allgemein ansteckende Krankheit seit der philosophischen Herrschaft, welche das ganze vorige Jahrhundert durch ihre unterminirten Gänge und ihre Explosionen erfüllt hat; gebe der Himmel, daß sie nicht mit noch andern endige! Die philosophische Gleichgültigkeit und Toleranz sind nicht so friedfertig; und wir haben den furchtbaren Haß und die Wuth derselben empfunden. — — — Heut zu Tage ist es strenge Pflicht, das menschliche Geschlecht zu warnen, wie sehr es bedroht ist, wenn in der Kirche die Regierung des Gutdünkens und der Umstände und die mechanische und barbarische Einsetzung des Hebels und des Drehhaspels sich festsetzt. — — Es ist gefährlich, die revolutionaire Sprache zu den Ohren der Völker zu sprechen; und wenn die Umstände und die Nothwendigkeit im Heiligthum gang und gäbe sind, müssen sie noch weit mehr auf den Rathhäusern und auf öffentlichen Plätzen im Schwunge seyn. (Herr von Thémines schrieb dies Ludwig XVIII. am 27. December 1818). Das Volk ist ein Souverain, der trotzig sich selbst krönt, ohne Vorbereitung und ohne Ceremonien; seine Kanzler hörten, bei der Eröffnung unsrer Revolution, nicht auf, mitten unter Aufruhr, Mordbrennereien und Mordthaten zu schreien: „Das Volk erwacht, das Volk will, das Volk übt seine große Gerechtigkeit; es hat Gefallen am Außerordentlichen; auch das Volk hat seine Staatsstreiche, seine Umstände, seine Nothwendigkeit.“ — Die constituirende Nationalversammlung rechnete nach ihrer ersten Constitution, die ein Musterbild für die ganze Welt seyn sollte, und nachdem sie Alles, sogar den Gedanken, ganz nagelneu gemacht hatte, wohl darauf, zu dem Gewöhnlichen zurück zu kehren und auf ihren unsterblichen Meisterwerken auszuruhen; und wir hatten fünf und zwanzig Jahre hindurch

[1818]

Ende ab; wollte jedoch einige Züge derſelben aufbewahren, weil ſie die Gegenbeſchuldigungen und Beſchwerden

---

Staatsſtreiche und Außerordentliches zur Genüge. Gegen dieſe hochtönenden Worte kann ſich nichts halten, weder Oeffentliches noch Beſonderes. Immer wird dies Letztere entweder von der Volksmenge, oder von dem Nachbar bedroht. Jeder hat ſeine Umſtände, ſeine beſondern Fälle, ſeine Nothwendigkeit, die ſeine Moral regelt; und er übt ſeine Gerechtigkeit, wenn Niemand auf ihn ſieht. — — — Keine Kirche, Sire, hat einen günſtigeren Reiſepaß als die unſrige; nicht unter dem ſubalternen Namen der gallicaniſchen Freiheiten, ſondern unter dem wahren und eigentlichen Namen himmliſcher Freiheiten und göttlicher Ausſprüche. Endlich, Sire, ſind wir unter einem unglückſeligen Stoß von Worten und Gedanken der Häreſie, der Spaltung, großer und kleiner Kirchen und Regenerationen begriffen. — — — Die Päpſte der Vernunft ſind in voller Ausübung ihrer Functionen; die Freunde des Landes werden in der Welt umherwandeln, Grundſätze der verbreiteten Moral abzuſchäumen. — — Ich, Sire, hatte für eigene Rechnung beſchloſſen, nach Erfüllung aller allgemeinen Pflichten, bei den Füßen der Lehrkanzel des heiligen Petrus und bei Ihrem Throne, zu Denjenigen zurück zu kehren, welche die Vorſehung mir anvertraut, und mit welchen ſie mich überladen hat, und dann um die Entlaſſung meiner hirtlichen Schuld zu bitten; aber das angehende ſechzehnte Luſtrum meines Alters erinnert mich mächtig, daß die Stunde nahe daran iſt, zu ſchlagen. Ich erſchrack, daß ich keine Spur einer wachſamen Schildwache zurücklaſſe und mit leeren Händen erſcheinen muß. Ich hatte gehofft, Eure Majeſtät würden dieſen Schrecken gutheißen; und verlangt, man möchte wiſſen, daß der unnütze Knecht des Evangeliums, ſein befohlenes Tagewerk habe vollbringen wollen; und daß er, wenn er es nicht geendigt, doch wenigſtens angefangen hat. — — — In Ihrer Rede an die Kammern ſprechen Eure Majeſtät von Ihrer Krönung und von der Krönung Chlodwigs, Carls des Großen und des heiligen Ludwig. Das Jahrhundert hat Alles zu ſehr abgenützt, als daß man ihm nichts geben dürfte als eine Ceremonie und ein Schauſpiel ohne vorhergehende Vorbereitungen und ohne Folgen. Der Gott

der kleinen Kirche mit einer Art Stolz auf lebhafte Weise entfalten.

Aehnliche Schreiben erhielt Ludwig XVIII. auch von einem Bischof, der an seinem Hofe die Functionen eines Metropolitan-Erzbischofes verrichtet hatte. Nicht minder betrübte ihn das Schreiben des Herrn von Perigord; und die Beschlüsse seines Rathes führten die Ruhe nicht in sein Gemüth zurück, das einerseits von der Dankbarkeit, andererseits von der Schilderung gepeinigt ward, die man ihm von der Stimmung der Gemüther in Frankreich entwarf.

Chlodwigs, Carls des Großen und des heiligen Ludwig, ist der Gott des heiligen Remigius, und aller Apostel Galliens und ihrer rechtmäßigen Nachfolger. Auch sprach der große heilige Remigius bei der Taufe Chlodwigs: „Beuge deinen Nacken, stolzer Sicambrer; bete an was du verbrannt, und verbrenne was du angebetet hast!“ — Weit glorreichere Worte muß der heilige Remigius zu Eurer Majestät sprechen können: „Erhebe das Haupt, Sohn des heiligen Ludwig; du hast erhoben was niedergestürzt war, und niedergestürzt was sich erhoben hatte!“ — Sonst, Sire, wird der Gott des heiligen Remigius, der Apostel Galliens und ihrer rechtmäßigen Nachfolger, der Gott Chlodwigs, Carls des Großen und des heiligen Ludwigs nicht bei Ihrer Krönung seyn!“

Ich bin Eurer Majestät, ꝛc.

„Unterzeichnet: ALEXANDER Bisch. von Blois.“

Sieben und dreißigstes Capitel.

Tod der Königin von Spanien, Maria-Louise. — Tod Carls IV. — Tod der Königin Isabella. — Wichtige Depesche des Herrn Portalis. — Reise Kaisers Franz I. nach Rom. — Feste, die Seiner Majestät gegeben wurden. — Der Erzherzog Rudolph wird zum Cardinal ernannt. — Geschenke des Wiener Hofes. — Edle Worte des Kaisers zu seinem Bruder, dem Großherzog von Toscana. — Schreiben der Bischöfe von Frankreich an den Papst. — Der Cardinal Consalvi antwortet dem Cardinal von Perigord. — Anrede vom 23. August. — Schreiben des Königs von Frankreich an den Cardinal Consalvi. — Schreiben des Königs an den Papst. — Der Cardinal von Perigord nimmt Besitz von dem bischöflichen Stuhle zu Paris. — Maßregeln gegen die Stadt Sonnino. — Unterhandlungen Roms mit den protestantischen Fürsten Deutschlands. — Herr von Quelen wird zum Coadjutor von Paris mit künftiger Nachfolge ernannt.

König Carl IV. befand sich zu Neapel bei seinem Bruder, den er nicht gesehen hatte, seit Carl III. von Italien abgereist war, um nach Spanien sich zu begeben, daselbst zu regieren. Plötzlich erkrankte die Königin Maria-Louise, die einige Zeit zu Rom geblieben war, und starb so schnell, daß der König ihren letzten Stunden nicht mehr beiwohnen konnte. Carl IV. ward so schmerzlich von ihrem Tode ergriffen, daß er selbst vierzehn Tage hernach seinem Schmerz unterlag. Aber das Unglück hatte noch nicht Schlachtopfer genug aus diesem ohnehin so unglückseligen Hause getroffen. Am 14. Januar, als man

[1819]

eben die Leichenfeier der Königin Maria-Louise begehen wollte, brachte ein Kurier von Madrid die Nachricht von dem Tode der Königin Isabella von Portugal, Gemahlin Ferdinands VII.

Die Bischöfe zu Paris wußten und wußten es nicht, daß der Papst dem Herrn Cardinal von Perigord ein Breve zugesandt hatte; sie hielten sich durch die Mittheilung der Regierung für nicht genugsam unterrichtet. Von Rom aus schrieb Herr Portalis Folgendes:

»Ich habe den Cardinal Consalvi gesehen. Er sprach zu mir: „Die Gewissensängstlichkeiten des Papstes lassen ihm keine Ruhe mehr, wenn er bedenkt, was seit mehr als einem Jahr in einer großen Anzahl Bisthümer in Frankreich vorgeht. Die kirchlichen Gewalten sind umgekehrt; und Menschen ohne canonische Sendung mengen sich unbefugter Weise in die Verwaltung der Kirchen; indeß die rechtmäßigen, durch den König ernannten, und von dem Papste eingesetzten und präconisirten Bischöfe zur Unthätigkeit verurtheilt sind. Nicht der heilige Vater hat verlangt, daß man die, in Kraft der Begränzung vom Jahr 1817 errichteten Bisthümer auf der Stelle besetzen sollte; sondern der König war's, welcher eilte zu denselben zu ernennen; und im Namen des Königs auch verlangte man, daß die Begränzung ohne Zögerung geschehen sollte. Nachdem nun vier und dreißig unter ihnen präconisirt waren, genügte es, daß der König das Verlangen bezeigte, man möchte mit der Einsetzung der drei und zwanzig, welche die Einsetzung noch nicht erhalten hatten, inne halten, um mit derselben auch sogleich inne zu halten. Der Papst hat also in seinen Acten sich keine Voreiligkeit vorzuwerfen. Da aber die Dinge in diesem Zustande sind, kann er, ohne seine Pflichten zu verletzen, das bisher in der Kirche unerhörte Aer-

[1819]

gewiß nicht, wer weiß wie lange noch, fortdauern lassen, daß eine große Anzahl Bisthümer wie während der Erledigung des Stuhles administrirt werden, in Gegenwart ihrer rechtmäßigen Bischöfe, die rechtmäßig und canonisch ernannt und eingesetzt wurden. Seine Heiligkeit würdigen vollkommen was die Stellung des Königs Schwieriges an sich hat. Er schlug, um Alles zu vereinigen, einen Vergleich vor, der, nur in andern Ausdrücken, nichts als eine reine und einfache Rückkehr zu dem Concordat v. J. 1801 ist, den Anschein und die Ehre des heiligen Stuhles ausgenommen, den er rettet. Er kann unmöglich glauben, daß die Bischöfe Frankreichs ihre Zustimmung einer Maßregel versagen, die ihnen durch das Oberhaupt der Kirche vorgeschlagen wird; und daß sie die Verantwortlichkeit für die Folgen auf sich nehmen wollen, welche die verlängerte Nichtausführung jedes Concordates nach sich ziehen kann. Verwirft man den provisorischen Vergleich, welcher angetragen ward, — wie denn die Unterhandlung über die Hauptsache offenbar lange dauern wird, nachdem was die Regierung des Königs selbst durch das Organ ihrer Bevollmächtigten ahnen ließ, — so kann das Oberhaupt der Kirche die gallicanische Kirche ihren Leiden nicht preis geben. Seinem geduldigen und gemäßigten Charakter getreu, wird er zwar die volle und gänzliche Ausführung eines abgeschlossenen, ratifizirten, von seiner Seite ausgeführten und für beide Theile, nach dem Völkerrechte, verbindlich gewordenen Concordates nicht reclamiren, wie er dazu berechtiget wäre; wohl aber wird er, wie er dazu verpflichtet ist, der Verwaltung der Diöcesen vorsehen, und den rechtmäßig eingesetzten Bischöfen befehlen, ihre Functionen auszuüben; und dies zwar nicht, um gegen den Willen des Königs die Begränzung vom Jahr 1817 auszuführen; — denn er hat bewiesen, daß er so wenig an dieser Begränzung als an jeder andern hängt; — sondern weil die

Kirche von Frankreich nicht ohne Begränzung und ohne Bischöfe bestehen kann.

Hätte man irgend einen Zweifel über die Freimüthigkeit des römischen Kabinets behalten können, so käme man bei Lesung ähnlicher Mittheilungen bald von seinem Irrthum zurück. Hier spricht sich die Würde des höchsten Apostolates, die Urbanität des Staatsmannes und der heilsame Rath des Freundes aus. Der Cardinal faßt die Sache in wenig Worte zusammen. „Was wollen Sie?" spricht er. Ich habe ein Mittel vorgeschlagen; Denen, die es nicht annehmen, steht es nun zu, ein anderes vorzuschlagen. — Wahrhaftig, es bedünkt mich, als hörte ich abermal diesen hochsinnigen Minister, der einst in meiner Gegenwart sagte: „Sie sehen mich fröhlich und traurig. Ich fand hinsichtlich der Angelegenheit, die wir verhandeln, was uns frommt. Ich habe die Fläche meines Gewandes ziemlich ausgedehnt (bei diesen Worten breitete er einige Falten seines Purpurs aus); und darum bin ich fröhlich; aber ich habe noch nicht gefunden was Euch frommt; ich suche es. In diesem Augenblick bin ich zu Paris; und darum bin ich traurig. Ich fürchte, ich habe zu viel für mich von Rom genommen; je nun, ich werde zurückstellen. Bei mir heißt es immer: Salvo errore. Ich kenne und werde auch nie eine andere Politik erkennen als jene, die offenbar auf einem gegenseitigen Interesse ruht; darin besteht die Macht unsres Hofes.

Gerade nun erhielt das römische Ministerium eine Nachricht, welche ihm unmittelbar so viele

[1819]

Beschäftigungen geben sollte, daß andere Geschäfte nothwendig darüber mußten verschoben werden. Am 11. Februar ließ die österreichische Regierung dem Cardinal Consalvi Nachricht von dem Vorhaben des Kaisers geben, sich nach Rom und nach Neapel zu begeben. Die Erzherzogin Marie-Louise, Gemahlin Napoleons, sollte ihren Vater nur bis Rom begleiten. Während dieser Zeit kam der Großherzog Michael, Seiner Heiligkeit seine Aufwartung zu machen. Der Herr Oberst La Harpe wich nicht von seiner Seite; und schien beauftragt, die Schritte des jungen Prinzen zu leiten. Einige versicherten, die Absicht der Reise des Bruders Alexanders wäre, Herrn von La Harpe in den Stand zu setzen, zu sehen, wie die Italiener den Kaiser von Oesterreich empfangen würden. Der Papst gewährte dem Großherzog Michael eine Aufnahme voll der Herzlichkeit und Zärtlichkeit. Er trug dem Großherzog die schmeichelhaftesten Complimente an Alexander auf, und fragte, ob dieser Kaiser nicht auch nach Italien kommen würde, wie Herr von Italinsky Hoffnung dazu gegeben habe. Dieser geistreiche Monarch sagte oft: „Ich hätte wohl Lust, Petersburg zu verlassen, und einige Zeit mein Minister zu Rom zu seyn."

Die Familie Buonaparte, die zu dem heiligen Stuhle sich geflüchtet hatte, bezeigte einige Freude, Kaiser Franz I. ankommen zu sehen. Unlängst hatte sie einen Verdruß empfunden, der jedoch unvermeidlich war. Herr Cardinal Fesch, den man über die Wahl des Geistlichen um Rath gefragt hatte, wel-

[1819]

chen man nach St. Helena senden könnte, hatte Herrn Abbé Felici vorgeschlagen; da jedoch nähere Erkundigungen über seinen Charakter, die man bei dem Herrn Erzbischof von Florenz einzog, der den Herrn Felici genau kannte, nicht sonderlich befriedigend waren, nahm man diesem Geistlichen die gegebene Vollmacht wieder ab. Pius VII. befahl, auf der Stelle einen Andern zu wählen. Da erschien ein Priester, Namens Bonavia, der beinahe achtzig Jahre alt war, und bat um die Gnade des Vorzugs. Er war in dem Hause Borgheſe angestellt und aus Corsica gebürtig. Da nun die Erkundigungen über sein Betragen und seine Moralität in aller Hinsicht günstig für ihn ausfielen, ernannte der Papst ihn an die Stelle des Herrn Abbé Felici und befahl ihm, nach seiner Bestimmung abzureisen. Der Muth dieses Geistlichen von eben nicht starker Gesundheit und von so hohem Alter, ward von Allen gelobt, die ihn eine so weite Reise unternehmen sahen.

Was ich sehr aufrichtig gewünscht hatte, als ich bei dem Papste mich beurlaubte, sollte in Erfüllung gehen. Im Anfang des Jahres 1819 ward ich ernannt, um als erster Gesandtschaftssecretair nach Rom zurück zu kehren. Ich langte daselbst im April an.

Die Vorkehrungen für den Empfang des Kaisers Franz kündigten große Ausgaben an; indessen wollte man noch mehr zu Wien. Man gab dem Cardinal Consalvi zu verstehen, er sollte Seiner Majestät bis nach Venedig entgegen kommen. Er wich jedoch diesem Begehren aus; und allerdings hatte er

[1819]

gute Gründe dazu, der in den Staaten des heiligen Stuhles mit einer Art Dictatur bekleidet war. Monsignor Riario, maestro di camera, kam dem Kaiser bis Viterbo entgegen; indeß der Marcheſe Maſſimo, General-Director der päpſtlichen Poſten bis an die Gränzen ihm entgegen fuhr. Als dieſer Fürſt bei Rom ankam, ward er zu Ponte-Mollo unter einem prächtig verzierten Zelte empfangen und von dem Cardinal Conſalvi becomplimentirt. Dort ſtieg der Kaiſer, ſo wie die Perſonen ſeiner Begleitung in Wägen des Papſtes, und hielt ſeinen Einzug durch die Pforte des Volkes, die in weniger als zwanzig Jahren bereits ſo verſchiedene Ereigniſſe geſehen hatte; und ſtieg im Pallaſte Monte-Cavallo ab. Die Zuſammenkunft mit dem Papſte rührte den Kaiſer innigſt. Die beiden Souverains bezeigten ihre wahrhafte Freude. Das diplomatiſche Corps ward Seiner Majeſtät vorgeſtellt. Der Herr Fürſt von Canino und die Fürſtin Borgheſe ſchrieben an den Fürſten Metternich, um ihm ihr Verlangen auszudrücken, ihn zu ſehen; aber der Fürſt antwortete ihnen, er könne keine Verhältniſſe mit der Familie Buonaparte anknüpfen. Indeſſen erklärte der Kaiſer, ſie könnten mit den Fürſten und Fürſtinnen Rom's zu ſeiner Audienz kommen. Jeder ſtudirte den Gang der Ereigniſſe mit Aufmerkſamkeit. Man hatte Gelegenheit, eine ganz unvorgeſehene politiſche Beobachtung zu machen. Herr Capo-d'Iſtrias durchzog Italien in allen Richtungen; und ſprach übel von Frankreich; an ein ſolches Betragen war man zu Paris

nicht gewöhnt. Umgekehrt befolgte der österreichische Hof, der gegen das Interesse unsrer Fürsten sich kälter gezeigt hatte, zu Rom mit uns nur ein System der Eintracht und einer Freundschaft, das um so merkwürdiger war, als der Fürst Metternich, dessen Sprache viele Annehmlichkeit und Bemessenheit hat, diese Gesinnungen in den einnehmendsten Ausdrücken äußerte. Eine sonderbare Erscheinung auch waren die Declamationen des Herrn von La Harpe, der die Carbonari rühmte, die bereits großen Einfluß in Italien gewonnen hatten. Man fragte einander, was diese Aeußerungen von Seiten eines Mannes bedeuten sollten, der mit Wohlthaten von einem Hofe war überhäuft worden, welcher mit Frankreich in so großer Freundschaft stand, als der russische Hof es bis nun gegen Frankreich gewesen war.

Die römische Regierung bot ihre ganze Sorgfalt auf, dem Kaiser Unterhaltungen zu geben, so wie nicht minder der Kaiserin und den andern Fürsten und Fürstinnen, die sich zu Rom befanden; dies waren die Herzogin von Lucca und ihr Sohn, der vormalige König von Hetrurien; der Großherzog Michael; der Prinz Anton von Sachsen; die Erzherzogin, seine Gemahlin; die Erzherzogin Caroline, Tochter des Kaisers; die Herzogin von Chablais; der Erzherzog Palatin von Ungarn; die Herzogin von Würtemberg, und der Erbprinz von Toscana, der kaum noch zwei und zwanzig Jahre alt war,

[1819]

und bereits alle richtige Beurtheilung, Bildung und Weisheit verrieth, die er später entfalten sollte.

Der Papst konnte am grünen Donnerstag die heiligen Ceremonien nicht abhalten, weil er sich zu schwach fühlte; doch hielt er hernach die Ceremonie der Coena Domini, nachdem er von dem Altan der St. Peterskirche den päpstlichen Segen gegeben hatte. Am grünen Donnerstage und am Charfreitage speisten der Kaiser, die Kaiserin, die Prinzen und die Prinzessinnen im Vatican, in den Gemächern des Staatssecretairs. Da der Kaiser am Ostersonntage sich etwas unwohl befand, wohnte er den Ceremonien bei St. Peter nicht bei; am Abend jedoch ging er aus, besah die Beleuchtung der Stadt und dann die berühmte Girandola der Engelsburg. Dienstag, der zwanzigste April, war zu dem größten, dem prachtvollsten und kostspieligsten Feste bestimmt worden. Dasselbe sollte auf dem Capitolium gegeben werden. Die großen Meisterwerke, die das Musäum enthält, wurden mit Geschmack geordnet, das Innere der Gemächer zu schmücken, wo Ihre kaiserlichen und königlichen Majestäten, ihre Familie, das diplomatische Corps, die fremden Fürsten, der römische Adel und Fremde von Stande sich einfinden sollten. Man war allgemein von dem Glanz dieses Festes überrascht. Nachdem der Kaiser ein sehr schönes Feuerwerk angesehen hatte, das auf dem Platze abgebrannt ward, führte man ihn in den Saal des Pallastes, der dem Senat angehörte, wo Seiner Majestät zu Ehren eine Cantate abgesungen wurde.

[1819]

Von dem Conzertsaale begaben sich Ihre Majestäten über eine eigens erbaute Brücke in den Saal des Soupers, der mitten im Pallaste der Conservatoren dazu eingerichtet war. Der Kaiser hatte die Cardinäle und die Bothschafter zu dem Abendessen eingeladen. Es waren in mehrern andern Sälen Tafeln für tausend Personen gedeckt; aber das Hinzuströmen der Fremden, und besonders der Engländer, war so bedeutend, daß es bei Vertheilung der Plätze unmöglich war, eine gewisse Ordnung zu beobachten; und da alle in den Speisesaal des Kaisers sich drängten, stieg dort die Verwirrung aufs höchste; und nur mit größter Mühe konnte die Bedienung bis zu Ende geführt werden. Bei ihrer Entfernung bezeigten Ihre Majestäten dem Cardinal Consalvi ihr ganzes Vergnügen über seine Sorgfalt und über das Fest, das im Namen Seiner Heiligkeit Ihnen war gegeben worden. Es fiel auf, daß der Anordner die antike, aus Erz gegossene Wölfin mitten auf den Tisch hatte aufstellen lassen, von welcher man sagte, sie sei am nämlichen Tage vom Blitz getroffen worden, wo Julius Cäsar ermordet ward. Einige sagten ganz leise: „Sehet ihr die Wölfin Roms im Ueberrock?" — Am folgenden Tage erschien eine sehr beißende Satyre, die ganz zum Lob des Anordners gereichte; die ich aber hier nicht anführe, weil der Verfasser derselben die gehörigen Schranken etwas überschritt, ja sogar die Wahrheit beleidigte.

Einige Tage hernach machte der französische Bothschafter das Anerbieten, dem Kaiser ein Fest zu

[1819]

geben. Seine Majestät ließen durch den Herrn Grafen von Wrbna, ihren Oberstkämmerer, die Antwort ertheilen, Sie würden demselben mit Vergnügen beiwohnen, wenn Sie es sich nicht zum Gesetze gemacht hätten, während ihrer Reise in Italien keine Privat-Reunion zu besuchen. So lange der Wiener Hof zu Rom sich aufhielt, machte der Kaiser und der Fürst Metternich weder dem Papste noch dem Cardinal Consalvi irgend eine Eröffnung in Beziehung auf die religiösen und politischen Angelegenheiten der österreichischen Staaten. Ueber dies tiefe Stillschweigen erstaunte der Papst; und dasselbe auch veranlaßte ihn, Ihre Majestäten einzuladen, nach ihrer Rückkehr von Neapel sich noch einige Tage aufzuhalten. Die Erzherzogin Marie-Louise war nicht nach Rom gekommen. Sie hatte nichts weiter zu sehen verlangt als Terni und seine Wasserfälle. Von dort hatte sie sich zu Livorno eingeschifft, um nach Neapel zu segeln; wo sie ihren Vater wiedersehen, und abermal nach Livorno auf dem Meere zurückkehren sollte. In ihren Vermuthungen fanden die Römer drei Gründe, die Abwesenheit der Erzherzogin zu erklären. Die Einen sagten, nach seinen uralten Rechten, die in den neuern Reclamationen des Cardinals Consalvi geradezu wären ausgedrückt worden, erkenne der römische Hof keiner Familie das Recht zu, Parma zu besitzen. Die Andern redeten unbestimmt über die schwarzen und über die rothen Cardinäle, und über die Weigerung der ersten, der Ehe beizuwohnen; doch dieser Grund fand keinen Beifall. Endlich erzählten Andere, was

wahr war, als die Prinzessin neulich durch Bologna gefahren, habe das Volk um ihren Wagen sich versammelt und ausgerufen: „Es lebe unsre Fürstin!"

Da man zu Rom von keinen Angelegenheiten gesprochen hatte, suchte man zu entdecken, welcher Grund den Kaiser habe zu dieser Reise bewegen können. Auch hierüber waren die Meinungen, so wie über die Gründe getheilt, aus welchen man die Abwesenheit Marie-Louisens hatte erklären wollen. Man sagte eine Menge ungereimter Dinge. Es wird, wie ich erachte, besser seyn, in allem diesem nichts anderes zu sehen als was wirklich an der Sache war. Es herrschte Friede in Europa; ein Kabinet, das sich nur schwer entfernt, konnte nun die Zeit gewinnen, eine angenehme und belehrende Reise zu machen. Der Kaiser war ein Mann, der mit vielen Erfahrungen und erworbenen Kenntnissen einen denkwürdigen Beobachtungsgeist vereinte. Zu Florenz geboren, war es nicht möglich, daß er sich nicht glücklich fühlte, diese Stadt wieder zu sehen. Von Florenz mußte man nach Rom; und nach Rom mußte man Pompeji sehen. Die Prinzessinnen konnten ein solches Vorhaben nur ermuthigen, und demselben ihren Beifall mit Freuden geben. Der Kaiser hatte gesagt: „Ich kenne ja Sanct Peter zu Rom nicht!" Selbst der Minister mußte Gefallen an dieser Reise finden. Dann konnte zu diesen so natürlichen Thatsachen noch der Gedanke kommen, daß unter Weges nützliche Geschäfte, Geheimnisse zu größerer Ausdehnung sich

[1815]

ergeben, daß man übel gekannten Freunden begegnen, Entdeckungen machen, Gelegenheiten finden könnte, zu lernen und zu gefallen, und daß man endlich auf eine Menge Schmeichler und Unzufriedener treffen würde, die sich immer um einen großen Monarchen drängen. Zu Neapel blieb der Kaiser länger als er selbst es geglaubt hatte. Indessen kam er dennoch nach Rom, wegen des Consistoriums zurück, das am 4. Juni gehalten ward, und wo der Papst den Erzherzog Rudolph, Erzbischof von Olmütz und Bruder des Kaisers, zum Cardinal ernannte. Der Papst erinnert in seiner Anrede, Gregorius XIII. habe die nämliche Würde dem Erzherzog Andreas, einem Sohne des Kaisers Maximilian II. und Bruder des Kaisers Rudolph II. verliehen. Auch erinnert er an den Denkspruch der Cardinäle: „Gleich den Königen, höher denn die Fürsten." Er fügte noch bei: „Der heilige Stuhl verleiht gleiche Ehren Denjenigen, deren Rechte gleich sind. Die Gegenwart unsres Sohnes Franz, Kaisers von Oesterreich, erfreut uns; lieb und angenehm wird dieser neue Beweis des Wohlwollens gegen ihn und sein erlauchtestes Haus ihm seyn, den wir an dieser feierlichen Stätte mit aufrichtiger Freude in seiner persönlichen Anwesenheit und vor Ihnen, ehrwürdige Brüder, ihm geben, die Sie unsre Worte beifällig aufnehmen."

Der Kaiser verließ Rom am 11. Juni. Die Erzherzogin Caroline, seine Tochter, erkrankte zu Perugia. Der Cardinal Consalvi, der nicht geglaubt hatte, nach Venedig gehen zu müssen, erachtete, es ge-

[1819]

zieme sich auf alle Weise nach Perugia sich zu begeben, um darüber zu wachen, daß die Prinzessin mit aller möglichen Sorgfalt behandelt würde. Der Kaiser ward von diesem Beweis der Ergebenheit inniger gerührt, als er es je geworden wäre, wenn man ihm bis Venedig entgegen gelaufen wäre. Franz war weit mehr ein zärtlicher Vater als ein anspruchvoller Souverain.

Als man zu Rom wieder frei von aller Etikette war, fragte man sich um, ob der Kaiser viele Geschenke zurückgelassen habe. Jeder aus Denjenigen, welche waren ausgezeichnet worden, machte bekannt was er der Großmuth des Kaisers verdanke. Seine Majestät hatten des Großkreuz des ungarischen St. Stephans-Ordens dem Herrn Cardinal Mattei, Dechant des heiligen Collegiums verliehen. Es war dies der nämliche Cardinal, den, wie man weiß, Oesterreich im Jahre 1800 gern auf den Thron hätte erheben sehen. Der Herr Fürst Metternich überbrachte diese Decoration selbst Seiner Eminenz und sagte, der Kaiser verleihe diesen Beweis seines Wohlwollens dem ganzen heiligen Collegium in der Person des Dechantes der Cardinäle. Bei dieser Gelegenheit sagte ein, durch die Lebhaftigkeit seiner Einfälle bekannter Cardinal: „Der Kaiser würde besser thun, auf die Briefe zu antworten, die wir an den Weihnachtsfesten an ihn schreiben; von welcher Formalität er allein in dem katholischen Europa sich frei spricht, als einem Cardinal ein Goldblech zu senden, der überhaupt keines tragen soll.“ — Die Herren

[1819]

Fürsten von Piombino, Chigi und Barberini bekamen das Großkreuz des Leopold-Ordens; der Herr Marchese Massimo, General-Director der Posten, die eiserne Krone (ein Orden, den Napoleon gestiftet, und von welchem der Kaiser die Würde eines Großmeisters sich vorbehalten hatte); der Herr Herzog von Cesarini, der Fürst von Cervetri und der Ritter Odescalchi das Commandeurkreuz des Leopold-Ordens. Dem Herrn Gouverneur von Rom brachte man eine mit dem Portrait des Kaisers geschmückte und rings mit schönen Diamanten besetzte Dose. Mit nicht minderer Großmuth ward auch der Herr Cardinal Consalvi bedacht; da er aber immer bescheiden und uneigennützig war, erfuhr man erst sehr spät mit Bestimmtheit, was er bei Gelegenheit der Tractate oder ähnlicher Umstände von den Höfen bekam; meist schlug er sogar die gebräuchlichen Geschenke aus. Andere, sehr bedeutende Geschenke wurden in dem Pallaste auf Monte-Cavallo vertheilt. Auch dem Grafen Gregorio Chiaramonti, Bruder des Papstes, der zu Bologna wohnte, ward ein Ordenskreuz angetragen; aber Pius VII. hatte ihn eigens verhalten, solches nicht anzunehmen. *)

*) Man brachte den österreichischen Hof in den Ruf, nicht großmüthig zu seyn; und man hatte unrecht. Um nur von gegenwärtiger Gelegenheit zu sprechen, war er es hier auf glänzende Weise. Uebrigens schrieb Herr Cardinal von Bernis am 6. Decbr. 1789 an Herrn von Vergennes: „Die Geschenke der Kaiserin an Alle, die mittelbar oder unmittelbar Theil an der Ausfertigung der Bullen hatten, die dem Erzherzog Maximilian für die Coadiute-

[1819]

Die Erzherzogin Caroline ward wiederhergestellt; und der Kaiser begab sich nach Florenz. Dort sagte er seinem Bruder, dem Großherzog, als er einst die Capelle der Grabmähler der Medicis besuchte: „Bruder, es wäre eine Schande für uns, wenn die wunderbaren Arbeiten dieser Capelle nicht beendiget würden." — Der Großherzog und die toscanische Nation hörten und verstanden diese hochsinnigen Worte. Heute zu Tage (1836) sind alle diese Arbeiten, unter dem Einfluß eines eben so großmüthigen Genie's beendigt als jenes war, das dieselben begonnen hatte.

---

rien von Köln und von Münster nothwendig waren, haben seit der Ankunft des Cardinals Herzan, (des nämlichen, von welchem beim Conclave die Rede war), nicht aufgehört. Vom Papste angefangen bis auf die letzten Kanzelleibeamten, spendete die wohlthätige Hand der Maria-Theresia Diamanten, Edelsteine, Porzellan, Tokayerwein und Dukaten in großer Anzahl. Man wird versucht zu glauben, diese Großmuth beziehe sich nicht sowohl auf bereits geleistete, als auf Dienste der nämlichen Art, die noch zu erweisen seien. Schon seit länger als einem Monat fließt dieser Fluß des Reichthums in Rom umher. Der Wiener Hof, der Italien nie aus dem Gesichte verlor, wo Einer seiner Lieblingsminister mir einmal sagte, Oesterreich hätte besser gethan sich dahin als gegen Pohlen hin auszudehnen, trägt Sorge, in allen großen italienischen Städten, unter die Männer Kammerherrenschlüssel und verschiedene Decorationen und Titel, unter die Frauen aber Sternkreuze auszutheilen; ohne von dem goldenen Vließ für Häuser von hohem Range zu sprechen; um den Adel an sich zu fesseln, und diese Liebe und Verehrung zu vermehren, die mehr noch zu Rom als in den andern Städten Italiens herrschen. Diese Art und Weise die Herzen zu gewinnen, hat weit mehr Einfluß in dieser Gegend als sonst überall. Die Italiener sind eifersüchtig auf Decorationen und Titel. Die Kaiserin muß wohl berechnet

[1819]

Zu Rom jedoch sah man mit Kummer das Stocken der Angelegenheiten Frankreichs. Das Ministerium zu Paris hatte das Breve nicht abgeben wollen, das an den Cardinal von Perigord war abgesandt worden; es hatte den Hauptinhalt desselben ihm mitgetheilt; und gab seine Einwilligung, daß die Bischöfe einen freiwilligen Schritt gegen den Papst hin thun könnten. Man wird sehen, wie sehr man Unrecht hatte, den Wink des Grafen von Hauteville nicht zu befolgen. Die Bischöfe erklärten, sie nähmen keinen Anstand dem Papste zu schreiben. Ihr Schreiben ist vom 30. Mai datirt. Sie beklagen sich, nichts zu wissen seit man ein Concordat bekannt gemacht, eine Begränzung festgestellt und Bischöfe ernannt habe. Ihre ersten Worte sind voll einer Art heiligen Zornes. Ein Breve ward an sie ausgestellt, und ward ihnen nicht übergeben; sie wissen nicht

---

haben, daß die bedeutenden Geschenke, die sie bei jeder Gelegenheit spendet, mehr Geld einbringen, als sie dafür verwendet; denn sonst hätte sie dieser reichlichen Verschwendung wahrscheinlich Gränzen gesetzt. — Unsre Allianz mit dem Wiener Hofe soll, wie es mich bedünkt, uns nicht abhalten, den Ansichten dieses Hofes über Italien zu folgen. Ich weiß nicht, ob Spanien im Innern mit dem sich beschäftigt, was in den Versorgungen seiner Infanten in beiden Sizilien, in Toscana und in der Lombardei geschehen kann; es dürfte es einst bereuen, so wenig darauf aufmerksam gewesen zu seyn. In dem nämlichen Falle sind auch die Venetianer. Mit Einem Worte, es ist dies ein Gegenstand, der des Nachdenkens für alle Kabinete Europa's, und besonders für die Souverains aus dem Hause Frankreichs würdig ist. — — —

Nichts läßt den Gesinnungen sich beigeben, mit welchen ꝛc.

„Unterzeichnet: Der Card. von BERNIS.“

was Seine Heiligkeit wollen; in was Sie eingewilligt haben; kennen die Puncte nicht, auf welchen Sie fest bestehen; noch jene, welche Sie zugeben; und hierauf fahren sie mit etwas mehr Ruhe also fort:

»Wir bedürfen, wie der heilige Chrysostomus sagte, als er von den Aposteln sprach, einer mächtigen, einer außerordentlichen Hilfe, um ein richtiges Maß zu halten und nicht den Anschein zu haben, die Gesetze des Königreiches umzukehren, wenn wir die Vertheidigung der kirchlichen Lehre und Zucht ergreifen; und auch um nicht beschuldigt zu werden, daß wir die Reinheit des Glaubens verderben und die Zucht entnerven, wenn wir uns bemühen zu zeigen, daß wir die Gesetze des Staates nicht verletzen wollen.«

Niemals hatte das Episcopat Galliens eine so edle, so hochsinnige, so eindringliche, so französische und so religiöse Sprache geführt.

»Wir bitten Sie, heiligster Vater, mit Ihrem Rath uns zu helfen, mit Ihrem Licht uns zu erleuchten, mit Ihrer Autorität uns zu kräftigen; und zwar bitten wir Sie darum nicht nur als das Oberhaupt der Kirche; in welchem wir feierlich bekennen, daß wir den Primat der Ehre und der Gerichtsbarkeit, die Jesus Christus Ihnen gegeben hat anerkennen und verehren; sondern auch (es erlaube unsre hohe Verehrung für Ihre Tugenden es uns zu sagen), als den Schiedsrichter, den Friedensstifter, den Mittler, den wir, zu einer einzigen Familie vereint, erwählen; auf welchen wir mit größter Aufrichtigkeit vertrauen; und in dessen Ansicht, Entscheidung und Urtheil unsre Stärke, unsre Sicherheit und unser Trost besteht.«

[1819]

Das Schreiben endigt durch dieſe ſo ſchönen Redensarten von ſo reiner Lehre, von einer Wahl ſo harmoniſcher Worte, wie man derſelben aus dem Schreiben des Königs an den Papſt erſehen konnte, das wir Ludwig XVIII. zuſchrieben, und das, weil man dasſelbe damals nicht abſendete, zur Vorſicht war zurückgelegt worden.

Der Nachfolger des Herzogs von Richelieu, Herr Marquis Deſſoles, Miniſter eines ſittſamen Charakters und richtigen Verſtandes, ſandte dies Schreiben an Herrn von Blacas. Er erhob den heftigen Ton, der Anfangs darin herrſcht und macht dann folgende Bemerkungen:

»Wollte man unter den jetzigen Umſtänden der Gleichgültigkeit durch Mittel der Gewalt abhelfen, Herr Botſchafter, ſo würde man dadurch zum Widerſtand auffordern; es iſt alſo klug, ſich alles Aufſehens und jeden Actes zu enthalten, der dieß mißliche Reſultat herbeiführen könnte. Man muß ſuchen, die Unterwürfigkeit nicht ſowohl durch die Einwirkung der menſchlichen Willen aufrecht zu erhalten, als durch den Einfluß der heiligen Wahrheiten, welche die Religion uns lehrt; und durch den geheimen, aber dadurch um ſo mächtigeren Einfluß ihrer göttlichen und lieblichen Ueberzeugung. Frankreich, Herr Graf, iſt nicht in einem Zuſtande der Widerſetzlichkeit; allein es iſt auch nicht in einem vollkommnen Zuſtande der Unterwürfigkeit; und es gibt ſowohl hinſichtlich der Regeln, welche vorzuſchreiben, als hinſichtlich der Opfer, welche zu fordern ſind, Gränzen, die man achten muß, wenn man den Frieden der Kirche und des Staates ſichern will. Dies iſt eine Linie, die man erkennen, und zwiſchen Klippen ziehen muß; Ihre Weisheit und die Anſichten des Herrn Cardinals Conſalvi werden es verſtehen, dem Papſte ſie anzugeben; Seine Heiligkeit aber, in

der Ueberlegenheit Ihrer Einsichten werden zu beurtheilen wissen, daß es unmöglich ist, sich davon zu entfernen..... Ich erachte nicht, daß der Papst seine Würde durch die Nicht-Uebergabe des, an den Herrn Cardinal von Perigord ausgestellten Breve's und durch die Form der freiwilligen Erklärung für verletzt halte, die wir als zweckmäßig erachteten, anzunehmen.«

Der kirchliche Rath zu Rom entschied, der Cardinal Consalvi sollte an den Cardinal von Perigord in Beziehung auf den Inhalt des Briefes der Bischöfe vom 30. Mai schreiben. Diese Antwort wiederholt nach einigen Präliminarien, welche anzeigen, daß Seine Heiligkeit das Schreiben der französischen Prälaten mit Aufmerksamkeit gelesen haben, alle Stellen des päpstlichen Breve's an den Cardinal von Perigord vom 10. October 1818. Es sind darin die nämlichen Vorschläge, die nämlichen Lobsprüche für Seine Eminenz, die nämlichen Zeugnisse der Achtung; nur daß der Cardinal-Minister zuletzt sich dahin zu äußern scheint, die Bischöfe werden die, von dem heiligen Vater ausgesprochenen Verfügungen annehmen.

Bei Absendung dieses Schreibens erklärten Herr von Blacas und Herr von Portalis, sie hätten dasselbe nur unter der Bedingniß angenommen, daß es dem König frei stehen sollte, dasselbe abzugeben. Zugleich auch schlug der Bothschafter vor, daß man, im Fall das Schreiben nicht sollte abgegeben werden, dem Cardinal Consalvi eine ämtliche, von beiden Bevollmächtigten zu Rom unterzeichnete Note zustellen sollte, in welcher der König sich verpflichten

[1819]
würde, die Dauer der proviſoriſchen Maßregeln abzukürzen, über welche man wegen der kirchlichen Angelegenheiten überein gekommen war, ſo wie auch die Vermehrung der Anzahl biſchöflicher Stühle jedes Mal zu verwirklichen, wo die Hilfsquellen des Staates es erlauben würden, ohne die Völker zu überladen. Herr Deſſolles billigte dieſen Gang der Dinge; und ſandte den ganz fertigen Entwurf zu einer Note hierüber. Die Bevollmächtigten mußten einige unbedeutende Abänderungen daran machen, die der Cardinal verlangte. Dieſe Note ward Seiner Eminenz zugeſandt. — Nun antwortete der Papſt den Biſchöfen, er habe ihr Schreiben vom 30. Mai erhalten, das vierzig aus ihnen unterzeichnet hätten. Er dankt ihnen für ihre ehrerbietigen Geſinnungen; und kündet eine Anrede an, worin er ſagen wird, es ſei nicht möglich, zwei und neunzig biſchöfliche Stühle zu errichten; endlich erklärt er, er beſitze eine Note, die ihn wegen der Zukunft beruhige. Die Prälaten, welche das Schreiben vom 30. Mai unterzeichnet hatten, pflichteten dieſem Breve bei.

Am 23. Auguſt beruft der Papſt das heilige Collegium zuſammen; und vertraut ihm an, das Concordat vom Jahr 1817 habe nicht können ausgeführt werden; wiederholt dann die, den Biſchöfen angezeigte Verfügung und erklärt, wie er es in Anſehung der Kirche von Avignon halten werde, die zu dem Rang eines Erzbisthums erhoben ward. Dieſe Kirche nämlich wird er unter der Leitung der Capitu-

laren lassen, oder er wird daselbst einen, von dem König zu ernennenden Bischof in partibus einsetzen. Die i. J. 1801 gestifteten Erzbisthümer und Bisthümer werden durch die Bischöfe verwaltet werden, welche den Titel derselben führen; und dann von jenen, welche ernannt wurden, die erledigten Stühle zu besetzen.

Mit Ungeduld erwartete man Nachrichten aus Paris. Herr Dessolles bezeugte den Bevollmächtigten die Zufriedenheit des Königs; und der König selbst schrieb am 5. September an den Cardinal Consalvi:

Lieber Vetter!

»In dem Augenblick, wo ich den glücklichen Abschluß der Unterhandlung erfahre, die ich mit dem heiligen Stuhle eröffnet hatte, ist meine erste Regung die der lebhaftesten Dankbarkeit gegen den heiligen Vater, zu dessen Füßen ich Sie bitte, die Huldigung meiner kindlichen Verehrung niederzulegen. Mit diesem Gefühl vereint sich noch ein anderes, nicht minder gerechtes noch minder freundliches, nämlich das Gefühl der Verpflichtungen, welche die Religion, die Kirche von Frankreich, mein Volk und ich, alle der Standhaftigkeit, der Weisheit und Gewandtheit Ihrer Arbeiten in der Leitung dieser großen Angelegenheit haben. So empfangen Sie denn meine Danksagungen, empfangen Sie die Zeugnisse meiner Hochachtung und meiner Freundschaft; welcher sich, wie ich bekennen muß, etwas Eigenliebe beimischt; denn das Urtheil, das ich vor vier und zwanzig Jahren über Monsignor Consalvi hegte, findet durch den Cardinal Staatssecretair sich vollkommen gerechtfertiget.

»Hiernach bitte ich Gott, lieber Vetter, daß Er Sie in seinem heiligen und würdigen Schutz erhalte.«

„Unterzeichnet: LUDWIG.«

[1819]

Herr von Portalis schrieb an Herrn Dessolles:

»Der Papst ist über die Art und Weise entzückt, wie seine Anrede in Frankreich aufgenommen ward. Ich kann der freimüthigen und biedern Mitwirkung des Herrn Grafen von Blacas nur das größte Lob ertheilen. Wir haben übereinstimmend die falschen Berechnungen aller Derjenigen vereitelt, die, ich weiß eigentlich nicht warum, sich einbildeten, wir würden einander in die Quere kommen und uns gegenseitig schaden. Wir haben immer im besten Einverständniß gehandelt; und ich kann sagen, wir verlassen einander mit wahrem Leid. Ich muß beim Schlusse meiner Correspondenz mit Eurer Excellenz, Ihnen meine Danksagungen für alle Ihre Güte erneuern ꝛc.«

Am 18. October wollte der König dem Papste unmittelbar danken und schrieb folgender Weise an ihn:

»Heiligster Vater!

»Die Furcht, Eure Heiligkeit durch meine schlechte Schrift zu ermüden, hielt mich bisher ab, die Huldigung meiner innigen und ehrerbietigen Dankbarkeit Ihnen zu Füßen zu legen. Nun aber, da durch die Wirkung der weisen und väterlichen Sorgfalt Eurer Heiligkeit die lange Witwenschaft der Kirche von Frankreich aufgehört hat, und die Wunden zu heilen beginnen, ist es mir nicht mehr möglich, die Gesinnungen länger in mir zu verschließen, die Eure Heiligkeit in mir erweckt haben. Sie wußten, von himmlischem Lichte geleitet, heiligster Vater, den Ausbruch eines Eifers zu mäßigen, der zwar rein in sich war, doch nicht genugsam in den Schranken jener, von dem Apostel empfohlenen Mäßigkeit sich erhielt; Sie beurtheilten was die Umstände erlaubten, und was sie untersagten; Sie geruhten endlich Ihr Vertrauen auf einen ehrerbietigen und untergebenen Sohn zu setzen; der, so wie die getreuen

Minister, die er erwählte, in seinen mühsamen Functionen ihm zu helfen, kein anderes Verlangen noch eine andere Absicht hat, als das Wohl unsrer heiligen Religion. Sie haben gesprochen, und der Sturm hat aufgehört; Alles verkündigt, daß der provisorische Zustand, der bereits ein Gut ist, so bald nur möglich, durch einen vortheilhaften bestimmten Zustand wird ersetzt werden. Erfreuen Sie sich Ihres Werkes, heiligster Vater, und geruhen Sie mit Güte die Versicherungen der tiefsten Verehrung gegen Ihre Person, und der Ergebenheit gegen den heiligen Stuhl zu empfangen, in welcher ich bin, Ihr fromm-ergebenster Sohn

„Unterzeichnet: LUDWIG.«

Am 8. October hatte man den Cardinal von Perigord mit großem Pomp als Erzbischof von Paris in sein Bisthum eingesetzt. Herr Marquis Dessolles gibt die einzelnen Umstände darüber mit Vergnügen an. Schon hatte er wegen der Beendigung der Angelegenheiten also an Herrn von Blacas geschrieben.

»Da ich Ihnen nun, Herr Graf, die Zeugnisse der Zufriedenheit des Königs übersandt habe, weiß ich nicht, ob es mir erlaubt ist, von der Zufriedenheit mit Ihnen zu sprechen, die ich persönlich empfinde. Indessen kann ich des Vergnügens mich nicht erwehren, Ihnen auszudrücken, wie sehr ich an dem glücklichen Erfolg Antheil nehme, den Sie erhalten haben; und Sie zu versichern, daß Sie dem Staate wie der Religion einen der wesentlichsten Dienste geleistet haben.«

Wir mußten einen Augenblick die Unterhandlungen des heiligen Stuhles mit andern Staaten unterbrechen und über einige Ereignisse Rechenschaft

[1819]

geben; um unsre Beziehung auf den Tractat mit Frankreich nicht unterbrechen zu müssen. Herr von Genotte, Geschäftsträger von Oesterreich, in Abwesenheit des Bothschafters, Fürsten Kaunitz, drang auf schnelle Maßregeln, um allen Erörterungen über die Schifffahrt auf dem Po ein Ende zu machen. Eine andere Dienstpflicht des nämlichen Agenten war von weit größerer Wichtigkeit und erklärte dem heiligen Vater, es seien beunruhigende Gerüchte über die Verfügungen Oesterreichs hinsichtlich der Staaten des heiligen Stuhles im Umlauf; die Gesinnungen des Kaisers wären die nämlichen, die er persönlich gegen den Papst geaußert habe; man verbreite ungereimte Neuigkeiten, wenn man sage, Oesterreich bedrohe den römischen Staat; Toscana hege Absichten, gegen die Legationen hin sich zu vergrößern, und das Kabinet von Neapel wolle seine Ansprüche auf die Marken erneuern. Diese falschen Gerüchte, sprach Herr von Genotte, würden von böser Arglist und von Leuten ersonnen, welche verlangten, Unruhen in Italien zu erwecken und die rechtmäßigen Herrschergewalten zu stürzen.

Die päpstliche Regierung, welche sich wenig beruhigt fühlte, da selbst falsche Gerüchte eine schwache Regierung beunruhigen, glaubte ihren Fleiß dahin wenden zu müssen, die innerliche Verwaltung nicht zu vernachlässigen. Es ergab sich aus einer Rechnung, die dem Papst zu dieser Zeit abgelegt wurde, daß die Einkünfte des Jahres 1818 sich auf fünf Millionen, acht mal hundert fünf und fünfzig tau-

send, sieben und fünfzig Thaler, die Ausgaben aber auf fünf Millionen zwei mal hundert neun und neunzig tausend, acht hundert und einen Thaler, sieben und sechzig Bajoken sich belaufen hatten. Demnach also fand sich ein Ueberschuß von fünf mal hundert fünf und fünfzig tausend, zwei hundert fünf und fünfzig Thalern, drei und dreißig Bajoken. In diesem Stand der Ausgaben war aber die Gesammtheit der Interessen der öffentlichen Staatsschuld und der Pensionen des Berges von Mailand nicht mitbegriffen; diese Angelegenheit sollte im folgenden Jahre geschlichtet werden.

Wir werden uns nicht bei einem Versuche aufhalten, den der Cardinal Consalvi unternahm, die Verheerungen der Straßenräuber der Stadt Sonnino zu verdrängen. Ein Edikt erklärte, die Inwohner dieser Stadt sollten des Landes verwiesen werden. Man fing auch an, diese wenig überdachte und zu grausame Maßregel auszuführen. Unglückseliger Weise verhinderten die Gerüchte, die in Italien über die Veränderungen der herrschenden Gewalten im Umlauf waren, den Cardinal, gegen dies Uebel das weise und kluge Mittel der Religion und der Geduld anzuwenden, das seitdem Leo XII. anwendete und das diese Horden Missethäter zerstörte. Am 16. August wurde die Ausführung dieses strengen Ediktes für den Augenblick eingestellt; am 2. September aber nahm man dieselbe wieder vor. Es wurden Häuser niedergerissen; indessen entschädigte man die also verwiesenen Inwohner und theilte Vieh unter sie

[1819]

aus an den Orten, die man ihnen als neues Vaterland anwies.

Carl-Emanuel IV. ehemals König von Sardinien, der seine Würde niedergelegt hatte, war zu Rom gestorben. Man fand in seinem Testamente, er verlange more pauperum begraben zu werden. Der Papst jedoch wollte dies nicht angehen lassen. Dieses Verlangen des Königs versetzte die Römer in ein um so größeres Erstaunen, als man eben eine prachtvolle Leichenfeier für die Seelenruhe der Königin Isabella von Spanien angeordnet hatte. Niemals hatte die spanische Pracht in größerem Glanze sich gezeigt. Das Seelenamt ward von Monsignor Bertazzoli abgehalten. Herr von Vargas besorgte den Ehrendienst bei dieser Leichenfeier, die an die prachtvollsten Leichenbegängnisse der katholischen Könige erinnerte.

Jede Macht wollte die Talente und die übernatürliche Gewandtheit des Cardinals Consalvi benützen, die Angelegenheiten zu beendigen. Man sah mit Bewunderung, wie vortrefflich er die Angelegenheit Frankreichs zum Guten gewendet und beendiget hatte. Auch die protestantischen Fürsten wünschten das Ende ihrer Unterhandlungen für die Organisation der Angelegenheiten der Katholiken beendiget zu sehen, die ihrer Herrschergewalt untergeben waren. Sie hatten durch zwei Gesandte, den Herrn von Türkheim und Herrn von Smyth, von welchen der erste ein Protestant, der zweite ein Katholik war, eine Note übergeben lassen, welche betitelt war:

[1819]

Erklärung der, mit dem deutschen Bunde vereinten protestantischen Fürsten und Stände. Der Papst antwortete durch eine Aeußerung seiner Gesinnungen über diese Erklärung.

Seine Heiligkeit begründen darin die Rechte Ihres unmittelbaren Supremats, und ertheilen dann großes Lob dem Eifer der protestantischen Fürsten, welche sich vornehmen, mit dem heiligen Stuhl in Unterhandlung für das Wohl der Katholiken zu treten, deren Souverains sie sind. Der heilige Vater beklagt sich, daß in der Einleitung der besagten Erklärung man der Ausdrücke sich bedient: „Die Bisthümer, durch welche die katholische Kirche regiert wird." Er verlangt, daß man seiner Autorität erwähne, oder aber daß man die sieben Worte hinweglasse. Weiterhin scheint die römische Curie zu verlangen, daß die Angelegenheiten aller Katholiken Deutschlands unter Einem beendiget werden, und daß man sie in Einen und denselben Tractat zusammenfasse. — Durch den ersten Artikel wollen die Fürsten, man soll sagen: „Die römisch-katholische und apostolische Kirche." Hierauf wird geantwortet, man müsse sagen wie gewöhnlich: Die katholische, apostolische, römische Kirche. Weiter unten ist eine Widerlegung der Lehre des Wortsdieners Jurieu, die sich auf den Unterschied zwischen den Fundamental-Glaubensartikeln und den Nicht-Fundamental-Glaubensartikeln, und endlich auf die wesentlichen und die nicht wesentlichen Religionsgrundsätze bezieht; welche als sol-

[1819]

che beſtritten werden, die dahin zielen, die kirchliche Zucht der Gewalt der Laien unter dem Vorwand zu unterwerfen, daß nur von *außerweſentlichen* Dingen die Rede ſei. In dieſer logiſchen Erörterung verletzen die Urtheile und Schlüſſe, wenn man ſolchen Gehör gibt, die Lehren der Legitimität.

In dem zweiten Artikel der Erklärung verlangen die Fürſten, daß die katholiſche Religion in ihren Staaten *chriſtkatholiſch* genannt werde. Der heilige Vater kann dieſe neue Benennung nicht anerkennen. Der fünfte Artikel der Erklärung betrifft die canoniſche Wahl und Einſetzung der Biſchöfe. Es wird Anfangs darin geſagt, man wolle die alte Disciplin der deutſchen Kirche beibehalten; und ſchlägt dann mit ſcheinbarer Gutmüthigkeit bedeutende Abänderungen vor. Der Papſt antwortet, alle dieſe Abänderungen ſtänden offenbar mit der alten Kirchenzucht, die man beizubehalten vorgebe, im Widerſpruch; indeſſen läßt er bei den drei erſten angemerkten Abänderungen das *Scrutinium* als etwas zu, das mit den Gebräuchen ſich vertrage, die in frühern Zeiten in Deutſchland üblich geweſen ſeien. Er will, daß die Wahl nur auf die Domcapitulare fallen könne. — Der heilige Vater gibt den deutſchen Fürſten zu verſtehen, er ſei bereit, ihnen zu bewilligen, was er der engländiſchen Regierung für die Biſchöfe von Irland vorgeſchlagen habe. „Bevor das Capitel zur canoniſchen Wahl ſchreitet, ſollte dasſelbe der Local-Regierung die Note der Candidaten überreichen. Die Regierung nun ſollte die Sub-

jecte ausschließen, die ihr mißfällig wären; also jedoch, daß auf der Liste noch eine genugsame Anzahl für die freie Wahl des Bischofs verbliebe." — Der heilige Stuhl verlangt, daß das Erzbisthum, welches für die, aus fünf Bisthümern verschiedener Länder bestehende, neue katholische Provinz soll errichtet werden, zu Mainz gestiftet werde, das im Mittelpunct der fünf Provinzen liegt. Dieser Vorschlag gründet sich auf den Glanz des berühmten Apostolates des heiligen Bonifacius und auf den Ruf dieser uralten Mutterkirche durch mehr denn zehn Jahrhunderte. Die Aeußerung schließt mit den Worten:

»Dies sind die Entscheidungen des heiligen Vaters. Er erachtet, die Fürsten und Stände werden in ihrer Billigkeit und Mäßigung nicht fordern wollen, daß das Oberhaupt der Kirche ihren Grundsätzen entsage, vor Gott sich mit Schuld belade und ein Gegenstand des Aergernisses werde, wenn er gegen die Pflichten seines apostolischen Dienstes sich versündigt und Verfügungen bestätigt, die er der Kirche als nachtheilig befindet.«

Nun verlangten die Bevollmächtigten, man möchte zur Begränzung der Bisthümer vorschreiten; und dann jeden Staat für die Bisthümer oder die Theile der Bisthümer unterhandeln lassen, die in ihrer Souverainetät eingeschlossen wären.

Kaum förderte der Papst eine Angelegenheit mit was immer für europäischen Fürsten, so mußte er seine Blicke abermal nach Frankreich wenden. Dies Königreich hatte einen Nuntius verlangt. Aus drei Candidaten, die dazu vorgeschlagen wurden, wählte

[1816]
es Monsignor Macchi, geboren zu Bolsena, aus einer adeligen Familie; der ehemals Nuntius in Portugal gewesen, nun aber in der Schweitz beglaubigt war, wo er des Wohlwollens des heiligen Vaters sich würdig gemacht hatte.

Die Gesundheit des Papstes schien plötzlich sich zu bessern. Er war sehr erfreut über den glücklichen Ausgang des Tractates mit dem König; und sagte zu Herrn von Blacas, als er ihm meldete, Monsignor Macchi würde bald zu Paris ankommen: „Wir erfreuen uns, daß die kirchlichen Angelegenheiten festen Fuß bei Ihnen gewinnen. Schreiben Sie, daß wir von den frommen und wohlwollenden Gesinnungen Seiner Majestät die besten Resultate hoffen.“ — Der heilige Vater war von dieser Angelegenheit so gänzlich eingenommen, daß er einst in einer Audienz, — die er Herrn Canning, dem engländischen Minister, der damals mit dem Departement von Indien beauftragt, und von Neapel nach Rom gekommen war, — nachdem er mit ihm über seine Gesinnungen gegen England gesprochen hatte, von seinen Unterhandlungen mit Frankreich sich besprach, und ihm sagte, er könne seine Freude nicht verbergen, bei dieser Gelegenheit so reichliche Hilfe durch die göttliche Vorsehung zu empfangen. Als Herr Canning von dieser Audienz kam, sprach er zu einer engländischen Dame, die eben damals zu Rom war: „Man hat auf dem Continent dreißig Jahre nur von den Franzosen gesprochen; und heut zu Tage ist dies genau noch eben so.“

[1819]

Auf die Vorstellung des Herrn Cardinals von Perigord hatte die Regierung zum Coadjutor von Paris Herrn von Quelen verlangt, der seit dem 1. October 1817 Bischof von Samosat war. Der große Ruf, in welchem Herr von Perigord stand, und die Bekanntheit des ausgezeichneten Verdienstes, der Frömmigkeit, der wohlthätigen Eigenschaften und erleuchteten Einsichten des Bischofs von Samosat konnten diese Unterhandlung nicht anders als erleichtern und zu Ehren bringen. Es ward also am 17. December 1819 Herr von Quelen zum Erzbischof von Trajanopel und zum Coadjutor von Paris, mit künftiger Nachfolge präconisirt. Er war's, der die erste Vesper zu St. Dionysius abgehalten hatte, wo Herr von Perigord feierlich in das Erzbisthum eingesetzt ward in Gegenwart einer großen Anzahl sowohl geweihter, als erwählter und ernannter Bischöfe, aller Minister des Königs und der vornehmsten Personen der Stadt und des Hofes. Herr Baron Pasquier, Nachfolger des Herrn Dessoles, schrieb an Herrn von Blacas:

Herr Bothschafter!

»Seine Majestät haben mit großem Vergnügen den glücklichen Erfolg der Schritte erfahren, die Sie gethan haben, damit der Herr Bischof von Samosat im nächsten Consistorium zum Coadjutor von Paris präconisirt würde. Auch die Wahl des Nuntius, der nun in Frankreich residiren soll, ist ein Beweis ehrenvoller Nachgiebigkeit des heiligen Stuhles gegen die Wünsche, die Sie be-

[1819]

auftragt waren, demſelben auszudrücken. Genehmigen Sie meine neuen Glückwünſche über die Art und Weiſe, mit welcher Sie alle Unterhandlungen betrieben und beendigten, die Ihnen anvertraut waren. Der Antheil, den Sie an der Abſchließung der Angelegenheiten der Kirche Frankreichs genommen haben, iſt, ich ſage es wiederholt, ein Dienſt, den ſie der Religion und dem Staate, der Moral und der öffentlichen Ordnung auf gleiche Weiſe erzeigt haben.

Auch dem Herrn Grafen Portalis, deſſen heller und ſanfter Geiſt vielen Schwierigkeiten ausgewichen war, wurden Glückwünſche zugeſandt. Uebrigens gab Herr von Portalis, durch ein ſtandhaftes und gründliches Einigungsſyſtem mit Herrn von Blacas, den Vorſtellungen Frankreichs großen Nachdruck,

Acht und dreißigstes Capitel.

Monsignor Macchi, Nuntius zu Paris. — Freundschaftliches Schreiben des Königs von England an den Papst. — Antwort des Papstes. — Revolution zu Neapel. — Die Bothschafter der nordischen Mächte weigern sich solche anzuerkennen. — Man ersucht französische Schiffe zu Civita-Vecchia zu bleiben. — Fürst Hardenberg zu Rom. — Schöne That des französischen Commandanten Obriet. — Die Oesterreicher besetzen Neapel und Piemont. — Benevent und Ponte-Corvo werden dem heiligen Stuhle zurückgestellt. — Der Balliv Busca, Stellvertreter des Großmeisterthums zu Malta. — Verwaltungssystem, das während der Besetzung der Franzosen zu Benevent befolgt ward. — Bulle gegen die Carbonari. — Der Herzog von Blacas legt seine Stelle nieder. — Ihm folgt der Herzog von Montmorency-Laval im Amte nach. — In Frankreich werden achtzig Bisthümer organisirt. — Tod Canova's. — Der König von Preussen zu Rom. — Danksagungsschreiben Ludwigs XVIII. an den Papst.

Der König entschied, Macchi sollte am 6. Januar in öffentlicher Audienz empfangen werden. In seiner Rede bemerkte man folgende Stelle:

»Der allerchristlichste König, Sire, kann nur mit Wohlwollen den Repräsentanten des Oberhauptes der Kirche anhören, welcher hier erscheint, der zärtlichen Zuneigung des allgemeinen Vaters der Gläubigen ihn zu versichern, und sein Verlangen ihm auszudrücken, die Bande immer inniger verknüpft zu sehen, durch welche der heilige Stuhl mit Frankreich vereint ist, zur Glückseligkeit Eurer Majestät, zur Glückseligkeit Ihrer erlauchten Familie und

[1820]

dieſer großen Nation, welche Seine Heiligkeit, für die ſo vielen Beweiſe kindlicher Frömmigkeit, die Sie von ihr erhielten, in Ihrem Herzen tragen, und deren Wohlfahrt weſentlich an den Eſguben Chlodwigs und an den Thron des heiligen Ludwigs geknüpft iſt.«

Der ſo beweinenswerthe Tod des Herzogs von Berry ergriff das Gemüth des Papſtes mit ſchwerer Betroffenheit. Er äußerte ſich darüber in Ausdrücken, welche die Tiefe ſeiner Betrübniß kund gaben. Man bemerkte, daß er länger im Gebet anhielt und Diejenigen früher entließ, denen er ſonſt erlaubte, den Abend bei ihm zuzubringen. Dieſer Umſtand konnte den Beobachtungen der Fremden nicht entgehen, welche während des Winters zu Rom wohnten.

Im Maimonat empfand der heilige Vater eine beſondere Freude darüber, daß er neue Beglaubigungsſchreiben des hanöveriſchen Miniſters erhielt, der im Namen des Königs Georg IV. bei ihm war accreditirt worden. Man fand am Ende dieſer Schreiben Ausdrücke, die bis dahin in dem engliſchen Protokoll nicht üblich waren. Der König Georg IV. beſchloß die Credenziali damit, daß er den ſehr frommen Gebeten Seiner Heiligkeit ſich empfahl. Als man der Antwort gedenken mußte, ſagte der gutmüthige Papſt: „Verſuchen wir es einmal, ungefähr in den Ausdrücken wie den katholiſchen Fürſten zu antworten.“

Empfing Pius VII. unerhörte Huldigungen, die ſeit dem Anbeginn des ſechzehnten Jahrhunderts kein Papſt empfangen hatte, ſo waren dagegen die Depeſchen aus Spanien nicht eben ſo tröſtlich. In Fol-

ge der Unruhen, welche ausgebrochen waren, forderte das revolutionaire Ministerium einen Eid von Herrn von Vargas. Doch dieser verweigerte ihn und sandte seine Entlassung ein. Einige Depeschen aus Deutschland milderten den Kummer des heiligen Vaters. Herr von Smyth schrieb, er hoffe den König von Würtemberg dahin zu bringen, daß er anerkenne, was der Papst in seiner Aeußerung verlange. In dem nämlichen Sinne schrieb auch Herr von Türkheim im Namen der Staaten von Baden und Darmstadt.

Auch zu Neapel war eine Revolution vorgegangen; doch dürfen wir hier nur so viel davon berichten, als sich auf Rom bezieht. Herr von Blacas, der an schwerem Fieber krank war, war unlängst nach Toscana abgereist. Der Cardinal Consalvi schrieb mir am 13. Juli:

»Benevent ward dem heiligen Stuhle entrissen; der Abgeordnete wird morgen zu Rom erwartet. Es sind also Benevent und Ponte-Corvo die ersten Wirkungen der Ereignisse zu Neapel für die Fremden. Sie können dies Ihrem Bothschafter Frankreichs, dem Herrn von Narbonne, sagen; der es jedoch bereits wissen wird; wenigstens was Benevent betrifft, das der Hauptstadt so nahe liegt. Ich thue noch keinen Schritt; sondern erwarte den Augenblick, wo ich die Umstände genau kennen werde, die mir noch immer nicht bekannt sind.

Am 18. ward Herr von Lamartine von Neapel als Kurier abgefertigt, um mir Depeschen von Herrn von Narbonne zu überbringen. Er berichtete mir, der König, die Prinzen, die Beamteten und die Truppen hätten

[1820]
eine Constitution beschworen. Seine Königliche Hoheit, der Herzog von Calabrien hatte die mittelbaren Klagen der päpstlichen Regierung nicht abgewartet, die ich nach Neapel übersandt hatte, um zu mißbilligen was zu Benevent und zu Ponte-Corvo geschehen war, und den Unterthanen dieses Reiches zu verbieten, die Gränzen desselben zu verlassen, und sich in Dinge zu mischen, die andere Staaten beträfen.

Diese Versicherung einer bessern Ordnung der Dinge für die päpstliche Autorität gereichte dem heiligen Vater zum Troste; und er wollte, daß ich von der Freude benachrichtiget würde, die er darüber empfand. Es war zu Neapel ein Parlament für den ersten October zusammen berufen worden; doch die Bothschafter der nordischen Mächte von Europa hatten sich mit großer Heftigkeit und mit wundersamer Einmüthigkeit gegen diese Revolution ausgesprochen. Das Ereigniß zu Neapel interessirte unsre Regierung sehr ernstlich. Der engländische Minister hatte unserm Bothschafter gesagt, er fertige einen Kurier nach London ab, und nehme es mit Vergnügen auf sich, die Depeschen der Gesandtschaft des Königs für das französische Ministerium mitzusenden. Aus Versehen vergaß der Bothschafter von Großbritannien zu Paris das Paket Briefe für Paris heraus zu nehmen, das gesondert lag, und sandte die Briefe nach London. In Folge dessen hätte das Kabinet des Königs nichts erfahren, wenn man nicht sonst als rathsam erachtet hätte, einen eigenen Ku-

rier abzusenden, der zu Paris kurze Zeit nach dem engländischen Kurier eintraf, und das Ereigniß bekannt machte, noch bevor die Depeschen von London mit den Entschuldigungen zurück kamen, welche gebräuchlich sind, wenn derlei Mißverständnisse sich ergeben.

Einige Zeit hernach erfuhr man zu Rom die Geburt des Herzogs von Bordeaux. „Das ist ein Wunder des Himmels, sprach der Cardinal Consalvi, wenn man alle Umstände erwägt!" — Bei dieser Gelegenheit rief Pius VII. „Gott hatte die Bourbons gestraft; heute segnet Er sie."

Bei jeder Nachricht von Neapel gerieth Consalvi in Unschlüssigkeit; doch die Höfe gaben ihm Beweise von Theilnahme. „Ich bin ganz beschämt, schrieb er mir, über die Ausdrücke der Güte, deren Seine britannische Majestät hinsichtlich meiner sich bedienen; und ich weiß auch allzu wohl, was Sie mir von der nämlichen Güte sagen, welche Seine allerchristlichste Majestät gegen mich zu haben geruhen, und zwar ohne all mein Verdienst; sondern blos aus Uebermaß dieser nämlichen Güte, welche Dieselben auf so eminente Weise auszeichnet, und die ich mich bemühen werde, so gut es mir nur möglich ist, immer mehr zu verdienen."

Herr von Blacas, den man mit Ungeduld zu Rom erwartete, kam bald daselbst an und berichtete in seinem Schreiben, es sei die Absicht des römischen Hofes, die strengste Neutralität in den Streitigkeiten zu beobachten, die nun zwischen Oesterreich und dem

[1821]
neapolitanischen Parlamente sich entspannen. Herr Baron Pasquier war geneigt, das Vorhaben zu unterstützen. Andererseits ersuchte der Herzog von Campo-Chiaro, Minister der auswärtigen Angelegenheiten der neapolitanischen Revolution, den Cardinal Consalvi, dem heiligen Vater zu melden, die Oesterreicher weigerten sich, man begreife nicht aus welchem Grunde, das Parlament anzuerkennen; aber bei ihrer ersten Bewegung, in die päpstlichen Staaten einzudringen, würden die neapolitanischen Truppen gleichzeitig zu Terracina einrücken. Der heilige Vater befahl zu erwiedern, seine Staaten ständen unter dem Schutz der großen Mächte, und er sei entschlossen, die strengste Neutralität zu beobachten; doch sollte man zugleich auch bekennen, er könne die kriegführenden Armeen nicht hindern, gegen einander vorzurücken. In dieser, für die Souverainetät der Besitzungen der Kirche so verhängnißvollen Lage war man auf Feindseligkeiten gefaßt. Am Ende Februar 1821 ließ die päpstliche Regierung zu Civita-Vecchia Zimmer für den heiligen Vater herrichten. Herr von Blacas hatte Rom verlassen, um sich nach Laibach zu begeben. Nun suchte ich in Uebereinstimmung mit dem Cardinal Consalvi französische Schiffe zu vereinigen, die im Stande wären, den heiligen Vater zu beschützen. Die Emulation war daselbst angekommen; ich ersuchte die Fahrzeuge Coquille und Lamproie zu gleichem Zwecke zu wirken. Unglückseliger Weise waren diese beiden letzten Schiffe gerade unter Segel gegangen, als die Aufforderung

anlangte; aber die Emulation verließ den Hafen nicht, und immer fragte der Papst, ob es auch gewiß sei, daß sie nicht ausgelaufen wäre. Man gab ihm hierüber die förmlichsten Versicherungen. Die Oesterreicher rückten vorwärts; es war außer Zweifel, daß sie Rom besetzen wollten; aber der Cardinal Consalvi widersetzte sich. Er erlaubte nur, daß die Truppen um die Mauern zögen, ohne jedoch durch die Thore einzugehen. Nur den Officieren hatte man gestattet, in die Stadt zu kommen.

Während der mehr oder minder lebhaften Streitigkeiten, welche die Forderungen des österreichischen Ministers nach sich ziehen konnten, kam Fürst Hardenberg, der vorzüglichste Minister Preussens, zu Rom an. Der Cardinal empfing ihn mit verdoppelter Herzlichkeit. Herr von Hardenberg, den ich Gelegenheit hatte zu sehen, mit dem aber die Verbindungen, wegen seiner unheilbaren Taubheit sehr mühsam waren, verlangte den Gesundheitszustand des Papstes zu kennen. Er erfuhr, er besuche St. Peter; wie dies an allen Mitwochen des Merzmonats üblich ist; und er sei von seiner Krankheit wiederhergestellt. Uebrigens hatte man es, wiewohl nur nach vielfältigem Widerstand, von ihm erhalten, daß er der strengen Faste sich enthielte, welcher er alle Jahre sich unterwarf.

Die Oesterreicher hatten sich am Fuße des Berges Monte-Mario gelagert; aber ohne in die Stadt einzugehen. Man hatte die Emulation von Civita Vecchia entfernt, und hatte die Bacchante unter den

[1821]

Befehlen des Herrn Obriet dahin gesandt. Dieser Commandant, welcher Rom besuchen wollte, ward von Räubern angehalten; indessen gelang es ihm mit Hilfe zweier seiner Officiere, die Straßenräuber zu entwaffnen; und er brachte ihre Flinten, ihre Hüte und ihre Patronen im Triumph nach Rom. Der Papst ließ mich berufen und trug mir auf, unsern Franzosen anzukündigen, er habe die Absicht, ihnen drei Denkmünzen von Werth, als Belohnung für ihren Muth zu überreichen.

Die Oesterreicher hatten Neapel besetzt, und König Ferdinand schickte sich an, dahin zurückzukehren. Während dieser Zeit dämpfte eine andere Abtheilung österreichischer Truppen einen Aufstand in Piemont. Der Papst erhielt damals Kenntniß von einer wichtigen Schrift, die der Prinz von Carignan selbst, der jetzige König von Sardinien, verfaßt hatte. Diese höchst wichtige Denkschrift, die mit Einfalt, Aufrichtigkeit und Unbefangenheit geschrieben ist, enthält sehr schätzbare Einzelheiten. Es ist unmöglich, darin nicht wahr zu nehmen, daß Revolutionen, unter welcher Form sie auch sich zeigen mögen, allgemeine Grundsätze haben, und daß es oft nur die Unentschlossenheit ist, die mit der Keckheit ringt, welche in einem ungleichen Kampfe unterliegt. Es läßt sich natürlich denken, daß ein Königreich, das heut zu Tage von einem Fürsten regiert wird, den solche Gesinnungen beseelten, nur glücklich, und zu einer immer zunehmenden Wohlfahrt bestimmt seyn kann. Der Zustand der Finanzen in Piemont, der Credit,

[1821]

in welchem seine Staatspapiere stehen, die auf öffentlichen Börsen so sehr gesucht werden, und tausend andere Umstände bezeugen allerdings, daß Carl-Albert immerfort dieser nämliche Fürst ist, den der Papst damals in so verehrlichen und so sinnreichen Ausdrücken lobte.

König Ferdinand IV. war nach Neapel zurückgekehrt; und Benevent und Ponte-Corvo wurden dem heiligen Vater nach neun monatlicher militairischer Besetzung zurückgestellt, die der Herzog von Calabrien, Statthalter und zweites Ich seines Vaters am Ende dennoch nicht hatte verhindern können. „So oft wir sie verlieren werden, rief damals der Papst aus, so oft wird Gott sie uns zurückstellen."

Der Balliv von Giovanni, Verweser des Hochmeisterthums von Malta, war unter den Gebrechlichkeiten eines hohen Alters erlegen. Der Rath des Ordens St. Johannes von Jerusalem, wählte zu seinem Nachfolger den Komthur Buska, den Seine Heiligkeit erst kürzlich zum Balliv von Armenien ernannt hatte. Der Herr Balliv Bussi sah sich beauftragt, bei Pius VII. um die Bestätigung der Wahl anzusuchen.

Im Anfang Juli sagte der gute Papst eines Morgens: „Welches werden wohl unsre Leiden im Monat Julius dieses Jahres seyn!" — Kurze Zeit darauf meldete man ihm den Tod des Cardinals di Pietro, Unterdechants des heiligen Collegiums. Er war ein Mann voll Talente, Sittsamkeit, Ergebung und Muth. Nachdem er dem heiligen Stuhle

[1821]
in den Jahren 1801, 1806, 1808, 1809 und im Jahr 1814 große Dienste geleistet hatte, war er demselben noch i. J. 1819 sehr nützlich. Nicht erwehren konnte man sich, diesen immer ernsten Mann hoch zu ehren, der niemals einer wenig überdachten Regung nachgab, und dessen starker Geist und unwandelbarer Sinn während so vieler Jahre eine der festesten Stützen des heiligen Stuhles gewesen war.

Der Cardinal Consalvi hatte seinen Herrn über das Schicksal seiner Staaten beruhigt. Er hatte seine Freude daran, ihm alle Tage zu sagen, wie große Ehrfurcht die fremden Mächte ihm bezeigten; und zu gleicher Zeit beschäftigte er sich anstrengend mit neuen Arbeiten innerlicher Politik. Man sagte immer: „Der päpstliche Staat geht zu Grunde; er wird schlecht verwaltet." Indessen war dennoch im Jahr 1820 der Stand der Einnahmen und Ausgaben folgender. Die Einnahmen hatten sich auf 6,306,307 Thaler 1 Bajoken belaufen; und die Ausgaben hatten 5,693,169 Thaler 16 Bajoken betragen. Es zeigte sich also doch ein Ueberschuß von 667,137 Thalern und 85 Bajoken. Die Unkosten für den Empfang des Kaisers waren auf 80,000 Piaster gestiegen; und man hatte von 300,000 Piastern gesprochen. Aus dem Bericht, den ich hier abkürze, wird ersichtlich, daß der reine Ertrag von Benevent, nach Abzug der Verwaltungskosten, nicht mehr als 1,227 Thaler 89 Bajoken betrug. Man dachte zur Zeit, diese letzte Rechnung sei nicht richtig, und mehrere Einkünfte seien darin nicht angegeben. Es ist aber

wohl auch möglich, daß die Verwaltungskosten bedeutender, wegen der Almosen, geworden waren, die man nach den Drangsalen des Krieges nothwendig spenden mußte. Unter der militairischen Besetzung, die vom Juli 1806 bis 1815 gedauert hatte, trug Benevent jährlich eine weit bedeutendere Summe; indessen war die herrschende Gewalt damals sehr sanft. Herr Alquier war beauftragt gewesen, einen Gouverneur dahin zu senden. Man verbreitete, der Glaube dieses Agenten sei nicht sonderlich geeignet, die Achtung der Inwohner ihm zu erwerben; indessen war seine Administration gemäßigt. Gleich Anfangs ward die Lotterie aufgehoben; hernach aber war durch die Wirkung einer Combination, welche geheim blieb, diese Gabe eines Kriegers, der die Männer dem Ackerlande entfremdete, um sie mit dem Schwerte zu umgürten, in die Hände eines Herrn gefallen, der daselbst niemals die Conscription einführen wollte; da man diese Einrichtung als die erste Regel betrachtete, die von den Franzosen überall eingeführt ward, wo sie herrschten. Ich kann auch wohl beifügen, daß, abgesehen davon, daß die Regierung des Fürstenthums so wohlwollend war, ein großer Theil der letzten Einkünfte nicht war nach Paris gesandt worden.

Als Pius VII. den Tod Napoleons vernahm, zeigte er den nämlichen Geist, der ihn bewogen hatte, das engländische Kabinet zu ersuchen, die Gefangenschaft des großen Kriegesmannes zu mildern; und erlaubte, daß zu Rom ein feierliches Seelenamt vom

[1821]
Cardinal Fesch für ihn abgehalten würde. Es sprach auch bei dieser Gelegenheit der Papst mehrere jener großmüthigen und zarten Worte, welche seine schöne Seele charakterisirten.

Am 3. August kündigte der Papst in einer Anrede an die Cardinäle, das mit Preussen abgeschlossene Concordat an. „Ob auch der König von Preussen sich nicht zur katholischen Religion bekennt, reichte er dennoch eine hilfreiche Hand durch seine Milde gegen die Katholiken, deren Anzahl nach dem letzten Kriege und dem Friedensschlusse so bedeutend zunahm." — Der Papst hat Gefallen daran, dessen ein öffentliches Zeugniß zu geben. Das Erzbisthum von Gnesen ward nach Posen übertragen; der Erzbischof von Posen wird die Bischöfe von Heilsberg, von Culm und Breslau zu Suffraganbischöfen haben. Das Erzbisthum von Cöln hat zu Suffraganbischöfen die Bischöfe, die zu Paderborn, zu Trier und zu Münster residiren. Das Bisthum Aachen ist aufgehoben.

Auch Oesterreich verlangte einige Vorkehrungen in Beziehung auf die Diözesen Prag und Olmütz. Man kam überein, daß diese Erzbisthümer abwechselnd die geistliche Gerichtsbarkeit in dem Königreiche Preussen ausüben sollten. — Diese Entschließungen jedoch, die leicht zu erhalten waren, genügten dem Wiener Hofe nicht; er forderte dringend und erhielt auch eine Bulle wider die Carbonari. Diese Bulle ward am 13. September öffentlich bekannt gemacht. Dies Actenstück, das ein festes Gepräge hat, ver-

dammt die Katholiken aller Nationen, die darauf bestehen werden, die Grundsätze des Carbonarismus zu behaupten. „Schon hat der heilige Stuhl die verschiedenen Sekten entdeckt, welche die Kirche anfeindeten; gegen ihre Gewaltthätigkeiten reclamirt, und diese, gegen das Interesse der Religion und der Gesellschaft vereinten Versammlungen mit lauter und freier Stimme angegeben. Nichts desto minder jedoch wagten es Menschen, deren Hoffart immerdar wächst, neue Winkelconcilien zu organisiren." — Nach einer flüchtigen Angabe der Mittel, der Plane, der Absichten, der Frechheit und Heuchelei dieser Sektirer, die er mit den Priscillianisten vergleicht (sie berechtigen nämlich zur Lüge und sogar zum Meineid, um die Geheimnisse der Sekten geheim zu halten), erhebt er sich wider ihre Ceremonien, in welchen sie das Leiden des Herrn Jesu Christi entheiligen.

Die aufrichtigen Freunde des Papstes erfreuten sich, weil er seit einiger Zeit in sein vier und achtzigstes Jahr ging; am nämlichen Tage sprach er zu seinem Arzte: „Wir fühlen Kräfte, Muth, und freuen uns, daß wir zu einem Alter gelangten, welches wir nicht gehofft hätten, zu erreichen." — Unterdessen ergab der Cardinal Consalvi, ob auch von einem hartnäckigen Fieber verzehrt, sich immer eifrig seinen Arbeiten. Man errichtete einen kleinen niedern Tisch über seinem Bette; und er hörte nicht auf, die Geschäfte auszufertigen; und gönnte sich nur gegen den Anbruch des Tages hin einen kurzen Schlaf.

[1821]

Der Cardinal ward tief betrübt als er den Tod des Monsignor Barberi erfuhr, den man bei Gelegenheit der Katastrophe des Generals Duphot so vielfältig beschuldigt hatte. Man nannte diesen Prälaten das persönliche Strafgesetzbuch Roms. Er hatte in seinem Amte als General-Fiscal-Procurator der Staaten des heiligen Stuhles sich großen Ruf erworben. Oft fragte man ihn um Rath in Dingen, die auf die Art seiner Studien sich bezogen. Er ließ während der Unglücksfälle des Papstes nicht ab, eine große Treue zu bezeigen. Nach einer langen Laufbahn, während welcher er beinahe allein die Entscheidungen der Criminalgerichte aussprach, und also über das Leben einer großen Anzahl Solcher verfügen konnte, die gefänglich gehalten wurden, starb er, ohne Vermögen zu hinterlassen.

Unterdessen hatte man zu Paris im Verlauf dieses Jahres ein Gesetz angenommen, das den König berechtigte, die nothwendigen Schritte zu thun, die Anzahl der Bisthümer auf achtzig zu erheben, die, wie wir sahen, den Einrichtungen des Concordates vom Jahr 1801 gemäß, welche auch im Jahr 1819 noch beibehalten wurden, auf fünfzig sich beliefen. Man schlug also dem römischen Hofe vor: nicht die, mit dem Vertrag vom Jahr 1817 verknüpfte Begränzung zu vernichten; sondern vielmehr umgekehrt sie als Grundlage anzunehmen; und dabei 1) dreizehn der zwei und neunzig Stühle eingehen zu lassen, die bereits errichtet waren; 2) das Bisthum Cambrai, als ein neues Bisthum, zu stiften, dessen Sitz zu

Lille bestehen sollte; 3) gehörige Vorkehrungen zu treffen, damit diese achtzig Stühle je nach Maßgabe könnten organisirt werden, als die Umstände die Mittel dazu anbieten würden. Endlich hatte man verlangt, die sechs neuen Stühle sollten alsbald in Thätigkeit versetzt, und die sechs ernannten und seit 1817 eingesetzten Bischöfe sollten installirt werden.

Der heilige Stuhl setzte einige Schwierigkeiten entgegen. Frankreich antwortete darauf durch ein Memorial des Herrn Portalis; Rom jedoch bestand darauf und forderte zumal ein Erzbisthum für Arles. Diese Angelegenheiten waren in Unterhandlung als Herr Mattheus von Montmorency, der zum Minister der auswärtigen Angelegenheiten ernannt war, den Auftrag erhielt, die Unterhandlungen fortzusetzen, und Herrn von Blacas neue Instructionen zuzusenden, der schon seit langer Zeit zur Würde eines Herzogs war erhoben worden.

Das diplomatische Corps zu Rom konnte die Thätigkeit des Cardinals Consalvi nicht ohne Erstaunen sehen. Offenbar lebte man unter einem abnehmenden Pontificat; wie die Römer zu sagen pflegen, wenn der Papst zu einem hohen Alter gelangt ist; aber der unermüdliche Minister fuhr fort, seine Plane zu verfolgen. Es ward ein Edict bekannt gemacht, das die Armee organisirte. Aus demselben ergab sich, daß die Bevölkerung damals auf zwei Millionen, vier mal hundert zehn tausend Seelen sich belief, und von fünf Tausenden Einer unter die Fahnen berufen ward. Man trug besonders große Sorge, die

[1821]
Einrichtung der Karabinier oder Gendarmen zu verbessern, welche die Sbirren ersetzt hatten; und deren Dienst das Volk nicht mehr so stark erschreckte, das aus alter Gewohnheit die Sbirren zurück wünschte, die eine Art Polizeileute waren, deren Wachsamkeit dasselbe wahrscheinlich bequemer und verkäuflicher fand.

Doch der Vorfall vom 26. Juni 1817 erneuerte sich am 28. April des Jahres 1822. Als der Papst allein von seinem Kabinet in sein Schlafzimmer ging, fiel er zwischen seinem Armsessel und seinem Betschämel zu Boden. Auf das Gepolter eilten seine Leute herbei und hoben ihn auf; er hatte sich indessen nicht im Geringsten beschädigt. Es blieb ihm von diesem Falle nur ein leichter Schmerz in der Seite; der aber auch in wenigen Tagen verschwand. Genau um dieselbe Zeit langten Briefe an, welche meldeten, der Kaiser Alexander und der König von Preussen wünschten, wenn sie von dem Congreß zu Verona zurückkehrten, Pius VII. einen Besuch zu geben. Man richtete nur für Alexander allein die Gemächer im Quirinalpallaste ein, weil der König von Preussen erklärt hatte, er wolle in einem Gasthause wohnen. Diese Umstände brachten den Cardinal Consalvi auf den Gedanken, den Kaiser Franz zu einer zweiten Reise nach Rom einzuladen; doch dieser Monarch antwortete, er sei nicht gesonnen, dieses Jahr dahin zu kommen.

Der Herzog von Blacas hatte seine Entlassung als Bothschafter zu Rom und zu Neapel eingesandt;

denn er vereinigte beide Stellen. Der König von Neapel weigerte sich, das Recreditivschreiben anzunehmen, das man diesem Bothschafter zugesandt hatte, und sagte mehrmals, er wolle ihn bei sich behalten; der Papst selbst auch schrieb dem König, diese Abreise würde ihn aufs Aeußerste betrüben; und beschwor den Monarchen, nicht in diese Versetzung zu willigen *).

*) Wenig Bothschafter waren zu Rom in so großem Ansehen gestanden, als Herr von Blacas. Gleich von Anfang an hielt er ein glänzendes Haus und führte den nämlichen Aufwand und Glanz bis zu seiner Abreise mit einer Ordnung und Ständigkeit fort, die man nicht aufhörte, zu bewundern. Er gab zumal Dienstags ein diplomatisches Gastmahl, welchem der Cardinal Consalvi immer, selbst zu jener Zeit beiwohnte, wo seine Gesundheit zu leiden anfing. Die fremden Minister, welche alle Gelegenheiten suchten, diesen Lieblingscardinal zu sehen, nahmen die Einladungen mit größtem Vergnügen an. Wie groß immer nun die Schwierigkeiten in den Angelegenheiten Frankreichs, und die Nothwendigkeit einer Menge täglicher Aufschlüsse seyn mochten, enthielt Herr von Blacas sich, mit Seiner Eminenz sich zu besprechen, die an diesem Tage allen andern Ministern ausschließend und abwechselnd angehörten. Dieser gute Geschmack, diese Zurückhaltung, diese feine Höflichkeit des Hausherrn wirkten, daß solche Gastmahle dem diplomatischen Corps nicht minder nützlich als angenehm waren, das in den Pallast von Frankreich kam, Angelegenheiten zu entscheiden, die es nicht hatte beendigen können in den gewöhnlichen Audienzen; welche niemals bei einem so freundlichen, so liebenswürdigen Manne, und so vortrefflichen Freunde genügten, wie der Cardinal Consalvi es war; der die Verlegenheiten, Mißverständnisse, Eifersuchten mit so großer Schnelligkeit beilegte. Wohl mußten die europäischen Höfe oft über die Schnelligkeit der Antworten ihrer Repräsentanten erstaunen.

Nie habe ich in einer Laufbahn von dreißig Jahren einen Bothschafter gesehen, der die Kunst besser verstanden hätte, sich Achtung und Verehrung zu erwerben. Ueberdieß war noch ein anderer Liebreiz, durch welchen die Gesellschaft im Pallaste Frank-

[1822]

Da indessen der Bothschafter darauf bestand, ernannte der König den Herzog von Laval-Montmorency zu seinem Nachfolger.

Die Instructionen dieses neuen Bothschafters umfaßten alle Interessen Frankreichs zu Rom; und diese Interessen sind in großer Anzahl. Man lobte in diesen Instructionen das Betragen der päpstlichen Regierung.

»Das System der Mäßigung, das zu Rom befolgt wird, verdankt man besonders den väterlichen Tugenden Seiner Heiligkeit und dem verträglichen Charakter des Cardinals Consalvi, auf welchem alle Sorgen der zeitlichen

---

reichs eine derjenigen ward, wo man am liebsten sich aufhielt. Man hatte seit den Zeiten der Herzogin von Choiseul und der Marschallin von Aubeterre keine Bothschafterinnen zu Rom gesehen. Die Frau Herzogin von Blacas, die gutherzig, fromm, wohlthätig, geistreich und von sanfter Höflichkeit war, und durch eine Art Schüchternheit noch liebenswürdiger ward, stand der Ehre des Hauses in den Salons mit wundersamer Anmuth vor. Herr von Blacas vereinigte die Gelehrten, die französischen und römischen Künstler um sich. Man sprach von den Nachgrabungen, die er auf seine Kosten im Tempel der Venus und Roma's unternehmen ließ, die Hadrian am äußersten Ende des Forums hatte erbauen lassen. Er besaß und zeigte als Kenner die schönsten geschnittenen Steine, Malereien von Pompeji, Denkmünzen und Alterthümer aller Art. Er sandte armen Künstlern Unterstützung und Bestellungen zu. Man weiß endlich, daß Herr von Blacas, nach seiner Rückkehr, bei Gelegenheit der Reise, die Champollion nach Aegypten zu machen verlangte, sprach: „Es steht dem Minister des Innern zwar frei, ihn nicht dahin zu senden; mich aber wird er nicht verhindern, ihn selbst dahin zu senden.“ Kurze Zeit hierauf beauftragte das Ministerium Champollion, die Denkmahle bei Theben zu besuchen.

Regierung ruhen. Er wußte der päpstlichen Autorität zu einer Zeit Achtung zu verschaffen, wo der Norden und Süden Italiens erschüttert waren. Er hat sein Land vor der militairischen Besetzung der Fremden bewahrt; und als er ihnen einen Durchzug bewilligte, den die Lage der römischen Staaten nicht zu verweigern erlaubte, stellte er keinen der festen Plätze des heiligen Stuhles zu ihrer Verfügung. Die Aufrechterhaltung einer Unabhängigkeit, die durch kein Truppencorps konnte vertheidigt werden, hatte allerdings ihre Schwierigkeiten; aber das Oberhaupt der Kirche forderte dieselbe; sein Charakter gab seinen Worten größern Nachdruck; und man verließ sich auf ihn hinsichtlich der Ruhigkeit seiner Staaten.«

Bevor Herr von Blacas abreiste, empfing er von dem Cardinal die Originalbulle der Begränzung für die achtzig neu errichteten Diözesen Frankreichs; und also ward der Vertrag, der auf das Concordat vom Jahr 1817 gefolgt war, zu dem glücklichen Ausgang geführt, den man in Frankreich wünschte.

Damals erfuhr man mit wahrem Schmerz den Tod Canova's. Der Papst befahl, es sollten zu Rom die feierlichsten Ehren bei einer Leichenfeier ihm erwiesen werden, welcher das diplomatische Corps, die fremden Fürsten, der römische Adel, die gelehrten Gesellschaften und die Akademien der Künste beiwohnen sollten. Der heilige Vater sagte bei dieser Gelegenheit, sein Rang allein verhindere ihn, sich selbst dahin zu begeben.

Da der Kaiser von Rußland bei dem Papste sich entschuldigt, und ihm geschrieben hatte, er könne nicht nach Rom kommen, fürchtete man, ähnliche Gründe

[1822]

möchten auch den König von Preussen abhalten; doch dieser Monarch kam am 11. November an, begleitet von seinen beiden Söhnen, dem Fürsten von Wittgenstein, Großmarschall seines Hofes, dem Freiherrn Alexander von Humboldt, und mehreren Adjutanten. Seine Majestät wollten durchaus in einem Gasthofe auf dem spanischen Platz absteigen. Man ließ für diesen Fürsten die große Beleuchtung von St. Peter und das Feuer der Girandola aufführen. Dieser Souverain verließ Rom, nachdem er dem heiligen Vater die aufrichtigsten Versicherungen der Verehrung erneuert hatte. Als der Papst ihn zurückbegleitete, sprach er zu ihm: „Eure Majestät werden erlauben, daß wir uns stützen lassen, wir gehen schwer; allein wir vergessen unsrer Kränklichkeiten, wenn wir der guten Dienste Eurer Majestät auf allen Congressen gedenken, wo es Ihnen möglich war, unser Interesse in Schutz zu nehmen." — Der König reiste nach Neapel ab; von wo er erst gegen Ende December zurückkehrte.

Diese immer schwächlichere Gesundheit des Papstes hatte indessen die Festigkeit seines Geistes nicht vermindert; und er gab dessen einen Beweis bei Gelegenheit der Bitte um einen Cardinalshut für Frankreich. Dies Königreich erhielt einen für Herrn von Clermont-Tonnerre, der als ein Hut der Kronen sollte betrachtet werden; man wünschte aber auch noch einen andern. Der Papst hatte seine Blicke auf Herrn von Boulogne gerichtet. Frankreich verlangte Herrn von La Fare. Da sprach der Papst mit festem

Ton zu dem Bothschafter: „Die Sache wegen dieses zweiten Hutes wird sehr schwierig; da der König den Herrn von Boulogne nicht will, und dem Herrn Erzbischof von Sens den Vorzug gibt. Wir dürfen uns keine Schwierigkeiten erwecken, weder mit den Königen, noch auch mit den Leuten des römischen Staates. Sie kennen in Frankreich unsre Regeln nicht genau. Die Verdienste des Herrn von Lafare sind groß genug und auch anerkannt genug, um ihn für die Beförderung der Kroncardinäle annehmen zu können; aber sagen Sie selbst, sind sie auch ausgezeichnet genug in der Kirche, daß wir ihn aus eigener Anregung präconisiren?" — Der Papst wollte durch diese Worte zu verstehen geben, er würde auf die dringenden Forderungen der Monarchen antworten: „Wir haben unsre Blicke auf euern Klerus gerichtet; und wir haben in diesem Augenblicke keinen Mann von den Talenten des Herrn von Boulogne darunter gefunden." — Auch wollte der Papst andeuten, er habe hinsichtlich der römischen Prälaten, die nahe daran waren, den Hut zu erhalten, eine Entschuldigung, wenn er eines der glänzendsten Lichter des französischen Episcopats, einen Redner der berühmtesten Beredsamkeit, einen Freund des heiligen Stuhles, dessen gute Beispiele den Frieden in den kirchlichen Angelegenheiten wieder herbei führten, auf außerordentliche Weise zum Purpur erhöhete. Hinsichtlich des Herrn von Clermont-Tonnerre fügte der Papst bei: „Wir fühlen für ihn eine ganz natürliche Neigung, er wird am 2. December präconisirt werden. Sehen

[1822]

Sie unsre Dienstfertigkeit, kaum werden im Consistorium drei Bischöfe einzusetzen seyn. Indessen soll der König von der Reinheit unsrer Absichten sich überzeugen. Sie willigen nicht für den Herrn von Boulogne ein? Nun denn, so schlage man Herrn von Freyssinous vor. Es scheint, als sei er mit dem ganzen Vertrauen der Regierung beehrt; und was uns betrifft, werden wir hinsichtlich seiner die nämliche Sprache führen, wie für Herrn von Boulogne. Kann man hiernach an der Aufrichtigkeit unsrer Absichten und unserer Beweggründe zweifeln?"

Herr von Blacas war zu Paris angekommen. Der König war mit dem Ausgang der letzten Unterhandlungen höchlich zufrieden. Er schrieb auf der Stelle an den Papst. Der Brief war vom 19. November:

»Heiligster Vater!

»Die Wünsche, die ich für die Organisation der Kirche Frankreichs zu hegen hatte, sind glücklich beendigt; und die Maßregeln, die Eure Heiligkeit für die Einrichtung und Begränzung der achtzig Diözesen getroffen haben, wurden in meinem Königreiche als eine neue Wohlthat mit Freuden aufgenommen. Sie bringen die Hilfe der Religion allen Gläubigen näher, und geben derselben zugleich mehr Glanz und mehr Einfluß. Ich achte mich glücklich, mit Eurer Heiligkeit zur Vollziehung eines so heilsamen Werkes mitzuwirken. Die Errichtung der neu begränzten Diözesen hat begonnen; mehrere derselben haben bereits ihre Dotationen erhalten. Ich werde alle nothwendigen Vorkehrungen treffen, eine so wichtige Arbeit zu vervollständigen; und werde die Befestigung der Religion, und die Begünstigungen, deren

sie das Recht hat, in meinen Staaten zu genießen, immer als einen Quell der Glückseligkeit für mein Volk betrachten. Indem ich nun Eurer Heiligkeit ausdrücke, wie gerührt und wie dankbar ich für Alles bin, was Sie gethan haben, die Wohlfahrt der Kirche zu sichern; beeile ich mich, Ihnen die Versicherungen der kindlichen Ehrfurcht zu erneuern, mit welcher ich bin, heiligster Vater, Eurer Heiligkeit fromm-ergebenster Sohn

„Unterzeichnet: LUDWIG.“

Herr von Montmorency schrieb zur nämlichen Zeit an den Cardinal Consalvi:

»Herr Cardinal!

»Der glorreiche Antheil, den Eure Eminenz an den Einrichtungen, die zwischen dem heiligen Stuhle und Frankreich beschlossen wurden, und an den letzten Maßregeln für die Organisation der Diözesen des Königreiches genommen haben, ist der ganzen Dankbarkeit der Regierung des Königs würdig. In allen Acten, die für den heiligen Stuhl ehrenvoll, für die Religion nützlich, und geeignet sind, die Bande zwischen beiden Mächten noch enger zu verknüpfen, findet man immer die Mitwirkung Eurer Eminenz wieder; und was Sie, Herr Cardinal, bereits gethan haben, um zu einem so edlen Ziele zu gelangen, überzeugt mich, daß der Bothschafter des Königs bei dem heiligen Stuhle, von Eurer Eminenz fortwährend die nämlichen Erleichterungen und die nämliche gute Aufnahme bei allen Ansuchungen finden wird, die dahin zielen dürften, die Würde der Kirche Frankreichs zu vermehren, und dieselbe mit ihrem vollen Glanze zu umgeben.

»Ich habe die Ehre, mit ehrerbietiger Hochachtung zu verharren, Herr Cardinal, Eurer Eminenz unterthänigster und gehorsamster Diener,

„Unterzeichnet: MONTMORENCY.“

[1822]

Es bezeugten damals die römischen und die französischen Zeitschriften *) die Freude beider Länder, zwischen welchen ein vollkommnes Einverständniß für immer wiederhergestellt war.

Der Papst liebte mehr als jemals den Cardinal Consalvi, der auf die dringenden Bitten Seiner Heiligkeit unlängst die Priesterweihe empfangen hatte; und ungeachtet des Dranges seiner politischen Beschäftigungen, die erhabenen Pflichten des Priesterthums mit Eifer und Frömmigkeit erfüllte.

---

*) Einer der französischen Journalisten, der mit dem lautesten Beifall über diese Operationen sprach, war der Religionsfreund, welchen Herr Picot seit zwei und zwanzig Jahren redigirt. Dies schätzbare Blatt erregte die Aufmerksamkeit des Papstes, der ein Breve ausfertigen ließ, Herrn Picot seine Zufriedenheit zu bezeugen. Aber dies Breve, das nur eine Gerechtigkeit ist, die ein Souverain erzeigte, der das Verdienst zu würdigen weiß, blieb in den Kanzelleien begraben, und Niemand hatte Kenntniß davon, außer dem Prälaten, der dasselbe verfaßte, und der heut zu Tage Cardinal ist. Was die sehr denkwürdigen Werke des Herrn Picot über die neuere Kirchengeschichte betrifft, wurden solche nach Rom gesandt, wo man die Weisheit und den guten Geist derselben zu loben wußte.

Neun und dreißigstes Capitel.

Der Papst ernennt Monsignor Bertazzoli, den Fürsten Odescalchi, und Monsignor Riario zu Cardinälen. — Der Papst zerbricht in einem Falle das obere Schenkelbein. Sorgfalt des Herrn von Chateaubriand und des französischen Bothschafters für den Papst. — Brand der St. Pauluskirche. — Der Kaiser sendet dem heiligen Vater Tokaier-Wein. — Der König von Frankreich sendet ihm ein mechanisches Bett. — Breve an den Verfasser. — Tod des heiligen Vaters. — Der Cardinal Pacca nimmt Besitz von der Regierung. — Leichenfeier des Papstes.

In einem Consistorium vom 10. Merz ernannte der Papst zehn Cardinäle, unter welchen man den Erzbischof von Edessa, Monsignor Bertazzoli; den Fürsten Carl Odescalchi, eine der jetzigen Zierden des heiligen Collegiums; Monsignor Frosini, Majordomus, und Monsignor Riario, Maestro di Camera, unterschied. Es besserte sich nicht mit der Gesundheit des Cardinals Consalvi; dessen ungeachtet ließ er sich in die Zimmer des Papstes tragen, und arbeitete drei Stunden hindurch mit ihm. Der Papst ergriff jede Gelegenheit, von diesem Cardinal zu sprechen. Er bewunderte diese erstaunliche Fähigkeit für die Geschäfte, und die Ergebenheit an seine Person seit den ersten Monaten des Conclave zu Venedig; eine Ergebenheit, die niemals lauer ward, welche die vergangenen Unglücksfälle nicht niedergebeugt hatten, und die endlich eine schwere Krankheit in diesem Augenblick nicht schwächen konnte. Diese Ge-

[1823]

sinnungen bewiesen, daß künftighin nur der Tod allein so standhafte Verhältnisse unterbrechen sollte.

Es ward im Quirinal ein kleines häusliches Fest am 14. Merz, als am Tage gegeben, wo der heilige Vater das vier und zwanzigste Jahr seines Pontificates antrat.

Man sagte dem Cardinal von diesem neuen Datum, der nun in die Breve's einzuschalten war. „Das ist, sprach er, einerlei; der Papst und ich, wir werden mit einander fortgehen."

Herr von Chateaubriand, der seit dem 22. December 1822, Minister der auswärtigen Angelegenheiten war, unterhielt das vollkommenste Einverständniß zwischen dem heiligen Stuhl und dem König. Man schätzte zu Rom die Person und die Talente dieses Ministers. Niemals waren die Verbindungen zarter und freundschaftlicher gewesen. Er sandte dem Cardinal Consultationen über seine Krankheit und Erklärungen der Aerzte zu, die der Gesandte von ihm verlangt hatte. Zu gleicher Zeit begehrte man die feierliche Ernennung des Herrn von La Fare. Dieser Prälat ward am 16. Mai zum Cardinal ernannt. Zwei Tage vorher schrieb der Papst an den König:

Vielgeliebter Sohn, Heil und apostolischen Segen!

»Der Bothschafter Eurer Majestät hat uns das Schreiben überreicht, das Sie am 23. April an uns erlassen haben; und das die vollständigsten Zeugnisse der Dienste enthält, welche der Herr Erzbischof von Sens der Kirche von Frankreich in seinem Eifer für das Wohl der Religion ge-

leistet hat. — — — Eure Majestät haben das Verlangen bezeigt, ihn durch die Ehre des Purpurs belohnt zu sehen; und zwar in der Absicht, ihn dadurch in den Stand zu setzen, der Kirche noch ausgedehntere und ausgezeichnetere Dienste zu leisten. — — — Wir haben das Vergnügen, Ihnen zu melden, daß in dem ersten Consistorium, das am 16. laufenden Monats Statt findet, dem Verlangen Eurer Majestät Genüge geschehen wird. Indem wir Eurer Majestät alle Kirchen Ihres glücklichen Königreiches immer mehr empfehlen, ertheilen wir Ihnen mit väterlichster Zuneigung den apostolischen Segen.

»Gegeben zu Rom bei Marja-major am 14. des Maimonats 1813; unsres Pontificates im vier und zwanzigsten.«

„PIUS P.P. VII."

Auf dem Original ist das Wort Pius sehr leserlich; die übrigen Buchstaben aber P.P. VII. sind verworren und kaum lesbar. Das Consistorium ward am 16. Mai abgehalten. Herr von La Fare ward präconisirt; so wie auch Dom Placidus Zurla, ein sehr gelehrter Camaldulenser-Mönch.

Besserte sich nun einerseits die Gesundheit des Cardinals Consalvi, so ward dagegen die Gesundheit des Papstes mit jedem Tage schwächer. Der heilige Vater war ausgefahren; ja er war sogar ein wenig zu Fuße gegangen, um Bewegung zu machen. Am Abend entließ er seine Dienstleute und unterredete sich dann mit seinem Uditore. Hierauf blieben Seine Heiligkeit allein, ungeachtet der Empfehlungen des Cardinals Consalvi, der die Camerieri dringend gebeten hatte, ihren Herrn niemals so ganz allein

[1823]
zu lassen, ohne daß Jemand um ihn wäre. Als er nun an diesem Abend von seinem Lehnstuhl aufstehen wollte und mit der einen Hand auf seinen Schreibtisch sich lehnte, mit der andern aber eine Stütze an einer Seidenschnur suchte, die deßfalls an der Wand angebracht war, stand er zwar noch mühsam auf, konnte aber die Schnur nicht erreichen und fiel auf die Marmorplatten zwischen dem Tische und dem Armsessel. Er schlug zwar den Kopf nicht auf; nur die linke Seite litt durch die ganze Schwere seines Falles. Bei seinem Geschrei eilte man herbei, brachte ihn auf sein Bett, und bei dem ersten Besuche erklärten die Wundärzte, der obere Theil des Schenkels sei gebrochen. Der Kranke brachte die Nacht zwar unruhig, aber ohne Fieber zu. Dieser Vorfall war am Jahrestage der unglückseligen Entführung vom 6. auf den 7. Juli 1809 geschehen. Die Aerzte befahlen, dem Kranken den Schenkelbruch zu verbergen; indessen verlangte er selbst die letzte Weggehrung. Nach dieser Ceremonie war's, wo er, von dem Cardinal Bertazzoli abermal geplagt, diese merkwürdigen Worte zu ihm sprach: „Andate, voi siete veramente un pio seccatore." — Es war in der That unbescheiden, dem Ergebensten aller Menschen noch mehr Frömmigkeit und Ergebenheit vorpredigen zu wollen.

Noch sollte die Römer eine andere unglückselige Begebenheit treffen. In der Nacht vom 15. auf den 16. Juli ward die berühmte St. Paulus-Kirche außerhalb der Mauern, in deren Kloster Pius VII. so viele Jahre gewohnt hatte, ein Raub der Flam-

men. Die Feuersbrunst brach um ein Uhr nach Mitternacht aus; schon um sechs Uhr war der prächtige Dachstuhl aus Cedernholz, dessen fünfzehn Jahrhunderte geschont hatten, vom Feuer verzehrt. Man sah unter den flammenden Trümmern einen Theil der hundert zwanzig Säulen aufgehäuft, welche das Schiff dieses Tempels, eines der herrlichsten, größten und reichsten Denkmahle der Welt getragen hatten. Man schrieb diese Feuersbrunst der Nachläßigkeit eines Arbeiters zu, der auf dem Dache des Gebäudes arbeitete, die Bleiwerke der Kanäle für den Ablauf des Wassers auszubessern. Dieser Mann hatte, ohne dessen wahrzunehmen, eine glühende Kohle aus einer Wärmpfanne fallen lassen, die zu seiner Arbeit ihm nothwendig war.

Die Nachrichten vom ersten Juli hatten, ohne den Vorfall mit dem Papste vorherzusehen, dem Wienerhofe gemeldet, er verfiele in eine Art beunruhigender Schwäche. Da befahl der Kaiser alsogleich von dem kostbarsten und ältesten Tokayer-Wein nach Rom zu senden. Da man den Kranken nicht leicht umlegen konnte wegen des Bruches, den man ihm nicht eingestehen wollte, sandte Ludwig XVIII. auf die Bitte des Bothschafters, eines jener mechanischen Bette, die man unlängst in Frankreich erfunden hatte, und durch die es möglich wird, einen Verwundeten aufzuheben, ohne ihm Wehe zu thun. Als Herr von Chateaubriand mit dem König über diese Bitte sich besprach, beschäftigte dieser Fürst, welcher wußte, was Leiden heißt, und mit dem Leiden

[1823]
Anderer großes Mitleid trug, sich selbst mit den Einzelheiten der Structur dieses Bettes. Am 12. August sah das Volk zu Rom mit Verwunderung und tiefer Rührung durch die Volkspforte einen in zwei Theile zersägten Wagen hereinfahren, von welchen man die ganze rechte Seite abgenommen hatte, das mechanische Bett darauf zu legen, das dem Papste war gesandt worden. Der Kabinetscurier, der zugleich Depeschen zu überbringen hatte, saß in dem andern Theile des Wagens, den man erhalten, und wo man einen übel gesicherten Sitz für ihn bereitet hatte. Sobald der Kranke auf dies Bett gebracht war, fühlte er einige Linderung. Er befahl, dem Kurier hundert Doppien in Golde auszuzahlen, begehrte ein wenig Nahrung, und nahm seine gewöhnliche Chocolade. Man sprach mit ihm über den Schmerz Roms; er antwortete durch das Zeichen des Segens, und es gelang ihm, einzuschlafen.

Am folgenden Tage fühlte er sich etwas besser. Er ersuchte Diejenigen, die ihn umgaben, sich vor ihm über die gewöhnlichen Ereignisse in Rom zu besprechen. Als Einige den alten Ritter von Italinsky, Minister von Rußland genannt hatten, der in die Vorzimmer des Pallastes gekommen war, sagte der Papst, er liebe diesen Minister sehr; und wiederholte die nämlichen Worte einige Zeit hernach abermal gegen den Cardinal Consalvi. Er hatte die Gnade, auch mich zu nennen, der ich sehr betrübt seyn müßte; und ließ mir zum Zeichen seiner Zuneigung und

seines Wohlwollens ein Breve ausfertigen *) das mir eine besondere Gnade gewährte, durch die ich mich immer sehr geehrt fühlen werde.

Am 18. war der Kranke ziemlich ruhig; aber am 19. zeigten sich ernstlichere Symptome. Der Papst sprach unbestimmt die Worte Savona und Fontainebleau aus. Bald veränderte sich seine Stimme, und bei dem Ton einiger lateinischer Worte erkannte man, daß er in beständigem Gebet begriffen war. Die Kirchen füllten sich mit frommen Menschen. Es herrschte ein Gefühl allgemeiner Trauer. Es war, schrieb der Bothschafter, durchaus kein Anschein böser Gesinnungen; noch herrschte auch eine andere Bewegung als die des Schmerzes. Am Abend war es dem Kranken nicht mehr möglich, die geringste Nahrung zu nehmen; und am zwanzigsten August, um 5 Uhr früh, sollte dies so reine, so weise, in vielen Umständen so starke Leben endlich erlöschen.

Also starb der hohe Priester Pius VII. in einem Alter von 81 Jahren und sechs Tagen, nach einer Regierung von drei und zwanzig Jahren, fünf Monaten und sechs Tagen. Seit dem Tode Clemens XIV.

---

*) Durch dies Breve, das Herr Ritter Artaud in lateinischer Sprache, seiner ganzen Ausdehnung nach, hier einschaltet, ward ihm gestattet, nach seiner Rückkehr in Frankreich in einem Oratorium seiner Behausung täglich die heilige Messe lesen zu lassen. Bei dieser Gelegenheit erfahren wir auch, daß der Herr Ritter mit seinem Taufnahmen Alexis Franz, seine Gemahlin aber Maria-Johanna-Katharina heißt, und eine geborne Marquise von Forget ist.

[1823]

am 22. December 1774, und der Wahl seines Nachfolgers, Pius VI. hatte die Stadt Rom weder eine päpstliche Leichenfeier noch ein Conclave mehr gesehen; (das Leichenbegängniß Pius VI. war mehr ein Trauer-Gottesdienst gewesen).

Alsbald nach dem traurigen Ereignisse begab sich der Cardinal Pacca, Camerlengo, in Gewanden, Paonazzi genannt, begleitet von den Schreibern der Kammer in Trauerkleidern, in den Quirinalpallast, den Leichnam Seiner Heiligkeit zu erkennen, und im Namen des heiligen Collegiums Besitz von dem päpstlichen Pallaste und von der Regierung des Staates zu nehmen. Nach dem Verbalprozeß der Anerkennung des Körpers, empfing er von dem Prälaten Maestro di camera den Fischerring, und von den Beamteten, welchen dieselben anvertraut waren, die übrigen Siegel und Petschaften des verstorbenen Papstes. Diese Ringe mußten in Gegenwart der übrigen Cardinäle, bei ihrer ersten Wiedervereinigung, zerbrochen werden. Zur nämlichen Zeit und auf Befehl des Cardinals Camerlengo verkündigte die große Glocke auf dem Capitolium dem Volke den Verlust, der es eben nun getroffen hatte; und der Cardinal della Genga, Vicar Seiner Heiligkeit, sandte an alle Pfarreien den Befehl, auf dies Zeichen der Trauer zu antworten. Einer uralten Sitte zufolge begab sich der Hof des (Stadtviertels) Rione della Regola in großer Feierlichkeit in die öffentlichen Gefängnisse und ertheilte die Freiheit den Gefangenen, die daselbst zwei und zwanzig an der Zahl

achtzehn Männer und vier Weiber waren. Man hatte die Vorsicht gebraucht, am Tage zuvor, nach der Engelsburg Diejenigen zu senden, welche irgend eines Verbrechens schuldig waren; so daß in den Gefängnissen nur solche erübrigten, die wegen leichter Vergehungen daselbst verhaftet waren. Nachdem der Cardinal Camerlengo seine Functionen in dem Pallaste des Papstes vollendet hatte, verließ er denselben, um in den seinigen zurückzukehren; von der Schweitzerwache begleitet, die ihm vorangehen und folgen mußte, so oft er vor dem Conclave auszugehen hatte. Der Tod Seiner Heiligkeit versetzte ihn in den Besitz der Ehren eines Oberhauptes des Staates bis zu dieser Epoche. Das Geld, das während dieses Zwischenreiches geschlagen wurde, mußte mit seinem Wappen geprägt werden. Er fand sich bei den öffentlichen Functionen ein, die der sogenannten Congregation der Ordensoberhäupter anvertraut waren; und die zusammengesetzt war aus dem Dechant der Cardinal-Bischöfe des römischen Bezirkes, aus dem Dechant der Cardinal-Priester, der Cardinal-Diaconen, und nach einander aus dem zweiten Priester, Diacon und so fort, bis alle ihrer Reihe nach von drei zu drei Tagen waren berufen worden. Diese Congregation bestand am 21. August aus den Cardinälen la Somaglia, Fesch und Consalvi. Letzterer war Dechant der Diaconen in Abwesenheit des Cardinals Fabricio Ruffo. Der Cardinal-Großpönitenziar und der Cardinal-Secretair der Breve's waren die einzigen Autoritäten, deren

[1823]

Functionen nicht unterbrochen wurden; die andern mußten durch das heilige Collegium vertreten werden. Die Gerichtsstelle der Rota, die Tribunale und die Daterie hatten aufgehört, die Gerechtigkeit zu verwalten und Bullen auszufertigen.

Man schritt nun zur Einbalsamirung der Leiche des Papstes vor; die Eingeweide wurden ohne große Feierlichkeit nach der Kirche der heiligen Anastasia, der Pfarre des Quirinalpallastes, gebracht; der Körper aber, bekleidet mit dem weißen Talar, der Stola und dem Brustkreuze, blieb in einem der Säle des Pallastes auf einem Paradebett ausgesetzt. Die Schweitzerwache bewachte das äußere Thor. Die Nobelgarde, deren Einführung erst im Anfang der Regierung Pius VII. begonnen hatte, bewachte das Innere. Vier dieser Officiere blieben bei dem Körper. Eine unermeßliche Volksmenge bedeckte den Platz Monte-Cavallo und stritt sich um den Eintritt in den Pallast, der nur in Zwischenräumen und so vielen Menschen gestattet wurde, als der Saal des Leichenbettes in sich fassen konnte.

Am folgenden Tage, dem 22. um 9 Uhr frühe wurde die Leiche des Papstes nach dem Vatican übertragen. Das Leichengeleite, welchem Abtheilungen der Reiterei und zahlreiche Diener des Papstes mit Fakeln vorangingen, bewegte sich langsam durch die Mitte des zahlreichen Volkes vorwärts; es bestand vorzüglich aus der Nobelgarde, der Bürgerwache, der Schweitzerwache und aus verschiedenen Corps der römischen Garnison. Sieben Stück groben Ge-

schützes mit ihren Pulverkarren zogen ihnen nach. Man sah den Körper des Papstes mit aufgedecktem Angesichte; er ward in einer Sänfte von zwei Maulthieren unter einem Thronhimmel getragen. Die vorzüglichsten Beamteten seines Hauses umgaben, — aber kein Priester in heiligen Gewanden begleitete ihn; kein religiöser Gesang ertönte. Sein Haupt war mit dem päpstlichen Hute bedeckt. Unter dem Geräusch einer kriegerischen Musik, die nicht sowohl auf das Leichenbegängniß eines römischen Papstes, als eines Feldherrn zu deuten schien, zog Pius VII. in den Tempel ein. Uebrigens mag man bei dieser Gelegenheit über die natürliche Gelehrigkeit des Volkes zu Rom urtheilen. Ungeachtet der lebhaften Neugier, von welcher eine unermeßliche Volksmenge beseelt war; ungeachtet einer nicht genugsamen Beleuchtung und vielleicht auch ungenügsamen Polizei-Anstalt, hatte man keinen unglücklichen Zufall zu bedauern.

Als die Cardinäle sich versammelt hatten, brachen Anfangs einige Unzufriedenheiten gegen den Cardinal Consalvi aus. Der Cardinal Fesch hatte den Muth, seine Vertheidigung zu übernehmen, was von andern Cardinälen höchlich gebilliget ward; und es wurde beschlossen, der Cardinal La Somaglia sollte Fabbriciere seyn; nämlich mit allen Voranstalten die auf das Conclave sich bezogen, zugleich mit dem Cardinal Fabricio Ruffo beauftragt werden; der Cardinal Consalvi aber sollte die Functionen des abwesenden Cardinals Ruffo versehen. Hierauf sprach der Cardinal La Somaglia, Dechant, er habe von

[1823]
seinem Vorgänger Mattei verschiedene Papiere bekommen, mit dem Befehl, solche erst nach dem Tode des Papstes, und in Gegenwart des versammelten Collegiums zu öffnen. Seine Eminenz entsiegelten das Paket, und es fanden sich darin zwei, von Fontainebleau datirte Breve's. Im Ersten befahl der Papst den Cardinälen, unmittelbar unter dem Vorsitz des Cardinal-Dechants sich zu versammeln, und alle uralten Satzungen zu übergehen, um nur die gebieterische Nothwendigkeit und die Gefahren ins Auge zu fassen, und in der kürzesten Frist einen Papst durch Mehrheit der Stimmen zu wählen. Ein zweites Breve enthielt die nämlichen Verfügungen; mit dem Unterschiede, daß er, um die Wahl zu bekräftigen, in Gemäßheit des uralten Gebrauches, die zwei Drittheile der Stimmen forderte. Nun nahm der Secretair des heiligen Collegiums, Monsignor Mazio das Wort und erklärte, auch er sei im Besitz eines dritten Breve's, dessen Verfasser und einziger Vertrauter er auf Befehl des Papstes und unter dem Beichtsiegel der Verschwiegenheit gewesen sei. Dies Breve war vom October des Jahres 1821 datirt, zu welcher Zeit der Papst die Bannbulle gegen die Carbonari's erlassen hatte. Der heilige Vater ordnete darin an, man sollte sogleich nach seinem Tode und, so zu sagen, noch über seinem sterbenden Körper, wo möglich, und ausrufungsweise zu dieser Wahl schreiten; die Wahl sollte in geheim geschehen, ohne die beglaubigten Minister früher davon zu benachrichtigen, ohne den Höfen davon Bericht zu geben, und

ohne mit dem Leichenbegängnisse sich zu beschäftigen, bevor nicht dieser Act vollbracht wäre. Der heilige Vater empfahl, mit den eindringlichsten Ausdrücken, die Einigkeit den Cardinälen; erinnerte sie, daß die Meisten seine Schöpfung wären, und daß die Dankbarkeit, vereint mit der Liebe zur Religion und zum Vaterlande, von ihrem Gehorsam ihn versichern sollte. Dies letzte Breve machte den tiefsten Eindruck. Indessen hatte die ganze Versammlung die Weisheit, zu erkennen, daß die Anordnungen, welche Seine Heiligkeit zur Zeit erlassen hätten, wo die Folgen der Revolution in Spanien und in Piemont Italien in Unruhe versetzten, auf die gegenwärtigen Umstände nicht mehr anwendbar wären.

Ich war Einer der Ersten, der dem Cardinal Consalvi schrieb; und zwar mit um so größerer Beeiferung, als ich wußte, daß er in den tiefsten Schmerz versenkt war. Er antwortete mir schon am folgenden Tage. Sein Brief ist ein wahrer Abdruck seines Herzens. *)

---

*) „Ich bin über Ihr Schreiben vom 22. aufs Innigste gerührt; und hätte auch alsbald geantwortet, wenn es unter gegenwärtigen Umständen mir möglich gewesen wäre. Wollen Sie demnach heute meine ganze Danksagung gütigst empfangen und an meine volle Achtung und Anhänglichkeit glauben, die sich von lange her datiren, und niemals eine Verminderung erlitten, noch je erleiden werden. Sie haben wohl Recht zu glauben, daß ich den tiefsten Schmerz über das traurige Ereigniß empfinden muß, das eben jetzt sich ergab. Sie kennen seit langer Zeit die innigen Verhältnisse, die an Pius VII. mich knüpften; und ich bekenne, daß der Schmerz über seinen Verlust jeden Tag peinlicher für mich

[1823]

Die Leichenfeier des Papstes, die man novendiali nennt, weil sie neun Tage dauert, ward mit dem gewohnten Pomp gefeiert. Ich wohnte besonders den letzten Ceremonien bei; nämlich am Abend des Tages, wo man den Körper in den äußerlichen steinernen Sarg verschließen sollte, der über der Pforte einer Tribune der Capelle der Domherren war. Ich sah, daß man den Sarkophag aus Gyps herabschlug, wo Pius VI. niedergelegt war, und seinen Körper in einen Winkel der Chorcapelle trug. Dann besiegelte man den bleiernen Sarg, in welchem Pius VII. verschlossen war; nachdem man früher einen Beutel mit den Denkmünzen neben ihn gelegt hatte, die unter seiner Regierung waren geprägt worden. Hierauf erhob man ihn an die Stelle, die Pius VI. eingenommen hatte, und mauerte in Eile einen Sarg aus Gyps darüber, der späterhin mit einigen Verzierungen sollte umgeben werden. Nun fing Jederman an, sich fortzubegeben. Mich aber bedünkte es, als hätte ich die Kraft nicht, die St. Peterskirche zu verlassen. Wirklich stimmte mich eine Art innerlichen Widerstandes, die ich wie eine Art Pflicht in mir fühlte, Denjenigen nicht zu folgen, die mich begleitet hatten; und noch in der Tempelhalle

---

wird. Schon sind's vier und zwanzig Jahre, daß ich um ihn, und Augenzeuge so vieler Güte und so vieler Tugenden war.

„Ich bin, Herr Ritter, aus ganzer Seele mit möglichster Hochachtung, Ihr ꝛc

„Unterzeichnet: H. Card. CONSALVI.“

zu bleiben *), ſo lange die San-Piétrini, nämlich die Arbeiter, die zum Dienſte der Kirche gehören, fortfahren würden auszuführen, was ihnen war vor-

*) Als ich dieſe Regung der Unentſchloſſenheit fühlte, die mich hinter Denjenigen zurückhielt, welche ſich entfernten, gab der Notar der Geſandtſchaft, welcher zugleich auch Notar der Vaticankirche war, und ſo eben den Act der Verſcheidung Pius VII. auf den Knien geleſen hatte, mir zu verſtehen, er wölle mich zurückbegleiten, und bat mich nur um die Erlaubniß, ſein langes Gewand in der Kleiderkammer der Sacriſtei ablegen. Ich antwortete ihm ſogleich, ich würde ihn erwarten. Allmälig verließen der Majordomus Marazzani, die Domherren und die Beneſiziaten nach einander die Capelle. Man löſchte die Kerzen aus, und ich fand mich mit ſechs oder ſieben San-piétrini's zuſammen, welche bei ihrem Vorgeſetzten um die letzten Befehle ſich anfragten. Er ſagte ihnen, auf den Sarg Pius VI. hinweiſend, der in einem Winkel der Capelle geblieben war: „Uebertraget dieſen Sarg.“ Ich unterſchied die Worte nicht genau, und es bedünkte mich, daß er, während er mit der Hand auf den zweiten Wandpfeiler zur Rechten des großen Schiffes hin deutete, die Namen Innocenz XIII. und der Königin Chriſtine ausſprach. Bei dieſen Worten ſetzten die San-piétrini's den Sarg auf einen kleinen, eiſernen, ſehr niedern Karren mit eiſernen Rädern und zogen ihn in der Richtung fort, die ihr Vorgeſetzter mit der Hand bezeichnet hatte. Einer aus ihnen ging voraus und trug eine Fakel in der Hand; auch ich folgte nach, ohne mir Rechenſchaft über das geben zu können, was ich that. Der Karren rollte langſam durch das große Schiff und die Echo's des Tempels gaben einen Wiederhall trauriger Grabestöne, die in der ganzen Kirche erſchallten. Der Lärm hörte auf, als der Karren bei dem zweiten Wandpfeiler angelangt war, und die Fackel näherte ſich uns. Als der Vorgeſetzte die Arbeiter wieder erſcheinen ſah, fragte er ſie, warum ſie ſobald zurückkehrten. Sie antworteten, ſie hätten ſeinen Befehl vollzogen. Sie hatten ihn jedoch nicht recht verſtanden; denn er hatte ihnen befohlen, den Sarg gegen das Bekenntniß des heiligen Petrus hin zu überſetzen, um ihn von dort in die unterirdiſche Kirche zu tragen, und neben der Aſche der Kö-

[1823]

geſchrieben worden; und ich war der Letzte, der die Kirche verließ.

---

nigin Chriſtine aufzuſtellen, wo ein Ort bereitet war, ihn unterdeſſen aufzunehmen. Der Fakelträger und die Arbeiter kehrten zu dem Wandpfeiler zurück; ich aber ſchritt mit dem Vorgeſetzten bis zu dem Bekenntniß vor, das, wie bekannt, Tag und Nacht, von 92 brennenden Lampen erleuchtet iſt. Kurze Zeit hierauf ließ das Geräuſch des Karrens ſich wieder vernehmen, und wurde gellender, weil es gegen die große Kuppel wiederhallte. Der Vorgeſetzte, der ein frommer und gebildeter Mann war, und deſſen Familie Pius VI. vieles verdankte, ſagte dann zu mir: „Sehen Sie da unſern unglücklichen apoſtoliſchen Pilger; noch laſſen dieſe Leute ihn reiſen; ſogar nun, wo er ſchon im Hafen iſt.“ — Man ließ den Sarg auf der Treppe des Bekenntniſſes mit den Händen hinab. Der Notar, der in den Finſterniſſen ſich verloren hatte, fand ſich endlich bei mir ein. Da nahm der Vorgeſetzte der Sanpietrini's die Fakel und führte mich zurück, um mir eine Seitenpforte der Kirche aufzuthun. Hier wendete ich mich wider Willen um. Die Lampen vor dem Bekenntniſſe ſchienen nur mehr wie ein halberloſchener Schimmer, indeß unſre Fakel rieſenhafte und ſchreckliche Schatten in den Tiefen des Tempels warf. Ich richtete einen letzten Gedanken an die beiden Päpſte, und konnte kein Wort hervorbringen, bis ich im Palaſte Frankreichs angelangt war.

Vierzigstes Capitel.

Kurze Wiederholung der vorzüglichsten Thaten während der Regierung Pius VII. — Zweck des Verfassers bei diesem Werke. — Erklärung Bossuets und Fenelons über die Einheit der katholischen Kirche. — Beschreibung des Grabmahls, das Pius VII. auf Anordnung des Cardinals Consalvi errichtet ward.

Man sah, durch wie viele Drangsale, Verfolgungen und Gewaltthätigkeiten die Regierung Pius VII. auf die schmerzlichste Weise durchkreuzt ward. Mehrere Jahre hindurch war er seinem Thron entrissen, und dennoch verherrlichten Arbeiten aller Art dies Pontificat. Unter seiner Regierung wurden die Nachgrabungen bei Ostia angestellt, wodurch man die eigentliche Lage dieser Stadt erkannte. Die Nachgrabungen gediehen unter dem gelehrten Abbate Féa so weit, daß man deutlich eine Gasse erkannte, welche war von Goldschmieden bewohnt gewesen. In vielen Gewölbern fand man noch silberne und goldene Armbänder und Ohrgehänge, und Schmelztiegel. Diesen Nachgrabungen verdankte man unter andern einen Camee von sehr hohem Werthe, der Jupiter und Antiope vorstellte. Dieser Camee gehörte zu dem Privat-Musäum Pius VII. bis zu seinem Tode; dann aber ward er zum Vortheil seiner Verlassenschaft verkauft.

Unter dieser Regierung ebnete man den Boden um den Bogen Constantins und den Bogen des Sep-

[1823]
timus Severus. Man räumte allen Schutt von dem römischen Forum hinweg; man errichtete den Springbrunnen auf Monte Cavallo; nachdem man früher den beiden Kolossen eine malerischere Stellung gegeben hatte. Man erhob den Obelisk auf dem Monte Pincio, stürzte das alte Gemäuer, das den St. Petersplatz verunzierte, verschönerte den Platz des Volkes, und ließ aus seinen Trümmern das Forum Trajans hervortreten, dessen Gründung die Franzosen geschickter Weise wieder gefunden hatten. Die Regierung wendete 75,000 Piaster daran, die Unternehmung zu vollenden; die sie selbst auch mit großen Unkosten angefangen hatte. Den edlen und großmüthigen Gewohnheiten seiner Vorgänger getreu, erbaute Pius VII. neue Kammern an das Musäum des Vaticans, und baute jenen Theil, den man Braccio nuovo nennt. Es geschahen auch einige Arbeiten in der Bibliothek des Vaticans; deren Erfolg indessen minder glücklich war. Es konnte nicht fehlen, daß Rabet wüßte, seine Entführungs-Unternehmung würde durch die bildenden Künste auf die Nachwelt kommen; wenn er dessen auch nicht für eigene Rechnung gedacht hätte. Ein großer Theil der Widerwärtigkeiten, die Pius VII. erfahren hatte, war von sehr mittelmäßigen Künstlern auf den Wänden dieser Bibliothek dargestellt worden; besonders ist das Frescogemälde, auf welchem man sieht, wie der Papst als Gefangener fortgeführt wird, von dem gemeinsten Pinsel ausgeführt. Weder ist darin wahres Co-

lorit, noch Würde, noch Kraft, noch richtiges Studium der Perspective. Betrauert aber die Bibliothek die Gegenwart solcher Erinnerungen, die dort unnütz sind; so zeigt sie dagegen mit Stolz eine unermeßliche Wohlthat, die sie von Pius VII. empfing. Unter dieser Regierung ward Monsignor Maï nach Rom angezogen; dort fand er mit so großem Eifer und Standhaftigkeit die Republik Cicero's großen Theils wieder auf. Unter dieser nämlichen Regierung ward eine Dotation von 4000 Thalern Canova zugesichert; der, hierin eben so edel als der Wohlthäter, solche jährlich unter römische und fremde Künstler vertheilte. Den Gedanken, aus dem der öffentliche Spaziergang bei der Villa Medicis hervorging, verdankt man den Franzosen für die Gesundheit der Stadt. Die Verwaltung Pius VII. vollendete die Pflanzungen und alle Werke, die ihre Abreise unterbrochen hatte.

In Beziehung auf Künste und Wissenschaften bezahlte Pius VII. seine Schuld an die Stadt Rom auf großartige Weise. Diese Hauptstadt der Welt, dieser Salon von Europa, wie Frau von Stael solche nannte, zeigt allenthalben Spuren der Munificenz dieses Souverains und der hohen Einsicht seines Ministers Consalvi. Auch eiferten die Römer, die Züge Pius VII. zu vervielfältigen; sie wurden auf vielen Denkmünzen erhalten. Auch haben wir drei vorzüglich schöne Abbildungen dieses Papstes: 1) Jene, die der berühmte Vicar zu Rom nach Aufträgen des Herrn Cacault malte, und die großentheils

[1823]

von seinem Gelde bezahlt ward; 2) das Porträt, das David i. J. 1805 zu Paris malte, und das Eine der vorzüglichsten Gestalten auf seinem Krönungsgemälde, ohne allen Zweifel aber ein wunderbares Werk ist; 3) Das Bildniß, das Lawrence auf Befehl Georgs IV. nach Rom zu malen reiste, die Sammlung aller Souverains zu vervollständigen, die an dem Wiener Tractat Antheil genommen haben; welche Sammlung dem König von England angehört. Es bestehen Kupferstiche in großer Anzahl, welche Pius VII. darstellen; getreu jedoch sind nur jene, welche konnten nach den Denkmünzen Cerbora's, Girometti's, und nach Wicar, David und Lawrence gestochen werden.

Das Leben eines Mannes, der durch seine Tugenden, durch seine Leiden und diese Art glänzenden Schadenersatzes berühmt ist, den die Vorsehung erlauchten Unglücksfällen so selten gewährt, verdiente es, wie ich schon früher erinnerte, den Betrachtungen des Christen, des Staatsmannes und des Bürgers vorgelegt zu werden. Fassen wir nun die denkwürdigsten Umstände dieses Pontificates in Kürze zusammen.

Diese Art verborgenen, der Einsamkeit und dem Gebet gewidmeten Daseyns also, eine unverhoffte Erhebung, die nach tausend Streitigkeiten, durch einstimmige Wahl und zwar mitten unter fremden, zwieträchtigen Meinungen und fern von der Hauptstadt erlangt ward, wo eine solche Wahl beinahe immer ohne Unruhen und Zänkereien vor sich geht;

eine feierliche, von Huldigungen und Segnungen begleitete Einsetzung, die einer verderblichen Gewalträuberei und einer drückenden und demüthigenden militairischen Besetzung ein Ziel setzt; ein religiöses, noch immer bestehendes Concordat, das zwischen dem heiligen Stuhle und der Consular-Regierung unterzeichnet ward; eine vergebliche und unglückselige Reise nach Frankreich; entsetzliche Zwistigkeiten mit einem, von einer furchtbaren Macht umgebenen Kaiser; dies sacrilegische Verbrechen, das bald an dem Oberhaupt der katholischen Religion begangen ward; hernach aber jene zahllosen Beweise der Achtung und Ehrfurcht, welche alle Mächte von Europa, sogar diejenigen in reichlichstem Maße erwiesen, die nicht unsres Glaubens sind; jene Beifallsbezeugungen, die von allen Seiten einem heldenmüthigen Widerstande gegeben wurden, der nur während einer Viertelstunde, den vereinten dringenden Aufforderungen der Schwäche und einiger Begierlichkeiten nachgeben sollte, um dann unmittelbar hernach durch eine erhabene Reue entschlossener, kräftiger und gekrönt sich zu zeigen; die glorreiche Rückkehr in die Kirchenstaaten; jene Art kirchlicher Begränzungen, die geeigneter für das Land sind und den Bedürfnissen des Cultus gestattet wurden, wie die Minister der Wiederherstellung der Dinge sie begehrt hatten; jene weisen, zu verschiedenen Epochen, mit beinahe allen Kabineten der Christenheit abgeschlossenen Tractate; nützliche und dauerhafte Gesetze; der Schutz, der den Künsten und Wissenschaften verliehen ward; das

[1832]

Glück, zu Freunden zwei Cardinäle von höchstem Rufe gehabt zu haben, von welchen der Eine mit der glänzendsten Regierungskunst begabt war, der Andere aber einen reichen, ja unerschöpflichen Schatz an Frömmigkeit und Muth besaß; die rechtmäßige Gewalt, die in volkreichen Provinzen wiederhergestellt, und die Drangsale des vorhergehenden Pontificats, die gänzlich getilgt wurden; endlich die Sanftmuth, die Ergebung, die Güte, die oft mit einer heldenmüthigen Stärke vereint, über drei und zwanzig Jahre wie auf dem Throne saßen: diese unerhörten Ereignisse, dies erstaunliche Schauspiel sanfter und rührender Eigenschaften, verträglicher Politik, väterlicher Herablassung, vorübergehender menschlicher Schwäche, unerhörter Ungerechtigkeiten, des Mißbrauchs der Gewalt; jene auf gewisse Weise wunderbare Erhaltung, für welche einer anzubetenden Gnade des Himmels Dank gebührt, forderten einige Blätter von der Geschichte.

Ich erachtete, ich könnte so viele Thatsachen zur Genüge, um am Ende einer so langen Laufbahn voll der Arbeiten und Dienste, mir zu erlauben, diese Erzählung zu unternehmen. Es ward der öffentlichen Meinung eine religiöse Regung eingeprägt; möchte sie dem Erfolg meiner Unternehmung nachhelfen! Ich erachtete, die Gewohnheit, die Menschen zu achten, die Wahrheit mit Anstand zu sagen, nicht vor einem bekannten Umstand zurückzubeben, dessen Entwicklung nothwendig wäre, zumal wenn man die Thatsache nur mit Zurückhaltung und geziemender Feinheit vor-

trüge, — daß eine solche Gewohnheit mich bewahren würde, mich zu verirren. Ein moralisches Ziel hat immer tiefen Eindruck auf mich gewirkt, und ich ließ nicht ab, vorwärts zu schreiten, um dasselbe zu erreichen. Seit einem halben Jahrhundert haben verschiedene Gewalten dahin gestrebt, das heilige Principat der päpstlichen Gewalt an sich zu reißen. Alle Versuche aber scheiterten, und alle Versuche werden scheitern. Die Stärke des Papstes liegt nicht nur in der Ehrfurcht und in der Ergebenheit katholischer Fürsten; sondern sie liegt auch in der richtigen Erkenntniß, welche protestantische Souverains, die unter ihrem Zepter katholische Unterthanen vereinigen, von dem Nutzen eines päpstlichen, unabhängigen Ansehens erlangten. Dies Ansehen residirt zu Rom; es besteht daselbst seit fünfzehn Jahrhunderten; es wird daselbst unerschütterlich verbleiben, und niemals werden die Päpste, welche Pius VI., Pius VII., und Gregorius XVI. nachfolgen, Unterthanen irgend einer monarchischen oder republikanischen Macht werden. Keine politische Uebermacht, der es gelänge, in ihre Fesseln Denjenigen zu schlagen, der da bindet und löst; der über kirchliche Sachen zu richten hat; der die sieben hundert Bischöfe der Katholizität einsetzt; wird je den Stuhl umstürzen, von welchem endlich nach so vielen Zänkereien und Sophismen, ein Minister Napoleons, der unmittelbar an seinen Herrn das Wort richtete, mit Sicherheit sprach: „Der heilige Stuhl ist wesentlich neutral, er kann, von welcher Art immer die politischen Unruhen seyn mö-

[1823]

gen, seinen Verbindungen mit einer christlichen Macht nicht entsagen; und seine Pflichten als Oberhaupt der Kirche können ihn verhindern, in die Streitigkeiten der andern Mächte sich einzulassen." — Höchlich stimmen wir den Worten dieses militairischen Publizisten bei. Hinsichtlich der wahrhaften Stärke unsrer Religion, der Einheit, die unter Pius VII. in Einem Wunsch alle Wünsche so vieler Nationen verschmolz, ob sie auch unter einander sich bestritten, wiederholen wir das Bekenntniß Bossuets und Fenelon's *).

*) „O heilige römische Kirche, Mutter der Kirchen und Mutter aller Gläubigen, von Gott erwählte Kirche, um seine Kinder in dem nämlichen Glauben zu vereinigen, immer werden wir mit dem innigsten Grunde unsres Herzens an deiner Einheit halten! Möchte ich eher meiner selbst vergessen, als ich deiner vergesse, o römische Kirche!"

Mit diesem so glänzenden Bekenntnisse muß man noch eine andere Anrufung Fenelons vereinigen. „O römische Kirche, o heilige Stadt, o geliebtes und gemeinsames Vaterland aller Christen! Es gibt in Jesu Christo weder Griechen, noch Scythen, noch Barbaren, noch Juden, noch Heiden; alles ward zu Einem Volke in unserm Schooße; alle sind Mitbürger Roms und jeder Katholik ist römisch. Dies ist jener große Stamm, der von der Hand Jesu Christi gepflanzt ward! Jeder Zweig, der davon getrennt ist, welkt dahin, vertrocknet und fällt ab. O Mutter, wer immer ein Kind Gottes ist, der ist auch das deinige. Nach so vielen Jahrhunderten bist du noch fruchtbar, o Braut; ohne Unterlaß gebierst du deinem göttlichen Bräutigam Kinder an allen Gränzen der Erde! Doch woher kommt es, daß so viele entartete Kinder heut zu Tage ihre Mutter verkennen? Wie! Wäre je das heilige Band der Einheit, das aus allen Völkern eine einzige Herde, aus allen Religionsdienern einen einzigen Hirten bilden sollte, der Vorwand einer unglückseligen Trennung!"

Hoffen wir, daß derlei Unglücksfälle unsre hohen Priester nicht mehr treffen werden; daß die bürgerlichen und politischen Gewalten für immer Achtung haben werden vor der religiösen Gewalt, die sich selbst in ihrem gerechten Maß erhält; die nur beabsichtigt, dort zu herrschen, wo die Dogmen befehlen; nur dort zu ordnen, wo die kirchliche Zucht und die kirchlichen Gesetze eintreten müssen. Uebrigens würde das Beispiel Pius VII. nicht verloren seyn; man würde nach seinem Tode ihn nachahmen; und immer rief die Marter der Marter.

Der Cardinal Consalvi hatte ganz richtig gesprochen, als er sagte, er würde Pius VII. bald folgen; er überlebte ihn nur fünf Monate. In seinem Testamente ordnete er an, man sollte die goldenen, mit reichen Edelsteinen besetzten Dosen verkaufen, die er von verschiedenen Mächten bei Gelegenheit so vieler Tractate zum Geschenk bekommen hatte; und sollte einen Theil des Ertrags dazu verwenden, die Façaden mehrerer Kirchen Roms zu vollenden; der andere Theil aber sollte bestimmt seyn, seinem Wohlthäter ein Grabmahl in dem Dom St. Peter zu erbauen. Das Denkmahl ward von dem Komthur Thorwaldsen ausgeführt. Pius VII. wird daselbst zwischen zwei allegorischen Personen, die seine ganze Regierung in Kürze zusammen fassen, zwischen der Stärke und Mäßigung sitzend dargestellt. Noch ist der Cardinal Pacca am Leben. Als Dechant der Cardinäle, erbaut er diesen erlauchten

[1823]

Körper durch seine Tugenden, und ist ein Muster der Wissenschaft, der Frömmigkeit, der Charakterstärke und aller Eigenschaften, die man zu Rom beständig als die einzigen Rechtsgründe betrachtet hat, welche zur Würde eines Mitgliedes des heiligen Collegiums erheben können.

Inhalt.

Seite

Vier und zwanzigſtes Capitel.

Herr Duvoiſin, Biſchof von Nantes. — Der Kaiſer kommt nach Fontainebleau. — Concordat vom Jahr 1813. — Ankunft der Cardinäle Pacca und Conſalvi zu Fontainebleau. — Der Papſt entſchließt ſich, gegen das Concordat vom Jahr 1813 ſich feierlich zu verwahren 3

Fünf und zwanzigſtes Capitel.

Der Papſt ſchreibt ſeinen Widerruf ſelbſt, und ſendet denſelben dem Kaiſer. — Anrede am 24. Merz. — Der Kaiſer wagt es nicht, ſich zum Oberhaupt der Religion des Reiches zu erklären. — Bulle für die Einrichtung des künftigen Conclave's. — Widerlegung der Verleumdungen, die wider Pius VII. verbreitet wurden. — Schlacht bei Lützen. — Schreiben der Kaiſerin an den Papſt und Antwort des Papſtes. — Schreiben des Papſtes an den Kaiſer von Oeſterreich. — Verſuche, die Unterhandlungen mit Pius VII. abermal anzuknüpfen . 25

Sechs und zwanzigſtes Capitel.

Napoleon ertheilt den Befehl, den Papſt nach Rom zurück zu führen. — Seine Reiſe durch das mittägige Frankreich. — Die proviſoriſche Regierung Frankreichs ertheilt Befehle, dem Papſte die ihm gebührende Ehren zu erweiſen. — Zuſammenkunft des Papſtes mit Joachim zu Ceſena. — Schreiben Lucians an den Papſt. — Schreiben des Papſtes an Ludwig XVIII. — Conſalvi zu Paris. — Herr von Talleyrand, Miniſter Ludwigs XVIII. — Einzug des Papſtes zu Rom. — Doctor Breſcia. — Ludwig XVIII. ſendet eine Geſandſchaft nach Rom. — Der Verfaſſer wird derſelben zugetheilt. — Radet verlangt nach Rom zu kommen 56

Sieben und zwanzigstes Capitel.

Belehrungen des Herrn von Talleyrand an Herrn von Pressigny, Bothschafter zu Rom. — Amtliche Note des Cardinals Consalvi an die Minister der vorzüglichsten Mächte Europa's . 76

Acht und zwanzigstes Capitel.

Napoleon zu Porto-Ferrajo. — Betrachtungen über seine erhabenen militairischen Talente, sein Genie und seine Fehler. — Wiederherstellung der Jesuiten. — Das Fest des heiligen Ludwig zu Rom. — Lucian, Fürst von Canino. — Anrede vom 26. December. — Antwort des Cardinals Pacca auf eine Bitte in Bezug auf den General Radet. — Schreiben des Cardinals Fesch an den König von Frankreich. — Schreiben des Papstes an Ludwig XVIII. 90

Neun und zwanzigstes Capitel.

Die, am Feste Mariä-Lichtmeß geweihten Kerzen werden der königlichen Familie zugesandt. — Joachim erbietet sich, den Tribut zu bezahlen; und zündet dann den Krieg an. — Napoleon verläßt die Insel Elba. — Der Papst reist nach Genua ab. — Seine Vorhersagung. — Schreiben des Herrn von Caulaincourt an den Cardinal Pacca. — Schreiben Napoleons an den Papst. — Murat zieht gegen die Oesterreicher — Er wird geschlagen. — Bericht des Herrn von Caulaincourt an Napoleon. — Rückkehr des Papstes nach Rom. Er erhält die Legationen zurück. — Glückwünsche des Papstes an den König. — Antwort des Königs. — Canova zu Paris 104

Dreißigstes Capitel.

Das Fest des heiligen Ludwigs zu Rom. — Anrede vom 4. September. — König Carl IV. kommt nach Rom zurück. — Joachim landet zu Pizzo. — Sein Tod. — Schreiben des Herrn Poynter an Cardinal Consalvi. — Das Fest der heiligen Lucia. — Die Kunstgegenstände kommen zu Paris abermal zur Sprache. — Canova läßt mehrere Standbilder von hohem Werthe als ein Geschenk zurück 122

Seite

Ein und dreißigstes Capitel.

Ränke in der Umgebung des Papstes. — Verschiedene Mächte nehmen sich um die Bitten des Prinzen Eugen an. — Herr Mazois wird als Kurier nach Neapel gesandt. — Schreiben des Königs an Pius VII. — Instructionen des Herzogs von Richelieu für den Grafen von Blacas 137

Zwei und dreißigstes Capitel.

Herr Graf von Blacas folgt dem Herrn von Pressigny in der Gesandtschaft nach. — Pius VII. wird von einer Unpäßlichkeit befallen. — Seine Zwistigkeiten mit dem König Ferdinand. — Schreiben dieses Fürsten an den Papst über den weissen Zelter und die Fürstenthümer von Benevent und Ponte-Corvo 146

Drei und dreißigstes Capitel.

Motu-proprio vom 6. Juli — Prüfung dieses berühmten Gesetzes. — Ueberblick der französischen Staatsverwaltung zu Rom während der Usurpation. — Uebereinkunft vom 25. August 1816. — Schreiben des Papstes an den König von Frankreich. — Die Kirche der Dreieinigkeit vom Berge wird auf Unkosten des Herrn Grafen von Blacas ausgebessert . . 154

Vier und dreißigstes Capitel.

Der Vertrag vom 25. August wird ratifizirt. — Herr von Perigord, ehemaliger Bischof von Reims sendet Herrn von Richelieu einen Entwurf zu einer Antwort des Königs an den Papst. — Brief des Papstes an den König von Neapel. — Der Verfasser wird zum ersten Gesandtschaftssecretair nach Wien ernannt. Seine Abschiedsaudienz beim Papste 170

Fünf und dreißigstes Capitel.

Untersuchungen wegen Kisten voll der Schriften des Cardinals von York. — Wichtigkeit dieser Papiere. — Schreiben des Cardinals Consalvi an den Lord Castlereagh. — Verträge Roms mit Wien. — Schreiben mehrerer Minister in Beziehung auf den Fürsten von Canino. — Der Papst nimmt den Cardinal Maury freundlich auf. — Tod dieses Cardinals . 182

Sechs und dreißigstes Capitel.

Der Papst erkrankt. — Bemerkungen über den Charakter aller einzelnen Cardinäle. — Concordat vom 11. Juni 1817. — Dasselbe wird bestätigt. — Herr von Perigord, Herr de la Luzerne, und Herr von Bausset werden zu Cardinälen ernannt. — Concordat mit Piemont, Rußland und Neapel. — Schreiben des Regenten von England an den Papst. — Herr Portalis wird nach Rom gesandt. — Napoleon verlangt einen Priester nach St. Helena. — Breve des Papstes an Herrn von Perigord. — Ferdinand IV. zu Rom. — Der Herzog von Richelieu schreibt von Aachen an den Cardinal Consalvi. — Der Graf von Hauteville wird mit dem Portefeuille der auswärtigen Angelegenheiten beauftragt, und arbeitet mit dem König. — Schreiben des Cardinals von Perigord an den König. — Memorial, eingesendet von Herrn von Themines, Bischof von Blois 195

Sieben und dreißigstes Capitel.

Tod der Königin von Spanien, Maria-Louise. — Tod Carls IV. — Tod der Königin Isabella. — Wichtige Depesche des Herrn Portalis. — Reise Kaisers Franz I. nach Rom. — Feste, die Seiner Majestät gegeben wurden. — Der Erzherzog Rudolph wird zum Cardinal ernannt. — Geschenke des Wiener Hofes. — Edle Worte des Kaisers zu seinem Bruder, dem Großherzog von Toscana. — Schreiben der Bischöfe von Frankreich an den Papst. — Der Cardinal Consalvi antwortet dem Cardinal von Perigord. — Anrede vom 23. August. — Schreiben des Königs von Frankreich an den Cardinal Consalvi. — Schreiben des Königs an den Papst. — Der Cardinal von Perigord nimmt Besitz von dem bischöflichen Stuhle zu Paris. — Maßregeln gegen die Stadt Sonnino. — Unterhandlungen Roms mit den protestantischen Fürsten Deutschlands. — Herr von Quelen wird zum Coadjutor von Paris mit künftiger Nachfolge ernannt . 232

Acht und dreißigstes Capitel.

Monsignor Macchi, Nuntius in Paris. — Freundschaftliches Schreiben des Königs von England an den Papst. — Antwort des Papstes. — Revolution zu Neapel. — Die Both-

schafter der nordischen Mächte weigern sich solche anzuerkennen. — Man ersucht französische Schiffe zu Civita-Vecchia zu bleiben. — Fürst Hardenberg zu Rom. — Schöne That des französischen Commandanten Obriet. — Die Oesterreicher besetzen Neapel und Piemont. — Benevent und Ponte-Corvo werden dem heiligen Stuhle zurückgestellt. — Der Baiio Busca, Stellvertreter des Großmeisterthums zu Malta. — Verwaltungssystem, das während der Besetzung der Franzosen zu Benevent befolgt ward. — Bulle gegen die Carbonari. — Der Herzog von Blacas legt seine Stelle nieder. — Ihm folgt der Herzog von Montmorency-Laval im Amte nach. — In Frankreich werden achtzig Bisthümer organisirt. — Tod Canova's. — Der König von Preussen zu Rom. — Danksagungsschreiben Ludwigs XVIII. an den Papst . . . 265

Neun und dreißigstes Capitel.

Der Papst ernennt Monsignor Bertazzoli, den Fürsten Odescalchi, und Monsignor Riario zu Cardinälen. — Der Papst zerbricht in einem Falle das obere Schenkelbein. — Sorgfalt des Herrn von Chateaubriand und des französischen Bothschafters für den Papst. — Brand der St. Pauluskirche. — Der Kaiser sendet dem heiligen Vater Tokaier-Wein. Der König von Frankreich sendet ihm ein mechanisches Bett. — Breve an den Verfasser. — Tod des heiligen Vaters. — Der Cardinal Pacca nimmt Besitz von der Regierung. — Leichenfeier des Papstes . 289

Vierzigstes Capitel.

Kurze Wiederholung der vorzüglichsten Thaten während der Regierung Pius VII. — Zweck des Verfassers bei diesem Werke. — Erklärung Bossuets und Fenelons über die Einheit der katholischen Kirche. — Beschreibung des Grabmals, das Pius VII. auf Anordnung des Cardinals Consalvi errichtet ward 305

Berichtigungen.

Seite:	Zeile:	statt:	lies:
35	3 v. u.	den Angesicht	dem Angesicht
46	11 v. o.	den Kaiser	dem Kaiser
47	5 —	heftige	heftig
70	letzte	be-	bei
79	10 v. o.	woran	wovon.